Grand-Duché de Luxembourg
==========
Parquet
du
Tribunal d'Arrondissement
de Luxembourg

Le Procureur d'Etat

Luxembourg, le 10 juillet 2012

Not.: 16024/12/CD
(JPF)

Brm.:- Soit le dossier avec le rapport d'enquête préliminaire et les pièces transmis à Monsieur le Procureur Général d'Etat aux fins de sa communication à la Chambre des Députés en application des articles 82 et 116 de la Constitution.

Profond respect.

Jean-Paul FRISING, Procureur d'Etat

PROCUREUR D'ÉTAT
LUXEMBOURG

Adresse postale:
Cité Judiciaire
L-2080 Luxembourg

Bureaux :
Plateau St.Esprit, Cité Judiciaire-Bât.PL
Luxembourg

Téléphone: 47 59 81 -430/-411
Téléfax: 46 39 49

Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 9 juillet 2012

PARQUET GENERAL

CITE JUDICIAIRE

À
Monsieur Laurent MOSAR
Président de la Chambre des Députés

Concerne : affaire « Wickrange/Livange »

Monsieur le Président de la Chambre des Députés,

Lors d'une conférence de presse du 7 juin 2012, au sujet de l'affaire dite « *Wickrange/Livange* », Messieurs les députés Claude MEISCH et François BAUSCH ont affirmé que dans le traitement administratif de ce dossier des faits contraires à la loi pénale auraient été commis.

Suite à ces déclarations, Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg a fait procéder à une enquête préliminaire dont vous voudrez bien trouver une copie en annexe à la présente.

Plusieurs précisions s'imposent.

Dès les premiers stades de l'enquête préliminaire, il s'est avéré que les auteurs des infractions alléguées seraient notamment, sinon exclusivement, des membres ou d'anciens membres du Gouvernement.

Il y a lieu de rappeler que, du point de vue procédural, les articles 82[1] et 116[2] de la Constitution pourraient trouver application.

Il importe de donner à la notion d'« ***accuser*** » le sens qu'elle avait lors de l'adoption de notre Constitution. Le terme désigne la mise en mouvement de l'action publique par laquelle une juridiction est saisie.

---

[1] « *La Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement. – Une loi déterminera les cas de responsabilités, les peines à infliger et le mode de procéder, soit sur l'accusation admise par la Chambre, soit sur la poursuite des parties lésées.* »

[2] « *Jusqu'à ce qu'il soit pourvu par une loi, la Chambre des Députés aura un pouvoir discrétionnaire pour accuser un membre du Gouvernement, et la Cour supérieure, en assemblée générale, le jugera, en caractérisant le délit et en déterminant la peine. – Néanmoins, la peine ne pourra excéder celle de la réclusion, sans préjudice des cas expressément prévus par les lois pénales.* »

Adresse Postale:
CITE JUDICIAIRE
L-2080 Luxembourg

Bureaux :
Plateau du St-Esprit
Secrétariat – Bâtiment CR
Bureau N° 4.22

Téléphone : 47 59 81 – 329
Téléfax : 47 05 50
Email : parquet.general@justice.etat.lu
Portail Internet : www.justice.public.lu

Ce droit appartient donc à la seule Chambre des Députés. Pour cette raison, Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg a fait procéder à une enquête préliminaire, par laquelle l'action publique n'est pas engagée.

L'enquête préliminaire poursuit le but de rassembler les preuves d'une infraction sans qu'il ne puisse y avoir acte de coercition (saisie, perquisition etc.). En l'espèce, le recours à cette mesure n'a pas présenté de désavantage étant donné que la recherche de la preuve des faits n'imposait pas des actes coercitifs, de sorte que la saisine du juge d'instruction n'aurait de toute façon apporté aucune plus-value.

Ainsi qu'il a été indiqué au deuxième alinéa de la présente lettre, c'est la Chambre de Députés qui dispose du monopole de la mise en accusation des ministres.

Les raisons en sont :

- de mettre les ministres à l'abri d'accusations et d'actions judiciaires susceptibles « *d'entraver leurs travaux et de discréditer le gouvernement entier* »[3],

- d'éviter que le ministre ne soit "*gêné dans son action gouvernementale*"[4],

- d'assurer "*l'indépendance*" et "*la dignité*" du pouvoir exécutif[5].

Le "privilège" de juridiction des ministres ne vaut pas seulement pour les actes de fonction, mais également pour les actes posés à titre privé. Il s'agit de protéger le membre du gouvernement contre des actions judiciaires de nature à entraver son action gouvernementale. On peut renvoyer, à titre de comparaison, aux immunités pénales "fonctionnelles" des agents diplomatiques qui visent tant les actes de fonction que les actes posés à titre privé.[6]

Pour autant qu'un ancien membre du Gouvernement a été visé par les infractions alléguées, et qu'il s'agissait d'actes de sa fonction, il appartient donc à la Chambre d'examiner s'il y a lieu de procéder à sa mise en accusation.

En ce qui concerne les infractions d'extorsion ou de tentative d'extorsion, je renvoie au rapport du Service de Police judiciaire joint à la présente.

---

[3] O. Orban, le droit constitutionnel de la Belgique, tome II, les pouvoirs dans l'Etat, n° 140, Liège, 1908

[4] P. Wigny, droit constitutionnel, Tome I, n° 532, Bruxelles 1952

[5] Centre d'études pour la réforme de l'Etat, tome II. Conclusions additionnelles p. 98 – extrait cité, en partie, par la Cour d'appel sans indication de référence /voir aussi: la mercuriale du procureur général Delange du 1er système 1976: Considérations sur la responsabilité pénale et la responsabilité civile des ministres et secrétaires d'Etat, Journal des Tribunaux 1976, pp. 653, 669 et 690

[6] Dans cette logique, le privilège ne joue plus pour des poursuites entamées contre un ministre à un moment où ses fonctions ministérielles ont pris fin pour des actes accomplis à l'époque où il était ministre, mais se situant en dehors de ses fonctions ministérielles. Par un important arrêt du 12 juin 1985 la Cour de cassation de Belgique a admis que "*un ministre ne peut être poursuivi et jugé que dans les conditions prévues* (dans la Constitution) *lorsque, pendant le temps de ses fonctions, il est soupçonné d'avoir commis des infractions soit avant, soit pendant ce temps ou lorsque, après la cessation de ses fonctions, il est soupçonné d'avoir commis des infractions dans l'exercice de celles-ci. En revanche, lorsqu'un ministre dont les fonctions ont pris fin est soupçonné d'avoir commis des infractions pendant le temps de ses fonctions mais hors l'exercice de celles-ci, cet ancien ministre est poursuivi suivant les règles ordinaires de la procédure pénale devant les juridictions de droit commun*" (Pasicrisie belge 1985, I, n° 620).

A aucun moment des indices concrets de corruption n'ont été évoqués dans le débat public. L'enquête préliminaire n'a pas d'avantage mis en lumière une indication permettant de conclure à l'existence d'un tel indice.

Je me permets de vous signaler que Monsieur le Procureur d'Etat de Luxembourg et le soussigné sont à la disposition respectivement de la Chambre des Députés ou de l'organe compétent de celle-ci pour fournir des informations ou renseignements complémentaires, ceci toutefois sous des modalités à convenir.

Le dossier joint contient un certain nombre d'informations relatives à des personnes dont le comportement n'est pas en cause et à propos desquelles il y a lieu de prendre toutes les mesures utiles afin que le dossier ne parvienne dans le domaine public.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Robert BIEVER
Procureur Général d'Etat

Annexes

COPIE

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

POLICE

Service de Police Judiciaire
Section Répression Grand Banditisme

Luxembourg, le 9 juillet 2012

SERVICE DE POLICE JUDICIAIRE
Répression Grand Banditisme
Photocopie certifiée
conforme à l'original
- 9 JUIL. 2012
L'officier de police judiciaire,

A

Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg

Monsieur **Jean-Paul FRISING**

RAPPORT n° SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Concerne: Rapport de l'enquête préliminaire, concernant les allégations de menaces et de pressions qui auraient été exercées en relation avec l'abandon de la réalisation du projet immobilier *Wickreng I* du groupe Guy Rollinger, au regard d'une éventuelle qualification pénale d'extorsion ou de tentative d'extorsion.

V/ Réf.: Not : 16024/12/CD

Annexes :

1 : audition Guy ROLLINGER
2 : audition François BAUSCH
3 : audition Claude MEISCH
4 : audition Alain WEYRICH
5 : audition Romain DIEDERICH
6 : audition Paul HELMINGER
7 : audition Flavio BECCA
8 : audition Marco GIORGETTI
9 : audition Jeannot KRECKÉ
10 : audition Luc PLASMAN
11 : 2ième audition Guy ROLLINGER
12 : audition Judith MEYERS
13 : 2ième audition Alain WEYRICH
14 : 3ième audition Guy ROLLINGER
15 : audition du Ministre Jean-Marie HALSDORF
16 : audition du Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER
17 : retranscription de la conférence de presse du 7 juin 2012

24, rue de Bitbourg, Luxembourg
Adresse postale: L-2957 Luxembourg
Téléphone: (352) 4997-6234
Fax: (352) 4997-6249
E-mail: spj.rgb@police.etat.lu

Les soussignés **Daniel HANSEN** et **Marc WEIS**, commissaires en chef (OPJ), du

Service de Police Judiciaire
- Section Répression du Grand Banditisme -

rapportent ce qui suit:

1. Introduction

Le mercredi, 13 juin 2012, jour des débats à la chambre des députés, les soussignés ont été chargés de l'enquête préliminaire quant au volet pénal de l'affaire.

L'affaire connue dans le langage populaire sous « *Wickreng-Léiweng* » préoccupe l'opinion publique déjà depuis des mois. Lors d'une conférence de presse donnée le 7 juin 2012, les députés Claude MEISCH et François BAUSCH, ont fait état de reproches d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore de corruption qui auraient été commis par des membres du gouvernement luxembourgeois.

La retranscription de cette conférence de presse, rédigée par le Service information et presse du Gouvernement, est jointe en annexe 17. Cette retranscription nous a servi comme document de base pour nos investigations.

2. Auditions

Ci-après, nous allons analyser et commenter les auditions ainsi que les documents remis par les personnes entendues. Afin de garantir un meilleur aperçu de ces pièces et faciliter leur exploitation, elles ont été numérotées de **1** à **489**.

2.1. ROLLINGER Guy – 13.06.2012

- Au début de son audition ROLLINGER fournit un bref aperçu sur l'évolution de son projet « Wickreng I » et les problèmes auxquels il était confronté.

Lors des travaux préparatoires ROLLINGER avait déjà le pressentiment que son projet avait été boycotté par différents acteurs comme la Confédération Luxembourgeoise des Commerçants ou le Mouvement Écologique par exemple, d'autant plus que le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire avait introduit un recours contre l'autorisation de bâtisse du maire de la commune de Reckange-sur-Mess. Ce recours a été rejeté en décembre 2008 par le Tribunal Administratif suivant jugement du 17 décembre 2008 (pièces **52-62**).

- Quant aux reproches formulés par les députés MEISCH et BAUSCH à l'occasion de leur conférence de presse, ROLLINGER fait état de plusieurs réunions avec le Ministre de l'Économie Jeannot KRECKÉ, auxquelles assistaient régulièrement M. WEYRICH Alain, associé du Groupe Guy Rollinger, à deux ou trois reprises également M. BECCA Flavio ainsi qu'une fois M. PLASMAN Luc d'ING REAL ESTATE. Ces entrevues datant de février et mars 2009 se sont toujours tenues dans les locaux du Ministère de l'Économie, situé au bd Royal à Luxembourg.

Selon les dires de M. ROLLINGER, M. BECCA aurait assisté à la première réunion avec le Ministre KRECKÉ. A son avis cette réunion aurait été initiée par M. BECCA. ROLLINGER mettait la présence de ce dernier en relation avec le projet LIVANGE, mais n'avait pas su dire si ce projet faisait à ce moment déjà l'objet des discussions avec le Ministre KRECKÉ. Bien que les deux premières réunions se soient déroulées dans un cadre plutôt agréable, M. ROLLINGER avait déjà le pressentiment que son projet ne se verrait pas être pris en considération. A ce sujet, M. ROLLINGER réfère aux déclarations du Ministre KRECKÉ suivant lesquelles le projet WICKRANGE ne serait pas compatible avec les dispositions de l'IVL et causerait des soucis en relation avec les dispositions sur l'aménagement du territoire. Il aurait eu le sentiment que M. KRECKÉ insistait avec persévérance à ce que le Groupe Rollinger renonce audit projet.

Ce n'aurait été qu'après la troisième réunion à la laquelle M. PLASMAN d'ING REAL ESTATE assistait, que le ton serait monté. A partir de ce moment les premières menaces et pressions auraient été formulées par le Ministre KRECKÉ à l'encontre des Sieurs ROLLINGER et WEYRICH.

Les propos dont M. KRECKÉ se serait servis ont été reproduits par M. ROLLINGER en langue luxembourgeoise et auraient eu la teneur suivante :

- *... dir wësst, mir können iech d'Genèk briechen ...*
- *... dir wësst, dir braucht d'Banken nach ...*
- *... dir wësst, dass eise Premier och dem Premier an Holland uruffe kann wann d'ING net alenke wöll ...*
- *... dir hut jo och Handwiërksleit, dir wësst, dass der Arbecht fir dës braucht ...*

Quant à l'entrevue du 30 mars 2009 au Ministère d'État, à laquelle assistaient le Premier Ministre JUNCKER, les Ministres KRECKÉ et HALSDORF, ainsi que le 1er Conseiller de Gouvernement DIEDERICH du Ministère de l'Intérieur, M. ROLLINGER assure que ni menaces, ni pressions n'ont été exercées à son encontre, respectivement à l'encontre de Monsieur WEYRICH.

Le Premier Ministre leur aurait fait part que le projet WICKRANGE n'aurait pas l'accord du Gouvernement qui serait favorable à la réalisation du projet LIVANGE. A ce sujet ils auraient été avisés de collaborer avec le promoteur BECCA. M. DIEDERICH devait occuper le rôle d'interlocuteur.

Après cette réunion du 30 mars 2009, il n'y aurait plus eu de pressions, menaces ou manœuvres d'extorsion/chantage qui auraient été formulées à l'encontre de M. ROLLINGER.

- M. ROLLINGER n'a pas connaissance d'éléments relatifs à des faits qualifiables de corruption.

- Concernant l'enregistrement audio diffusé le 12 juin 2012 sur l'antenne d'RTL, M. ROLLINGER confirme qu'il s'agit de sa propre voix. Par contre, cet enregistrement ainsi que sa diffusion auraient été faits à son insu.

- A la fin de son audition, M. ROLLINGER remarque qu'il n'avait à aucun moment eu peur que les agissements de pressions et menaces auraient pu porter atteinte à son intégrité physique. Cependant, il avait eu peur de perdre son existence professionnelle.

- M. ROLLINGER nous a promis de transmettre des pièces/documents relatifs aux projets « Wickreng-Léiweng ». Ces documents, rassemblés dans un classeur gris DIN A4, 4cm, intitulé 'Dossier Wickrange', nous ont été remis le 14 juin 2012 par M. WEYRICH Alain, avant son audition.

Les documents ont été numérotés par nos soins de **1** à **108.**

Remarque :

*Lors de la deuxième audition M. ROLLINGER nous a remis deux classeurs supplémentaires contenant divers documents (pièces **315-471**). Les pièces des trois classeurs ont été regroupées dans un seul classeur (classeur 2).*

2.1.1. Exploitation des documents remis par le GROUPE GUY ROLLINGER

- La table des matières renseigne sur le contenu du dossier qui comprend 16 rubriques intercalées. L'intercale sous le numéro **12**, Option ING, n'englobe aucun document.

La majeure partie de ces pièces n'est pas en relation directe avec les faits incriminés et visés par l'enquête préliminaire.

- Quant aux déclarations de M. ROLLINGER relatives au bail emphytéotique, nous renvoyons à la rubrique numéro **2** et **3** (pièces **32-36**).

Suivant le contrat de bail (pièces **32-34**) datant du 6 août 1998, la société « Toitures Guy Rollinger Sàrl » était autorisée à aménager des aires de stationnement pour véhicules automobiles et engins de transport utilitaires nécessaires à l'exploitation de son commerce de ferblanterie et de couverture à Wickrange.

Le contrat de bail emphytéotique a été résilié le 4 mars 2011 aux motifs d'un changement de l'objet social de la société WICKRANGE SHOPPING CENTER S.A., anciennement TOITURES ROLLINGER Sàrl, ainsi que de la conclusion positive des négociations entre le Gouvernement et les promoteurs des projets de Wickrange et de Livange en vue de la réalisation d'un ensemble à Livange, impliquant l'abandon du projet initial d'un grand centre commercial à Wickrange.

La convention d'annulation (pièces **35-36**) renseigne sur la résiliation du bail emphytéotique.

- L'intercalaire numéro **13** contient trois communiqués de presse (pièces **81-83**) dont deux du GOUPE GUY ROLLINGER et un de la société PROMOBE du promoteur Flavio BECCA.

Le 10 mai 2012, le GROUPE GUY ROLLINGER communique (pièce **81**) qu'il envisage d'engager une action en justice à l'encontre de Monsieur Flavio BECCA pour le non-respect de ses engagements envers leur groupe.

Suivant ce même communiqué de presse, le GROUPE GUY ROLLINGER aurait été fortement invité, juste avant les élections législatives de 2009, de renoncer à la réalisation de son projet WICKRANGE SHOPPING CENTER, et ceci au profit du futur projet d'un stade de football avec shopping-center à LIVANGE.

A ce sujet, nous renvoyons aux pièces **185-186** jointes à l'audition du 1er Conseiller de Gouvernement DIEDERICH Romain. Il s'agit d'un courriel du 3 juin 2009 de M. ROLLINGER à M. DIEDERICH avec en annexe un projet de courrier à adresser au Ministre HALSDORF. Un courrier similaire devait également parvenir aux Ministres KRECKÉ et JUNCKER.

Dans ce projet de courrier, M. ROLLINGER exprime son soulagement quant au déroulement des derniers événements concernant la clôture du dossier Wickrange Shopping Center suite aux conventions signées.

2.2. BAUSCH François – 14.06.2012

- Par rapport aux reproches formulés lors la conférence de presse, M. BAUSCH renvoie à son entretien de printemps 2011 avec M. HELMINGER. Ce dernier l'aurait informé d'une entrevue qu'il avait eue avec M. ROLLINGER pendant laquelle M. ROLLINGER se plaignait que divers membres du Gouvernement auraient exercé de la pression sur sa personne dans le contexte du projet WICKRANGE.

Suivant les souvenirs de M. BAUSCH, M. HELMINGER aurait cité le nom du Ministre KRECKÉ à ce sujet.

M. BAUSCH prétend ne jamais avoir été approché par M. ROLLINGER.

- Il n'était pas en mesure de fournir des éléments ou pièces susceptibles de prouver les faits qualifiables d'extorsion et/ou corruption.

L'élément principal qui les aurait amenés à réagir, consistait dans l'article de presse paru dans l'hebdomadaire « Lëtzebuerger Land » et qui faisait état du contenu d'un courriel (pièce **109**) que M. ROLLINGER avait adressé à M. DIEDERICH. Il s'agit du courriel distribué à la Chambre des Députés lors du débat du 13 juin 2012. M. BAUSCH nous a remis une copie de ce courriel.

- Reste à noter que les journalistes et Madame WEBER du MOUVECO, cités par M. BAUSCH, n'ont pas été approchés jusqu'à présent.

2.3. MEISCH Claude – 14.06.2012

- Tout comme M. BAUSCH, M. MEISCH renvoie également à l'entrevue que M. HELMINGER avait eue avec les frères ROLLINGER (NB : il s'agissait en réalité de M. WEYRICH, associé du Groupe Guy Rollinger).

- M. MEISCH aurait eu connaissance des faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore corruption auxquels M. ROLLINGER aurait été exposé, par l'entourage de ce dernier.
Personnellement, il n'aurait jamais été approché par M. ROLLINGER.

- En plus, M. MEISCH avance le nom de l'entrepreneur GIORGETTI Marc qui, le 6 juin 2012, lui aurait fait part des pressions dont M. ROLLINGER aurait été victime. M. GIORGETTI se serait exprimé en ce sens qu'on ne pourrait pas tolérer ces agissements de la part du Gouvernement.

- Quant aux reproches de corruption ou de tentative de corruption, M. MEISCH se pose des questions sur la manière d'agir de différents politiciens. Il se fait des soucis quant à la proximité entre quelques ministres, députés et hauts fonctionnaires et des promoteurs comme M. BECCA par exemple.

- M. MEISCH nous a remis divers documents qui font partie intégrante de son audition (pièces **110-167**).

2.3.1. Exploitation des documents remis par M. MEISCH

Une partie de ces pièces fait l'objet d'une exploitation plus approfondie sous le chapitre **2.5. DIEDERICH Romain – 14.06.2012**.

L'exploitation de l'autre partie des pièces n'a pas permis d'apporter des éléments utiles à notre enquête.

2.4. WEYRICH Alain – 14.06.2012

- M. WEYRICH est associé de Guy ROLLINGER et travaille depuis 30 ans pour le compte du GROUPE GUY ROLLINGER.

- M. WEYRICH a accompagné Guy ROLLINGER à deux réunions dans le cadre du projet WICKRENG. La première s'est tenue le 6 mars 2009, à 07.00 heures, au Ministère de l'Économie dans le bureau du Ministre KRECKÉ.

M. WEYRICH confirme les dires de M. ROLLINGER comme quoi le Ministre KRECKÉ les aurait mis sous pression tous les deux afin de les faire renoncer au projet WICKRENG. Dans cette même réunion M. KRECKÉ leur aurait fait part que le Gouvernement serait favorable à la réalisation du projet LIVANGE.

Concernant la pression ressentie, M. WEYRICH déclare se rappeler des paroles suivantes du Ministre :

- *... mir können iech d'Genèk briëchen ... e Coup Telefon un d'Banken géing duer ...*
- *... dir wösst jo, dass der awer nach Genehmegunge braucht, och wann et nömmen e klenge Commodo-Incommodo ass, oder soss eng kleng Genehmegung ...*
- *... wann de Staat e schlechte Wölle géing weisen, kéint et ënner Emstänn nach 10 Joer daueren bis der kéint ufänken mat bauen ...*

Afin de pouvoir réaliser le projet LIVANGE, il était indispensable que le GROUPE GUY ROLLINGER mette son autorisation grande-surface à disposition du projet LIVANGE.

- M. WEYRICH a assisté à une deuxième réunion au Ministère d'État le 30 mars 2009 en présence du Premier Ministre JUNCKER, des Ministres KRECKÉ et HALSDORF ainsi que du 1er Conseiller de Gouvernement DIEDERICH.

Lors de cette réunion, le Premier Ministre leur aurait fait part que le Gouvernement serait opposé au projet WICKRENG et favorable à la réalisation du projet LIVANGE en englobant les deux promoteurs ROLLINGER et BECCA. DIEDERICH devait occuper la fonction d'interlocuteur.

M. WEYRICH précise que lors de la réunion au Ministère d' État, aucune sorte de menace ou pression n'aurait été exprimée à leur égard.

- M. WEYRICH confirme l'entrevue qu'il a eue avec M. ROLLINGER auprès de M. HELMINGER. Il prétend que cette entrevue aurait été initiée par M. HELMINGER qui lui, affirme le contraire (cf chapitre **2.6. HELMINGER Paul – 15.06.2012**).

- Finalement, M. WEYRICH nie avoir assisté à des réunions/entrevues avec les députés MEISCH et BAUSCH.

- Concernant le volet du « Grüngürtel », explicitement décrit dans son audition, M. WEYRICH a confectionné un croquis qu'il nous a remis (pièce **168**).

- En plus, M. WEYRICH nous a remis une copie de ses notices personnelles de la réunion du 30 mars 2009 au Ministère d'État (pièce **169**).

2.5. DIEDERICH Romain – 14.06.2012

- M. DIEDERICH, en sa qualité de chargé de la coordination générale de l'aménagement du territoire, a suivi le dossier « Wickreng-Léiweng » de mars 2009 à juillet 2011.

Jusqu'à l'assermentation du nouveau Gouvernement, le 23 juillet 2009, le Département de l'Aménagement du territoire tombait sous la responsabilité du Ministère de l'Intérieur et l'Aménagement du Territoire.

Dans le Gouvernement actuel ce ressort est sous la responsabilité du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

- La première trace qu'il a pu trouver en relation avec ledit dossier remonte au 9 mars 2009. A la demande du Ministre HALSDORF il a été invité à participer à une réunion (pièce **170**) au Ministère de l'Économie pour le 12 mars 2009, à laquelle devaient assister les Ministres KRECKÉ et HALSDORF, ainsi que M. Guy ROLLINGER. Il se peut que les Sieurs WEYRICH Alain, associé de M. ROLLINGER, et REUTER Etienne du Ministère des Finances aient aussi participé à cette réunion.

Les Ministres présents auraient clairement fait comprendre à M. ROLLINGER que le Gouvernement serait fermement opposé au projet WICKRANGE et s'il pourrait s'imaginer de s'associer au projet LIVANGE.

Lors de cette réunion, M. ROLLINGER n'aurait pas été menacé ou mis sous pression de la part d'un/des Ministres.

- M. DIEDERICH se souvient d'une deuxième réunion à laquelle il a participé quelques jours plus tard, toujours dans le bureau du Ministre KRECKÉ. Y ont participé : les Ministres KRECKÉ et HALSDORF, M. ROLLINGER, éventuellement M. WEYRICH et M. BECCA.

L'objet de cette réunion était à nouveau l'association du GROUPE GUY ROLLINGER au projet LIVANGE.

M. DIEDERICH est formel pour dire que cette deuxième réunion s'est tenue dans un climat normal sans menaces quelconques. La position du Gouvernement dans ce dossier aurait été très déterminée mais n'aurait jamais outrepassé les règles de bonne conduite.

- Selon M. DIEDERICH, M. ROLLINGER aurait exigé des assurances du Gouvernement et aurait exprimé à plusieurs reprises le souhait de rencontrer le Premier Ministre JUNCKER afin d'obtenir les garanties sollicitées.

Du fait que M. DIEDERICH avait l'impression que la situation était bloquée, il a initié la réunion du 30 mars 2009 au Ministère d'État.

Lors de cette réunion le Premier Ministre aurait expliqué avec détermination, mais dans un ton que M. DIEDERICH décrirait comme amical, que le Gouvernement s'opposerait avec tous les moyens légaux au projet WICKRANGE I.

- Quant au comportement de M. ROLLINGER pendant la durée des projets, M. DIEDERICH évoque que la collaboration avec lui aurait été difficile, et dû à l'intensité de ses appels téléphoniques, interventions et courriels, il aurait parfois eu le sentiment d'un harcèlement.

- M. DIEDERICH se souvenait encore qu'un jour M. ROLLINGER lui aurait dit s'il racontait sa version de l'histoire à autrui (sans citer de noms) :
« *... an wann dat eraus kennt, dann get et schein ...* ».

2.5.1. Exploitation des documents remis par M. DIEDERICH

- Il est renvoyé aux courriers des promoteurs PROMOBE (Flavio BECCA) et GROUPE GUY ROLLINGER datant du 10 avril 2009 (pièces **174-177**) relatifs à la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange (pièces **171-173**).

Dans sa lettre adressée aux Premier Ministre JUNCKER, aux Ministres KRECKÉ et HALSDORF, et en copie à M. BECCA (pièces **176-177**), M. ROLLINGER marque l'accord du GROUPE GUY ROLLINGER quant à la proposition et au contenu de la lettre du Gouvernement du 2 avril 2009 pour autant que les pourparlers avec les promoteurs BECCA et LUX se concrétisent.

Dans leurs courriers communs du 15 et 20 mai 2009 (pièces **178-181**) les deux promoteurs ROLLINGER et BECCA confirment avoir pu trouver un accord pour le projet LIVANGE.

Aucun des courriers précités ne fait état d'une quelconque incohérence entre les parties concernées.

- Nous renvoyons à nouveau aux pièces **185-186** (cf chapitre 2.1.1. Exploitation des documents remis par le Groupe Guy Rollinger). Il s'agit d'un courriel du 3 juin 2009 de M. ROLLINGER à M. DIEDERICH avec en annexe un projet de courrier à adresser au Ministre HALSDORF. Un courrier similaire devait également parvenir aux Ministres KRECKÉ et JUNCKER.

Dans ce projet de courrier, M. ROLLINGER exprime son soulagement quant au déroulement des derniers événements concernant la clôture du dossier Wickrange Shopping Center suite aux conventions signées avec le Gouvernement et M. BECCA.

- M. DIEDERICH nous a également remis une copie de l'original du courriel daté du 22 novembre 2010 qui a été distribué lors des débats à la Chambre des Députés (pièce **190**).

Ce document n'est pas identique à celui distribué à la Chambre des Députés (pièce **109** et **110**). A part de petites différences peu importantes au niveau de l'orthographie et de la mise en page, la copie du document orignal est munie de l'entête qui renseigne que le courriel a été envoyé le 22 novembre 2010 à 16.24 heures. Expéditeur était une dénommée Stephanie, salariée du GROUPE GUY ROLLINGER. Destinataire principal était Romain DIEDERICH, destinataire en copie Flavio BECCA.

Force est de constater que la copie de l'original comporte à la fin du texte la formule de politesse suivante :

Nous vous prions d'agréer, cher Monsieur Diederich, l'expression de notre plus profond respect.
Guy ROLLINGER

Tel n'est cependant pas le cas pour le document distribué à la Chambre des Députés.

2.6. HELMINGER Paul – 15.06.2012

- Selon les souvenirs de M. HELMINGER, son entretien avec les Sieurs ROLLINGER et WEYRICH aurait eu lieu au printemps 2009 sur demande de M. ROLLINGER et sur médiation de l'entrepreneur GIORGETTI Marco.

M. HELMINGER avait l'impression que M. ROLLINGER voulait s'entretenir avec un politicien de l'opposition. Les Sieurs ROLLINGER et WEYRICH lui auraient fait part de leurs préoccupations dans le dossier « Wickreng-Léiweng », et des menaces exprimées par le Ministre KRECKÉ. Les propos du Ministre à ce sujet auraient été les suivants :

Le GROUPE GUY ROLLINGER risquerait

- *de ne plus avoir des marchés publics ;*
- *que ses lignes de crédits auprès des établissements bancaires seraient mises en question ;*
- *que les autorisations dont il ne disposait pas encore ne seraient pas délivrées.*

M. HELMINGER a fait part des déclarations des Sieurs ROLLINGER et WEYRICH à ses collègues de la fraction parlementaire du Parti Démocratique.

2.7. BECCA Flavio – 18.06.2012

- M. BECCA dit se rappeler deux réunions au Ministère de l'Économie dont une a eu lieu entre février et fin mars 2009, et l'autre fin 2009 ou début 2010.

A la première réunion auraient assisté : le Ministre KRECKÉ, M. ROLLINGER et éventuellement M. WEYRICH.

Ces mêmes personnes auraient assisté à la deuxième réunion. En outre y auraient assisté le Ministre HALSDORF, un fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur dont il ignore le nom, M. DIEDERICH du Ministère de Développement durable et des Infrastructures, ainsi que des représentants des Ponts & Chaussées.

M. BECCA prétend ne jamais avoir été témoin de quelconques menaces ou pressions formulées par le Ministre KRECKÉ à l'encontre des Sieurs ROLLINGER et/ou WEYRICH. Les réunions auxquelles il aurait assisté se seraient toujours déroulées en bonne et due forme.

En plus, M. BECCA n'a pas connaissance d'actes de pression, faits de menaces, d'extorsion ou encore de chantage de la part d'autres membres du Gouvernement ou de hauts fonctionnaires d'État à l'encontre des Sieurs ROLLINGER et/ou WEYRICH.

- M. BECCA nous a encore remis une copie du communiqué du service information et presse de l'État (pièces **194-195**) relatif à la conférence de presse du 26.02.2009 pendant laquelle le projet du nouveau stade de football à LIVANGE a été présenté.

2.8. GIORGETTI Marco – 20.06.2012

- Depuis le 13 avril 2011, M. GIORGETTI détient 50% des actions de la société WICKRANGE MESSDALL S.A., anciennement WICKRANGE SHOPPING CENTER S.A. Les négociations y relatives auraient débuté il y a un an et demi ou deux ans. M. GIORGETTI affirme ne pas être impliqué voire intéressé dans le projet LIVANGE.

- M. GIORGETTI confirme avoir été informé, il y a environ un an et demi ou deux ans, de la teneur des entrevues/réunions entre les Sieurs ROLLINGER et WEYRICH avec les Ministres KRECKÉ et HALSDORF.

Il relate que M. ROLLINGER lui a raconté avoir été menacé par ces mêmes Ministres afin de renoncer au projet WICKRENG I. Un Ministre[1] aurait exercé une énorme pression sur lui en disant :

... mir machen iech Konten zou ... mir hun elo Banken opkaaf an hun elo Influence op déi ...
... mir kennen iech Geneck briechen ...

- Quant au rendez-vous des Sieurs ROLLINGER et WEYRICH avec M. HELMINGER, il se réfère à une entrevue du 27 mai 2010 qu'il a eue avec ce dernier. A cette occasion il lui aurait raconté ce que M. ROLLINGER lui avait rapporté.

M. GIORGETTI nie avoir arrangé l'entrevue dont question.[2]

- Son rendez-vous du 6 juin 2012 avec M. MEISCH aurait été arrangé par l'intermédiaire de M. BECKER Norbert, Président de la Compagnie de Banque Privée. Il aurait rapporté à M. MEISCH ce que M. ROLLINGER lui aurait raconté. M. MEISCH aurait déjà eu connaissance de ces éléments.

2.9. KRECKÉ Jeannot – 25.06.2012

- M. KRECKÉ fait un bref résumé de l'évolution des projets Wickrange et Livange en précisant qu'au début il était favorable à la réalisation du projet Wickrange.

Au sein du Gouvernement, les discussions autour du projet Wickrange ont débuté le 18 octobre 2007. En février 2009 la majorité du Gouvernement a décidé de s'opposer à la réalisation dudit projet. M. KRECKÉ a été chargé par le Premier Ministre de négocier avec les promoteurs BECCA et ROLLINGER.

Le premier contact avec M. ROLLINGER a eu lieu le 13 février 2009. M. KRECKÉ ne se rappelle pas si M. BECCA assistait déjà à cette réunion.

M. KRECKÉ se souvient de quatre autres réunions avec les Sieurs ROLLINGER et/ou WEYRICH en février et mars 2009, dont notamment celles des 6 et 12 mars.

---

[1] M. GIORGETTI s'opposait à ce qu'on marque le nom du Ministre en cause dans sa réponse.
[2] Cette version relative à l'arrangement de l'entrevue est en contradiction avec les déclarations de Messieurs HELMINGER et WEYRICH.

- M. KRECKÉ nie avoir exprimé quelconques menaces ou pressions à l'encontre des Sieurs ROLLINGER et WEYRICH. Il qualifie les déclarations de ces derniers de mensonges. Bien qu'il ait fait usage d'arguments afin de se rallier au projet Livange tout en évoquant qu'ils (les responsables du groupe Rollinger) auraient encore besoin de l'une ou l'autre autorisation, il ne les aurait jamais menacés.

- Le 8 juin 2012, M. KRECKÉ s'est adressé à la presse afin d'expliquer sa version de l'affaire. Le même jour, peu avant son intervention, il en a avisé le Premier Ministre qui de sa part, l'a informé avoir rencontré M. ROLLINGER quelques jours auparavant.
A la demande de M. KRECKÉ si M. ROLLINGER avait fait mention de faits d'extorsions, M. JUNCKER aurait répondu que tel n'aurait pas été le cas.

2.9.1. Exploitation des documents remis par M. KRECKÉ

A l'occasion de son audition, M. KRECKÉ nous a remis les pièces **196-214**. Les pièces **215-303** nous ont été transmises via courriel par M. KRECKÉ.

- Le tableau d'évaluation (pièce **196**) des sites prospectés pour l'implantation d'un nouveau stade de football (état début 2009) fait ressortir que le premier choix est le site de Livange.

- Les pièces **197-207** sont des extraits de procès-verbaux de différentes séances du Conseil de Gouvernement au sujet des projets Wickrange et/ou Livange.

2.10. PLASMAN Luc – 26.06.2012

- En tant que administrateur-délégué de la société ING REAL ESTATE DEVELOPPMENT HOLDING BELGIUM S.A.[3], M. PLASMAN était concerné par le projet WICKRANGE SHOPPING CENTER.

ING REAL ESTATE détenait 50% des actions de la société WICKRANGE SHOPPING CENTER.

- M. PLASMAN se rappelle avoir assisté à quatre réunions avec des membres du Gouvernement dont une avec le Ministre KRECKÉ. Cette réunion a eu lieu vers la fin du projet durant laquelle M. KRECKÉ les aurait informés que le Gouvernement était opposé à la réalisation du projet WICKRANGE SHOPPING CENTER et favorable au projet LIVANGE.

Toutes les réunions se sont déroulées dans un cadre normal et très professionnel sans la moindre menace.

Néanmoins, M. PLASMAN avait le sentiment d'avoir été exposé à une certaine pression de la part de l'État concernant l'échange d'un terrain dépendant de la renonciation du projet WICKRANGE ou encore leur besoin en autorisations commodo-incommodo.

[3] La société a cessé ses activités le 30.12.2010 et le personnel a été transféré à la société Comm. VA Wereldhave Belgium SCA.

La position du Gouvernement a été développée par M. KRECKÉ avec détermination mais dans un cadre légal.

- M. PLASMAN nous a remis une convention (pièces **484-489**) portant résiliation amiable de la convention d'option d'achat sur actions et cession de créance entre ING REAL ESTATE et plusieurs sociétés du Groupe Rollinger.

2.11. ROLLINGER Guy – 26.06.2012

Suite aux déclarations de M. KRECKÉ, nous avons procédé à une deuxième audition de M. ROLLINGER.

- M. ROLLINGER maintient ses dépositions du 13 juin 2012 relatives aux menaces/pressions exercées par M. KRECKÉ.

- Sur la question pourquoi il n'avait pas réagi au moment des faits, M. ROLLINGER précise que l'affaire n'a pas été lancée à son initiative et renvoie à ce sujet au débat mené à la Chambre des Député le 5 octobre 2011, à l'article paru dans l'hebdomadaire « Lëtzebuerger Land », à la diffusion de l'enregistrement audio et à la conférence de presse des députés BAUSCH et MEISCH.

A l'époque, il espérait trouver une solution qui finalement a abouti à l'accord avec le Gouvernement et M. BECCA.

En outre, son avocat lui avait conseillé de ne pas engager une procédure judiciaire.

- L'unique témoin des menaces/pressions que M. ROLLINGER peut citer est son associé M. WEYRICH.

- Le document intitulé « La version Rollinger » (pièces **112-113**), nous remis par M. MEISCH, a été montré à M. ROLLINGER. Il confirme la rédaction du contenu de ce document mais prétend que la mise en page n'est pas identique à l'original (pièces **311-313**), reflétant ses réflexions par rapport à l'affaire. M. ROLLINGER voulait rassembler ses idées en vue d'une éventuelle conférence de presse. Il avait remis l'original du document au journaliste Nico GRAF le 25 mai 2012 (pièce **314**).

M. ROLLINGER insiste sur le fait que ce document confidentiel ne fait aucune allusion aux réunions avec M. KRECKÉ et aux propos de menaces/pressions de ce dernier.

- Le courriel qui a été distribué à la Chambre des Députés lors du débat du 13 juin 2012, est à son avis un montage « copier/coller » de son message original du 22 novembre 2010 adressé aux Sieurs DIEDERICH et BECCA.

2.11.1. Exploitation des documents remis par M. ROLLINGER

A l'occasion de son audition, M. ROLLINGER nous a remis les pièces **304-309**. Les pièces **310-314** nous ont été transmises via courriel par M. ROLLINGER.

En plus, M. ROLLINGER nous a remis un classeur DIN A4 de couleur orange, 4cm, intitulé « Dossier Wickrange 2 » (pièces **315-408**) ainsi qu'un classeur DIN A4 de couleur bleue, 4cm, intitulé « Projets Rollinger – Dossier pour l'État » (pièces **409-471**).

- La pièce **304** renseigne sur des rendez-vous de M. ROLLINGER avec M. KRECKÉ.

- Les pièces **305-309** (Ordre du jour réunion police judiciaire du 26 juin 2012) constituent en quelque sorte un résumé ou un aide-mémoire de M. ROLLINGER.

- Le classeur orange « Dossier Wickrange 2 » (pièces **315-408**) contient en majeur partie des documents relatifs au crédit du Groupe Rollinger auprès de la BCEE.

La table des matières renseigne sur le contenu du dossier qui comprend 18 rubriques intercalées. L'intercale sous le numéro **1**, Option ING, contient les pièces qui manquaient dans le 1er dossier (gris) remis par M. WEYRICH sur demande de M. ROLLINGER.

L'intercale **18** contient un listing des appels entrants du 5 juillet 2010 à destination du central téléphonique du Groupe Rollinger. Suivant ce listing le « Büro Helminger » avait appelé à 10.04 heures. On renvoie dans ce contexte à la pièce **308** (rubrique VI. Rendez-vous Helminger).

- Le classeur bleu « Projets Rollinger – Dossier pour l'État » (pièces **409-471**) contient des documents qui n'ont aucune importance en relation avec l'enquête.

La table des matières renseigne sur le contenu du dossier qui comprend 9 rubriques intercalées. L'intercale sous le numéro **9**, Divers, n'englobe aucun document.

2.12. MEYERS Judith – 27.06.2012

Mme MEYERS, fonctionnaire au Ministère de l'Économie, a été entendue à la demande de M. KRECKÉ.

- Elle a assisté à une réunion avec M. KRECKÉ et M. ROLLINGER peu avant les élections communales du 9 octobre 2011.

Selon ses dires, l'atmosphère de ladite réunion était formelle, en bonne et due forme et sans incident.

2.13. WEYRICH Alain – 29.06.2012

Suite aux déclarations de M. KRECKÉ, nous avons également procédé à une deuxième audition de M. WEYRICH.

- M. WEYRICH, comme son associé M. ROLLINGER, maintient ses dépositions du 13 juin 2012 relatives aux menaces/pressions exercées par M. KRECKÉ. Il s'agit en fait d'une seule réunion, celle du 6 mars 2009 au Ministère de l'Économie.

- Sur la question pourquoi ils n'avaient pas déjà réagi au moment des faits, M. WEYRICH déclare qu'ils avaient accepté le résultat des négociations avec le Gouvernement. Comme des aides leur avaient été promises ils avaient décidé de ne pas engager une procédure pénale.

- La décision de s'adresser au public via un communiqué de presse du 10 mai 2012 n'était pas en relation avec la déclaration du Premier Ministre sur l'état de la Nation deux jours auparavant.

- L'unique témoin des menaces/pressions que M. WEYRICH peut citer est son associé M. ROLLINGER.

- M. WEYRICH confirme qu'en date du 25 mai 2012, son associé M. ROLLINGER avait remis le document intitulé « Information RTL » au journaliste Nico GRAF, même si WEYRICH lui avait conseillé de ne pas le faire.

- Il confirme l'entrevue que M. ROLLINGER avait avec le Premier Ministre JUNCKER le 5 ou 6 juin 2012.

2.14. ROLLINGER Guy – 02.07.2012

- M. ROLLINGER nous confirme l'entrevue du 5 juin 2012 avec le Premier Ministre au Ministère d'État lors de laquelle il a informé M. JUNCKER des menaces et pressions exercées par M. KRECKÉ.

2.15. HALSDORF Jean-Marie – 03.07.2012

M. HALSDORF se souvient de quelques réunions dans le cadre des projets Wickrange-Livange. Il assure ne jamais avoir été témoin de quelconques menaces ou pressions formulées par M. KRECKÉ.

2.15.1. Exploitation des documents remis par M. HALSDORF

- Dans sa lettre du 1er juillet 2010 (pièces **472-474**) adressée au Ministre HALSDORF, M. ROLLINGER exprime son mécontentement vis-à-vis du Gouvernement faute de résultat quant aux promesses formulées.

- Les pièces **475-479** sont des extraits de l'agenda du Ministre HALSDORF et renseignent sur des entrevues qu'il a eues avec M. ROLLINGER et autres en février, mars, août et novembre 2010 ainsi qu'en novembre 2011.

- Les pièces **480-483** constituent un historique de l'affaire Wickrange-Livange. Ce document a été rédigé récemment par le 1er Conseiller de Gouvernement Romain DIEDERICH à la demande du Ministre du Développement durable et des Infrastructures Claude WISELER et mis à la disposition du Ministre HALSDORF.

2.16. JUNCKER Jean-Claude – 04.07.2012

- Le Premier Ministre déclare ne pas avoir été témoin de quelconques menaces ou pressions formulées par M. KRECKÉ à l'encontre des Sieurs ROLLINGER et WEYRICH.

- Il confirme avoir rencontré M. ROLLINGER le 5 juin 2012. Lors de cet entretien M. JUNCKER lui demandait s'il avait été menacé ou extorqué par M. KRECKÉ ou M. HALSDORF. M. ROLLINGER ne lui a pas fait part de menaces que M. KRECKÉ aurait formulées à son encontre [ce qui est en contradiction avec les déclarations de M. ROLLINGER du 2 juillet 2012 (3ième audition)].

M. ROLLINGER a décrit ses entretiens avec M. KRECKÉ comme des entretiens normaux entre commerçants.

3. Chronologie :

Sur base des différentes informations et pièces reçues, le tableau chronologique suivant a été établi :

Date	Référence pièce(s)	Objet	Remarque
27.07.2007	244	Une demande d'autorisation en vue de l'exploitation d'un centre commercial à Wickrange est soumise au Ministère des Classes Moyennes.	Explication fournie par Le Ministre HALSDORF lors de la réunion du 05.10.2011.
23.08.2007	40	Autorisation en vue de l'ouverture d'un centre commercial de 22.971 m^2	Courrier du Ministre des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement, M. Fernand BODEN.
18.10.2007	197, 198	Séance du Conseil de Gouvernement en relation avec l'installation d'un centre commercial à Wickrange.	Séance sur initiative du Ministre des Transports et de l'Environnement. Projet difficilement conciliable avec l'aménagement du territoire + IVL.
10.11.2007	/	Assemblée générale de la Fédération Luxembourgeoise de Football.	Le Ministre des Sports, M. Jeannot KRECKÉ évoque la possibilité de la réalisation d'un nouveau stade.
26.05.2008	41, 42, 43, 44	Autorisation pour la construction d'un centre commercial.	Bourgmestre de la commune de Reckange-sur-Mess.
03.06.2008	/	Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un 9ième programme quinquennal d'équipement sportif.	La réalisation d'un nouveau stade y fait mention en évoquant la possibilité d'intégrer des activités commerciales ou autres avec celle du sport.
15.07.2008	/	Première prise de contact de M. KRECKÉ avec M. BECCA en vue de l'acquisition d'un terrain à Livange.	Voir audition de M. KRECKÉ (page 1).
08.08.2008	245	Recours en annulation de l'autorisation de bâtir déposé au Tribunal administratif.	Explication fournie par Le Ministre HALSDORF lors de la réunion du 05.10.2011.
17.12.2008	52-62	Jugement du Tribunal administratif, déclarant irrecevable le recours en annulation et concernant l'autorisation de construire.	Jugement no. 24714 du rôle.

30.01.2009	199, 200	Séance du Conseil de Gouvernement en relation avec l'installation d'un centre commercial à Wickrange et l'oppostion du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire à ce sujet. .	Jugement du Tribunal administratif. Le Ministre de la Justice est chargé de faire une analyse des moyens juridiques pouvant être invoqués pour refuser l'implantation d'un centre commercial à Wickrange.
06.02.2009	201, 202, 245	Séance du Conseil de Gouvernement en relation avec l'installation d'un centre commercial à Wickrange.	Le Ministre HALSDORF est favorable pour lancer une procédure sur base de l'article 103. Le Premier Ministre propose de recevoir les promoteurs du projet.
20.02.2009	246	Rapport du Ministre de l'Economie et des Sports sur l'avancement des négociations dans le dossier Wickrange.	Explication fournie par Le Ministre HALSDORF lors de la réunion du 05.10.2011.
26.02.2009	194,195	Conférence de presse du Ministre KRECKÉ.	Annonce que le nouveau stade de football sera réalisé à Livange. M. KRECKE exprime le souhait que « Wickrange » sera intégré dans « Livange ».
06.03.2009		Réunion au Ministère de l'Economie entre M. KRECKÉ, M. ROLLINGER et M. WEYRICH.	Réunion lors de laquelle M. KRECKÉ aurait mis Messieurs ROLLINGER et WEYRICH sous pression. Voir auditions ROLLINGER + WEYRICH
12.03.2009		Réunion au Ministère de l'Economie entre M. KRECKÉ et M. ROLLINGER	Pression exercée par M. KRECKÉ. Voir auditions ROLLINGER.
30.03.2009	169	Entrevue au Ministère d'Etat.	Personnes présentes : Jean-Claude JUNCKER, Jeannot KRECKE, Jean-Marie HALSDORF, Romain DIEDERICH, Guy ROLLINGER et Alain WEYRICH.
02.04.2009	135	Position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange.	Accord confidentiel signé par les Ministres KRECKE et HALSDORF, ainsi que par le Premier Ministre JUNCKER.
22.05.2009	146	Position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange.	Lettre du gouvernement aux promoteurs ROLLINGER et BECCA relative à l'accord trouvé.
27.05.2009	246	L'autorisation de bâtir du bourgmestre de la commune de Reckange est périmée.	Explication fournie par Le Ministre HALSDORF lors de la réunion du 05.10.2011.
13.09.2009	203	Séance du Conseil de Gouvernement en relation avec l'installation d'un centre commercial à Wickrange.	Le Ministre de L'Economie a eu une entrevue avec les promoteurs du projet. De l'avis de Ministre les différents acteurs ont émis un préjugé favorable par rapport à la solution alternative.
28.05.2010	204	Séance du Conseil de Gouvernement en relation avec la construction d'un stade de football avec une surface commerciale à Livange.	Le Ministre de l'Economie donne à considérer que le Gouvernement a pris des engagements en contrepartie de l'abandon du projet initial de développement d'une zone commerciale à Wickrange.
23.07.2010	205	Conseil du Gouvernement du 23 juillet 2010.	Présentation des « Masterplans » de Livange et de Wickrange.
05.10.2011	226-296	Réunion de trois commissions : Commission du Développement durable, Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police, Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports sur la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange.	Procès-verbal de la réunion.
13.10.2011	216-225	Débat d'actualité sur la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange.	Verbatim du débat.
10.05.2012	81	Premier communiqué de presse du Groupe Guy Rollinger.	Annonce d'introduire une action en justice à l'encontre de M. Flavio BECCA pour le non-respect de ses engagements.
07.06.2012	/	Conférence de presse des députés Claude MEISCH et François BAUSCH	
13.06.2012	/	Débat à la Chambre des Députés	Début de l'enquête préliminaire.

4. Conclusions :

Au vu des auditions auxquelles nous avons procédé depuis le 13 juin 2012, les conclusions suivantes peuvent en être tirées :

Quant aux reproches d'extorsion, menaces et pressions

Messieurs Guy ROLLINGER et Alain WEYRICH, sont les deux personnes déclarant avoir fait l'objet de pressions, voire de menaces de la part de Monsieur Jeannot KRECKÉ, Ministre de l'Économie à l'époque des faits situés au début de l'année 2009, voire dans deux réunions datant des 6 et 12 mars 2009[4] afin de les inciter à laisser tomber le projet Wickreng I.

Ils ne formulent aucun reproche à l'égard d'un autre membre du Gouvernement ou de hauts fonctionnaires de l'État.

Les documents remis par Messieurs ROLLINGER et WEYRICH n'ont pas permis de confirmer l'existence de pressions/menaces préalables à l'abandon du projet Wickreng.

Aucun autre témoin entendu n'a pu confirmer ni sa présence lors d'une entrevue renseignant sur de telles pressions/menaces, ni avoir entendu personnellement de telles menaces. Ces personnes n'en avaient connaissance que par ouï-dire.

Le député M. Claude MEISCH fait état de tels reproches lors de la conférence de presse du 7 juin 2012. Il fait état de témoins de faits d'extorsion qui seraient disposés à faire une déclaration. Cependant, il n'a pas pu citer des noms lors de son audition.

Le député M. François BAUSCH ne parle pas de faits d'extorsion pendant ses interventions lors de ladite conférence de presse, mais se rallie aux conclusions de son homologue, avant de répondre aux questions des journalistes

Les reproches dont question sont repris aux pages **10** et **11** de la retranscription de la conférence de presse.

M. KRECKÉ nie formellement les reproches formulés par Messieurs ROLLINGER et WEYRICH à son encontre.

Au vu de ce qui précède, il n'a pas été possible d'étayer plus amplement les allégations de menaces et de pressions dans le sens d'une qualification pénale d'extorsion, respectivement de tentative d'extorsion.

Une copie du rapport est jointe.

- Marc WEIS -
commissaire en chef

- Daniel HANSEN -
commissaire en chef

[4] M. WEYRICH n'assistait pas à la réunion du 12 mars 2009.

ANNEXE 1

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

Annexe 1 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-1/HADA-WEIM

Luxembourg, le 13 juin 2012 à 17.15 heures

AUDITION

ROLLINGER Guy,
Administrateur de sociétés,
né le 10 juillet 1956 à Luxembourg,
demeurant à L-4980 Reckange-sur-Mess, 201, route des Trois Cantons

Entendu, il déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit: **- en présence de Me GRASSO Rosario -**

« Vous m'informez que vous aviez été chargé par le Procureur d'Etat près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg d'une enquête préliminaire relative à la soi-disant affaire « Wickreng-Léiweng ».

Dans ce contexte vous faites référence à la conférence de presse du jeudi dernier, 7 juin 2012 des députés François BAUSCH et Claude MEISCH. Dans leurs propos, les deux députés font état de faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore corruption dont vous auriez été victime.

Question : Pouvez-vous nous relater les circonstances exactes des faits reprochés à divers membres ou ex-membres du Gouvernement Luxembourgeois et fonctionnaires de l'Etat ?

Tout d'abord, je tiens à faire une remarque concernant le projet intitulé « WICKRENG 1 ». Si mes souvenirs sont exacts l'autorisation de grande-surface a été délivrée en août 2007 par le Ministre Fernand BODEN, Ministre des Classe Moyennes à l'époque. L'autorisation de bâtisse date de mai 2008. Elle a été délivrée par M. SINNEN, bourgmestre de la commune de Reckange-sur-Mess. Jusqu'en juin 2008, on disposait de toutes les autorisations nécessaires qui nous habilitaient à faire commencer les travaux. Je peux citer à ce sujet par exemple l'autorisation des Ponts & Chaussées. On aurait donc pu commencer avec les travaux de terrassement et de construction. Le réalisateur du projet aurait été la société WICKRANGE SHOPPING CENTER s.a., dont j'étais le bénéficiaire économique et administrateur. Cette société est propriétaire du terrain à bâtir d'une surface de 524 ares, non compris les surfaces zone verte. WICKRANGE SHOPPING CENTER a signé une option avec ING REAL ESTATE pour céder sous condition suspensive 50% des actions. La condition était qu'on devrait disposer de toutes les autorisations définitives. Personne de contact auprès de ING REAL ESTATE était M. Luc PLASMAN.

La société WICKRANGE SHOPPING CENTER existe toujours, mais sous un autre nom, à savoir WICKRANGE MESSDALL s.a.

Par contre, on ne disposait pas encore de l'autorisation commodo-incommodo. On n'en avait pas besoin dans un premier temps parce que la construction ne se trouvait pas de plus de 10m en dessous du niveau de la rue. Les autorisations commondo-incommondo pour l'exploitation dépendaient encore des activités des locataires et auraient pu être facilement obtenues par la suite.

A l'époque, donc en juin 2008, environ 60% de la surface commerciale étaient déjà signés avec des grandes enseignes moyennant des lettres d'intention qui faisaient état de la surface à louer, le prix et de la durée de location, sans qu'on avait discuté avec les petits commerces et le secteur HORESCA.

Après que nous disposions de toutes les autorisations, le projet a été mis en question par le Ministre de l'Intérieur, responsable de l'Aménagement du Territoire. Il en était de même en ce qui concerne les communes avoisinantes. Lors de travaux on avait le sentiment que le projet venait d'être boycotté en quelque sorte par différents acteurs, comme la Confédération Luxembourgeoise des Commerçants ou encore le Mouvement écologique. Je dirais même que c'était plus qu'un sentiment.

Je tiens à préciser que notre groupe n'a jamais été réceptionniste de réclamations écrites quelles conques. Il en est de même pour la commune de Reckange-sur-Mess qui d'ailleurs avait voté unanimement pour le projet.

Le recours de Monsieur le Ministre HALSDORF contre l'autorisation de bâtisse a été rejeté par le Tribunal Administratif. Le Ministère n'a pas fait appel. C'était en décembre 2008.

Début février 2009, j'ai été convoqué par M. KRECKÉ Jeannot, Ministre de l'Economie. Mon associé, M. WEYRICH Alain, m'a accompagné à cette entrevue qui s'est tenue dans le bureau du Ministre situé au bâtiment FORUM, 19-21, bd Royal à Luxembourg. Je suis persuadé que M. Flavio BECCA a assisté à cette réunion et l'avait également initiée. D'autres personnes, comme par exemple un fonctionnaire du ministère, n'assistaient pas à ladite réunion.

Je me rappelle d'autres réunions avec le Ministre KRECKÉ. Si mes souvenirs sont bons, encore deux en février et trois en mars 2009, avant l'entrevue du 30 mars 2009 avec le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER, et les Ministres Jeannot KRECKÉ et Jean-Marie HALSDORF.
Je vous communiquerai les dates exactes de ces réunions.

Quant au contenu des premières réunions auxquelles assistaient toujours M. le Ministre KRECKÉ, M. WEYRICH, moi-même et à deux ou trois reprises M. BECCA :

Bien que les deux premières réunions se soient déroulées dans un cadre plutôt agréable, j'avais quand même le pressentiment que mon projet n'était pas bienvenu. A ce sujet le Ministre KRECKÉ s'exprimait comme suit : « *Äre Projet ass net IVL compatibel a passt net an d'Landesplanung* ».

Il est évident que la présence de M. BECCA pouvait s'expliquer par le projet LIVANGE. Je ne saurai plus vous dire si le projet LIVANGE faisait l'objet des discussions lors des deux premières réunions. En tout cas, M. WEYRICH et moi-même faisions de notre mieux afin de défendre notre projet et de convaincre le Ministre des avantages de ce projet. Mais notre engagement pour le projet WICKRANGE n'a pas été pris en considération.

J'avais l'impression que le Ministre KRECKÉ essayait avec persévérance à nous éloigner de notre projet. Il voulait que nous renoncions à sa réalisation. On n'avait à ce moment-là nullement l'intention de retirer le projet.

Je pense que M. PLASMAN d'ING REAL ESTATE a assisté à la troisième réunion avec le Ministre KRECKÉ. C'est à partir de la réunion suivante, que le ton est monté et que les premières menaces ou pressions ont été exprimées à notre encontre. Elles ont été prononcées par le Ministre lui-même lors des réunions qui précédaient notre entrevue avec le Premier Ministre.

Ces menaces et pressions peuvent se résumer comme suit :

Je tiens à reproduire des extraits des propos de M. KRECKÉ en langue luxembourgeoise :

- ... *dir wësst, mir können iech d'Genèk briechen* ...
- ... *dir wësst, dir braucht d'Banken nach* ...
- ... *dir wësst, dass eise Premier och dem Premier an Holland uruffe kann wann d'ING net alenke wöll* ...
- ... *dir hut jo och Handwiërksleit, dir wësst, dass der Arbecht fir dës braucht* ...

Les déclarations du Ministre ne nous laissaient pas indifférents et nous faisaient mal.

Je me rappelle encore que la pression s'est déjà fait remarquer auparavant, c'est-à-dire avant les réunions avec M. KRECKÉ, ceci en relation avec l'accès sur le terrain de notre projet. Il s'agit en fait d'un bail emphytéotique que l'Etat a signé avec la société WICKRANGE SHOPPING CENTER au début des années 90. Ce bail devrait courir sur une durée de 50 ans et nous aurait permis de faire un très bon accès sur le terrain du shopping-center.

Je me rappelle d'une intervention à ce sujet, sans que je puisse vous citer la source, qui disait qu'on pouvait résilier le bail emphytéotique. Ainsi l'accès ne serait plus donné. Motif d'une résiliation serait que le contrat de bail était destiné pour le métier de ma société de couverture. Je suppose que le Ministre ait consulté ces pièces autrement il ne s'aurait certainement pas exprimé vendredi dernier comme suit : « ... *si haate mol keen Accès* ... ».

Sur base de cette intervention en relation avec le bail emphytéotique, on a redessiné les plans pour l'accès du shopping-center sans passer par le terrain de l'état, mais par notre terrain.

Je tiens à ajouter qu'on a toujours gardé notre contrat de bail jusqu'à fin 2011 où on a procédé à un compromis d'échange de terrains entre WICKRANGE MESSDALL et l'Etat luxembourgeois représenté par son comité d'acquisition.

Quant à l'entrevue du 30 mars 2009 auprès du Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER et les Ministres Jeannot KRECKÉ et Jean-Marie HALSDORF :

Celle-ci s'est tenue dans le bureau du Premier Ministre au Ministère d'Etat. A part les ministres, M. WEYRICH Alain et moi-même, il y avait encore le 1er conseiller de gouvernement Romain DIEDERICH du Ministère de l'Intérieur. C'était M. DIEDERICH qui a arrangé l'entrevue après les entretiens téléphoniques du vendredi précédent, 27 mars 2009.

Je suis en mesure de me rappeler très bien de ces appels avec M. DIEDERICH. Je lui faisais part qu'on en avait ras le bol avec l'évolution de notre projet et qu'on démarrerait avec les travaux de terrassement tout en argumentant que la validité d'une autorisation de bâtisse expirerait après un an.

Par la suite, le rendez-vous avait été fixé pour lundi, 30 mars 2009 à 09.00 heures du matin.

M. JUNCKER m'a directement fait part que notre projet n'aurait pas l'accord des membres du gouvernement.

Je tiens à reproduire les dires du Premier Ministre en luxembourgeois :

- ... *d'Regierung ass net fir äre Projet, net well et kee schéine Projet ass, mee well e net IVL compatibel ass a net an d'Landesplanung passt* ...

On a à nouveau essayé de persuader les ministres des avantages de notre projet unique dans la grande région, mais sans succès.

On est sorti sans résultat. A ce moment-là, j'étais sûr et certain que notre projet venait de mourir.

Lors de cette réunion, ni menaces, ni pressions ont été exercées à notre encontre. On a parlé du projet LIVANGE et le Premier Ministre m'a confirmé que le Gouvernement serait opposé au projet WICKRANGE 1 mais serait favorable à la réalisation du projet LIVANGE.

A ma demande quel rôle je devais jouer dans la réalisation du projet LIVANGE, M. JUNCKER m'a proposé de me mettre en relation avec M. BECCA pour me mettre d'accord avec lui et que M. DIEDERICH occuperait le rôle de l'interlocuteur.

A ma demande si LIVANGE ne se réaliserait pas, M. JUNCKER a répliqué avec les mots suivants :
- *Här ROLLINGER, kuckt mech an d'A, LIVANGE get gemat* ...

Suite à cette réunion, les promoteurs BECCA et ROLLINGER ont été avisés à trouver une solution en étroite collaboration avec M. DIEDERICH du Ministère de l'Intérieur. Le produit de cette collaboration était la signature de plusieurs conventions entre les promoteurs et des lettres d'accord entre les promoteurs et l'Etat dont la lettre « confidentielle » du 2 avril 2009 signée par les Ministres JUNCKER, KRECKÉ et HALSDORF.

Dans la suite de la réunion du 30 mars 2009, il n'y a plus eu de pressions, menaces ou manœuvres d'extorsion / chantage qui ont été formulées à mon encontre.

Mon intérêt à accepter de participer dans le projet de LIVANGE consistait d'une part dans la perte que je venais de réaliser et qui s'élevait à un moment approximatif de 8 millions d'Euros et partiellement dans le manque à gagner.

L'idée était de créer la société LIVANGE DEVELOPPMENT avec 92% des actions au nom de la société PROMOB de M. BECCA et 8% des actions à mon nom privé. M. BECCA s'engageait à racheter mes 8% d'actions sous condition que le PAP pour le projet LIVANGE serait accordé et ceci contre un prix de 21,5 millions d'Euros.
Etant donné que le PAP n'est jusqu'à présent toujours pas accordé, le montant ne peut pas être libéré.

Notre garantie consistait dans l'engagement de l'Etat luxembourgeois. Si le PAP de LIVANGE ne se réaliserait pas dans le délai prévu, l'Etat s'engagerait activement à chercher et trouver un nouveau site pour ma société. Je réfère dans ce contexte à la lettre du 2 avril 2009 signée par les Ministres JUNCKER, KRECKÉ et HALSDORF.

Je vous remettrai encore copies de toutes pièces et documents susceptibles d'être utiles pour l'avancement de l'enquête et notamment sur ceux que je me base dans le cadre de la présente audition.

Je n'ai pas connaissance d'éléments relatifs à des faits qualifiables de corruption.

En ce qui concerne l'enregistrement audio diffusé sur l'antenne d'RTL hier soir, 12 juin 2012 à 18.30 heures, je tiens à préciser que c'est bien ma voix et que l'enregistrement a été fait à mon insu et forcément sans mon consentement.

Je suppose qu'il s'agissait d'un enregistrement d'un appel téléphonique que j'ai eu l'année passée. Il devrait s'agir d'une connaissance à moi, sinon je ne me serais certainement pas exprimé de telle façon. On entend le son de cloches, il se peut que ce soit le son des cloches de la cathédrale lors du pèlerinage de l'Octave.

Je tiens à ajouter une dernière chose. Cela concerne la lettre que j'ai adressée au Ministre Mars DI BARTOLOMEO et que M. KRECKÉ a montrée à la presse. Il a précisé que je lui aurais fait des compliments dans cette lettre. La date de cette lettre était antérieure aux trois ou quatre dernières réunions avec M. KRECKÉ pendant lesquelles la pression avait considérablement monté. Je n'aurai jamais fait une telle lettre après ces réunions.

Quant aux reproches de chantage : Lors d'une dernière réunion avec M. KRECKÉ avant le 30 mars 2009, je lui posait la question suivante : « *Dir wësst, dass dat do Chantage ass, wat dir mat ?* » Il m'a simplement répondu : « *Jo, ech weess.* ». M. WEYRICH saura certainement vous confirmer cette réponse du Ministre.

Quant au prêt auprès de la BCEE : Il s'agit d'un prêt au montant de 16 millions d'Euros qui était accordé plusieurs semaines avant la date du 19 mai 2009, où on a signé les conventions avec M. BECCA. Ce crédit était destiné au projet WICKRANGE pour rembourser d'abord la dette envers la banque ING et partiellement les frais investis pour le shopping-center WICKRANGE comme par exemple les frais d'architecte, bureau d'ingénieur, les travaux déjà réalisés (sondage, site et monuments etc.). Le crédit était seulement libéré à hauteur de 14,4 millions d'Euros mais on a dû payer un taux d'intérêts de 3% sur le montant de 16 millions d'Euros. Pour le montant de 1,6 millions d'Euros, la BCEE a placé ce montant sur un autre compte avec un taux créditeur de 0,9% et que cette somme servait de garantie pour la banque.

Au vu de ces conditions non acceptables, et comme M. HALSDORF avait proposé son aide au préalable, je l'ai approché pour qu'il se renseigne auprès de la BCEE. Son intervention est restée sans résultat. Les conditions n'ont pas changé.

Vu qu'on a dû renoncer à la réalisation du projet WICKRANGE, et comme ING REAL ESTATE n'a pas levé l'option, j'ai été contraint à formuler une demande de crédit à la seule banque qui à cette époque de crise en 2009 avait la possibilité d'accorder un crédit à tel *montant*. Comme je l'ai déjà évoqué ci-dessus, le crédit servait aux remboursements et frais encourus en relation avec le projet WICKRANGE que j'ai dû abandonner.

Bien qu'on ait été exposés pendant des mois à une énorme pression, qu'on a beaucoup souffert, et j'inclus tout le groupe ROLLINGER ainsi que ma famille, je n'avais à aucun moment le sentiment que ces agissements pourraient porter atteinte à mon intégrité physique.

J'avais cependant peur pour mon commerce, je craignais une faillite, qu'on me dénoncerait mes crédits, qu'on ne m'accorderait plus de nouveaux crédits, que je perdrais ma maison. J'avais peur de perdre mon existence. »

Fin de l'audition : 22.15 heures

L. A. S.

- ROLLINGER Guy -

- WEIS Marc -
commissaire en chef

- HANSEN Daniel -
commissaire en chef

ANNEXE 2

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

Luxembourg, le 14 juin 2012

AUDITION

du témoin

François BAUSCH

député, né le 16 octobre 1956 à Luxembourg
demeurant à L-1140 Luxembourg, 87, route d'Arlon

Entendu, le témoin déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit :

Début de l'audition : 08.35 heures.

Vous m'informez que le Procureur d'Etat près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg vous a chargés d'une enquête préliminaire sur le volet pénal relative à la soi-disant affaire « Wickreng-Léiweng ».

Dans ce contexte vous faites référence à la conférence de presse tenue jeudi dernier, 7 juin 2012 par Monsieur Claude MEISCH et moi-même. Lors de cette conférence de presse M. MEISCH avait fait état de faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore corruption par des membres du gouvernement luxembourgeois.

Questions : Avez-vous des éléments ou preuves concrètes qui pourraient renforcer vos propos ? Dans ce même contexte pouvez-vous citer les noms d'éventuels témoins qui ont connaissance des faits reprochés aux personnes visées ?

A ce sujet, je me rappelle tout d'abord d'un entretien que j'ai eu avec Monsieur Paul HELMINGER, député et ancien bourgmestre de la Ville de Luxembourg. Cet entretien a eu lieu en printemps 2011 si mes souvenirs sont bons. Monsieur HELMINGER m'informait d'une entrevue qu'il avait eue avec Monsieur ROLLINGER dans un autre contexte que celui de la présente affaire.

Au cours de leur entretien, M. ROLLINGER lui faisait part que divers membres du Gouvernement auraient exercé de la pression sur sa personne et ce dans le contexte de son projet WICKRANGE. Si mes souvenirs sont bons, le nom du Ministre KRECKÉ a été cité par M. HELMINGER. Selon M. HELMINGER, M. ROLLINGER aurait été approché par divers membres du Gouvernement qui voulaient l'influencer afin de laisser tomber le projet WICKRANGE pour ensuite s'engager dans le projet LIVANGE.

M. HELMINGER avait des soucis quant aux démarches hors du commun de la part de certains membres du Gouvernement. A cette époque, le projet LIVANGE devrait encore être réalisé.

Au vu de l'évolution de l'affaire, on a finalement décidé au sein de la fraction du parti « Di Grèng », de donner une conférence de presse qui se tenait jeudi dernier, 7 juin 2012. Si je

parle de l'évolution de l'affaire, on pourra citer par exemple l'engagement du Gouvernement.

Le courrier du 22 mai 2009, rendu public en octobre 2011, adressé aux promoteurs BECCA et ROLLINGER, fait état de l'accord entre ces derniers et le Gouvernement.

Il ne faudra non plus négliger l'intérêt public lié à cette affaire et les reportages des médias en la matière.

Lors des travaux préparatoires pour la conférence de presse, M. MEISCH me confirmait les dires que M. ROLLINGER avait avancé vis-à-vis M. HELMINGER. En plus, M. MEISCH me disait que M. ROLLINGER aurait encore informé d'autres personnes sans pour autant citer de noms.

L'élément principal qui nous a amené à réagir avait sa base dans l'article de presse paru mi-mai dans l'hebdomadaire « Lëtzebuerger Land ». Cet article fait état d'une correspondance par mail entre M. ROLLINGER et M. DIEDERICH Romain, 1er conseiller de Gouvernement auprès du Ministère de l'Intérieur à l'époque. Ce mail confirme l'engagement du Gouvernement et renseigne entre autre sur la demande d'un prêt au montant de 16 million d'Euros à M. ROLLINGER et l'engagement du Ministre HALSDORF à ce sujet. Je vous remets une copie dudit mail que j'ai reçu de M. MEISCH.

Un autre élément était la réponse du Premier Ministre suite à la question parlementaire de M. MEISCH ou M. BERGER. Le Premier Ministre confirmait qu'il y a eu un entretien téléphonique du Ministre HALSDORF avec la BCEE. Ce dernier voulait se renseigner sur les modalités du prêt à accorder à M. ROLLINGER. M. HALSDORF aurait fait cet appel à la demande de M. ROLLINGER.

Je n'ai jamais été approché par M. ROLLINGER. Il ne m'a par conséquent jamais fait part des menaces, de la pression, des faits d'extorsion ou chantage qui ont été exprimés à son encontre ou dont il et ses collaborateurs étaient exposés.

Je ne dispose d'aucune information relative à des faits de corruption ou tentative de corruption dans le cadre de l'affaire « WICKRENG-LÉIWENG ».

Je pense que les journalistes Nico GRAF d'RTL, Jürgen STOLDT du magazine FORUM, Jean-Claude FRANK du radio 100.7, Véronique POUJOL du LETZEBUERGER LAND, Madame Blanche WEBER du Mouvement Ecologique pourraient éventuellement disposer d'éléments susceptibles de faire avancer votre enquête.

Fin de l'audition : 09.30 heures.

L. A. S.

- François BAUSCH -	- *Marc WEIS* -	- Daniel HANSEN -
témoin	*commissaire en chef*	*commissaire en chef*

Annexe à l'audition de M. François BAUSCH du 14.06.2012

Message électronique : novembre 2010

Service judiciaire
000109

Monsieur Diederich,

Comme déjà évoqué dans notre mail de la semaine passée, nous ne recevons pas de «feedback » et ceci sur aucun des points encore en suspens.

Nous sommes bien conscients que les sujets tels que les échanges de terrains, etc. nécessitent un temps certain mais en ce qui concerne la BCEE je ne peux plus tolérer aucune attente après 20 mois.

Vous n'êtes pas sans savoir qu'il s'agit uniquement d'un prêt et non pas de subside ni d'argent que l'État doit payer.

Pourtant, ni le nantissement n'a été délivré ni le taux réduit. À ce jour, la valeur réelle du terrain sis à Wickrange se situe approximativement entre 32 et 36 millions d'euros. Ainsi le crédit de 16 millions peut être intégralement libéré. Tous les jours des factures d'architecte, d'ingénieur, de frais d'études (comme de marché et de trafic etc…) doivent être payées par nos soins ainsi que les intérêts du prêt, alors même que nous avons supporté tous ces frais antérieurement.

De plus, notre hall à Wickrange est libre depuis trois ans et nous ne percevons aucun loyer. Lors de notre dernier entretien téléphonique, vous m'avez confirmé qu'une solution avec la BCEE était en vue pour la libération du « nantissement » ainsi que pour le taux d'intérêt. Flavio m'a confirmé il y a trois semaines que le problème sera réglé. Mais étant donné qu'il a annulé notre dernier rendez-vous et que nous n'avons plus de nouvelles de lui, nous ignorons quelles suites vont être réservées à notre demande. De même, Messieurs les Ministres Halsdorf et Krecké nous ont également confirmé il y a deux semaines que tout devrait se régler rapidement.

Comment pouvons-nous avoir confiance dans de telles affirmations alors que depuis plus de 20 mois nous n'avons que des promesses et que le premier point est toujours en attente? Pour le cas où dans les prochains jours nous ne recevrons pas d'accord de la BCEE, nous prendrons contact avec Monsieur le Premier Ministre Juncker (Et nous vous garantissons que nous obtiendrons un rendez-vous) qui nous a quand même fait une promesse et a donné sa parole (…Här Rollinger, kuckt mech an d'Aen, ech ginn Iech 100% mäin Wuert) que les points évoqués seraient résolus.

Nous nous excusons de vous déranger à chaque fois, mais vous étiez présent lors de la dernière entrevue avec Monsieur le Premier Ministre Juncker qui vous a délégué comme intermédiaire et coordinateur.

De plus, nous tenons à vous remercier pour la dernière réunion avec messieurs les Ministres Halsdorf et Krecké où vous nous avez démontré votre soutien.

ANNEXE 3

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

Annexe 3 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 14 juin 2012

AUDITION

du témoin

Claude MEISCH

député, né le 27 novembre 1971 à Pétange,
demeurant à L-4601 Differdange, 71, Avenue de la Liberté

Entendu, le témoin déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit :

Début de l'audition : 10.20 heures.

Vous m'informez que le Procureur d'Etat près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg vous a chargés d'une enquête préliminaire sur le volet pénal relative à la soi-disant affaire « Wickreng-Léiweng ».

Dans ce contexte vous faites référence à la conférence de presse tenue jeudi dernier, 7 juin 2012 par Monsieur Claude MEISCH et moi-même. Lors de cette conférence de presse vous avez fait état de faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore corruption par des membres du gouvernement luxembourgeois.

Questions : Avez-vous des éléments ou preuves concrètes qui pourraient renforcer vos propos ? Dans ce même contexte pouvez-vous citer les noms d'éventuels témoins qui ont connaissance des faits reprochés aux personnes visées ?

On a eu connaissance des faits cités ci-dessus et des pressions et menaces dont Monsieur ROLLINGER était exposé par l'entourage de ce dernier. A ce sujet je peux citer les collaborateurs et associés de Monsieur ROLLINGER. Il pourrait s'agir des Messieurs ENGELHART et WEYRICH. Je pense que ce dernier est associé de l'entreprise de Monsieur ROLLINGER. Il se peut qu'il ait assisté à diverses réunions avec les ministres.

Dans ce même contexte je peux citer M. Paul HELMINGER, député et ancien bourgmestre de la ville de Luxembourg. A l'occasion d'une entrevue qu'il avait eue avec les frères ROLLINGER dans le cadre d'un projet à réaliser sur la ville de Luxembourg, M. Guy ROLLINGER lui faisait part d'agissements hors du commun de la part de certains membres du Gouvernement luxembourgeois. Il aurait été influencé par les Ministres KRECKÉ et HALSDORF afin de laisser tomber son projet pour le shopping-center WICKRANGE. Si mes souvenirs sont bons, ils auraient même proposé à M. ROLLINGER à s'engager dans le projet LIVANGE.

Je ne suis pas en mesure de me rappeler la date exacte de l'entrevue entre M. HELMINGER et M. ROLLINGER.

Personnellement, je n'ai jamais été approché par M. ROLLINGER et ses associés ou collaborateurs.

M. SINNEN Raymond, ancien bourgmestre de la commune de Reckange-sur-Mess est également au courant de faits de pression que le Gouvernement a exercé à l'encontre de M. ROLLINGER afin de laisser tomber le projet WICKRANGE. Il me l'a confirmé lors d'un entretien téléphonique. Je l'avais contacté dans le contexte des travaux préparatoires relatifs aux débats du 5 octobre 2011 dans la chambre des députés.

Au vu de l'évolution de l'affaire, on a finalement décidé de donner une conférence de presse qui se tenait jeudi dernier, 7 juin 2012, en vue du débat du 13 juin à la Chambre.

Si je parle de l'évolution de l'affaire, on pourra citer par exemple l'engagement du Gouvernement. Le courrier du 2 avril 2009, rendu public en octobre 2011, adressé aux promoteurs BECCA et ROLLINGER, fait état de l'accord entre ces derniers et le Gouvernement.

Il ne faudra non plus négliger l'intérêt public lié à cette affaire et les reportages des médias en la matière.

Je vous remets quelques documents qui sont susceptibles de faire avancer l'enquête. Il s'agit

- de divers courriers entre le Gouvernement et les promoteurs ROLLINGER et BECCA ;
- d'un questionnaire du parti démocratique qui a été établi dans le cadre d'une commission jointe de la Chambre des Députés ;
- d'un document des partis « déi gréng » et DP distribué à l'occasion de la conférence de presse du 7 juin 2012 ;
- une copie d'un mail envoyé par M. ROLLINGER au 1er conseiller de Gouvernement Romain DIEDERICH du Ministère de l'Intérieur à l'époque (ce document nous a été remis par la presse) ;
- d'un document intitulé La Version Rollinger (ce document nous a été remis par la presse) ;
- une prise de position du Groupe Guy Rollinger relative aux dires de Flavio BECCA ;
- l'avis de Me Florence TURK concernant la position gouvernementale sur le projet d'un stade de football à Livange.

M. GIORGETTI Marc, responsable de l'entreprise GIORGETTI et associé de M. ROLLINGER dans la réalisation du projet WICKRANGE 2, m'a rencontré le 6 juin 2012 et m'a fait part des pressions dont M. ROLLINGER est victime. Il m'a confirmé les éléments dont on disposait déjà et a entre autre utilisé la formulation ... *mir/ech briëchen der d'Genèk* ... . C'est la formulation qu'on a entendu dans l'enregistrement audio de M. ROLLINGER sur RTL.

Concernant sa motivation, M. GIORGETTI s'est exprimé qu'on ne pourra pas tolérer ces agissements de la part du Gouvernement. Je pense qu'il s'est adressé à nous, tenant compte de notre rôle d'un parti de l'opposition.

Comme je l'ai déjà dit, je n'ai jamais été approché par M. ROLLINGER. Il ne m'a par conséquent jamais fait part des menaces, de la pression, des faits d'extorsion ou chantage qui ont été exprimés à son encontre ou dont il et ses collaborateurs étaient exposés.

Concernant les reproches de corruption ou tentative de corruption dans le cadre de l'affaire « WICKRENG-LÉIWENG ».

De notre point de vue, le Gouvernement a influencé le Groupe ROLLINGER à renoncer au projet WICKRANGE. D'un autre côté, le Gouvernement s'est engagé envers le même promoteur à faire le nécessaire à ce que le projet LIVANGE soit réalisé, et ce avec l'engagement du Groupe ROLLINGER.

On peut naturellement se poser des questions sur la manière d'agir de différents politiciens. Il y a des bruits qui courent, des rumeurs. Qu'en est-il par exemple de la proximité entre quelques ministres, députés et haut fonctionnaires envers les promoteurs comme M. BECCA.

On entend de vols à partir de Luxembourg et Saarbrücken vers des destinations où des matchs de football ou encore des courses automobiles en Formule 1 ont eu lieu. On pourra encore citer les arrivées du Tour de France en présence de M. DIEDERICH. On entend parler de coffres de voitures bien remplis. Dans ce contexte, il y a toujours les mêmes noms qui tombent : le Ministre HALSDORF Jean-Marie ainsi que les ex-ministres KRECKÉ Jeannot et LUX Lucien.

Bien entendu, ce ne sont que des rumeurs et difficilement à prouver. Parfois on était destinataire d'informations anonymes. Pourtant, ces comportements de divers politiciens donnent une mauvaise réputation.

Finalement, j'aimerais encore renvoyer à un projet immobilier à Huncherange pour lequel une première autorisation a été refusée parce que le terrain était localisé dans une zone verte. Après l'engagement de M. BECCA qui a racheté le terrain, celui-ci fut reclassé. L'autorisation n'a cependant pas encore été délivrée jusqu'à présent. Je vous remets copie du rapport de réunion n°04 à ce sujet.

Fin de l'audition : 12.05 heures.

L. A. S.

- Claude MEISCH -	- *Marc WEIS* -	- Daniel HANSEN -
témoin	*commissaire en chef*	*commissaire en chef*

annexe à l'audition de
M. Claude Meisch

Message électronique : 22 novembre 2010

Service de Police Judiciaire
000110

Monsieur Diederich,

Comme déjà évoqué dans notre mail de la semaine passée, nous ne recevons pas de «feedback » et ceci sur aucun des points encore en suspens.

Nous sommes bien conscients que les sujets tels que les échanges de terrains, etc. nécessitent un temps certain mais en ce qui concerne la BCEE je ne peux plus tolérer aucune attente après 20 mois.

Vous n'êtes pas sans savoir qu'il s'agit uniquement d'un prêt et non pas de subside ni d'argent que l'État doit payer.

Pourtant, ni le nantissement n'a été délivré ni le taux réduit. À ce jour, la valeur réelle du terrain sis à Wickrange se situe approximativement entre 32 et 36 millions d'euros. Ainsi le crédit de 16 millions peut être intégralement libéré. Tous les jours des factures d'architecte, d'ingénieur, de frais d'études (comme de marché et de trafic etc...) doivent être payées par nos soins ainsi que les intérêts du prêt, alors même que nous avons supporté tous ces frais antérieurement.

De plus, notre hall à Wickrange est libre depuis trois ans et nous ne percevons aucun loyer. Lors de notre dernier entretien téléphonique, vous m'avez confirmé qu'une solution avec la BCEE était en vue pour la libération du « nantissement » ainsi que pour le taux d'intérêt. Flavio m'a confirmé il y a trois semaines que le problème sera réglé. Mais étant donné qu'il a annulé notre dernier rendez-vous et que nous n'avons plus de nouvelles de lui, nous ignorons quelles suites vont être réservées à notre demande. De même, Messieurs les Ministres Halsdorf et Krecké nous ont également confirmé il y a deux semaines que tout devrait se régler rapidement.

Comment pouvons-nous avoir confiance dans de telles affirmations alors que depuis plus de 20 mois nous n'avons que des promesses et que le premier point est toujours en attente? Pour le cas où dans les prochains jours nous ne recevrons pas d'accord de la BCEE, nous prendrons contact avec Monsieur le Premier Ministre Juncker (Et nous vous garantissons que nous obtiendrons un rendez-vous) qui nous a quand même fait une promesse et a donné sa parole (...Här Rollinger, kuckt mech an d'Aen, ech ginn Iech 100% mäin Wuert) que les points évoqués seraient résolus.

Nous nous excusons de vous déranger à chaque fois, mais vous étiez présent lors de la dernière entrevue avec Monsieur le Premier Ministre Juncker qui vous a délégué comme intermédiaire et coordinateur.

De plus, nous tenons à vous remercier pour la dernière réunion avec messieurs les Ministres Halsdorf et Krecké où vous nous avez démontré votre soutien.

GROUPE GUY ROLLINGER

MADE IN LUXEMBOURG

- CLÉS-MAINS
- TOITURES
- RÉNOVATIONS
- CARRELAGES
- PEINTURES & DÉCORS
- CONSTRUCTIONS
- MENUISERIES
- TOITURES VERTES
- FAÇADES
- IMMOBILIÈRES
- ISOLATIONS
- MATÉRIAUX
- ÉCHAFAUDAGES
- CHAPES ET REVÊTEMENTS
- S.O.S. TECHNIQUE
- FERRONNERIES
- LOCATIONS
- ÖKO-HAUS

S.O.S. TECHNIQUE GSM 691 37 11 11

... à votre service

L 04

annexe à l'audition de M. Claude Meisch

Service de Police Judiciaire

000111

Réponses aux médias sur les dires de Flavio Becca

Face aux dernières affirmations de Flavio Becca et son Groupe, nous pouvons confirmer et prouver devant les tribunaux, noir sur blanc, qu'ils n'ont pas respecté leurs engagements.

Si nous n'étions pas sûr à 100%, Monsieur Guy Rollinger n'aurait pas entamé une telle procédure et ainsi risqué d'être assigné, au pénal, pour diffamation.

En outre, nous souhaiterions préciser que l'action en justice ne relève pas de la réalisation ou la non réalisation du projet Livange, mais uniquement du fait que Monsieur Flavio Becca n'a pas honoré, au cours des derniers 36 mois, ses obligations contractuelles envers notre Groupe.

Pour cette raison, l'assignation lancée est clairement dirigée à l'encontre de Monsieur Becca et de son Groupe.

4-6 rue des Trois Cantons L-3980 Wickrange (352) 37 11 11
euro-artisan@rollinger.lu http://www.rollinger.lu fax : (352) 37 94 54

annexe à l'audition de
M. Claude Meisch

Service de Police Judiciaire
000112

La Version Rollinger

Préambule
Il est déplorable de voir comment le projet Wickrange s'est déroulé.
Il s'agissait d'un projet unique dans la Grande Région.
80 % de la surface louable était signée par une LOI.
Le financement était assuré.
Toutes les autorisations sauf celle du terrassement c'est-à-dire celle délivrée par le Ministre de l'Environnement (mais comme nous avions la possibilité de terrasser jusqu'à 10 mètres en dessous du niveau de la rue, nous pouvions réaliser le terrassement et la construction dans la totalité).
Les machines pour le terrassement étaient déjà sur chantier.
Il est incompréhensible qu'à quelques kilomètres de Leudelange, 1 kilomètre de la zone d'activité à Foetz, sur une route nationale et à côté d'une autoroute, entre deux villes (Esch-sur-Alzette et Luxembourg), on fait comme si notre ancien projet n'était pas compatible avec « IVL » qui aujourd'hui n'a même pas de valeur légale.
Projet Shopping Center à Wickrange :
l'ouverture était prévue pour septembre 2010.
La réalisation du projet aurait créer 1.500 emplois
La TVA que l'Etat aurait pu percevoir était d'environ 45 millions d'euros par an
Impôts pour l'Etat
Impôts pour la commune
Travaux pour les artisans (nous aurions donné 140.000.000 € de travaux sur le marché et ceci en période de crise)
Flavio Becca :
Nous sommes surpris que Monsieur Becca nous taquine toujours pour que nous allions contre le Gouvernement. En outre, ce n'est pas éthique de divulguer en permanence des lettres concernant uniquement les protagonistes pour ainsi faire son possible, par tous les moyens, pour donner encore une chance à Livange.
Flavio Becca a déjà décidé en 2007 de faire tout son possible pour que Wickrange ne se réalise pas et ce afin de favoriser Gasperich et Livange.
En ce qui concerne les flux financiers :
1. Le crédit était de 16 millions d'euros mais uniquement 14,4 millions d'euros libérés jusqu'à fin 2011
2. La BCEE nous a accordé un montant de crédit uniquement sur 45% de la valeur réelle du terrain qui se situait à ce moment à 36 millions d'euros.
Pour votre gouverne, nous avons reçu l'accord de la Banque Internationale pour un crédit supérieur à 16 millions d'euros et pour le même terrain.
3. Le taux de la BCEE était de 3,2 % alors que le taux pratiqué par nos autres banques était entre 1,7 % et 2,1 % (ce qui peut être prouvé par des extraits bancaires).
4. Il ne faut pas oublier que ce crédit de 14,4 millions doit être remboursé, c'est un prêt bancaire.
5. Quand nous avons entendu parler de la perquisition chez Flavio Becca, nous étions déjà persuadés que le projet Livange ne se réaliserait plus. Pour cela, les 21,5 millions

Service de Police Judiciaire

000113

d'euros que nous aurions dû recevoir de Flavio Becca, lors de l'obtention du PAP à Livange, était déjà pour nous cause perdue.
Victime (le jouet) :
Nous sommes la partie lésée.
Notre Groupe a perdu beaucoup d'argent.
Nous nous investissons depuis 22 ans dans ce terrain à Wickrange. Les investissements réalisés uniquement pour le projet Shopping Center à Wickrange se situaient au 31 décembre 2010 à 10.037.121 € hors achat du terrain
Le projet Wickrange nous a créée des problèmes de liquidités et ce depuis des années.
Pour cette raison, nous avons dû brader deux projets :
- Schuttrange : nous avons vendu ce projet pour 23.000 € l'are. Or, dans un délai maximum de 12 mois, toutes les autorisations pouvaient être obtenues et le prix de l'are passait à 45.000 € voire 65.000 € si la route était finalement réalisée.
- 50 % des actions de Wickrange inférieur au prix du marché.
Il ne faut pas oublier que nous avons déménagé il y a 4 ans de notre hall à Wickrange étant donné que nous devions y construire le Shopping Center. Ceci a constitué pour nous une énorme perte puisque depuis 4 ans nous payons un loyer dans un autre immeuble et le hall à Wickrange est vide.
La situation, comme elle se présente aujourd'hui, n'est pas favorable pour le pays et il y a d'autres problèmes que la politique doit résoudre avec les parties de l'opposition.
Notre Groupe était toujours correct et transparent avec tout le monde même si nous ne pouvons pas discuter de tout en public. Nous attendons le rendez-vous avec Monsieur le Premier Ministre, et voir comment le Gouvernement peut respecter ses engagements envers nous.

annexe à l'audition de
M. Claude Meisch

Service de Police Judiciaire
000114

groupe parlementaire déi gréng

DEMOKRATESCH PARTEI
Chambre des Députés
Groupe Parlementaire

1. Einflußnahme auf die BCEE

Hat die Regierung Einfluss auf die BCEE genommen bei der Kreditvergabe für die Projekte Livange und Wickrange ?

- Aussage der Mitglieder der Generaldirektion der BCEE in der parlamentarischen Kommission vom 10.10.2011
  « *A aucun moment une demande de prêt destiné à financer le projet Livange n'a été soumise à la BCEE* »
- Aussage des Finanzministers Luc Frieden in der parlamentarischen Kommission vom 10.10.2011£
  « Le Ministre des Finances n'intervient pas dans la gestion des activités quotidiennes de la BCEE et n'est pas consulté en matière de prêts accordés par la BCEE. »
- Parlamentarische Fragestunde vom 15. Mai 2012
  „Huet d'Regierung en Faveur oder en Défaveur vun engem vun den Promoteuren von de Projetën Léiweng a Wickréng bei enger Bank intervenéiert" (Claude Meisch)
  „Ech hun keng Kenntnis dovunner !" (Jean-Marie Halsdorf)
- Gemeinsame Antwort der Minister Halsdorf, Schneider und Juncker auf die Parlamentarische Frage N°2110 von Claude Meisch vom 25. Mai 2012
  « Aucun ministre n'est intervenu en faveur de l'octroi d'un crédit à un promoteur dans le cadre du projet Wickrange. Plusieurs mois après l'octroi du crédit visé par la question parlementaire, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région s'est renseigné auprès du directeur général de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État sur les modalités du prêt, et cela suite aux doléances lui exprimées par le promoteur au sujet des conditions du crédit. »
- Aussage des Staatsministers Jean-Claude Juncker vom 25.Mai 2012
  „Ech wosst näicht vun deem Kredit"

Service de Police Judiciaire
000115

2. Treffen mit Flavio Becca?

- Aussage des Staatsministers Jean-Claude Juncker vom 5. Oktober 2011
  Ech hun den 30. März zesumme mat de Ministere Krecké an Halsdorf [...] do hunn ech de Promoteur empfaang. Iwwerall do, wou steet, die dräi Ministeren an ech [...] hätte mat de Promoteuren geschwat, stëmmt nët ! Den Här Rollinger huet bei mir eng Entrevue gefrot iwwer Wickreng. Ech hunn den 30. März 2009 a mengem Büro den Här Rollinger empfaangen a mat him doriwwer geschwaat. Do war keen Här Becca dobäi. Am Géigensaz zu villen aneren, wéi ët schéngt, wosst ech och net deemols, dass et den Här Becca géif ginn. Ech hat en och nach ni gesinn. Ech hunn den Här Becca eréischt kennegeléiert am Zesummenhang mat senge Velos-Aktivitéiten an am Zesummenhang mat kengen aneren Aktivitéiten.
- Aussage des Staatsministers Jean-Claude Juncker vom 25. Mai 2012 vor der Presse
  "Ech haat een Gespréich matt deenen zwee Ministeren an deenen zwee Promoteuren [...]Ech hun zwee Promoteuren empfaang, déi wollten zu Léiweng eppes maachen, an daat huet mer normal geschengt, dat en deene Betrieber hëlleft beieneen zë kommen..."

3. Verpflichtungen gegenüber den Bauherren

- Aussage des Staatsministers Jean-Claude Juncker vom 5. Oktober 2011 im Parlament
  „Do hunn ech gesot: „ Dat kann d'Regierung Iech och verspriechen. Mir hëllefen Iech, falls dat alles näicht gëtt, een aaneren Emplacement ze sichen.". Dorauser kann den Här Rollinger, niewebäi bemierkt, keng finanziell Fuerderungen géint de Stat oofleeden, wa Léiweng nët autoriséiert ginn [...] mä e ka keng finanziell Fuerderung aus deem Engagement, dass d'Regierung him hëllëft, een aneren Terrain ze sichen, an nët him en aneren Terrain ze ginn."
- Schreiben der Bauherren Rollinger und Becca vom 15. und 20. Mai 2009
  « Les soussignés espèrent qu'après avoir mis en oeuvre tous ces efforts, le projet de livange pourra être mis en chantier dans un délai raisonnable [...] Si tel ne devait pas être le cas, la partie Rollinger interprète l'engagement du Gouvernement à rechercher activement un nouveau site dans le cas prémentionné, comme l'engagement de rechercher et trouver un nouveau site dans le cas prémentionné. »
- Pressemitteilung von Promobe S.A. vom 10. Mai 2012
  Flavio Becca n'entend pas se faire instrumentaliser par le Groupe Rollinger qui tente d'agir par son truchement contre l'Etat, alors que les griefs portés dans le communique de presse ont en réalité comme destinataire final, l'Etat
- Juristisches Gutachten von Maître Florence Turk vom 21. Mai 2012
  « Plutôt qu'une simple lettre d'intention, la lettre fait mention d'un accord intervenu dans le chef du gouvernement. Ainsi, la lettre contient quatre fois le terme « accord », laissant finalement aux deux promoteurs le soin de trouver un arrangement entre eux, qui sera à confirmer aux ministres signataires suivant une date limite imposée au 9 avril 2009. Un tel accord pose la question de la compétence, au sens juridique et politique, des personnes publiques impliquées dans de tels projets. Le respect de la compétence ne pouvait en effet amener le Gouvernement à signer un accord et un tel engagement formel préalable à toute autre démarche. »

Service de Police Judiciaire
000116

4. Erpressung des Bauherrn Guy Rollinger

Regierung leugnet bei folgenden Gelegenheiten jeglichen Druck auf den Bauherrn Guy Rollinger ausgeübt zu haben:

- Mündliche Stellungnahme von Staatsminister Jean-Claude Juncker im Parlament (5. Oktober 2011)
- Schriftliche Regierungserklärung (7. Oktober 2011)
- Mündliche Stellungnahme von Innenminister Jean-Marie Halsdorf im Parlament (15. Mai 2012)
- Stellungnahme von Staatsminister Jean-Claude Juncker vor der Presse (25. Mai 2012)
- Pressekonferenz Jean Claude Juncker nach dem Regierungsrat (1. Juni 2012)

annexe à l'audition
de M. Claude Meisch

Service de Police Judiciaire
000117

DEMOKRATESCH PARTEI

Fragenkatalog der Demokratischen Partei

Zu den Affairen Wickrange und Liwingen

Zu dem Transfer der Gewerbsflächen von Wickrange nach Liwingen

Frage 1: Welche legalen Mittel standen der Regierung noch zur Verfügung um das Shopping Center Wickrange zu verhindern, nachdem das Verwaltungsgericht die Baugenehmigung des Projektes bestätigt und das Ministerium für Landesplanung kein Einspruch gegen diese Entscheidung eingelegt hatte ?

Frage 2: Das Projekt „Wickrange" war zum Zeitpunkt der geheimen Vereinbarung zwischen der Regierung und den Bauherren bereits in einem fortgeschrittenen Stadium und hätte im November 2010 seine Türen öffnen sollen. Hätten beide Projekte in Wickrange und Liwingen gleichzeitig realisiert werden können? Oder hätte eine Umsetzung des ursprünglichen Projektes in Wickrange, das Ende des „Stadion-Mall" Projektes in Liwingen bedeutet?

Frage 3: Warum hat der Bauherr des „Shopping-Center Wickrange" Abstand von seinem ursprünglichen Projekt genommen, das er sicher hätte bauen können, und sich auf unsichere Kompensationen in Liwingen eingelassen?

Frage 4: Mit welchen Argumenten hat die Regierung auf den Bauherr des „Shopping Centers" eingewirkt? Hat die Regierung Druck auf den Bauherrn ausgeübt?

Frage 5: Wenn es sich bei dem Transfer von Gewerbeflächen von Wickrange nach Liwingen um eine rein kommerzielle Transaktion handelt. Warum hat die Regierung dann intervenieren müssen?

Frage 6: Welche Rolle hat die Regierung bei den Verhandlungen mit den beiden Bauherren gespielt ?

Zum geheimen Brief

Frage 7: Handelt es sich beim geheimen Brief zwischen der Regierung und den beiden Bauherren der Projekte „Shopping Center" und „Stadion-Mall" um die nötige Garantie, welche der Bauherr des „Shopping Center" einforderte, damit er im Gegenzug sein bereits genehmigtes Projekt in Wickrange nicht verwirklicht ?

Frage 8: Hat die Regierung sich mit der schriftlichen Vereinbarung zu Entschädigungen für finanzielle Ausfälle auf Seiten der Bauherren des „Shopping Center" verpflichtet, für den Fall, dass sich das Projekt in Liwingen verzögert?

Frage 9: Für den Fall, dass das „Stadion-Mall" Projekt in Liwingen nicht realisiert wird, hat die Regierung sich verpflichtet, als Kompensation einen neuen Standort für eine bedeutende Verkaufsfläche zu suchen.

Service de Police Judiciaire
000118

- Auf welcher gesetzlichen Grundlage ist die Regierung dieses Engagement eingegangen?

- Zieht die Regierung in Erwägung dem Bauherren des „Shopping Center" eigene Grundstücke zur Verfügung zu stellen? Wenn ja, welche Grundstücke stehen zur Verfügung?

- Welchen Gegenwert stellen die Verkaufsflächen dar? Mit welchen finanziellen Entschädigungen muss der Staat rechnen, wenn sich keine geeigneten Flächen finden lassen?

Frage 10: Im genannten Brief verpflichtet die Regierung sich dazu, das „Stadion-Mall" Projekt in Liwingen „entschlossen zu unterstützen" und das Projekt „aktiv zu begleiten". Unter welchen Bedingungen sieht die Regierung dieses Engagement als erfüllt an?

Frage 11: Bedeutet das schriftliche Engagement der Regierung, dass auch zukünftige Regierungen und Schöffenräte in den Gemeinden durch dieses Engagement gebunden sind, und sich millionenschweren Schadensersatzklagen aussetzen, wenn sie das Projekt „Stade-Mall" Liwingen nicht realisieren sollten?

Frage 12: Ist die Allgemeinheit und damit der Steuerzahler durch das Engagement der Regierung somit dazu verurteilt, das Projekt „Stadion-Mall" entweder zu genehmigen oder Kompensationen an den Bauherrn des „Shopping Center" zu bezahlen?

Frage 13: Laut Aussagen des Wirtschaftsministers handele es sich bei dem geheimen Brief um eine „gängige Praxis". In welchen Fällen ist die Regierung ähnliche Engagements eingegangen?

Frage 14: Für den Fall dass es sich hierbei um ein einmaliges Vorgehen der vergangenen Regierungen handelt, warum ist man dieses Engagement im Fall Wickrange / Liwingen eingegangen?

Frage 15: Welche Minister waren, außer den Unterzeichnern des Briefes, an den Verhandlungen mit den beiden Bauherren beteiligt?

Frage 16: Hatte die gesamte Regierung Kenntnis von dem geheimen Brief und den Verpflichtungen, welche die Regierung darin eingegangen ist?

Frage 17: War die geheime Vereinbarung sowie die darin enthaltenen Verpflichtungen Gegenstand eines Regierungsrates?

Frage 18: Waren die Verantwortlichen der Gemeinde Roeser über das geheime Dokument und dessen Inhalt informiert? Wohlwissend, dass die Gemeinde ihre Zustimmung zu dem Projekt geben muss ?

Frage 19: Gibt es weitere Schriftstücke mit den beiden Bauherren, die im Zusammenhang stehen mit dem Transfer der Gewerbeflächen von Wickrange nach Liwingen ?

Frage 20: Ist die Regierung bereit dem Parlament alle Schriftstücke diesbezüglich zukommen zu lassen?

Service de Police Judiciaire
000119

Frage 21: Waren andere Projekte, kommerzieller und nicht-kommerzieller Natur, Gegenstand der Gespräche zwischen der Regierung und den Bauherren ? Wenn ja, welche ?

Zur Prozedur

Frage 22: Wurden nach Einschätzung der Regierung alle legalen Aspekte der Prozedur im Fall des „Stadion-Mall" Projektes in Liwingen eingehalten?

Frage 23: Handelt es sich bei dem Projekt überhaupt um ein PPP-Projekt (Private Public Partnership), wie sie an mehreren Stellen im Land bereits umgesetzt wurden?

Frage 24: Warum wurden dann keine öffentlichen Ausschreibungen gemacht?

Frage 25: Braucht die Regierung sich in diesem Fall nicht an das „Marché Publique" Gesetz zu halten? Wenn ja, warum?

Frage 26: Warum hat die Regierung sich nicht selber daran gesetzt, ein geeignetes Grundstück für den Bau eines Fußballstadions zu erwerben, um anschließend in voller Transparenz eine PPP-Prozedur anlaufen zu lassen?

Frage 27: Sind die Investitionskosten des Staates im Fall einer Realisierung des Stadion-Mall Projektes bereits detailliert chiffriert worden? Wenn ja, in welcher Höhe sind diese Kosten?

Frage 28: Sind diese Investitionskosten wirklich niedriger als die eines eigenen Stadions?

Frage 29: Hat die Regierung Kenntnis des ersten Gutachtens der „Commission de l'Aménagement" ? Wenn ja, warum wurde dieses vernichtende Gutachten ignoriert?

Frage 30: Wie kann es sein, dass ein zweites Gutachten der gleichen „Commission de l'Aménagement" wenig später, wesentlich weniger kritisch ausfällt?

Frage 31: Handelt es sich hierbei um eine Form der „aktiven Begleitung" wie sie im geheimen Brief mit den beiden Bauherren vereinbart wurde?

Zu den Verbindungen zwischen der BCEE und dem Bauherrn des Shopping-Mall Projektes in Liwingen.

Frage 32: Stimmen die Presseinformationen, dass die staatliche Sparkasse dem besagten Bauherrn hohe Kredite gewährt hat ?

Frage 33: Auf welches Jahr gehen diese Kredite zurück?

Frage 34: Wurden die gesetzlich vorgesehenen Risikobewertungen des Kunden im Vorfeld dieser Kreditvergaben vorgenommen?

Service de Police Judiciaire
000120

Frage 35: Hat der Kunde im Vorfeld konsolidierte Konten vorgelegt, welche solch eine Risikoabschätzung erst ermöglichten?

Frage 36: Hat die CSSF (Bankenaufsicht) der staatlichen Sparkasse eine „single exposure" Warnung zukommen lassen, wie dies in den Medien berichtet wird?

Frage 37: Was bedeutet dies konkret?

Frage 38: Ist die Realisierung des Stadion-Mall Projektes in Liwingen dadurch von großem Interesse für die staatliche Sparkasse?

Frage 39: Hätte ein Stopp des Stadion-Mall Projektes Auswirkungen auf die Zahlungsfähigkeit des Kunden?

Frage 40: Welche Auswirkungen hätte eine Zahlungsunfähigkeit des Kunden auf die staatliche Sparkasse?

Frage 41: Der Generaldirektor der Sparkasse ist gleichzeitig Präsident des Aufsichtsrates einer Gesellschaft, die große Teile der Aktivitäten des Bauherren des „Stadion-Mall" Projektes verwaltet. Laut einer Antwort des Finanzministers auf eine parlamentarische Anfrage des DP-Abgeordneten Eugène Berger, sitzt er im Verwaltungsrat in seiner Qualität als Generaldirektor der Sparkasse, um besser über die Ausgaben des eigenen Kunden informiert zu sein.

- Vertritt der Generaldirektor im Verwaltungsrat demnach ausschließlich die Interessen der Sparkasse?
- Sieht die Regierung in beiden Funktionen kein Interessenskonflikt?
- Wie hat der Generaldirektor der Sparkasse sich dementsprechend bei Entscheidungen über Kreditvergaben an den Kunden verhalten?
- Besteht aus Sicht der Sparkasse eine besondere Dringlichkeit, über ein Mitglied im Aufsichtsrat, die Aktivitäten und Ausgaben dieser Gesellschaft zu überwachen?

Frage 42: Ist die Regierung darüber informiert, dass der Generaldirektor in einem privaten Rahmen Immobiliengeschäfte mit dem besagten Kunden der Sparkasse getätigt haben?

Frage 43: Seit wann ist die Regierung über diese Sachlage informiert? Wie bewertet die Regierung diese Sachlage ?

Service de Police Judiciaire
000121

Materielle und immaterielle Vorteile

Frage 44: Aus den Medien geht hervor, dass der ehemalige Umweltminister zurzeit in einem Haus wohnt, das einer Gesellschaft des Bauherren des „Stadion-Mall" Projektes gehört. Gleichzeitig mehren sich die Gerüchte darüber, dass weitere Beteiligte an den Projekten in Liwingen und Wickrange, ob hohe Beamte oder Regierungsmitglieder, von materiellen oder immateriellen Vorteilen profitiert haben. Hat die Regierung Kenntnis von diesen Gerüchten?

Frage 45: Können die hier anwesenden Minister bezeugen, dass weder Sie noch ihnen unterstellte hohe Beamte von materiellen oder immateriellen Vorteilen im Zusammenhang mit den Projekten in Liwingen und Wickringen profitiert haben.

Claude MEISCH
DP-Parteipräsident

Fernand ETGEN
DP-Generalsekretär

Xavier BETTEL
DP-Fraktionspräsident

annexe à l'audition de M. Claude Meisch

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Luxembourg, le 12 octobre 2011

Service de Police Judiciaire
000122

Transmis en copie pour information
- aux honorables Membres de la Chambre des Députés
- aux Membres de la Conférence des Présidents
Luxembourg, le 12 octobre 2011
Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,

Monsieur Laurent Mosar
Président de la Chambre des Députés
19, rue du Marché-aux-Herbes

L – 1728 Luxembourg

Objet : Prise de position du Gouvernement au sujet des questions posées lors de la réunion jointe du 5 octobre 2011 de la Commission du Développement durable, de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police et de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports concernant les projets de Wickrange et de Livange.

Monsieur le Président,

Conformément à ce qui avait été convenu lors de la réunion jointe du 5 octobre 2011 de la Commission du Développement durable, de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police et de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports concernant les projets de Wickrange et de Livange, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-après les réponses du Gouvernement aux questions qui furent soulevées à cette occasion. Je me permets de noter que la plupart de ces questions furent traitées de façon exhaustive par les membres du Gouvernement présents lors de la réunion du 5 octobre 2011.

- ***Quant aux raisons qui ont amené le Gouvernement à conclure un accord avec les promoteurs (lettre du 2 avril 2009 adressée par le Gouvernement aux promoteurs)***

Pour comprendre les raisons qui ont amené le Gouvernement à intervenir en l'occurrence et à conclure un accord avec les promoteurs, il y a lieu de se référer aux événements qui ont précédé la conclusion de l'accord.

Le 27 juillet 2007, le Ministre des Classes moyennes informe le Conseil de Gouvernement qu'il vient d'être saisi d'une demande d'autorisation de la société anonyme « Wickrange Shopping Center » en vue de l'ouverture d'un centre commercial de 31.000 m² à Wickrange. Monsieur le Ministre signale qu'il compte réserver une suite favorable à la demande sous condition que les promoteurs acceptent de réduire la surface de vente.

CHAMBRE DES DEPUTES
Entrée le :
12 OCT 2011

Service de Police Judiciaire
000123

En août 2007, le Ministre des Classes moyennes autorise, sur base des critères de la loi d'établissement de 1988, la création d'un centre commercial de 22.971 m² à Wickrange. Il précise que cette autorisation ne préjuge en rien des autres autorisations étatiques ou communales.

Le Conseil discute ensuite à plusieurs reprises la décision du Ministre des Classes moyennes d'autoriser l'aménagement d'un centre commercial à Wickrange.

Dans le cadre de ces discussions, le Ministre de l'Environnement et le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire estiment que le projet est difficilement conciliable avec les principes de l'aménagement du territoire.

Le Ministre de l'Intérieur introduit le 8 août 2008 un recours en annulation contre l'autorisation de construire délivrée par le bourgmestre de la commune de Reckange-sur-Mess en date du 26 mai 2008 en vue de l'implantation d'un centre commercial à Wickrange. Il considère que l'autorisation de construire est contraire aux prescriptions du plan d'aménagement général de la commune.

En date du 17 décembre 2008, le Tribunal administratif déclare irrecevable le recours en annulation introduit par l'État au motif que l'État ne justifie pas d'un intérêt à agir.

Le Conseil évoque la possibilité de recourir à l'article 103 de la loi communale aux termes duquel « le Grand-Duc peut annuler les actes collectifs et individuels des autorités communales qui sont contraires à la loi ou à l'intérêt général ». Le recours à l'article 103 serait, le cas échéant, motivé par des considérations tirées de l'aménagement du territoire qui s'opposent à l'implantation d'un centre commercial à Wickrange.

Le Conseil émet cependant des doutes au sujet de la portée exacte du l'article 103 de la loi communale. Il estime que cet article ne concerne pas des actes contraires à la réglementation communale. Il note en outre que le recours à l'article 103 risque de déboucher sur une situation où l'État se verrait exposé à une action en dommages-intérêts.

Par voie de conséquence, le Conseil décide de renoncer à ce moyen juridique et de chercher une solution alternative avec le promoteur du projet en profitant du contexte qui existait à ce moment. En effet, les discussions concernant le projet d'implantation d'un centre commercial à Wickrange ont été menées à un moment où le Gouvernement examinait également l'option de procéder sur le site de Livange à la construction par un promoteur privé d'un nouveau stade national de football avec d'importantes surfaces commerciales. Parallèlement, il existait à cette époque des démarches pour implanter un important « outlet mall » au Luxembourg qui n'en possédait pas encore et qui risquait de voir s'installer de telles surfaces commerciales dans les régions limitrophes.

C'est ainsi que l'idée de combiner ces trois éléments en un grand projet d'ensemble à Livange a pris ses premiers contours à l'occasion des discussions que le Gouvernement a eues au sujet du projet de Wickrange. Le site de Livange semblait en effet approprié pour accueillir un projet de ce type et de cette envergure.

Service de Police Judiciaire

000124

- ***Quant à la forme et au contenu de la lettre confidentielle qui concrétise l'accord du Gouvernement avec les promoteurs***

Contrairement à ce que d'aucuns ont pu affirmer, la lettre adressée le 2 avril 2009 par le Gouvernement aux promoteurs n'a tout d'abord aucun caractère secret. Elle comporte simplement une clause de confidentialité voulue par un des promoteurs, clause qui par ailleurs a permis au Gouvernement de se réserver l'exclusivité concernant la communication au sujet de l'accord trouvé avec les promoteurs.

La clause de confidentialité se justifiait à l'époque alors que l'entreprise Rollinger était liée par un engagement de nature contractuelle à un autre partenaire commercial, en l'occurrence la société ING Real Estate, en vue du développement du site de Wickrange. C'est ainsi que l'entreprise Rollinger a demandé de conférer à la lettre un caractère confidentiel afin de négocier un accord de désengagement avec le partenaire avec lequel elle entendait réaliser le projet initial d'une surface commerciale à Wickrange. C'est en date du 20 mai 2009 que le Gouvernement a été informé qu'un accord a pu être trouvé entre l'entreprise Rollinger et la ING Real Estate.

Le Gouvernement n'a d'ailleurs jamais caché son intention de rechercher et de conclure un accord avec les promoteurs, et cela dans une totale transparence. Le Gouvernement dans son ensemble a été tenu informé tout au long de la procédure qui a abouti à la conclusion de l'accord.

Au cours des réunions du Conseil de Gouvernement des 13 et 20 février 2009, le Ministre de l'Économie a ainsi fait rapport au sujet de l'état d'avancement des négociations avec les promoteurs du projet d'aménagement d'un centre commercial à Wickrange et de l'implantation d'un stade de football à Livange.

Le Premier Ministre indique au cours de la conférence de presse organisée à l'issue du Conseil de Gouvernement du 20 février 2009 que :

- l'implantation d'un centre commercial à Wickrange est contraire aux principes de l'IVL ;
- le Luxembourg doit se doter de structures commerciales de ce type ;
- le Gouvernement envisage d'intégrer le projet de Wickrange dans le projet à Livange et que le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et des Sports mène des pourparlers avec les promoteurs en vue de l'implantation d'une infrastructure sportive d'une certaine envergure combinée à des surfaces affectées à d'autres fins à Livange.

Le Ministre des Sports confirme au cours d'une conférence de presse du 26 février 2009 au sujet du nouveau stade national de football à Livange qu'il est « *du ferme souhait du gouvernement que le projet de centre commercial de Wickrange actuellement en discussion puisse être intégré, en parties du moins, dans le projet global de Livange qui n'en reste pas moins indépendant. Dans cet ordre d'idées, des pourparlers avec les deux promoteurs respectifs sont d'ores et déjà planifiés afin d'aboutir à un accord qui puisse satisfaire toutes les parties concernées* » (extrait du compte-rendu de la conférence de presse paru sur le site Internet du Gouvernement).

Service de Police Judiciaire
000125

Le Conseil de Gouvernement est informé le 22 mai 2009 de l'accord qui a pu être trouvé en vue de l'abandon du projet d'un centre commercial à Wickrange. Une lettre scellant l'accord fut ensuite adressée aux promoteurs (copie de la lettre en annexe). Dans le communiqué de presse qui résume les travaux du Conseil de Gouvernement il est noté que « *dans le sillage des discussions autour de la création d'un centre commercial à Wickrange, le Conseil a pris note de l'accord qui a pu être trouvé entre les acteurs impliqués en vue de la réalisation d'un projet d'ensemble à Livange* ».

Rappelons pour être complet, qu'au cours d'une réunion jointe de la Commission des Classes moyennes, de la Commission des Sports et de la Commission du Développement durable, les députés sont informés en mai 2010 du projet de construction d'un stade national de football avec une surface commerciale attenante à Livange.

Enfin, le 23 juillet 2010, le Conseil de Gouvernement approuve les « masterplans » de Livange et de Wickrange qui sont par la suite introduits, par les promoteurs respectifs, dans la procédure en vue de requérir les autorisations définitives auprès des instances compétentes. La commune de Roeser a été tenue au courant des démarches du Gouvernement.

Pour ce qui est des raisons qui ont amené le promoteur qui s'est engagé dans l'accord conclu avec le Gouvernement à renoncer au projet qu'il se proposait de réaliser à Wickrange, il y a tout d'abord lieu de constater qu'en l'occurrence aucune pression n'a été exercée par le Gouvernement sur le promoteur en question. Le promoteur s'est en effet vu offrir une alternative attrayante: il pourra réaliser, sous une forme modifiée, son projet à Wickrange et valoriser ainsi les terrains qui lui appartiennent, tout en étant associé au projet de Livange. La question de la réalisation en parallèle des deux projets à Wickrange et à Livange ou de l'opposition entre les deux projets telle qu'elle est mise en avant dans les questions soumises au Gouvernement ne se pose pas dans ces termes. Il est cependant évident que le projet de Livange tel qu'il est planifié à l'heure actuelle n'aurait pas pu être réalisé ensemble avec le projet initial de Wickrange, compte tenu des dispositions de la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement en vigueur à l'époque.

En ce qui concerne la forme de l'engagement pris par le Gouvernement, il y a lieu de noter qu'il est effectivement d'usage, dans le cadre d'investissements d'envergure ou d'implantations d'entreprises qui revêtent un intérêt stratégique pour le Luxembourg, de soumettre à des entreprises qui demandent un accompagnement de la part du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur un courrier sous forme d'une lettre d'intention ou de "Memorandum of understanding". Ce courrier exprime l'intérêt porté à la réalisation des investissements concernés. Il permet en outre de préciser, le cas échéant, le cadre d'un accompagnement financier dans le respect des régimes d'aides existants. En cas de besoin, des emplacements pour réaliser l'investissement peuvent être suggérés, notamment dans les incubateurs ou zones d'activités nationales. Finalement, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur peut s'engager à informer, et le cas échéant accompagner, les entreprises concernées quant aux procédures légales et réglementaires à respecter. En aucun cas, une lettre d'intention ou "Memorandum of understanding" ne dégage les entreprises concernées de l'obligation de respecter toutes les procédures légales et réglementaires requises. De la même façon, l'État n'est aucunement engagé par rapport aux décisions à prendre ou autorisations à octroyer.

Service de Police Judiciaire
099126

En ce qui concerne le contenu et la portée de l'engagement pris par le Gouvernement face aux deux promoteurs, celui-ci comporte essentiellement un soutien ferme au transfert de l'offre commerciale et du volume de surfaces de vente accordées pour ce projet par le Ministre des Classes moyennes à Wickrange vers le site de Livange, ainsi que l'engagement d'activement rechercher un nouveau site ensemble avec le promoteur concerné au cas où le projet à Livange ne se concrétiserait pas. Le Gouvernement s'engage ensuite à fermement soutenir, à accompagner et à appuyer activement la réalisation d'un projet d'ensemble sur le site de Livange autour d'un stade national de football avec les infrastructures commerciales nécessaires à la viabilité financière du projet du stade.

Ce faisant, le Gouvernement n'a pas contracté une obligation de résultat, mais une obligation de moyens. Il n'a par ailleurs pas accordé une garantie que les projets aboutiraient. Dans l'hypothèse de la non réalisation du projet de Livange, le Gouvernement ne s'est pas engagé à dédommager les promoteurs. Par ailleurs, le Gouvernement n'a pas pris d'autres engagements que ceux qui figurent dans la lettre. En effet, les discussions qui ont mené à la conclusion de l'accord entre le Gouvernement et les promoteurs se sont concentrées sur les deux projets de Wickrange et de Livange. D'autres projets des promoteurs n'ont dès lors pas été discutés. Si de tels projets ont pu être évoqués, ils ne l'ont été qu'au niveau de certains détails, notamment de procédure (délais et complexité des procédures), et sans donner lieu à des engagements de la part du Gouvernement dans le cadre de l'accord conclu avec les promoteurs. Le Gouvernement ne s'est notamment pas engagé à mettre à la disposition des promoteurs des terrains qui lui appartiendraient. L'engagement pris, qui en substance peut s'analyser comme une déclaration d'intention, liera, comme tous les engagements pris par un gouvernement, les gouvernements à venir et cela au vu de la nécessité de voir l'action des différents gouvernements s'insérer dans une certaine continuité; tout comme pour le gouvernement contractant, il ne saurait évidemment être question de versement de dommages et intérêts par les gouvernements à venir au cas où les projets n'aboutiraient pas, à moins évidemment que les gouvernements en question ne contreviennent de façon évidente aux termes de l'accord. Les conditions de la réalisation de l'engagement du Gouvernement sont en tout cas claires. L'accompagnement actif du projet par le Gouvernement s'est notamment traduit dans la réalisation d'un « masterplan » détaillé auquel ont collaboré les instances étatiques concernées, dans le cadre et dans la limite de leurs compétences respectives.

À noter enfin qu'en l'occurrence le Gouvernement n'a évidemment accordé aucune autorisation pour les projets visés. Toutes les procédures seront respectées et les autorisations nécessaires devront être obtenues par les promoteurs qui en sont d'ailleurs bien conscients. L'obligation pour les promoteurs des sites de Wickrange et de Livange de respecter l'ensemble des procédures applicables en la matière ressort des courriers qui ont été échangés dans le contexte de la conclusion de l'accord entre le Gouvernement et les promoteurs. Une copie des courriers en question est annexée à la présente lettre. Au cas où le projet ne se réaliserait pas pour des raisons tenant à ces procédures, les promoteurs ne pourraient pas prétendre à un dédommagement, dédommagement auquel le Gouvernement ne s'est pas engagé.

- ***Quant aux relations du Gouvernement avec les promoteurs***

Le Gouvernement a mis en rapport les promoteurs et a accompagné le processus ayant abouti à l'accord. Seuls les ministres signataires de la lettre ont participé à ce processus.

Service de Police Judiciaire
008127

Concernant d'éventuels avantages matériels ou immatériels dont les membres du Gouvernement en charge du dossier auraient pu profiter de la part des promoteurs dans le cadre de projets en discussion, ils ont eu l'occasion de s'exprimer clairement à ce sujet devant la commission parlementaire. Ils n'ont en l'occurrence été destinataires d'aucun avantage matériel ou immatériel. Toutes les rumeurs à ce sujet, y compris celle concernant certains hauts fonctionnaires, se sont avérées être dénuées de tout fondement et inventées de toutes pièces.

- ***Quant au projet de construction d'un stade de football en régie directe par l'État et sans surfaces commerciales***

Plusieurs sites ont été pris en considération dans le cadre de la recherche d'un terrain en vue de l'implantation d'un nouveau stade national de football. Ce travail de prospection ne se limitait pas à la recherche d'un site en vue de la seule construction d'un nouveau stade de football, mais englobait l'idée d'y intégrer des surfaces commerciales d'une certaine envergure susceptibles de rentabiliser les frais de construction du stade par un promoteur privé. Il y a lieu de relever dans ce contexte qu'un stade national construit de façon isolée, ainsi que ses infrastructures connexes, ne pourraient bénéficier que d'une utilisation peu efficiente au vu de l'important investissement requis.

Le Gouvernement a retenu trois paramètres pour assurer la viabilité financière d'une telle entreprise, à savoir :

- le prix du terrain, qui doit être faible, puisqu'il devra être cédé gratuitement ou presque aux promoteurs du projet, ou encore leur appartenir pour que ceux-ci puissent être à même de financer l'infrastructure ;
- l'accessibilité, qui devra être très bonne par autoroute et par train, afin de supporter les flux massifs aux heures d'affluence et permettre de drainer facilement les spectateurs et clients depuis l'ensemble du pays, voire des régions frontalières ;
- la taille du terrain, qui devra se situer idéalement entre 10 et 15 ha du fait qu'il faudra non seulement y implanter le stade de football, mais également les surfaces de vente commerciales et les parkings.

Dans ce contexte, 12 sites ont été analysés par le département de l'Aménagement du Territoire :

Stade Josy Barthel (site actuel plus terrains avoisinants appartenant à la Ville de Luxembourg), Midfield (entre Grossfeld et la zone d'activités économiques du Howald), Porte de Hollerich (site près des terrains envisagés pour le transfert de la Luxexpo), Hamm (op de Minnen), Kirchberg (à proximité de la CLT), Dommeldange (friche sidérurgique), Schuttrange-Niederanven (près de la zone d'activités économiques), Haebicht entre Mamer et Capellen (site à l'époque projeté pour la grande décharge), Mondercange (près du centre de formation de football), Obercorn (site du stade actuel), Lentille Terres-Rouges à Esch-Belval et Livange (site finalement retenu).

Par ailleurs, une implantation du nouveau stade à Mersch et dans la Nordstad a été sommairement considérée, mais ensuite cette idée a été abandonnée à la fois pour des raisons générales d'accessibilité par rapport à la population cible et de manque de sites a priori

Service de Police Judiciaire
008128

qualifiés. Il en a été de même d'autres sites qui ont été analysés comme Roodt-sur-Syre, Merl, Kockelscheuer et Leudelange.

Les critères d'analyse pris en considération ont été les suivants : superficie des terrains, disponibilité pour une construction endéans les 3 ans, nécessité de reclassement par rapport à une zone verte, valeur/coût des terrains, centralité, accès routier, desserte actuelle et potentielle par les transports en commun, compatibilité avec les avant-projets de plans sectoriels primaires et potentiel commercial du site.

En fonction de ces critères, une analyse comparative a été effectuée. Il en découle que le site de Livange est le seul site qui répond à la très grande majorité des critères retenus.

Ce choix devient encore plus net dans l'optique, préconisée par le Gouvernement, de l'implantation d'un « factory outlet center » pour lequel le site retenu se prête particulièrement bien compte tenu des standards internationalement appliqués pour l'implantation de ce type d'infrastructure commerciale. En effet, le site se trouve dans le centre de gravité du réseau autoroutier luxembourgeois de même que sur la ligne de chemin de fer qui est de très loin la plus fréquentée du pays. Cet état de fait permettra de puiser dans le très important flux de trafic, notamment de transit international, qui passe à côté sans que ceci signifie, pour un pourcentage important des futurs clients, un concurrencement direct de l'offre commerciale, notamment intra-urbaine, existante, sachant, par ailleurs, que la zone de chalandise d'un tel équipement commercial peut atteindre, voire même dépasser un rayon de 200 km.

C'est également dans cette optique que le site en face du complexe hôtelier à Livange, constitue un site remplissant, avec quelques aménagements appropriés, notamment au niveau de l'insertion paysagère, de l'organisation de l'accès par les transports et de la protection sonore des quelques habitations voisines, les trois conditions précitées et les principales dispositions de l'aménagement du territoire dont il s'agit de tenir compte pour un projet de ce type. En effet, le site se trouve dans le trapèze formé par la voie ferroviaire Luxembourg-Bettembourg, la N31 et l'A3, dont l'élargissement à 6 voies est prévu et qui sera en plus longée par la nouvelle ligne du TGV, situé à l'extérieur de la zone verte interurbaine et facile à connecter, via un arrêt de train supplémentaire, au réseau ferroviaire.

Au départ, le Gouvernement n'a certes pas exclu la possibilité d'acquérir lui-même des terrains appropriés pour la construction d'un stade national de football. Il s'est cependant avéré que les terrains en question appartenaient majoritairement à un promoteur qui lui était intéressé à aménager le terrain de football et les surfaces commerciales.

Dans le cadre de la réalisation du projet de développement du site de Livange, l'État n'interviendra pas au niveau du financement de la construction du stade de football proprement dit. L'intervention financière de l'État se limitera à des investissements qui devront être réalisés afin d'assurer l'accessibilité du site. Les coûts du nouvel échangeur autoroutier et de la voirie d'accès au site ont déjà été chiffrés. Une proposition de répartition de ce coût a été élaborée par l'Administration des Ponts et Chaussées sur base d'un découpage en modules entre l'État et le promoteur. Il s'agit en l'occurrence de 18,4 millions d'euros à charge de l'État et de 13,3 millions d'euros à charge du promoteur. En ce qui concerne la halte ferroviaire seule une estimation très sommaire du coût d'ensemble a été réalisée jusqu'ici. Le prix avancé est de 15 à 20 millions d'euros.

Service de Police Judiciaire

000129

La comparaison de cet investissement avec la construction d'un stade en régie propre par l'État doit être examinée dans sa globalité. L'investissement, à charge de l'Etat, pour un stade dont l'État serait le seul propriétaire, est estimé à environ 25 à 30 millions d'euros. Il est nécessaire d'ajouter à ce montant, pour tout autre site, les coûts liés à l'aménagement de la voirie d'accès, voire à la mise à niveau du réseau routier environnant, à la réalisation d'un accès ferroviaire, à l'aménagement de parkings ainsi que la valeur foncière des fonds destinés à accueillir le stade national de football. De ce fait, la solution étatique risque de constituer une opération nettement plus coûteuse.

- ***Quant au projet de Livange : respect des procédures et compatibilité avec les principes de l'aménagement du territoire***

Les procédures légales en matière d'aménagement du territoire sont respectées dans le cadre du projet de développement de Livange.

Suite à l'approbation, par le Conseil de Gouvernement du « masterplan » de Livange dans la réunion du 23 juillet 2010, le promoteur du projet a introduit ce « masterplan » dans la procédure en vue de requérir les autorisations définitives auprès des instances compétentes.

La procédure d'adoption du projet de modification ponctuelle « stade de Livange » du plan d'aménagement général de la commune de Roeser, s'est faite dans le strict respect de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Conformément à l'article 10 de la loi précitée telle qu'elle était en vigueur avant le 1er août 2011, le projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général de la commune de Roeser ensemble avec l'étude préparatoire ont été transmis par le collège des bourgmestre et échevins pour avis à la commission d'aménagement par lettre recommandée avec avis de réception. La commission d'aménagement a émis son avis dans le délai légal de six mois de la réception du dossier complet, c'est-à-dire en date du 17 juin 2011. Le projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général a été soumis par la suite, conformément à l'article 11 de la loi du 19 juillet 2004 précitée, au vote provisoire du conseil communal par le collège des bourgmestre et échevins dans les six mois de la réception de l'avis de la commission d'aménagement par lettre recommandée avec avis de réception.

Il résulte de ce qui précède qu'à ce stade de la procédure, et sur base des informations à la disposition du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, aucun vice de la procédure prévue par la loi précitée du 19 juillet 2004 n'a pu être constaté.

Comme soulevé par Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région au cours de la réunion jointe de la Commission du Développement durable, de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police et de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, il y a lieu de préciser que lors des discussions précédant le vote provisoire, il a été remarqué que des membres de la famille de l'échevin Pierette Ferro-Ruckert sont propriétaires de biens immeubles sur les fonds faisant l'objet de la modification ponctuelle du PAG de la commune de Roeser.

Service de Police Judiciaire
099130

D'après l'article 20 de la loi communale du 13 décembre 1988 telle qu'elle a été modifiée, « il est interdit à tout membre du corps communal d'être présents aux délibérations du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires ou fondé de pouvoir ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct. Cette interdiction s'applique tant aux discussions qu'au vote ».

Vu que Madame Ferro-Ruckert n'a participé ni aux discussions avant le vote provisoire, ni au vote provisoire lui-même, il semble que ledit vote soit conforme aux dispositions de l'article 20 de la loi communale précitée, sous réserve des conclusions de l'enquête menée par Monsieur le Commissaire de District de et à Luxembourg.

Toutefois, d'après l'article 7, paragraphe 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004, telle qu'elle était en vigueur avant le 1er août 2011, une modification ponctuelle du plan d'aménagement général d'une commune est élaborée à l'initiative du collège des bourgmestre et échevins, par une personne qualifiée. Il en résulte que le collège des bourgmestre et échevins de Roeser a pris la décision d'entamer la modification ponctuelle litigieuse du PAG.

La question de savoir si cette décision a été prise en violation de l'article 20 de la loi communale en raison de la participation de l'échevin Ferro-Ruckert fait, à l'heure actuelle, l'objet d'une enquête détaillée du Commissaire de district. Le Ministre de l'Intérieur prendra sur base de cette enquête les conclusions adéquates qui s'avéreraient nécessaires en fonction des différents textes légaux et réglementaires applicables.

A toutes fins utiles, il y a encore lieu de préciser que le ministre ayant l'aménagement communal dans ses attributions n'a pas de pouvoir d'annulation de la procédure d'adoption d'une modification ponctuelle jusqu'au moment où il est saisi de l'approbation de ce projet, c'est-à-dire après le vote définitif.

A ce stade du projet, le ministre vérifie la légalité du projet par rapport aux textes légaux et réglementaires applicables en la matière, il statue sur les réclamations éventuelles et refusera l'approbation du projet si un vice est constaté.

Comme déjà précisé ci-dessus, le projet devra évidemment parcourir toutes les procédures qui sont applicables à des projets de cette nature. Les promoteurs se sont montrés parfaitement conscients de ce fait, comme en témoignent leurs lettres des 15 et 20 mai 2011 (copie des lettres en annexe).

Pour ce qui est ensuite de l'applicabilité de la législation sur les marchés publics, il importe de souligner que le projet de construction d'un stade national de football avec surfaces commerciales est différent d'un projet réalisé sur base d'un « Private Public Partnership » tel que le lycée de Mersch où le promoteur privé, suite à un marché public, accepte de procéder au financement, à la planification, la construction et la maintenance du projet alors que l'État rembourse l'investissement sur une durée de 20 ou de 25 ans. Dans le cas du développement du site de Livange, l'État soutient et accompagne un projet privé qui, pour la partie stade de football, est d'importance nationale. Le promoteur privé, qui construit le stade national de football à sa charge, peut réaliser le projet avec les prestataires et fournisseurs de son choix. Dans ce contexte, il aménage autour de ce stade de football un centre commercial dont il assume seul l'investissement. En revanche, le promoteur se propose de mettre à la

Service de Police Judiciaire
000131

disposition du mouvement sportif sa propriété sous la forme d'un stade national moyennant une convention afférente à signer entre le promoteur, d'une part, et les fédérations sportives concernées associées à l'État, d'autre part.

L'État ne construit dès lors pas, n'intervient pas au niveau du financement du projet et ne devient pas propriétaire de la construction, ce qui explique qu'il n'est pas nécessaire de soumettre le projet de construction du stade de football à une adjudication publique en application de la loi sur les marchés publics.

En ce qui concerne les réalisations connexes, comme un éventuel échangeur autoroutier, il est évident que toutes les procédures publiques usuelles seront applicables.

En ce qui concerne les différentes tentatives de reclassement du site à Livange et les avis afférents de la commission d'aménagement, le Gouvernement tient à fournir les précisions suivantes :

La première tentative de reclassement du site appelé à accueillir aujourd'hui le stade national de football par la commune de Roeser remonte à 1979 en vue de la création d'une zone d'activités communale.

Dans un premier temps, à savoir en 1986, le Ministre de l'Environnement a d'ailleurs approuvé le dossier afférent, alors que le Ministre de l'Intérieur ne l'a pas fait à l'époque pour des raisons de forme et non pas de fond.

Toutefois, dans le cadre d'un projet d'extension du périmètre d'agglomération et d'aménagement particulier, le Ministre de l'Intérieur a refusé, en 1990, le classement de la zone en question pour des raisons paysagères, topographiques et de problèmes d'inondation de même que pour des raisons de forme. Le Ministre de l'Intérieur considérait que « l'aire concernée constitue une zone humide régulièrement soumise à des inondations ne se prêtant guère à l'implantation d'établissements humains » et que « la réalisation du projet rendrait nécessaire une rectification du ruisseau Bibeschbaach, opération qui porterait préjudice et à la flore et à la faune de ce cours d'eau ».

À noter qu'au cours de cette même année le Ministre de l'Agriculture a refusé une permission de cours d'eau afférente par risque d'inondations et qu'en 1991 le Ministre de l'Environnement a également refusé le projet en question pour des raisons environnementales.

Depuis lors, les problèmes existants d'évacuation et de gestion des eaux pluviales ont été analysés et éclaircis. Ainsi, le site n'a jamais été classé « zones inondables », ni par le biais du plan d'aménagement général, ni par le biais des règlements grand-ducaux pris dans le cadre de la législation sur l'aménagement du territoire. Par ailleurs, les projets des cartes des zones inondables et des cartes des risques d'inondation pour lesquelles la consultation du public et des communes est venue à échéance en avril 2011 conformément aux dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau ne reprennent que les quinze cours d'eau principaux du Grand-Duché du Luxembourg. Le Bibeschbaach, dont le bassin versant ne représente qu'une superficie de 10,7 km2, ne fait pas partie de ces quinze cours d'eau retenus. Pour les cours d'eau qui ne sont pas concernés par la cartographie des zones

Service de Police Judiciaire
000132

inondables et des risques d'inondation, les communes ont la possibilité de prendre des mesures complémentaires au niveau de leur plan d'aménagement général.

Les problèmes existants d'évacuation et de gestion des eaux pluviales, notamment en provenance de l'autoroute peuvent ainsi être résolus par la mise en place sur le site de capacités de rétention supplémentaire ainsi que d'un déplacement partiel du cours d'eau avec une renaturation adaptée. Ces mesures à prendre, et d'ailleurs prévues au niveau du masterplan du projet d'ensemble, sont en phase avec la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau qui prévoit des instruments permettant de prendre en compte la problématique de la gestion des eaux de surface. Ainsi, l'Administration de la gestion de l'eau a participé à plusieurs réunions entre les différentes parties concernées par le projet en question qui ont eu lieu au cours des années 2009 et 2010. Lors de ces réunions, les promoteurs du projet ont été informés qu'une autorisation sur base de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau est requise. Cette autorisation établira les conditions concernant la renaturation et l'aménagement du lit d'écoulement du Bibeschbaach, la compensation du volume de rétention dudit cours d'eau au cas où celui-ci serait supprimé suite aux travaux d'aménagement et l'assainissement du site en système séparatif avec écrêtement des eaux de ruissellement générées par les surfaces imperméabilisées.

Par ailleurs, une trentaine d'années se sont écoulées depuis les premières tentatives de classement des terrains en question au cours desquelles, la zone d'activité à l'est du site s'est remplie, le complexe hôtelier et d'espaces bureaux a été construit en face de l'A3 dont l'élargissement à 6 voies est désormais prévu de même que la construction de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg immédiatement du côté ouest de l'autoroute. En ce qui concerne la construction de l'hôtel, il importe d'ailleurs de signaler que l'autorisation de classement des fonds nécessaires a été donnée en 1996 par le Ministre de l'Intérieur en argumentant notamment que « l'implantation en ces lieux d'un hôtel ne saurait porter préjudice à l'aspect du paysage puisqu'il ne faut pas perdre de vue que l'on se trouve en présence d'un paysage déjà coupé par un tronçon de grande voirie de l'Etat et par une ligne ferroviaire, de sorte qu'on peut renoncer au classement en zone verte des fonds visés et les classer en zone hôtelière ».

Sur base de cet acquis, la commune a introduit en 2008 un projet de modification partielle de son PAG incluant une nouvelle tentative de classement du site en une zone d'activité économique communale. Dans son avis du 16 décembre 2008, la commission d'aménagement a retenu qu'elle « ne donne pas son aval à l'extension de la zone d'activités économiques sur des fonds sis entre la voie ferrée et l'autoroute A3. Ces fonds disposent en plus d'une haute qualité écologique et paysagère ... Aussi convient-il de relever que des nouvelles zones d'activités à caractère communal seraient uniquement à désigner pour des entreprises d'ores et déjà présentes dans la commune... ».

Dans son avis, la commission d'aménagement partait de l'hypothèse de l'aménagement d'une zone d'activités économique à caractère communal et analysait le projet dans la perspective de l'avant-projet du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques ». Il y a lieu de noter dans ce contexte que le projet n'a par la suite jamais été soumis au vote provisoire du conseil communal de la commune de Roeser, ce qui explique également que l'avis de la commission d'aménagement n'a pas été rendu public.

Service de Police Judiciaire
09133

Ce n'est que suite à la décision du Gouvernement de soutenir la réalisation d'un projet global autour d'un nouveau stade national de football que la commune a introduit début 2011 un projet de modification partielle de son PAG dans le but d'aboutir au reclassement du site en une zone spéciale. Ce projet ne vise dès lors plus une simple zone d'activités communale pour laquelle il existe sans doute des alternatives valables en application du plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques », mais un projet pour un équipement unique en son genre avec des contraintes et des besoins spécifiques auxquels très peu de sites sont à même de correspondre de nos jours au Luxembourg et à la lumière desquels il s'agit désormais d'évaluer la validité du site retenu.

Dans son avis en date du 17 juin 2011, la commission d'aménagement, tout en examinant d'une manière nuancée le projet en question et en y voyant d'un œil assez critique l'implantation d'activités commerciales normales de grande envergure, retient que « le projet d'une zone spéciale Stade national de football Livange est compatible avec les avant-projets de plans directeurs sectoriels précités (zones d'activités et paysages), sous l'hypothèse que les équipements commerciaux y développés soient d'importance nationale et à caractère unique, tel que stipulé par l'avant-projet de plan sectoriel « zones d'activités économiques » et vient à la conclusion qu'« au vu des considérations et observations précitées, la Commission recommande au collège des bourgmestre et échevins de soumettre le projet au vote provisoire du conseil communal ».

Le changement d'attitude de la commission d'aménagement résulte dès lors de l'appréciation différente du site selon que ce dernier est appelé à accueillir une zone d'activité économique à caractère communal ou un projet exceptionnel d'une importance nationale. Cette démarche correspond à l'avant-projet de plan sectoriel zones d'activités économiques.

- ***Quant aux relations entre la Banque et Caisse d'Épargne de l'État et le promoteur du projet de Livange***

Le Ministre des Finances n'a aucune compétence en ce qui concerne la gestion journalière de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE). Le comité de direction est nommé par le Gouvernement et chargé de la gestion journalière (p.ex. décisions de crédit).

Par conséquent, le ministre des Finances ne dispose pas d'informations détaillées sur la relation bancaire entre Monsieur Flavio Becca et la BCEE.

Le Ministre des Finances exerce la surveillance générale de la BCEE par l'intermédiaire du commissaire de surveillance. Le commissaire de surveillance du Gouvernement auprès de la BCEE assume un contrôle de légalité. Le commissaire de surveillance a confirmé au Ministre des Finances que, lors de ses contrôles, aucune violation des lois n'a été constatée.

La Commission de Surveillance du Secteur financier (CSSF) n'a émis aucune mise en garde en raison des crédits accordés aux sociétés de Monsieur Flavio Becca. Le réviseur d'entreprise a par ailleurs attesté que la BCEE a respecté toutes les procédures internes pour l'octroi de crédits.

Le Ministre des Finances reconnaît la pertinence des questions qui ont été posées sur la présence de membres du personnel de la BCEE dans le conseil d'administration de sociétés

Service de Police Judiciaire
0 0134

avec lesquelles la BCEE entretient une relation commerciale. Il a donné instruction au conseil d'administration d'examiner tous les aspects de cette question et notamment celle qui concerne les arbitrages à faire entre l'exercice d'une fonction de contrôle au sein d'une société avec laquelle la BCEE entretient une relation commerciale et les conflits d'intérêt potentiels. Il a demandé au commissaire de surveillance de lui faire rapport sur l'évolution de ces travaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Le Premier Ministre

Ministre d'État

Service de Police Judiciaire
000135

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 2 avril 2009

Monsieur Guy Rollinger
Groupe Guy Rollinger
4-6, rue des trois Cantons
L-3980 Wickrange

Monsieur Flavio Becca
PROMOBE S.A.
ZI Am Bruch
L-3327 Crauthem

Objet : position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange

Messieurs,

Par la présente, les Ministres soussignés tiennent à faire, au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le point sur les démarches faites et pourparlers qu'ils ont eus avec vous afin d'aboutir à un accord général en ce qui concerne les projets liés, à savoir celui de la grande surface commerciale de Wickrange et le projet d'ensemble autour du stade national de football de Livange, en se référant particulièrement à la réunion en date du 30 mars 2009 dans les bureaux et en présence de Monsieur le Premier Ministre.

Cet accord est acté comme suit :

En ce qui concerne Wickrange :

- le Gouvernement est fermement opposé à la réalisation du projet de « Wickrange Shopping Center », non pas parce qu'il est en défaveur du projet, mais parce qu'il estime que le site n'est pas approprié du point de vue de l'aménagement du territoire ;
- le Gouvernement soutient fermement le transfert de l'offre commerciale et du volume de surfaces de vente accordés pour ce projet par le Ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions sur un autre site, en l'occurrence celui de Livange ;

Service de Police Judiciaire
000136

- au cas où, pour des raisons actuellement non prévisibles, ce transfert ne pourrait pas se concrétiser à Livange, le Gouvernement s'engage à activement rechercher un nouveau site ensemble avec M. Rollinger ;
- le Gouvernement, à travers son Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, accompagnera activement la configuration d'un nouveau projet mixte (activités artisanales, logement, activités commerciales de moindre envergure), sur le site de Wickrange, pour autant que ce projet soit en adéquation avec les contraintes d'aménagement durable du site, notamment en ce qui concerne les flux de trafic routiers induits et l'insertion paysagère. Ce projet tiendra compte des besoins d'approvisionnement local de la population communale ;
- dans ce contexte et sous réserve de l'acceptation de l'accord proposé dans la présente lettre par les destinataires, le Gouvernement procédera avec Monsieur Rollinger à l'échange des terrains nécessaires à la réalisation de l'accès au site à partir du nouveau rond-point projeté.

En ce qui concerne Livange :

- le Gouvernement soutient fermement la réalisation d'un projet d'ensemble sur ce site autour d'un stade national de football avec les infrastructures commerciales nécessaires à la viabilité financière du projet du stade, comprenant, entre autres, un « outlet mall » d'importance nationale ainsi que l'offre commerciale et le volume de surfaces de vente accordés par le Ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions dans le cadre du projet de « Wickrange Shopping Center » ;
- à cette fin, le Gouvernement accompagnera et appuiera activement la réalisation de ce projet d'ensemble de caractère unique et d'importance nationale.

Cet accord revêt un caractère hautement confidentiel et les destinataires de la présente ne sont nullement autorisés à en communiquer le contenu à des parties tierces quelles qu'elles soient.

En outre, seul le Gouvernement est autorisé à communiquer sur le contenu du présent accord.

En conséquence, le Gouvernement invite les Sieurs Becca et Rollinger à trouver un arrangement entre eux permettant la réalisation de ce projet d'ensemble et prie les destinataires de la présente lettre de confirmer le présent accord par écrit, à faire parvenir aux ministres soussignés jusqu'au 10 avril 2009, comme convenu lors de la réunion en date du 30 mars 2009 dans les bureaux et en présence de Monsieur le Premier Ministre.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Service de Police Judiciaire
000137

Le Ministre de l'Economie
et du Commerce extérieur

Jeannot Krecké

Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Aménagement du territoire

Jean-Marie Halsdorf

Le Premier ministre,
Ministre d'Etat

Jean-Claude Juncker

La présente lettre est faite en cinq exemplaires dont deux sont adressés aux destinataires et trois sont conservés par les signataires.

Service de Police Judiciaire
00138

PROMOBE

Office
Z.I. "Im Bruch"
L-3327 Crauthem
BP 70
L-3201 Bettembourg

Contact
t +352 36.09.73
f +352 36.74.98

Ministère de l'Intérieur
Entrée: 14 AVR. 2009
36697 KD

Monsieur le Premier Ministre
Ministre d'Etat
Monsieur Jean-Claude JUNCKER
L-2910 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Economie et
du Commerce Extérieur
Monsieur Jeannot KRECKE
L-2914 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Et de l'Aménagement du Territoire
Monsieur Jean-Marie HALSDORF
L-2933 LUXEMBOURG

Crauthem, le 10 avril 2009

Lettre recommandée avec accusé de réception

Concerne : Votre courrier du 2 avril 2009

Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs les Ministres,

Par la présente, j'accuse bonne réception de votre courrier du 2 avril 2009 m'informant de la position du Gouvernement concernant les projets du Wickrange Shopping Center et du Stade de Football à Livange.

Tout en vous remerciant pour l'intérêt que vous portez au projet du Stade de Football à Livange, je marque mon accord de principe avec votre proposition.

Service de Police Judiciaire
039139

Des pourparlers avec Monsieur Guy Rollinger ont déjà été entamés, cependant, il ne m'était, pour des raisons de santé, malheureusement pas encore possible de finaliser un accord. Dès qu'un tel accord aura pu être trouvé, ce qui devrait pouvoir se faire courant de la semaine prochaine, je ne manquerai pas de vous en tenir informé.

J'adresse copie de la présente à Monsieur Guy Rollinger de la maison Guy Rollinger.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, l'expression de mes meilleures considérations.

Flavio BECCA

La présente lettre est faite en cinq exemplaires dont trois sont adressés aux destinataires, un exemplaire à Monsieur Guy Rollinger et un conservé par le signataire.

Service de Police Judiciaire

0 0 1 4 0

GROUPE GUY ROLLINGER

MADE IN LUXEMBOURG

- CLÉS-MAINS
- TOITURES
- RÉNOVATIONS
- CARRELAGES
- PEINTURES & DÉCORS
- CONSTRUCTIONS
- MENUISERIES
- TOITURES VERTES
- FAÇADES
- IMMOBILIÈRES
- ISOLATIONS
- MATÉRIAUX
- ÉCHAFAUDAGES
- CHAPES ET REVÊTEMENTS
- S.O.S. TECHNIQUE
- FERRONNERIES
- LOCATIONS
- ÖKO-HAUS

S.O.S. TECHNIQUE GSM 691 37 11 11

... à votre service

Monsieur le Premier Ministre
Monsieur Jean-Claude Juncker
L-2910 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce Extérieur
Monsieur Jeannot KRECKE
L-2914 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire
Monsieur Jean-Marie HALSDORF
L-2914 LUXEMBOURG

Lettre strictement confidentielle

Wickrange, le 10/04/2009

Concerne : votre courrier du 2 avril 2009

Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres.

Nous vous remercions vivement pour votre courrier du 2 avril 2009 dans lequel vous nous avez fait part de la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange.

De même, nous sommes reconnaissants des propos que Vous, ainsi que Monsieur Romain Diederich, avez déjà énoncés, en étant persuadé que les dossiers abordés se concrétiseront dans l'avenir.

WICKRANGE « Shopping-Center »
S.A. IBLC: LU 20807986 TVA: 2005 2217 645 Capital de 31'000,00 € R.C.S.: B 46292
4-6 rue des Trois Cantons L-3980 Wickrange (352) 37 11 11
euro-artisan@rollinger.lu http://www.rollinger.lu fax : (352) 37 94 54

Service de Police Judiciaire

0 0141

GROUPE GUY ROLLINGER

MADE IN LUXEMBOURG

- CLÉS-MAINS
- TOITURES
- RÉNOVATIONS
- CARRELAGES
- PEINTURES & DÉCORS
- CONSTRUCTIONS
- MENUISERIES
- TOITURES VERTES
- FAÇADES
- IMMOBILIÈRES
- ISOLATIONS
- MATÉRIAUX
- ÉCHAFAUDAGES
- CHAPES ET REVÊTEMENTS
- S.O.S. TECHNIQUE
- FERRONNERIES
- LOCATIONS
- ÖKO-HAUS

Nous pouvons marquer notre accord quant à votre proposition et au contenu de votre lettre pour autant que les pourparlers avec les promoteurs BECCA et LUX se concrétisent par écrit.

Concernant « ING REAL ESTATE Development », notre partenaire depuis le début du projet Wickrange Shopping Center, nous nous chargerons de finaliser un arrangement, dès que les conventions avec les promoteurs seront conclues.

Une copie de la présente est adressée à Monsieur Flavio Becca.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, l'expression de nos salutations distinguées.

Guy ROLLINGER

La présente lettre est faite en cinq exemplaires dont trois sont adressés aux destinataires, un à Monsieur Flavio Becca et un conservé par le signataire.

S.O.S. TECHNIQUE GSM 691 37 11 11

... à votre service

WICKRANGE « Shopping-Center »
S.A. IBLC: LU 20807986 TVA: 2005 2217 645 Capital de 31'000,00 € R.C.S.: B 46292
4-6 rue des Trois Cantons L-3960 Wickrange (352) 37 11 11
euro-artisan@rollinger.lu http://www.rollinger.lu fax : (352) 37 94 54

Service de Police Judiciaire
0 [illegible] 12

Monsieur Flavio BECCA
PROMOBE S.A.
Zone Industrielle Im Bruch
L-3327 CRAUTHEM
Tél. +352 360973 / Fax +352 367498

Monsieur Guy ROLLINGER
GROUPE GUY ROLLINGER
4-6 rue des Trois Cantons
L-3980 WICKRANGE
Tél.+352 371111 / Fax +352 379454

Monsieur le Premier Ministre
Ministre d'Etat
Monsieur Jean-Claude JUNCKER
L-2910 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Economie et
du Commerce Extérieur
Monsieur Jeannot KRECKE
L-2914 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Et de l'Aménagement du Territoire
Monsieur Jean-Marie HALSDORF
L-2933 LUXEMBOURG

Crauthem, le 15 mai 2009

Lettre recommandée avec accusé de réception

Concerne : Courriers Promobe et Groupe Guy Rollinger du 10 avril 2009

Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs les Ministres,

Par la présente nous faisons suite à votre courrier du 2 avril 2009 ainsi qu'à nos courriers respectifs vous adressés en date du 10 avril 2009, **pour vous confirmer que nous avons pu trouver un accord pour le projet Livange.**

Reste que celui-ci ne pourra être concrétisé et les renonciations définitives au Projet de Wickrange signées que lorsque le soussigné, Guy Rollinger, aura trouvé un accord avec ING Real Estate.

Service de Police Judiciaire
0 143

Guy Rollinger est actuellement en cours de négociations en vue d'annuler la convention d'option d'achat qui lie ING Real Estate et Wickrange Shopping Center dans le cadre du projet Wickrange et nous sommes confiants que cet accord pourra être trouvé dans les prochains jours.

La renonciation officielle au projet de Wickrange pourrait alors intervenir immédiatement après.

Les soussignés espèrent qu'après avoir mis en œuvre tous ces efforts, le projet de Livange pourra être mis en chantier dans un délai raisonnable compte-tenu des procédures légales à observer.

Si tel ne devait pas être le cas, la partie Rollinger interprète l'engagement du Gouvernement à rechercher activement un nouveau site dans le cas prémentionné, comme l'engagement de rechercher et trouver un site ayant l'envergure, l'attrait et le potentiel économique de celui du projet Wickrange Shopping Center, de manière à préserver l'intérêt économique de la partie Rollinger.

Dans cet ordre d'idée les soussignés se réservent la possibilité de s'associer en vue de la réalisation d'un éventuel nouveau projet dans le cas où, pour des raisons actuellement non prévisibles, Livange ne se concrétiserait pas.

Tout comme votre lettre, la présente revêt un caractère hautement confidentiel.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, l'expression de nos meilleures considérations.

Pour Promobe S.A.

s. Flavio BECCA

Pour Groupe Guy Rollinger

s. Guy Rollinger

La présente lettre est faite en cinq exemplaires dont trois sont adressés aux destinataires, un exemplaire à Monsieur Guy Rollinger et un exemplaire à Monsieur Flavio Becca.

Service de Police Judiciaire

0 0144

PROMOBE

Monsieur Flavio BECCA
PROMOBE S.A.
Zone Industrielle Im Bruch
L-3327 CRAUTHEM
Tél. +352 360973 / Fax +352 367498

Monsieur Guy ROLLINGER
GROUPE GUY ROLLINGER
4-6 rue des Trois Cantons
L-3980 WICKRANGE
Tél.+352 371111 / Fax +352 379454

Monsieur le Premier Ministre
Ministre d'Etat
Monsieur Jean-Claude JUNCKER
L-2910 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Economie et
du Commerce Extérieur
Monsieur Jeannot KRECKE
L-2914 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Et de l'Aménagement du Territoire
Monsieur Jean-Marie HALSDORF
L-2933 LUXEMBOURG

Crauthem, le 20 mai 2009

Lettre recommandée avec accusé de réception

Concerne : Courriers Promobe et Groupe Guy Rollinger du 10 avril 2009 et du 15 mai 2009

Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs les Ministres,

Par la présente nous faisons suite à votre courrier du 2 avril 2009 ainsi qu'à nos courriers respectifs vous adressés en date du 10 avril 2009, **pour vous confirmer que nous avons pu trouver un accord pour le projet Livange.**

En complément de notre lettre du 15 mai 2009, nous vous confirmons que la partie Rollinger a signé un accord définitif et irrévocable avec ING Real Estate.

Les soussignés espèrent qu'après avoir mis en œuvre tous ces efforts, le projet de Livange pourra être mis en chantier dans un délai raisonnable compte-tenu des procédures légales à observer.

Service de Police Judiciaire

02145

Si tel ne devait pas être le cas, la partie Rollinger interprète l'engagement du Gouvernement à rechercher activement un nouveau site dans le cas prémentionné, comme l'engagement de rechercher et trouver un site ayant l'envergure, l'attrait et le potentiel économique de celui du projet Wickrange Shopping Center, de manière à préserver l'intérêt économique de la partie Rollinger.

Dans cet ordre d'idée les soussignés se réservent la possibilité de s'associer en vue de la réalisation d'un éventuel nouveau projet dans le cas où, pour des raisons actuellement non prévisibles, Livange ne se concrétiserait pas.

Tout comme votre lettre, la présente revêt un caractère hautement confidentiel.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, l'expression de nos meilleures considérations.

Pour Promobe S.A.

s. Flavio BECCA

Pour Groupe Guy Rollinger

s. Guy Rollinger

La présente lettre est faite en cinq exemplaires dont trois sont adressés aux destinataires, un exemplaire à Monsieur Guy Rollinger et un exemplaire à Monsieur Flavio Becca.

Service de Police Judiciaire
0 0146

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 22 mai 2009

Monsieur Guy Rollinger
Groupe Guy Rollinger
4-6, rue des trois Cantons
L-3980 Wickrange

Monsieur Flavio Becca
PROMOBE S.A.
ZI Am Bruch
L-3327 Crauthem

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : **position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange / notre courrier du 2 avril 2009, vos réponses du 10 avril, 15 et 20 mai 2009**

Messieurs,

Les Ministres soussignés, au nom du Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg, se réfèrent à leur courrier de proposition d'accord dans le dossier émargé et à vos courriers de réponse des 10 avril, 15 et 20 mai 2009.

Votre réponse du 20 mai scelle définitivement notre accord relatif aux projets liés de Wickrange et de Livange et nous exprimons notre contentement d'avoir ainsi pu parvenir à un accord à la satisfaction de toutes les parties impliquées dans ce dossier.

Comme convenu, seul le Gouvernement est autorisé à communiquer sur le contenu de l'accord, communication qui interviendra prochainement. Vous serez bien évidemment informés de la date et des modalités de cette officialisation.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Premier ministre,
Ministre d'Etat

Jean-Claude Juncker

Service de Police Judiciaire

0 0147

Le Ministre de l'Economie
et du Commerce extérieur

Jeannot Krecké

Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Aménagement du territoire

Jean-Marie Halsdorf

annexe à l'audition de
M. Claude Meisch

Service de Police Judiciaire
02148

Florence TURK
Avocat à la Cour

24, rue Beaumont • L-1219 Luxembourg
Téléphone : +352 26 20 26 52 • Télécopie : +352 26 20 32 23
Adresses de messagerie : etudeftt@pt.lu
florence.turk-torquebiau@barreau.lu

Groupe Parlementaire du
Parti Démocratique (DP)
a.m. de Monsieur Claude MEISCH
Président
9, rue du St Esprit
L-1475 Luxembourg

Luxembourg, le 21 mai 2012

Concerne: Avis concernant la position gouvernementale sur le projet d'un stade de football à Livange

Monsieur,

Vous avez sollicité de ma part l'examen, au jour de son envoi[1], de la lettre du 2 avril 2009 adressée à deux promoteurs, Messieurs Guy ROLLINGER (Groupe Guy ROLLINGER) et Flavio BECCA (PROMOBE S.A.), par trois Ministres au nom du Gouvernement, qui avait pour objet d'exposer la position gouvernementale concernant les projets de Wickrange et de Livange.

Cette lettre portant accord, qui y est qualifié de « hautement confidentiel », a été publiée dans la presse, après que de multiples articles soient parus et que le Meco (Mouvement Ecologique) en fasse la publication en septembre 2011.

Plutôt qu'une simple lettre d'intention, la lettre fait mention d'un accord intervenu dans le chef du gouvernement.

Ainsi, la lettre contient quatre fois le terme « accord », laissant finalement aux deux promoteurs le soin de trouver un arrangement entre eux, qui sera à confirmer aux ministres signataires suivant une date limite imposée au 9 avril 2009.

[1] Compte tenu d'une actualité à rebondissements sans cesse renouvelés sur le sujet (voir encore le dernier article paru au Quotidien le 12 mai 2012 : « *Livange, une histoire sans fin* »), l'avis se positionne uniquement au jour de l'envoi de la prédite lettre ;

Service de Police Judiciaire
0[illegible]149

Un tel accord pose la question de la compétence, au sens juridique et politique, des personnes publiques impliquées dans de tels projets. Le respect de la compétence ne pouvait en effet amener le Gouvernement à signer un accord et un tel engagement formel préalable à toute autre démarche.

Plus précisément, le premier point de l'avis s'intéressera à l'organe décisionnel, le Gouvernement et ses Ministres, ainsi qu'à la nécessité d'une loi habilitante.

L'accord pose également la question de la compatibilité de la démarche du Gouvernement avec le droit communautaire, notamment quant aux règles de concurrence et de transparence.

Ensuite, et compte tenu du fait existant et connu en avril 2009 de ce que la zone considérée pour l'implantation d'un stade de football et de surfaces commerciales était une zone verte suivant le plan d'aménagement de la Commune, un tel accord de la part du gouvernement faisait nécessairement fi de l'interdiction d'y construire de tels projets décidée par l'autorité communale. La question de la zone verte sera reprise sous un troisième point.

Après avoir encadré l'organe décisionnel (1), rappelé la primauté du droit communautaire (2) et donné à considérer le respect dû aux décisions parallèles prises sous l'autorité de la Commune (3), reste encore à revenir sur le travail de fond réalisé dans le cadre des procédures d'autorisation à poursuivre devant les administrations (4).

Ainsi, les projets considérés dépendaient de multiples études et enquêtes, elles-mêmes suivies et accompagnées de procédures de demande d'autorisation auprès de plusieurs administrations compétentes, lesquelles administrations devraient se voir garantir toute latitude dans le choix de la délivrance – ou non- des autorisations.

Enfin (5), la construction d'un stade national rejoignant en principe l'intérêt général, la conclusion d'un accord qualifié de « hautement confidentiel » passé avec deux personnes privées, semblant leur offrir comme contrepartie l'octroi de surfaces commerciales, ne peut créer qu'un sentiment de détournement de confiance concernant la gestion de la chose publique.

Manquant au devoir de transparence, les Ministres ont engagé fermement l'Etat quant au résultat à obtenir. Cependant cet accord est intervenu en l'absence de procédure préalable à la demande, en l'absence de consultation publique des instances compétentes, en l'absence d'indication des moyens financiers à engager qui seront fonction de la nature des contrats à passer par l'Etat avec les personnes privées.

L'avis s'efforcera de démontrer que ce détournement de confiance a été généré par la forme, en ce que l'accord a été donné de manière confidentielle par les ministres signataires, et ensuite par l'absence de communication quant au contenu même de l'accord. Le prétexte tenant à l'aménagement du territoire, faisant que le projet d'un promoteur soit transféré sur le projet d'un autre, souffre également d'un manque total de transparence.

Service de Police Judiciaire
02150

Compte tenu d'une certaine opacité toujours entretenue sur les engagements réels de l'Etat, certaines critiques ou objets d'analyse sont autant de pistes de réflexion qui auraient eu à être examinées[2].

1) S'agissant de la compétence juridique et politique du Gouvernement :

La construction d'un stade national de football rencontre en principe l'intérêt général.

Le Luxembourg étant membre de la FIFA et de l'UEFA, le stade national devrait répondre à certains critères auxquels le stade actuel Josy BARTHEL ne semble plus adapté.

Cependant, après ce constat, reste la décision à prendre sur l'emplacement et les conditions de financement de ce stade.

- Organe décisionnel :

La lettre du 2 avril 2009, signée par trois Ministres, à savoir le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire et le premier Ministre, et rédigée au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, manifeste clairement un accord inconditionnel de l'Etat, sauf aux promoteurs de le confirmer.

Dès lors, il faut s'interroger sur la capacité pour trois Ministres d'engager le Gouvernement tout entier alors que la prédite lettre ne mentionne pas que la décision émanerait d'une décision prise en Conseil.

En effet, si tous les Ministres appartiennent au Gouvernement, d'autres Ministres étaient plus spécifiquement concernés à la prise de décision, à savoir tout au moins le Ministre du budget, le Ministre des Classes moyennes et le Ministre de l'Environnement.

---

[2] « Il ne fait aucun doute que dans de nombreuses hypothèses la décision d'avoir recours à un montage complexe procède de la volonté délibérée des parties contractantes d'esquiver, d'échapper à certaines règles contraignantes – réelles ou supposées – que la passation d'un marché public ou d'une convention de délégation de service public implique. Sans que l'on en ait la preuve, on pourrait même avancer l'idée que le développement de ces montages s'est fait, à l'époque contemporaine, de façon exactement symétrique à l'accélération, à la complexification et à l'alourdissement des règles de droit écrit tendant à instituer de façon systématique l'observation de la publicité, de la transparence et de la mise en concurrence dans la passation des marchés publics (droit communautaire, lois et réglementation française d'application du droit communautaire, lois sur la maîtrise d'ouvrage publique, administration territoriale de la République, prévention de la corruption, Code des marchés publics...). Dès lors, en ce sens, montage complexe pourrait sous-entendre opacité et personnalisation des rapports contractuels » (Philippe TERNEYRE « les montages contractuels complexes », AJDA, 1994, numéro spécial, p. 43)

Service de Police Judiciaire
0[illegible]151

Pour rappel, les Ministres exercent, en ce qui concerne les affaires de leurs départements, les attributions que la Constitution, les lois et les règlements confèrent au Gouvernement[3].

Dès lors, il semble bien que l'accord aurait dû émaner d'une décision prise en Conseil, ce que l'article 8 dernier alinéa de l'arrêté royal grand-ducal du 9 juillet 1857 portant organisation du Gouvernement grand-ducal prévoit pour les affaires qui concernent à la fois plusieurs départements.

Pour autant qu'une telle décision prise en Conseil ait existé, les Ministres avaient dès lors à s'y référer pour baser l'accord inconditionnel.

- Nécessité – ou pas – d'une loi habilitante :

Ensuite, s'agissant d'un grand projet d'infrastructure ou d'un bâtiment considérable réalisé au profit de l'Etat, reste à envisager le respect de la Constitution qui prévoit, en de telles circonstances qu'une autorisation soit donnée par une loi spéciale, suivant l'article 99 de la Constitution. Il est mentionné qu'une loi générale fixe les seuils à partir desquels cette autorisation est requise.

---

[3] Leurs attributions générales sont les suivantes :

1. Ils signent les décisions du Grand-Duc dans les affaires concernant leurs départements ;
2. ils décident de toutes les affaires courantes qui sont de la compétence de leurs départements ;
3. ils élaborent les projets de loi dont le Grand-Duc prend l'initiative ; ils les présentent à la Chambre des Députés en en assumant la défense ;
4. ils fournissent à la Chambre les explications qu'elle peut leur demander sur les affaires concernant leurs départements ;
5. ils veillent, dans le rayon de leurs attributions, à l'observation des lois et règlements d'administration publique ; ils prennent à cet effet des arrêtés ministériels et des décisions administratives et ils adressent des instructions et des circulaires aux administrations de leur ressort ;
6. l'exécution des lois, réservée en principe au Grand-Duc, peut dans des cas exceptionnels être confiée directement à un ou plusieurs ministres par la loi ou par un arrêté grand-ducal ; dans ces cas, les ministres font les règlements d'exécution sous forme d'arrêtés ministériels ;
7. ils exécutent les décisions du Conseil de Gouvernement concernant les affaires qui sont de leur ressort ; s'ils n'ont pas été d'accord avec les décisions et s'ils ont fait constater leur vote dissident, ils ne sont responsables que des actes d'exécution ;
8. ils nomment aux fonctions publiques dans tous les cas où la loi leur confère expressément cette faculté, par exception au principe général que le pouvoir de nomination est réservé au Grand-Duc ;
9. ils dressent les budgets de dépenses de leurs départements ;
10. ils ordonnancent, sous leur responsabilité, les paiements à charge du budget des dépenses de leur administration générale.

(Pierre Majerus – L'Etat Luxembourgeois - septième édition, titre III, chapitre 2, C. Action individuelle des ministres).

Service de Police Judiciaire
02152

L'article 80 de la loi du 8 juin 1999 portant entre autres sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat fixe ce seuil à 40 millions d'euros.

Suivant les montants évoqués dans le communiqué de presse du 26 février 2009 émanant du ministère de l'économie, le projet global est de l'ordre de 250 millions d'euros. Il est souvent suggéré que ce montant sera entièrement supporté par le ou les promoteurs.

Cependant, le stade indubitablement construit au profit de l'Etat, a été chiffré quant à sa construction au montant de 20 à 25 millions d'euros.

S'ajoute à ce montant le coût estimé de l'infrastructure que l'Etat entend prendre à sa charge, soit la somme de 18,4 millions d'euros pour le nouvel échangeur autoroutier et la voirie d'accès au stade, et la somme de 15 à 20 millions d'euros pour une halte ferroviaire, sur base d'une évaluation encore très sommaire.

L'article 80 de la loi du 8 juin 1999 précité prévoit que doivent être autorisés par la loi au point c) « toute réalisation au profit de l'Etat d'un projet d'infrastructure ou d'un bâtiment dont le coût total dépasse la somme de 40 millions d'euros ». S'il faut interpréter les termes « au profit de l'Etat » comme la construction d'un stade national mis à disposition (profit) de l'Etat et que par « coût total » il convient d'y comprendre les frais d'infrastructure, le seuil de 40 millions est largement dépassé.

D'ailleurs, l'estimation très sommaire des coûts d'infrastructure à charge de l'Etat frôle à elle seule le montant de 40 millions d'euros et aurait mérité à elle-seule, compte tenu de l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 visant encore au point d) les engagements financiers de l'Etat, une analyse plus poussée au stade décisionnel de la part du gouvernement, alors que le projet aurait eu à être habilité par une loi.

2) <u>La prise en considération du droit communautaire :</u>

Le projet de construction et d'exploitation d'un stade national d'intérêt général, combiné à la construction et à l'exploitation extensive de surfaces commerciales, elles-mêmes à vocation purement privées, passant par de grands projets annexes d'équipement et d'infrastructure dont une gare ferroviaire, provoque deux interrogations légitimes : celle de la contrepartie nécessaire, et celle de la mise en concurrence.

Cette interrogation sur la contrepartie, qui pourrait être assimilable à une subvention ou un avantage quelconque, et la critique faite du manque de concurrence ou de publicité adéquate sont directement inspirées du droit communautaire[4].

---

[4] L'article 107 TFUE (Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne) prévoit que *« sont incompatibles avec le marché commun dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions ».*

Service de Police Judiciaire
0[illegible]153

Si ces concepts existaient bien avant ou indépendamment du droit communautaire, les différents traités de l'Union européenne, comme ceux de la Communauté européenne auparavant, ont renforcé considérablement la valeur de ces concepts, qui sont aujourd'hui devenu des principes.

Compte tenu du principe de primauté du droit de l'Union et de l'obligation pour les Etats membres d'en assurer une application uniforme, l'accord passé est susceptible d'être examiné sous l'angle du droit communautaire.

En effet, les différents contrats publics ont vocation à être soumis aux règles de la libre concurrence européenne depuis l'arrêt TELAUSTRIA (CJCE, 7 décembre 2000, Aff. C-324/98)[5].

---

[5] « Si les concessions de services ne sont soumises à aucune règle détaillée du droit dérivé, elles demeurent néanmoins soumises aux règles et principes découlant des traités (TFUE notamment) selon la célèbre décision *Telaustria*. Dès lors qu'une collectivité s'engagera dans un processus d'externalisation concessive de ses services – sitôt qu'il est établi que c'est l'opérateur économique qui supportera les risques liés à l'établissement et à l'exploitation du service – les règles fondamentales du droit économique (ou de la concurrence) lui seront opposables. Lorsqu'une collectivité est en présence de contrats mixtes qui supposent la réalisation de travaux et la prestation d'un ou plusieurs services, c'est l'objet principal du contrat qui emportera la qualification définitive de la concession et déterminera ainsi son régime de passation. Les risques de requalification sont importants. Si une collectivité, volontairement ou non, qualifie de concession de service la convention qu'elle conclut alors qu'il s'agit d'un marché (ou inversement), elle commet un manquement au droit de l'Union qui peut lui être opposé sur le terrain contentieux et indemnitaire.
Les règles et principes du droit primaire qui s'imposent *a minima* aux concessions de services sont contenus dans les articles 34 à 37 TFUE (Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne) et 49 à 61 TFUE et sont les suivants : l'égalité de traitement – qui implique que les règles du jeu doivent être connues de tous les concessionnaires potentiels et doivent s'appliquer à tous de manière uniforme ; la transparence – qui doit être assurée par tout moyen approprié, y compris la publicité, afin de présenter les informations nécessaires pour permettre aux concessionnaires potentiels de décider s'ils sont intéressés ; la proportionnalité – qui signifie qu'un Etat membre (ou une collectivité) ne peut exiger des capacités techniques, professionnelles ou financières disproportionnées et excessives lors de la sélection des candidats ; la reconnaissance mutuelle – qui impose aux Etats membres (et aux collectivités) d'accepter les produits et services fournis par des opérateurs économiques d'un autre Etat membre.
Dans sa formulation la plus ramassée et la plus systématiquement employée depuis l'affaire *Telaustria*, la Cour aime à rappeler, comme dans son importante décision ANAV, que *« les dispositions du traité spécifiquement applicables aux concessions de services publics comprennent notamment les articles 43 CE et 49 CE. Outre le principe de non-discrimination en raison de la nationalité, le principe d'égalité de traitement entre soumissionnaires trouve également à s'appliquer aux concessions de services publics, et ce même en l'absence d'une discrimination en raison de la nationalité. Les principes d'égalité de traitement et de non-discrimination en raison de la nationalité impliquent, notamment, une obligation de transparence qui permet à l'autorité publique concédante de s'assurer que ces principes sont respectés. Cette obligation de transparence qui incombe à ladite autorité consiste à garantir, en faveur de tout soumissionnaire potentiel, un degré de publicité adéquat permettant une ouverture de la concession des services à la concurrence ainsi que le contrôle de l'impartialité des procédures d'adjudication ». »* (Pierre-Yves Monjal, « droit européen des collectivités locales », LGDJ, § 231 à 233) ;

Service de Police Judiciaire
022154

La qualification exacte du contrat passé par l'Etat avec le ou les promoteurs, encore qu'il n'ait pas été dévoilé, est capitale.

Cette qualification est difficile et dépend de la nature exacte de la convention passée ou négociée. Elle reste sujette à requalification[6].

En construisant le stade national de football, le promoteur est en effet susceptible de se voir confier une mission de service public, consistant en la gestion, sous le pilotage de l'Etat, d'un grand complexe sportif, orienté vers l'ensemble des citoyens du Luxembourg, sportifs ou spectateurs, avec notamment accueil d'équipes nationales, offre de spectacles sportifs de qualité au plus grand nombre et l'encouragement de la pratique du sport.

Dès lors, et encore que la loi ne règlemente pas expressément les conventions de service public ou les délégations de service public, le lien contractuel entre l'Etat et le ou les promoteurs pourrait convenir à l'une de ces définitions.

A l'inverse, pour le cas où le promoteur ne se chargerait que de l'édification du stade, d'une valeur de 25 millions d'euros, sans en assumer ensuite une gestion et réclamer la moindre rémunération, donc sans rentabiliser d'une quelconque façon l'investissement, il y aurait lieu de chercher une contrepartie ailleurs.

Cette contrepartie pourrait résulter de l'octroi d'autorisations de surfaces commerciales, sachant que les autorisations n'ont en principe pas de valeur commerciale, mais aussi résulter de la prise en charge par l'Etat d'une grande partie de l'infrastructure nécessaire, et qui profite également à la partie privée du projet.

Dès lors, le promoteur et l'Etat se retrouveraient partenaires, chacun apportant sa contribution.

Encore que le partenariat public-privé par le biais d'un contrat ne soit pas officialisé, il pourrait d'ores et déjà exister de façon implicite par la mise en commun de moyens d'origine privée et d'origine publique en vue de la réalisation d'une entreprise commune[7].

Cette entreprise commune comprend à la fois l'édification du stade national de football répondant à l'intérêt général, construit avec des fonds d'origine privée, et l'ensemble des surfaces commerciales à vocation commerciale construit avec des fonds privés, l'apport

---

[6] Voir par exemple, l'arrêt du Conseil d'Etat français, du 3 décembre 2010, n° 338272, mettant fin à la « saga » du stade Jean-Bouin (l'expression est reprise d'un article publié dans « le Moniteur des travaux publics et du bâtiment » du 11 février 2011) ;

[7] « Il est à peine besoin de rappeler que le juge, au-delà des formes contractuelles adoptées par les parties à un contrat, n'hésite pas à corriger l'appréciation que celles-ci ont faite de sa qualification juridique. (...) En effet, il n'existe pas de forme figée au contrat de partenariat, comme il n'existe pas de forme figée au contrat de délégation de service public et, dans une moindre mesure, au marché public. » (Nil SYMCHOWICZ, « Partenariats public-privé et montages contractuels complexes » p. 213)

Service de Police Judiciaire
02155

de l'Etat se faisant, suivant ce qui a pu être dévoilé, par la prise en charge d'une grande partie de l'infrastructure nécessaire, ainsi que par l'entretien du stade[8].

La mission du promoteur reste, à l'heure actuelle, très vague.

Si la construction du stade semble bien lui être attribuée, la jouissance du bien construit est encore inconnue.

En effet, le stade devrait appartenir à son édificateur, qui est également, suivant les renseignements recueillis, propriétaire du sol.

Soit le propriétaire jouit de sa propriété et se verra octroyer une mission de service public, ou de gestion d'un service d'intérêt économique général, consistant en la gestion sous la tutelle de l'Etat d'un grand complexe sportif national, destiné à profiter à tous, et à proposer l'accueil d'équipes nationales, l'offre de spectacles sportifs de qualité au plus grand nombre et l'encouragement à la pratique du sport, entre autres, comme exposé précédemment ;

Soit le propriétaire n'assumera pas cette mission et mettra le stade à disposition de l'Etat ou d'une autre personne publique ; cette mise à disposition ne peut cependant être gratuite, à court ou long terme ; il faut envisager qu'elle ait lieu contre rémunération ou toute autre forme de contrepartie.

Dans ce cas, l'idée d'un partenariat public-privé serait encore renforcée. L'usage du partenariat public-privé répond souvent à l'absence de moyens dans l'immédiat, soit en termes de terrains qui n'appartiendraient pas à la personne publique, comme c'est le cas en l'espèce, ou de moyens financiers proprement dits[9]. La personne privée fait souvent l'avance des fonds nécessaires au projet, et se fait rembourser progressivement par la personne publique. En principe, la personne publique devient propriétaire en fin de contrat de partenariat, mais il ne semble pas exclu que la redevance ne soit pas prévue à cette fin.

S'agissant plus généralement du transfert d'un service public ou d'intérêt public, tant la Commission que la Cour de justice de l'Union européenne n'ont cessé d'entreprendre de préciser les règles du droit communautaire applicables. Bien qu'ils se rapportent à un domaine différent, les principes dégagés par la Commission au sujet du développement

---

[8] « La forte pression en faveur de la réalisation d'équipements publics n'a d'égale que la carence des fonds publics nécessaires. Les collectivités publiques se sont donc orientées, depuis quelques décennies vers la collecte de fonds privés et l'élaboration de nombreux montages contractuels dits « complexes » (Sophie NICINSKI, « ' Lease ' américain, équipements publics et droit administratif », AJDA, 2001 p. 538).

[9] « Dans un montage complexe, ce qui est recherché, ce n'est pas seulement la construction d'un ouvrage, la fourniture d'un bien ou d'un service, mais tout en même temps, très vite et, si possible, sans décaissement immédiat de la part de la collectivité publique ». (Philippe TERNEYRE, « Les montages contractuels complexes », AJDA, 1994, numéro spécial, p. 43.)

Service de Police Judiciaire
0[illegible]156

des réseaux à large bande illustrent la manière d'appliquer en l'occurrence le droit de l'Union pour éviter une distorsion de concurrence[10].

En premier lieu, les lignes directrices établies par la Commission se réfèrent aux principes des directives « Marchés publics » dans la mesure où celles-ci exigent qu'aucune solution technique et qu'aucun opérateur économique ne puissent bénéficier d'un traitement plus favorable, pour garantir que la solution la plus appropriée (technique, financière, etc) soit retenue et l'investissement public réduit au strict minimum nécessaire.

Cet objectif est d'habitude atteint par une adjudication publique. En opérant sa sélection selon des critères objectifs et non discriminatoires, le pouvoir adjudicateur devrait attribuer le marché au mieux disant, c'est à dire à celui qui propose l'offre économiquement la plus avantageuse au lieu de tenir compte du prix le plus bas.

Il doit par ailleurs s'en remettre aux forces du marché pour proposer la solution la plus appropriée. Dans l'affaire sous examen, le choix de la solution a été laissé à un seul acteur économique et il est dès lors permis de s'interroger sur le fait de savoir si la solution soutenue par le Gouvernement est effectivement la plus adaptée et la plus économique en l'espèce. En tout état de cause, en arrêtant d'emblée son choix sur un seul acteur économique, ce qui a eu pour conséquence d'exclure tous les autres soumissionnaires potentiels, le Gouvernement, non seulement prenait le risque de se priver d'une solution plus appropriée et moins coûteuse, mais encore d'enfreindre les dispositions du droit communautaire en matière de concurrence.

Il reste à signaler sur cette discussion, qui faute de davantage de précisions, reste une discussion, que les deux hypothèses ont vocation à être concernées par le droit communautaire, qu'il s'agisse de SIEG (service d'intérêt économique général)[11] ou d'un PPPI (partenariat public-privé institutionnalisé).

3) <u>Nécessité d'obtenir les autorisations administratives requises :</u>

[10] Community Guidelines for the application of State aid rules in relation to rapid deployment, of broadband networks, JO C 235, 30 septembre 2009.

[11] Lorsqu'une entreprise, au sens communautaire du terme, est chargée par une collectivité publique d'un SIEG, elle perçoit généralement de cette dernière une compensation (une subvention). Selon les cas, cette compensation va être constitutive ou non, d'une aide d'Etat. L'arrêt Altmark (CJCE, 24 juil. 2003, aff. C-280/00, Rec. I-7747) a défini les critères permettant d'exonérer de la qualification d'aide d'Etat les compensations publiques versées aux entreprises en charge de la gestion d'un SIEG. Schématiquement, une compensation « Altmark » ne constitue pas une aide d'Etat si les quatre critères retenus dans la décision sont (...) remplis *« l'entreprise a été expressément chargée d'obligation de service public clairement définies ; des paramètres objectifs de calcul de la compensation ont été établis avant son versement ; cette compensation n'occasionne pas de surcompensation ; la mission de service public a été confiée à l'entreprise à l'issue d'une procédure de marché public ou, en l'absence d'une telle procédure, le niveau de compensation repose sur une analyse des coûts que pourrait réaliser une entreprise moyenne, bien gérée.* » (Pierre-Yves Monjal, précit., §285)

Service de Police Judiciaire
0[illegible]157

Toute lettre rédigée par l'autorité publique, à la présentation d'un projet, se doit de rappeler que des procédures d'autorisation seront – éventuellement - nécessaires, et comprendre de ce fait, une réserve quant à leur obtention. Il n'est pas rare d'ailleurs qu'une autorisation mentionne expressément qu'elle ne dispense pas de l'obtention des autres autorisations nécessaires et que celles-ci sont d'ailleurs délivrées sans préjudice de ces autres autorisations.

Cette précaution rend l'administré attentif au respect des différentes procédures à suivre, protège l'administration puisque son engagement reste soumis à la délivrance d'autorisations à obtenir en bonne et due forme, et respecte encore l'autonomie administrative de chaque administration amenée à instruire le dossier.

En ce qui concerne le projet, il ne pouvait être ignoré, à la rédaction de la lettre du 2 avril 2009, que de multiples procédures d'autorisation devraient être commencées, s'agissant de la construction d'un stade national et de quelques 50.000 m2 de surfaces commerciales. La prédite lettre ne renvoie pas les promoteurs à s'enquérir de telles autorisations.

L'inventaire de ces autorisations nécessaires ne peut être exhaustif et dépasserait le cadre du présent avis. D'autre part, des réformes intervenues (voir le règlement grand-ducal du 13 septembre 2011 concernant la procédure particulière à suivre pour certains établissements classés visant la procédure d'autorisation d'exploitation d'une zone d'activité) vont dans le sens d'une instruction simultanée des procédures d'autorisation, et il en est de même, par exemple, pour l'évaluation des incidences sur l'environnement naturel, qui, pour un aménagement ou un ouvrage soumis à une autre législation, ne sera plus exigée par le Ministre de l'Environnement (voir règlement grand-ducal du 28 mai 2009 déterminant les aménagements ou ouvrages pouvant faire l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement naturel).

Cependant, lorsqu'un tel projet est conçu, il est légitime d'envisager qu'un commodo-incommodo de classe 1 suivant nomenclature des établissements classés prévue au règlement grand-ducal du 16 juillet 1999, devra être suivi et respecté. La procédure à mener est prévue à la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Elle reprend les différents stades de procédure depuis le dossier de demande d'autorisation, jusqu'à la consultation du public, avec une éventuelle évaluation des incidences de l'établissement sur l'homme et l'environnement (prescrite par le Ministre de l'Environnement) ou sur la sécurité des travailleurs et/ou du public en raison de la nature de l'établissement (prescrite par le Ministre ayant le travail dans ses attributions), et enfin la délivrance des autorisations par ces deux Ministres après instruction des dossiers par l'administration.

Le projet prévoyant en outre des infrastructures de transport, que ce soit de projet routier ou de projet ferroviaire, la loi du 29 mai 2009 portant transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, prévoit qu'une étude d'évaluation des incidences sur l'environnement soit menée, suivie d'un avis de plusieurs ministres concernés et d'une consultation du public sur le dossier ainsi constitué, pour

Service de Police Judiciaire
022158

être finalement soumis avec le résultat de la consultation, au Gouvernement en Conseil qui décide.

D'autre part, certains projets publics et privés, peuvent également faire l'objet d'une évaluation de leur incidence sur l'environnement suivant le règlement grand-ducal du 7 mars 2003 (texte coordonné au 2 décembre 2008), qu'il s'agisse de zones d'activités commerciales, de grandes surfaces de magasins, ou de grands parkings couverts. Reste à signaler que la dimension du projet, son cumul avec d'autres projets, ainsi que la localisation du projet dans une zone humide à sensibilité environnementale, suivant les critères de sélection visés à l'annexe III du prédit règlement, devraient justifier une telle évaluation.

S'agissant de grandes surfaces commerciales, une autorisation particulière est requise du ministre ayant dans ses attributions les autorisations d'établissement, suivant la nouvelle loi du 2 septembre 2011 règlementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant et d'industriel, abrogeant la loi du 28 décembre 1988 qui prévoyait elle-même l'obtention d'une autorisation particulière.

Il est à noter également qu'une autorisation sur la base de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau est requise.

L'obtention d'autres autorisations n'est pas exclue, celle du permis – ou du non permis- de construire faisant l'objet du prochain examen.

4) <u>L'obstacle de la zone verte :</u>

Suivant le plan d'aménagement de la Commune de Roeser, la zone prévue pour le projet, est une « zone verte ».

Suivant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles : *« Dans les communes régies par un plan ou un projet d'aménagement général couvrant l'ensemble de leur territoire, toute construction, incorporée au sol ou non, n'est autorisée que dans les zones affectées à l'habitation, à l'exploitation de commerces, à l'implantation d'industries, aux installations et constructions sportives et assimilées, ainsi qu'à d'autres destinations nécessitant en ordre principal des constructions immobilières sur la totalité de l'aire concernée.*
Dans les parties du territoire de ces communes situées en dehors des zones définies à l'alinéa qui précède, parties dénommées «zone verte» dans la présente loi, seules peuvent être érigées des constructions servant à l'exploitation agricole, jardinière, maraîchère, sylvicole, viticole, piscicole, apicole ou cynégétique ou à un but d'utilité publique. Les constructions restent cependant soumises à l'autorisation du Ministre. ».

Le projet envisagé, quand bien même il comprendrait l'édification d'un stade national, pouvant par aspects répondre au but d'utilité publique, est accompagné de milliers de mètres carrés de surfaces commerciales et d'infrastructures radicalement étrangères à *« l'exploitation agricole, jardinière, maraîchère, sylvicole, viticole, piscicole, apicole ou cynégétique ».*

Service de Police Judiciaire
00159

Dès lors, sauf à ignorer la loi, ou à méconnaitre l'autonomie communale ayant à décider du plan d'aménagement du territoire communal, le gouvernement ne pouvait s'engager inconditionnellement à la réalisation du projet sur le site en question. Il ne peut y avoir de construction. Toute projection en avant ne pourrait être que spéculative.

5) <u>Manquement au devoir de transparence :</u>

Outre la critique faite du caractère confidentiel donné par les Ministres signataires à la prédite lettre du 2 avril 2009, alors qu'il s'agit de la construction d'un stade national, et de l'absence de mise en concurrence, la transparence manque encore sur deux aspects importants du dossier :

- Lorsqu'il s'agit d'indiquer clairement le contrat passé entre l'Etat et les promoteurs, la lettre du 2 avril 2009 est loin de répondre sur les engagements respectifs des acteurs une fois le stade construit en termes financiers et en termes d'exercice du service public.

- Lorsqu'il s'agit d'arguer à la prédite lettre qu'un site est plus approprié qu'un autre du point de vue de <u>l'aménagement du territoire</u> pour transvaser les offres commerciales entre les territoires de Wickrange et de Livange :

En effet, l'aménagement du territoire, en ce qu'il concerne le plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques », donc précisément le sujet de la discussion est encore, à ce jour, soit en 2012, « *en cours de finalisation* » suivant le communiqué du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Ainsi, lors de la présentation de *l'avant-projet* du plan sectoriel « zones d'activités économiques » le 23 mars 2009, quelques jours donc avant la rédaction de la lettre du 2 avril 2009, deux des Ministres signataires à cette lettre du 2 avril 2009, ont communiqué que « (...) *De même, pour ne pas favoriser la spéculation et afin de focaliser la discussion publique sur le concept dans son ensemble, les ministres ont décidé de ne pas divulguer, dans le cadre de l'avant-projet de plan, le détail des nouvelles zones prévues.* »

Or, c'est bien l'aménagement du territoire et des zones d'activités économiques qui ont été prétextées à l'arrangement des promoteurs par l'Etat[12], pour réaffecter des surfaces d'activité économique, au détriment de l'une (Wickrange) au profit de l'autre (Livange).

Cependant les motifs prétextés par l'Etat sont encore bien opaques, et suivant le communiqué du 23 mars 2009 voulus opaques comme tels, même au niveau d'un avant-projet de plan sectoriel.

---

[12] La lettre du 2 avril 2009 est ainsi rédigée : « *(...) En ce qui concerne Wickrange : - Le Gouvernement est fermement opposé à la réalisation du projet de « Wickrange Shopping Center », non pas parce qu'il est en défaveur du projet, mais parce qu'il estime que le site n'est pas approprié du point de vue de l'aménagement du territoire ;* »

Service de Police Judiciaire
0[illegible]160

Quant à l'absence de mise en concurrence avec d'autres promoteurs, concepteurs ou entrepreneurs pour le projet, il faut encore mentionner que l'Etat aurait dû respecter le plus possible un exercice de distance pour le rendre impartial vis-à-vis de l'activité commerciale et compétitive des promoteurs, qui sont elles, des personnes privées.

En s'érigeant pourtant « arbitre » entre deux promoteurs, d'ores et déjà sélectionnés, l'Etat a quitté ce rôle, leur garantissant en plus, l'aide de la part de l'Etat, de rechercher pour eux *activement* un nouveau site, de les accompagner *activement* pour la configuration d'un nouveau projet, de les accompagner et d'appuyer *activement* la réalisation de leur projet d'ensemble.

Autant d'appui de la part de l'Etat ne se justifie pas.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Florence TURK

Annexe à l'addition de M. Claude Meisch.

Service de Police Judiciaire
002161

DATE DE LA REUNION
23-mai-11

Huncherange
Op de Steng

DATE D'EMISSION
26-mai-11

Rapport de réunion

SUJET : **REUNION OFFICIELLE** **N° 04**

CONCERNE : **Masterplan Huncherange - Op De Steng**

LIEU : **Administration communal de Bettembourg**

PRESENCE :					CODE	PRESENT	DIFFUSION
Département de l'environnement	Conseiller de Gouv. 1ère classe	WAGNER	Mike	mike.wagner@mev.etat.lu	MEV	0	@
Commune de Bettembourg	Bourgmestre	BIWER	roby	roby.biwer@bettembourg.lu	ACB	0	@
	Service de l'Urbanisme	PICARDEL	François	francois.picardel@bettembourg.lu		0	@
Bureau PAG	Urbaniste	ZEYEN	Chantal	chantal.zeyen@zeyenba mann.lu	PAG	0	@
Architecte :	ASTOC	BERNER	Peter	p.berner@astoc.de	AAC	N	@
	ASTOC	HUBERT	Tom	t.huber@astoc.de		N	@
	WW+	WAGNER	Luc	l.wagner@wwplus.lu	AWS	0	@
	WW+	BOLZINGER	Marie	m.bolzinger@wwplus.lu		0	@
Gestionnaire du Projet : PROMOBE s.a.		DEBY	Stéphane	stephane.deby@promobe.lu	MOD	0	@
		BERTRAND	Geoffroy	geoffroy.bertrand@promobe.lu		0	@
		MAYERES	Nicolas	nicolas.mayeres@promobe.lu		0	@
Schroeder & Ass.		BELCHE	Claude	claude.belche@schroeder.lu	SCH	N	@
		SCHWARTZ	Thierry	thierry.schwartz@schroeder.lu		N	@
Efor-Ersa		KIEFFER	Jean-Claude	jc.kieffer@efor-ersa.lu	EFO	0	@
		STEINBACH	Corinne	corinne.steinbach@efor-ersa.lu		0	@

01 - DOCUMENT TRANSMIS EN REUNION : (en annexe à ce rapport)

N°	DEVELOPPE	ACTION	DATE
04.01.01	110523_Masterplan_Huncherange.pdf	AWS	
04.01.02	Etudes écologiques - Plan de travail, état d'avancement	EFO	
04.01.03	IBA - ZICO Luxembourg 2010 LNVL		

02 - SUJET DEVELOPPE :

N°	COMPTE-RENDU	ACTION	DATE
04.02.01	**PRESENTATION DU PROJET DE MASTERPLAN**		
	Présentation du contexte et de la localisation du projet	AWS	
	Présentation du concept de développement - Urbain écologique et durable.		
	Biodiversité : préserver le patrimoine vivant	AWS / EFO	
04.02.02	REMARQUE :		
04.02.02.01	**Zones importantes pour la conservation des oiseaux**		

Service de Police Judiciaire
02162

	M. WAGNER (MEV) porte à l'attention de chacun qu'une évaluation est actuellement en cours et que le gouvernement doit statuer prochainement (+/- 1 mois) sur une possible extension des zones/aires naturelles à protéger dans le cadre de la directive 2009/147/CE concernant la conservation des oiseaux sauvages. - Document y relatant émanant de http://www.lnvl.lu/ en annexe.	
04.02.02.02	Pour information concernant la **quantité d'eau devant être présente dans les châteaux d'eau** sur la commune de Bettembourg: 48H sont contractuellement établis entre la commune et la SES. SES s'engageant à ne pas excéder une coupure d'alimentation en eau de distribution de plus de 48h.	
04.02.02.03	Il est demandé par M. le Bourgmestre d'apporter une grande attention à l'impact environnementale	
04.02.02.04	Trafic motorisé : il est important que celui-ci soit maîtrisé et ce autant sur la situation interne du projet que l'impact sur les réseaux externes. remarque : les études entreprises à ce jour vont dans ce sens. Mais ce n'était pas le but de la réunion de ce jour de présenter tous les détails	
02.02.02.06	***Rappel du point Réunion Technique 02*** *La situation analysée n'est pas "acceptable",* ***un objectif de "MODAL SPLIT" égale à 80% est un minimum a viser****, voir plus (avoir tout au moins l'ambition d'aller au-delà), sachant que l'* ***objectif national est d'atteindre une moyenne territoriale de 75%***	*SCH*
04.02.02.05	Concernant des études proposant des services de transports en commun complémentaires/supplémentaires, il est nécessaire de les quantifier et d'en estimer les coûts. Ceci implique de discuter la partie transport collectif avec les responsables du MDDI - dép. Transports - afin dans valider les mesures. Des mesures relatives aux lignes RGTR, donc étatique, doivant être acceptées par les administrations respectives afin d'assurer la mise en œuvre	SCH
04.02.03	PROCHAINE REUNION - à solliciter (en cours) Administration de la Gestion de l'Eau, Administration des Ponts et Chaussées,	AWS SCH / MOD
04.02.04	Finalisation des études prévue pour Juillet 2011 Finalisation du Masterplan prévue pour Septembre 2011	

03 - REMARQUE SUR LE PRECEDENT RAPPORT :

N°	COMPTE-RENDU	ACTION	DATE

04 - REMARQUE :

COMMUNE DE BETTEMBOURG

Service de Police Judiciaire

Avant Projet de Plan Directeur pour la localité de Huncherange

COMPTE RENDU DE LA REUNION N° 01 DU 23 novembre 2010

Nom	Société	E-mail	Téléphone	Présences	Diffusion
Administration Communale de Bettembourg					
Monsieur R. BIWER	Bourgmestre		51 80 80 1	X	
Monsieur G. FRANTZEN	1er échevin		51 80 80 1		
Monsieur G. MOLLING	2ème échevin		51 80 80 1		
Monsieur J.-M. MRECHES	Secrétaire Communal	jean-marie.mreches@bettembourg.lu	51 80 80 1		
Monsieur D. NEY	Secrétaire adjoint	damien.ney@bettembourg.lu	51 80 80 243		
Monsieur F. PICARDEL	Service Urbanisme	francois.picardel@bettembourg.lu	51 80 80 252	X	
Monsieur J. RUCKERT	Service technique - chef de service	jos.ruckert@bettembourg.lu	51 80 80 249	X	
Monsieur R. PATER	Service technique - voirie	robert.pater@bettembourg.lu	51 80 80 254	X	
ASTOC Architects & Planners					
Monsieur P. BERNER	Geschäftsführung Diplomingenieur	p.berner@astoc.de	+492212718060	X	
Monsieur T. HUBER		t.huber@astoc.de	+492212718060	X	
Commission d'aménagement					
Monsieur J. GOEDERT	Président de la Commission d'aménagement	jean.goedert@villeesch.lu	54 73 83 360	X	
EFOR-ERSA Ingénieurs-Conseils					
Monsieur J.-C. KIEFFER	Associé	jc.kieffer@efor-ersa.lu	40 03 04	X	
KJ-Developpement S.A. / PROMOBE					
Monsieur S. DEBY		stéphane.deby@promobe.lu	36 09 73	X	
Monsieur N. MAYERES		nicolas.mayeres@promobe.lu	36 09 73	X	
Monsieur J.-M. RADELET		jean-marc.radelet@promobe.lu	36 09 73	X	
Monsieur S. MORENO		moreno@moreno.lu	26 48 27 75	X	
Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région					
Monsieur F. WERSANDT	Division de la protection des eaux	frank.wersandt@eau.etat.lu	26 02 86 56	E	
Monsieur F. GOEDERS	Direction de l'aménagement communal et du développement urbain	frank.goeders@mat.etat.lu	24 78 46 60	E	
Monsieur C.SCHUMAN	Direction de l'aménagement communal et du développement urbain	claude.schuman@mat.etat.lu	24 78 46 62	E	
Monsieur C. GOEDERT	Direction de l'aménagement communal et du développement urbain	cyrille.goedert@mat.etat.lu	24 78 46 61	X	
Monsieur J.-P. FELTGEN	Direction de l'aménagement communal et du développement urbain	jean-paul.feltgen@mat.etat.lu	24 78 46 34	E	
Ministère du Développement Durable et des Infrastructures					
Monsieur R. DIEDERICH	Département de l'aménagement du territoire	romain.diederich@mat.etat.lu	24 78 69 36	X	
Monsieur A. SIMONIS	Département de l'aménagement du territoire	alex.simonis@mat.etat.lu	24 78 69 20	E	
Monsieur C. WAGNER	Département de l'aménagement du territoire	claude.wagner@mat.etat.lu	24 78 69 28	X	
Madame C. WEISGERBER	Direction de la nature et des paysages	carmen.weisgerber@mev.etat.lu	24 78 68 24	X	
Monsieur M. WAGNER	Direction des affaires générales	mike.wagner@tp.etat.lu	24 78 68 28	X	
Monsieur M. LEYTEM	Administration de la Nature et des forêts	michel.leytem@ef.etat.lu	45 80 83 20	E	
Monsieur C. PARINI	Administration de la Nature et des forêts	claude.parini@anf.etat.lu	45 80 83 22	X	
Monsieur G. JUNG	Garde Forestier	guy.jung@anf.etat.lu		X	

Service de Police Judiciaire
03194

Monsieur A. DEREPPE	Administration des ponts et chaussées	andre.dereppe@pch.etat.lu	51 13 23	X	
Monsieur F. LEY	Administration des ponts et chaussées	fernand.ley@pch.lu	45 20 75	E	
Schroeder & Associés					
Monsieur T. FLIES	Service eau et assainissement	flth@pt.lu / thierry.flies@schroeder.lu	44 31 31 1	X	
Zeyen et Bauman Aménageurs-Urbanistes Ingénieurs					
Madame C. ZEYEN	Architecte Urbaniste	chantal.zeyen@zeyenbaumann.lu	33 02 04	X	
Monsieur J. BRODEUR	Ingénieur Urbaniste	jean.brodeur@zeyenbaumann.lu	33 02 04 29	X	

But de la réunion

La présente réunion a pour but de présenter l'avant projet du plan directeur élaboré par le bureau ASTOC pour la localité de Huncherange. La commune de Bettembourg arrive doucement à épuisement de ses surfaces constructibles. En vue de garantir une croissance raisonnable, homogène et saine, ce plan directeur a pour but d'exposer l'évolution que la localité de Huncherange pourrait connaître à l'avenir.

1. Introduction par Monsieur le Bourgmestre Roby BIWER

Monsieur Roby Biwer, après un mot de bienvenue aux participants, commence à décrire la situation actuelle de la commune, en expliquant que Bettembourg se trouve enclavé entre autoroutes, zone inondable, zones industrielles/zones d'activités et routes nationales, sans oublier que la commune est traversée dans les deux sens par le chemin de fer et touchée par trois entreprises classées SEVESO.

Néanmoins, la commune a toujours œuvré pour une grande qualité de vie de ses habitants, en essayant de rester attractive, avec sa grande forêt classée, ses vergers d'exception et ses nombreux chemins pédestres.

La commune toutefois se doit d'offrir aux nouvelles générations la possibilité de s'agrandir et trouver un logement à Bettembourg. La commune a sensiblement réduit son plan d'aménagement général lors de la révision de 1998 , en réduisant sensiblement le périmètre dans la localité d'Abweiler, situé en pleine zone verte interurbaine. Aujourd'hui la localité de Huncherange, de par sa proximité avec les gares de Noertzange et Bettembourg, se prêterait mieux à la croissance projetée. Certes, cette croissance devra se faire en préservant les entités délimitées des localités limitrophes de Fennange et Noertzange, ainsi que tous les biotopes naturels et autres zones vertes sensibles.

Cette croissance entrainerait inévitablement un besoin en nouvelles infrastructures, telles qu'infrastructures scolaires et sportives. Voilà pourquoi cette vision d'envergure ne pourra être réalisée qu'en phases et sur une durée de plusieures générations. Ce projet se veut être une vision de croissance cohérente, intelligente et durable.

D'où la volonté politique de la commune de se doter d'un PAG avant-gardiste, avec une vision à long terme, de la mise en périmètre de terrains sis au nord de Huncherange et ayant pour objectif une croissance durable et homogène.

2. Présentation de l'étude préparatoire par Madame Chantal ZEYEN

Madame Zeyen présente des extraits de l'étude préparatoire relative à la révision du plan d'aménagement général. Lors de cette présentation, certains points cruciaux sont apparus, tel que, par exemple, la croissance de la commune par le passé de 0,79% par an en moyenne. L'objectif de 1,5% par an suivant le pacte logement n'est donc pas atteint.

Service de Police Judiciaire
00165

3. Présentation du projet du plan directeur par Monsieur Peter BERNER

Monsieur Berner explique le cheminement que son bureau a eu pour atteindre cet avant-projet de Masterplan, à savoir une vision écologique, sociale et économique. Le projet se concentre autour d'un centre ville bipolaire, d'une partie socioculturelle dans le centre historique de Huncherange et d'une partie scolaire, sportive et commerciale à développer dans le nouveau projet. Aux abords de ce centre sont situés de nouveaux quartiers d'habitations avec une mixité de logement basée sur une densification et une utilisation rationnelle du sol.

4. Intervention de Monsieur Romain DIEDERICH – Direction de l'Aménagement du territoire

Pour le compte du Ministère, Monsieur Diederich a pris la parole et a constaté que la localité de Bettembourg même est effectivement limité au niveau de sa croissance au vu des contraintes présentes, tel que chemin de fer, autoroutes A3 et A13, routes nationales N13 et N31, zones industrielles au sud du territoire et zones SEVESO. En principe, l'aménagement du territoire devrait favoriser un développement autour de la gare de Bettembourg, mais compte tenu de la situation, Monsieur Diederich est d'avis que ce développement peut tout aussi bien se faire à Huncherange, qui finalement n'est pas si mal placé géographiquement : à savoir à proximité des gares de Noertzange et Bettembourg et entre 3 autoroutes à savoir A13, A3 et A4. Par contre, la commune devra faire un effort concernant le transport en commun, car en ce qui concerne les réseaux de bus et de vélo, il reste un certain déficit dans les liaisons rapides et performantes entre le projet et les deux gares.

En outre, M. Diederich explique que malgré sa gare, la localité de Noertzange ne se prête pas à recevoir une extension similaire à celle prévue à Huncherange. Le développement de Noertzange ne pourra être que limité et ne sera réalisable que par l'aménagement des surfaces libres situées à l'intérieur du périmètre actuel, ainsi que par une densification du bâti existant.

D'autre part, il constate que le projet à Huncherange comporte quelques contraintes. En effet, la partie la plus au nord du projet touche légèrement la zone verte interurbaines et est donc affecté par le projet de plan sectoriel paysage. L'aménagement du territoire insiste sur le fait que ces points soient étudiés quant à leurs impacts éventuels sur l'environnement et que des solutions soient proposées en en vue de maintenir un équilibre harmonieux.

Monsieur Diederich rappelle que, vu l'envergure, un phasage raisonnable sera nécessaire et incontournable, afin que ce projet ne porte ni préjudice à la région sud, ni au pays. Le projet doit surtout être considéré globalement au niveau de la commune et non de la localité, afin d'éviter de se perdre dans un débat qui ne parlerait que du triplement de Huncherange, ce qui fausserait l'objectif du projet.

Monsieur Diederich précise également qu'un tel agrandissement du périmètre d'agglomération aurait aussi comme conséquence pour la commune de se limiter à cette seule extension substantielle du périmètre et engendrerait le blocage de tout autre agrandissement substantiel de périmètre à travers la commune.

5. Intervention de Monsieur Cyrille GOEDERT - Direction de l'aménagement communal et du développement urbain

Monsieur Goedert s'étonne du manque de mixité dans le projet qui ne prévoit pas de commerces. Ce point, dit-il, ne doit en aucun cas être oublié et devra fonctionner dès la première phase du projet. Etant un projet avec un phasage à 20 ou 30 ans, il serait déraisonnable de voir des commerces arriver seulement en fin de projet.

D'autre part, il est d'avis qu'une telle expansion est contraire au programme directeur, et doit être justifiée par rapport à l'IVL, par rapport au plan sectoriel logement et tout autre règlement et loi.

Service de Police Judiciaire
092166

6. Intervention de Monsieur Jean GOEDERT – Commission d'aménagement

Monsieur Goedert constate qu'une analyse détaillée quant à la possibilité d'extension au sein même de Bettembourg, par une densification ou une restructuration du bâti existant fait encore défaut. Il est d'avis qu'une telle étude devrait faire partie de l'étude préparatoire relative à la révision du plan d'aménagement général.

Concernant ce projet, Monsieur Goedert précise qu'il s'agit effectivement d'un projet qu'il faut considérer comme projet à long terme et qu'il faut éventuellement reconsidérer certaines surfaces actuellement classées en zones d'aménagement différées sur tout le territoire de la commune. Un autre point à considérer serait le raccordement possible du projet à un éventuel tram SUD à venir. Finalement, il émet des doutes quant au « Geschossflächenbau » dans les zones plutôt rurales telles qu'à Huncherange. Il préconise une réunion préalable entre la commune de Bettembourg et la Commission d'Aménagement.

7. Intervention de Monsieur Mike WAGNER – Ministère du Développement Durable et des Infrastructures

Monsieur Wagner considère, qu'au vu du manque d'informations concernant l'environnement du site choisi, une pré-concertation à ce niveau serait à faire, afin d'affiner le PAG sur ce point précis. Il constate aussi que Bettembourg a actuellement un problème manifeste de trafic et pose la question si le projet ne risque pas d'accroître ce problème. Il explique également qu'un tel projet comporte le risque de bloquer toute densification du tissu urbain existant.

8. Intervention de Monsieur Claude PARINI – Administration de la Nature et des forêts

Confirmant les points à vérifier soulevés précédemment, Monsieur Parini demande de vérifier en plus si un tel projet, situé en dehors de la zone Natura 2000 mais à proximité, ne risque pas d'avoir d'impact sur celle-ci.

9. Intervention de Monsieur André DEREPPE – Administration des ponts et chaussées

Monsieur Dereppe indique que techniquement le raccordement du projet au réseau routier existant n'est pas un problème, néanmoins il rappelle qu'il ne faut pas sous-estimer la problématique du trafic lié au projet.

10. Intervention de Monsieur Stéphane DEBY – K Developpement S.A.

Monsieur Deby informe les participants que le bureau d'études Schroeder & Associés est chargé d'étudier de façon approfondie la problématique du trafic et qu'en vue de pouvoir donner des informations précises, un comptage aura lieu début 2011.

11. Intervention de Monsieur Romain DIEDERICH – Direction de l'Aménagement du territoire

Monsieur Diederich, tient à souligner encore une fois le fait qu'il est du devoir de la commune dans le cadre de ce projet d'améliorer davantage l'offre des liaisons d'autobus entre les localités de Noertzange et Bettembourg en passant par Huncherange. La commune doit agir de manière proactive concernant les problèmes liés au trafic.

Monsieur Diederich rappelle également que certaines communes du nord du pays se sont dotées de grandes réserves foncières par le passé, lorsque l'état était moins rigoureux quant aux plans d'aménagements généraux. Par conséquence, la commune de Bettembourg située au Sud du pays, dans des territoires en plein développement à proximité des villes de Luxembourg, Esch et Dudelange ne peut être punie pour sa prudence dans le passé. Avec une approche intelligente et les liaisons stratégiques nécessaires, la commune, par ce projet pourrait créer de nouveaux quartiers abordables et attractifs dans lesquels la population pourrait se sédentariser.

Service de la Police Judiciaire
0[illegible]167

12. Intervention de Monsieur Cyrille GOEDERT - Direction de l'aménagement communal et du développement urbain

Monsieur Goedert indique, au nom du Ministère de l'Intérieur, que celui-ci est mitigé quant au projet vu les points et questions précédemment énoncés, mais une fois ces difficultés solutionnées, celui-ci pourrait éventuellement donner son aval.

13. Intervention de Monsieur Jean GOEDERT – Commission d'aménagement

En conclusion, Monsieur Goedert demande d'approfondir l'étude préparatoire relative à la révision du plan d'aménagement général et de représenter l'avant projet du PAG à la commission d'aménagement une fois cet exercice accompli.

Pour finir il a été retenu la mise en place de réunions techniques bilatérales avec l'Administration des Ponts & Chaussées, le Ministère de l'Intérieur et l'Environnement d'ici la mi-janvier, et ce pour solutionner les différents points problématiques soulevés ce jour. Pour faire le point sur les avancées, une nouvelle réunion a été fixée pour le 25 janvier 2011 à 14.00 heures dans la Salle de Fêtes de la Commune.

Sans remarques formulées endéans 21 jours, le compte-rendu est considéré comme accepté.

Bettembourg, le 13 décembre 2010

ANNEXE 4

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

Annexe 4 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 14 juin 2012 à 14.30 heures

AUDITION

WEYRICH Alain,
Administrateur de sociétés,
né le 4 janvier 1966 à Luxembourg,
demeurant à L-2152 Luxembourg, 46, rue Antoine-François Van der Meulen

Entendu, il déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit: **- en présence de Me GRASSO Rosario -**

« Vous m'informez que vous aviez été chargé par le Procureur d'Etat près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg d'une enquête préliminaire relative à la soi-disant affaire « Wickreng-Léiweng ».

Dans ce contexte vous faites référence à la conférence de presse du jeudi dernier, 7 juin 2012 des députés François BAUSCH et Claude MEISCH. Dans leurs propos, les deux députés font état de faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore corruption dont M. Guy ROLLINGER aurait été la victime.

Je travaille depuis 1982 pour le Groupe Guy Rollinger ou je suis salarié. Je suis également associé dans diverses entreprises du Groupe Guy Rollinger. J'occupe également la fonction d'administrateur au sein de la société WICKRANGE SHOPPING CENTER. Cette société est propriétaire du terrain où le projet WICKRANGE aurait dû être réalisé.

Question : Avez-vous connaissance des circonstances exactes des faits reprochés à divers membres ou ex-membres du Gouvernement Luxembourgeois et fonctionnaires de l'Etat ?

En ma qualité d'administrateur de la société WICKRANGE SHOPPING CENTER, j'assistais en date du 6 mars 2009 à 07.00 heures, avec M. Guy ROLLINGER à une réunion au Ministère de l'Economie avec le Ministre Jeannot KRECKÉ. Aucun fonctionnaire d'Etat n'assistait à cette réunion. On était seuls avec le ministre.

C'est au courant de cette entrevue que le Ministre KRECKÉ a mis de la pression sur nous en insistant à ce que nous retirions notre projet WICKRANGE. M. KRECKÉ nous informait que le Gouvernement s'opposait à la réalisation de ce projet pour des motifs relatifs à l'IVL et l'aménagement du territoire.

Dans ce contexte il nous montrait un plan comprenant selon ses dires une « ceinture verte » (Grüngürtel) qui entoure le territoire de la capitale. Le terrain du projet WICKRANGE se trouvait à l'intérieur de cette ceinture, tandis que le terrain du projet LIVANGE qui aurait dû au regard de ce plan se trouver lui aussi à l'intérieur de cette même ceinture, avait été de manière bizarre exclu de cette ceinture. Pour faciliter la compréhension de mes explications, je vous fais un dessin brut que je vous remets, et qui de manière schématique montre le plan tel qu'il existait à ce moment-là dans le bureau de M. KRECKÉ.

C'était la première et unique fois que j'avais vu un tel plan d'une dimension d'environ 50 x 80cm. Je ne sais plus s'il était coloré ou non.

Dans cette même réunion il nous avisait que le Gouvernement était favorable à la réalisation du projet LIVANGE.

Concernant la pression ressentie, je me rappelle encore très bien des paroles de M. KRECKÉ. Je tiens à m'exprimer en luxembourgeois concernant les dires de ce dernier :

- ... *mir können iech d'Genèk briechen ... e Coup Telefon un d'Banken géing duer ...*

- ... dir wösst jo, dass der awer nach Genehmegunge braucht, och wann et nömmen e klenge Commodo-Incommodo ass, oder soss eng kleng Genehmegung ...
- ... wann de Staat e schlechte Wölle géing weisen, kéint et ënner Emstänn nach 10 Joer daueren bis der kéint ufänken mat bauen ...

Bien que je ne rappelle plus des termes et mots exacts que M. KRECKÉ avait utilisé, j'avais bien compris à l'époque ce qu'il voulait dire. En tout cas, à notre sortie du bureau de M. KRECKÉ, on était conscient qu'on pouvait enterrer notre projet, d'autant plus qu'il nous demandait de nous concerter avec M. BECCA pour la réalisation du projet LIVANGE et pour lui donner notre autorisation grande-surface. On avait un sentiment de tristesse.

Nous avons encore essayé de défendre notre projet. On essayait de convaincre le Ministre des atouts et avantages du projet WICKRANGE, en vain. On lui disait qu'on disposait des autorisations nécessaires pour faire démarrer les travaux. On ne s'est pas laissés intimider par M. KRECKÉ, en tout cas on ne le montrait pas.

On avait quand même peur. L'enjeu était grand. L'expression du Ministre de nous casser le cou était en relation avec sa menace d'appel téléphonique à une banque. On risquait de rembourser de façon anticipée les crédits déjà accordés ce qui nous aurait « tués » financièrement. M. ROLLINGER avait des crédits hypothécaires et aurait tout pu perdre.

Il était clair que le Gouvernement voulait qu'on renonce à notre autorisation du Ministère des Classes Moyennes pour que celle-ci puisse être utilisée pour le projet LIVANGE. A ce sujet je renvoie à nouveau aux dires de M. KRECKÉ qui nous avisait de trouver un arrangement avec M. BECCA. Notre autorisation grande-surface était indispensable pour la réalisation du projet LIVANGE.

Il a été convenu par la suite et selon la demande de M. KRECKÉ avec M. BECCA qu'on renoncerait à notre projet WICKRANGE et qu'on mettrait notre autorisation grande-surface à disposition du projet LIVANGE. En contrepartie on recevait 8% des actions de la société LIVANGE DEVELOPPMENT s.a. Il était convenu, qu'au moment où le PAP serait accordé, on devait céder les 8% d'actions à M. Flavio BECCA contre payement de la somme de 21,5 millions d'Euros.

A ce sujet, je tiens à préciser que, comme Monsieur KRECKÉ nous demandait cependant d'abandonner le projet WICKRANGE, de nous arranger avec Monsieur BECCA et de lui faire avoir notre autorisation grande-surface, nous voulions avoir une garantie au cas où le projet LIVANGE ne se ferait pas. Dans ce contexte on souhaitait avoir des garanties de l'Etat pour qu'il nous aide à trouver un projet de la même envergure que WICKRANGE 1 en pareille hypothèse.

Nous n'étions pas satisfaits de l'avancement de nos négociations avec Flavio BECCA et l'Etat en relation avec le projet LIVANGE et notre projet WICKRANGE, toujours actuel, alors qu'il y avait toutes les autorisations nécessaires. C'est ainsi que M. ROLLINGER s'est plaint auprès de notre interlocuteur M. DIEDERICH auprès du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Par la suite, on a été convoqués à une entrevue au Ministère d'Etat.

Ensemble avec M. ROLLINGER, j'assistais à cette réunion le 30 mars 2009 dans le bureau du Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER au Ministère d'Etat.

Y étaient présents : M. JUNCKER, M. HALSDORF Jean-Marie en sa qualité de Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, M. KRECKÉ en sa qualité de Ministre de l'Economie, ainsi que le 1er conseiller de gouvernement M. DIEDERICH Romain du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

Tout au début de l'entrevue, M. JUNCKER nous avait félicités pour notre beau projet innovatif. Il aurait même envoyé des fonctionnaires aux Pays-Bas pour se faire une image du concept par rapport à des projets déjà réalisés et qui lui auraient confirmé qu'il s'agissait d'un bon concept.

De suite, il nous informait néanmoins que le Gouvernement s'opposerait à la réalisation de notre projet WICKRANGE mais qu'il serait favorable pour le projet LIVANGE. Il nous confirmait que LIVANGE serait réalisé.

A notre demande si tel ne serait pas le cas, il nous répondait que LIVANGE serait alors considéré comme projet d'intérêt national. Je ne me rappelle pourtant plus des termes exacts qu'il a utilisés à ce sujet.

M. JUNCKER nous a donné sa parole de faire développer un projet sur le site à WICKRANGE pour un autre projet WICKRANGE 2 et ce le plus vite possible sans procédures trop longues.

M. HALSDORF à son tour, confirmait les dires de M. JUNCKER et a lui aussi donné sa parole à nous aider.

M. KRECKÉ a lui aussi confirmé de donner son aide pour trouver une ou des « locomotives ». On entend par ce terme un commerce ou établissement d'une grande renommée qui favorise un tel projet.

M. JUNCKER rassurait M. ROLLINGER en le prenant dans ses bras et lui disant : ... *ënner éierleche Leit kuckt een sech an d'Aen wann een eppes ofmëcht* ...

M. HALSDORF nous disait : ... *ech wärt iech hëllefen bei äre Projet'en, éierlech ... op eng gudd Zesummenarbecht* ...

M. DIEDERICH a été avisé de formuler les engagements dans une lettre du Gouvernement à adresser aux promoteurs BECCA et ROLLINGER. M. DIEDERICH devait dès lors occuper la fonction d'interlocuteur entre les parties concernés et le futur projet WICKRANGE 2 pour gérer le groupe de travail de ce nouveau projet.

Lors de cette réunion, ni menaces, ni pressions ont été exercées à notre encontre.

A notre sortie du bureau du Premier Ministre, M. ROLLINGER et moi-même, étions bien évidemment conscients que le projet WICKRANGE 1 était mort.

Pourtant, on avait confiance en les paroles du Premier Ministre que je juge d'homme honnête.

J'ai fait des notices personnelles lors de l'entrevue au Ministère d'Etat. Je vous remets une copie des notices produites sur une feuille DIN A4.

Les accords entre les différents acteurs ont été finalisés peu avant les élections législatives.

Je n'ai pas connaissance d'éléments relatifs à des faits qualifiables de corruption.

Je voudrais encore formuler quelques informations relatives au personnage de M. BECCA Flavio. A l'époque de l'affaire WICKRANGE-LIVANGE il a toujours bénéficié de ses contacts nombreux.

On a remarqué que maintes choses avançaient plus vite à partir du moment que M. BECCA prenait l'initiative. Il s'agissait par exemple pour des rendez-vous auprès des Ministres KRECKÉ et HALSDORF, le déblocage de notre crédit initial au montant de 16 millions d'Euros qui n'avait pas entièrement été libéré comme convenu et sur initiative de M. BECCA la BCEE a libéré la totalité des fonds qu'on devait recevoir.

M. BECCA a une façon d'agir parfois impulsive. A ce sujet je me rappelle de propos de lui en relation avec le Ministre HALSDORF : ... *ech hun dem HALSDORF elo gesot wann en net eppes schafft elo, da geet e net méi mat op de Fussball* ... ou en relation avec le conseiller de gouvernement DIEDERICH : ... *ech hun den DIEDERICH emol gerëselt* ... .

Question : Est-ce que vous aviez été exposé ou victime de faits qualifiables d'extorsion ou chantage ?

Non, ce n'était pas le cas, à moins qu'on puisse qualifier les propos du Ministre KRECKÉ lors de la réunion du 6 mars 2009 comme fait d'extorsion ou tentative de chantage.

Ce n'était pas rigolo, bien au contraire. Pendant des mois on ne pouvait plus dormir. On avait peur pour notre existence. Et le pire est que rien n'a bougé jusqu'à présent. On est en « stand-by » depuis fin 2008. On ne dispose que de notre autorisation de bâtisse du shopping-center WICKRANGE.

Question : Est-ce que vous avez assisté à des réunions/entrevues avec Monsieur HELMINGER Paul, député et ancien bourgmestre de la ville de Luxembourg ?

Oui, j'ai assisté à une réunion avec M. HELMINGER dans son bureau de l'administration communale à Luxembourg. Je ne me rappelle plus de la date exacte, en tout cas c'était après les élections législatives de 2009. C'était à la demande de M. HELMINGER que cette entrevue a eu lieu. On n'a pas été informés de l'ordre du jour.

J'étais accompagné par M. ROLLINGER. M. HELMINGER voulait se renseigner sur l'affaire WICKRANGE-LIVANGE et on lui a rapporté nos doléances. Il ne nous a pas dit pourquoi il avait un intérêt à se renseigner. Je suppose que c'était par curiosité.

On lui demandait de traiter ces informations avec discrétion.

Question : Est-ce que vous avez assisté à des réunions/entrevues avec les députés François BAUSCH et/ou Claude MEISCH dans le contexte de la présente affaire ?

Non, ce n'était pas le cas.

A la demande de Monsieur ROLLINGER, je vous remets encore un classeur DIN A4, 4cm contenant des pièces qui ont fait l'objet de son audition et qui sont susceptibles être utiles à l'affaire.

Je vous remets également à toutes fins utiles des dépliants, prospectus, plans et le dossier technique de notre projet WICKRANGE 1.

Fin de l'audition : 18.20 heures

L. A. S.

- WEYRICH Alain -

- WEIS Marc -
commissaire en chef

- HANSEN Daniel -
commissaire en chef

Service de Police Judiciaire

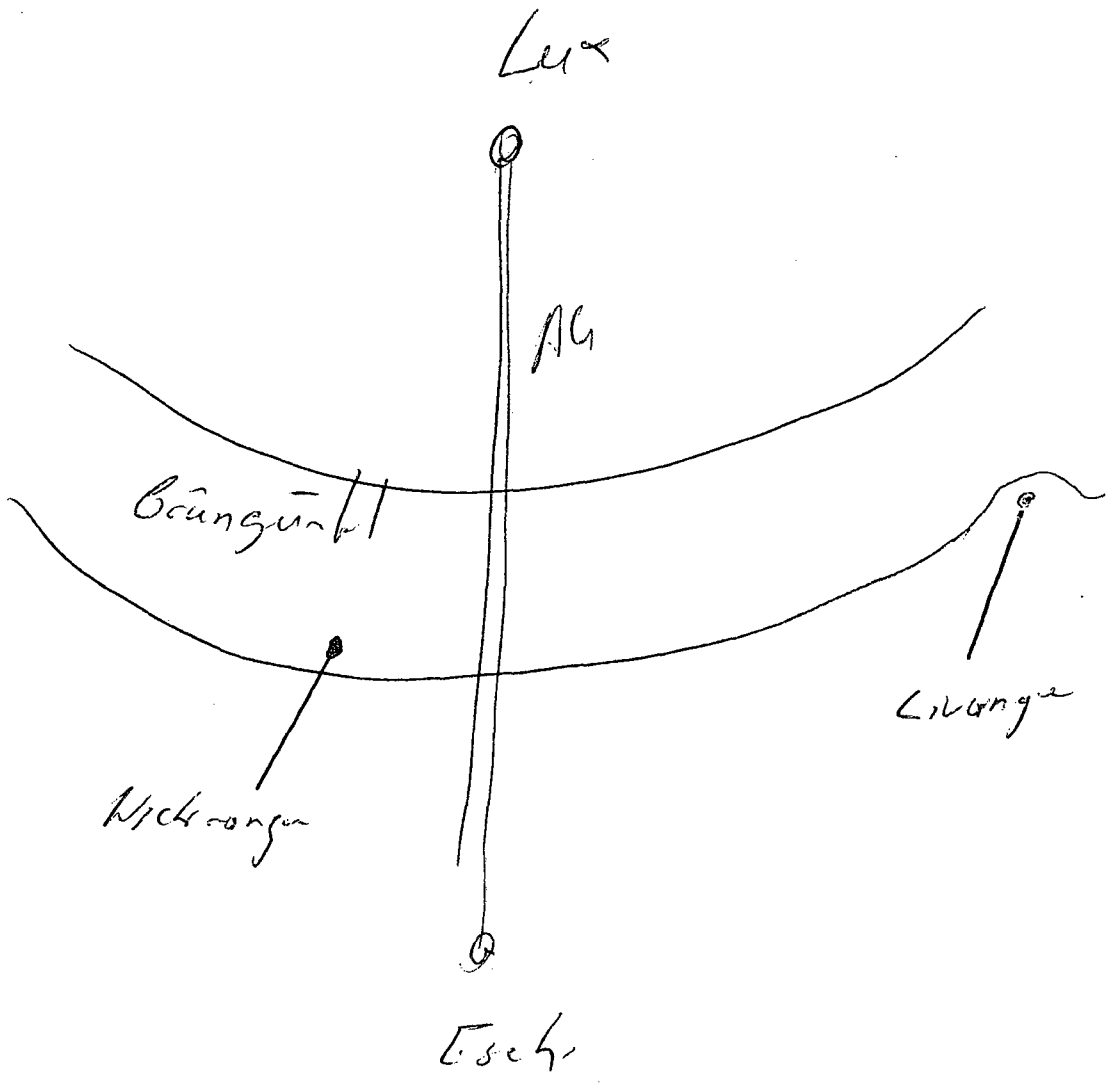
000158

POLICE JUDICIAIRE

Annexe no. I à

l'audition de M. WEYRICH Alain

14/06/12



x Juncker Jean Claude 30/03/09 Annexe II à l'audition de M. WEYRICH Alain

Présent : Halsdorf, Kuché, Romain Diederich, Alain, Guy 14/07/12

1/ Juncker nous félicite d'avoir ~~fait~~ fait un beau projet innovatif et qu'il avait envoyé des gens en Hollande pour se convaincre du concept et qui ont confirmé le bon concept.

2/ Juncker a confirmé que le gouvernement ne veut pas Wickrange mais veulent Livange

3/ Juncker ~~veut un compromis~~ a donné sa parole pour nous aider de développer ~~un~~ un autre projet sur le terrain Wickrange et ceci très vite sans procédure trop longue. Halsdorf a confirmé et a aussi donné sa parole.

4/ Kuché a dit qu'il va donner un coup de main pour trouvé un Supermarché pour aller à Wickrange

5/ Juncker " ~~E~~ Enne ~~[illegible]~~ eerlicher Leit kucht een sech an d'Hon wann een appes ofmecht."

6/ Halsdorf " Echt woert Jeh hellefen bei eeren Projeten fir dat et seie geet – Ehrlich – wiederhol "

7/ Diederich prépare lettre ~~[illegible]~~ de confirmation des arrangements

8/ Halsdorf quoi il est patron très amicalement " Op eng gutt gesummerabeht "

9/ Autorisation bleiben für shopping ~~[illegible]~~ in Luxem

Service de Police Judiciaire
000169

ANNEXE 5

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

Annexe 5 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 14 juin 2012

AUDITION

du témoin

Romain DIEDERICH

Premier Conseiller de Gouvernement, né le 20.06.1968 à Luxembourg,
demeurant à L-1928 Luxembourg (Limpertsberg), 13, rue Michel Lentz

Entendu, le témoin déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit :

Début de l'audition : 17.05 heures.

Vous m'informez que le Procureur d'Etat près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg vous a chargés d'une enquête préliminaire sur le volet pénal relative à la soi-disant affaire « Wickreng-Léiweng ».

Dans ce contexte vous faites référence à la conférence de presse tenue jeudi dernier, 7 juin 2012 par les députés Monsieur Claude MEISCH et Monsieur François BAUSCH. Lors de cette conférence de presse il a été fait état de faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore corruption par des membres du gouvernement luxembourgeois.

De mars 2009 jusqu'à juillet 2011 j'ai suivi en tant que chargé de la coordination générale de l'aménagement du territoire le dossier « Wickreng-Leiweng ». Après les élections en 2009, c.à.d. jusqu'à l'assermentation du nouveau gouvernement en date du 23 juillet 2009 mon service tombait sous la responsabilité du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, en l'occurrence M. Jean-Marie HALSDORF. Dans le gouvernement actuel le Département de l'Aménagement du Territoire fait partie du Ministère du Développement Durable et des Infrastructures, dont Monsieur Claude WISSLER est en charge.

Question : Depuis quand êtes-vous concerné du dossier « Wickreng-Leiweng » ?
Réponse : La première trace en relation avec ce dossier, dont je dispose, est un courriel datant du 12 mars 2009. Sur demande du Ministre HALSDORF j'étais invité participe à une réunion au ministère de l'économie au bureau du Ministre KRECKÉ. Je joins une copie du mail comme annexe.

Je me rappelle que les Ministres HALSDORF et KRECKÉ, M. Guy ROLLINGER et moi-même étaient présents lors de cette première entrevue. Il se peut que M. Alain WEYRICH, proche collaborateur de M. ROLLINGER ainsi que M. Etienne REUTER du Ministère des Finances étaient également présents, mais je n'en suis pas sûr.

Question : Quel était l'objectif de cette réunion ?
Réponse : Voir si M. ROLLINGER pouvait s'imaginer de renoncer à son projet initial a Wickrange, auquel le gouvernement était fermement opposé et s'associait avec une bonne partie de ses surfaces commerciales autorisées dans le projet de Livange.

Les Ministres présents lui ont fait clairement comprendre la position du gouvernement sans pour autant le menacer ou de le mettre sous pression illégale.

En mars 2009 M. ROLLINGER ne disposait en tout cas pas encore d'une permission de voirie afin de garantir un accès approprié sur le site du shopping center. Etant donné que ce projet avait à peu près l'envergure de la City Concorde actuelle à Bertrange, en termes de surface nette de ventes, une autorisation avec un accès performant était indispensable.

Les ministres ont proposé à M. ROLLINGER d'élaborer un nouveau projet plus compatible avec l'aménagement du territoire à Wickrange (aujourd'hui connu sous Wickrange II) et de transférer la différence de surfaces commerciales dans le projet de Livange.

En ce moment M. ROLLINGER maintenait toujours son projet initial.

Question : Est-ce que d'autres réunions ont eu lieu par la suite, soit au Ministère de M. KRECKÉ, soit au ministère de M. HALSDORF ?
Réponse : Je me rappelle d'une deuxième entrevue à laquelle j'ai participé quelques jours plus tard. Cette réunion se tenait également au bureau de M. KRECKÉ, qui était en charge des négociations, en présence des Ministres KRECKÉ et HALSDORF, M. ROLLINGER et éventuellement M. WEYRICH, M. BECCA et moi.
Un certain rapprochement des positions s'est fait et les parties concernées ont été invitées à approfondir les questions encore ouvertes.

Je suis formel que cette réunion s'est tenue dans cadre normal sans menaces quelles conques.

Je tiens à préciser en ce moment que je n'étais jamais témoin ou même à l'origine de menaces comme « ... *mir briechen dir d'Geneck* ... ». La position du gouvernement dans ce dossier était très déterminée mais n'a jamais outre passé les règles de bonne conduite.

A la fin de cette réunion, si mes souvenirs sont bons, j'étais désigné par les deux ministres présents de me tenir à disposition des Messieurs ROLLINGER et BECCA s'ils n'arrivaient pas à joindre les ministres.

A partir de ce moment j'étais fréquemment contacté par téléphone par Monsieur ROLLINGER et dans une moindre mesure par Monsieur BECCA, afin de me faire part de leurs questions, doléances et soucis pour les transmettre aux ministres.

La question qui préoccupait M. ROLLINGER primordialement était comment sortir du projet Wickrange I sans mettre sa situation économique en danger réel. M. ROLLINGER exigeait des assurances du gouvernement.

M. BECCA m'avait fait savoir qu'il pensait qu'il était possible de trouver une solution répondant aux besoins de M. ROLLINGER, c.à.d. lui permettant de sortir de son partenariat avec ING REAL ESTATE.

M. ROLLINGER m'informait à plusieurs reprises que le Premier Ministre, M. Jean-Claude JUNCKER, pourrait certainement lui donner les assurances exigées et comme j'avais en ce moment l'impression que la situation était bloquée, j'avais demandé au Ministre KRECKÉ d'organiser une entrevue de M. ROLLINGER avec le Premier Ministre.

Cette réunion a été réalisée très vite, dans le laps de temps de 2 ou 3 jours, et a eu lieu le 30 mars 2009 au Ministère d'Etat, au bureau de M. JUNCKER. Les personnes suivantes étaient présentes lors de cette rencontre : les Ministres JUNCKER, HALSDORF et KRECKÉ, M. ROLLINGER, M. WEYRICH et moi.

A partir de 18.55 hrs le commissare en chef Marc WEIS est présent.

RD

La lettre confidentielle du 2 avril 2009 reflète 1 sur 1 le résultat de cette réunion.

Sur question : Je suis l'auteur de cette lettre dont le contenu a été corrigé et vérifié par les ministres signataires et les juristes des différents départements.

Lors de la réunion le Premier Ministre a expliqué avec détermination, mais dans un ton que je décrirais même comme amical, que le gouvernement s'opposerait avec tous les moyens légaux au projet Wickrange I. Mais en contrepartie M. Juncker a assuré les engagements énumérés dans la lettre susmentionnée.

A la fin de la réunion j'étais désigné comme coordinateur technique du projet « Livange-Wickrange » et j'avais l'impression que M. ROLLINGER était satisfait du résultat de la réunion.

Après l'assermentation du nouveau gouvernement j'ai commencé mon travail de coordination pour les projets Livange et Wickrange II.
J'ai présidé un tas de réunions, en cercle élargi, en règle générale, une fois par mois, afin do coordiner l'élaboration des deux Masterplans, qui étaient prêts en mai 2010.
En juillet 2011 ces deux Masterplans ont été approuvés par le gouvernement, qui a donné son feu vert à entamer les procédures légales subséquentes dans le plein respect des Masterplan d'un côté et des dispositions légales de l'autre côté.

Afin de rembourser son associé ING REAL ESTATE, M. ROLLINGER avait contracté un prêt pour un montant de 16 millions Euros.

Dans ce contexte je tiens à préciser que M. ROLLINGER m'a envoyé régulièrement des mails pour me faire part de l'évolution de ce prêt. M. BECCA recevait plusieurs de ces mails en copie.

Je pense même que M. BECCA a prêté main forte directement ou indirectement afin que la BCEE accorde le prêt des 16 millions à M. ROLLINGER.

M. ROLLINGER a progressivement intensifié la pression sur M. BECCA ainsi que sur moi-même et les ministres HALSDORF et KRECKÉ pour obtenir une amélioration des conditions de son prêt auprès de la BCEE.

Sur question : Je ne peux pas vous dire quand et à quelle occasion M. HALSDORF avait téléphoné à la BCEE pour se renseigner sur les conditions (taux élevé) de ce prêt. J'ai le souvenir que M. HALSDORF m'a fait comprendre qu'il n'y avait rien à faire concernant le taux, puisque c'était un taux tout à fait normal selon les circonstances.

En mars 2011 M. ROLLINGER m'a informé qu'il n'abordera plus la question autour son prêt auprès de la BCEE.

Pendant les travaux d'élaboration du Masterplan M. ROLLINGER a progressivement fait monter la pression pour obtenir d'avantages de surface construisible au risque de dépasser ce qui était acceptable pour le gouvernement compte tenu de l'accord trouvé. Après de discussions et réunions répétées M. ROLLINGER a finalement accepté le Masterplan tel qu'il a été présenté au gouvernement.

Pendant deux périodes précises M. ROLLINGER a fait de la forte pression en relation avec son prêt, fin 2009-début 2010 et en automne 2010.

Dans ce contexte le courriel datant du 22 novembre 2010, distribué hier dans le débat à la chambre des députés, m'a été envoyé par M. ROLLINGER. M. BECCA a été en copie. Dans le mail M. ROLLINGER se plaignait à nouveau de plusieurs choses.

En ce qui concerne la solution avec la BCEE mentionnée je tiens à préciser que M. BECCA m'avait signalé que le problème de M. ROLLINGER avec son prêt auprès de la BCEE serait probablement bientôt réglé. Il est exact que j'avais transmis cette information à M. ROLLINGER mais également aux ministres HALSDORF et KRECKÉ. En aucun moment j'étais intervenu auprès de la BCEE dans le cadre de ce dossier.

Dans ce contexte je vous remets un texte rédigé par moi en relation avec des questions qui m'ont été posées par le journaliste M. Claude KARGER du quotidien JOURNAL. Ses réponse sont très précises sur le sujet mais n'ont pas été retournées au journaliste. Sur demande du ministre WISSLER j'avais répondu aux questions dans le but de préparer les débats dans la chambre.

Sur question : Je ne peux pas vous dire par qui ou comment le mail de M. ROLLINGER a pu parvenir à la presse.

Pour conclure je peux dire que la coopération avec M. ROLLINGER était très difficile et dû à l'intensité de ses appels téléphoniques, interventions et courriels j'avais parfois le sentiment d'un harcèlement. Je dois néanmoins dire que M. ROLLINGER n'était jamais impoli envers moi.

Maintenant, après réflexion je me souviens que M. ROLLINGER m'a dit un jour qu'il a raconté sa version de l'histoire à autrui (sans citer de noms) « ... *an wann dat eraus kennt, dann get et schein* ... ». Je ne me souviens cependant plus de la terminologie exacte.

Afin de compléter ma déposition je vous remets les documents ci-joints.

Question : Avez-vous, sur invitation de M. BECCA et financé par celui-ci, participé à des voyages quelle conques ?
Réponse : Non, jamais. Je suis au courant que mon nom a été cité lors d'un reportage sur RTL Radio, donnant l'impression que j'aurais accepté une invitation à titre gratuit en tant que spectateur à l'arrivée du Tour de France à Paris. Ceci est totalement faux. Mon trip en France pour regarder l'une ou l'autre étape a été financé entièrement par mes propres soins.

Fin de l'audition : 21.50 heures.

L. A. S.

- Romain DIEDERICH -	- *Marc WEIS* -	- Daniel HANSEN -
témoin	*commissaire en chef*	*commissaire en chef*

RD

Romain Diederich

De: mariette redlinger [Mariette.Redlinger@mi.etat.lu]
Envoyé: lundi 9 mars 2009 16:09
À: Romain.Diederich@mat.etat.lu
Cc: Isabelle.Biever@mat.etat.lu
Objet: réunion avec m.krecké

Service de Police Judiciaire
000170

här diederich,

den här minister huet en donneschdeg, den 12.03.09 em 15h30 eng réunioun mam minister krecké, mam guy rollinger a mam etienne reuter iwert den projet wickreng resp.leiweng wou dir och sollt derbai sin.
d'réunioun ass am ministère de l'économie um 12. stack.

romy

Service de Police Judiciaire
000171

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 2 avril 2009

Monsieur Guy Rollinger
Groupe Guy Rollinger
4-6, rue des trois Cantons
L-3980 Wickrange

Monsieur Flavio Becca
PROMOBE S.A.
ZI Am Bruch
L-3327 Crauthem

Objet : position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange

Messieurs,

Par la présente, les Ministres soussignés tiennent à faire, au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le point sur les démarches faites et pourparlers qu'ils ont eus avec vous afin d'aboutir à un accord général en ce qui concerne les projets liés, à savoir celui de la grande surface commerciale de Wickrange et le projet d'ensemble autour du stade national de football de Livange, en se référant particulièrement à la réunion en date du 30 mars 2009 dans les bureaux et en présence de Monsieur le Premier Ministre.

Cet accord est acté comme suit :

En ce qui concerne Wickrange :

- le Gouvernement est fermement opposé à la réalisation du projet de « Wickrange Shopping Center », non pas parce qu'il est en défaveur du projet, mais parce qu'il estime que le site n'est pas approprié du point de vue de l'aménagement du territoire ;
- le Gouvernement soutient fermement le transfert de l'offre commerciale et du volume de surfaces de vente accordés pour ce projet par le Ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions sur un autre site, en l'occurrence celui de Livange ;

Service de Police Judiciaire
000172

- au cas où, pour des raisons actuellement non prévisibles, ce transfert ne pourrait pas se concrétiser à Livange, le Gouvernement s'engage à activement rechercher un nouveau site ensemble avec M. Rollinger ;
- le Gouvernement, à travers son Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, accompagnera activement la configuration d'un nouveau projet mixte (activités artisanales, logement, activités commerciales de moindre envergure), sur le site de Wickrange, pour autant que ce projet soit en adéquation avec les contraintes d'aménagement durable du site, notamment en ce qui concerne les flux de trafic routiers induits et l'insertion paysagère. Ce projet tiendra compte des besoins d'approvisionnement local de la population communale ;
- dans ce contexte et sous réserve de l'acceptation de l'accord proposé dans la présente lettre par les destinataires, le Gouvernement procédera avec Monsieur Rollinger à l'échange des terrains nécessaires à la réalisation de l'accès au site à partir du nouveau rond-point projeté.

En ce qui concerne Livange :

- le Gouvernement soutient fermement la réalisation d'un projet d'ensemble sur ce site autour d'un stade national de football avec les infrastructures commerciales nécessaires à la viabilité financière du projet du stade, comprenant, entre autres, un « outlet mall » d'importance nationale ainsi que l'offre commerciale et le volume de surfaces de vente accordés par le Ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions dans le cadre du projet de « Wickrange Shopping Center » ;
- à cette fin, le Gouvernement accompagnera et appuiera activement la réalisation de ce projet d'ensemble de caractère unique et d'importance nationale.

Cet accord revêt un caractère hautement confidentiel et les destinataires de la présente ne sont nullement autorisés à en communiquer le contenu à des parties tierces quelles qu'elles soient.

En outre, seul le Gouvernement est autorisé à communiquer sur le contenu du présent accord.

En conséquence, le Gouvernement invite les Sieurs Becca et Rollinger à trouver un arrangement entre eux permettant la réalisation de ce projet d'ensemble et prie les destinataires de la présente lettre de confirmer le présent accord par écrit, à faire parvenir aux ministres soussignés jusqu'au 10 avril 2009, comme convenu lors de la réunion en date du 30 mars 2009 dans les bureaux et en présence de Monsieur le Premier Ministre.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Service de Police Judiciaire
000173

Le Ministre de l'Economie
et du Commerce extérieur

Jeannot Krecké

Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Aménagement du territoire

Jean-Marie Halsdorf

Le Premier ministre,
Ministre d'Etat

Jean-Claude Juncker

La présente lettre est faite en cinq exemplaires dont deux sont adressés aux destinataires et trois sont conservés par les signataires.

PROMOBE

Service de Police Judiciaire
000174

Office
Z.I. "Im Bruch"
L-3327 Crauthem
BP 70
L-3201 Bettembourg

Contact
t +352 36.09.73
f +352 36.74.98

RD

Ministère de l'Intérieur
Entrée: 14 AVR. 2009
36697 RD

Monsieur le Premier Ministre
Ministre d'Etat
Monsieur Jean-Claude JUNCKER
L-2910 LUXEMBOURG

copie ministre

Monsieur le Ministre de l'Economie et
du Commerce Extérieur
Monsieur Jeannot KRECKE
L-2914 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Et de l'Aménagement du Territoire
Monsieur Jean-Marie HALSDORF
L-2933 LUXEMBOURG

Crauthem, le 10 avril 2009

Lettre recommandée avec accusé de réception

Concerne : Votre courrier du 2 avril 2009

Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs les Ministres,

Par la présente, j'accuse bonne réception de votre courrier du 2 avril 2009 m'informant de la position du Gouvernement concernant les projets du Wickrange Shopping Center et du Stade de Football à Livange.

Tout en vous remerciant pour l'intérêt que vous portez au projet du Stade de Football à Livange, je marque mon accord de principe avec votre proposition.

Service de Police Judiciaire
000175

Des pourparlers avec Monsieur Guy Rollinger ont déjà été entamés, cependant, il ne m'était, pour des raisons de santé, malheureusement pas encore possible de finaliser un accord. Dès qu'un tel accord aura pu être trouvé, ce qui devrait pouvoir se faire courant de la semaine prochaine, je ne manquerai pas de vous en tenir informé.

J'adresse copie de la présente à Monsieur Guy Rollinger de la maison Guy Rollinger.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, l'expression de mes meilleures considérations.

Flavio BECCA

La présente lettre est faite en cinq exemplaires dont trois sont adressés aux destinataires, un exemplaire à Monsieur Guy Rollinger et un conservé par le signataire.

Service de Police Judiciaire
000176

RD

GROUPE GUY ROLLINGER

MADE IN LUXEMBOURG

- CLÉS-MAINS
- TOITURES
- RÉNOVATIONS
- CARRELAGES
- PEINTURES & DÉCORS
- CONSTRUCTIONS
- MENUISERIES
- TOITURES VERTES
- FAÇADES
- IMMOBILIÈRES
- ISOLATIONS
- MATÉRIAUX
- ÉCHAFAUDAGES
- CHAPES ET REVÊTEMENTS
- S.O.S. TECHNIQUE
- FERRONNERIES
- LOCATIONS
- ÖKO-HAUS

Monsieur le Premier Ministre
Monsieur Jean-Claude Juncker
L-2910 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce Extérieur
Monsieur Jeannot KRECKE
L-2914 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire
Monsieur Jean-Marie HALSDORF
L-2914 LUXEMBOURG

Lettre strictement confidentielle

Wickrange, le 10/04/2009

Concerne : votre courrier du 2 avril 2009

Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres.

Nous vous remercions vivement pour votre courrier du 2 avril 2009 dans lequel vous nous avez fait part de la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange.

De même, nous sommes reconnaissants des propos que Vous, ainsi que Monsieur Romain Diederich, avez déjà énoncés, en étant persuadé que les dossiers abordés se concrétiseront dans l'avenir.

... à votre service

WICKRANGE « Shopping-Center »
S.A. IBLC: LU 20807986 TVA: 2005 2217 645 Capital de 31'000,00 € R.C.S.: B 46292
4-6 rue des Trois Cantons L-3980 Wickrange (352) 37 11 11
euro-artisan@rollinger.lu http://www.rollinger.lu fax : (352) 37 94 54

GROUPE GUY ROLLINGER

MADE IN LUXEMBOURG

- CLÉS-MAINS
- TOITURES
- RÉNOVATIONS
- CARRELAGES
- PEINTURES & DÉCORS
- CONSTRUCTIONS
- MENUISERIES
- TOITURES VERTES
- FAÇADES
- IMMOBILIÈRES
- ISOLATIONS
- MATÉRIAUX
- ÉCHAFAUDAGES
- CHAPES ET REVÊTEMENTS
- S.O.S. TECHNIQUE
- FERRONNERIES
- LOCATIONS
- ÖKO-HAUS

Service de Police Judiciaire

000177

RD

Nous pouvons marquer notre accord quant à votre proposition et au contenu de votre lettre pour autant que les pourparlers avec les promoteurs BECCA et LUX se concrétisent par écrit.

Concernant « ING REAL ESTATE Development », notre partenaire depuis le début du projet Wickrange Shopping Center, nous nous chargerons de finaliser un arrangement, dès que les conventions avec les promoteurs seront conclues.

Une copie de la présente est adressée à Monsieur Flavio Becca.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, l'expression de nos salutations distinguées.

Guy ROLLINGER

La présente lettre est faite en cinq exemplaires dont trois sont adressés aux destinataires, un à Monsieur Flavio Becca et un conservé par le signataire.

S.O.S. TECHNIQUE GSM 691 152 111

... à votre service

WICKRANGE « Shopping-Center »
S.A. - IBLC: LU 20807986 TVA: 2005 2217 645 Capital de 31'000,00 € R.C.S.: B 46292
4-6 rue des Trois Cantons L-3960 Wickrange (352) 37 11 11
euro-artisan@rollinger.lu http://www.rollinger.lu fax : (352) 37 94 54

Service de Police Judiciaire
000178

Monsieur Flavio BECCA
PROMOBE S.A.
Zone Industrielle Im Bruch
L-3327 CRAUTHEM
Tél. +352 360973 / Fax +352 367498

Monsieur Guy ROLLINGER
GROUPE GUY ROLLINGER
4-6 rue des Trois Cantons
L-3980 WICKRANGE
Tél.+352 371111 / Fax +352 379454

Monsieur le Premier Ministre
Ministre d'Etat
Monsieur Jean-Claude JUNCKER
L-2910 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Economie et
du Commerce Extérieur
Monsieur Jeannot KRECKE
L-2914 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Et de l'Aménagement du Territoire
Monsieur Jean-Marie HALSDORF
L-2933 LUXEMBOURG

Crauthem, le 15 mai 2009

Lettre recommandée avec accusé de réception

Concerne : Courriers Promobe et Groupe Guy Rollinger du 10 avril 2009

Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs les Ministres,

Par la présente nous faisons suite à votre courrier du 2 avril 2009 ainsi qu'à nos courriers respectifs vous adressés en date du 10 avril 2009, **pour vous confirmer que nous avons pu trouver un accord pour le projet Livange.**

Reste que celui-ci ne pourra être concrétisé et les renonciations définitives au Projet de Wickrange signées que lorsque le soussigné, Guy Rollinger, aura trouvé un accord avec ING Real Estate.

000179

Guy Rollinger est actuellement en cours de négociations en vue d'annuler la convention d'option d'achat qui lie ING Real Estate et Wickrange Shopping Center dans le cadre du projet Wickrange et nous sommes confiants que cet accord pourra être trouvé dans les prochains jours.

La renonciation officielle au projet de Wickrange pourrait alors intervenir immédiatement après.

Les soussignés espèrent qu'après avoir mis en œuvre tous ces efforts, le projet de Livange pourra être mis en chantier dans un délai raisonnable compte-tenu des procédures légales à observer.

Si tel ne devait pas être le cas, la partie Rollinger interprète l'engagement du Gouvernement à rechercher activement un nouveau site dans le cas prémentionné, comme l'engagement de rechercher et trouver un site ayant l'envergure, l'attrait et le potentiel économique de celui du projet Wickrange Shopping Center, de manière à préserver l'intérêt économique de la partie Rollinger.

Dans cet ordre d'idée les soussignés se réservent la possibilité de s'associer en vue de la réalisation d'un éventuel nouveau projet dans le cas où, pour des raisons actuellement non prévisibles, Livange ne se concrétiserait pas.

Tout comme votre lettre, la présente revêt un caractère hautement confidentiel.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, l'expression de nos meilleures considérations.

Pour Promobe S.A.

s. Flavio BECCA

Pour Groupe Guy Rollinger

s. Guy Rollinger

La présente lettre est faite en cinq exemplaires dont trois sont adressés aux destinataires, un exemplaire à Monsieur Guy Rollinger et un exemplaire à Monsieur Flavio Becca.

Service de Police Judiciaire
000130

RD
ad

PROMOBE

Monsieur Flavio BECCA
PROMOBE S.A.
Zone Industrielle Im Bruch
L-3327 CRAUTHEM
Tél. +352 360973 / Fax +352 367498

GROUPE GUY ROLLINGER

Monsieur Guy ROLLINGER
GROUPE GUY ROLLINGER
4-6 rue des Trois Cantons
L-3980 WICKRANGE
Tél.+352 371111 / Fax +352 379454

Monsieur le Premier Ministre
Ministre d'Etat
Monsieur Jean-Claude JUNCKER
L-2910 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Economie et
du Commerce Extérieur
Monsieur Jeannot KRECKE
L-2914 LUXEMBOURG

Monsieur le Ministre de l'Intérieur
Et de l'Aménagement du Territoire
Monsieur Jean-Marie HALSDORF
L-2933 LUXEMBOURG

Crauthem, le 20 mai 2009

Lettre recommandée avec accusé de réception

Concerne : Courriers Promobe et Groupe Guy Rollinger du 10 avril 2009 et du 15 mai 2009

Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs les Ministres,

Par la présente nous faisons suite à votre courrier du 2 avril 2009 ainsi qu'à nos courriers respectifs vous adressés en date du 10 avril 2009, **pour vous confirmer que nous avons pu trouver un accord pour le projet Livange.**

En complément de notre lettre du 15 mai 2009, nous vous confirmons que la partie Rollinger a signé un accord définitif et irrévocable avec ING Real Estate.

Les soussignés espèrent qu'après avoir mis en œuvre tous ces efforts, le projet de Livange pourra être mis en chantier dans un délai raisonnable compte-tenu des procédures légales à observer.

Service de Police Judiciaire
000191

Si tel ne devait pas être le cas, la partie Rollinger interprète l'engagement du Gouvernement à rechercher activement un nouveau site dans le cas prémentionné, comme l'engagement de rechercher et trouver un site ayant l'envergure, l'attrait et le potentiel économique de celui du projet Wickrange Shopping Center, de manière à préserver l'intérêt économique de la partie Rollinger.

Dans cet ordre d'idée les soussignés se réservent la possibilité de s'associer en vue de la réalisation d'un éventuel nouveau projet dans le cas où, pour des raisons actuellement non prévisibles, Livange ne se concrétiserait pas.

Tout comme votre lettre, la présente revêt un caractère hautement confidentiel.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, l'expression de nos meilleures considérations.

Pour Promobe S.A.

s. Flavio BECCA

Pour Groupe Guy Rollinger

s. Guy Rollinger

La présente lettre est faite en cinq exemplaires dont trois sont adressés aux destinataires, un exemplaire à Monsieur Guy Rollinger et un exemplaire à Monsieur Flavio Becca.

Service de Police Judiciaire
000182

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 22 mai 2009

Monsieur Guy Rollinger
Groupe Guy Rollinger
4-6, rue des trois Cantons
L-3980 Wickrange

Monsieur Flavio Becca
PROMOBE S.A.
ZI Am Bruch
L-3327 Crauthem

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange / notre courrier du 2 avril 2009, vos réponses du 10 avril, 15 et 20 mai 2009

Messieurs,

Les Ministres soussignés, au nom du Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg, se réfèrent à leur courrier de proposition d'accord dans le dossier émargé et à vos courriers de réponse des 10 avril, 15 et 20 mai 2009.

Votre réponse du 20 mai scelle définitivement notre accord relatif aux projets liés de Wickrange et de Livange et nous exprimons notre contentement d'avoir ainsi pu parvenir à un accord à la satisfaction de toutes les parties impliquées dans ce dossier.

Comme convenu, seul le Gouvernement est autorisé à communiquer sur le contenu de l'accord, communication qui interviendra prochainement. Vous serez bien évidemment informés de la date et des modalités de cette officialisation.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Premier ministre,
Ministre d'Etat

Jean-Claude Juncker

Service de Police Judiciaire
000183

Le Ministre de l'Economie
et du Commerce extérieur

Jeannot Krecké

Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Aménagement du territoire

Jean-Marie Halsdorf

Romain Diederich

De: Stephanie [Stephanie@Alliance.lu] de la part de @Euro-Artisan Guy Rollinger [euro-artisan@rollinger.lu]
Envoyé: mercredi 3 juin 2009 17:45
À: Romain.Diederich@mat.etat.lu
Objet: Lettre
Pièces jointes: 090603_courrier Halsdorf 2ème draft.doc

Monsieur Diederich,

En annexe un projet de courrier adressé à Monsieur le Ministre Halsdorf. Nous souhaitons faire parvenir un courrier similaire à Monsieur le Ministre Krecké et Monsieur le Premier Ministre Juncker.
Auriez-vous l'amabilité de bien vouloir nous faire part de vos remarques à ce sujet ?

De plus, est-il possible que vous me contactiez dès que vous en avez l'occasion ? Merci.

Meilleures salutations

Guy Rollinger

Service de Police Judiciaire
000184

Service de Police Judiciaire

000185

Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire
Monsieur Jean-Marie HALSDORF
L-2914 LUXEMBOURG

Wickrange, le 3 juin 2009

Monsieur le Ministre,

La présente vous est adressée pour vous faire part du soulagement que nous ressentons compte tenu du déroulement des derniers événements, sentiment, que vous partagez certainement.

En trouvant un accord et en signant les conventions entre parties, le dossier Wickrange Shopping Center a pu être clôturé avec toute la discrétion qui s'impose dans une telle affaire et sans causer de tort préjudiciable au Gouvernement.

Renoncer à un projet si innovateur qui nous tenait réellement à cœur, fût non seulement un véritable sacrifice moral mais surtout financier pour nous. Toutefois, nous sommes prêts à recommencer à zéro, en nous tournant vers l'avenir avec votre soutien dans le développement de nouveaux projets.

Notamment, la collaboration apportée par Monsieur Romain Diederich a été fort appréciable et nous sommes persuadés qu'il a fait tout son possible pour mener à bien cette affaire.

Comme convenu lors de nos entretiens et en vue de déterminer ensemble les prochaines étapes nous permettant d'avancer dans nos différents projets immobiliers, nous sollicitons un rendez-vous dans les prochains jours à votre convenance .

Service de Police Judiciaire
000186

En vous souhaitons pleins de succès pour les élections de dimanche et en vous réitérons notre soutien pour amener des votes sur votre candidature, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Guy ROLLINGER

Romain Diederich

RD
AM

De: Romain Diederich [romain.diederich@mat.etat.lu]
Envoyé: dimanche 10 juin 2012 20:45
À: 'Claude.Wiseler@tp.etat.lu'; 'Claude Wiseler'
Objet: Emailing: Réponses aux questions de Monsieur Claude Karger

Pièces jointes: Réponses aux questions de Monsieur Claude Karger.doc

Réponses aux
uestions de Mons.

Service de Police Judiciaire
000187

Gudden Owend Claude,

Hei meng Antworten op d'Froen vum Claude Karger.

Ech hun der e ganzen Dossier vun de Mailen vum Herr Rollinger op dei Pult geluecht (139 Seiten).

D' geet mei wei kloer draus eraus dass :
- et keng Erpressung gouf vum Staat wat een net vum Herr Rollinger soen kann
- dass hien keen Traitement de faveur vun der BCEE krut an och net aktiv eppes vum Staat fir hien gemach gouf bezüglech sengem Prêt
- dass hien mech immens während 2,5 Joer genervt an enner Drock gesaat huet
- ech awer emmer korrekt a konstruktiv am Respekt vun de Kaderconditiounen (accord lettres) mat him war

Romain

Your message is ready to be sent with the following file or link attachments:

Réponses aux questions de Monsieur Claude Karger

Note: To protect against computer viruses, e-mail programs may prevent sending or receiving certain types of file attachments. Check your e-mail security settings to determine how attachments are handled.

RJ

Romain Diederich

De: Stephanie [Stephanie@Alliance.lu] de la part de @Euro-Artisan Guy Rollinger [euro-artisan@rollinger.lu]
Envoyé: mercredi 17 juin 2009 16:44
À: f.becca@promobe.lu; Romain.Diederich@mat.etat.lu
Objet: Wickrange Shopping Center
Pièces jointes: bcee.pdf

Service de Police Judiciaire
000188

Messieurs,

Par la présente, nous tenons à vous informer que l'ouverture de crédit d'un montant de 16 Mio € a bien été signée ce matin à la BCEE. Le montant du crédit auprès de ING Banque a été remboursé et la facture ING Real Estate a également été réglée.
Afin de pouvoir clôturer la 1ère phase, il reste encore à effectuer impérativement les 2 virements dont nous vous joignons les détails en annexe.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous assister dans cette tâche afin que la 1ère phase puisse être clôturée rapidement.
D'avance, nous vous remercions de votre collaboration.

Meilleures salutations

Guy Rollinger

GROUPE GUY ROLLINGER

Service de Police Judiciaire

000189

MADE IN LUXEMBOURG

- CLÉS-MAINS
- TOITURES
- RÉNOVATIONS
- CARRELAGES
- PEINTURES & DÉCORS
- CONSTRUCTIONS
- MENUISERIES
- TOITURES VERTES
- FAÇADES
- IMMOBILIÈRES
- ISOLATIONS
- MATÉRIAUX
- ÉCHAFAUDAGES
- CHAPES ET REVÊTEMENTS
- S.O.S. TECHNIQUE
- FERRONNERIES
- LOCATIONS
- ÖKO-HAUS

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat
à l'attention de Messieurs Guy Koster et René Heisten
2, Place de Metz
L-2954 Luxembourg

Wickrange, le 17 juin 2009

N.Réf.: D/GR/sh

Concerne : Wickrange Shopping Center

Messieurs,

Suite à notre agréable entretien de ce jour, nous vous prions de bien vouloir effectuer le transfert suivant :

Compte à Débiter	Montant	Compte à créditer
Compte prêt Wickrange Shopping Center LU92 0011 1062 5771 8380	1'000'000 €	Compte courant Banque Dexia Euro Immo Guy Rollinger S.A. LU93 0028 1442 1230 4700
Compte prêt Wickrange Shopping Center LU92 0011 1062 5771 8380	1'125'000 €	Compte courant Banque Degroof Laurus S.A LU12 0832 3179 8060 1150
Libellé: Transfert Valeur : même jour		

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

D'avance, nous vous remercions de votre aimable collaboration et nous vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations les meilleures.

Guy Rollinger

S.O.S. TECHNIQUE GSM 691 37 11 11

... à votre service

4-6 rue des Trois Cantons L-3980 Wickrange (352) 37 11 11
euro-artisan@rollinger.lu http://www.rollinger.lu fax : (352) 37 94 54

Romain Diederich

RD

De: Stephanie [Stephanie@Alliance.lu] de la part de @371111 Guy Rollinger [371111@rollinger.lu]
Envoyé: lundi 22 novembre 2010 16:24
À: Romain Diederich
Cc: f.becca@promobe.lu
Objet: Wickrange

Service de Police Judiciaire
000190

Monsieur Diederich,

Comme déjà évoqué dans notre mail de la semaine passée, nous ne recevons pas de « feedback » et ceci sur aucun des points toujours en suspens.
Nous sommes bien conscients que les sujets tels que les échanges terrains etc.. nécessitent un temps certain mais en ce qui concerne la BCEE je ne peux plus tolérer aucune **attente après 20 mois**.

Vous n'êtes pas sans savoir qu'il s'agit uniquement d'un prêt et non pas de subsides ni d'argent que l'Etat doit payer. Pourtant, ni le nantissement n'a été délivré, ni le taux réduit.
A ce jour, la valeur réelle du terrain sis à Wickrange se situe approximativement entre 32 et 36 Millions €. Ainsi le crédit de 16 Millions peut être intégralement libéré.
Tous les jours, des factures d'architectes, d'ingénieurs, des frais d'études (comme de marché et de trafic etc...) doivent être payées par nos soins ainsi que les intérêts du prêt, alors même que nous avons supporté tous ces frais antérieurement.

De plus, notre hall à Wickrange est libre depuis 3 ans et nous ne percevons aucun loyer. Lors de notre dernier entretien téléphonique, vous m'avez confirmé qu'une solution avec la BCEE était en vue pour la libération du « nantissement » ainsi que pour le taux d'intérêt.
Flavio m'a confirmé il y a 3 semaines que le problème sera réglé. Mais étant donné qu'il a annulé notre dernier rendez-vous et que nous n'avons plus de nouvelles de lui nous ignorons quelles suites vont être réservées à notre demande.
De même, Messieurs les Ministres Halsdorf et Krecké nous ont également confirmé il y a 2 semaines que tout devrait se régler rapidement.

Comment pouvons-nous avoir confiance en de telles affirmations alors que depuis plus de 20 mois nous n'avons que des promesses et que le 1er point est toujours en attente ?
Pour le cas où dans les prochains **jours**, nous ne recevons pas d'accord de la BCEE, nous prendrons contact avec Monsieur le Premier Ministre Juncker (*et nous vous garantissons que nous obtiendrons un rendez-vous)* qui nous a quand même fait une promesse et a donné sa parole (... *Haër Rollinger, kuckt mech an d'Aan, ech ginn iech 100% méin Wuert*) que les points évoqués seraient résolus.

Nous nous excusons de vous déranger à chaque fois, mais vous étiez présent lors de la dernière entrevue avec Monsieur le Premier Ministre Juncker qui vous a délégué comme intermédiaire et coordinateur.

De plus, nous tenons à vous remercier pour la dernière réunion avec Messieurs les Ministres Halsdorf et Krecké où vous nous avez démontré votre soutien.

Nous vous prions d'agréer, cher Monsieur Diederich, l'expression de notre plus profond respect.

Guy ROLLINGER

GROUPE GUY ROLLINGER
IMMOGLOBAL
31, rue de Luxembourg - 4-6, rue des Trois Cantons
L-4391 Pontpierre - L-3980 Wickrange

RD

Romain Diederich

De: Veronique [Veronique@alliance.lu] de la part de @371111 Guy Rollinger [371111@rollinger.lu]
Envoyé: jeudi 24 mars 2011 12:08
À: Romain Diederich
Objet: Rdv

Service de Police Judiciaire
000191

Monsieur Diederich,

Je me permets de vous envoyer le présent mail étant donné qu'à nouveau 3 mois se sont écoulés sans aucune nouvelle. Il y a quelques jours, j'ai préparé un courrier de plusieurs pages à votre attention. Seulement, j'ai estimé qu'il était plus diplomatique de présenter mes revendications et d'exposer mon énervement de vive voix. Si j'ai effectivement décidé de ne plus aborder la question du nantissement par la BCEE (j'ai dû prendre un autre chemin), de nombreux autres points doivent être discutés.

A plusieurs reprises, je me suis entretenu et j'ai rencontré Monsieur Sinnen, qui manifeste également une certaine impatience.

Ainsi, je sollicite un rendez-vous, **de toute urgence**, d'au moins 1 heure à votre convenance pour aborder les différents dossiers.

En vous remerciant, sincères salutations.

Guy ROLLINGER

Groupe Guy Rollinger
IMM GLOBAL
EURO INNOVATION
CLEVER@HOME
ECORAIL
ALLIANCE des ARTISANS

81, rue de Luxembourg - L-4391 Pontpierre
Tél: (+352) 37 11 11 - Fax: (+352) 37 94 54
www.rollinger.lu - 371111@rollinger.lu

Think about the environment before printing this mail

:omain Diederich

Service de Police Judiciaire
000192

)e: Romain Diederich [romain.diederich@mat.etat.lu]
:nvoyé: vendredi 8 juin 2012 17:56
\: 'Marc Colas'
)bjet: TR: Questions concernant votre rôle dans la coordination des relations Gouvernement/Rollinger/Becca en vu du projet de stade à Livange

lonsieur Colas,

oici les questions que Monsieur le Ministre Wiseler m'a prié de vous transmettre.

u cours du WE je préparerais des réponses à ces questions.

leilleures salutations

omain Diederich
remier Conseiller de Gouvernement
hargé de la coordination générale
épartement de l'aménagement du territoire
lini e du Développement durable et des Infrastructures

, Place de l'Europe
- 1499 Luxembourg
- 2946 Luxembourg (adresse postale)

)main.diederich@mat.etat.lu

l : +352 24786936
x : +352 408970

ıfo@dat.public.lu

---

e : Claude Karger [mailto:claude.karger@journal.lu]
nvoyé : vendredi 8 juin 2012 13:46
: r ıain.Diederich@mat.etat.lu
bjet : Questions concernant votre rôle dans la coordination des relations Gouvernement/Rollinger/Becca en vu du projet de ade à Livange

)njour,

)ici quelques questions:

tiez-vous personellement en pourparlers avec M. Rollinger à propos de son projet Shopping Center Wickrange?

:tiez-vous personellement en pourparlers avec M. Becca à propos de son projet Stade-Mall à Livange?

.vez-vous assisté en 2009 à des réunions avec les promoteurs tentant de trouver une solution pour l'abandon du projet à 'ickrange et pour la participation de Rollinger dans le projet de Livange?

ı radio 100,7 citait hier un email qui vous a été adressé en novembre 2010 par Guy Rollinger dans le cadre d'un crédit à taux vorable et d'un nantissement de la part de la BCEE qui lui aurait été confirmé par les ministres Halsdorf et Krecké. Vous lui ıriez répondu qu'une solution serait trouvée avec la BCEE. Pouvez vous confirmer cette information?

es Ministres Halsdorf et Krecké ont-ils été mis au courant de cet échange de mails?

.vez vous vous même pris contact avec la BCEE pour vous renseigner sur l'état du dossier de M. Rollinger?

0/06/2012

:taient-ce les ministres Krecké et Halsdorf qui vous ont autorisé à formuler cette réponse à M. Rollinger? Ou était-ce le remier Ministre?
lerci beaucoup et meilleures salutations,

Service de Police Judiciaire
000193

laude Karger
édacteur-en-chef
él.: (+352) 493033835
ax: (+352) 492065
lobile: (+352) 621190845

ANNEXE 6

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

Annexe 6 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 15 juin 2012 à 10.30 heures

AUDITION

HELMINGER Paul,
député,
né le 28 janvier 1940 à Esch-sur-Alzette,
demeurant à L-2430 Luxembourg, 55, rue Michel Rodange

Entendu, le témoin déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit:

« Vous m'informez que vous aviez été chargé par le Procureur d'Etat près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg d'une enquête préliminaire relative à la soi-disant affaire « Wickreng-Léiweng ».

Lors d'une conférence de presse le 7 juin 2012, les députés François BAUSCH et Claude MEISCH ont fait état de faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore corruption dont M. Guy ROLLINGER aurait été la victime.

Hier matin, 14 juin 2012, on a procédé aux auditions des députés BAUSCH et MEISCH qui nous informaient que vous auriez assisté à une entrevue avec Guy ROLLINGER respectivement les frères ROLLINGER.
Au cours de cette entrevue, on vous aurait fait part des préoccupations relatives au comportement de diverses personnes dans le dossier « Wickreng-Léiweng ».

Question : Quand cet entretien a eu lieu, pour quel motif et quel était la teneur ?

Selon mes souvenirs ledit entretien avec Monsieur Guy ROLLINGER et son associé a eu lieu en printemps 2009 et ce à la demande de M. ROLLINGER. J'étais d'avis que la personne qui accompagnait Monsieur ROLLINGER était le frère de ce dernier. Vous m'informez qu'il s'agit en fait de son associé en la personne de WEYRICH Alain.

L'entretien a eu lieu dans mon bureau à l'administration communale de la Ville de Luxembourg. Je pense que le rendez-vous a eu lieu par l'intermédiation de l'entrepreneur Marc GIORGETTI.

J'avais l'impression que M. ROLLINGER voulait s'entretenir avec un politicien de l'opposition.

Il est exact que les Messieurs ROLLINGER et WEYRICH m'ont fait part de leurs préoccupations dans le dossier « Wickreng-Léiweng ».

Leurs propos pourront se résumer à trois points :

- ils risqueraient de ne plus avoir des marchés publics ;
- ils risqueraient que leurs lignes de crédits auprès des établissements bancaires seraient mis en question ;
- ils risqueraient que les autorisations dont ils ne disposaient pas encore ne soient pas délivrées.

Toutes ces menaces, exprimées à leur encontre, auraient été formulées par Jeannot KRECKÉ, Ministre de l'Économie à l'époque, lors d'une entrevue avec ce dernier en relation avec leur projet WICKRANGE.

Un haut fonctionnaire d'État aurait assisté à cette entrevue. J'ignore son nom.

Selon les dires des Messieurs ROLLINGER et WEYRICH, il n'y avait que le Ministre KRECKÉ qui aurait exercé de la pression sur eux, respectivement formulé les menaces reprises ci-dessus.

Je leur ai dit, si leurs déclarations correspondaient effectivement à la réalité, que cette façon d'agir de la part d'un membre du Gouvernement serait hors du commun.

Peu après, j'ai fait part des déclarations des Messieurs ROLLINGER et WEYRICH à mes collègues de la fraction du parti démocratique.

Quelques semaines plus tard, il a été rendu public que les promoteurs BECCA et ROLLINGER auraient trouvé un arrangement pour la réalisation du projet LIVANGE. Par conséquent, l'affaire était classée pour moi.

Je n'ai pas informé Monsieur KRECKÉ de la teneur de l'entretien avec Guy ROLLINGER et Alain WEYRICH.

Fin de l'audition : 11.30 heures

L. A. S.

- HELMINGER Paul -

- WEIS Marc -
commissaire en chef

- HANSEN Daniel -
commissaire en chef

ANNEXE 7

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

Annexe 7 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 18 juin 2012 à 14.30 heures

AUDITION

BECCA Flavio,
Gérant d'entreprises, né le 18.06.1962 à Luxembourg,
demeurant à L-3369 Leudelange, 1, rue des Près

Entendu, le témoin déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit: - **en présence de Me André LUTGEN** -

« Vous m'informez que vous aviez été chargés par le Procureur d'Etat près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg d'une enquête préliminaire relative à la soi-disant affaire « Wickreng-Léiweng ».

Lors d'une conférence de presse le 7 juin 2012, les députés François BAUSCH et Claude MEISCH ont fait état de faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage dont M. Guy ROLLINGER aurait été la victime. Il est également question de corruption.

Lors de ses déclarations du 13 juin 2012, Monsieur Guy ROLLINGER nous a informés que vous auriez assisté à quelques réunions au Ministère de l'Economie en février et mars 2009.

Question : Est-ce que vous vous souvenez de ces réunions ? Est-ce que vous êtes en mesure de vous rappeler des dates exactes ?
Réponse : Je me rappelle de deux réunions au Ministère de l'Économie. Si mes souvenirs sont exacts, la première a eu lieu entre février et fin mars 2009, en tout cas avant l'accord entre ma société PROMOBE et le GROUPE GUY ROLLINGER.
La deuxième réunion a eu lieu, si je me rappelle bien, fin 2009 ou début 2010.

Question : Qui était présent lors de ces entrevues et quelle était la teneur de ces entrevues ?
Réponse : Le Ministre de l'Économie Jeannot KRECKÉ, Monsieur Guy ROLLINGER et moi-même assistions à la première réunion. Je ne suis plus en mesure de me rappeler si Monsieur WEYRICH Alain, l'associé de Monsieur ROLLINGER, assistait également à cette réunion.

But de cette entrevue était de clarifier la situation avec ING REAL ESTATE, partenaire du GROUPE ROLLINGER. Je n'étais jamais demandeur du transfert de l'autorisation de grande-surface du projet WICKRENG vers LIVANGE. C'est à la demande du Gouvernement, que je me suis mis en relation avec au début ING REAL ESTATE et puis Monsieur ROLLINGER. Le Gouvernement était favorable à la réalisation du projet LIVANGE avec un nouveau stade de football.

A la deuxième réunion fin 2009 ou début 2010 assistaient outre ma personne, le ministre HALSDORF, un fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur dont j'ignore le nom, le 1er conseiller de gouvernement Romain DIEDERICH du Ministère du Développement durable et des infrastructures, des représentants des Ponts & Chaussées les Messieurs ROLLINGER et WEYRICH.

Question : Est-ce que vous disposez de quelconques pièces, comme des ordres du jour, rapports de réunion ou notices personnelles relatifs à ces entrevues ?
Réponse : Non, tel n'est pas le cas. A mon avis, aucun rapport n'a été rédigé.

Question : Est-ce que vous étiez témoin de quelconques menaces ou pressions formulées par le Ministre KRECKÉ à l'égard des Messieurs Guy ROLLINGER et/ou Alain WEYRICH ?
Réponse : Non, ce n'était jamais le cas. Les réunions auxquelles j'assistais avec les personnes concernées se sont toujours déroulées en bonne et due forme.

Question : Selon les dires de ces derniers, M. KRECKÉ se serait exprimé de la façon suivante à leur égard :
- ... *dir wësst, mir können iech d'Genèk briëchen ...*
- ... *dir wësst, dir braucht d'Banken nach ...*
- ... *dir wësst, dass eise Premier och dem Premier an Holland uruffe kann wann d'ING net alenke wöll ...*
- ... *dir hut jo och Handwiërksleit, dir wësst, dass der Arbecht fir dës braucht ...*

Est-ce que vous aviez entendu de tels propos de la part du Ministre KRECKÉ ?
Réponse : Non, lors des réunions auxquelles j'ai assisté, jamais.

Question : Est-ce que vous avez connaissance d'actes de pression, faits de menaces, extorsion ou encore chantage de la part d'autres membres du Gouvernement luxembourgeois ou hauts fonctionnaires à l'encontre des Messieurs ROLLINGER et/ou WEYRICH ?
Réponse : Non, ce n'est pas le cas.

Je tiens encore à faire une remarque à propos des déclarations que Monsieur BAUSCH François a faites lors du débat à la Chambre des Députés. A ce sujet je renvoie à l'article paru dans le quotidien « Luxemburger Wort « (édition du jeudi, 14 juin 2012).

Lors de son intervention, Monsieur BAUSCH prétendait que le projet WICKRANGE a dû être abandonné afin de pouvoir réaliser par les mètres carrés abandonnés de WICKRANGE, la réalisation de LIVANGE.

Cette information est contredite par tous les éléments du dossier et notamment l'historique de l'affaire.

Finalement, je veux encore ajouter que je n'étais jamais demandeur d'une aide quelconque de la part de l'État pour la réalisation du projet LIVANGE.

Je vous remets encore une copie du communiqué du service information et presse de l'État relatif à la conférence de presse du 26.02.2009 pendant laquelle le projet d'un nouveau stade de football à LIVANGE a été présenté.

Fin de l'audition : 16.55 heures.

L. A. S.

- BECCA Flavio -

- WEIS Marc -
commissaire en chef

- HANSEN Daniel -
commissaire en chef

Service de Police Judiciaire
000194

Article d'actualité

Le nouveau stade national de football verra le jour à Livange

26-02-2009

Cette fois-ci, c'est officiel: le nouveau stade national de football sera implanté à Livange dans la commune de Roeser. Entouré du bourgmestre de la commune de Roeser, Tom Jungen, et du président de la Fédération luxembourgeoise de football (FLF), Paul Philipp, le ministre des Sports, Jeannot Krecké, a officiellement présenté l'état actuel du projet de nouveau stade national de football à l'occasion d'une conférence de presse le 26 février 2009 au siège de la FLF à Mondercange.

D'entrée, le président de la FLF s'est dit "comblé en ce jour historique pour le football luxembourgeois de voir son rêve, puis son souhait le plus cher, devenir réalité dans les années à venir". Le nouveau stade aura une capacité d'environ 10.000 places assises couvertes. Les installations du stade seront conformes aux réglementations UEFA et FIFA et offriront le confort d'usage dans un stade moderne tant pour les spectateurs que les sportifs et leur encadrement. D'ores et déjà, il est prévu d'y disputer toute rencontre internationale des sélections nationales luxembourgeoises ainsi que les finales de la Coupe de Luxembourg et les matches de Coupe d'Europe.

Dans la foulée, le ministre des Sports a expliqué longuement la démarche poursuivie depuis plus d'un an dans sa recherche et ses pourparlers avec nombre d'interlocuteurs pour trouver à la fois un site approprié et les partenaires privés susceptibles de réaliser ce projet. "Sachant que la FLF ne peut disputer actuellement ses rencontres internationales au stade Josy Barthel que moyennant une dérogation spéciale accordée par l'UEFA, au vu des carences sur le plan de la sécurité, du confort et des équipements techniques en général, l'idée de faire construire un nouveau stade répondant aux exigences de nos jours a mûri en moi depuis plus d'an an", s'est exprimé le ministre.

Si la première priorité fut d'analyser toute possibilité de construire un tel stade sur le territoire de la capitale, il s'est avéré rapidement qu'il faille étendre les recherches au-delà des 6 sites potentiels analysés sur le territoire de la Ville de Luxembourg. 8 autres sites (Bettembourg, Mondercange, Leudelange, Differdange, Garnich, Niederanven et Esch-Lentilles rouges) ont ainsi été passés au crible pour analyser leur compatibilité avec les critères fixés d'office après concertation avec nombre d'autres ministres concernés, critères qui sont les suivants:

- Site proche d'une majorité de la population, plutôt au Sud de la capitale
- Accès direct par autoroute(s) et liaison directe par voie ferroviaire – compatibilité IVL
- Terrain hors de toute zone protégée et en mains d'un nombre aussi restreint que possible de propriétaires
- Possibilités d'adjoindre des commerces pour rentabiliser le projet global
- Possibilité de réaliser le projet dans un délai raisonnable
- Pas de nuisances particulières pour les quartiers d'habitation

C'est ainsi que finalement le site de Livange s'est dégagé comme étant le seul à répondre à toutes ces prémisses! Sur ce site, il peut en effet être recouru à une réserve foncière de 15 hectares et le terrain se trouve en bordure de l'autoroute A3, à proximité de la sortie no. 2 Livange, de la ligne CFL no. 60 Luxembourg-Bettembourg et de l'arrêt CFL projeté de Livange.

Par ailleurs, ce site est en tout point conforme aux principes IVL et n'empiète aucunement sur les plans sectoriels transport, paysages ou zones d'activités.

Concernant les partenaires privés susceptibles d'investir dans ce projet, le groupe BECCA s'est finalement dégagé du lot dans la mesure où il pouvait offrir la garantie du terrain requis.

Ce même promoteur se propose en effet de construire sur ce site, sans frais pour la FLF ou les pouvoirs

publics, le stade national de football et un centre commercial attenant.

Le coût pour la construction du stade est estimé à environ 20 à 25 Mio €, l'investissement global du projet s'élevant à environ 250 Mio € en créant quelque 1.200 postes de travail.

La FLF, tout comme la fédération de rugby d'ailleurs, verra le stade mis à sa disposition gratuite pour ses rencontres internationales. Il incombera en revanche à la FLF de prendre en charge l'entretien et la maintenance du stade. Elle sera épaulée dans cette mission par l'État (Sports), à l'instar des contributions accordées à toute fédération du pays pour subvenir aux frais d'entretien des infrastructures sportives à caractère national.

Concernant la partie commerciale du projet, Jeannot Krecké, en sa double qualité de ministre des Sports et de ministre de l'Économie, a confirmé enfin qu'il était du ferme souhait du gouvernement que le projet de centre commercial de Wickrange actuellement en discussion puisse être intégré, en parties du moins, dans le projet global de Livange qui n'en reste pas moins indépendant. Dans cet ordre d'idées, des pourparlers avec les deux promoteurs respectifs sont d'ores et déjà planifiés afin d'aboutir à un accord qui puisse satisfaire toutes les parties concernées.

Pour en savoir plus ... [?]

Téléchargements internes **Formats**

- Présentation du stade national de football (3656 Ko)

Haut de page

Dernière mise à jour de cette page le 27-02-2009

Service de Police Judiciaire
000195

Copyright © Service Information et Presse Aspects légaux | Contact

ANNEXE 8

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

Annexe 8 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 20 juin 2012 à 08.35 heures

AUDITION

GIORGETTI Marco,
entrepreneur, né le 19.08.1961 à Luxembourg,
demeurant à L-7423 Dondelange, 2, route de Luxembourg,

Entendu, le témoin déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit:

« Vous m'informez que le Procureur d'Etat près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg vous a chargés d'une enquête préliminaire relative à la soi-disant affaire « Wickreng-Léiweng ».

Lors d'une conférence de presse le 7 juin 2012, les députés François BAUSCH et Claude MEISCH ont fait état de faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore corruption dont M. Guy ROLLINGER aurait été la victime.

Question : Depuis quand et de quelle façon êtes-vous concerné par le projet WICKRENG et/ou WICKRENG/LEIWENG?
Réponse : Il y a un an et demi ou deux ans environ que mon associé M. Roland KUHN m'avait parlé de problèmes que le Groupe Guy Rollinger aurait dans le cadre du projet WICKRENG. M. KUHN m'avait proposé d'en parler à Guy ROLLINGER. Je tiens à préciser que je connaissais M. Guy ROLLINGER avant cette entrevue uniquement de vue. Nous n'avions aucune relation professionnelle ensemble.
Cette entrevue a eu lieu dans les bureaux de M. ROLLINGER à Wickrange. A part M. Kuhn, M. Rollinger et moi, M. Nico ROLLINGER y a encore participé.
Depuis le 13 avril 2011 je suis à 50% associé de la société MESSDALL WICKRANGE S.A. anciennement WICKRANGE SHOPPING CENTER S.A. pour la réalisation du projet WICKRENG II. Je suis formel que je ne suis nullement impliqué voir même intéressé par le projet LIVANGE.
Quand je suis devenu associé dans la société le Masterplan, qui a été coordonné par Monsieur Romain DIEDERICH, était déjà finalisé.

Question : Est-ce que Messieurs ROLLINGER et/ou WEYRICH vous ont informé sur la teneur des entrevues/réunions avec des membres du gouvernement et plus précisément les Ministres HALSDORF et KRECKÉ?
Réponse : Oui, M. Guy ROLLINGER m'avait rapporté la façon dont il a été menacé par ces Ministres afin de renoncer au projet Wickreng I. Selon M. ROLLINGER le Ministre aurait exercé une énorme pression sur lui et même dit :

... mir machen iech Konten zou ... mir hun elo Banken opkaaf an hun elo Influence op déi ...
... mir kennen iech Geneck briechen ...

Aujourd'hui je ne me rappelle plus la teneur exacte de ces menaces, mais en tout cas ça ressemblait à ce que je viens de vous dire.

M. WEYRICH m'avait confirmé voire répété les dires de M. ROLLINGER.

Question : Est-ce que vous avez arrangé un rendez-vous entre Messieurs ROLLINGER et WEYRICH et l'ancien bourgmestre de la ville de Luxembourg, M. Paul HELMINGER?
Réponse : Lors d'une entrevue le 27 mai 2010 à 11.00 hrs, que j'avais eu avec M. HELMINGER dans le cadre du projet Royal-Hamilius, je lui avais raconté ce que M. ROLLINGER m'avait rapporté sur l'agissement des membres du gouvernement.

M. HELMINGER avait pris connaissance de ce que je lui racontais, sans montrer d'émotions particulières.

Sur question : Je suis formel que je n'ai pas arrangé une entrevue entre Messieurs HELMINGER,

ROLLINGER et WEYRICH. Je ne peux pas vous dire comment et dans quelle circonstance cette réunion a été arrangée.
Je n'ai aucune connaissance quant au contenu de cette entrevue.

Dans ce contexte je tiens à préciser que je suis uniquement un témoin « selon les dires » dans cette affaire. M. ROLLINGER a raconté son histoire à de nombreuses personnes.

Question : M. MEISCH nous a informés que vous l'auriez rencontré le 6 juin 2012 et que vous lui auriez fait part des pressions dont M. ROLLINGER était victime. Dans ce contexte vous auriez entre autre utilisé la formulation : *... mir/ech briëchen der d'Genèk ...* . Qu'en est-il ?
Réponse : Le rendez-vous avec M. MEISCH a été arrangé par l'intermédiaire de M. Nobert BECKER, président de la Compagnie de Banque Privée. A la demande de M. BECKER, qui m'avait transmis le numéro de téléphone de M. MEISCH par courriel, j'avais contacté M. MEISCH. L'entrevue a effectivement eu lieu à la date susmentionnée dans le bureau de M. MEISCH au Plateau du St. Esprit.
J'ai rapporté à M. MEISCH ce que M. ROLLINGER m'avait raconté, éléments que M. MEISCH connaissait déjà.

Question : Avez-vous remis des documents quelconques à M. MEISCH ?
Réponse : Non.

Question : Êtes-vous en mesure de fournir de quelconques informations relatives à l'enregistrement audio de M. ROLLINGER, diffusé sur l'antenne d'RTL?
Réponse : Non.

Fin de l'audition : 10.00 heures

L. A. S.

- GIORGETTI Marc -

- WEIS Marc -
commissaire en chef

- HANSEN Daniel -
commissaire en chef

ANNEXE 9

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

Annexe 9 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 25 juin 2012 à 08.20 heures

AUDITION

KRECKÉ Jeannot,
consultant indépendant, né le 26 avril 1950 à Luxembourg,
demeurant à L-2320 Luxembourg, 92, boulevard de la Pétrusse

Entendu, M. KRECKÉ déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit: - **en présence de Me Pol URBANY** -

« Vous m'informez que le Procureur d'État près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg vous a chargés d'une enquête préliminaire relative à la soi-disant affaire « Wickreng-Léiweng ».

Lors d'une conférence de presse le 7 juin 2012, les députés François BAUSCH et Claude MEISCH ont fait état de faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore corruption dont M. Guy ROLLINGER aurait été la victime.

Question : Selon nos informations, le Gouvernement était opposé à la réalisation du projet WICKRENG I. Quel était le motif de cette opposition ?
Réponse : M. HALSDORF, Ministre de la l'Aménagement du Territoire, et M. LUX, Ministre de l'Environnement à l'époque étaient opposés à la réalisation du projet WICKRANGE I.

Je tiens à préciser que M. BODEN, Ministre des Classes Moyennes et moi-même par contre étions au début favorables à la réalisation de ce projet. Je n'ai jamais délivré quelconque autorisation pour les projets concernés, ni pour WICKRANGE, ni pour LIVANGE. D'ailleurs, je n'étais pas habilité à délivrer des autorisations.

L'opposition a été motivée pour des problèmes en relation avec l'aménagement du territoire.

Le 17.12.2008, le recours contre l'autorisation de bâtisse du bourgmestre de la commune de Reckange-sur-Mess a été rejeté par le Tribunal Administratif.

Au sein du Gouvernement, les discussions autour du projet WICKRANGE ont déjà débuté 18 octobre 2007.
Une majorité du Gouvernement a en février 2009 finalement décidé de s'opposer à la réalisation dudit projet.
Le Premier Ministre m'a à cette époque avisé de me mettre en rapport avec les promoteurs BECCA et ROLLINGER. Le but de cette prise de contact était de trouver une solution quant au transfert d'une partie de la surface commerciale de WICKRANGE à LIVANGE. Il s'agissait en fait de 11.000m^2. J'étais donc intermédiaire entre le Gouvernement et les promoteurs.

Le projet du nouveau stade de football a pris ses débuts le 8 novembre 2007, date à laquelle j'ai, en ma qualité de Ministre des Sports, eu le premier entretien avec M. LAARHOVEN de Multiplan. Une première visite d'un stade similaire a eu lieu le 10 février 2008 à KERKRADE aux Pays-Bas où M. FRIEDEN, Ministre des Finances m'a accompagné.

La première prise de contact avec M. BECCA en vue de l'acquisition de son terrain à LIVANGE a eu lieu le 15 juillet 2008.

Je vous remets une copie d'un tableau d'évaluation (état début 2009) des sites prospectés pour l'implantation d'un nouveau stade national de football. Vous constaterez que LIVANGE a été le premier choix possible.

La décision pour LIVANGE est tombée après mon entrevue du 17 novembre 2008 avec M. LAARHOVEN. Puisqu'il ne disposait d'aucun terrain, le choix est tombé sur LIVANGE.

Le choix de LIVANGE n'avait rien à voir avec l'opposition du Gouvernement vis-à-vis du projet WICKRANGE.

Question : Est-ce que vous vous souvenez de la première prise de contact avec M. Guy ROLLINGER dans le cadre de son projet WICKRENG I. Quand a-t-elle eu lieu et sur l'initiative de qui ?
Réponse : La première prise de contact a eu lieu le 13 février 2009 dans mon bureau au Ministère de l'Économie. Comme je l'ai déjà indiqué, je devais négocier avec les promoteurs BECCA et ROLLINGER afin de trouver une solution pour le transfert d'une partie de la surface commerciale. Je ne suis pas sûr si M. BECCA assistait à la réunion du 13 février 2009.
Si mes souvenirs sont bons, M. ROLLINGER était toujours accompagné de son associé WEYRICH.

Question : Selon nos informations les négociations entre votre Ministère à l'époque et le GROUPE GUY ROLLINGER auraient débuté en février 2009. Est-ce que vous êtes en mesure de vous rappeler le nombre de ces réunions/entrevues ? Quelle en était la teneur et qui a participé à ces réunions ?
Réponse : Je renvoie à la question précédente. Au vu des pièces dont je dispose, je peux me rappeler d'autres réunions qui ont eu lieu aux dates suivantes :

- 27 février 2009 avec les Sieurs ROLLINGER et WEYRICH ;
- 6 mars 2009 avec les Sieurs ROLLINGER et WEYRICH ;
- 12 mars 2009 avec le Ministre HALSDORF et les Sieurs ROLLINGER et WEYRICH, et éventuellement M. DIEDERICH ;
- 30 mars 2009 avec le Premier Ministre JUNCKER, le Ministre HALSDORF, M. DIEDERICH et les Sieurs ROLLINGER et WEYRICH ;

et diverses autres réunions qui se tenaient de janvier à juin 2009 en relation avec le projet LIVANGE hors présence de Guy ROLLINGER.

Je n'ai pas connaissance d'une réunion avec M. ROLLINGER à partir du 30 mars 2009 jusqu'au 27 janvier 2010. Je vous remets un mail de M. ROLLINGER du 8 février 2010 qui reprend la teneur de cette dernière réunion.

J'ai encore eu trois réunions le 09.11.2010 avec les Sieurs HALSDORF, BECCA, ROLLINGER et DIEDERICH, le 10.10.2011 avec M. ROLLINGER et Madame Judith MEYER du Ministère de d'Économie et celle du 12.10.2011 avec Messieurs JUNCKER, éventuellement M. DIEDERICH et M. ROLLINGER.

Si mes souvenirs sont bons, M. WEYRICH a assisté à la plupart de ces réunions.

J'ajoute aussi qu'en date du 04.01.2012, M. ROLLINGER a demandé à me voir en présence de M. Etienne SCHNEIDER. Cette entrevue n'a jamais eu lieu, mais il y est fait référence à notre dernière « agréable » entrevue du 12.10.2011 avec M. JUNCKER.

Je voudrais signaler qu'à aucune de ces réunions des années 2010 et 2011, M. ROLLINGER n'a jamais fait mention avoir été menacé ou mis sous pression par moi lors de nos réunions qui ont eu lieu en 2009.

Les réunions ont eu lieu au Ministère de l'Économie à part celle du 30 mars 2009 qui a eu lieu au Ministère d'État.
Il se peut que M. DIEDERICH du Ministère de l'Aménagement du Territoire ait participé à l'une ou l'autre réunion.
Teneur de ces réunions étaient les projets « WICKRANGE-LIVANGE » et le transfert d'une partie de la surface commerciale de WICKRANGE vers LIVANGE. Dans ce contexte je me réfère à l'accord du 2 avril 2009 entre le Gouvernement et les promoteurs BECCA et ROLLINGER.

Question : Est-ce que les minutes de ces réunions ont été actées ?
Réponse : Non, ce n'est pas le cas. Par contre, je dispose de procès-verbaux de divers conseils de Gouvernement en la matière.

Question : M. ROLLINGER nous a fait part qu'après la troisième réunion avec vous, le ton serait monté et les premières menaces ou pressions auraient été exprimées à son encontre et à l'encontre de son associé M. WEYRICH. Qu'en est-il de ces accusations ?
Réponse : Je n'ai jamais, dans aucune des réunions, exprimé de quelconques menaces ou pressions à l'encontre des Sieurs ROLLINGER et WEYRICH.
M. ROLLINGER vous a fait part que le ton ne serait monté qu'après la troisième réunion. Cela s'explique peut-être par le fait que j'ai montré la lettre du 23 février 2009 lors d'une interview près d'RTL. Il s'agit d'une lettre que M. ROLLINGER avait adressée au Ministre DI BARTOLOMEO et moi- même. Le contenu de cette lettre ne fait état d'aucune menace ou pression de ma part.

Question : M. ROLLINGER nous a reproduit des extraits de vos déclarations qui auraient eu la teneur suivante :
- *... dir wësst, mir können iech d'Genèk briechen ...*
- *... dir wësst, dir braucht d'Banken nach ...*
- *... dir wësst, dass eise Premier och dem Premier an Holland uruffe kann wann d'ING net alenke wöll ...*
- *... dir hut jo och Handwiërksleit, dir wësst, dass der Arbecht fir dës braucht ...*

Est-ce vous avez adressé de tels propos aux Sieurs ROLLINGER et/ou WEYRICH ?
Réponse : Ces déclarations de M. ROLLINGER sont des mensonges. Elles ne reflètent en aucune manière le contenu des entrevues que j'ai eues avec ce dernier. Je n'ai à aucun moment menacé les Sieurs ROLLINGER et WEYRICH.

Question : Lors d'une entrevue avec M. ROLLINGER peu avant la réunion du 30 mars 2009 au Ministère d'État, ce dernier vous aurait reproché de faire du chantage. Vous lui auriez répondu : *« Jo, ech weess »*. Qu'en est-il ?
Réponse : C'est ridicule. M. ROLLINGER ment.

Question : M. WEYRICH prétend que lors d'une réunion le 6 mars 2009 à 07.00 heures du matin au Ministère de l'Économie, vous auriez exercé de la pression sur lui et M. ROLLINGER en insistant à ce que le GROUPE GUY ROLLINGER retire son projet WICKRENG I. M. WEYRICH a su se rappeler vos paroles qui auraient eu la teneur suivante :
- *... mir können iech d'Genèk briechen ... e Coup Telefon un d'Banken géing duer ...*
- *... dir wösst jo, dass der awer nach Genehmegunge braucht, och wann et nömmen e klenge Commodo-Incommodo ass, oder soss eng kleng Genehmegung ...*
- *... wann de Staat e schlechte Wölle géing weisen, kéint et ënner Emstänn nach 10 Joer daueren bis der kéint ufänken mat bauen ...*

Qu'est-ce que vous avez à dire à ce sujet ?
Réponse : Lors des entretiens avec les Sieurs ROLLINGER et WEYRICH, je n'ai fait usage que des arguments dont on disposait afin qu'ils se rallient au projet LIVANGE. Je leur ai évidemment fait savoir qu'ils auraient encore besoin de l'une ou l'autre autorisation sans pour autant les menacer.

Question : M. ROLLINGER fait allusion à des faits qui remontent à début 2009. Ne s'est-il, à cette époque-là, jamais exprimé vis-à-vis de vous, qu'il souhaitait porter plainte contre votre personne ou d'autres membres du Gouvernement ?
Réponse : Non, ceci n'a jamais été le cas.
Aucun membre du Gouvernement, ni autrui ne m'a jamais approché de sorte que j'aurais exercé une quelconque pression illégale à l'encontre du Groupe Guy Rollinger.

Question : Pouvez-vous nous faire un bref résumé relatif à votre collaboration avec les Sieurs ROLLINGER et/ou WEYRICH ?
Réponse : La collaboration entre moi et les Sieurs ROLLINGER et WEYRICH s'est toujours déroulée en bonne et due forme. A ce sujet, je vous remets divers courriers du Groupe Guy Rollinger qui font état d'une bonne collaboration.

Finalement, je tiens encore à ajouter quelques remarques. Ces diffamations m'ont particulièrement touché et porté atteinte à mon intégrité.

Puisque je n'ai plus aucune activité politique, je n'ai pas eu l'occasion de me défendre comme par exemple lors du débat à la Chambre des Députés le 13 juin 2012.

Je me suis quand même défendu sur la chaîne de RTL le 8 juin 2012. J'en ai informé le Premier Ministre au préalable, c'est-à-dire le matin même du 8 juin. M. JUNKER m'a informé qu'il aurait rencontré M. ROLLINGER quelques jours auparavant. A ma demande si ROLLINGER l'avait informé que je l'aurais extorqué, M. JUNCKER m'a répondu que tel n'aurait pas été le cas. M. ROLLINGER se serait exprimé que l'entretien aurait été comme un entretien normal entre commerçants.

Quand j'ai entendu l'enregistrement audio de M. ROLLINGER diffusé sur RTL, j'ai directement essayé de le contacter par téléphone. En vain. J'ai même laissé un message sur sa boîte vocale. Il n'a pas réagi jusqu'à présent.

Je vous fournirai encore quelques pièces et documents susceptibles d'être utiles à votre enquête.

Fin de l'audition : 11.20 heures

L. A. S.

- KRECKÉ Jeannot -

- WEIS Marc -
commissaire en chef

- HANSEN Daniel -
commissaire en chef

13 Merl
14 Roodt
15 Aéroport
16 Kockelscheuer
17 Leudelange
18 Bettembourg

17

000196

Tableau d'évaluation des sites prospectés pour l'implantation d'un nouveau stade national de football selon formule PPP associant d'importantes surfaces commerciales (état début 2009)

	Site	Superficie des terrains	Disponibilité dans les 3 ans	Reclassement nécessaire par rapport à zone verte[2]	Valeur / Coût des terrains	Centralité	Accès routier	Desserte transports en commun	Compatibilité avant-projets de PS primaires	Potentiel commercial du site	Autres remarques	Conclusion
3	Stade Josy Barthel	A peine suffisante pour de plus amples surfaces commerciales	Oui	Non	Très cher	élevée	moyen	bon en bus	oui	Fort, mais en concurrence directe avec Place de l'Etoile	Pas de volonté politique de la VdL	Site à écarter
5	Midfield	Suffisante certes, mais découpée par routes ; effet barrière	Non	Oui	Très cher	élevée	bon	Bon en bus Train et ou tram prévu à proximité	oui	Fort	Timing des développements prévus pas clair	Site à écarter
2	Porte de Hollerich	Suffisante	Non	Oui	Très cher	moyenne	bon	Près d'une gare périphérique prévue	oui	Fort	Timing des développements prévus pas clair	Site à écarter
10	Hamm	Suffisante	Oui	Non (différé)	Cher	moyenne	difficile	Moyen en bus Arrêt train à proximité	oui	Moyen	Encloisonné	2e choix possible
11	Kirchberg	Suffisante	Oui	Non (différé)	Très cher	élevée	moyen	Bon en bus Train et ou tram prévu à proximité	oui	Moyen, car Auchan à proximité	Fond du Kirchberg défavorable	Site à écarter
12	Dommeldange	Suffisante, si tout est utilisé	Très difficile	Non	Cher	moyenne	difficile	Bon en train et bus	oui	Moyen	Friche industrielle encore partiellement occupée et très polluée	Site à écarter
1	Schuttrange-Niederanven	Insuffisante	Difficile	Oui	Cher	faible	bon	Moyen en bus Possibilité d'arrêt train à aménager	oui	Moyen	/	Site à écarter
8	Haebicht	Suffisante	Oui	Oui	Bon marché	faible	bon	Moyen en bus Possibilité d'arrêt train à aménager	non	Faible	Site problématique en raison de son historique	Site à écarter
7	Mondercange	Suffisante	Oui	Oui	Bon marché	faible	moyen	faible	non	Faible	/	Site à écarter
6	Obercorn	Trop petit	Oui	Non	Cher	moyenne	difficile	Bon en train et bus	oui	Faible	/	Site à écarter
5	Lentille Terres-Rouges	Limite	Difficile	Non	Cher	élevée	difficile	Bon en train et bus	oui	Moyen	Friche industrielle partiellement très polluée	Site à écarter
4	Livange	Suffisante	Oui	Oui	Appartiennent en majeure partie au promoteur potentiel	faible	bon	Moyen en bus Possibilité d'arrêt train à aménager	oui	Fort	/	1er choix possible

[2] Ce critère pèse uniquement s'il existe une nécessité de reclassement qui soit en conflit avec d'autres dispositions règlementaires ou légales existantes. Dans le cas contraire, une nécessité de reclassement indique uniquement une éventuelle lourdeur procédurale supplémentaire.

Service de Police Judiciaire

000197

Séance du Conseil de Gouvernement du 18 octobre 2007

Extrait du procès-verbal No 33/07

à usage administratif interne

7. Installation d'un centre commercial à Wickrange.

À l'initiative de Monsieur le Ministre des Transports et de l'Environnement, le Conseil se penche une nouvelle fois sur le dossier de la création d'un centre commercial à Wickrange. Monsieur le Ministre opine que le projet en question lui semble difficilement conciliable avec les principes qui sous-tendent les efforts entrepris par l'aménagement du territoire en vue d'un développement spatial cohérent et notamment avec le concept IVL (Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept). Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement note pour sa part que l'autorisation qu'il a émise dans ce contexte en vue de la création d'un centre commercial à Wickrange l'a été sur la base de critères précis qui figurent dans la législation applicable en l'occurrence et qu'une décision de refus fondée sur les principes juridiquement non contraignants à ce stade de l'IVL aurait été contestée devant les tribunaux et que c'est précisément en raison de la complexité du dossier qu'il en a saisi le Conseil avant de prendre sa décision.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire intervient à son tour pour donner quelques précisions concernant le dossier dans la perspective de l'aménagement du territoire et de l'aménagement communal. Ainsi, Monsieur le Ministre informe le Conseil qu'il n'a pas été officiellement saisi en ce qui concerne le projet de Wickrange. Selon une pratique bien établie, la commission d'aménagement a toutefois été saisie pour donner un avis informel sur le projet, avis qui a été transmis à la commune concernée. La question d'une future saisine du ministère reste par ailleurs posée, car depuis les années 90, un zonage avec des prescriptions dimensionnelles à respecter, existe légalement dans le plan d'aménagement général (PAG) de la commune concernée qui est celle de Reckange. Monsieur le Ministre note que, même si le concept initial de cette zone comportait l'extension d'une entreprise d'artisanat, la définition de la zone en question permet également la localisation d'activités de commerce. Il convient ensuite de se rendre à l'évidence que tout projet élaboré par une commune, des investisseurs et des promoteurs, qui est conforme à un PAG ne peut être légalement contesté. Il suffit dans ce contexte que la commune concernée émette une autorisation de bâtir. A contrario, tout projet dépassant le cadre fixé par le PAG (p.ex. densité,....) rend d'abord nécessaire une modification du PAG avant de pouvoir être réalisé. Si dès lors le projet prévu à Wickrange dépasse le cadre fixé par le PAG, une modification du PAG s'impose et c'est dans ce contexte que les critères d'aménagement du territoire définis par le Programme directeur pour l'aménagement du territoire de 2003 doivent être pris en considération, aussi bien dans l'avis de la commission d'aménagement que dans l'approbation ministérielle qui vient en phase finale de la procédure prévue par la loi de 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Monsieur le Ministre note encore qu'en l'occurrence un plan d'aménagement particulier (PAP) a bien été établi mais que le statut juridique de ce document demeure incertain.

Service de Police Judiciaire
000198

Selon Monsieur le Ministre, le projet de Wickrange démontre qu'il est impératif de disposer enfin de plans sectoriels contraignants afin de garantir un développement spatial cohérent et durable. Aussi bien le Programme directeur de l'aménagement du territoire que le concept IVL préconisent une organisation spatiale qui se base sur une localisation de projets de développement d'une certaine envergure dans des zones disposant du potentiel pour y assurer un développement urbain multifonctionnel tout en garantissant dès le départ des connexions efficaces au réseau du transport public. D'après Monsieur le Ministre, le site de Wickrange ne remplit pas ces critères. La localité se trouve dans une zone-tampon à caractère rural entre de grandes agglomérations et ne constitue pas, selon le Programme directeur, un centre d'attraction à promouvoir, mais un espace pour lequel l'aménagement du territoire envisage un développement modéré. D'un point de vue aménagement du territoire, le projet en discussion à Wickrange pourrait donc s'intégrer dans un espace urbain dans le cadre d'un projet de développement urbain intégré.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire informe enfin le Conseil qu'il exposera ces considérations lors d'une conférence de presse qu'il donnera au cours de l'après-midi du jeudi 18 octobre 2007.

Service de Police Judiciaire

000199

Séance du Conseil de Gouvernement du 30 janvier 2009

Extrait du procès-verbal No 04/09

à usage administratif interne

22. Note du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire concernant l'installation d'un centre commercial à Wickrange.
(INT. 4/2009)

Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire rappelle que des considérations tirées de l'aménagement du territoire s'opposent à l'implantation d'un centre commercial à Wickrange.

Après avoir été débouté devant le Tribunal administratif dans son recours contre la décision du bourgmestre de Reckange-sur-Mess autorisant la construction d'un Shopping Center à Wickrange pour absence d'intérêt pour agir, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire propose maintenant d'invoquer l'article 103 alinéa 1er de la loi communale aux termes duquel «le Grand-Duc peut annuler les actes collectifs et individuels des autorités communales qui sont contraires à la loi ou à l'intérêt général».

Monsieur le Ministre propose de ne pas s'appuyer dans cette démarche sur la première possibilité prévue par l'article 103 précité, à savoir l'illégalité de l'autorisation de construire. Il craint en effet qu'une telle démarche risque de générer une avalanche de demandes en annulation similaires.

Monsieur le Ministre estime par contre que l'autorisation de construire pourrait être déclarée contraire à l'intérêt général, intérêt général qui est évaluée dans le contexte de l'aménagement du territoire et des instruments, entre autres législatifs, mis en place dans ce domaine. Le projet de construction est notamment contraire au concept de la déconcentration concentrée retenu par le programme directeur de l'aménagement du territoire. Monsieur le Ministre tient toutefois à souligner le caractère extraordinaire de cette démarche, étant donné que le Grand-Duc n'a encore jamais annulé une autorisation de construire. L'affaire souligne également, de l'avis de Monsieur le Ministre, que le département de l'aménagement du territoire ne dispose pas des moyens nécessaires pour assurer un développement harmonieux du pays.

Plusieurs membres du Gouvernement donnent à considérer à leur tour que le projet permet de créer un nombre non négligeable de nouveaux emplois, ce qui est particulièrement important dans le contexte de la crise actuelle. Ils notent par ailleurs que le site se trouve à proximité de l'autoroute.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur signale dans ce contexte que le site permet effectivement d'accueillir une zone artisanale. Les infrastructures en place ne présentent toutefois pas les capacités nécessaires pour maîtriser le trafic qui sera généré par un projet de cette envergure. Monsieur le Ministre des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement rappelle une décision de juillet 2007 dans laquelle le Gouvernement ne s'est pas opposé expressément contre la réalisation du projet, tout en estimant utile de ramener la surface commerciale en dessous d'un certain seuil.

Service de Police Judiciaire

000200

Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi note que le recours à l'article 103 de la loi communale risque d'être annulé par les juridictions, cela non seulement sur base de l'article 2 de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, mais également en raison du délai qui s'est écoulé depuis la délivrance de l'autorisation de construire. Quant au fond du dossier, il estime qu'il serait éventuellement possible d'invoquer l'argument de l'illégalité de l'autorisation de construire. Cet aspect devrait toutefois faire l'objet d'un examen approfondi.

Suite à un bref échange de vues, le Conseil charge Monsieur le Ministre de la Justice de faire une analyse des moyens juridiques pouvant être invoqués pour refuser l'implantation d'un centre commercial sur le site en question.

Service de Police Judiciaire

000201

Séance du Conseil de Gouvernement du 6 février 2009

Extrait du procès-verbal No 05/09

à usage administratif interne

30. Création d'un centre commercial à Wickrange.

Monsieur le Ministre de l'intérieur et de l'Aménagement du Territoire informe le Conseil qu'il lui propose de recourir à l'article 103 de la loi communale pour faire annuler par le Grand-Duc l'autorisation que le bourgmestre de la commune de Reckange-sur-Mess a accordée à la société Wickrange Shopping Center S.A. en vue de la construction d'un centre commercial sur un terrain inscrit au cadastre de la commune. Monsieur le Ministre rappelle qu'au terme de la disposition qu'il propose d'invoquer «le Grand-Duc peut annuler les actes collectifs et individuels des autorités communales qui sont contraires à la loi ou à l'intérêt général». Monsieur le Ministre suggère de mettre en avant à titre principal l'atteinte en l'occurrence à l'intérêt général et à titre subsidiaire la violation de la loi. Monsieur le Ministre précise que le projet contrevient à un certain nombre de dispositions du règlement sur les bâtisses et du plan d'aménagement général de la commune. Il y aurait ainsi dépassement du nombre de niveaux admissibles, dépassement de la hauteur admissible, non-respect du recul de 6 m, dépassement du coefficient maximum d'utilisation du sol, etc. Monsieur le Ministre note encore qu'il faudra veiller à respecter en l'occurrence les dispositions du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes, et notamment son article 9 qui prévoit une procédure contradictoire destinée à sauvegarder les droits de la défense de l'administré lorsque que l'autorité se propose de révoquer pour l'avenir une décision ayant créé des droits dans le chef d'une partie.

Monsieur le Premier Ministre intervient pour attirer l'attention des membres du Gouvernement sur les conclusions de la note du Ministère de la Justice du 4 février 2009 concernant l'implantation d'un centre commercial à Wickrange et sur les risques de voir naître un nouveau contentieux dans le sillage d'un arrêté grand-ducal d'annulation de l'autorisation de construire avec éventuellement, à la clé, la possibilité de voir les promoteurs du projet attaquer l'État en dommages-intérêts. Monsieur le Premier Ministre note qu'il y a par ailleurs un certain doute sur la portée de la disposition de l'article 103 de la loi communale alors qu'il n'est pas évident que la notion d'«actes collectifs et individuels des autorités communales qui sont contraires à la loi» englobe également les actes qui seraient contraires à la réglementation communale.

Monsieur le Ministre de l'Environnement note qu'un des arguments avancés en faveur du projet, à savoir la création d'un nombre important d'emplois, n'est que partiellement pertinent alors que ce même projet risque de détruire des emplois dans les environs de Wickrange. Il estime que le Gouvernement en tant que représentant de l'État serait bien conseillé d'assumer en l'occurrence son rôle qui est de défendre l'intérêt général face aux intérêts particuliers et aux intérêts locaux. D'après Monsieur le Ministre, la législation sur l'aménagement du territoire, le programme directeur d'aménagement du territoire et les autres instruments créés dans ce contexte constituent un soubassement suffisamment solide pour plaider en l'occurrence l'atteinte à l'intérêt général, alors qu'il y va de la crédibilité d'une politique essentielle pour l'avenir du pays en ce qu'elle vise son organisation selon des critères cohérents.

Service de Police Judiciaire

000202

Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi opine pour sa part que le principe de la légitime confiance devrait, en l'occurrence, interdire à l'État de poursuivre l'annulation de l'autorisation de construire. Les acteurs économiques doivent en effet pouvoir agir et prendre des décisions sur la base des règles de droit en vigueur au moment de la prise de décision sans devoir craindre que les droits acquis dans ce contexte ne soient remis en cause par l'administration après un délai déraisonnablement long. Monsieur le Ministre attire également l'attention sur le risque de voir la démarche proposée déboucher sur une situation où l'État, s'il persiste dans son intention de faire annuler l'autorisation de construire, se verrait exposé à une action en dommages-intérêts, quelle que soit par ailleurs l'issue du litige. Cette hypothèse pourrait en effet se combiner au cas de figure où l'État échouerait dans sa démarche visant à empêcher la construction du centre commercial sur le site de Wickrange ou à un autre cas de figure, plus défavorable encore pour le Gouvernement, où le promoteur délocaliserait son projet vers l'étranger.

Monsieur le Ministre conclut qu'il ne saurait dès lors, pour des raisons juridiques, suivre Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire dans ses propositions. Il conviendrait par voie de conséquence de renoncer à la démarche proposée et de veiller à conférer rapidement un caractère juridiquement contraignant aux instruments de l'aménagement du territoire et de l'IVL.

Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement rejoint Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi dans son argumentation en rappelant plus particulièrement que, dans le sillage des discussions du Conseil de Gouvernement du 27 juillet 2007, il a donné suite à la demande d'autorisation introduite par les promoteurs du projet en vue de la réalisation d'un centre commercial à Wickrange avec toutefois une réduction substantielle de la surface de vente demandée.

Revenant ensuite à ses discussions du 27 juillet 2007 où la réalisation du projet à un autre endroit du pays avait été envisagée, le Conseil explore différentes alternatives au projet tel qu'il se présente à l'heure actuelle.

En conclusion aux discussions du Conseil, Monsieur le Premier Ministre propose, qu'avant tout progrès en cause, et en amont d'un éventuel lancement d'une procédure sur la base de l'article 103 de la loi communale, il recevra les promoteurs du projet pour leur exposer les vues du Gouvernement et pour essayer de dégager une solution tenant compte, dans la mesure du possible, des différents intérêts en présence. Le Conseil fait sienne cette proposition.

Service de Police Judiciaire

000203

Séance du Conseil de Gouvernement du 13 février 2009

Extrait du procès-verbal No 06/09

à usage administratif interne

11. Aménagement d'un centre commercial à Wickrange.

Se référant aux discussions que le Conseil a eues au cours de la semaine dernière au sujet de l'aménagement d'un centre commercial à Wickrange, Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce Extérieur informe les membres du Gouvernement qu'il a eu des entrevues avec les promoteurs du projet afin de leur exposer les vues du Gouvernement et de leur soumettre une proposition alternative tenant compte des différents intérêts en présence. De l'avis de Monsieur le Ministre, les différents acteurs ont émis un préjugé favorable par rapport à la solution alternative. Monsieur le Ministre présentera le nouveau concept maintenant à Monsieur le Ministre des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement.

Service de Police Judiciaire

000204

Séance du Conseil de Gouvernement du 28 mai 2010

Extrait du procès-verbal No 20/10

à usage administratif interne

13. Situation économique et sociale.

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures signale que le projet de construction d'un stade de football avec une surface commerciale attenante à Livange figurait à l'ordre du jour d'une réunion conjointe de la commission des classes moyennes, de la commission des sports et de la commission du développement durable de la Chambre des Députés. Il indique que les députés de la majorité ont adopté, au cours des discussions, une attitude assez critique par rapport au projet émargé. Il en déduit la nécessité d'en discuter dans les meilleurs délais au sein des groupes parlementaires, cela notamment pour exposer les arguments qui plaident en faveur du projet. Monsieur le Ministre de l'Économie insiste sur la nécessité d'encourager des investisseurs privés qui sont prêts à investir au Luxembourg, cela d'autant plus que l'État ne pourra pas procéder à la construction d'un nouveau stade de football. Il donne en outre à considérer que le Gouvernement a pris des engagements en contrepartie de l'abandon du projet initial de développement d'une zone commerciale à Wickrange.

A la demande de Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures indique que le coût des infrastructures routières nécessaires en vue de la valorisation du site est évalué à 50 millions d'euros, chiffre qui est à comparer aux 30 millions d'euros qui sont nécessaires pour la construction du stade de football. Monsieur le Ministre de l'Économie donne à considérer à son tour que le projet ne vise pas prioritairement la construction d'un stade de football mais consiste à développer une nouvelle surface de commerce. Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme signale pour sa part que l'implantation de magasins d'usine à Livange ne pose guère de problèmes. Ce type de magasins présenterait une bonne complémentarité par rapport à l'offre actuelle, ce qui n'est toutefois pas le cas pour les nouvelles surfaces de vente « ordinaires ». A l'heure actuelle, 950.000 m² de surface de vente existent au Grand-Duché. De l'avis des experts, cette surface pourrait être portée à 1,1 millions m² sans porter atteinte aux commerces existants. Ce contingent sera atteint au cours des années à venir sur base des projets planifiés en dehors de la surface de vente projetée à Livange. Monsieur le Ministre de l'Économie estime qu'une telle attitude incite les groupes à investir dans les régions frontalières. Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région intervient pour signaler qu'aucun élément nouveau, abstraction faite de la crise économique, est venu s'ajouter au dossier par rapport au moment où le Gouvernement a pris la décision de soutenir le développement d'une zone commerciale à Livange. Il propose d'attendre la publication des études y relatives qui sont en voie de finalisation et de rediscuter le dossier ensuite.

Suite à cet échange de vues, le Conseil convient d'attendre les conclusions des études en cours de réalisation et d'intervenir dans ce sens auprès des groupes parlementaires.

Service de Police Judiciaire
000205

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

à usage administratif interne

CONSEIL DE GOUVERNEMENT du 23 juillet 2010

Extrait du procès-verbal N°28/10 approuvé dans la séance du 30 juillet 2010

27. « Masterplans » de Livange et de Wickrange.
(DÉV.DUR. 68/2010)

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures soumet au Conseil de Gouvernement les masterplans de Livange et de Wickrange.

Il s'agit en l'occurrence de plans d'urbanisme intégrés qui illustrent et expliquent tous les aspects importants liés aux projets d'urbanisation des sites en question. Ces plans constituent des documents de planification qui n'ont pas de valeur juridique, mais qui fournissent un cadre pour les étapes qui suivront et pour les procédures qui seront lancées dans ce contexte jusqu'à la réalisation des projets envisagés sur les deux sites.

Les deux plans ont été élaborés sous la coordination du Ministère du Développement durable et des Infrastructures dans le respect des accords conclus avec les promoteurs qui interviendront sur les deux sites et qui ont d'ailleurs financé l'élaboration des masterplans. Les autorités des communes concernées ont été étroitement associées à l'élaboration des plans.

Le masterplan de Wickrange répond à l'objectif primordial défini dans l'accord trouvé entre le Gouvernement et le promoteur, à savoir la réalisation d'un nouveau projet mixte, en remplacement du projet « Wickrange Shopping Center », avec des activités artisanales, du logement ainsi que des activités commerciales et surfaces de bureau de moindre envergure. Au total, la surface de vente brute, englobant les terrains « Steinhäuser » et « Asport », est passée de 44.250 m² à 22.590 m². Monsieur le Ministre signale encore que l'évolution du trafic, qui ne manquera d'augmenter, a été étudiée, cela à la lumière du nouvel échangeur qu'il est prévu d'y aménager.

En ce qui concerne le développement du site à Wickrange, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région explique que le projet initial à vocation commerciale reposait sur l'hypothèse d'un million de clients par an. La nouvelle orientation du projet devrait permettre une meilleure gestion des aspects liés à la mobilité. Il repose

4, rue de la Congrégation
L-2910 Luxembourg
tél.: (+352) 247-82478
Fax: (+352) 46 17 20
e-mail: ministere.etat@me.etat.lu
www.etat.lu

Service de Police Judiciaire

000206

par ailleurs sur une bonne mixité avec des surfaces commerciales, de bureaux et d'habitation. Le nouveau projet est bien intégré dans le tissu urbain existant.

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures continue à exposer que le masterplan de Livange est également conforme à l'accord trouvé entre le Gouvernement et le promoteur, à savoir une planification intégrée en vue de la réalisation d'un projet d'ensemble sur le site en question autour d'un nouveau stade national de football avec les infrastructures commerciales nécessaires à la viabilité financière du projet de stade, comprenant, entre autres, un «outlet mall» d'importance nationale et à rayonnement international, des moyennes surfaces ainsi que le gros de l'offre commerciale et des surfaces de vente accordées par le ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions dans le cadre du projet du « Wickrange Shopping Center ».

A la demande de plusieurs membres du Gouvernement, Monsieur le Ministre du Développement durable explique que la surface commerciale cumulée nette des deux projets est de l'ordre de 6.000 m² plus élevée que la surface commerciale du projet initialement prévu à Wickrange. Il estime par ailleurs que le site retenu est compatible avec les orientations de l'IVL. Il s'agit pratiquement du seul site qui permet de répondre à toutes les exigences en vue de l'implantation de « l'outlet mall » projeté. Monsieur le Ministre explique encore que le plan fournit une réponse à la problématique de l'eau, problématique qui a été principalement créée par des aménagements antérieurs.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région tient à préciser que le site ne fait pas partie des zones inondables, tel que ces zones sont définies par la réglementation communautaire. Les problèmes liés à l'évacuation de l'eau sont notamment le résultat de la construction de l'autoroute. Il donne à considérer en outre que les services étatiques ont déjà étudié, à l'époque de la construction de l'infrastructure hôtelière qui y est implantée, la possibilité d'aménager le site en question.

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures indique ensuite qu'il appartiendra maintenant aux promoteurs respectifs d'introduire les plans dans la procédure et de requérir les autorisations définitives auprès des instances compétentes. A la demande de Monsieur le Ministre de l'Économie, Monsieur le Ministre du Développement durable indique qu'il ne compte pas suivre le projet dans le cadre d'un groupe interministériel, étant donné que la suite du dossier relève de la seule responsabilité des promoteurs privés. Madame la Ministre des Classes Moyennes et du Tourisme signale qu'elle compte subordonner son autorisation à la condition que l' »outlet mall » y projeté soit orienté sur les produits haut de gamme, cela afin d'éviter une reproduction des concepts de Thalange et de Zweibrücken.

Service de Police Judiciaire

000207

Le Conseil, suite à un bref échange de vues au sujet de la gestion du futur stade de football, prend acte des masterplans et en reconnaît la conformité avec les accords qui ont été trouvés en 2009, si bien que les planifications et procédures subséquentes pourront avoir lieu dans le respect du cadre de développement urbanistique ainsi clairement posé pour les deux sites en question.

Pour extrait conforme

Transmis à M. le Ministre du Développement durable
et des Infrastructures
M. le Ministre de l'Économie
et du Commerce extérieur
M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
Mme la Ministre des Classes Moyennes et du Tourisme

Luc Feller
Secrétaire général adjoint du
Conseil de Gouvernement

GROUPE GUY ROLLINGER

Service de Police Judiciaire
000208

MINISTERE DE L'ECONOMIE
CABINET
Entrée 23 FEV. 2009

MADE IN LUXEMBOURG

- CLÉS-MAINS
- TOITURES
- RÉNOVATIONS
- CARRELAGES
- PEINTURES & DÉCORS
- CONSTRUCTIONS
- MENUISERIES
- TOITURES VERTES
- FAÇADES
- IMMOBILIÈRES
- ISOLATIONS
- MATÉRIAUX
- ÉCHAFAUDAGES
- CHAPES ET REVÊTEMENTS
- S.O.S. TECHNIQUE
- FERRONNERIES
- LOCATIONS
- ÖKO-HAUS

S.O.S. TECHNIQUE GSM 691 37 11 11

... à votre service

Monsieur le Ministre Jeannot KRECKE
Ministre de l'Economie et du Commerce Extérieur

L-2914 LUXEMBOURG

Par porteur et par mail

Wickrange, le 23/02/2009

Concerne : le Shopping Center à Wickrange

Monsieur le Ministre,

Par la présente, je me permets de m'excuser formellement et sincèrement pour les désagréments survenus, vendredi le 20 février 2009 suite aux divulgations par les médias.

Ces diffusions par le Letzbuerger Land et RTL m'ont mis dans une situation très délicate vis-à-vis du bourgmestre et des échevins de la commune de Reckange/Mess, vu que je les ai renseignés de suite d'un rendez-vous avec vous et non pas d'une négociation pour l'achat du terrain à Wickrange puisqu'il n'y avait pas de négociation (voir svp lettre envoyée à Monsieur le Ministre Mars Di Bartolomeo en annexe).

La faute de tous ces malentendus est clairement à rechercher auprès de la personne qui a divulgué des informations confidentielles au journal Letzbuerger Land et qui ne reflètent pas les pourparlers.

Pour conclure, je réitère mon profond regret et en vous demandant de continuer ces excuses au Gouvernement

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Guy ROLLINGER

WICKRANGE « Shopping-Center »
S.A. IBLC: LU 20807986 TVA: 2005 2217 645 Capital de 31'000,00 € R.C.S.: B 46292
4-6 rue des Trois Cantons L-3980 Wickrange (352) 37 11 11
euro-artisan@rollinger.lu http://www.rollinger.lu fax : (352) 37 94 54

Service de Police Judiciaire
000209

GROUPE GUY ROLLINGER

MADE IN LUXEMBOURG

- CLÉS-MAINS
- TOITURES
- RÉNOVATIONS
- CARRELAGES
- PEINTURES & DÉCORS
- CONSTRUCTIONS
- MENUISERIES
- TOITURES VERTES
- FAÇADES
- IMMOBILIÈRES
- ISOLATIONS
- MATÉRIAUX
- ÉCHAFAUDAGES
- CHAPES ET REVÊTEMENTS
- S.O.S. TECHNIQUE
- FERRONNERIES
- LOCATIONS
- ÖKO-HAUS

S.O.S. TECHNIQUE GSM 691 37 11 11

... à votre service

COPIE

Monsieur le Ministre Mars DI BARTOLOMEO
Ministre de la Santé
Ministre de la Sécurité Sociale
L-2936 LUXEMBOURG

Par porteur et par mail

Wickrange, le 23/02/2009

Concerne : le Shopping Center à Wickrange

Monsieur le Ministre,

Suite à l'interview que vous avez donné lors de l'émission BACKGROUND sur RTL, samedi le 21 février 2009, il m'a été vivement conseillé, d'exercer mon droit de réponse, vu que vos dires **ont laissé sous entendre** que moi, j'aurais menti ou tout au moins, que je n'aurais pas dit la vérité.

J'ai quand même décidé de ne pas polémiquer davantage en m'exprimant publiquement.

Pour revenir à vos propos, « *j'aurais dit que je n'ai pas encore parlé avec une personne du gouvernement* », une telle affirmation, je ne l'ai pas faite car elle serait fausse.
Effectivement, j'ai déjà rencontré les Ministres Boden, Biltgen, et à plusieurs reprises Monsieur le Ministre Wiseler. Ces rendez-vous ont toujours porté sur notre projet Wickrange comme par exemple les autorisations, l'emploi, le rond-point, etc.

Par ailleurs, j'ai eu un rendez-vous, en date du 13 février 2009 à 08.00 heures, avec Monsieur le Ministre Krecké que je respecte sincèrement.
Monsieur a, selon mon opinion, du charisme et je le juge très honnête.

WICKRANGE « Shopping-Center »
S.A. IBLC: LU 20807986 TVA: 2005 2217 645 Capital de 31'000,00 € R.C.S.: B 46292
4-6 rue des Trois Cantons L-3980 Wickrange (352) 37 11 11
euro-artisan@rollinger.lu http://www.rollinger.lu fax : (352) 37 94 54

La discussion avec Monsieur le Ministre Krecké se déroulait dans les principales lignes comme suit :

- La première question, que le Ministre a posée, portait sur ce que je voulais. J'ai répondu que je voulais construire aussi vite que possible mon rêve le Shopping Center à Wickrange.

- Je lui ai présenté des dossiers de notre projet et les plans de situation détaillés. Il m'a précisé qu'il resterait, pour nous, encore plusieurs obstacles à surmonter comme le terrain qui appartient à l'Etat ou le commodo-incommodo.

- A la fin de notre entrevue, j'ai demandé encore une nouvelle fois au Ministre quel est le problème que pose le Wickrange Shopping Center à l'Etat. Il m'a répondu « d'Landesplanung ».

Pour revenir et pour la bonne compréhension, à ce jour, et ceci une semaine après le rendez-vous avec le Ministre Krecké, personne du gouvernement a négocié concrètement avec le Groupe Guy Rollinger :

1) **<u>Ni sur la chose</u>** c.à d. :

   - Si l'Etat veut acheter le terrain à Wickrange
   - Si l'Etat veut acheter tout le terrain ou uniquement le terrain se trouvant au périmètre
   - Si l'Etat veut échanger avec un autre terrain lui appartenant
   - Si l'Etat veut que nous nous retirions du projet Shopping Center en proposant une indemnité et que nous restons propriétaire du terrain
   - Etc.

2) **<u>Ni sur le prix</u>** c.à d. :

   Une idée de fourchette de prix selon la « chose »

Pour considérer que l'on parle d'une négociation, il faudrait tout de même identifier clairement l'objet et déterminer une fourchette de prix.

... à votre service

WICKRANGE « Shopping-Center »
S.A. IBLC: LU 20807986 TVA: 2005 2217 645 Capital de 31'000,00 € R.C.S.: B 46292
4-6 rue des Trois Cantons L-3980 Wickrange (352) 37 11 11
euro-artisan@rollinger.lu http://www.rollinger.lu fax : (352) 37 94 54

GROUPE GUY ROLLINGER

Service de Police Judiciaire

000211

COPIE

MADE IN LUXEMBOURG

- CLÉS-MAINS
- TOITURES
- RÉNOVATIONS
- CARRELAGES
- PEINTURES & DÉCORS
- CONSTRUCTIONS
- MENUISERIES
- TOITURES VERTES
- FAÇADES
- IMMOBILIÈRES
- ISOLATIONS
- MATÉRIAUX
- ÉCHAFAUDAGES
- CHAPES ET REVÊTEMENTS
- S.O.S. TECHNIQUE
- FERRONNERIES
- LOCATIONS
- ÖKO-HAUS

Pour conclure, j'aimerais que vous compreniez que, lors de la diffusion sur RTL de la citation du texte du journal Letzbuerger Land que les négociations pour l'achat du terrain sont en cours, toutes les personnes comme le bourgmestre et les échevins de Reckange/Mess, la population et notre clientèle qui nous ont soutenus depuis des années, se sentent lésées.

J'ai, tout de suite, après le rendez-vous avec le Ministre Krecké, téléphoné au bourgmestre de Reckange/Mess, qui était toujours très correct avec nous, pour le renseigner de ce rendez-vous et je lui ai dit que le gouvernement veut chercher une solution avec toutes les parties concernées. Je ne l'ai pas renseigné d'une éventuelle négociation pour le rachat du terrain car, il n'y avait pas encore de négociation.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que +/-80% de la population ont toujours approuvé le concept innovateur de notre Shopping Center à Wickrange.

Je vous prie, par la présente, ainsi que tout le gouvernement d'oublier ce malentendu.

Une copie de la présente sera adressée à Monsieur le Ministre Krecké

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Guy ROLLINGER

Annexe : copie de la lettre envoyée au Ministre Krecké

S.O.S. TECHNIQUE GSM 691 37 11 11

... à votre service

WICKRANGE « Shopping-Center »
S.A. IBLC: LU 20807986 TVA: 2005 2217 645 Capital de 31'000,00 € R.C.S.: B 46292
4-6 rue des Trois Cantons L-3980 Wickrange (352) 37 11 11
euro-artisan@rollinger.lu http://www.rollinger.lu fax : (352) 37 94 54

Jeannot Krecke

From: Veronique <Veronique@alliance.lu> on behalf of @Euro-Artisan Guy Rollinger <euro-artisan@rollinger.lu>
Sent: Méindeg 8 Februar 2010 17:43
To: Jeannot Krecke
Attachments: arrêté de compte.pdf

Service de Police Judiciaire
000212

Monsieur le Ministre Jeannot Krecké,

Je me permets de revenir sur la réunion du 27 janvier 2010, au cours de laquelle, gentiment, vous avez précisé «en huet mech jo och heiansdo genervt » . Cependant, vous devez comprendre que mon insistance est due, comme je l'ai déjà expliqué, **au fait que le gouvernement a obtenu, de ma part, tout ce qu'il a demandé et souhaité.**

Ainsi, j'ai renoncé au projet d'un Centre Commercial à Wickrange. De plus, en période électrorale, la commune de Reckange-sur-Mess, ING REAL ESTATE et nous même n'avons fait « aucune vague » et n'ont émis aucune contestation.

J'ai accepté toutes ces conditions bien que le projet disposait de toutes les autorisations nécessaires, que les juges avaient statué en notre faveur et que plus de 8 millions d'euros avaient déjà été investis.

En contrepartie, le gouvernement a fait différentes promesses, comme soutenir activement le nouveau projet à Wickrange qui, comme vous le savez, est sur la bonne voie.

Mais le premier point demandé par moi, à savoir :

- obtenir de retour, par le biais d'un prêt consenti par la BCEE, les liquidités investis dans l'ancien projet à Wickrange ;

n'est toujours pas réglé et ce après 8 mois.

De plus, la BCEE vient de m'informer son opposition radicale, d'une part, de libérer le montant de 1,6 millions retenus au titre de nantissement (voir copie extrait en annexe) et, d'autre part, de réduire le taux d'intérêt de 3% bien trop élevé par rapport à mes autres taux pratiqués par la BCEE.

Au regard de ce qui précède, je serais fortement reconnaissant si vous pouviez intervenir auprès de Monsieur le remier Ministre Juncker (à qui j'ai adressé un courrier, il y a quelques jours), afin de l'inciter à prendre contact avec la direction de la BCEE. A l'instant, j'ai reçu confirmation, que mon problème serait présenté vendredi au conseil de gouvernement. Pour cette raison, j'aurais vraiment besoin de votre appui.

En vous remerciant de votre collaboration, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre Jeannot Krecké, l'expression de mes salutations distinguées.

Guy ROLLINGER

GROUPE GUY ROLLINGER
IMMOGLOBAL

81, rue de Luxembourg
L-4391 Pontpierre

GROUPE GUY ROLLINGER

MADE IN LUXEMBOURG

- CLÉS-MAINS
- TOITURES
- RÉNOVATIONS
- CARRELAGES
- PEINTURES & DÉCORS
- CONSTRUCTIONS
- MENUISERIES
- TOITURES VERTES
- FAÇADES
- IMMOBILIÈRES
- ISOLATIONS
- MATÉRIAUX
- ÉCHAFAUDAGES
- CHAPES ET REVÊTEMENTS
- S.O.S. TECHNIQUE
- FERRONNERIES
- LOCATIONS
- ÖKO-HAUS

S.O.S. TECHNIQUE GSM 691 37 11 11

... à votre service

Service de Police Judiciaire

000213

MINISTERE DE L'ECONOMIE
CABINET
Entrée 06 JAN. 2012

Monsieur le Ministre de l'Economie
et du Commerce Extérieur
Monsieur Jeannot Krecké
19-21, bd Royal
L-2449 LUXEMBOURG

Wickrange, le 4 janvier 2012

Monsieur le Ministre,

Nous faisons suite à notre dernière agréable entrevue avec Monsieur le Premier Ministre Juncker et vous même.

Compte tenu des événements survenus au courant du dernier mois, nous nous permettons de solliciter un rendez-vous et ce en présence de Monsieur Etienne Schneider.

Au cours de cette réunion, nous souhaiterions discuter des projets Livange et Wickrange que le Gouvernement soutient fermement.

Pour votre gouverne, nous avons déjà eu des échanges forts intéressants et constructifs sur nos projets « Eco-Energie-Park Sarre » et « Euro-Innovation » (waste to hydrogene to clean energy) avec Monsieur Etienne Schneider.

Dans l'attente de vous rencontrer, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations.

Guy ROLLINGER

Service de Police Judiciaire
00214

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Service information et presse

Plainten an der Affär Wickreng-Léiweng
E Reportage vum Guy Weber
RTL Télé Lëtzebuerg ; De Journal
Date : 20.06.2012 **Heure: 19h30** **Durée : 2 ½ min**

Reportage vum Guy Weber:

Wickreng haut de Mëtteg: et geschitt eppes um Terrain. Deen ale Sëtz vum Guy Rollinger gëtt ofgerappt, hei soll en neie Projet entstoen, awer net den urspréngleich geplangte Shoppingcenter. 2009 wier dee Projet, Wickreng1, op de Schinne gewiescht. De Guy Rollinger hätt deemools gréng Lut gehat fir ze bauen, seet ee vu sengen Affekoten, an du koum alles anescht. De Staat hätt seng Meenung geännert, dofir wëll de Guy Rollinger de Staat elo usichen.

Maître Krieger (O-Toun): An nu kënnt e Volte-face vun der Attitude vun der Administratioun. Do kënnt op eemol alles ëmgedréint, neen et geet net méi an déi Richtung. An dee Volte-face vun der Administratioun, dat ass e Feelverhalen, e Feelverhale wat een och zivilrechtlech kann, Schuedenersaz dofir ka froen.

Guy Weber: Bis Enn Juni soll de Staat wéinst sengem Feelverhalen ugesicht ginn, ënnersträicht de Maître Krieger. Den Ament wieren nach Iwwerpréiwungen amgaangen.

Maître Krieger (O-Toun): Mir si gefrot ginn, déi Assignatioun ze préiwen, d'Méiglechkeet vun enger Assignatioun ze préiwen. An am Moment gëtt nach genee évaluéiert vun engem Reviseur d'entreprise wat de ganze Schued ass, deen dem Grupp Rollinger entstanen ass duerch all déi Evenementer. Mä et ass e risege Montant.

Guy Weber: Et bleift bekanntlech net bei dësem eenzege juristesche Schrëtt. De Guy Rollinger sicht och de Flavio Becca u fir Schuedenersaz anzekloen. A säin Affekot huet haut eng Plainte géint X beim Untersuchungsriichter déposéiert, wéinst der Publikatioun vum ominéisen Toundokument den 12. Juni.

Maître Krieger (O-Toun): Wa mir mat Constitution de partie civile maachen, da ka se net klasséiert ginn, si muss weidergefouert ginn.

Guy Weber: D'Band wier ouni de Wëlle vum Guy Rollinger opgeholl ginn, et wier e Privatgespréich gewiescht wat no bei der Kathedral an der Stad opgeholl gi wier.

Maître Krieger (O-Toun): Et muss ongefeier e Gespréich gewiescht sinn tëscht, virun 18 bis 24 Méint, iergendwéi do muss et eng Kéier gewiescht sinn. Hien huet dat guer net veröffentlecht. E wosst emol guer net, datt et deen Enregistrement géif ginn. Dat war komplett laanscht e gelaf. An hie wëll op deem Punkt emol Kloerheet hunn. Mäi Client huet ni, ni en public den Numm 'Chantage' gebraucht.

Guy Weber: Dat Wuert Chantage hätten anerer ëffentlech an de Mond geholl, net de Guy Rollinger.

Daniel HANSEN

From: Jeannot Krecke <jeannot@krecke.lu>
To: "daniel.hansen@police.etat.lu" <daniel.hansen@police.etat.lu>
Date: 25/06/2012 12:43
Attachments: Compte rendu CHD - 13.10.2011.pdf; Hearing 05-10-2011.pdf

Comme promis, les premiers documents..

Salutations distinguées

Service de Police Judiciaire
000215

Jeannot Krecké
Former Minister of the Economy

92, bd. de la Petrusse
L - 2320 Luxembourg
Mobile: +352 621 202 702
Fax: +352 49 58 03
Email: jeannot@krecke.lu

Service de Police Judiciaire
000216

wäerten och seriö Adaptiounen un deem „Plan Cattenom" maachen.

D'Fro ass och gestallt gi vun de Jodpëllen. Mir presidéieren am Moment um europäesche Plang e Grupp, wou et zu enger Harmoniséierung bei enger Rei vun Elementer soll kommen, dorënner och déi vum Asaz an der Verdeelung vun de Jodpëllen. Et ass net ausgeschloss, dass et do zu Adaptatioune kënnt, mä am Moment ass déi zentral Léisung do, déi net vun eis agefouert ginn ass, déi an den 80er Joren agefouert ginn ass. Mä dat soll een nach eng Kéier op de Leescht huelen.

Selbstverständlech huele mer den Engagement vun der Société civile, vun dem Aktiounscomité, vun deenen 23.000 Ënnerschrëften eescht. Selbstverständlech verpasse mer keng Geleeënheet, fir a bilateralen an an anere Begéinunge mat de franséischen Autoritéiten eis Meenung kloerzemaachen.

De franséischen Ambassadeur war nach virun e puer Deeg bei mer, fir en Héiflechkeetsbesuch ze maachen, an ech hunn em gesot, si sollen déi Zentral ofschalten. Da geet et jiddefalls emol weider. Wa jiddweree vun eis bei all Geleeënheet dorop hiweist, wat déi Zentral fir eis heescht, just op eiser Grenz, an ech...

▶ **Une voix**.- Wëssen déi dat dann net?

▶ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*.- Oh ben, déi maachen esou, wéi wa se net géife wëssen. Déi maachen esou, wéi wa et net géife wëssen, dass se do an engem Zwëschefall, an engem graven Zwëschefall d'Existenz vun engem ganze Land kéinten a Fro stellen.

Wat déi Froe vun eenzelne Kolleegen ugeet, bei deem Incident, wou anscheinend et zéng Deeg gedauert hätt, bis dass mir informéiert gi wären. Et mag sinn, dass d'Press mat zéng Deeg Retard informéiert ginn ass. Mir si bei deem Incident - ech mengen, et war den Här Berger, deen en ugeschwat huet - mat engem Ventil zu Cattenom deeselwechten Dag informéiert ginn, sinn awer och informéiert ginn, dass et e Ventil war, deen an engem Killsystem fonctionnéiert huet, wou awer d'Anlag ofgeschalt war. Dat war „en état d'arrêt", also keng Konsequenze méiglech.

Also hu mir och keng Kommunikatioun gemaach, well et am Arrêt war. Mir brauche jo net d'Populatioun opzereegen, wann et an engem Deel stattfënnt, deen iwwerhaapt net a Betrib ass. Dann ass et gutt, wann et direkt behuewe gëtt, mä et brauch een awer net e Communiqué ze maachen, dass eppes geschitt ass op enger Plaz, wou iwwerhaapt näischt konnt passéieren. Et kann een alles op d'Spëtzt dreiwen. Mä wann een honnertmol „Wollef" rifft an de Wollef kënnt wierklech... Bon, Dir wësst, wat ech domat mengen.

D'Fro, wéini dass de Stresstest ausgewäert ass: Mir hunn elo den 18. Oktober erëm eng gemeinsam Réunioun mat eisen däitsche Kollegen, huelen de Stresstest auserneen, wäerten och gemeinsam Konklusiounen huelen, wäerte se och gemeinsam verteidegen, wäerten och dee Moment gemeinsam Démarchë vis-à-vis vun de franséischen Autoritéite maachen.

Jodpëllen, do sinn ech drop agaangen. Ech komme ganz gär, wann d'Resultater vum Stresstest an d'Analysen do sinn, virun d'Kommissioun. Et sinn anerer bei eis och nach betraff. Ech wëll awer soen, dass mer hei um Lëtzebuerger Plang all d'Autoritéiten, déi betraffen Autoritéiten, matabezunn hunn. D'Affaires étrangères si mat derbäi, den Intérieur ass mat derbäi. Bei deenen Delegatiounen, déi mer mat eisen däitsche Kolleegen hunn, ass den Ausseministère ëmmer mat vertrueden.

Zum Här Negri senger Interventioun - sech wiere géint d'Verlängerung -, jo! Jo! Ech hoffen, mat méi Erfolleg wéi d'Wiere géint de Bau vu Cattenom selwer. Hoffentlech mat deemselwechten Erfolleg, wéi mer e sengerzäit mat der Antiatombewegung bei Rëmerschen haten. Ech sinn duerfir och frou, dass et hei elo eng national Unitéit gëtt, an net wéi deemools d'Land an zwee gedeelt ass, pronucléaire an antinucléaire. Dat schéngt sech an deene leschten 30 Joer geännert ze hunn.

Wéi gesot, wann déi Mängel, déi bei dem Stresstest ervirkommen, och weisen, dass munches zu Cattenom ze maachen ass, kann een net soen, dass Cattenom elo déi vulnérabelst Atomzentral op der Welt wär. Dat do, dat wär e bëssen ze einfach, well dann hätte mer et liicht, fir se fir eis Argumenter zouzemaachen. Richteg ass et, dass den Haaptschwaachpunkt bei de Brennelementer läit.

Ech mengen, ech hätt elo bal...

▶ **M. le Président**.- Här Minister,...

▶ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*.- ...op alles geäntwert. Ech soen...

▶ **M. le Président**.- ...et gëtt esou lues Zäit.

▶ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*.- Jo, ech soen lech och e ganz häerzleche Merci, well ech wollt op all...

▶ **M. le Président**.- Dir wollt elo zum Schluss kommen.

▶ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*.- Ech wollt zum Schluss kommen. Dir sidd och gradesou generéis mat mir wéi mat mengem Kolleeg Wiseler. Dir hutt haut e gudden Dag.

(Hilarité générale)

Wéi gesot, et ass lech jo och gutt gaangen.

(Hilarité générale)

▶ **M. le Président**.- Merci, Här Minister!

▶ **Une voix**.- Wësst Dir méi wéi mir?

(Hilarité)

▶ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*.- An den Evakuatiounsplang - zum Schluss - ass Partie intégrante vun der Revisioun vun dem Cattenom-Plang, wou eng Aarbechtsgrupp sech dorëm bekëmmert.

Dat gesot, Här President,...

(Interruption)

...soen ech lech villmools Merci fir Är Gedold.

(Interruptions diverses)

▶ **M. le Président**.- Da beäntwert awer nach dem Här Hoffmann seng Fro!

▶ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*.- Jo, jo, jo.

▶ **Une voix**.- Et ass seng lescht Fro.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)*.- Nach net grad.

▶ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*.- Här Hoffmann, ech hat...

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)*.- Ech hu gefrot, wéi et steet mat den Investitioune vu Lëtzebuerg aus an d'Atomindustrie am Ausland, well dat ass eis Responsabilitéit. An do hunn ech gesot, an Informatioun an Transparenz, do ass nach munches ze verbesseren.

▶ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*.- Ech deelen Är Meenung.

▶ **Une voix**.- Aaahhh!

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)*.- Dat betrëfft natierlech...

(Interruptions)

Ee Moment!

▶ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*.- Ech deelen Är Meenung.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)*.- Dat betrëfft natierlech de Fonds de compensation.

▶ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*.- Ech deelen Är Meenung.

(Interruptions et hilarité)

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)*.- Da stellen ech eng prezis Fro.

▶ **Une voix**.- Ah!

▶ **Une autre voix**.- Endlech!

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)*.- Heescht dat also, dass déi Investitiounen aus dem Fonds de compensation an d'Atomindustrie definitiv erausgeholl ginn? Als prezis Fro.

▶ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*.- Ah, ech soen lech, ech hunn lech op Är Fro geäntwert, dass mir dat seriö kucken.

(Hilarité et interruptions)

▶ **Une voix**.- Ah! Kucken?!

▶ **M. le Président**.- Domadder wär d'Diskussioun...

▶ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*.- Neen, esou ouni Weideres ass et net d'Regierung, déi fir de Placement zoustänneg ass...

▶ **M. le Président**.- ...ofgeschloss, a mir kommen zum nächsten a leschte Punkt vun eisem Ordre du jour.

(Brouhaha et hilarité)

Mir hunn nämlech haut eng Aktualitéitsdebatt iwwert d'Positioun vun der Regierung zu de Projeten zu Wickreng an zu Léiweng. D'Fraktiounen hu 15 Minutten, d'Sensibilités politiques fënnef Minutten an d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Meisch, Gira, Gibéryen, Haupert, Fayot an Hoffmann. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

5. Débat d'actualité sur la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange

▶ **M. Claude Meisch** *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op Ufro vun der gréngер Fraktioun a vun der DP-Fraktioun hate mer jo déi heiten Debatt elo provozéiert, nodeems mer d'lescht Woch schonn hei an dësem Sall eng ganz Rei vu Kommissiounssëtzungen zesummen haten, nodeems mer dës Woch e Méindeg an enger Finanzkommissioun, an enger Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire zesummesouzen, fir eng Rei vun deene ganz ville Froen, déi opgeworf goufe ronderëm den Dossier Léiweng, ze diskutéieren.

Et ware konkret Froen. Mir hunn och eng Hällewull vun Äntwerte kritt, schréftlech Äntwerten, no deene mëndlechen an de Kommissiounssëtzunge géschter Mëtten. Eng ganz Rei vu Froen, muss ee soen, si geklärt. Allerdéngs bleiwen awer och nach munnech Bedenken, déi net konnten aus der Welt geraumt ginn. Eng Rei vun Ongereimtheeten existéiere weider respektiv eng Rei vun neie Froen hu sech eigentlech och aus deenen Äntwerten do erginn.

Ech mengen och, datt mer à même sinn, haut eng Rei vu Konklusioune kënnen ze zéien aus deenen Diskussiounen, déi mer ronderëm deen dote Fall haten. Konklusiounen, déi dann awer och weisen, datt et sech hei ëm alles aneschters wéi nëmmen ëm e Stuerm am Waasserglas gehandelt huet, wéi Eenzelner heibannen dat emol bezeechent hunn.

Dat Éischt, wou ech mech e bësse wëll domadder ophalen, dat ass d'Confidentialitéit vun deem Bréif. De Jean-Claude Juncker huet d'lescht Woch an der Kommissiounssëtzung gesot, datt et op Wonsch vum Promoteur vum Projet Wickreng gewiescht wär, datt dee Bréif geheim, confidentiel gehale gi wär. Dat huet de Promoteur e bëssen an d'Licht gestallt, wéi wann en do wéilt hannert de Geschäftspartner hirem Réck dann awer un engem neie Projet schaffen, fir deen, deen e mat engem anere Geschäftspartner schonn opgebaut huet, fir dee falen ze loossen.

Mir hunn elo an deenen Äntwerten, déi d'Regierung eis zoukomme gelooss huet, eng Rei vu Bréiwer och annexéiert gehat, wou mer jo an deem Bréif vun der Regierung vun deenen dräi concernéierte Ministere vum 2. Abrëll liesen, datt dat eben en Dokument ass, wat net fir d'Öffentlechkeet geduecht ass, wou ee vun deene Promoteuren äntwert den 20. Mee 2009, an ech zitéieren do: «...la partie Rollinger a signé un accord définitif et irrévocable avec ING Real Estate.»

Et war jo dat Argument, wou de Jean-Claude Juncker gesot huet, bis déi doten Diskussioune geklärt wären, sollt déi Ofmaachung, deen Accord tëschent der Regierung an de Promoteure geheim bleiwen.

Zwee Deeg drop, den 22. Mee, äntwert dann awer d'Regierung nach eng Kéier un déi zwee Promoteuren an insistéiert do weiderhin op d'Confidentialitéit, op d'Geheimhaltung vun där Ofmaachung. Ech mengen, datt dat nach eng Kéier weist, datt, jo, déi Diskussiounen, déi ze féiere waren tëschent dem Groupe Rollinger an der ING Real Estate ëm d'Ofwécklung, loosse mer emol esou soen, vum Projet Wickreng, datt dat sécherlech net deen eenzege Grond ka gewiescht sinn, firwat datt dee Bréif do, firwat datt deen Accord do geheim huet misse bleiwen.

Mir bleiwen also och nach wie vor der Meenung, datt et sech bei deem Bréif do ëm - hoffentlech jo emol - en exzeptionellt Dokument handelt, an datt et net déi gängeg Regel ass, wéi dat hei déi lescht Woch vun der Regierung esou duergestallt ginn ass.

Dat Zweet ass nach eng Kéier de Charakter vun deem Bréif do, mat deem ech mech kuerz wëll ausenanersetzen, wou de Jean-Claude Juncker jo gesot huet, et wär schonn en Accord, mä aus deem Accord do wär am Fall vun Netrespekt vun der Säit vun der Regierung jo vun de Promoteure kee Schuedensersaz anzekloen.

An de schréftlechen Äntwerte vu gëschter, wou et dann drëms geet, wou d'Regierung sech engagéiert, en neien Terrain ze sichen, am Fall wann de Projet Léiweng näischt géif ginn, do liese mer, an ech zitéieren: «Ce faisant, le Gouvernement n'a pas contracté une obligation de résultat, mais une obligation de moyens.»

D'Äntwert vun deenen zwee Promoteuren allerdéngs op de Bréif vum 2. Abrëll, déi Äntwert ass datéiert op de 15. Mee 2009, do ass ze liesen: «La partie Rollinger interprète l'engagement du Gouvernement, à rechercher activement un nouveau site dans le cas prémentionné, comme l'engagement de rechercher et trouver un site ayant l'envergure, l'attrait et le potentiel économique de celui du projet de Wickrange Shopping Center, de manière à préserver l'intérêt économique de la partie Rollinger.» D'Regierung huet zu deem doten Zäitpunkt - op jidde Fall ass eis näischt aneschters bekannt - déi Interpretatioun do vum Promoteur Rollinger akzeptéiert.

Da stellt sech awer och d'Fro: „préserver l'intérêt économique", wat dat heescht. An do kommen ech nach eng Kéier op déi Fro zréck, déi ech d'lescht Woch och hei an der Kommissiounssëtzung gestallt hunn, well et fir mech nach ëmmer net logesch ass, datt jo d'Regierung do einfach engem en Terrain géif weise goen, an dee misst den Terrain da bezuelen, an dat wär eng Kompensatioun fir e Projet, deen en net op engem eegenen Terrain ka realiséieren.

Fir mech bleift do eigentlech nach ëmmer en zentrale Widdersproch an der Argumentatioun, wéi mer se d'lescht Woch hei vun der Regierung duergeluecht kritt hunn.

D'Äntwert vun der Regierung op eis Froe schreift dann och nach eng Kéier ganz kloer, datt keng „dommages et intérêts" sollten hei fälleg sinn, oder nëmmen déi sollte fälleg sinn, am Fall wou da géint deen Accord do géif verstouss ginn. Wann awer elo de Projet Léiweng näischt gëtt, a wann dann awer keen Alternativterrain ze fannen ass, wou dat da sollt drop méiglech sinn, eppes ze realiséieren - an datt dat jo net esou einfach ass, dat hu mer jo d'lescht Woch och hei an den Explikatioune vun ënnerschiddleche Ministeren héieren -, jo, da si mer an eisen Aen awer am Fall vun engem Verstouss géint deen Accord do, an de Stat muss fäerten, nach Schuedensersaz a Milliounenhéicht finalement ze bezuelen.

Deem confidentiellë Bréif no huet d'Regierung also finalement awer just de Choix, entweder ze kucken, alles ze maachen, datt de Projet Léiweng autoriséiert gëtt, en aneren Terrain vun deene concernéierte Promoteuren do ze valori-

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

Service de Police Judiciaire
000217

séieren, oder en Terrain zur Verfügung ze stellen, oder finalement zur gudder Lescht dann awer ze riskéieren, Schuedensersaz missen ze bezuelen.

Nom Studéiere vun den Äntwerte vun der Regierung stelle sech fir eis eng Rei vu Froen: Huet d'Regierung de Stat mat deem doten Accord, mat deem dote confidentiellë Bréif engagéiert? - Mir mengen, jo. Geet de Bréif iwwer en „memorandum of understanding", wéi et d'lescht Woch hei duergestallt ginn ass, eraus? - Mir mengen, jo. Riskéiert de Stat hei finalement musse Schuedensersaz ze bezuelen? - Mir mengen, jo. Huet de Stat hei, huet d'Regierung hei e finanziellen Engagement geholl, an dat laansecht d'Chamber? - Öch do menge mer jo.

Fir awer Kloerheet an deenen dote Froen ze kréien, huet d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei en Avis juridique an Optrag ginn, an ech huelen dann un, wa mer dee virleien hunn, da kënne mer nach eng Kéier iwwert déi dote Froe weiderhin diskutéieren.

Da war ee vun den Themen, déi mer d'lescht Woch hei behandelt hunn, déi mer awer och an der Finanzkommissioun an an der Comexbu e Méindeg behandelt hunn, jo d'Relatioun tëschent engem vun de besotene Promoteuren, der Spuerkeess, an och eenzelne private Personnen.

Ee vun de Sujeten do, op deen ech ganz kuerz nach eng Kéier wëll hei zréckkommen, well ...s vun deem an der Kommissioun, mengen ..., zum Deel ofschléissend behandelt gi war, ass deen, ob dann elo d'CSSF eng Warnung erausginn huet am Zesummenhang mat den Engagementer, déi d'Spuerkeess geholl huet fir de Promoteur vum Projet Léiweng.

D'Äntwert vun de Responsabele vun der Spuerkeess war ganz kloer neen. Ech hunn och nach eng Kéier nogefrot, ob dat eng Warnung oder eng Recommandatioun oder soss iergendwéi en Dokument oder eng Aktioun gewiescht wär an deem Zesummenhang. D'Äntwert war ganz kloer neen.

Wat awer feststeet, dat ass, datt Warnungen erauskomm sinn iwwert den Immobiliësecteur am Allgemengen, iwwert déi Risiken, déi hei an enger Immobilièblos amgaange sinn ze entstoen. An dat sollt eis dach, och wann et net am direkten Zesummenhang mat dësem Dossier ass, sollt dat eis net egal sinn a sollte mer dach kucken, eng Kéier seriö doriwwer ze diskutéieren.

Ech mengen, sënnvoll wär et, do d'CSSF, déi jo déi Warnung do ausgeschwat huet, eng Kéier an der Finanzkommissioun ze gesinn, fir ze héieren, wéi eescht datt déi Risiken do ze huele sinn.

Dann an dësem Dossier hu mer iwwer eng Rei vun Interessenskonflikter misse schwätzen. Datt de Generaldirekter vun der Spuerkeess Member ass an dem Conseil d'administration vun enger Société, déi dem Promoteur vum Projet Léiweng gehéiert. Datt deen Direkter säin Haus ... un deeselwechte Promoteur verkaaft huet. ...t an deem Haus duerno de fréieren Émweltminister gewunnt huet. Alles eenzel Faiten, déi sécherlech kee Rechtsverstouss duerstellen, mä trotzdeem dach eng ganz Rei vun Zoufäll sinn hei an engem ganz enken Zäitraum, déi dach matenee jo awer d'Leit erstaunen dinn.

Duerfir wollte mer dat opgräifen, wat och dee leschte Mëttwoch hei schonn an der Kommissionssëtzung, ënner anerem och vum Premier, mat proposéiert ginn ass, nämlech sech eng Kéier seriö Gedanken ze maachen iwwer e Code de déontologie fir d'Décideuren hei am Land, fir Politiker, fir héich Statsbeamten, fir och Décideuren an där enger oder där anerer staatlecher Entreprise, fir datt esou Interessenskonflikter wéi déi doten net an e falscht Liicht geroden, Phenomeener wéi déi doten, datt ee kloer och kann tranchéieren, wat geet a wat geet net.

De Kolleeg Fränz Bausch vun deene Grénge wäert dann och deementspriechend eng Motioun herno hei abréngen, déi mer zesumme mat hinnen ausgeschafft hunn.

Wat awer och opgefall ass d'lescht Woch hei an där doter Debatt, dat ass, wéi schlecht eigentlech d'Politique foncière vun der Regierung ass. Wann d'Ministere sech heihinner erkläre kommen a soen, fir e Fussballstadion ze baue gëtt et keng aner Plaz am Land wéi déi doten, dann, mengen ech, huet d'Regierung oder vläicht hunn déi Regierunge virdru versot, fir dach dem Stat déi néideg Terraine mat Zäiten ze reservéieren, fir Terrainen opkafen ze goen.

Anscheinend - an och dat ass awer de leschte Mëttwoch hei an der Kommissionssëtzung gesot ginn an eigentlech och confirméiert gi vu Regierungssäit - si Privatpromoteuren amgaangen, eng Hällewull vun Terraine ganz no bei de Perimeteren, déi ganz interessant och leie fir zukünfteg Développementer hei am Land, opzekafen. Dat, mengen ech, soll eis wierklech ze denke ginn, ob net de Stat do méi aktiv misst virgoen, fir dach op d'mannst mat deemselwechten Engagement wéi eenzel Privatpromoteuren ze kucken, sech eng Rei vun interessanten Terraine mat Zäiten ze reservéieren.

Wat awer mech am meeschten opgereegt huet, dat ass, datt mer aus dem Mond vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké héieren hunn, datt et offensichtlech eng Fuite gëtt, eng Fuite vun Dokumenter iwwert d'Plan-sectorielen, datt offensichtlech Leit dobausse Bescheed wëssen, wat fir eng Terrainen dann an Zukunft wéi hei am Land solle kënne genotzt gi respektiv wéi solle klassëiert ginn! Dat ass dat, wat de Jeannot Krecké d'lescht Woch hei an der Kommissiounssëtzung gesot huet. An dat ass awer och eppes, wat eis net dierf kalloossen, iwwert dat mer net einfach esou däerfen ewechgoen!

Wann dat esou ass, da fannen ech et awer normal, datt déi zoustänneg Ministeren, déi do Kompetenzen hu fir déi Plan-sectorielen, sech drusetzen an eng ganz seriö Enquête interne do lancéieren, fir erauszefannen, wou déi Faiten dann do wann ech gelift sollten hierkommen. Well wann et esou wär, da wär dat ganz, ganz grave.

▶ **Une voix**.- Très bien!

▶ **M. Claude Meisch** *(DP)*.- Dann zu Lescht awer och nach e puer Wuert zum eigentlecht Projet Léiweng, iwwert dee jo och nach eng Kéier an deem heiten Zesummenhang geschwat ginn ass, och wa meng Fraktioun do scho kloer Positioun virdru bezunn hat.

Mä et huet sech nach eng Kéier erausgestallt, datt d'Envergure commerciale vun deem Projet, déi Surfacen, déi do geplangt sinn, 75.000 Quadratmeter, einfach ze vill important sinn op där enger Säit fir dat, wat Lëtzebuerg kéint packen; op där anerer Säit einfach och doduerjer hierkommen, well hei d'Philosophie jo déi war, datt esou vill Surface commerciale muss geschafe ginn, fir datt op där anerer Säit duerch déi Plus-value, déi geschafe gëtt, e Stadion sech quasi géif matfinanzéieren. Dat ass an eisen Ae sécherlech dee falsche Wee.

Wa mer Geschäftszentre maachen - a mir sollen och nach Geschäftszentren zu Lëtzebuerg schafen -, da musse mer kucken: Wat ass den Équilibre tëschent Offer an der Demande, dee ka gehale ginn? Da musse mer kucken: Wat sinn nei Aarbechtsplazen, déi kënne geschafe ginn? Déi sinn d'lescht Woch hei genannt gi vun der Regierung, awer gläichzäiteg déi och op d'Wo leeën op där anerer Säit, déi riskéieren, da verluer ze goen a bestehende Commercer, a bestehende Betriber. An och do kucken, ob dat sech dann op d'mannst den Équiliber kann halen.

Da musse mer awer och kucken: Wou sinn déi richteg Plazen, fir esou Surfaces commerciales hei am Land ze schafen?, virun allem fir dat mat den Ae vun engem kohärenten Aménagement du Territoire kënnen ze gesinn.

Hei ass et ebe just dorëms gaangen, en Terrain ze fannen, deen duerch e Reklassement esou vill Plus-value géif schafen, fir datt e Stadion sech einfach géif matfinanzéieren. Dat solle mer eigentlech an Zukunft net maachen, well do ass dann och eppes derbäi erauskomm, wat absolut net méi eisen eegene Regele vun der Landesplanung entsprécht.

Wa Wickreng, wann d'Regierung seet, de Projet Wickreng war net IVL-konform, a gläichzäiteg seet se, de Projet Léiweng, dee wier IVL-konform, a mer wëssen, datt zu Wickreng awer e klenge Projet eigentlech sollt realiséiert gi par rapport zu deem grousse Megaprojet, deen zu Léiweng sollt realiséiert ginn, dann, mengen ech, versteet kee méi, wéi dat doten, déi doten Attitüd vun der Regierung nach konform ass zu engem IVL, zu de Kritäre vun der Landesplanung.

D'lescht Woch huet dann och an der Chamber hei de fréiere Sportsminister, de Jeannot Krecké, erklärt, wéi et dozou komm ass, firwat en op de Wee gaangen ass, fir zesumme mat privaten Acteuren esou e Projet ze realiséieren, eng national Infrastruktur ze realiséieren, well e gesot huet, en hätt net gemengt, datt d'Chamber him géif den Optrag ginn an de Go ginn, fir dat eenzel als Lëtzebuerger Stat kënnen ze bauen.

Nun, mir mengen awer, datt mer, wann ech dat doten héieren, dann an der Chamber hei sollen deen Optrag do ginn an der Regierung mat op de Wee ginn: Da sicht wann ech gelift en Terrain, wou mer separat e Fussballstadion kënne bauen, wa mer deen da brauchen, wou e gutt läit, wou e gutt ugeschloss ass, wou mer déi Infrastruktur herno och nach vläicht fir aner Zwecker kënnen notzen. A mer vergiessen awer och op där anerer Säit dann déi Kombinatioun tëschent Fussballstadion a Commerce, déi et jo offensichtlech onméiglech gemaach huet, hei en Terrain ze fannen.

Och an deene puer Stonnen, déi mer d'lescht Woch hei zesummesouzen, hate mer jo eigentlech herno bal an der Diskussioun, um Enn vun där Diskussioun e Konsens iwwer e Standuert: Et ass dee vum „Midfield" gewiescht, dee sécherlech, mengen ech, nach eng Kéier herno soll analysëiert ginn, respektiv anerer och nach eng Kéier solle gekuckt ginn. Mir sinn op jidde Fall der Meenung, datt dat dee richtege Wee wier.

Wann et dat war, wat d'Regierung dru gehënnert huet, op deen dote Wee ze goen, datt ebe just den Accord vun der Chamber gefeelt huet, da sollte mer haut deen Accord do ginn. Duerfir hunn och d'Demokratesch Partei, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, an déi gréng Fraktioun zesummen an deem Sënn eng Motioun hei déposéiert, an ech huelen da jo un, datt mer eng breet Majoritéit derfir haut hei wäerte kréien.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- tenant compte de la volonté du Gouvernement à réaliser un projet de stade de football lié à un centre commercial à Livange;

- considérant les répercussions négatives sur la haute qualité écologique et paysagère du site, qui a amené la commission d'aménagement en 2008 à formuler un avis négatif en vue d'une activité commerciale;

- considérant les répercussions négatives du projet sur le commerce existant, tant dans les pôles de développement de la ville de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette, que sur le commerce local dans les villages avoisinants;

- considérant que les coûts d'infrastructure engendrés par la réalisation du projet de Livange s'élèveront à quelque 70 millions d'euros;

- considérant les déclarations de Monsieur le Ministre des Sports lors d'une réunion jointe de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme et de la Commission du Développement durable en date du 19 mai 2010, qu'il estimerait les coûts de construction d'un seul stade de football à quelque 20 à 25 millions d'euros;

- alarmée par l'évolution des finances publiques qui ne laissent qu'une marge de manœuvre très restreinte à la réalisation de tels projets sportifs;

- constatant néanmoins que le Luxembourg ne dispose actuellement pas d'un stade de football correspondant aux critères de l'UEFA pour accueillir des compétitions internationales;

- saluant les déclarations faites par Monsieur le Ministre de l'Économie et Monsieur le Ministre des Sports lors de la réunion jointe de la Commission du Développement durable et de la Commission de l'Éducation nationale et des Sports du 5 octobre 2011, laissant entrevoir qu'ils seraient favorables à la réalisation d'un stade de football d'envergure nationale, sans que celui-ci soit lié pour autant à la réalisation d'un centre commercial;

invite le Gouvernement:

- à entreprendre les démarches nécessaires en vue d'une réalisation d'un stade de football d'envergure nationale;

- à abandonner le projet d'un stade de football lié à un centre commercial sur le site de Livange.

(s.) Claude Meisch, François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Camille Gira.

Wat fir e Fazit kënne mer aus där doter Affär zéien? Et ass, mengen ech, nach net all Fro definitiv an ofschléissend beäntwert. A wéi ech virdru gesot hunn, eng Rei vun Äntwerten hunn nei Froen opgeworf, an eng Rei vun Äntwerte mussen awer och nach eng Kéier op hir, jo, op hir juristesch Konsistenz hin iwwerpréift ginn. Mir mengen, datt een e PPP, en „public private partnership" wuel ka maachen, mä awer net an där doter Form; datt dat dee falsche Wee war, fir öffentlech Interessien a privat Interessië mat ënner een Hutt ze kréien; datt mer, wa mer e Stadion brauchen, dee vun der öffentlecher Hand solle baue loossen.

Mir mengen awer och, datt dat doten nach eng Kéier de Bewäis ass - an de Mëtteg hu mer jo schonn doriwwer geschwat -, datt mer ganz, ganz dréngend eis Instrumenter brauchen, fir eis Landesplanung dann och wierklech kënnen ëmzesetzen, fir och Planungssécherheet ze kréien, fir och doduerjer méi attraktiv ze gi fir Investisseuren, déi aus dem Ausland kommen.

Well wann der do kommen, déi soen, mir wëllen e Projet zu Wickreng maachen oder zu Léiweng oder soss iergendwou, an all Kéiers gëtt dat deen Duerjerneen, wéi mer en hei hunn, dat ass sécherlech net dat, wat mer brauchen als Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, deen Image de marque, dee mer do brauchen, fir attraktiv fir Investitioune vu baussen ze sinn.

Mir brauchen eng aner Politique foncière. Dat ass awer och eng ganz nei Konklusioun aus där Debatt, déi mer hei d'lescht Woch gefouert hunn. A mer sollen eis wierklech eng Kéier an aller Rou zesummesetzen, fir ze kucken: Wéi kënne mer esou eventuell Interessenskonflikter tëschent privaten Interessien an öffentlechen Interessien dann och regelen an auserneenhalen? An och, wa Léiweng elo net gebaut gëtt, ech mengen, dës Diskussioun hei, déi wäert eis nach eng Zäitche beschäftegen, an d'Konklusiounen, déi kënnen eis nach wäit bréngen.

Merci.

▶ **Plusieurs voix**.- Très bien!

▶ **M. le Président**.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op véier Punkten an där Debatt hei agoen, am Zesummenhang mat der Geschicht Léiweng respektiv alles dat, wat sech ronderëm an der Diskussioun erausgestallt huet.

Beim éischte Punkt wëll ech zréckkommen op dat, wat mäi Kolleeg Camille Gira an der Kommissioun d'lescht Kéier hei opgeworf huet, wou e sech beschäftegt huet nach eng Kéier mam Historique vun deenen Terrainen do respektiv domat, wat alles scho virgesi war, a mat den Ursaachen, firwat datt déi fréier Reklassementer net autoriséiert gi si vun deene verschiddenste Ministeren.

An ech wëll virun allem nach eng Kéier zréckkommen op deen zweete Refus vun 1991, deemools vum deemolegen Émweltminister Alex Bodry, well mir hu jo elo am Kader vun den Äntwerte vun der Regierung hei eng Duerstellung kritt, déi eigentlech relativ seltsam ass.

Et gëtt, éischtens, sech drop bezunn nëmmen op den eigentlechen Naturschutz a virun allem op d'Iwwerschwemmungsproblematik, an et gëtt gesot, et wier jo par rapport zu deemools haut eng ganz aner Situatioun. Bei den Iwwerschwemmungsgebidder hat de Minister deemools gesot, dat hunn ech iwwregens - also d'lescht Woch gesot - relativ speziell fonnt, et hätt een elo, ech mengen, en hat sech ausgedréckt, mechanesch Méiglechkeete fonnt, fir déi Iwwerschwemmungsproblematik do an de Gréff ze kréien an Zukunft. Dat ass relativ speziell.

Mä wat mech virun allem schockéiert, dat ass an den Äntwerten, wann ech liesen hei, datt gesot gëtt, datt vun deemools op haut eng Rei nei Faits accomplis geschitt wiere ronderëm déi Zon, déi jo eng ganz aner Situatioun géifen hierstellen.

Do gëtt, éischtens, drop higewisen, datt entretemps vis-à-vis en Hotel gebaut gi wier, datt d'Autobunn virgesi wier, fir déi do op sechs Bunnen, also zweemol dräi Spuren auszebauen, an datt donc déi Argumentatioun, déi den Här Bodry 1991 gefouert hat, firwat en e Refus ginn hätt fir deemools dee Projet aus Naturschutzgrënn, net méi gi wier, well jo haut souwisou d'Situatioun eng aner wier.

Bon, éischtens muss ee soen, wa mer den Naturschutz esou seriö huelen, datt mer zwar engersäits mengen 1991, et wier derwäert, datt een dat als Naturschutzzon klasséiert, an dann awer einfach lauter Faits accomplis schaaft ronderëm, an dann einfach herno mécht, seet, d'Situatioun hätt sech geännert, da fannen ech dat relativ schlëmm.

Ech wëll och do soen, datt all normale Bierger, all klenge Mann, deen e Gaardenhaischen nëmme wëllt bauen hannenaus bei sengem Haus, wann et an engem Naturschutzgebitt ass oder nëmmen drukënnt, dee kritt dat refuséiert! A mir ginn do als Stat, als Öffentlechkeet gi mer e Bild of fir den normale Bierger dobaussen, dat desastréis ass, well mer einfach hei soen, et gëtt zwou Kategorië vu Bierger an deem Land: Et gëtt den normale Bierger, dee fir säi Gaardenhaischen net däerf dat maachen, an et gëtt e Promoteur, deen, wann e wëllt, alles duerchgesat kritt, wat e wëllt. Dat ass dat Bild, wat mer ofginn, dat ass einfach desastréis, a mir kënnen esou eng Argumentatioun wierklech net akzeptéieren!

Et kënnt awer dann en anere Punkt derbäi, op dee gëtt nach ëmmer net geäntwert. An zwar huet de Camille Gira d'lescht Woch gesot, datt net nëmmen d'Naturschutzgesetzgebung vum Minister Bodry deemools ugewannt ginn ass, fir de Refus ze maachen, mä och d'Gesetz iwwert de Vulleschutz an d'Vulleschutzdirektiv vun 1979. Am Text stoung, firwat de Refus gemaach ginn ass. An an där Hisiicht huet sech mat Sécherheet näischt geännert, esou datt mir lech wäerten hei viraussoen, datt Der hei wäert Kloe kréie géint déi ganz Geschicht do, an datt déi Kloen och, eiser Meenung no, ganz grouss Chancë wäerten hunn, e Succès ze hunn; wa se en net virun de Lëtzebuerger Geriichter hunn, da mindestens beim Europäesche Geriichtshaff.

Well et ass eng europäesch Direktiv, déi hei dra-

Service de Police Judiciaire
000218

steet, an Dir wësst jo, datt den Droit européen, rechtlech gesinn, iwwert dem Droit national steet. Dat heescht, mir verstoussen och mat deenen Décisioune géint europäescht Recht, op Basis vun där Décisioun, déi de Minister Bodry 1991 geholl huet.

Duerfir, zu dem Punkt 1 sinn déi Froen, déi Äntwerten, déi mer hei kritt hunn, méi wéi onzefriddestellend an och fir eis iwwerhaapt net akzeptabel, well se, wéi gesot, zu engem Deel hei d'Land duerstellen, wéi wann et zwou Kategorië vu Bierger géif ginn: den normale Bierger, dee sech muss un d'Gesetzer halen, an da verschidden aner Kategorien. Déi musse just zahlungskräfteg genuch sinn, da kréie se Saachen einfach emol awer iergendwann duerch Faits accomplis duerchgesat.

Den zweete Punkt, op deen ech wollt dann agoen, dat ass d'Fro vun de Conflits d'intérêts. An ech wëll fir d'Eischt déi Problematik uschwätzen, wéi se sech an der leschter Gemengerotssitzung erausgestallt huet, am Gemengerot zu Réiser.

Ech wëll drop hiweisen, datt dat, wat hei am Text steet, datt déi betreffend Schäffin, d'Madame Ferro-Ruckert, wann de Minister hei schreift, datt hien elo misst nach préiwe loossen iwwert de Commissaire de district, ob déi Madame do bei enger Délibératioun am Schäfferot, déi jo dann zu der Décisioun am Gemengerot gefouert huet, derbäi gewiescht wier, an ...fiischt da kéint een décidéieren, ob do d'Ge...er agehale gi wieren oder ob een net misst ... Décisioune réckgängeg maachen. Déi Madame selwer, wëll ech dem Här Minister soen - ech weess net, ob hien net Radio an Télee lauschtert -, déi huet um 100,7 selwer zouginn, datt se bei enger Schäfferotsdélibératioun derbäi war a matdiskutéiert huet!

An ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, datt d'Gesetz, d'Gemengegesetz ganz kloer ass. Et geet net ëm e Vote, mä et geet drëms, ëm Präsenz am Sall respektiv virun allem, datt een d'Wuert net däerf ergräifen. Et ass d'Délibératioun, déi ausschlaggebend ass, an net de Vote!

Donc ass et relativ kloer, datt d'Madame Ferro-Ruckert hei e staarke Verstouss gemaach huet géint déi betreffend Gesetzgebung, an datt eigentlech och penal Strofen dorobber stinn - dat wëll ech och emol eng Kéier hei betounen, dat si keng Kavaléiersdelikter -, déi do virgesi sinn, wann een esou eppes mécht. An der Gesetzgebung si penal Strofen als Konsequenz virgesinn! An duerfir ass et fir eis evident, datt déi Décisioun, déi de Gemengerot geholl huet nach kuerz virun de Wahlen, net rechtsgülteg ka sinn an datt déi muss annulléiert ginn, an déi Prozedur muss nei ugefaange ginn.

Da kommen ech bei déi aner Conflits oder eventuell Conflits d'intérêts, déi hätte kënnen do sinn. An ech muss soen, ech ka jo nëmme staunen, wann ech liesen an der Äntwert vun der Regierung, datt hei steet, ech zitéieren: «Ils n'ont en l'occurrence été destinataires d'aucun avantage matériel ou immatériel. Toutes les ...teurs à ce sujet, y compris celles concernant ...tains hauts fonctionnaires, se sont avérées être dénuées de tout fondement et inventées de toutes pièces.»

Ech sinn iwwerrascht, datt eng Regierung esou eppes äntwert, wann ech weess, datt viru Kuerzem, virun e puer Wochen eng Perquisitioun gemaach ginn ass a verschidden Entreprisë vun deem betreffende Promoteur. A wann ech gesinn, firwat datt déi Perquisitiounen ordonnéiert gi sinn, da weess ech, no wat hei gesicht gëtt.

Da gëtt ënner anerem och no där heite Problematik recherchéiert. An ech wonnere mech jo nëmmen, datt eng Regierung hei ka behaapten, datt guer kee Problem wier a guer näischt dru wier, schonns ier iwwerhaapt de Parquet zu senge Konklusioune ka kommen. Dat ass äusserst seltsam, datt eng Regierung also esou eppes wéi dat heite schréftlech ka ginn, wéi gesot, ouni datt d'Enquête vum Parquet ofgeschloss ginn ass.

Keen heibanne weess - keen heibanne weess! -, wat herno bei deene Recherchë wäert erauskomme respektiv wat fir eng Konklusiounen datt d'Geriichter hei wäerten zéien. An et steet der Regierung mat Sécherheet net zou, ier - zemools net, wann esou eng Prozedur entaméiert ass -, fir da schonn esou eng Positioun ze huele wéi déi heiten. Duerfir ass fir eis deen Thema net ofgeschloss a mir wëllen ofwaarden, wat do d'Gerichtsinstanzen oder d'Justizinstanze wäerten décidéieren.

Wat awer relativ kloer ass an deem Kontext, dat ass, datt et en drängenden Handlungsbedarf gëtt zu Lëtzebuerg, fir ze légiféréieren, fir datt mer déi ganz Problematik an déi ganz Diskussiounen a Risike vun de Conflits d'intérêts aus der Welt geschaf kréien.

Dat betrëfft éischtens, an do sinn ech frou driwwer, datt de Minister Frieden an der Kommissioun d'lescht Woch am Kontext mat der Spuerkeess dat och zouginn huet, datt do e gewëssene Problem ka sinn, well keng adequat intern Reglementatioun an der Spuerkeess besteet, ënner wéi enge Konditiounen ee wöu ka sëtzen, oder ob net Verschiddenes zu Conflits d'intérêts ka féieren, an datt hien der Spuerkeess geroden huet, schnellstens derfir ze suergen, datt esou e Reglement mat klore Regelen emol opgestallt gëtt.

▶ **M. Fernand Boden** *(CSV).*- Dat zielt net nëmme fir d'Spuerkeess!

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng).*- Dat zielt net nëmme fir d'Spuerkeess, do hutt Der recht, Här Boden, dat zielt och fir aner Banken am Privatsecteur, ganz sécher. Dat ass och diskutéiert ginn. Mä mir sinn hei elo emol zoustänneg fir den öffentleche Raum. An duerfir sinn ech der Meenung, datt déi Diskussioun derwäert ass.

Dat Zweet ass awer, wa mer gären an Zukunft hätten, datt voll Transparenz ass, an datt Conflits d'intérêts net kënne geschéien, respektiv virun allem, datt se erschwéiert ginn oder mindestens, datt dann och Accusatiounen net kënne gemaach ginn, well jo Transparenz besteet, da musse mer e Code de conduite kréien hei an deem Land, deen d'Regierung betrëfft, deen d'Deputéierte betrëfft, d'Élus locaux betrëfft, dat heescht d'Hauts fonctionnaires selbstverständlech, dat heescht alleguer déi, déi an deem Fall sinn. Da muss et zu enger Offeleeung komme vun den Niewentätegkeete vun all deene Leit, déi ech elo hei opgezielt hunn. An da muss déi voll Transparenz do spillen, well soss komme mer aus deem Schlamassel net eraus!

A kuckt lech emol déi Diskussiounen un, déi am Europaparlament waren, op Basis vun deem Skandal, dee viru Kuerzem am Europaparlament war, an d'Konklusioune virun allem, déi d'Europaparlament, och déi richteg Konklusiounen, menger Meenung no oder eiser Meenung no, gezunn huet! Mir brauchen dofir och zu Lëtzebuerg endlech déi Diskussioun a mir mussen endlech légiféréieren.

Ech sinn och iwwregens erstaunt doriwwer, datt d'Regierung nach net méi do ze presentéieren huet. Well op Basis vun enger Question parlementaire, déi ech gestallt hunn, scho virun enger Rei Joren, am Zesummenhang mat engem anere Beamten, do hunn ech geäntwert kritt, datt d'Regierung un esou engem Code de conduite géif schaffen. Dat ass awer schonn eng Rei Joren hier. Wat awer och weist, wann d'Regierung jo dru schafft, datt si och selwer der Meenung ass, schéngt ze sinn, datt mer dat brauchen.

Fir deem nach eng Kéier Nodrock ze ginn, Här President, wëllt meng Fraktioun och hei eng Resolutioun déposéieren, pardon, eng Motioun misst et sinn, do ass e Feeler hei am Text dann, oder eng Resolutioun, bon, et hänkt dovun of, wéi een et gesäit, datt mer déi sollen hei unhuelen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- notant les informations parues dans les médias faisant état d'une relation de loyer entre un ancien membre du Gouvernement et un grand promoteur du secteur immobilier;

- considérant le fait qu'un membre de la direction de la BCEE (Banque et Caisse d'Épargne de l'État) est en même temps président du Conseil d'administration d'une société qui appartient à un des plus grands bailleurs de la banque;

- tenant compte des informations parues dans les médias, qu'un haut fonctionnaire du département de l'Aménagement du Territoire, responsable notamment pour le développement du Plan sectoriel «Logement», a donné suite à une invitation de voyage d'un grand promoteur du secteur immobilier;

- relevant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoyant à l'endroit de l'article 14 (1) que «le fonctionnaire est tenu aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité»;

- notant que le Règlement grand-ducal du 16 octobre 1993 fixant les conditions générales du statut des agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État retient à l'article 1er «Les agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg dénommée ci-après la banque, ont un statut de droit public assimilé à celui des employés de l'État. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, sont applicables aux agents de la banque, le cas échéant par application analogique et compte tenu du caractère contractuel de l'engagement: a) les articles [...], 9 à 16 (devoirs des fonctionnaires), [...];

- soulignant ledit article 14 et ses alinéas réglementant l'activité accessoire du fonctionnaire de l'État;

- relevant que la Constitution prévoit à l'article 79 que «[l]es membres du Gouvernement sont responsables» et à l'article 82 que «[l]a Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement. - Une loi déterminera les cas de responsabilités, les peines à infliger et le mode de procéder, soit sur l'accusation admise par la Chambre, soit sur la poursuite des parties lésées»;

- considérant l'article 167 du Règlement de la Chambre des Députés retenant que «[l]es députés exercent leur mandat de façon indépendante. Ils ne peuvent être liés par des instructions ni recevoir de mandat impératif»;

- notant que les textes en vigueur ne donnent pas de réponse satisfaisante aux situations évoquées ci-contre;

décide:

- d'instaurer un code de déontologie susceptible de fixer des normes et des règles pour les agents publics, les mandataires politiques locaux et nationaux ainsi que les membres du Gouvernement afin de préserver les valeurs de la fonction publique luxembourgeoise afin d'éviter à l'avenir tout conflit d'intérêts.

(s.) François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Camille Gira, Claude Meisch.

Da kommen ech zum Stadion selwer. Ech kann nëmme staunen, wann ech elo hei liesen, wat hei steet, an ech dat vergläiche mat deem, wat den Här Krecké d'lescht Woch gesot huet, wou en och iwwert d'Stad Lëtzebuerg geschwat huet, wou e jo e bësse bewosst wahrscheinlech dann alles matenee vermëscht huet, well wann ech den Text hei liese vun den Äntwerten, ass et relativ kloer, datt déi zwielef Siten, wou gesicht ginn ass, dat heescht och déi um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, wou en opgezielt huet, datt ëmmer nëmme gesicht ginn ass e Stadion an Zesummenhang mat Commerce ronderëm ze bauen.

Well et steet jo kloer hei am Text dran, datt d'Regierung dee Wee wollt goen a keen aneren. An donc ass et logesch, wann een natierlech de Stadion net isoléiert kuckt, mä ëmmer erëm nëmmen an Zesummenhang mat Commerce, dat heescht esou eng riseg Surface brauch, datt et dann natierlech schwiereg gëtt, a Gemengen en Terrain ze fannen, ass eng Évidence méme!

Mä ech mengen awer, wann een nëmme fir en Terrain kuckt, fir e Stadion ze baue vun där Envergure, wou mer jo anscheinend alleguerte wëllen, da mengen ech, datt et keng Schwieregkeet wäert sinn, a Gemengen en Terrain ze fannen, inklusiv och um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg. Mä selbstverständlech, déi doten Approche konnt zu net vill féieren.

Da wëll ech soen, datt ech eigentlech schockéiert sinn iwwert déi Approche, déi d'Regierung hei vun Ufank un un den Dag geluecht huet, fir ze mengen, et misst een dat köppelen, an da Vergläicher gemaach huet en plus, déi jo nu wierklech awer net fir zwee Sou d'Strooss halen.

Wou gesot gëtt: Kuckt lech dat emol am Ausland un! Do ginn Arenae verglach, also riseg Stadië mat 60.000 bis 80.000 Leit, a wéi déi musse fonctionnéieren, déi iwwregens awer och, niewebäi gesot, dann och all Samschdeg an all Weekend effektiv voll si mat 60.000 bis 80.000 Leit. Mir schwätze jo hei vun engem Stadion vun 8.000 bis 10.000 Leit, deen, wann et gutt geet, mer eemol am Joer oder eemol all zwee Joer mat 8.000 bis 10.000 Leit gefëllt kréien. Dat heescht, et ass jo eng ganz aner Envergure.

Da ginn do Vergläicher gemaach, déi mat den Hoer erbäigezu sinn, déi just nëmmen drop aus sinn, fir effektiv de Centre commercial ze justifiéieren, an déi eigentlech mam Stadion glat a guer näischt ze dinn hunn. A wat ech do esou schockant fannen, dat ass, datt dann och déi ganz Diskussioun eigentlech vun der Regierung aus, a virun allem vum Här Krecké, während Jore laang gefouert gëtt hei, wéi wann hei den Intérêt public am Vierdergrond géif stoen, an et eigentlech ëm kommerziell Interesse geet an ëm soss guer näischt!

▶ **Une voix**.- Très bien!

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng).*- Da kënnt derbäi, da seet den Här Krecké, mir hu Studien, déi beleeën, datt dee Commerce, dee risege Commerce, deen do geschafe gëtt, datt dat wonnerbar wäert fonctionnéieren, datt d'Kafkraaft do ass, datt dat Aarbechtsplaze schaaft, datt keng op där anerer Plaz verluer ginn.

Éischtens emol, Här Krecké, leet eis déi Studien emol eng Kéier vir, gitt eis déi Studien emol! Dat ass emol dat Éischt. Dat Zweet ass, mir hunn och Studien. An déi Studie, déi d'Stad Lëtzebuerg gemaach huet, dat ass eng, déi ass jo net nëmme gemaach gi fir d'Stad, mä mir hu jo fir de Commerce, mir hunn de Commerce am ganze Land analyséiere gelooss. Aus gudde Grënn, well jo an der Stad eng Rei gréisser Projete geplangt sinn.

Aus där Studie geet mindestens eendäitegerweis ervir - do gëtt scho gesot, datt bei deem, wat mir am Ban de Gasperich maachen, d'Schmaërzgrenz erreecht gëtt fir de Commerce am Land -, mä et gëtt awer gesot, ganz däitlech, wann dat vu Léiweng nach do dropgetässelt gëtt, datt dat ganz eendäitegerweis zu Ongonschte geet vum innerstädtesche Commerce, an datt den innerstädtesche Commerce domadder riskéiert, virun allem an der Stad an an de Südregiounen, ausgeblutt ze ginn. Dat heescht, ënnert dem Strëch, datt wahrscheinlech doduerjer vill, vill Aarbechtsplaze verluer ginn!

An da wëll ech soen, ech kann net verstoen, firwat datt eng Regierung esou festhält un esou enger Logik fir Commerce ze schafen an Aarbechtsplazen am Léiwenger Eck, wäit ewech vun aneren Aktivitéiten! Mir hunn, éischtens, am IVL festgehalen, datt et dräi Entwécklungspôlen am Land gëtt. Dat eent ass Ettelbréck, Dikrech; dat anert ass Esch/Belval, an deen drëtten ass d'Stad mat de Randgemengen.

Zweetens hu mer festgehalen an allen Diskussiounen, an allen Etüden, déi mer déi lescht Jore gemaach hunn, datt mer eppes mussen zu Lëtzebuerg fäerdegbréngen, wa mer wëllen eng seriö Landesplanung kréien, dat ass, datt mer déi Trennung tëschent Schaffen, Wunnen a Fräizäit, datt mer déi mussen opgehuewe kréien. Datt mer net solle weiderfueren, fir iergendwou op der grénger Wiss riseg Saachen ze bauen, déi eis dann déi Fonctionnalitéiten do ni kënnen zesummebréngen. Au contraire, déi nach weider dat förderen, datt se auserneegerappt ginn!

Duerfir, all déi Saachen, déi mer an deene leschte Joren, zéng, 15 Joren zu Lëtzebuerg diskutéiert hunn, déi sinn alleguer contraire zu deem, wat mer zu Léiweng mat deem Projet do wëlle maachen. Et gëtt also keen een Argument, wat eigentlech fir Léiweng an dee Centre commercial ronderëm Léiweng do schwätzt.

Duerfir, nach eng Kéier, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eisen Appel: Kommt, mir bauen en eegestännege Stadion, a kommt, mir loossen dee Projet zu Réiser, zu Léiweng, pardon, falen, well et bréngt dem Land näischt!

Ech wëll emol nach guer net schwätzen - mir kéinten hei nach laang driwwer diskutéieren, duerfir hunn ech leider net méi d'Zäit - iwwer iwwerhaapt d'Konzepter vun Outleten, wéi se haut gesi ginn, par rapport zu deem Stellewäert, deen esou Outlet-Mallen nach hate viru fënnef an zéng Joer. Do gëtt et haut och entretemps Studien, déi ganz aner Saachen diskutéieren. An iwwerhaapt wéi de Commerce sech an deenen nächste 15, 20 Joer wäert entwéckelen, do kënnt jo och e Mentalitéitswandel, deen ass voll amgaang, a mir riskéieren och do, an där Hisiicht, souwisou dernieft ze leien.

Duerfir kommt, mir bauen de Commerce do, wou en higehéiert, am innerstädtesche Beräich! Kommt, mir bauen e Stadion, dee mer fir d'Land jo alleguer wëllen an och brauchen, uerdentlech, mat öffentleche Gelder, an da spuere mer eis vill Diskussiounen a vill Misär a vill Sträit a mir investéieren d'Suen op deene richtege Plazen!

Merci.

▶ **Plusieurs voix**.- Très bien!

▶ **M. le Président**.- Merci dem Här Bausch. Elo kritt d'Wuert den Här Gibéryen.

▶ **M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir haten de 5. Oktober heibannen eng Diskussioun, wou zwou Chamberskommissioune mat sechs Regierungsvertrieder derbäi waren, an déi Diskussioun, déi war ganz gutt, an ech mengen, et ass vun zwou Säiten hei ganz villes gesot ginn.

An der Zwëschenzäit hu mer nach vun der Regierung eng schréftlech Stellungnahm kritt zu enger Rei vu Froen, déi nach net beäntwert waren oder déi doduerch nach eng Kéier schréftlech beäntwert si ginn.

Ech mengen, wann een d'Konklusioun zitt haut, da kann een déiselwecht zéien, wéi mer se scho viru 14 Deeg gezunn hunn, wéi mer no där Sitzung mat de Regierungsvertrieder hei an der Chamber gesot hunn, datt de Projet Léiweng am Fong gestuerwe wier. An ech mengen, et hat een am Fong queesch duerch d'Parteien dat Gefill, wann ee mat jiddwerengem geschwat huet, datt e gesot huet: „Jo, dee Projet ass dout."

Duerfir menge mer, datt et och duerfir haut eng gutt Geleeënheet wier vun der Regierung, wa se hei géif Fuerf bekennen an hir Meenung soen, ob si wierklech nach dru gleeft, datt dee

Service de Police Judiciaire
000219

Projet eng Chance hätt, oder ob och fir d'Regierung dee Projet dout ass. Da soll se dat kloer soen, da kann een nämlech dat Blat ëmdréien an et kann een un en anere Projet seriö erugoen.

Wann een natierlech elo hei seet als Regierung, dee Projet wier nach net gestuerwen, an et fiert ee virun, iwwer Wochen, Méint, vläicht Joren nach ze diskutéieren, an et kënnt een awer net zu engem Resultat, da muss d'Regierung och selbstverständlech déi Responsabilitéit iwwerhuelen, datt se dann ebe Méint a Jore weiderhin, einfach aus Iwwerhieflechkeet, e Projet wëllt an der Rëicht halen, fir einfach net wëllen anzegestoen zu engem fréien Zäitpunkt, datt esou e Projet net gutt wier, datt en net iwwerliewensfäeg wier an datt e gestuerwe wier.

Här President, an deene fënnef Minutten, wou mer bleiwen, wëll ech duerfir op e puer méi prezis Punkten agoen.

Mir waren déi leschte Kéier e bëssen enttäuscht, datt bei deene sechs Regierungsvertrieder am Fong dee Member vun der Regierung, nämlech d'Madame Mëttelstandsministesch, net derbäi war. Et ass sécherlech eng Ursaach ginn. Duerfir si mer haut ëmsou méi frou, datt se hei ass, well et ass nämlech hei un dem Mëttelstandsministère, fir am Fong déi enorm Surface vu Commerce, déi do soll entstoen, ze autoriséieren.

Mir wëssen, datt d'Regierung - den Här Juncker - zwee Ministeren - deene Promoteuren e Bréif geschriwwen huet, wou se am Numm vun der Regierung dee Bréif geschriwwen hunn a gesot hunn, datt d'Regierung géif alles maachen, fir datt déi Projeten do kéinte realiséiert ginn. Duerfir geet d'Fro och un d'Madame Mëttelstandsministesch, ob si deemools - well dat jo am Numm vun der Regierung war, da muss se och Bescheed gewosst hunn -, ob si als Mëttelstandsministesch da wierklech bereet war, deemools an och haut, fir esou eng grouss Surface commerciale ze autoriséieren.

Ech soen nach eng Kéier, déi dräi Ministeren hunn am Numm vun der Regierung geschwat, an den Här Statsminister huet och hei gesot, de Regierungsrot hätt en domadder befaasst, also kënne mer erwaarden, datt dann d'Mëttelstandsministesch ons och ka soen, datt si dee Projet an där dote Gréisstenuerdnung autoriséiert hätt. Oder huet si am Kader vun der Regierung do hir Oppositioun ugemellt?

Dat Zweet, wat ech wëll wëssen, dat ass vun deene Bréiwer, déi tëschent de Promoteuren an der Regierung gelaf sinn, an de Kolleeg Claude Meisch huet et och schonn hei ernimmt. Schwätze mer hei wierklech vun enger Obligation de résultat oder enger Obligation de moyens?

Da soll d'Regierung eis och déi Fro nach eng Kéier hei op dëser Plaz kloer beäntweren. Well wann et eng Obligation de moyens ass, da wäert d'Regierung jo ni an déi Situatioun kommen, wann aus deem Projet näischt gëtt, datt d'Stat belaangt gëtt, fir eng Indemnisatioun bezuelen. Duerfir hätte mer also och gäre vun der Regierung an där doter preziser Fro eng Äntwert.

Här President, well dee Projet fir eis gestuerwen ass a well den zoustännege Minister vun der Ekonomie, e fréiere Sportsminister, den Här Krecké, hei gesot huet, hien hätt keen Optrag vun der Regierung, fir soss e Projet als Stadion ze bauen, deen nëmmen e Stadion wier. En huet awer och zur gläicher Zäit gesot, datt et een Terrain hei zu Lëtzebuerg gëtt, nämlech den „Midfield" zu Hollerech..., Gaasperech villméi, doënne bei dem Centre douanier, datt dat een Terrain wier, wou ee kéint ee Stadion esou bauen, ouni Surface commerciale, mä en hätt keen Optrag vun der Regierung, fir esou eppes ze maachen.

Duerfir, Här President, hu mir eis och erlaabt, wéi dat deemools schonn ugekënnegt ginn ass, fir eng Motioun hei ze deponéieren, fir dann eben, wat den Här Minister net vun der Regierung kritt huet, mä da vun der Chamber eben en Optrag ze kréien, fir esou e Stadion op där Plaz do ze plangen an ze bauen.

Ech hunn nëmmen eng Ënnerschréft drënner dropgemaach, Här President, fir och der CSV an der LSAP an deenen anere Parteien d'Geleeënheet ze ginn, fir déi Motioun do kënnen ze ënnerschreiwen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant:

- que le stade de football «national» Josy-Barthel, construit en 1931 et rénové en 1989-1990, ne correspond plus aux normes sportives et de confort actuellement requises pour les manifestations sportives;

- que ni le stade Josy-Barthel, ni aucun autre terrain de football situé au Luxembourg, n'est conforme aux normes de la FIFA pour le déroulement de compétitions internationales;

- les débats en cours concernant le projet de construction d'un stade «national» à Livange, dépendant de la construction d'un immense centre commercial, y compris les explications des ministres concernés à la Chambre des Députés;

- les coûts d'infrastructure à charge de l'État en cas de viabilisation du site de Livange qui dépassent le montant de 70 millions d'euros;

- que Monsieur le Ministre des Sports a déclaré le 5 octobre, lors de la réunion jointe des Commissions du Développement durable, des Affaires intérieures et de l'Éducation nationale et des Sports, que le terrain «Midfield» situé à Luxembourg-Gasperich, entièrement en propriété de l'État, offre une surface suffisante pour la construction d'un stade sportif d'envergure nationale;

- l'urgence pour la Fédération luxembourgeoise de football (FLF) de disposer d'un stade aux normes de la FIFA;

demande au Gouvernement

- de réaliser dans les meilleurs délais, en régie propre, un stade sportif répondant aux normes de la FIFA, au lieu-dit «Midfield» à Luxembourg-Gasperich.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Just e lescht Wuert. Et ass d'lescht Woch vill iwwert d'Spuerkeess geschwat ginn, an ech mengen, mir haten déi vun der Generaldirektioun vun der Spuerkeess an der zoustänneger Kommissioun. Ech mengen, do muss ee fairerweis soen, datt vun der Spuerkeess-Säit hei an dësem Dossier näischt Falsches, keng Illegalitéite gemaach gi sinn. Dat ass op jidde Fall déi Iwwerzeegung, déi mir no där Sitzung haten.

Dat Eenzegt, wat bleift, dat ass déi Fro vum Conflit d'intérêts, wou och hei schonn d'Kolleege virdru geschwat hunn, fir eventuell e Code de déontologie ze maache fir Politiker, fir héich Fonctionnairen oder fir Leit aus der Spuerkeess, déi och ee kann als Fonctionnairen ugesinn, mä wou ech awer op där anerer Säit soen, Här President, et ass awer op där anerer Säit och en Aarmutszeugnis, wa mir als Politiker higinn a mir soen, mir mussen eis e Code de déontologie ginn, fir datt mer ons ebe korrekt als Politiker verhalen.

Ech géif et besser gesinn, mir géife soen, mir verzichten drop, a jiddwereen, opgrond vu senger Éier a Gewëssen, deen engagéiert sech esou hei an der Politik an a sengem private Liewen, datt en net an déi doten Interessenskonflikter géif kommen.

An ech mengen, mir hunn och doduerch, datt mer déi Diskussioun opgemaach hunn, jo hei enger Rei vu Regierungsmemberen d'Geleeënheet ginn, datt se sech konnten dozou äusseren. D'Spuerkeess-Generaldirektioun konnt sech dozou äusseren. Ech mengen, op där enger Säit si mir net géint e Code de déontologie, mä ech soen awer genausou kloer, et ass och en Aarmutszeugnis, wa mir als Politiker soen, mir mussen eis e Code de déontologie ginn, fir datt mer eis u verschidde Spillregelen halen, déi menger Meenung no fir all Deputéierten an all Politiker missten eng Selbstverständlechkeet sinn.

Ech soen lech Merci.

▶ **Plusieurs voix**.- Très bien!

▶ **M. le Président**.- Merci dem Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här Norbert Haupert agedroen. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)*.- Här President, hat ech mech net gemellt?

▶ **M. le Président**.- Dach, mä Dir kommt nach drun. Dir waart kee vun de Signataires, duerfir kommt Dir zum Schluss.

▶ **Une voix**.- Et ass eng Steigerung.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)*.- Ah!

▶ **M. Norbert Haupert** *(CSV)*.- Den Här Hoffmann ass elo duerjerneen.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)*.- A wéi geet dat dann?

(Interruptions et hilarité)

▶ **M. Norbert Haupert** *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems datt d'lescht Woch am Kader vun enger öffentlecher Kommissiounssëtzung en Débat iwwert d'Problematik vun de Stellungnahme vun der Regierung zu de Projete Léiweng a Wickreng stattfonnt huet, wouriwwer en ausféierleche Rapport virläit, an d'Regierung och nach zousätzlech Äntwerten op weider Froe vun den Deputéierten nogereecht huet, hunn ech mer d'Fro vun dem Sënn an der Noutwendegkeet vun engem weideren Débat hei an der Plénière gestallt.

(Brouhaha)

Et sief, et wéilt een de Projet „Fussballstadion kombinéiert mat engem Akafszenter zu Léiweng" reng sachlech a sengem sportlechen, landesplanereschen, ëmweltproblemateschen a kommerzielle Kontext beliichten. Dat ass bis elo och deelweis geschitt, a well mir den Débat esou verstan hunn, wéilt ech och meng Ausféierung a meng Froen an deem Kontext stellen.

Här President, wat de sportleche Kontext ubelaangt, kann ee sech d'Fro stellen, ob eist Land e moderne Fussballstadion brauch. E Stadion, wou net nëmmen d'Éieregäscht, mä och déi zahlend Zuschauer eng iwwerdeckte Sëtzplaz virfannen. E Fussballsterrain, wou de Spectateur no um Spill deelhuele kann an net duerch eng Lafpist derzou forcéiert gëtt, op Distanz de Fussballsmatch nokucken ze mussen.

▶ **Une voix**.- Très bien!

▶ **M. Norbert Haupert** *(CSV)*.- Brauche mer en Terrain, wou de Spiller déi néideg sanitär a physiotherapeutesch Installatioune fir Soinë virfënnt? E Fussballstadion, wou d'Press an uerdentleche Konditioune schaffe kann? A last but not least e Stadion, wou d'Federatioun déi néideg Raimlechkeete virfënnt fir en dezenten Empfang an d'Betreiung vun hiren nationalen an internationalen Éieregäscht?

Dës Froe kann eis Fraktioun mat engem kloren „Jo" beäntwerten an dofir hu mir och d'Beméiunge vum deemolege Sportsminister begréisst, fir esou ee Stadion ze fannen. A well et sech ëm en nationale Stadion handelt, si mer och der Meenung, datt d'Regierung sech beméie soll, fir datt de Projet esou schnell wéi méiglech, ouni ze vill administrativ Hindernisser, realiséiert ka ginn.

Well ech awer aus menger berufflecher Vergaangenheet wousst, datt op deem virgeschloene Site an den 90er Joren e Projet fir de Bau vun engem Akafszenter aus ëmweltproblemateschen a landesplanereschen Iwwerleeunge verworf gi war, a well ech vun der Noutwendegkeet vun engem moderne Fussballstadion iwwerzeegt war an och nach sinn, am Géigendeel zu deem, wat verschidde Leit mer deemools ënnerstelle wollten, a well ech net wollt, datt de Fussballstadion esou wéi de Velodrom an enger „never-ending story" ausaarte sollt, hunn ech virun zwee Joer der Regierung d'Fro gestallt, wat déi nei Momenter an d'Iwwerleeunge wären, fir datt d'Ursaachen, fir an den 90er Joren en Akafszenter ze refuséieren, haut net méi géife gëllen, Fro, op déi den Här Bausch och haut schonn agaangen ass.

Här President, d'Fro, déi sech nach stellt, ass déi vun der Kombinatioun vun engem Fussballstadion an engem Akafszenter a vun der „public private partnership" fir de Bau vun esou engem Komplex. Wann eng Privatentreprise gewëllt ass, esou e Projet ze finanzéieren, da kann een dat begréissen, wuel wëssend, datt ee private Promoteur dat net aus renger Léift zum Fussball an ouni kommerziellen Hannergedanke mécht.

Hie brauch Commerçanten, déi bereet sinn, sech an deem Komplex néierzeloossen, fir de Projet ze rentabiliséieren. Dofir brauch hien eng Autorisatioun vum Mëttelstandsminister, dee bei senger Décisioun den Impakt vun esou engem Projet op den nationalen a regionalen Équiliber vum Commerce berücksichtege soll. A well de Projet vun engem moderne Fussballstadion en nationale Charakter huet, kann een d'Beméiung vun der Regierung, fir de Projet Wickreng, wou eng Autorisatioun vum Mëttelstandsminister virlouch, mat dem Projet Léiweng ze kombinéieren, och verstoen. Dës Beméiunge gräifen awer net der Autorisatioun, déi de Mëttelstandsminister am Kader vu Léiweng muss ginn, vir.

Dofir wollt ech vun der Regierung wëssen, ob eng Demande fir de Projet Akafszenter Léiweng virläit a wellech d'Envergure vun dëser Demande ass an ob déi Surface den nationalen a regionalen Équiliber vun eisem Commerce a Gefor bréngt. Des Weidere muss ee sech d'Fro stellen, wat fir eng Nofolgekäschten d'Locatioun an den Ënnerhalt vum Fussballstadion fir d'Federatioun respektiv d'Regierung oder de Lëtzebuerger Stat wäerten hunn, a wat geschitt, wann de Komplex vum kommerzielle Standpunkt eng eidel Schuel sollt bleiwen. Ausserdeem wollt ech vun der Regierung wëssen, wien d'Käschte vun de Stroosseninfrastrukturen um Site vun dësem Komplex dréit.

Här President, net vun ongeféier maachen d'Leit aus den émleienden Dierfer sech Suergen iwwert den Impakt vum Akafszenter an och vun de grousse sportlechen Evenementer op de Verkéier an hiren Uertschaften. Dofir ass et wichteg, vun der Regierung ze wëssen, wéi den deegleche Verkéier, bedéngt duerch den Akafszenter, souwéi den zousätzleche Verkéier bei grousse Fussballsmatcher drainéiert ka ginn, fir datt d'Liewensqualitéit vun de Leit aus deene concernéierten Uertschaften net ze staark beaträchtegt gëtt.

Et däerf een awer bei all deem net aus den Ae verléieren, datt mer mat eisen allze vill enk gestréckten Iwwerleeunge riskéiere kënnen, datt ee Promoteur mat engem fir eis Ekonomie, eisen Aarbechtsmaart an eise Sport interessante Projet dësen ouni e Fussballsterrain déi Säit vun der Grenz setze kéint, mat de Follegen, datt mir, esou wéi am Fall vun IKEA, d'Avantagë vum Projet verléieren an d'Nuisancë vum Verkéier behalen.

Här President, zum Schluss wollt ech hei ënnersträichen, datt eis Fraktioun fir de Bau vun engem moderne Fussballstadion ass; datt deen am Kader vun engem kombinéierte Komplex Stadion-Akafszenter realiséiert kéint ginn, ouni datt dat eng Konditioun muss sinn; datt en am Interessi vun eisem Sport esou séier wéi méiglech realiséiert sollt ginn, ouni den Autorisatioune vun deene lokalen an nationalen Instanze virzegräifen; datt dee Stadion um Site Léiweng realiséiert kéint ginn, wann déi landesplaneresch, ëmweltproblematesch a verkéiersproblematesch Konditiounen et erlaben,...

(Brouhaha)

...an d'Bedenke vun den Awunner a Considératioun gezu ginn, an datt alles net ausschléisst, datt ee sech soll Gedanken iwwer en alternative Site maachen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

▶ **Plusieurs voix**.- Très bien!

▶ **M. le Président**.- Merci dem Här Haupert. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

▶ **Une voix**.- Dir hutt gutt geschwat, héiert!

(Brouhaha)

▶ **Une autre voix**.- Ech mengen, datt déi sech net vill méi ofschwätzen.

▶ **M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- Här President, de Projet Léiweng huet jo virun de Wahlen, virun de Gemengerotswahle grouss Welle geschloen. Och hei an der Chamber,...

▶ **Une voix**.- Och nach haut!

(Interruptions diverses)

▶ **M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- ...virun de Wahlen, an och hei an der Chamber, no de Wahlen. An et ass kloer fir jiddwereen, deen e bëssen eppes vu Politik versteet, dass souwuel d'Resultat vun de Gemengerotswahlen zu Réiser wéi och déi politesch Diskussioun zu deem Projet net kann einfach esou op d'Säit gesat ginn a mat deem Projet virugefuer gi wéi wa näischt gewiescht wier.

D'Gemengewahle waren zwar kee Referendum fir oder géint de Projet Léiweng,...

▶ **Une voix**.- Dach!

▶ **M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- ...mä déi Gemengewahlen hunn déi politesch Verhältnisser an der Gemeng Réiser geännert, zwar net bouleversiért, mä geännert. An dofir muss een natierlech och ofwaarden, wat déi Verantwortlech vun där Gemeng an deem Dossier wäerte maachen, wann emol eng nei Koalitioun dosteet.

Natierlech gëtt et an deem Dossier dräi Acteuren. Deen éischten, dat ass de Stat, dat ass jo d'Regierung, där mir vis-à-vis hei stinn. Ech wëll drun erënneren trotzdeem, dass an dem Koalitiounsprogramm vun 2009 dee Projet Léiweng als Programmpunkt steet, deen d'Regierung weider wëllt féieren an dee se wëllt realiséieren.

Ech wëll och drun erënneren, dass de Regierungsrot den 23. Juli 2010 de Masterplang approuvéiert huet, deen en nationale Fussballstadion mat enger kommerzieller Infrastruktur virgesäit, mat Commercen a Servicer, déi de Stadion finanziell solle viabiliséieren, dat heescht, dee Stadion solle finanzéieren.

An ech erënneren och drun, dass de Regierungsrot den 8. Juli 2011 seng Ënnerstëtzung zu deem Projet widderholl huet, an zwar am Zesummenhang mat dem Avis vun der Commission d'aménagement iwwert d'Émännerung vum Plan d'aménagement général vun der Gemeng Réiser.

Wat d'Gemeng Réiser ugeet, dat ass jo en incontournabelen Acteur, an d'Zukunft vun deem Projet hänkt natierlech vun deem of, wat an där Gemeng geschitt. Ech mengen, déi politesch Gemengeféierung an där Gemeng, déi zukünfteg politesch Gemengeféierung soll also kloermaachen, wat si mat deem Projet wëllt maachen.

Ech erënneren och drun, dass den Innenminister jo och nach eng Décisioun muss huelen iwwert d'Délibératioune vun där Gemeng zu der Reklasséierung, provisorescher Reklasséie-

Service de Police Judiciaire
000220

rung vum Terrain, dee fir de Projet Léiweng soll a Fro kommen.

An natierlech, mengen ech, muss een och, op-grond vun all deenen Diskussiounen, déi hei stattfonnt hunn an och dobausse stattfonnt hunn, mat de Promoteure schwätzen, fir d'Ängschten, déi am Zesummenhang mat deem Projet opkomm sinn, e Projet vu 76.000 m² vu Fläch fir Commerce, fir Servicer an aner Saachen, fir d'Ängschten, déi an deem Zesummenhang opkomm sinn, eescht ze huelen an och ze dispersëieren, wann dat méiglech ass.

Et ass éischtens d'Angscht, dass de Commerce aus der Regioun bis an d'Stad géif negativ influenzéiert ginn.

Natierlech wann een an der Stad vun den Ängschte schwätzt, déi ee kann hu fir de lokale Commerce, kann ee soen, dass d'Stad - wéi den Här Bausch jo richteg gesot huet - och bei engem Projet, ech wëll net soe federführend ass, mä et e Projet op dem Gebitt vun der Stad gëtt, nämlech den Auchan op dem Ban de Gasperich, deen, wéi d'Etüd vun der Stad jo gesot huet, wierklech eng Schmäerzgrenz erreecht, wann net iwwerschreit.

An ech wëll och soen, Här President, dass aner Projeten an der Stad an an der Peripherie vun der Stad natierlech och dozou bäidroen, dass de lokale Commerce ëmmer méi ënner Drock geréit.

(Interruptions diverses)

Et ass also dat eent. Dat ass déi éischt Angscht.

Dann déi zweet Saach, dat ass, dass mer d'Liewenskonditiounen an der Gemeng Réiser musse genee kucken, wat duerch dee Centre commercial do geschitt.

An dréttens musse mer natierlech och d'Ëmweltproblemer kucken.

An ech wëll jo soen, dass mer jo dofir Prozeduren hunn, déi elo eréischt ulafen. Dat heescht, déi Prozeduren, déi mussen agehale ginn, fir dass de Projet iwwerhaapt bis zu senger Phas vun der Realisatioun kënnt.

Wat kann d'Chamber der Regierung haut mat op de Wee ginn?

Ech mengen, si soll de Promoteuren déi Ängschte vun der Politik a vun de Leit, och vun deene Bierger, déi sech dergéint ausgeschwat hunn, mat virdroen a si soll mat hinnen diskutéieren, fir ze kucken, awéiwäit dass an deem Projet Léiweng kënne Commerce a soss Servicer realiséiert ginn. Also, ech menge schonn, dass een iwwert déi 76.000 m² ganz seriö muss diskutéieren.

Wat kann derniewent an der Gemeng geschéien?

Et ass awer och net onwichteg, dass ee sech iwwert dat, wat d'Gemeng Réiser kéint maachen, hei Froe stellt. Ech mengen, de Gemengerot kann natierlech eng politesch Décisioun ·elen, Neen zu deem Projet soen. Dann ass e :. Dat hänkt jo dann of och dovunner of, wat ... eng nei Koalitioun dass do entsteet. Oder e kann och e konsultative Referendum ofhalen. E kann décidéieren, e konsultative Referendum ofzehalen, an e kann erklären, dass dee konsultative Referendum fir si bindend ass, dat heescht, dass d'Bierger décidéieren iwwert dee Projet, deen zu Léiweng virgesinn ass.

An ech mengen, wann dann de Projet positiv gesi gëtt, da komme jo eréischt all déi reglementaresch Prozeduren. A wa vun Transparenz geschwat gëtt an dësem Zesummenhang, mengen ech, dass d'Transparenz an der Haaptsaach déi ass, dass all déi Prozesser, déi Prozeduren, déi do musse stattfannen, genee nozevollzéie sinn an och öffentlech kënnen nogekuckt ginn. Dat ass d'Transparenz, mengen ech, déi een hei muss ustriewen.

Ech hu Vertrauen an d'Regierung an och an d'Verwaltungen, dass se bei dem Oflaf vun deene Prozedure ganz eendeiteg d'Gesetzer an d'Reglementer anhalen. Ech hu keng Ursaach, fir iergendengem Minister oder engem Beamten ze reprochéieren, e wär do beaflossbar op déi eng oder déi aner Manéier. An dofir mengen ech och, dass, wann d'Gemeng Réiser dee Projet do géif positiv begutachten, dann déi Transparenz an dem Traitement vun deem Dossier géif existéieren.

Et bleift natierlech d'Fro: Wat geschitt, wann elo de Projet vu Léiweng begruewe gëtt? Wat ass de Plan B? Bon, ech hunn hei elo héieren, et ass jo och eng Motioun, eng vum Här Gibéryen, an et ass och eng vun onse grénge a bloe Kolleegen... An déi Motioun seet jo, de Stat soll selwer e staatleche Stadion bauen.

Ech muss lech soen, ech si jo och President vun der Sportskommissioun...

Une voix.- Et gesäit een et.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- ...an ech sinn och ganz en faveur. Ech ginn zwar net vill an de Stadion, muss ech lech soen. Ech ginn iwwregens och net vill a Centres commerciaux,...

Une voix.- Dir sidd duerch an duerch trainéiert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- ...mä ech muss lech soen, an engem Land, wou de Statsbudget all Joer säit 2007 en Defizit vun 1,4 Milliarden huet,...

(Interruptions et hilarité)

...hunn ech meng Bedenken, fir einfach esou ze soen: De Stat soll de Stadion bauen. Well et geet jo net duer, dass de Stat de Stadion baut, de Stadion muss jo och dann herno gérëiert ginn. An d'Fro stellt sech, Här...

(Interruption)

Jo, mä haut hu mer e Stadion, deen d'Stad Lëtzebuerg gérëiert. Ech kommen nach dorobber zréck, well ech fannen, dat ass och eng interessant Diskussioun, déi hei eigentlech misst gefouert ginn.

De Stadion vum Stat bauen, vum Stat gérëiere loossen, en Terrain kafen, wa mer esou ee fannen, dat ass dat eent, dogéint war eigentlech d'politesch Haltung vun der Regierung a vun der Majoritéit, fir e Stadion bauen ze loosse vun engem Privatmann, net en „public private partnership", mä e Stadion baue loosse vun engem Privatmann, deen iwwer wirtschaftlech Aktivitéite géif finanzéiert ginn.

Dat fannen ech gutt bei esou Saachen, bei esou Infrastrukturen, well ech muss lech éierlech soen, ech sinn do e bëssen iwwer ons liberal Kolleege verwonnert, well...

(Interruptions diverses)

...mer awer an enger liberaler Wirtschaft sinn,...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif lech bieden, dem Här Fayot nozelauschteren!

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- D'Staunen ass op alle Säiten.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- ...wou déi Méiglechkeeten do sinn. An ech wëll lech soen, meng Prioritéiten am öffentleche Bau, dat sinn d'Schoulen,...

Une voix.- Très bien!

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dat ënnerschreiwen ech direkt.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- ...dat si Wunnengen...

Plusieurs voix.- Aaahhh! Jo!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dat ënnerschreiwen ech och direkt.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- ...an dat ass d'Mobilitéit.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Une voix.- Très bien!

Plusieurs voix.- Mir sinn derbäi.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- An ech wëll lech soen...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech hoffen, datt den Här Schneider lech - en ass net hei, den Här Schneider -,...

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- An ech wëll lech soen...

Une voix.- Hien huet lech gutt nogelauschtert, Här Bausch.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech weess net...

M. le Président.- Ech bieden lech wierklech, dem Här Fayot nozelauschteren!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Neen, mä...

M. le Président.- Loosst Dir lech net aus der Fassung bréngen, Här Fayot!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- ... heiansdo muss een awer e klengen Tëscheruff maachen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech mengen also... Jo, et ass jo an der Rei. Et ass guer kee Problem.

Ech wëll just soen, dass, wa mer de Budgetsdefizit hunn, dee mer hunn, a wa mer mussen Investissementer strecken a mir mussen ënner Investissementer wielen, e Choix maachen, net alles beieneen, ech mengen, da muss ee Prioritéite setzen. A fir mech ass déi Prioritéit: Wunnen, Schoul a Mobilitéit. An net Futtballstadion!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Voilà!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Wa mer déi Choixë mussen treffen, si mer direkt mat lech d'accord.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- A kee Konsum.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Dann ass e jo elo ganz vum Dësch?

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Dofir mengen ech, solle mer an dëser Fro ofwaarden, wat déi Réiser Gemeng seet.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech wéilt dem Här Fayot eng Fro stellen.

M. le Président.- Här Fayot, den Här Bausch wëllt lech eng Fro stellen.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här Fayot, Dir hutt dat jo elo gutt erklärt, wat Är Prioritéite sinn. Mä mir hu jo awer erklärt kritt d'lescht Woch, datt och dat, wat zu Léiweng virgesinn ass, dat ass jo net zum Nulltarif ze kréien. Dat kascht jo de Stat tëschent 70 an 80 Milliounen.

Donc an där do Logik, wéi Dir argumentéiert, si mer eis jo dann awer och eens, dann ass dat do och keng Prioritéit. Wa mer esou wäit kommen, datt d'Keess esou knapp ass, datt mer nach just no eise Prioritéite kucken - an déi, déi Der genannt hutt, do géife mir direkt ënnerschreiwe mat zwou Hänn -,...

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- ...da soen ech lech, dann ass et awer kloer: Dann ass Léiweng och fort.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här Bausch, ech wëll lech just soen, dass jo, esou wéi mer dat erklärt kritt hunn an deene ville Stonnen, wou mer hei zesummesouzen an de Kommissiounen, souwisou zu Léiweng den Échangeur héchstwahrscheinlech muss geännert ginn, wa mer op dräi Bunne ginn a wa mer...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Hate mer et esou ausgemaach? Dat kascht awer keng 80 Milliounen, Här Fayot.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden lech wierklech, dem Här Fayot nozelauschteren!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här Fayot, geheit elo net alles duerjerneen!

(Brouhaha)

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech wëll just soen, dass déi Fro vun dem Échangeur natierlech zesummenhänkt mat deem Projet, mä dass de toute façon, dat huet de Minister ons gesot, ob elo Léiweng gebaut gëtt...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Déi Eisebunnsinfrastrukture mussen dach net gebaut ginn, Här Fayot. Deen Halt, dee gebaut gëtt fir d'Eisebunn, dat muss dach alles net gebaut ginn, wann net de Stadion gebaut gëtt.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Mä vläicht muss och nach en Halt gebaut gi vun der Eisebunn fir déi Leit, déi do wunnen.

Plusieurs voix.- Oh, ho, ho!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Voilà!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Mir froen den Här Wiseler. Den Här Wiseler huet eng Lëscht.

Une voix.- Da mussen d'Leit elo 700 Meter méi wäit lafen, fir op d'Gare ze goen.

M. le Président.- De Minister wäert herno op déi Froen äntwerten.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech wëll elo nach...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Sécherlech muss deen Échangeur gebaut ginn, mat oder ouni Centre commercial do. An ech hunn d'lescht Kéier schonn erklärt, esou wéi dat och an Áren Äntwerte kloer an däitlech steet, datt déi Part vun deem Échangeur, dee gebaut gëtt, well e Centre, wann en dann dohinnerkënnt, dee spezifesch dofir gebaut gëtt, datt déi och spezifesch evidenterweis muss vum Promoteur bezuelt ginn.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Den Eisebunnsarrêt och?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Den Eisebunnsarrêt, dee muss bei all gréisserem Projet souwisou och gebaut ginn, wann e gréissere Projet kënnt.

(Interruption)

Gelift?

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Gëtt deen och vum Promoteur bezuelt?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Den Eisebunnsarrêt ass haaptsächlech en Arrêt, dee bei de Stadion kënnt, well am Prinzip Centres commerciaux kaum mat Eisebunnen ugebonne ginn. Esou datt den Eisebunnsarrêt, wann e kënnt, fir de Futtballstadion kënnt. Dat ass... Et kann een net anescht an dësem...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Also gi vill Fraisen...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, selbstverständlech kascht et och eppes.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech muss och soen...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Et sinn och eng Rei...

M. le Président.- Sou! Ech bieden lech elo wierklech hei! Mir kënnen net alleguer duerjerneeschwätzen. Den Här Minister kritt herno d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Okay.

M. le Président.- Elo kritt den Här Fayot d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech kommen duerno nach op Explikatiounen zréck.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech wëll och soen, dass ech der Meenung sinn, dass de Stat soll eng Kéier e seriöt Wuert mat der Stad Lëtzebuerg schwätzen. Et gëtt hei vun „Midfield" geschwat. Bon, mir hunn och gesot kritt vum Här Minister fir d'Infrastrukturen, dass „Midfield" och en deiere Spaass gëtt, well mer och all déi Échangeuren do mussen ëmänneren, wann dann do géif en Terrain gebaut ginn.

Mä ech soen lech: Mir hunn e Stadion an der Stad. Ech weess net, wat d'Stad Lëtzebuerg domat wëlles huet. Et ass oft driwwer diskutéiert ginn, dass deen Areal do an der Stad fir aner Saache kéint gebraucht ginn, dass och eng ganz Partie aner Servicer, déi do sinn, kéinte verluecht ginn. D'Pompjeeskasär kënnt jo scho fort. Mä ech mengen awer, dass et vläicht eng interessant Diskussioun wär, wann de Stat emol mat der Stad Lëtzebuerg géif diskutéieren, fir dee Stadion méi sécher ze maachen.

Dat ass e Gebai vun 1931. Dat ass eng Lokalitéit vun 1931, déi 1989 bis 1990 relativ intensiv erneiert ginn ass, renovéiert ginn ass, mä déi haut awer apparemment deene Regele vun der FIFA an der UEFA net méi entsprécht. An ech kéint mer virstellen, dass hei zwëschе Stad a Gemeng e Stadion kéint entstoen, ouni dass een elo misst eng komplett nei Installatioun anzwousch bauen,...

(Interruption)

Här Bausch.

...wou ee menger Usiicht no och zwou Mécke mat engem Schlag kéint kréien, an dass ee kéint also e Veräin aus der Stad, deen en Terrain brauch, wéi zum Beispill de Racing, fir dee mer jo wëllen en neien Terrain bauen, wann een deen dann do géif installéieren, dann hätt een zwou Mécke mat engem Schlag.

An ech mengen, et soll een also,...

(Interruptions)

...wa mer scho kleng Bréidercher musse baken, da fannen ech, soll ee probéieren, elo emol dat ze kucken, wat am nooste läit, éier een dann aner Installatiounen nach mécht.

(Interruptions)

Ech wëll nach just soen zu zwou Froen eppes soen, déi vun de Kolleege vun der Oppositioun hei virbruecht gi sinn. Mir si selbstverständlech mat där Bemëlung d'accord, fir iwwer esou e Code de déontologie ze légiférëieren. Ech fannen dat eng wichteg Saach, fir d'Distanz zwëschen der Politik an der Ekonomie kloerzestellen, an och an de wirtschaftlechen Décisiounen, déi am Stat falen, fir dass do d'Responsabilitéite kloer ginn. Do si mer d'accord. Mir sinn och d'accord, fir déi Motioun do - et ass eng Resolutioun, mengen ech - unzehuelen.

An dat Zweet, do muss ech soen, do maachen ech mer och Gedanken iwwert dat, wat hei gesot ginn ass, iwwert d'Spekulatioun zu Lëtzebuerg, dass am Ëmfeld vun de Plans sectoriels géifen Terrainen opkaaft ginn. Ech ka mech erënneren, dass mer scho mam Här Krecké iwwert de Plan sectoriel «Zones d'activités» geschwat hunn, wou hien ëmmer gesot huet: „Mir kënnen dat net erausginn, well d'Gefor ass, dass dann Terrainen opkaaft ginn an dass dann d'Spekulatioun domat ugeet."

Service de Police Judiciaire
000221

Ech mengen, dat ass e seriöe Problem zu Lëtzebuerg, iwwert dee mer ons Gedanke musse maachen. Ech sinn och der Meenung, dass mer als Chamber do héchstwahrscheinlech net ganz vill kënne maachen. Mä ech mengen, d'Regierung muss wierklech och oppassen, dass mer net der Spekulatioun Opdrifft gi mat der gudder Absicht, fir en anstännegen Aménagement du Territoire ze maache mat Plan-sectorielen, déi Kapp a Schwanz hunn. Mir mussen déi Spekulatioun do ënnerbannen.

Merci.

Ah! Entschëllegt, elo hat ech mat deem ganzen Déngen nach bal ons Motioun vergiess.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi? Maacht Dir eng Motioun?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wollt soen, dass mer als Majoritéitsfraktiounen eng Motioun virleeën, déi grosso modo dat enthält, wat ech a mengen Ausféierungen hei gesot hunn. An ech géif lech also bieden, och där Motioun do Är Approbatioun ze ginn.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- au vu du programme gouvernemental qui retient que «le Gouvernement, en accord avec les principes de l'aménagement du territoire, a désigné Livange comme lieu d'implantation du stade national de football dans le cadre d'un nouvel ensemble commercial. Le Gouvernement accompagnera la Fédération de Football pour ses arrangements conventionnels avec le promoteur qui mettra le stade à la disposition de la FLF»;

- considérant que le Conseil de Gouvernement a approuvé en date du 23 juillet 2010 le masterplan de Livange, en faisant référence dans le résumé public de ses travaux à un accord trouvé entre le Gouvernement et le promoteur, à savoir une planification intégrée en vue de la réalisation d'un projet d'ensemble sur le site en question autour d'un nouveau stade national de football avec les infrastructures commerciales nécessaires à la viabilité financière du projet de stade. À la même occasion, le Conseil de Gouvernement constate que le plan tient compte de toutes les contraintes du site: insertion paysagère, gestion du bruit en provenance de l'autoroute, gestion de l'eau, insertion par rapport à la structure villageoise;

- considérant que le Conseil de Gouvernement a réitéré son soutien à la réalisation du projet en conformité avec le masterplan et dans le respect de toutes les dispositions légales et réglementaires concernées en date du 8 juillet 2011, suite à une discussion menée au sujet du projet d'ensemble autour du stade national de football prévu à Livange dans le contexte de la parution de l'avis de la commission d'aménagement concernant la modification projetée à cet effet du plan d'aménagement général de la commune de Roeser et à l'occasion de la présentation publique du masterplan de Livange;

- soucieuse d'une planification transparente et d'une prise de décision basée sur des critères objectifs;

- soucieuse de respecter la volonté des citoyens concernés et de recueillir leur avis, le cas échéant par la voie d'un référendum consultatif communal à décider par les responsables de la commune de Roeser;

invite le Gouvernement,

- en ordre principal, de poursuivre le contact avec les responsables communaux de la commune de Roeser et avec les promoteurs en cause, en vue de la réalisation d'un stade de football et des commerces nécessaires à sa viabilisation, en prenant en compte les considérations ci-dessus;

- à reconsidérer, dans l'optique du respect de l'équilibre commercial sur le plan régional, les dimensions de l'infrastructure commerciale qui doit permettre la viabilisation du stade de football;

- en ordre subsidiaire, au cas où une décision négative du conseil communal, un référendum négatif ou des incompatibilités avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui apparaîtraient au cours de la procédure d'autorisation ne permettraient pas la réalisation du projet à Livange tel que prévu par le masterplan, à rechercher un site alternatif pour la construction d'un stade de football national.

(s.) Ben Fayot, Fernand Diederich, Norbert Haupert, Ali Kaes, Roger Negri.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Elo kritt den Här André Hoffmann d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, elo wësse mer also nach net, ob de Projet begruewen ass, definitiv oder net, oder ob en erëm opsteet. Ech wëll zu deem, wat den Här Fayot gesot huet, direkt...

(Interruption)

Jo, ech wollt dat och soen, awer ech fannen, dat wär net de goût parfait. Dofir hunn ech et net gesot. Dat war eng Äntwert op keng Fro, mä...

M. le Président.- Ech hunn dat esou verstanen, Här Hoffmann.

(Hilarité)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech wéilt awer zu deem, wat den Här Fayot elo hei gesot huet, vläicht zwou Remarquë maachen.

Fir d'Éischt déi hei: Et ass zwar richteg, dass zu Réiser kann de Projet gestoppt ginn. Et ass awer méi richteg, dass d'Haaptverantwortung bei der Regierung läit. Et ass am Regierungsprogramm, wou steet, de Stadion géif zesumme mat engem Centre commercial zu Léiweng gebaut ginn. Ech weess net, wat deemools zu Réiser gesot ginn ass, mä dat steet am Regierungsprogramm. An do läit also d'Haaptverantwortung.

Dat huelen ech awer elo erëm zréck, well soss géif ech der Séparation des pouvoirs jo net entspriechen. D'Haaptverantwortung läit hei an der Chamber, well d'Regierung ass en Exekutivorgan. Mir décidéieren hei am Prinzip, ob a wéi a wou dass e Stadion gebaut gëtt.

Une voix.- Richteg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Zweetens, déi Fro vun der Prioritéit. Ech sinn och der Meenung, dass ee misst kënnen driwwer diskutéieren, ob de Fussballstadion eng Prioritéit ass oder net. Et muss ee sech dann awer wierklech entscheeden: Entweder ass de Stadion eng öffentlech Prioritéit oder net. A wann en eng öffentlech Prioritéit ass, dann ass et d'Aufgab vum Stat als öffentlech Exekutiv, dann an deem Moment dee Stadion ze realiséieren an net mussen zréckzegräifen op e private Financier, well dorobber kënnt et jo eraus.

Och wa mer de Projet opginn, wat jo nach e bëssen esou am Raum steet, mengen ech, dass mer domadder d'Diskussioun net ofgeschloss hunn, well ech mengen, dass aus där ganzer Affär hei entscheedend Lektiounen ze zéie sinn. An dat fänkt u mat dem Respekt vis-à-vis vun eisen eegenen Dokumenter, eisen eegenen Texter, souwuel wat d'Landesplanung betrëfft wéi och wat d'nohalteg Entwécklung betrëfft.

Ech géif den Här Wiseler herno gäre froen, ob si als Nohaltegkeetsministère deenen anere Ministèrë wierklech an och sech selwer den nationalen Nohaltegkeetsplang zoukomme gelooss hunn, an ob en iwwerall och opmierksam gelies ginn ass. Well wann dat esou wär, dann hätt dee Projet Léiweng iwwerhaapt net dierfen op den Dësch kommen, well do gëtt et eng ganz Rei vun - ech ka se net zitéieren, ech hu keng Zäit - Unhaltspunkten, wou ee ka soen: Dat do widdersprécht deem, wat mir selwer als Dokument erausginn iwwert d'nohalteg Entwécklung hei zu Lëtzebuerg.

Deen éischten Deel vun deem Nohaltegkeetsplang - dat ass jo deen, deen am meeschte gelueft ginn ass -, dat ass dee vun den negativen Tendenzen hei zu Lëtzebuerg. An ech soen lech, wa mir Léiweng an där doter Form bauen, da kommen an deem nächsten Nohaltegkeetsplang, wann e seriö ausgeschafft gëtt, nach e puer weider negativ Tendenzen derbäi: dat, wat d'Landesplanung betrëfft, dat, wat d'urban Zentre betrëfft - dat hunn ech schonn hei an der Kommissiounsréunioun gesot -, dat, wat den Naturschutz betrëfft, dat, wat d'Konsumobsessioun betrëfft an esou weider an esou fort.

Dann e Wuert och zu den Aarbechtsplazen. Déi Fro ass schonn hei ugeschnidde ginn. Dat ass jo nawell gären en Argument, fir all méiglech Saachen ze rechtfertegen, andeem een op Aarbechtsplazen hiweist. Da soen ech lech: Maacht emol fir d'Éischt Är Aufgab zu Schëffleng an zu Rodange!

(Interruptions)

Kuckt emol fir d'Éischt do déi Aarbechtsplazen ze halen, déi a Gefor sinn, a wou ee mat enger gewësser Wahrscheinlechkeet kann ausgoen, wann d'Regierung net do mat der Fauscht op den Dësch schléit, dass dann déi zwee Siten ofgebaut ginn an déi Aarbechtsplazen ofgeschaaft ginn!

Ofgesinn dovunner, an dat ass jo hei scho gesot ginn, wann ee seet „schafen", muss een ëmmer dergéintrechnen, op wéi enger anerer Plaz dass Aarbechtsplazen ofgebaut ginn. Den Här Bausch huet dat scho genuch op eng genau Aart a Weis duergestallt.

Fir mech stellt sech an där ganzer Fro, wat d'Relatiounen tëschent Stat a Privatwirtschaft oder Privatentrepreneuren oder -investisseure betrëfft, stellt sech fir mech eng prinzipiell Fro an eng systemesch Fro, déi mer mat der Deontologie eleng net geléist kréien. Ech sinn also selbstverständlech d'accord, dass mer eis och eng Deontologie gi fir Regierungsmemberen a Statsbeamten. Et stellt sech hei awer vill méi e prinzipielle Problem, nämlech dee vun dem allgemenge Verhältnis tëschent dem Stat als Vertrieder - prinzipiell, theoretesch - vun der Allgemengheet op där enger Säit, an der privater Wirtschaft mat hiren Aktionären op där anerer Säit.

An da soen ech lech, et liest ee jo heiansdo, de Wirtschaftsliberalismus, dee géif verlaangen, de Stat misst sech aus der Privatwirtschaft erauszéien. Ce n'est pas vrai! De Wirtschaftsliberalismus a sengen extreme Forme verlaangt, dass de Stat d'Privatwirtschaft accompagnéiert, an zwar esou gutt wéi méiglech! Dat heescht, dass en esou gutt wéi méiglech derfir suergt, dass d'Privatwirtschaft floréiert an dass d'Privataktionäre selbstverständlech esou vill wéi méiglech kënnen asäckelen.

An da maache mir dat, wat mer elo maachen. Da maache mer PPPen, mir maache Privatiséierungen op europäeschem Niveau an esou weider an esou fort. An hei loosse mer eis dann e Stadion bauen, wou mer ganz genau wëssen, dee gëtt net gebaut aus Sportsinteressen, mä wou mer ganz genau wëssen, eigentlech geet et dorëm, Aktionären ënnert d'Aerm ze gräifen, fir e gutt Geschäft ze maachen.

Also nach eng Kéier: Ech hoffen, dass mer et fäerdegbréngen, e Stadion ze bauen, wann et eng öffentlech Prioritéit ass, an öffentlecher Hand, an dass mer dee Projet Léiweng opginn, an dass d'Regierung en opgëtt oder dass mir en hei opginn, an dass mer net d'Verantwortung einfach ofleeden op d'Gemeng Réiser.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Regierung d'Wuert. Wien intervenéiert fir d'Éischt?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Här President, ech...

M. le Président.- Den Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- ...hunn déi Éier, unzefänken, fir Kloerheet ze bréngen op engem Punkt, deen eis alleguerten interesséiert. Dat ass deen: Wou si mer drun an der Prozedur vun der Ännerung vum Bebauungsplang vun der Gemeng Réiser, wou jo do e Vote provisoire stattfonnt huet?

Ech kann lech kloer soen, dass, wat déi Prozedur ugeet, do déi ganz Dispositiounen alleguerte respektéiert goufen. Dat heescht, de Projet ass erakomm an enger Étude préparatoire an d'Commission d'aménagement, déi hiren Avis ginn huet de 17. Juni, an duerno huet d'Gemeng hire Vote geholl. Ech hu mech an déi Prozeduren ageklickt, wat u sech net normal ass, well et ëmmer esou ass, dass den Innenminister d'Legalitéit vun der Prozedur kuckt beim Vote définitif. Firwat hunn ech dat gemaach?

Nun, well jo gesot ginn ass an der Press, d'Madame Ferro-Ruckert hätt Terrainen. An duerfir hunn ech dann den Distriktskommissär domat beoptragt, wat ech och schonn déi leschte Kéier gesot hunn, eng detailléiert Enquête ze maachen. A wann ech déi Enquête hunn, da wäert ech och kënne Kloertext schwätzen. D'Fro ass déi, ob d'Madame Ferro-Knepper..., Ferro-Ruckert, pardon, déi bei der Prozedur gehollef huet am Schäfferot, ob hir Präsenz am Schäfferot unzegesinn ass als eng Décisioun, eng Aart Délibératioun oder net. Dat ass e juristescht Gutachten, op dat ech waarden.

Wann et elo nach net do ass, huet dat dermat ze dinn, dass am Fong geholl elo Gemengewahle waren an d'Distriktskommissariater grad esou wéi de Ministère relativ vill mat där Problematik vun de Kandidaten an alles beschäftegt waren. De leschte Sonndeg eleng hu 57 Leit geschafft, sou dass ech dovunner ausginn, dass entweder muer oder d'nächst Woch ech wäert déi detailléiert Enquête hunn an dass ech da wäert soen, wo es langgeht, ob wierklech déi Prozedur iwwert de PAG, iwwert de Bebauungsplang, iwwer eng Modifikatioun dovu ka weidergoen oder ob déi muss gestoppt ginn. Wéi gesot, mir mussen eis nach gedëllege bis d'nächst Woch.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Wie schwätzt elo?

(Interruptions)

D'Madame Mëttelstandsministesch Françoise Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Majo, ech si gefrot ginn, ob ech dee Projet... *(interférences sonores causées par un téléphone portable)* ... autoriséiert hätt oder net. Also, ech wëll lech just soen, dass den deemolege Mëttelstandsminister net mat engem Projet befaasst war, mat engem konkrete Projet, an den aktuelle Mëttelstandsminister ass och nach net mat engem konkrete Projet befaasst, sou dass mer am Fong geholl kënne weder e Refus nach eng Autorisatioun ginn.

Ech wëll lech awer soen - et ass wichteg, dass Der dat wësst -, dass mir haut dat Argument, wat mer soss haten, fir ze soen, mir schwätzen hei vun engem Déséquilibre commercial, dat Argument, dat kënne mer, wéinst der Direktiv „services" an och no der Reform vum Droit d'établissement, net méi huelen.

Mir hunn haut just nëmmen d'Argument, wat spillt: Wat fir eng Auswierkungen huet dee Projet do a Saachen Aménagement du Territoire respektiv och op de Flux de transport? Dat sinn déi Argumenter, déi mir musse mat considéréieren. An dat heescht, do kënne mir net méi vun Déséquilibre commercial schwätzen.

Ech wëll awer och soen, dass mer hei ganz am Ufank vun enger Prozedur sinn. Mir schwätzen hei iwwer eppes, wat kéint dohinnerkommen, mä mir hunn de Projet emol nach net autoriséiert. D'Modification partielle ass emol nach net definitiv gestëmmt.

(Interruptions)

Duerfir, mengen ech, sollt een einfach där ganzer Saach elo emol hir Zäit ginn an dee ganze Prozess duerchlafe loossen.

Da wëll ech awer och soen zum Thema Outlet selwer. Ech sinn iwwerzeegt, dass en Outlet fir Lëtzebuerg Sënn mécht. An zwar ass dat attraktiv fir déi Leit, déi hei wunnen. Et ass attraktiv fir déi Leit, déi permanent op eiser Autobunn derduerchfueren. Et ass attraktiv fir d'Touristen, déi heihinnerkommen. An ech sinn och der Meenung, dass en Outlet soll komplementär sinn zu enger städtescher Offre commerciale.

An duerfir wëll ech dovir warnen, dass mer net erëm et solle verpassen, esou e Magnéit op Lëtzebuerg ze kréien. Well dat wär nämlech net fir d'Éischt. Et wär jo emol flott, wa mer emol eng Kéier e Magnéit géifen op Lëtzebuerg kréien an en och hei behalen.

Dann, wëll ech soen, fannen ech déi Motioun, déi elo just vun der Majoritéit eragereecht ginn ass, begréissen ech. Ech mengen, dat, wat deene meeschte Leit jo och um Häerz hei läit, dat ass de Problem vun der Envergure vun deem Ganzen, wou dat soll kréien. Duerfir fannen ech an deem Sënn déi Motioun do begréissenswäert. Si seet ganz kloer, „à reconsidérer (...) les dimensions de l'infrastructure commerciale", an ech mengen, do kann ech mech als Mëttelstandsministesch nëmme ralliéieren.

M. le Président.- Merci der Mëttelstandsministesch. Dann huet den Nohaltegkeetsminister, den Här Wiseler, d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Och zu de Froen, déi u mech elo direkt adresséiert waren.

Éischtens, déi Fro, déi un d'Landesplanung geet, fir ze soen, datt et evident ass, datt mir op déi Instrumenter vun der Landesplanung, déi mer brauchen, gradesou ongedëlleg waarden, wéi d'Oppositioun dat elo ausgedréckt huet. Dir wësst, datt mer haaptsächlech d'Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire mussen hunn, wou eng Rei wesentlech Prinzipien drastinn, wéi d'Prozedure fir d'Plan-sectoriele sinn, mä wou awer och ee grousse Prinzip drasteet, deen enorm wichteg ass, wa mer déi Landesplanung da wëllen esou usichen.

Dat heescht, dat Element, wat eis erlaabt, datt de Stat kann Expropriatioune maachen, wann en Terrainen onbedéngt brauch an anescht net eens gëtt, an d'Expropriatioune ka maachen zu engem Präis vun der Valeur vun den Terrainen, wéi se virun engem Klassement waren. Dat ass dat wichtegst Element, wat mer brauchen.

Da muss natierlech déi Gesetzesmodifikatioun kommen. Dir wësst, datt de Conseil d'État virun dräi Woche ronn säin Avis ofginn huet. Deen Avis, dat hunn ech mam Fernand Boden ofgeschwat, huele mer esou schnell wéi méiglech elo an d'Kommissioun, datt mer och an deem Text do weiderkommen. An da sofort, wann den Text do ass, kënnen déi Plan-sectorielen op de Wee geschéckt ginn. Dat gëtt eis dann Instrumenter, fir déi Landesplanung wesentlech méi effikass ze maachen. Mir waarden ongedëlleg dorop.

Da soen ech awer hannendrun: An dësem Projet, wann ech awer elo kucken, wéi déi Plan-sectorielen een an deen anere sinn, an ech sinn d'lescht Kéier am Detail drop agaangen, dann, muss ech soen, ass deen hei Projet awer no deene Plan-sectorielen, widdersprécht en de

Service de Police Judiciaire
00222

Plan-sectorielen net. Elo kann een all déi Argumenter, kann een aner Argumenter bewegen, wann ee wëllt. Et kann een aus Gréisstgrënn dergéint sinn. Et kann ee soen, ëmweltméisseg - mä den Här Schank geet nach eng Kéier dorop eran - gesi mir dat anescht. Mä zumindest esou, wéi d'Avant-projets vum Plan sectoriel elo sinn - Dir kennt se, ech sinn d'lescht Kéier am Detail dorop agaangen -, hu mer kee Widdersproch. Domadder wéilt ech déi zwou Saachen do awer auserneenhalen.

Den zweete Punkt, dat ass deen: Et ass gesot ginn, an deene Fuiten, déi an deene Plan-sectorielen do bestinn, missté mer intervenéieren. Ech verstinn dat als Remarque, muss awer elo haut soen, datt ech momentan kee konkret Element hunn, wou ech kéint iergendeppes drop grefféieren, fir ze soen: Sou, elo maache mer eng Enquête doriwwer. Ech hunn héieren, wat den Här Krecké alles gesot huet. Et huet een heiansdo Impressiounen, mä Impressioune gi mir net duer, fir eng prezis Enquête ze starten.

Ech soen lech ganz kloer: Wann ech iergendzwousch och nëmmen en halleft Element hätt, wat mer an de Grapp kréichen, fir ze soen, do kann ech elo eppes starten, da maachen ech et sofort. Well all déi Fuiten, wou een heiansdo an Departementer a Ministèrë sech virstellt, datt eppes erausgaangen ass, dat ass net gutt, haaptsächlech bei esou Saachen net gutt. An ech soen lech, wann ech iergenden Element ...nn, fir et kënnen ze maachen, da maachen ...i et sofort. Well ech gradesou Problemer, méi Problemer nach, well ech responsabel derfir sinn, domadder hunn, wéi jiddwereen heibannen, sinn ech deen Éischten, deen dat mécht.

Code de déontologie. Och do zwee Wierder dozou. Dat ass hei gefrot ginn. Et ass eng Motioun déposéiert ginn. Ech wëll elo soen, ech ka mam Invite vun där Motioun - ech soen, mam Invite, mat de Considéranten ass elo eppes anescht -, mä mam Invite vun där Motioun selbstverständlech gutt liewen.

Ech war, de Fränz Bausch huet et ugeschwat, Fonction-publiques-Minister, an déi Questions parlementaires, déi hie virun e puer Joer gestallt huet, huet en u mech sengerzäit adresséiert. An ech hunn em effektiv geäntwert: Mir sinn amgaang, drun ze schaffen. Dat ass och richteg.

Et ass och en Text déizäit schonn ausgeschafft gi gewiescht. Deen huet awer eng ganz Rei Froen, eng ganz Rei Problemer opgeworf, déi a laangen Diskussiounen hin an hier och gaange sinn, wou mer en net finaliséiert krute sengerzäit. Dat deet mir leed, datt mer et d'lescht Legislaturperiod net ofgeschloss hunn.

Ech weess awer ganz kloer, datt den aktuelle Fonction-publiques-Minister an d'delegéiert Fonction-publiques-Ministerin aktiv dorunner schaffen. Ech mengen, datt dat och eng Partie vun deenen Diskussioune war, déi elo an der Fonction publique gefouert ginn, an ech weess och, datt de Wëllen elo wierklech do ass, fir ...u schnell wéi méiglech souwuel fir d'Fonc...nairë wéi fir d'Politiker esou e Code de déontologie op d'Been ze kréien an duerchzediskutéieren an dann och a reglementaresch, a gesetzlech Basis ze ginn.

Et wär gutt an et wär propper, wa mer alleguer genau wéissten, wat fir eng Prinzipië wéi wären, datt jiddwereen, net déi grouss Prinzipien, déi mer alleguer d'selwecht hunn, mä déi mer heiansdo anescht interpretéieren, datt mer do keng Diskussioune méi driwwer hätten.

Da war nach eng Fro u mech gestallt ginn, dat war déi vun den Terraine fir de Stadion, dat, wat gesicht ginn ass am Kader vum Aménagement du Territoire. Ech confirméieren, datt dat, wat gesicht ginn ass sengerzäit, eppes war, wou mer dee ganze Stadion op där enger Säit an déi Offre commerciale op där anerer Säit zesumme géifen dohinnerkréien, well effektiv gesicht ginn ass, fir e Stadion am Fong iwwert dee Wee gebaut ze kréien. Also sinn déi zwielef Terrainen där Gréisst entspriechend gesicht ginn, fir datt esou e Projet dohinnergepasst hätt. Sicht ee méi eppes Klenges, kommen evidenterweis oder kënnen evidenterweis och nach aner Saachen a Fro kommen. Mä dat ass esou, well d'Objektiv an d'Demande un d'Landesplanung sengerzäit déi waren.

Iwwert de Käschtepunkt an deen, deen de Stat bezilt, wëll ech nach eng Kéier kuerz soen, wat virdru schonn ugeschwat ginn ass. En Deel vun deene Käschten, déi souwisou musse gemaach ginn, egal wat dohinnerkënnt an och, wann näischt dohinnerkënnt, kënnt souwisou op de Stat zou. Et komme ronn 32 Milliounen Euro op eis zou, wat esou en Échangeur kascht, wann en da gebaut gëtt, fir esou e Projet. Dovunner mussen der ronn 13,3 vum Promoteur gedroe ginn - dat ass awer eng Propositioun, déi elo gemaach gëtt, déi ass nach net duerchdiskutéiert; dat ass eng Propositioun, déi vu Ponts & Chaussées ausgeschafft ginn ass - an eppes an déi 18 vum Stat.

Elo wëll ech awer soen: Wat ass dann och den Intérêt nach gewiescht vun dem Bau vun esou engem Stadion iwwert déi do Aart a Weis? Mä den Intérêt ass selbstverständlech och gewiescht, datt eng Rei vun de Strukturen, déi konnte bei engem Centre commercial benotzt ginn, wéi déi grouss Parkplazen, déi een awer muss derbäi hunn, de toute façon vun engem Promoteur géife gebaut gi fir e Centre commercial an zur Benotzung vun engem Stadion kéinte benotzt ginn. Dat ass dee Facteur, deen eng wesentlech Präisreduktioun géif maachen, wann een esou eppes baut.

An deen anere Facteur ass natierlech deen, datt, wann de Stat e baut, en evidenterweis och den Terrainspräis muss bezuelen, an an dësem Fall déi Terraine mat an dee ganzen Ensembel, an dee ganze Projet géifen eragoen. Dir hutt mech gefrot: Wat ass den Avantage dovunner? Ech soen lech, dat si finanziell elo gesinn déi zwee Avantagen, firwat esou en Terrain da méi rationell wier, wann en an esou engem Ensembel géif gebaut ginn. Just, do kann een elo dovunner halen, wat ee wëllt. Ech wollt just déi Explikatioun op eng einfach Aart a Weis ginn.

Ech sinn och nach gefrot ginn, ob mer deen Nohaltegkeetsplang verschéckt hätten an déi eenzel Departementer. Jo, mir hunn e verschéckt.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Huet jiddwereen e gelies?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ob e gelies ginn ass, wollt ech soen, Här Hoffmann, dat kann ech lech net elo beäntwerten.

(Interruption)

Ech ginn dovunner aus, datt jiddwereen e gelies huet.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Den delegéierten Nohaltegkeetsminister, den Här Schank, huet elo d'Wuert.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, ech wollt kuerz op déi Fro agoen, déi de Kolleeg François Bausch gestallt huet am Kontext mat dem Naturschutz um Site. Ech widderhuele mech net vis-à-vis vun där leschter Woch, wou mer déi Réunion jointe hate vun deenen dräi Kommissiounen, wou ech gesot hunn, datt mir als Departement Environnement nach net formell befaasst sinn, well mer nach ganz am Ufank vun der Prozedur si vun där Modification ponctuelle. Dat wësst Der.

Et ass awer esou, datt mer déi Etüd awer virläit. Déi Impaktetüd, déi EIE, déi datéiert vum September 2011. A mir hunn eis se och komme gelooss, mir hunn eis se ugekuckt. Nach wäerten d'Experten aus dem Ministère se sech dès le moment venu, wann et dann esou wäit kënnt, och am Detail ukucken. A mir wäerten dat och ganz kritesch maachen.

Et ass awer déi éischte Kéier, ech wëll dat betounen, déi éischte Kéier, wou de Site esou genee gekuckt gëtt um Niveau vun där EIE. An ech soen dat ganz bewosst, fir de Lien ze maache mam Historique.

Ech sinn och gefrot ginn, ech wollt och zwee Sätz zum Historique soen. Vun 1979 bis 1990 - ech erspueren lech elo den Detail - huet deemools d'Forstverwaltung sech an enger Partie Avisen am Fong opposéiert fir d'Kreatioun vun enger Zone d'activité do, wou se am Fong haut ass, Auf Geespelt, am Géigesaz zu Im Weyer, wou dann de Stadion soll hikommen. Dat heescht am Kloertext, do befanne sech dann déi Gebailechkeeten op där Plaz, wou d'Forstverwaltung deemools ni wollt. Notamment et ass ugaange mat dem Centre commercial, Tankstell an aner Gebailechkeeten.

Dann am Mäerz, dat ass gefrot gi vum François Bausch, am Mäerz 1991 gëtt et dee Refus vum deemolegen Émweltminister, dem Alex Bodry, am Kontext vun enger Deviatioun vun der Bibeschbaach als préalabel, fir dann eng Zone d'activité do ze kreéieren. D'Motivatioun vum Refus war d'Vigeldirektiv vun '79 respektiv d'Kreatioun vun enger Réserve naturelle Réiserbann.

Da muss een awer soen, mä ausgerechent deen Dall vun der Bibeschbaach, do, wou de Stadion soll hikommen, ass net zréckbehale gi fir souwuel d'Vulleschutzgebitt, also déi Zone protégée communautaire, déi ugeschwat ginn ass, Vallée de l'Alzette respektiv déi Zone humide, also déi Réserve Réiserbann, an déi ass den 8. September '94 deklaréiert ginn.

Dann, wann een - an ech konnt se jo da liesen - d'Analys vum Bureau EFOR-ERSA liest, geet déi vill méi wäit wéi all dat, wat virdrun eng Kéier gemaach ginn ass vun Avisen, Analysë vun der Forstverwaltung oder vu wiem och ëmmer. Wann ech e Wonsch däerf ausdrécken: Ech hätt gären, dass een déi Konklusioune vun där EIE, déi dat géife verdéngen, eng Kéier och wëssenschaftlech géif kucken. An dat maache mir spéitstens wann et dann esou wäit ass, wann d'Prozedur iere virugeet.

Da wollt ech awer nach reagéieren op dat, wat de François Bausch nach sot, wou e seng Angscht ausgedréckt huet, mir géifen zwou Kategorië vu Biergerinnen a Bierger hei am Land kréien, respektiv et géife vill Kloe kommen, wann dat virugeet. Do muss ech dann nach eng Kéier soen, mir sinn an enger Modification ponctuelle, mir sinn an enger Prozedur dran, wou mer dann alles kucken, an den Naturschutz gëtt gradesou kritesch gekuckt wéi op anere Plazen.

A wann ech dat op eng ganz bescheide Manéier ka soen: Ech gesinn am Moment um Niveau vun deem, wat ech gekuckt hunn, ouni datt d'Experten et am Fong gekuckt hunn, gesinn ech am Fong an där Étude d'impact net, wou esou Kloe kéinte provozéiert ginn, déi de François Bausch fäert, wat natierlech ni ausgeschloss ass, et sief dann, et géife keng zolidd an appropriéiert Mesures compensatoires kommen.

An ech zitéieren dann ee Saz aus där Étude d'impact, déi ech och gäre viruginn. Ech hu se net maache gelooss, dat war de Promoteur, mä ech gesinn awer, et ass kee Geheimdokument.

Une voix.- Dat wollt ech just froen.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Voilà.

«Le projet ne pourra se faire sans la réalisation d'assez importantes mesures compensatoires, en partie préalablement, en partie parallèlement aux travaux.» Dat heescht, d'Terraine mussen zur Verfügung gestallt gi fir déi Mesures compensatoires, wann et dann esou wäit kënnt. An dat muss natierlech och de Promoteur leeschten.

M. le Président.- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. An elo kritt d'Wuert den Här Sportsminister.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Bon, ech brauch am Inhalt, mengen ech, net méi anzegoen op den Historique vum Stadion. Dat gouf en long et en large gemaach an deenen eenzelne jointe Kommissiounssitzungen, déi mer haten.

Ech géif nach eng Kéier kuerz op d'Nécessitéit vun dësem Stadion agoen. Eng Rei vu Spriecher haut de Mëtteg hunn dat widderholl. Virun allem d'Deputéierte Ben Fayot an Norbert Haupert hu schonn op d'Konditiounen higewisen, wéi se de Moment am aktuelle Stadion sinn.

Engersäits d'Konditioune fir d'Spiller, anerersäits de Confort fir d'Zuschauer, fir d'Press, déi muss a Konditioune schaffen, wéi se hautdësdags net méi adaptéiert sinn. Da virun allem awer och d'Sécherheetsmoossnamen, déi net méi garantéiert sinn, a wou mer vu Joer zu Joer mat Autorisations spéciales vun UEFA a FIFA virufueren. An et muss ee regelrecht soen, all déi international Gäscht, déi mer hei empfänken, well mir schwätze jo hei all Kéiers vun internationale Matcher, déi do gespillt ginn, muss ee sech als Lëtzebuerger schumme fir dat, wéi een déi kann ënnert deenen dote Bedéngungen empfänken. Mir hunn dee mannste Stadion an deenen 53 Länner, déi zur UEFA gehéieren!

Dofir hunn ech och begréisst, datt de Mëtteg all d'Fraktiounen esou oder esou gesot hunn, datt se fir de Bau vun engem nationale Stadion sinn. Dat huelen ech ganz gären zur Kenntnis.

(Brouhaha)

Et muss een awer ëmmer erëm soen, an ech mengen, do kommen ech och op dat zréck, wat hei ugedeit gouf, datt mer och selbstverständlech mam Bau vun engem Stadion virun allem och d'Capacitéiten ëmmer erëm duerjerneegeheien.

Ganz kloer schwätze mer hei vun engem Stadion bis 10.000 Spectateuren. A mir sinn och bei der Sich no Modellen, wéi et am Ausland geet. Mir si kucke gaangen, wéi d'Münchener Arena besteet, wéi de Wembley Stadion zu London besteet. Mir si kucke gaangen an Holland op Kerkrade, mir si kucke gaangen an d'Schwäiz, ech selwer op Sankt Gallen respektiv op Thun. Dat si lauter Stadië mat 10.000 Leit, déi fonctionnéiere mat engem kombinéierte Modell, esou wéi en hei virgesinn ass.

Elo kéint et mir jo eigentlech als Sportsminister - tëschent Gänseféisercher - „egal" sinn, ob mer de Modell A huelen, e kombinéierte Stadion, oder e Modell B, dee gebaut gëtt vun de Sue vum Stat. Awer déi Iwwerleeungen, déi de Mëtteg hei eriwwerkoumen, souwuel mëndlech wéi och schréftlech, hu mer gewisen, datt et immens, immens schwéier gëtt, wa mer soen, mir huelen aus dem Statsbudget Suen, fir grad zu dësem Moment ee Stadion ze bauen. 2007, wéi déi heiten Démarchen ugefouert goufen, ware mer genau an därselwechter Situatioun wéi haut: Mir si komm aus enger Tripartite, mir hate ganz schwéier ekonomesch, wirtschaftlech Bedéngungen.

Mir musse jo och wëssen, mir schwätzen net vun 20 bis 25 Milliounen - dat ass de renge Stadion, mat Flutlicht derbäi -, mä do hu mer näischt derbäi vu Parking, vun Accès, vu Sécuritéitsmesuren, vun Terrain. Dat, wat de Claude Wiseler hei zitéiert huet, do komme mer op ee Chiffer vu 70 bis 80 Milliounen Euro!

An da froen ech mech, wien heibannen... Den Här Fayot huet zu Recht, ech ginn him recht, d'Prioritéiten opgezielt, déi jiddwereen op sollt zielen, déi heibannen zielen, vu Schoulen, vu Sozialariichtungen. Ech mengen, dann ass dat heite fir mech déi eenzeg Méiglechkeet, wéi mer an deenen nächste Jore relativ schnell kënnen ee Stadion bauen. Duerfir ass fir mech och ganz kloer, datt d'Solutioun A hei virun zielt, selbstverständlech am Respekt vun den Décisioune vun de Gemengenautoritéite vu Réiser respektiv och an de Prozeduren, déi ustinn.

An deem Sënn hoffen ech drop, datt mer kënne schnellstméiglech virukommen, well mir brauchen, dat widderhuelen ech nach eng Kéier, en adequate Stadion, fir eis international Matcher hei ënner gudden a flotte Bedéngungen ze spillen.

M. le Président.- Merci dem Här Sportsminister. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, vu menger Säit am Fong geholl zwou Remarquë punktueller Natur, déi eng, déi vum Här Meisch opbruecht ginn ass, ganz am Ufank. Ech mengen, mir haten iwwert d'Fro vun der Confidentialitéit Rieds. Wann ee kuckt, dee Bréif, do gëtt just nach eng Kéier dra gesot, net dass et confidentiel wier, well et ass nodeem den Accord war, mä dass et kloer ass, wien d'Kommunikatioun mécht.

Ech muss lech soen, dass dat eng gängeg Praxis ass, déi ech op alle Fall och unwenden. Heiansdo huele mir eis d'Recht, dass mir soen, mir maachen d'Kommunikatioun. Heiansdo gëtt se zesumme gemaach. An heiansdo gëtt ganz kloer gesot, hei ass de Betrib gefuerdert, fir d'Kommunikatioun selwer ze maachen, oder de Betrib selwer freet, fir d'Kommunikatioun ze maachen an net mir. Dat ass en Arrangement, deen ee mécht, an an deem Bréif fënnt ee just en Arrangement erëm, deen eppes mat der Kommunikatioun ze dinn huet. Et ass an deem Bréif jo net méi Rieds vun der Confidentialitéit, mä just, wien d'Kommunikatioun mécht.

Zweet Remarque, déi sech bezitt op déi Etüden. Gradesou wéi Etüde gemaach gi si vum Promoteur iwwert den Naturschutz an den Impakt, deen dat kéint hunn, esou sinn der och gemaach ginn op d'Geschäftswelt. An et ass eng Etüd gemaach ginn, déi op déi Etüd ageet, déi och vun der Stad Lëtzebuerg...

M. le Président.- Här Wirtschaftsminister, erlaabt Dir, datt den Här Bausch lech eng Fro stellt?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo.

M. le Président.- Här Bausch, wann ech gelift!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hunn ech richteg verstanen, datt all déi Etüden do vum Promoteur selwer gemaach gi sinn?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, mä, am Moment, wéi wëllt een dat dann aneschters maachen? Mir maachen dat jo net.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also fannt Dir dat normal? D'Stad Lëtzebuerg huet d'Etüd iwwert de Commerce selwer an Optrag ginn an och selwer bezuelt. Fannt Dir et normal, datt bei engem Projet wéi deem doten de Promoteur selwer, dee jo en Intérêt huet doranner, och all d'Etüde mécht, fir ze kucken, ob säi Projet kompatibel ass mat anere Saachen? Fannt Dir dat normal?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Krecké fënnt dat normal.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, well dat gëtt... Här Bausch, an all Projet, sief et iwwert d'Auswierkungen op d'Geschäftswelt, sief et iwwert d'Auswierkungen op d'Émwelt, muss ëmmer -

Service de Police Judiciaire
000223

dat hei hüet näischt mat Promoteuren ze dinn - de Betrib bezuelen. Ëmmer!

(Interruptions diverses)

Neen, dat ass ëmmer esou!

(Interruptions diverses)

Et deet mer leed, dat ass d'Regel. De Betrib bezilt.

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng).*- Här Krecké, hei geet jo...

▶ **M. le Président**.- Här Bausch.

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng).*- Mä ech muss awer soen... Här President, hei geet et jo net... Den Ausléiser, fir dat hei ze kréien, ass jo net ee Privaten, deen iergendeppes wëllt maachen, mä et ass d'Regierung, déi Demandeur ass, am Numm vun der öffentlecher Hand, fir eppes ze kréien. An do ass et fir mech awer net normal, datt an esou enger Situatioun de private Promoteur all d'Etüde finanzéiert an och maache léisst! Hei hätt d'Regierung misse kucken, fir dat vu sech aus ze maachen.

Wann ee Privaten dat mécht, wann ee Privaten e Projet huet vu sech aus selwer, ouni datt d'Regierung en Intérêt huet, ass dat dat Normaalst vun der Welt, mä net an deem heite Fall. Dat ka jo net sinn!

▶ **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Also, ech bleiwen [illegible]ch eng Kéier derbäi, d'Regierung huet hei [illegible]agegraff. Et ass e private Projet. Et ass jo [illegible]e PPP. Et ass e private Projet. An e Promoteur geet hin a geet eng Etüd maachen. Dat ass säi Recht, fir ze kucken, ob beispillsweis d'Zone de chalandise, ob déi entsprécht an ob déi mat sech brëngt, dass esou eng Zon iwwerhaapt machbar a rentabel ass. Dat huet hien interesséiert, an en huet dat maache gelooss. Mä, wann Dir se gär hätt, frot en! Ech ka se net...

(Interruption)

Lauschtert, wann ech gelift, dat si Konklusiounen, déi hien zitt. An dat huet bei him...

▶ **M. Xavier Bettel** *(DP).*- Fir säin Intérêt!

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng).*- Fir säin Intérêt. Dat ass jo evident.

▶ **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ma neen, hie geet kucken...

▶ **M. le Président**.- Här Bettel, loosst de Minister äntwerten!

▶ **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Hie geet... Also, Här President, wann ech gelift, ech hu si jo och net ënnerbrach.

(Interruption)

▶ **M. le Président**.- Jo, jo. Dir kritt déi Äntwert elo, an da kënnt...

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng).*- Dir sidd elo e bësse schlecht drun.

(Interruptions diverses)

▶ **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass evident, et ass an all Projet esou. Wann ech muer e Geschäft opmaachen, kucken ech, ob op där Plaz, mat deem Angebot, wat ech wëlles hunn ze maachen, ob dann déi Rechnung bei mir opgeet. Duerfir maachen ech fir d'Éischt...

(Interruption)

▶ **M. le Président**.- Neen, Här... Loosst elo fir d'Éischt de Minister äntwerten!

▶ **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Duerfir maachen ech fir d'Éischt eng Etüd, an déi ass gemaach ginn. An déi gehéiert dem Promoteur. A wann ee se gär consultéiere géif, da geet e bei en an e freet en, ob en déi kann... Et ass eng reng privat Etüd, an e wäert nach staunen, wat do vu Konklusiounen erauskomm ass, wat d'Etüd vun der Stad Lëtzebuerg ubelaangt.

▶ **Une voix**.- Eng reng privat Etüd.

▶ **M. le Président**.- Do waren awer dräi Froen, Här Wirtschaftsminister, wann Der erlaabt. Mä vläicht der Rei no, den Här Helminger hat d'Wuert gefrot, den Här Hoffmann an nach eng Kéier den Här Bausch.

▶ **M. Paul Helminger** *(DP).*- Här President, et ass dach en Ënnerscheed tëschent engem Businessplang, deen effektiv e Promoteur opstellt, fir ze justifiéieren, ob säi Plang opgeet oder eng Chance huet, fir opzegoen oder net. Hei si mer jo awer net nëmmen... oder wa mer dat elo haut héieren, da muss ech soen, da verstinn ech d'Welt awer guer net méi. Wa mer elo haut nëmmen nach an engem Projet vu privater Promotioun sinn, da verstinn ech iwwerhaapt net, woufir dass d'Regierung sech engagéiert a seet, et wier e Projet d'intérêt national.

Wann et awer e Projet d'intérêt national ass, mat allem, wat dozougehéiert, dann ass et déi verdammte Flicht vun der Regierung, fir ze kucken, wat fir eng Répercussiounen dee Businessplang, deen de Promoteur virleet, op de Rescht vum Land huet. An et ass net um Promoteur, fir déi Etüd ze maachen, mä et ass un der Regierung, fir déi ze maachen!

A wann Dir doriwwer Problemer hutt mat där Etüd, déi d'Stad Lëtzebuerg gemaach huet, da solle mir eis vläicht eng Kéier zesummesetzen, fir ze kucken, wou déi Problemer sinn. Et kann dach net sinn, dass Dir einfach tëschent dem Promoteur an enger Etüd, vun där Dir anscheinend schonn, opgrond vun de Konklusioune vum Promoteur, mengt, se wier näischt wäert, géift décidéieren, dat do ass an der Rei. Dat kann et dach net sinn!

▶ **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Bon, ech proposéieren - mä et ass awer net meng Décisioun -, dass déi Etüden öffentlech gemaach ginn, da ka jiddweree sech domat ausenanersetzen a sech selwer e Bild maachen, ob et seriö genuch ass oder net. Dat ass dat Éischt.

▶ **M. Paul Helminger** *(DP).*- Ma, ech fannen et iwwerhaapt komesch, dass hei de Wirtschaftsminister an net de Mëttelstandsminister de Promoteur vun deem Déngen ass.

(Interruptions diverses)

▶ **M. le Président**.- Ech hätt elo gären, wa mer géifen der Rei no fueren. Den Här Hoffmann hat d'Wuert gefrot.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk).*- Also, de Punkt ass net, ob déi Etüd öffentlech gemaach gëtt oder net - dat ass zwar och interessant a wichteg, mä dat ass net de Punkt. De Punkt ass, wat eng Etüd ënnersicht vun engem private Promoteur a wat op där anerer Säit eng Etüd ënnersicht, déi vun der Regierung selwer an Optrag gi gëtt.

De private Promoteur, dee ka rechnen. Hien zitt en Deel vun der Kafkraaft, hie brëngt et fäerdeg, hien zitt en Deel vun der Kafkraaft aus anere Regiounen op sech. Dann ass hien zefridden. Wann domadder op anere Plaze Geschäfter futtiginn, respektiv op enger anerer Plaz Aarbechtsplazen ofgebaut ginn, da spillt dat am Businessplang keng Roll. Am Géigendeel, dat ass dann en faveur vun deem private Promoteur.

Fir déi do Auswierkungen...

▶ **M. Claude Meisch** *(DP).*- Wat eng Leçon fir d'Sozialisten!

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk).*- Fir déi do Auswierkungen ze iwwerkucken, do brauch een eng onofhängeg Etüd. An déi kann nëmme vun der Regierung an Optrag gi ginn an natierlech dann och vun der Regierung finanzéiert ginn.

▶ **M. le Président**.- Okay. Elo kritt nach...

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk).*- Wéi mir zu Esch konfrontéiert ware mam Standuert Belval, hu mir enger däitscher Firma, déi näischt mat engem Promoteur ze dinn hat, den Optrag ginn - Empirica war dat -, fir ze kucken: Wéi entwéckelt dat do sech? Wéi entwéckelt do d'Verhältnis sech tëschent Belval an dem Stadzentrum vun Esch? An esou weider an esou fort. Wéi gutt déi Etüd ass, dat ass eng aner Fro. Mä esou ass awer de Wee!

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

•

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

•

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

•

An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

•

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Bëmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

•

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Greiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Service de Police Judiciaire
000224

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

▶ **M. le Président**.- Gutt. Vläicht nach den Här Bausch, an dann äntwert den Här Krecké op all déi Froen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng)*.- Här President, ech kann et kuerz maachen, well den Här Hoffmann huet dat elo exzellent formuiert, wat ech am Fong och wollt soen.

Ech wollt dem Här Krecké just soen, datt, wéi d'lescht Woch den Här Gira lech nach eng Kéier d'CIMA-Etüd - déi mir als Stad Lëtzebuerg an Optrag ginn hunn, déi de Commerce am ganze Land an d'Kafkraaftstréimungen ënnersicht huet - iwwerreecht huet, hutt Dir gesot: Mir hunn och esou eng gemaach, esou eng Etüd.

▶ **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Neen, net mir. Dat hunn ech net gesot.

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng)*.- Jo, dann eben, den Här Becca huet dann och esou eng gemaach. Mä den Här Becca huet also net esou eng gemaach, ganz kloer, mä en huet just eng gemaach, wéi Dir et richteg formuléiert hutt: Hie kuckt, datt bei him d'Rechnung opgeet, dat heescht, wéi hie méiglechst vill Kafkraaft ka bei sech zéien. Well et ass jo evident, datt de Promoteur keen... Deem ass dach e Geschäft an der Stad oder zu Ëlwen esou laang wéi breet. Dee kuckt, datt säi Commerce a säi Businessplang opginn. Dat ass säin eenzegen Objektiv, deen en huet.

▶ **Une voix**.- Très bien!

▶ **M. le Président**.- Gutt. Den Här Wirtschaftsminister, wann ech gelift.

▶ **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här Bausch, mir hunn eng politesch Ausenanersetzung zu enger Orientatioun, wou mer eis einfach net eens ...n. Ech sinn der Meenung perséinlech, dass ... Outlet-Zenter...

▶ **Une voix**.- Et ass elo e grousse Kuddelmuddel.

▶ **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- ...op Lëtzebuerg gehéiert. Ech sinn der Meenung, dass, wann ee wëllt en attraktive Geschäftszentrum ginn, da muss ee sech déi Moyenë ginn, fir dass dat och méiglech ass. Ech sinn der Meenung, dass een dem Konsument net permanent ka soen, wat en ze maachen huet a wat en net ze maachen huet.

Ech sinn der Meenung, an d'Regierung huet dat och befollegt, dass mer am Regierungsprogramm nach eng Kéier festgehalen hunn, dass et keng Méiglechkeet gëtt, fir dee Stadion eleng ze bauen, aus finanzielle Grënn, an dass - dat steet jo am Regierungsprogramm dran - nach eng Kéier confirméiert ass, dass déi Virgehensaart a -weis, déi mer geholl haten, fir dat zesumme mat Verkafsflächen ze maachen, déi richteg ass.

Duerno leeft déi ganz Prozedur un. An do ka vläicht erauskommen, dass „at the end of the day" vläicht de Promoteur oder anerer soen, dass dat net geet. Dat ka muer bei den Naturschutzdispositioune sinn, dat kann och bei aneren Dispositioune sinn. Mä mir sinn net méi an der Lag, fir ze soen: „E Privatmann, deen e Projet wëllt maachen, eng Verkafsfläch, dee muss elo eng Etüd maachen." An där Phas si mer net méi. Mir dierfen dat iwwerhaapt net méi froen. Dat kann hien nach fir sech maachen, mä mir dierfen dat net méi froen. D'Direktiv „services" ass ganz evident a ganz kloer op deem Punkt.

Mir sinn hei an enger politescher Ausenanersetzung, wou mer eis net eens sinn. Dir sidd do anerer Meenung wéi ech selwer. Ech mengen, wat Dir och guer net a Betruecht zitt...

(Interruption)

Wann ech gelift, Här Bausch! Ech hunn lech net ënnerbrach!

▶ **M. le Président**.- Här Bausch, loosst dach elo den Här Wirtschaftsminister schwätzen!

▶ **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech weess net, wat fir eng Situatioun an där Chamber hei ass, dass een net zwee Sätz hannerenee ka soen, ouni ënnerbrach ze ginn. Ech war 15 Joer hei, ech weess, wéi ee sech behëlt an der Chamber!

▶ **Plusieurs voix**.- Ooohhh!

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng)*.- Boh! Dir sidd grad dee Richtegen, fir Lektiounen auszedeelen!

(Interruption)

▶ **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)*.- Äntwert op d'Froen!

▶ **M. le Président**.- Sou! Loosst elo den Här Krecké op déi Froen, déi gestallt gi sinn, äntwerten!

▶ **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)*.- Genau!

▶ **M. le Président**.- Ech bieden lech wierklech, elo nozelauschteren!

▶ **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech mengen och, wat feelt an deene ganzen Iwwerleeungen, déi mir hei féieren, dat ass och ze kucken, wat fir een direkten Notzen net nëmmen d'Gemengefinanzen, mä och d'Statsfinanzen un esou engem Projet hunn.

Hei gëtt jo nëmme geschwat vun engem Käschtefacteur, wa mir missten un der Strooseféierungen eppes änneren oder wa mer aner Agréffer misste maachen, wou mir eppes missten als Stat investéieren. Ech froe mech, wien hei gekuckt huet, wat d'Retombéeë sinn um Niveau vun den direkte Steieren, um Niveau vun de Salairessteieren, um Niveau vun der TVA, um Niveau vun de Gemengefinanzen.

(Interruption)

An ech mengen, esou ee Projet... A mir hu jo Beispiller op der Grenz, wou awer nu wierklech alles, wat vu Retombée financière positive doraus erauskënnt, den IKEA-Projet, bleift op där anerer Säit vun der Grenz.

(Interruption)

Wa mer nach eng Kéier gären eppes Ähnleches hätten, an ech soen lech, en Outlet-Zenter kënnt méi wéi sécher an eis Géigend. Wann een nëmmen op Zweebrécken kucke geet, dat gesäit een, wann een d'Reklamme gesäit, déi déi Firma hei zu Lëtzebuerg permanent mécht, da gesäit een, dass et e Besoin gëtt. Wann een d'Plaquë kuckt vun de Lëtzebuerger, déi dohinnerginn, da gesäit een, dass et e Besoin gëtt.

(Interruption)

Hei, Här President, sinn einfach eenzel Leit anerer Meenung. Ech sinn enger anerer Meenung wéi den Här Bausch a wéi anerer, mä dann ass et eben esou. Mä mir hunn lech hei d'Äntwerte virgeluecht. Mir sinn eis op verschiddene Punkten net eens. Esou ass et eben an der Politik.

(Interruptions diverses)

▶ **M. le Président**.- Gutt! Merci dem Här Wirtschaftsminister. Mir sinn domadder um Enn vun der Diskussioun...

▶ **Une voix**.- Wéi bëlleg!

▶ **M. le Président**.- ...a mir kommen elo zu der Ofstëmmung vun de Motioune respektiv vun der Resolutioun.

Motions et résolution

Motion 3

▶ **M. Claude Meisch** *(DP)*.- Här President?

▶ **M. le Président**.- Jo? Här Meisch, wann ech gelift.

▶ **M. Claude Meisch** *(DP)*.- Ech wëll zur Motioun soen, déi d'Majoritéit eraginn huet, datt déi Diskussioun, déi mer elo haut de Mëtteg hei haten, awer nach eng Kéier gewisen huet, a wat fir eng Situatioun mer elo komm sinn. D'Regierungsmemberen hu selwer hei x-mol gesot, datt et nach kee kompletten Dossier ass, datt nach ganz vill Saachen net gekuckt gi sinn, datt dee Projet eigentlech guer net konkret ass.

Trotzdeem ass déi Virgängerregierung 2009 higaangen an huet awer en extrem fermen Engagement ausgeschwat, fir dee Projet do zu Léiweng - Fussballstadion a Commerce zesummen - an där doter Envergure wëllen ze autoriséieren. Dat ass de Mëtteg awer nach eng Kéier kloer ginn. An et ass eis nach eng Kéier kloer ginn, a wat fir engem Kuddelmuddel datt dat dote gëtt endegt huet, well eigentlech kee méi weess, wat dann elo wéi a wou an duerch wien a vu wiem da richteg soll gemaach ginn.

Duerfir geet eis dat, wat an der Motioun vun der Majoritéit steet, net duer. Virun allem och, well mer net d'accord sinn, datt elo hei d'Responsabilitéit ganz einfach op d'Réiser Gemeng ofgi gëtt. Dat fannen ech net akzeptabel.

Ech fannen, datt déi Décisioun hei an d'Chamber gehéiert, ob mer dat dote wëllen oder ob mer dat net wëllen. Awer mir kënnen et net einfach an éischter Linn do responsabel maache vun enger Koalitiounsbildung an der Réiser Gemeng a wéi déi sech dann doriwwer eenegen, wann et virun allem, wéi d'Regierung selwer gesot huet, e Projet vun nationalem Interessi ass.

▶ **Plusieurs voix**.- Très bien!

▶ **M. le Président**.- Den Här Bausch, wann ech gelift.

Mir sinn zwar elo emol bei der éischter Motioun. Den Här Meisch huet elo schonn zu der Motioun N°3 geschwat. Kënne mer vläicht der Rei no fueren?

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng)*.- Kommt, mir fueren der Rei no, Här President!

Motion 1

▶ **M. le Président**.- Ech wollt elo fir d'Éischt d'Motioun vum Här Claude Meisch huelen. Wëllt do nach een d'Wuert derzou ergräifen? Dat ass also d'Motioun N°1. Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)*.- Här President, ech wëll just preziséieren, dass ech den éischten Tiret vum „Invite" interpretéieren als e Stade de football an der öffentlecher Hand.

Merci.

▶ **M. le Président**.- Gutt. Wëllt soss nach een zu der Motioun N°1 Stellung huelen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Kënne mer dann doriwwer ofstëmmen? Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique verlaangt ass.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 38 Nee-Stëmmen, géint 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ech ginn net dervun aus, datt nach ee wëllt seng Enthalung begrënnen.

Motion 3

Da kéime mer zu der Motioun N°3, déi erageréecht ginn ass vum Här Fayot. Wëllt nach dozou een d'Wuert huelen? Den Här Bausch, wann ech gelift.

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng)*.- Här President, ech fannen et jo ganz interessant, wat hei d'Majoritéit selwer schreift an den „Invite le Gouvernement". Dat ass natierlech eng wonnerbar an d'Akaul vum Här Krecké selwer, deen ons elo grad nach wollt erklären, datt jo gutt vill Etüde gemaach gi wären, datt den Impakt op de Rescht vum Commerce kee Problem géif duerstellen, datt dat alles wonnerbar analyséiert gi wär.

Well hei steet an där Motioun vun der Majoritéit dran: «- à reconsidérer, dans l'optique du respect de l'équilibre commercial sur le plan ré-

Motion 2

Da kéime mer zu der Motioun N°2 vum Här Gast Gibéryen. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Wann dat net dé Fall ass, kënne mer och direkt doriwwer ofstëmmen. Ech ginn och dervun aus...

(Interruption)

Jo? Den Här Bausch, wann ech gelift.

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng)*.- Ech wéilt just soen, datt mer eis do wäerten enthalen, aus deem einfache Grond, well d'ADR sech fixéiert huet just op ee Site. An dat ass dat, wat eis gestéiert huet. Also, duerfir enthale mir eis.

▶ **M. le Président**.- Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

▶ **M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Här President, mir haten och een Ableck wëlles, kee Site prezis dranzesetzen. Mä well den Här Krecké awer viru 14 Deeg gesot huet, dee Site géif sech eegenen, fir e Stadion ouni Geschäfter ronderëm ze implantéieren, hu mer geduecht, da kënne mer och deen direkt nennen. Mir sinn och dervun ausgaangen, datt mer doduerch déi gréissten Ënnerstëtzung vun de Majoritéitsparteie kéinte kréien.

(Hilarité)

▶ **M. le Président**.- Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)*.- Ech hu mat ënnerschriwwe pour appui. Ech enthale mech awer aus deeneselwechte Grënn wéi den Här Bausch, well ech mengen, et ass einfach verfréit, an der aktueller Situatioun e prezise Site ze nennen.

▶ **M. le Président**.- Gutt! Kënne mer dann doriwwer ofstëmmen?

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och d'Motioun 2 ass verworf mat 38 Nee-Stëmmen, géint 4 Jo-Stëmmen a 17 Enthalungen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ech ginn net dervun aus, datt nach ee wëllt seng Enthalung begrënnen.

Motion 3

Da kéime mer zu der Motioun N°3, déi erageréecht ginn ass vum Här Fayot. Wëllt nach dozou een d'Wuert huelen? Den Här Bausch, wann ech gelift.

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng)*.- Här President, ech fannen et jo ganz interessant, wat hei d'Majoritéit selwer schreift an den „Invite le Gouvernement". Dat ass natierlech eng wonnerbar an d'Akaul vum Här Krecké selwer, deen ons elo grad nach wollt erklären, datt jo gutt vill Etüde gemaach gi wären, datt den Impakt op de Rescht vum Commerce kee Problem géif duerstellen, datt dat alles wonnerbar analyséiert gi wär.

Well hei steet an där Motioun vun der Majoritéit dran: «- à reconsidérer, dans l'optique du respect de l'équilibre commercial sur le plan ré-

Service de Police Judiciaire
000225

gional, les dimensions de l'infrastructure commerciale...» Also, d'Majoritéit selwer gëtt hei zou an där Motioun hei, datt dat doten e gravéierenden Aspekt huet op den Équilibre commercial an der ganzer Regioun, léisst esou eppes hei zur Ofstëmmung. An den Här Krecké erklärt eis hei viru fënnef Minutten, d'Regierung hätt dat zesumme mam Promoteur alles wonnerbar analyséiert an et wär kee Problem fir de Commerce régional.

Also, Här Krecké, Dir kënnt Äre Majoritéitsfraktioune Merci soen, well selten hunn ech gesinn, wéi e Minister esou désavouéiert gëtt vu senger eegener Majoritéit an enger Motioun!

(Interruptions)

Zweete Punkt, Här President. Da wëll ech soen, wat dann hannendru kënnt, dat ass nu wierklech... Also, do kann een nëmmen nach driwwer schmunzelen, well hei verlagere mer jo nëmmen d'Verantwortung vun der Regierung. Et stoung am Bréif dran, et ass jo e Projet d'envergure d'intérêt national.

Mir verlageren déi ganz Décisioun dovunner, déi waarm Gromper, bei de Gemengerot vu Réiser. Also, bravo! Bravo! Esou vill Eegeverantwortung muss ee wierklech nach fäeg si vun dëser Regierung ze huelen.

An Dir verstitt, Här President, mir hätten zwar scho bal wéinst dem zweeten „Invite"... Et hätt eis scho gereizt, just deen eenzel kënnen oftmmen ze loossen, well dat esou schéin ass. Si mir stëmme selbstverständlech awer géint dei Motioun hei.

▶ **M. le Président**.- Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot.

▶ **M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech ka mech nëmmen deem uschléissen, wat mäi Virriedner, de Kolleeg Bausch, hei gesot huet, mä ech géif mengen, datt an deem Considérant, wou steet: «- à reconsidérer, dans l'optique du respect de l'équilibre commercial...», am Fong de politeschen Hannergedanken ass.

Mir wëssen, datt mer an der Réiser Gemeng eng CSV hunn, déi wëllt mat der LSAP an eng Majoritéit goen, déi awer virun de Wahle sech géint de Projet ausgeschwat huet. Duerfir ass den Här Weber de Mëtteg och wahrscheinlech net hei.

(Interruption)

An hei kritt d'CSV aus dem Réiserbann eng Dier opgemaach. Herno geet d'Regierung hin a se seet: „Ma da maache mer 10.000 Metercarré oder eppes manner, an da kann d'CSV am Réiserbann soen, si hätt sech duerchgesat, an duerfir kéint se och elo dem Projet zoustëmmen."

▶ **M. le Président**.- Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)*.- Also, ofgesi vun där Fro vun der Verantwortung tëmmen ech och dergéint. Awer och wéinst em zweeten „Invite", well u sech gëtt jo Logik vum Projet, wéi e bis elo besteet, an deem zweeten Tiret do bestätegt, quitte dass et e bësse reduzéiert gëtt, wéi et elo den Här Gibéryen gesot huet.

Mä et gëtt eigentlech nach eng Kéier bestätegt, et ass eng „infrastructure commerciale qui doit permettre la viabilisation". Dat heescht, et ass eng Infrastructure commerciale. Et sinn also kommerziell Intérêten, déi sollen derzou dénge, e Stadion ze realiséieren. Dat ass déi Logik vum Projet, wéi en elo doläit. An do sinn ech net dermat d'accord.

▶ **M. le Président**.- Gutt. Ech soen dem Här Hoffmann Merci.

Wëllt soss kee méi d'Wuert zu där Motioun ergräifen?

(Négation)

Da stëmme mer doriwwer of.

Vote sur la motion 3

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 3 ass ugeholl mat 37 Jo-Stëmmen, géint 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

Ont voté non: Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Résolution 1

Da kéime mer nach zu der Resolutioun, déi vum Här François Bausch agereecht ginn ass. Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt et hei ëm eng Resolutioun geet. Dat heescht, mir fuerderen eis selwer op, e Code de déontologie opzestellen, deen dann och fir d'Regierung, fir d'héich Fonctionnairen a fir d'Deputéierte valabel soll sinn.

Ass dat dat, wat gewënscht ass vum Här Bausch? Den Här Bausch kritt dozou d'Wuert.

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng)*.- Här President, ech ka vläicht kuerz preziséieren, well, ech mengen, mir kënne selbstverständlech net herno dat fir d'Regierung maachen, mä ech ginn awer dervun aus, datt, wa mir dat fir d'Deputéiert, also fir d'Chamber gemaach hunn, an e bëssen ähnlech wéi d'Europaparlament et gemaach huet fir d'Europaparlament, da schéngt et mer evident ze sinn, datt d'Regierung net méi derlaanscht kënnt, dat nämlecht ze maache fir d'Regierung a fir d'Beamte vum Stat.

Respektiv mir kënne jo dann, wa mer dann eens sinn, wa mir eis e Code de déontologie ausgeschafft hunn a fir Transparenz gesuergt hunn, eng Motioun hei nach nodréiglech erabréngen, wou mer soen: „Mir hätten elo gär, datt d'Regierung horgenee dat nämlecht mécht fir d'Regierung a fir d'Beamten."

▶ **M. le Président**.- Den Här Spautz, wann ech gelift.

▶ **M. Marc Spautz** *(CSV)*.- Jo, ech wollt just soen, dass ech Problemer hunn net mat dem „décide", mä vir mam „invite". An ech wollt froen, wa se déi dräi éischt Tirete kéinte sträichen, da kéint een do d'Zoustëmmung derzou ginn.

▶ **M. le Président**.- Den Här Bausch, wann ech gelift.

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng)*.- Här President, ech ka verstoen, datt natierlech d'Majoritéit mat deenen dräi éischten Tireten e bësse Bauchwéi huet. Mir zéien déi selbstverständlech ënner Ausso fir eis net zréck, mä mir sinn awer d'accord. Well et geet jo hei ëm d'Saach, wat mer gär hätten, datt mer endlech dee Code de déontologie kréien. Aus deene Grënn si mer bereet, déi dräi Tireten erauszehuelen, fir datt d'Motioun och kann hei mat enger breeder Majoritéit gestëmmt ginn.

▶ **M. le Président**.- Gutt. Wëllt soss kee méi dozou d'Wuert huelen?

Ech widderhuelen also nach eng Kéier: Wa mer déi Resolutioun stëmmen, well ech ginn dervun aus, déi gëtt vun enger grousser Majoritéit gestëmmt, wäerte mir als Chamber och e Code de déontologie opstellen, deen - ech liese vir -: „des règles pour les agents publics et les membres du Gouvernement" och fixéiert. Et muss een dat just wëssen. Ech wëll dat just hei betounen. Wann dat kee Problem ass, kënne mir bien entendu elo iwwert déi Resolutioun do ofstëmmen.

Den Här Minister Wiseler huet d'Wuert.

▶ **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech wëll just als Bemierkung maachen, datt d'Regierung sech engagéiert huet an deem ganze Kader vun deenen Diskussiounen iwwert d'Fonction publique, e Code de déontologie iwwert d'Fonction publique selwer, dat heescht iwwert d'Beamten op där enger Säit, an och iwwert d'Politiker, d'Regierungsmemberen, well mer kënnen et net iwwert d'Chamber maachen, datt mer dat décidéiert hunn, fir eis ze maachen an dat och virzeleeën.

Dat heescht, deen Engagement huet de Statsminister d'leschte Kéier an der Diskussioun hei an der Kommissioun ginn. Et läit och vir vum Fonction-publiques-Minister, deen amgaangen ass dorun ze schaffen op Basis vun engem Text, dee scho wäitgehend fäerdeg ass. Dat bedéngt jo natierlech och Consultatioune mat de Statsbeamten. Evidenterweis kann dat jo net einfach esou geholl ginn, mä et mussen eng ganz Rei Diskussioune mat deene Concernéierte gefouert ginn.

▶ **M. le Président**.- Okay. Den Här Bausch nach eng Kéier.

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng)*.- Ech mengen, dat ass jo gutt.

▶ **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo.

▶ **M. François Bausch** *(déi gréng)*.- Wa mir parallell dozou och eis Aarbecht maachen, da ginn ech jo dervun aus, datt de part et d'autre genuch Drock besteet, fir datt mer dat zesumme relativ séier kënnen elo och zur Ofstëmmung bréngen.

▶ **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Mä nach eng Kéier: Et ass awer kloer a mengen Aen, datt et soll sinn, datt hei d'Regierung fir d'Regierungsmemberen a fir d'Beamten dee Code de déontologie vun eis aus mécht. Dat ass dat, wat ech hei wollt preziséieren.

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- relevant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoyant à l'endroit de l'article 14 (1) que «le fonctionnaire est tenu aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité»;

- notant que le Règlement grand-ducal du 16 octobre 1993 fixant les conditions générales du statut des agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État retient à l'article 1er «Les agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg dénommée ci-après la banque, ont un statut de droit public assimilé à celui des employés de l'État. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, sont applicables aux agents de la banque, le cas échéant par application analogique et compte tenu du caractère contractuel de l'engagement: a) les articles [...], 9 à 16 (devoirs des fonctionnaires), [...];

- soulignant ledit article 14 et ses alinéas réglementant l'activité accessoire du fonctionnaire de l'État;

- relevant que la Constitution prévoit à l'article 79 que «[l]es membres du Gouvernement sont responsables» et à l'article 82 que «[l]a Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement. - Une loi déterminera les cas de responsabilités, les peines à infliger et le mode de procéder, soit sur l'accusation admise par la Chambre, soit sur la poursuite des parties lésées»;

- considérant l'article 167 du Règlement de la Chambre des Députés retenant que «[l]es députés exercent leur mandat de façon indépendante. Ils ne peuvent être liés par des instructions ni recevoir de mandat impératif»;

- notant que les textes en vigueur ne donnent pas de réponse satisfaisante aux situations évoquées ci-contre;

décide

- d'instaurer un code de déontologie susceptible de fixer des normes et des règles pour les agents publics, les mandataires politiques locaux et nationaux ainsi que les membres du Gouvernement afin de préserver les valeurs de la fonction publique luxembourgeoise afin d'éviter à l'avenir tout conflit d'intérêts.

(s.) François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Camille Gira, Claude Meisch.

▶ **M. le Président**.- Gutt. Also kënne mer dann iwwert déi Resolutioun ofstëmmen à main levée?

(Assentiment)

Vote sur la résolution 1 modifiée

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

▶ **Une voix**.- Jiddwereen.

▶ **M. le Président**.- Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn.

Da géif ech lech Merci soen. Domadder wier dee Punkt ofgeschloss, a mir sinn och um Enn vun eiser Sitzung.

Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 15., 16. a 17. November.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.48 heures)

Sommaire des séances publiques nos 1, 2 et 3

Clôture de la session ordinaire 2010-2011 et ouverture de la session ordinaire 2011-2012 p. 1

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Wilmes p. 1-2

Composition des organes de la Chambre des Députés p. 2

Octroi du titre honorifique à un ancien Député p. 2

Discours de M. le Président p. 2-3

Communications p. 3

Horaire de début des séances publiques p. 3

Ordre du jour p. 3

6277 - Projet de loi modifiant la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens p. 3-4

6216 - Projet de loi mettant en œuvre le règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit et portant modification de:

1) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois,

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger p. 4

6285 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher, signée à Grevenmacher, le 21 octobre 2010 p. 4-5

Composition des commissions parlementaires p. 5

Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suivie d'un débat) p. 5-15

5816 - Projet de loi relative à la concurrence - second vote constitutionnel p. 16

6291 - Projet de loi portant modification de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique p. 16-18

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés - COM (2011) 530 p. 18-19

Résolution relative à la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la réforme de la politique commune de la pêche - COM (2011) 417 p. 19

6331 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 19-26

Heure d'actualité du groupe DP sur les normes de sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom et la politique d'information de l'exploitant de la centrale en question p. 26-29

Débat d'actualité sur la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange p. 29-38

Service de Police Judiciaire

000226

P.V. DEVDU 54
P.V. AIGRP 31
P.V. ENFPS 37

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

RM,MW,CH

Commission du Développement durable,

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

et

Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

PROJET DE
Procès-verbal de la réunion du 05 octobre 2011

ORDRE DU JOUR :

Position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange

*

Présents : M. François Bausch, M. Eugène Berger, M. Xavier Bettel remplaçant Mme Anne Brasseur,M. Fernand Boden, M. Lucien Clement, M. Fernand Diederich, M. Fernand Etgen, Mme Marie-Josée Frank, M. Camille Gira, M. Paul Helminger, M. André Hoffmann, Mme Josée Lorsché, Mme Lydia Mutsch, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Ben Scheuer, M. Marc Spautz, membres de la Commission du Développement durable

Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, M. Emile Eicher, M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. Camille Gira, M. Claude Haagen, M. Paul Helminger, M. Ali Kaes, M. Jean-Pierre Klein, M. Gilles Roth, M. Jean-Paul Schaaf, M. Raymond Weydert, membres de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

M. Claude Adam, Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. André Bauler, M. Eugène Berger, M. Fernand Boden, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, M. Emile Eicher, M. Ben Fayot, M. Claude Haagen, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Lies, Mme Josée Lorsché, M. Gilles Roth, M. Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, membres de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

***

Service de Police Judiciaire
006227

Mme Diane Adehm, M. Alex Bodry, M. Jean Colombera, M. Félix Eischen, M. Léon Gloden, M. Claude Meisch,Mme Martine Mergen, Mme Lydie Polfer

***

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat

M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur
M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
M. Romain Schneider, Ministre des Sports

Mme Christiane Huberty, Mme Rachel Moris, Mme Marianne Weycker,, de l'Administration parlementaire

Excusée : Mme Anne Brasseur, membre de la Commission du Développement durable

*

Présidence : M. Ben Fayot, Président de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

*

Position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange

VERBATIM

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Voilà, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, Här Statsminister, ech begréissen Iech ganz häerzlech. Ech maachen dës Sitzung op vun dräi Kommissiounen: d'Commission du Développement Durable, d'Commission de l'Intérieur an d'Commission de l'Education Nationale et des Sports. An an där Qualitéit *(President vun der Commission de l'Education nationale et des Sports)* huet dann d'Conférence des Présidents mech gebieden, a Vertriedung vun deenen dräi Presidenten dës Sitzung ze leeden.

Mir hunn, wéi der jo wësst, décidéiert, hei eng öffentlech Kommissiounssitzung ze maachen. Dat ass méiglech no onsem Reglement. Déi gëtt jo och iwwerdroen iwwer Chamber TV.

Mir hunn och déi Sitzung hei aberuff opgrond vun Demandë vun dräi Fraktiounen. An dat ass d'Fraktioun vun der DP, vun de Gréngen an d'Sensibilitéit vun der ADR. An déi dräi Bréiwer vum 30. September, déi zur selwechter Zäit bei dem Chamberspresident eragaange sinn, bezéie sech op d'Fro vum Dossier "Wickreng/Léiweng - Projet Livange". Déi verschidden Aspekter ginn do traitéiert.

Service de Police Judiciaire

000228

Ech géif da proposéieren, wéi mer dat ëmmer an deene Kommissiounssitzunge maachen, wou en Deputéierte freet, fir eng Kommissioun anzeberuffen, oder eng Kommissioun mat engem Sujet ze befaassen, deenen Auteure vun deenen Demanden hei d'Wuert ze ginn. Fir d'éischt dem DP-Vertrieder, dann dem Grénge-Vertrieder an dann dem ADR-Vertrieder. A mir géifen dann duerno deene verschiddene Membere vun der Regierung an enger gewëssener Reiefolg d'Wuert ginn, fir dobäi op déi Sujeten anzegoen, sou wéi si dat gesinn. An duerno géife mer dann d'Diskussioun opmaachen hei ënnert de Membere vun deenen dräi Kommissiounen. Wann dat esou an der Rei ass, da géife mer direkt ufänken.

Da géif ech direkt dem Claude Meisch vun der DP d'Wuert ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci Här President. D'Positioun vun der demokratescher Partei am Dossier Léiweng, mengen ech, ass kloer. Déi brauch ech net méi ze rappeléieren. D'DP war an ass géint dee Projet, haaptsächlech aus zwee Grënn. Dat eent aus landesplanereschen Iwwerleeungen, well mer dat net gesinn, wéi dee Projet do an eng kohärent Landesplanung erapasst. Dat anert ass, datt mer fäerten, datt de Projet, e kommerzielle Projet vun där doter Envergure, tëschent der Stad Lëtzebuerg an den Entwécklungszentren am Süden, béid kommerziell Zentren, kommerziell Polen, éischter géif schwächen, wéi datt e géif zu enger genereller Beliewung vum Commerce bäidroen. Dat ass eis Positioun, souwuel an deene betraffene lokale Sektioune wéi awer och als national Partei. Dorëms geet et, mengen ech, haut och net hei. Déi doten Argumenter, déi sinn ausgetosch ginn en long et en large. D'Regierung wollt se net héieren.

Et gëtt awer eng Rei vun neie Momenter an deem doten Dossier, déi eis Fraktioun, zesumme mat der grénger Fraktioun, och beweegt hunn, zesummen éischter eng Plenarsëtzung unzefroen. Finalement ass sech op dëse Modell hei gëeenegt ginn. Deen neie Moment, deen d'lescht Woch jo publik ginn ass, dat ass dat Geheimdokument, an deem an eisen Aen d'Regierung zwee Promoteuren e Blankoscheck ausgestallt huet, fir eng illimitéiert Surface commerciale "Projet Léiweng" däerfen ze schafen. Illimitéiert, well do net dra steet, datt do 10-, 20-, 30.000 m2 Surface commerciale däerfe kommen, mä datt der souvill géifen dohinner kommen, datt dee Projet, deen ugebonne wär un deen nationale Fussballsstadion, sech dovunner géif matfinanzéieren. Dat ass eng Iwwerleeung, déi contraire ass zu allen aneren Iwwerleeungen, wann et drëms geet, d'Implantatioun vu Surfaces commerciales hei am Land ze autoriséieren. Do geet et jo fir d'alleréischt emol drëms fir ze kucken, wéi d'Offer an der Regioun ass a wéi d'Demande an der Regioun ass. A packe mer eng zousätzlech Surface commerciale? Kréie mer keen Déséquiliber?

En zweete Punkt ass dann och genau deen, datt et eigentlech contraire ass zu deene Kritären, déi normalerweis am Mëttelstandsministère dann och zu Grond geluecht gi fir esou Autorisatioune wéi déi doten ze ginn. Dat Geheimdokument ass datéiert op den Abrëll 2009. Zënter gëschter Owend wësse mer, an dat ass dann en neie Fait, deen derbäi komm ass, datt am Dezember 2008 déi staatlech Aménagementskommissioun en däitlech negativen Avis géint de Projet Léiweng ginn hat. Dräi an en hallwe Mount duerno geet d'Regierung hei, vertruede vun enger ganzer Rei vu Ministeren, ënner anerem dem Premierminister, hin a seet zwee Promoteuren hir voll Kraaft fir d'Ënnerstëtzung vun deem Projet Léiweng do zou. Et gëtt mëttlerweil eng ganz Rei vun anere Verbindungen, déi nach diskutéiert ginn. Verbindungen notamment tëschent dem Promoteur vun deem Projet Léiweng an der Spuerkeess. Ech zitéieren aus engem virveröffentlechte Forumartikel: „Es ist jedoch ein offenes Geheimnis am luxemburgischen Finanzplatz, dass die CSSF der BCEE übergroße Kredite im Hinblick auf einen einzelnen Kunden“, domadder ass gemengt de Promoteur vum

Service de Police Judiciaire

000229

Projet Léiweng, „ankreidet - „single exposure warning"-, was im Klartext bedeutet, dass die Bank Risiken eingegangen ist, die offensichtlich zum Problem werden können".

Mäi Fraktiounskolleeg, den Eugène Berger, huet och do schonn eng Fro un de Finanzminister gestallt, wéi et méiglech ass, datt de Generaldirekter vun der Spuerkeess am Conseil vun enger vun de Sociétéite vum Promoteur vum Projet Léiweng figuréiert. Dat wär normal. Mä wann et normal ass, dann heescht dat jo awer och, datt d'Spuerkeess do en erhebleche finanziellen Interessi drun huet, an éischter dann de Generaldirekter als Surveillant am Numm vun der Spuerkeess an deem Conseil do figuréiert. Dat konfirméiert an eisen Aen éischter dann och dat, wat an deem Forumzitat do opgeworf ginn ass. Ech gi mol einfach dovunner aus, datt och, wann déi Décisiounen esou geholl gi sinn, datt de Generaldirekter do wierklech fir d'Spuerkeess figuréiert an deem Conseil, datt déi Décisioune jo och en bonne et due forme geholl goufen, an op deene Plaze geholl goufen, wou se musse geholl ginn. De Risiko schéngt also hei wierklech sou grouss ze si fir d'Spuerkeess, datt net iergend ee Mataarbechter - well usus ass et an der Bankewelt, datt datdo ëmmer geschitt, mä datt meeschtens e Mataarbechter vun der Bank dann an ee Conseil geet -, mä hei geet de Generaldirekter an de Conseil vun där Bank. Also dat schwätzt nach eng Kéier derfir, datt et en erhebleche Risiko do schéngt ze ginn.

Mëttlerweil wësse mer, datt de Promoteur vum Projet Léiweng dann och dem Generaldirekter vun der Spuerkeess säi Privathaus opkaf huet. Kuerz Zäit drop wunnt den LSAP-Fraktiounspresident an deem doten Haus. D'Land ass kleng, soe mer oft, an an esou Fäll begéint een oft déiselwecht Leit erëm. Allerdings hunn ech Problemer, un esou vill Zoufall, hei dach an engem eenzegen Dossier, ze gleewen. Deen, deen haut Fraktiounspresident ass vun der LSAP, war zu deem Zäitpunkt, wou dat Geheimdokument do geschriwwe ginn ass, Ëmweltminister. En Ëmweltminister, deen eigentlech och hätt misse seng Zoustëmmung ginn zu deem Geheimdokument do, an dee jo och befaasst war vun deem Dossier Léiweng, dee selwer um Radio gesot huet, e wär e gudde Frënd vun deem Promoteur. Esou ee gudde Frënd, datt et eigentlech deen Éischte war, deen hien ugeruff huet, wou en dann eng Wunneng gebraucht huet, an net gemaach huet wéi anerer, déi eigentlech op den Internet kucke ginn, sech op déi entspriechend Site do informéiere ginn.

Ech stellen Iech eng ganz Rei vu Froe ronderëm deen doten Dossier. Mä wat eis am meeschte schockéiert huet dat ass, datt d'Regierung hei higaangen ass, an datt se e Pré-accord ginn huet un zwee Promoteure fir hir Projeten, a fir ee spezifesche Projet, nämlech dee vu Léiweng, ouni gesetzlech Basis fir esou ee Pré-accord kënnen ze ginn, ouni, datt iergend eng Prozedur do agehale ginn ass. An ouni, datt sech un dee Moment scho bestehend Avise gehale gouf. Dat ass an eisen Ae grave. Dat ass an eisen Aen inakzeptabel. Hei gi Gesetzer mat Féiss getrëppelt. Et gi Prozedure mat Féiss getrëppelt. An et kann een hei wierklech nëmme vun engem Verstouss géint d'rechtstaatlech Prinzipie schwätzen. Dat Pëzzelbild, wat amgaangen ass ze entstoen, gëtt dann och ëmmer méi komplett. Et feelen awer nach eng ganz Rei vu Pëzzelstécker doranner.

Ënner anerem, mengen ech, musse mer der Fro nach nogoen, firwat dat Geheimdokument dann elo iwwerhaapt geschriwwe ginn ass. A firwat sollt et geheim bleiwen? Ech wëll mer do nach e puer Gedanke maachen. Nämlech et ass jo esou, datt eigentlech d'Regierung keng legal Handhab hat, fir de Projet Wickreng ze verhënneren. D'Regierung hätt dat awer gär gemaach. Si konnt et awer net. Souguer d'Geriicht huet gesot, dee Projet Wickreng do, dee soll esou exekutéiert ginn.

Service de Police Judiciaire
000230

D'Fro kann ee sech och stellen, ob mat der Exekutioun vum Projet Wickreng dann net de Projet Léiweng hätt misse fale gelooss ginn, well do dann net méi déi kritesch Mass beienee komm wier, virun allem d'kritesch Mass u Surface commerciale, fir dann dee Projet do um Liewen ze erhalen, wann ee virun allem da wëll e Fussballstadion do nach matfinanzéieren.

Firwat awer war de Groupe Rollinger, deen de Promoteur ass vum Projet Wickreng, firwat war deen d'accord, e Projet, deen en duerch hat, deen en autoriséiert hat, deen en hätt kënne realiséieren, deen am Joer 2010 hätt scho solle fäerdeg sinn, fir deen opzeginn a sech op e Verspriechen anzeloossen, wou awer nach eng ganz Rei vu juristeschen, prozeduralen an och politeschen Hürden ze huele waren? Dat ass eng vun deene Froen, déi mer eis stellen.

An d'Äntwert ass dee geheime Bréif, deen d'lescht Woch hei opgetaucht ass. Dat ass eigentlech d'Garantie fir de Groupe Rollinger, datt en dat, wat en opgëtt op där enger Säit zu Wickreng, op där anerer Säit kompenséiert wäert kréien an engem Projet zu Léiweng. Kompenséiert kann do en Ausfall vum gesamte Projet ginn, kompenséiert kann eng Verzögerung vun deem gesamte Projet ginn. Mä nach elo, esou laang dee Projet do zu Léiweng net autoriséiert ass an net steet, lafe mer nach ëmmer Gefor, datt dee Promoteur, deen initialement e séchere Projet opginn huet, datt dee sech wäert géint de Stat wenden a soen: „Dir hutt mer versprach, datt ech do eng Kompensatioun wäert kréien, dann hätt ech déi och elo gären".

De geheime Bréif gesäit jo och eng Kompensatioun vir, nämlech am Fall, wou de Projet Léiweng näischt géif ginn, wou dee komplett géif ausfalen, da misst de Lëtzebuerger Stat - en huet sech doranner engagéiert, d'Regierung huet sech doranner engagéiert -, datt se dann dem Promoteur vum Projet Wickreng en equivalenten Terrain fir x-Dausende vu Quadratmeter Surface commerciale hei am Land géif hëllefen ze sichen. A mir wësse jo awer och, datt esou een Terrain hei am Land wäert e Präis hunn. Wann also Léiweng scheitert, a Léiweng kann nach ëmmer scheiteren - e Sonndeg si Gemengewalen, an dat kann eng ganz aner Positioun op eemol vun der Gemeng ginn; et kann eng ganz aner Positioun op eemol opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer amgaange sinn ze féieren, hei vun der Lëtzebuergescher Regierung ginn -, da wäert et also esou sinn, datt finalement de Steierzueler wäert mussen dem Groupe Rollinger een neien Terrain mat hëllefen ze finanzéieren. An dat a Milliounenhéicht.

Dee Geheimbréif vun der Regierung, deen huet eis also an déi Situatioun gesat, datt entweder elo de Projet Léiweng mat alle Mëttel muss autoriséiert ginn. A wann en net autoriséiert gëtt, datt dann op där anerer Säit muss de Groupe Rollinger en Terrain vun de Steierzueler hei am Land bezuelt kréien. Dat ass an eisen Aen en handfeste Skandal. An dofir sollt dat jo och geheim bleiwen. An dofir ass dee Bréif, deen d'lescht Woch réicht opgetaucht ass, eben net sou schnell bekannt ginn. An dofir mengen ech, datt all déi, déi soen, dat dote wär schonn alles laang bekannt gewiescht, datt déi iren an nëmmen e ganz ganz klengen Deel vun der Wourecht gesot hunn. Et gëtt awer eng ganz Rei vu weidere Froen, déi ech an deem Dossier do stellen. Firwat iwwerhaapt esou e konfidentielle Bréif? Ass dat eng gängeg Praxis? Ech hu mech do e bësse renseignéiert. Déi Leit, déi Ableck haten an d'Regierungsgeschäfter, hu gesot: Neen, dat doten ass keng gängeg Praxis. Wann et awer eng gängeg Praxis wär, da wäre mer interesséiert als Parlament och ze wëssen, bei wat fir enge Projete sinn et ähnlech Arrangementer ginn. An natierlech och déi publik maachen. Wann net, da froe mer eis: Firwat ass et an dësem Fall da gemaach ginn? Firwat an dësem Fall also esou een däitlechen Engagement vun der Säit vun der Regierung, éier sämtlech Prozeduren iwwerhaapt emol

Service de Police Judiciaire

000231

nëmme richteg entaméiert waren? Zënter wéini huet d'Regierung Kenntnis vum Projet Léiweng?

Eng aner net onwesentlech Fro, wann et drëms geet erauszefannen, wéi dee Switch Surface commerciale Wickreng/Léiweng do sollt organiséiert ginn. Huet d'Regierung an iergendenger Form Drock op de Projet, op de Promoteur vum Projet Wickreng ausgeübt? A wa jo, a wat fir enger Form? Vun esou engem Drock war de Mëtteg nach um Radio 100,7 ze héieren. Wéi gesäit déi Partizipatioun vum Promoteur vum Projet Wickreng am Projet Léiweng genee aus? De Bréif, dee seet eis do net ganz vill. Wossten aner betraffe Ministere vun dësem Geheimdokument? Notamment de Mëttelstandsminister an och den Ëmweltminister? Well och si jo an deene Prozeduren, déi nach hätte misse geholl ginn, mussen hir Zoustëmmung ginn. Wosst d'Gemeng vun deem Geheimdokument? Well och si an deene Prozeduren do muss hir Zoustëmmung ginn. Wosst d'Gemeng, éiert et zur Signature vun deem Dokument do komm ass, Bescheed an hat si hiren Accord dozou ginn? Aneschters wär et jo eigentlech fahrlässeg vun der Regierung gewiescht.

Stëmmt dat, datt de Promoteur vum Projet Léiweng héich Kreditter bei der Spuerkeess huet, déi dozou gefouert hunn, datt eng „single exposure warning" vun der CSSF ausgeschwat ginn ass? Wa jo, wéi héich sinn déi Engagementer do vun der Spuerkeess? Esou héich, datt de Succès vum Projet Léiweng vun engem vitalen Interessi och fir d'Spuerkeess ka sinn?

De Promoteur, dat wësse mer, dat ass konfirméiert, vum Projet Léiweng keeft e Privathaus vum Spuerkeessdirekter. Mä féiert dat net dozou, datt de Spuerkeessdirekter en Interessenskonflikt huet? An ass dat an der Spuerkeess och esou gesi ginn? An huet en oder huet en net partizipéiert u weideren Décisiounen, déi dee Promoteur do vun der Säit vun der Spuerkeess aus betreffen? Wéi schätzt d'Regierung d'Legalitéit vun där Prozedur hei an? Nämlech en Tosch ze organiséieren, wou dat, wat d'Regierung gëtt, wat de Lëtzebuergesche Stat gëtt - dat ass e Reklassement vun engem Terrain, wouduerch deen Terrain däitlech valoriséiert gëtt -, an dat wat de Lëtzebuergesche Stat als Echange kritt, dat ass jo dann e Gebai, eng öffentlech Infrastruktur. An dësem Fall e Fussballsterrain. Déi awer en öffentlechen Notzen duerstellt. Wou ee sech muss d'Fro stellen, ob dat doten alles konform ass zu de Marché-publics-Gesetzer, déi eigentlech misste spillen, wann et ëm eng öffentlech Infrastruktur an ëm en öffentlechen Notze geet. Huet d'Regierung dat dote préife gelooss, a wa jo, da wäre mer och interesséiert, déi Etude ze gesinn.

Firwat huet d'Regierung deen Terrain, deen se als idealen Terrain dann erausfonnt huet - a mir deelen déi Aschätzung net -, nämlech Léiweng, firwat ass se net higaangen an huet deen Terrain do kaf an huet dann eng üblech PPP-Prozedur gemaach, fir dann Investisseuren ze sichen, fir souwuel e Fussballsstadion wéi och e Centre commercial kënnen do ze realiséieren? Gëtt et méi Detailer iwwert déi Investitiounskäschten, déi nach op de Stat wäerten duerkomme fir d'Ubannung vun der Eisebunn, vun de Stroossen? Ënner anerem, sinn déi méi detailléiert chiffréiert? Ass och d'Opdeelung vun deene Käschten tëschent dem Privatpromoteur an dem Lëtzebuergesche Stat scho méi am Detail ofgemaach? A gëtt et finalement de Lëtzebuergesche Stat da wierklech méi bëlleg, wéi wann hien higaange wär, an en hätt op enger Plaz dann e Fussballsterrain gebaut an där Envergure, wéi mer e wierklech brauchen?

Hat d'Regierung Kenntnis vum éischten Avis vun der Commission d'aménagement zu deem Zäitpunkt, wou se dat Geheimdokument do ënnerschriwwen huet? A wa jo, firwat gouf dat ignoréiert? A firwat fällt elo deen zweeten Avis vun der Commission d'aménagement dann

Service de Police Judiciaire
000232

dach däitlech manner kritesch aus? Ass do eigentlech drënner ze verstoen dat wat am Geheimaccord ofgemaach war a wat do heescht "eng aktiv Begleedung vun der Säit vum Lëtzebuergeschen Innenminister"? Ass dat d'Resultat do dervunner?

An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir verstitt och, datt ech eng Fro muss stellen am Zesummenhang vun all deene Rumeuren, déi zum Deel de Moien um Radio waren, zum Deel a Lieserbréiwer formuléiert ginn, déi ënnert der Bevëlkerung kursëieren, déi an Zeitungsartikele stinn, déi a Mailer doruechter verschéckt ginn, nämlech: Huet ee vun de Regierungsmembere vun der leschter an och vun dëser Regierung en Avantage materieller oder immaterieller Natur vun engem vun deene betraffene Promoteuren ugeholl?

Dat doten, dat sinn eng ganz Rei vu ganz prezise Froen. Mir hu se hei nach eng Kéier opgelëscht, well ech verstinn, datt een elo net kann direkt tel quel einfach esou dorobber äntwerten. Mä, fir datt mer hei geuerdnet virukommen, wëll ech dat hei verdeele loossen. An da si mer gespaant op déi Äntwerten do. Mir hätte gär op eis prezis Froe grad esou prezis Äntwerten, well et fir eis wichteg ass, datt d'Öffentlechkeet sech kann e prezist Bild maache vun deene Virgäng, déi am Virfeld vun deem Dossier Léiweng do gelaf sinn. An och mir als demokratesch Partei wäerten eis weider Beuerteelung vun deem dote Virgoe vun deenen Äntwerten ofhängeg maachen.

Merci, Här President.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Merci dem Spriecher vun der DP. Da kënnt de Camille Gira vun deene Gréngen.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Jo merci, Här President. Ech mengen, och d'Positioun vun deene Gréngen zum Fong vum Dossier Léiweng ass bekannt. Ech wëll awer och drun erënneren, dass mir scho géint de Projet Wickreng waren, well mer do scho gemengt hunn, dass dee villzevill grouss wier, dass deen och géint all landesplaneresch Kritäre géif verstoussen. An ëmsou méi, mengen ech, trëfft dat fir de Projet Léiweng zou.

Eng Rei Froen, déi mir och hunn, si scho vum Kolleeg Meisch opgeworf ginn. Ech wëllt eng Rei prezis Froen awer zousätzlech stellen, an och a véier Beräicher opgedeelt, e bësse méi déi eng oder déi aner prinzipiell Fro, e bëssen eng Analys vu Prozeduren. Do gehéiert och e gewëssenen Historique vun deenen Terrainen zu Léiweng derbäi. Och konkret Froen zu de Käschten an och nach déi eng oder déi aner Fro zur Implikatioun vun der Spuerkeess.

Wat eis frappéiert huet an deem geheime Bréif, dat ass den Terme «nationalen Interessi» vun deem Projet. Mir hunn als Gréng kee Problem, deen Terme fir en nationale Stadion unzewenden. Dass mer esou ee Stadion brauchen, an dass dee soll iergendwou gebaut ginn, domat hu mir als Gréng kee Problem. Vill méi ee grousse Problem hu mer awer, engem Supermarché, engem Hypermarché den Terme «nationalen Interessi» ze ginn. Eis Fro: Gëllt dat do deemnächst fir all Centre commercial deen iergendwou opgeriicht gëtt, datt deen en nationalen Interssi huet? An eis Fro ass duebel berechtegt, mengen ech, wann een eben gesäit, datt deen do Centre commercial géint all Logik vun engem Programme directeur sprécht an och géint all Logik déi mer jo wëlle landesplaneresch endlech erëm kréien.

Ech menge mir hunn an de leschten 30, 40 Joer vill ze vill déi eenzel Funktiounen «Wunnen, Schaffen, Akafen» ausernee getrennt a mir waren eis jo eigentlech eens, wa mer de Verkéier zu Lëtzebuerg iergendwéi eng Kéier erëm fir zwee Sou sollten an de Grëff kréien, da sollte

Service de Police Judiciaire
000233

mer elo déi nächst 30, 40 Joer an eng ganz aner Richtung goen, nämlech erëm «Wunnen, Schaffen, Akafen, Fräizäit» beieneen ze maachen. Or, et muss een elo kee landesplaneresche Spezialist sinn, fir eraus ze fannen, datt Léiweng awer nu guer net deenen do Kritären entsprécht. An et ass och erstaunlech, datt do soll eng Autorisatioun erausgoen, wou de Projet och iwwerhaapt net de Kritären, mengen ech, vum Droit d'établissement entsprécht, esou wéi d'CLC dat och richtegerweis gemaacht huet. Also wou kann een esou engem Projet, dee reng kommerzieller Natur ass, en «nationalen Interessi» ginn, wann en och nach géint all landesplaneresch Prinzipen, déi awer an engem Programme directeur eng gewësse Force légale hunn, sprécht.

Da wollt ech op den zweete Volet kommen. An dat ass e bëssen d'Geschicht vun deenen Terrainen. Et ass jo net déi éischte Kéier, dass probéiert gëtt, déi Terrainen do an eng Zone industrielle ëmzewandelen. Et ass och net déi éischte Kéier, dass déiselwecht Propriétairen dat maachen. Ech muss do e bëssen aushuelen. 1988 gëtt et en éischten Essai vun de Konsorte Lux/Becca, fir eng Extensioun vun der Zone industrielle vu Léiweng ze kréien. De Gemengerot war d'accord a gëtt an engem Vote définitif vun 1989 den Accord. Mä, den deemolegen Innenminister Spautz seet neen. An ech kommen net derlaanscht, zwee Kritären aus senger negativer Décisioun ze zitéieren. Well et einfach ze schéin ass: „Considérant que les fonds faisant l'objet du projet mentionné constituent un site qui est de toute beauté tant du point de vue configuration du sol que de par la flore riche et variée existant à cet endroit. Site qui mérite d'être maintenu comme aire de verdure". An engem Zweeten: „Considérant que l'aire concernée constitue une zone humide régulièrement soumise à des inondations ne se prêtant guère à l'implantation d'établissements humains".

De Gemengerot vu Réiser war awer net frou mat där negativer Décisioun. An hien ass deemools net virun d'Verwaltungsgeriicht gaangen, well mer dat nach net haten, mä virun de Statsrot. An de Statsrot huet déi Décisioun vum Minister Spautz konfirméiert am Dezember 1990. 1990 mécht awer och Lux/Becca en zweeten Essai a freet beim deemolegen Ëmweltminister Bodry eng Naturschutzautorisatioun un, fir d'Baach ze verleeën. Och den Ëmweltminister Bodry seet neen a berifft sech do op d'Vulleschutzdirektiv vun 1979 a seet: „(...) la création d'une zone industrielle serait contraire aux dispositions de ladite directive". Drëtten Essai, dës Kéier par intermédiaire vun der Gemeng. Dat geschitt 1991 am Kader vun der allgemenger Revisioun vum PAG vu Réiser. Do hat d'Gemeng niewent aneren Terrainen och erëm deen doten Terrain an de Périmètre d'agglomération geholl, fir do eng Zone industrielle ze maachen. An och do huet dann 1993 den Ëmweltminister Bodry nee gesot. Net nëmme fir déi do Parzell, mä och fir déi aner.

Eis Fro ass folgend un d'Regierungsvertrieder: Wat fir ee Rechtstat hu mer, wann e Promoteur sech 20 Joer net gëtt, fir ëmmer erëm iwwert déi verschiddenst Aart a Weisen zu sengem ze kommen a schlussendlech no 20 Joer beim véierten Essai Recht kritt? Wéi een Androck gi mer do no baussen, wat déi rechtstaatlech Prinzipie sinn? Well um Terrain zu Léiweng huet jo an deenen 20 Joer, wat Héichwaasser, wat d'Valeur vun deem Site do ubelaangt, awer nu guer näischt geännert. Wéi kann de Stat 1991, an no 19 Joer dräimol eng Extensioun refuséiere mat absolut stéchhaltegen Argumenter, an 2011 dann anscheinend all déi Argumenter op d'Säit drécken a soen, mir hunn elo kee Problem méi, dass dat do geschitt?

Mä ech stellen eng Fro hannendrun. Wann en déi do Antécédents kennt a souguer weess, dass et eng Jurisprudenz vum deemolege Verwaltungsgeriicht gëtt, fäert dann d'Regierung net, dass wa juristesch Recourse kommen - an déi wäerte jo awer ganz sécher kommen, do wäerte Bierger reklaméieren, do wäert d'Gemeng souguer, deemno wat den 9. Oktober geschitt,

Service de Police Judiciaire
000234

reklaméieren -, fäert dann net d'Regierung souwisou, dass mat deenen doten Antécédents de Projet ganz grouss Gefor leeft, dass e viru Geriicht net besteet? A fäert se net, dass och duerch e Recours bei dem europäesche Geriichtshaff wéinst Net-Anhale vun enger europäescher Vulleschutzdirektiv och de Risiko ganz grouss ass, dass de Projet juristesch kee Bestand huet?

An och do muss ee jo kee Spezialist sinn: Dat hei ass en offiziellt Dokument vum Lëtzebuerger Kadaster, et brauch een net wäit sichen ze goen, et geet een op de Site vum Kadaster an da gesäit een, dat do ass den normalen Zoustand vum Terrain wann et ganz e bësse reent am Réiserbann. Kënnt do net an deem do Kontext effektiv d'Meenung op, dass et net méi e Landesplanungsminster ass, net méi en Innenminister, keen Ëmweltminister, deen hei am Land décidéiert wéi eng Regelen agehale ginn, wéi eng Prinzipien, wéi eng Kritären, dass mer fir e Projet hunn, mä hei sinn et d'Promoteuren déi d'Politik bestëmmen.

Den drëtte Froekomplex ass deen zu de Käschten. Ech wollt do opgräifen, wou de Claude Meisch opgehalen huet. Eis sinn d'Chiffere bekannt, oder déi zirkuléieren, dass op där enger Säit de Futtballstadion anscheinend 25 Milliioune soll kaschten. An op där anerer Säit geet Rieds vu Chiffere vu 75 Milliounen Euro, déi de Stat an déi divers Moossnamen, d'Verbreederung vun den Accèsen, vun der Autobunn, an esou weider, géif investéieren. Wéi geet do déi Rechnung nach op? A firwat geet de Stat net einfach hin a kuckt iergendwou en Terrain vun zwee oder dräi Hektar ze fannen? Ech mengen, där misste mer genuch am Land hunn! Baut do e Futtballstadion, wat säin ass, an domat huet et sech! Oder ass et net esou, an dat Gefill gëtt ee jo net lass, geet et bei där ganzer Operatioun net nëmme schlussendlech drëm, dass déi Terrainen, déi eben Lux/Becca während 20 Joer do leien hunn, fir déi definitiv ze valoriséieren, fir déi Leit aus enger schwiereger finanzieller Situatioun erauszeretten?

An dee leschte Komplex: Nach eng Kéier d'Verstréckung vun der BCEE, vläicht ganz e bësse méi konkret. Ech mengen, déi Leit an der Direktioun vun der Spuerkeess si weiderhi Statsfonctionnairen. A wann een do de Statut liest, da muss de Ministre de la Fonction Publique all Kéier eng Derogatioun ginn, wa Leit an ee Conseil d'administration ginn. Ass dat geschitt? Mat wéi enger Argumentatioun? Mä, mécht dat do d'Spuerkeess bei all hire grousse Clienten? A wéivill Holdinge sëtzt den Här Finck dann? A kann d'Spuerkeess da wierklech de Risiko besser évaluéiere, wa se juge et partie op deenen eenzelne Säiten ass?

Ech mengen, dat wieren och fir eis emol an enger éischter Ronn déi véier grouss Themekomplexen, wat deelweis complémentaire ass zu deem, wat de Claude Meisch gesot huet. Wat eis awer besonnesch wonnert, dat ass, dass nodeem an den 90er Joeren eng Rei Ministere kloer an däitlech a mat gudden Argumenter nee gesot hunn, dass elo op eemol deeselwechte Promoteur 20 Joer duerno endlech zu deem kënnt, wat e scho virun 20 Jor wollt.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Merci dem Spriecher vun deene Gréngen. Da ginn ech d'Wuert dem Spriecher vun der ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och Ugangs soen, datt d'ADR sech ëmmer géint de Projet Léiweng ausgeschwat huet. An ech wëll och soen, datt ech elo opgrond vun deem, wat meng zwee Virriedner gesot hunn, datt ech dat alles ka mat deelen an ënnersträichen, an dofir och net méi brauch op all déi eenzel Punkten anzegoen, déi vu mengen zwee Virriedner schonn am Detail hei ugeschnidde goufen.

Service de Police Judiciaire
000235

Ech mengen, mir waren alleguer iwwerrascht, fir net ze soe schockéiert, wéi mer op eemol iwwert d'Press hu misse gewuer ginn, datt d'Regierung e Geheimdokument mat engem privaten oder mat private Promoteuren ofgeschloss huet. Mir wëssen alleguerten, datt mer gesetzlech Prozeduren hunn, an dat an enger ganzer Rei vun Domänen. Mir wësse, datt mer Gemengenautonomie hunn. An dofir ass een ëmsou méi iwwerrascht, wann d'Regierung an engem Geheimdokument, quasi kann ee soen, sech iwwer all dat ewech setzt an am Préalabel schonn eng Autorisatioun gëtt, an domadden all hier eenzel Ministèren an d'Gemeng eventuell souguer schonn am Viraus hypothekéiert.

Mir waren och iwwerrascht, wéi den Här Wirtschaftsminister Krecké dëser Deeg gesot huet, et wier iwwerhaapt kee Geheimnis an deem Dokument dran. Ech wëll just ee Saz zitéieren aus deem Dokument: „Cet accord avait un caractère hautement confidentiel". Wann een esou eppes an den Accord schreift an et seet een dann herno et wier kee Geheimnis dran, da muss ee sech d'Fro stellen, firwat datt dee Saz an deem Accord stoung. A firwat, datt dee Saz, deen Accord, net publik gemaach ginn ass? Richteg wier et wann hie gesot hätt, zënter deem, datt e publik ginn ass, ass et kee Geheimaccord méi. Dann hätt hien d'Wourécht gesot.

Wat d'Spuerkeess ubelaangt, deelen ech och d'Aussoe vu mengen zwee Virriedner. Ech brauch dat net méi ze ernimmen, datt de Generaldirekter mat an engem Conseil d'Administration sëtzt, datt säin Haus un de Promoteur verkaaft ginn ass, an datt de Promoteur dat Haus erëm weider un e Politiker verlount huet, dee senger Zäit, wéi déi Diskussiounen hei gelaaf sinn, eng Funktioun hat als Ëmweltminister.

Ech mengen, ier een op de Projet Léiwéng direkt ageet, muss een am Fong de Projet Léiweng mam Projet Wickreng zesumme betruechten. De Projet Wickreng, deen hat jo d'Ënnerstëtzung vun der Gemeng vu Reckéng. Mä, et war d'Regierung, déi aus politeschen Ursaachen dogéint war, obschonn ee muss wëssen, datt de Mëttelstandministère 2007 déi Surface commerciale autoriséiert hat. Et lung also eng Autorisatioun vum Mëttelstandminister vir wat Wickreng ubelaangt huet an dat huet dozou gefouert, datt d'Regierung, wéi dat och gesot ginn ass, an enger schwéierer Situatioun wier wann zu engem gewëssenen Zäitpunkt dee Projet net géif autoriséiert ginn, an datt d'Regierung dann ebe fir eng Indemnisatioun kéint ugesicht oder verklot ginn. Et war also sécher, wann d'Regierung de Projet Wickreng net aus politesche Grënn wëllt, datt se dann an engem Zugzwang steet an och net wëll juristesch belaangt gi fir eng Alternativ zum Projet Wickreng ze fannen. An dat war dunn eben andeems se ëmgeswitcht huet an de Projet Léiweng ënnerstëtzt huet.

Et muss ee wëssen, datt dee Projet Léiweng - dat sinn Terrainen, déi haut an engem Grëngs leien, Zone Ackerland, an dass et vläicht en Naturschutzgebitt hätt kéinte ginn, et ass en Iwwerschwemmungsgebitt -, datt duerch dat Ëmdenken an Ëmlenke vun der Regierung am Fong déi Propriétaire vun deenen Terrainen zu Léiweng eng enorm Plus-value vun hiren Terraine kréichen. Si kréien am Fong vun enger Wiss, déi net méi wäert ass wéi eng Wiss nu mol ebe wäert ass, duerch den Accord vun der Regierung eng enorm Plus-value op deenen Terraine, wat een och muss bedenken. Ech géif dofir un d'Regierung eng Rei vu Froe stellen.

Éischtens: Ass et üblech, dass d'Regierung esou Geheimaccorde mat Privatpromoteure mécht? Zweetens: Gëtt et nach esou Geheimaccorden tëschent Regierung a Privatpersounen? Wat den Accord Wickreng/Léiweng ubelaangt, géif ech gär vun der Regierung wëssen, ob deen Text, deen elo publik ass, ob dat de ganzen Accord ass, oder gëtt et nach Zousazdokumenter an -engagementer zu deem Accord dee bis elo publik gemaach ginn ass? Eng weider Fro ass bei deenen Diskussiounen, déi do gefouert si ginn tëschent

Service de Police Judiciaire

000236

Regierungsmemberen an de Promoteuren, ob den Här Statsminister perséinlech un esou Diskussiounen deelgeholl huet. Eng weider Fro ass: Am Bréif steet, datt den Accord gemaach gi wär "au nom du Gouvernement". Ass dat en Accord vun der Regierung, deen also vun der ganzer Regierung deen Ableck gedroe gëtt? A war deen Accord dann och am Regierungsrot, wou all déi concernéiert Ministeren dann och wëssen, zu wat an deem Accord d'Regierung sech do engagéiert huet? Zum Beispill den Innenminister, de Mëttelstandsminister - wou ech am Fong bedaueren, datt de Mëtten de Mëttelstandsminister, dee jo fir d'Autorisatioun vun dësem Accord zoustänneg ass, méi wéi aner Ministeren, datt deen net derbäi ass -, de Sportsminister, den Nohaltegkeetsminister. Ass beim Accord, dee getraff ginn ass, d'Regierung sech do bewosst, ob deen IVL compatibel ass oder net? Wéiwäit sinn d'Ministeren obligéiert, elo Autorisatiounen ze ginn, och wa vläicht politesch an der Gemeng ëmgeduecht gëtt, d'Gemeng net méi domat d'accord ass? Oder wann e Referendum géif an der Gemeng entstoen an d'Populatioun sech géif majoritär géint esou ee Projet ausspriechen, huet d'Regierung un all déi Konsequenze geduecht?

Een anere Punkt ass d'Finanzéierung, wou d'Regierung sech obligéiert huet. Et war an der Chamber den 19. Mee 2010 eng Réunioun vun der Kommissioun vun de Classes moyennes et du Tourisme a vun der Kommissioun vum Développement durable, an an där Réunioun ass iwwert de Projet geschwat ginn, an d'Regierung huet do opgrond vun engem Rapport - dat kann ee liesen - gesot: „En résumé l'estimation des frais se présente comme suit:" an da kënnt een op e Chiffer vun ongeféier 70 Millioune, wou d'Regierung sech engagéiert hätt fir eben dee Projet ze begleeden, sief et iwwer Op- an Offahrten, Protektioune laanscht d'Autobunn, d'Verbreederung vun der Autobunn, Aarbechten un enger Bréck zu Léiweng an den Arrêt vum Zuch. All déi Saachen zesumme wieren ongeféier 70 Millioune, sou wéi et an deem Rapport steet, wou d'Regierung sech do engagéiert huet. Oder huet d'Regierung nach aner Partizipatiounen zougesot?

Et ass dëser leschter Deeg am Zesummenhang, och mat Déifferdeng, geschwat gi vun engem PPP. Souwäit wéi mir déi Saach gesinn, ass dat heite jo awer kee PPP. Et ass eng privat Initiativ an et ass och ni eppes, wat spéiderhi soll un de Stat zréckfalen. Mir soen awer kloer, datt mir der Meenung sinn, datt wéi bei all aner sportlechen a kulturellen Infrastrukturen – wa mer zur Iwwerzeegung kommen, datt mer am Land en neie Stadion brauchen -, de Stat dee Stadion soll bauen. Mir sinn iwwerzeegt, datt dat méi bëlleg géif ginn, wéi dat wat mer hei eleng mussen u Partizipatioun bezuelen, fir datt hei Privatpromoteure kënnen einfach iergendwéi op enger grénger Wiss e grousse Centre baue, wou am Fong de Stadion just den Ophänkert ass fir aner Aktivitéite kënnen op deem Terrain ze maachen.

Eng weider Fro, déi ee sech muss stellen, dat ass mat der Déontologie politique. Wa mer wëssen, datt d'Politiker mat Privatpromoteuren, och Regierungsmembere mat Privatpromoteuren, hei sou Händel maachen a Geheimdokumenter maachen, stellt sech d'Fro, ob et Politiker gëtt, déi och mat deene Promoteuren an iergendenger Form Privilegien zougeschwat kritt hunn. Eng weider Fro nach, wat d'Spuerkeess ubelaangt: Opgrond vun deem, wat meng Virriedner gesot hu, wollt ech nach just froen, ob nach aner Leit, also aner Leit niewent dem Generaldirekter, aner Leit vun der Spuerkeess, a vläicht anere Verwaltungsréit sëtze vun dem Immobilie Promoteur Becca?

Dann eng zweetlescht Fro: Dat ass wéi d'Regierung dat da geduecht huet, opgrond vun hirem Bréif, wéi de Promoteur vu Wickreng géif mat an de Projet vu Léiweng agebonne ginn. Well d'Regierung seet jo, wann dat näischt géif ginn, wier se bereet, fir do eng nei Léisung ze

Service de Police Judiciaire
000237

sichen. Da muss se jo och wëssen, wat do geschwat ginn ass, wéi deen ee Promoteur soll an deem anere Promoteur säi Projet mat erakommen.

An dann déi lescht Fro, déi ass am Fong, ob d'Regierung sech och iwwerluecht huet, wat d'Konsequenze fir de Steierzueler wieren, wann de Projet Léiweng näischt géif ginn.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Merci och dem Spriecher vun der ADR. Ech géif dann d'Wuert un d'Regierung ginn, an als éischt un den Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech fannen dat Gespréich, wat mer hei hunn, absolut normal. D'Parlament exercéiert d'Kontroll iwwert d'Regierung. A wann dem Parlament Faite bekannt ginn, vun deenen ee mat guddem Wëllen oder mat schlechtem Wëlle kann unhuelen, dass déi Faiten Ulass gi fir der Regierung Froen ze stellen, halen ech et fir deen normalste Virgang vun engem parlamentaresche System, dass d'Regierung dann och an d'Chamber kënnt, fir Froen ze beäntwerten, déi se gestallt kritt a fir duerzestellen, wéisou a firwat et zu bestëmmte Situatioune komm ass.

Et war eng öffentlech Sitzung gefrot ginn. Dat huet eis geschéngt net dat adequat Instrument ze sinn, well d'Chamber jo net a Sessioun ass, an dofir dës Formel ze wielen, mä awer där Aussprooch, déi mer hei hunn, déi néideg Publizitéit ze ginn, fir dass d'Leit am Land och wëssen, wourëms et hei geet. Mir presentéieren eis also net als beleidegt Liewerwurschten oder -wirscht hei, mä als Membere vun der Regierung, déi der Chamber Ried an Äntwert ze stoen hunn. Dat wëlle mer och maachen objektiv wéi ech denken.

A well alles sech ëm dee Bréif, ergo och deem seng Virgeschicht a seng Folgen dréint, mengen ech, muss een d'Virgeschicht vun deem Bréif erklären, an och d'Kontextur vun deem Bréif erklären, an och d'Fassong vun den Ausdrocksweisen, déi an deem Bréif gebraucht ginn. Vu dass ech un der Virgeschicht net staark bedeelegt war, hätt ech u sech gären, dass déi Kolleegen, déi dat waren, duerstellen, wéi d'Situatioun sech mat der Zäit entwéckelt huet - dat ass de Kolleeg Krecké an de Kolleeg Halsdorf -, dass déi, déi haut en charge si vun de Suitë vun deem, wat hei kritesch hannerfrot gëtt, duerstellen, wat si gemaach hunn a wou se dru sinn, an da géif ech zum Schluss gäre mech selwer erklären. Ech hunn dee Bréif ënnerschriwwen. Ech géif lech gär soe firwat, wéisou, a wéisou an där Form.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Merci, dat heescht, dass de Minister Krecké elo als éischten dru kënnt.

M. Jeannot Krecké, Ministre *de l'Economie et du Commerce extérieur (Ministre des Sports de 2004 à 2009).*- Jo, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2007 sinn et eng Rei Diskussiounen hei am Land ginn iwwer Sportinfrastrukturen, Nationalinfrastrukturen, haaptsächlech ronderëm d'Stad Lëtzebuerg mam Sportslycée, Vëlodrom, an dobäi kënnt d'Diskussioun iwwert den neie Bau vun engem Stadion gegebenenfalls, well mer wëssen, dass de Stadion Josy Barthel, deen 1928 gebaut ginn ass, net méi tragbar ass. En ass nach eng Kéier renovéiert ginn Ufank oder Mëtt den 80er Joren an entsprécht net méi den Normen. Mir hunn eng Derogatioun vun der UEFA, fir iwwerhaapt nach dierfen do ze fonctionnéieren, a wéi laang déi oprecht ass, war mir net bewosst. Dat konnt och kee mer soen, an dofir hunn ech fonnt, dass et un der Zäit wier, vläicht och doriwwer nozedenken.

Service de Police Judiciaire
000238

Parallel dozou sinn Diskussioune geféiert ginn, och en public, iwwert eng Kockel-Arena. Do sollten dann all Infrastrukturen déi eppes mat Sport ze dinn hunn zesummekommen. D'Stad Lëtzebuerg, grad wéi de Sportsministère zu deem Zäitpunkt, waren der Meenung, dass dat net déi richteg Solutioun wier. Keng Ubannung un d'Eisebunn, keng kloer Besëtzverhältnisser, sou wéi mer eis se virgestallt hunn. Dobäi ware mer an Diskussiounen, fir de Vëlodrom zu Zéisseng ze maachen, an de Sportslycée sollt op den INS kommen, sou dass déi Diskussioun relativ schnell fäerdeg war.

Ech war och an intensive Gespréicher zu deem Zäitpunkt mat der Stad Lëtzebuerg iwwert den Emplacement vun der Luxexpo. Well déi sollt vum Kierchbierg fortgoen, an dat spillt och hei mat eran. Dat wäert der elo gläich gesinn.

D'Stad Lëtzebuerg war fir mech eng Prioritéit. Ech hunn dat och e puermol gesot. Ech hunn dat nach eng Kéier widderholl, och deen Dag vun der Pressekonferenz. Mä, relativ schnell war et kloer, dass op der Areler Strooss, wéi d'Madame Brasseur dat och an der Press ausgedréckt huet, an absehbarer Zäit kee Futtball méi gespillt gëtt. D'Zirkulatiounsresponsabel vun der Stad Lëtzebuerg hu sech och gewiert dogéint an hu gesot, op der Areler Strooss ass näischt méi dran. Well am Ufank hunn ech geduecht, kéint een do nach eventuell eppes maachen, vläicht eppes aneschters, en anere Genre wéi dat, wat mer haut hunn. Mä, et war ganz kloer, dass d'Virstellung vun der Stad Lëtzebuerg iwwert deen Areal eng aner ass. Si wëllen deen anescht gebrauchen, zesumme mat de Pompjeeën an zesumme mat dem ganzen Deel, dee sech ëm den Offall bekëmmert. Sou dass mer eis relativ schnell eens waren, dass d'Areler Strooss net dee richtege Site méi war. D'Ubannung verkéiersméisseg, hunn ech verstanen, war vun der Stad Lëtzebuerg net méi gewollt.

Et sinn du Spekulatiounen opkomm - ech mengen, well ech och eng Kéier ugedeit hat, dass een e neie Stadion soll bauen op dem Kongress vun der Federatioun. An du koume Rumeuren op. Ech hunn ëmmer gesot, fir de Rumeuren aus dem Wee ze goen an net brauchen ze beäntweren „ et gëtt südlech vu Beggen“ e bësse pauschal gesot. Mä, ech erklären awer, wat dat heescht.

Parallel zu deem Moment krut ech de Virschlag gemaach vun engem Här Lahrhofen, Responsable vu Multiplan Esch/Belval, dee gesot huet: Ech hunn héieren, vu dass dat an der Press och stoung, dass Dir gegebenenfalls wëllt e Stadion bauen, mä wësst Dir, haut ginn d'Stadionen alleguerten esou gebaut: Privat a mat Geschäfter. An déi gi finanzéiert iwwert d'Geschäfter. Sou ginn haut d'Stadionen am Prinzip gebaut. Entweder ass de Stadion eleng, esou wéi d'Allianz Arena oder Gott weess wat, da gëtt e vun engem gebaut, oder wéi beim Emirates Stadium vum Arsenal, oder et ass da fir déi, déi alt emol an de Wantersport fueren, fuert Der zu Sankt Gallen laanscht, do si Geschäfter, an do sot hien : mir Multiplan, mir si spezialiséiert dorobber. An du sinn ech eng Kéier dorobber gefuer kucken, op Roda Kerkrade. Do fonctionnéiert esou eppes. Do ass e ganz grousse Centre commercial direkt doniewent. Do sinn Hotelen, Restauranten, kleng Geschäfter, grouss Geschäfter, Fitnesszenter, alles. An hie sot mir datselwecht zu Zwolle. Et huet mir gutt gefall. Ech hu fonnt, dass et eng Léisung wier, well ech wosst zu deem Zäitpunkt, bei nationalen Sportsinfrastrukture gëtt d'Regierung jo am Prinzip 70%. An de Stadion kascht tëschent 25 an 30 Milliounen. Et muss een oppassen, do ass den Terrain nach net dobäi, nach keng Parkplaz an näischt. Ech mengen, et muss een och dat ronderëm gesinn. Dofir, hu si direkt gesot, wann Der esou eppes baut, musst Dir jo Parkingen dobäi maachen, da musst Der eppes maachen, dass déi Parkingen och gebraucht ginn. Da musst Der eppes maachen, dass déi Terrainen och anescht kënne gebraucht ginn. An esou, dat ass déi Iddi, déi also vun deem Här Lahrhofen komm ass, déi mir gefall huet.

Service de Police Judiciaire
000239

A mir hunn déi Diskussiounen do weidergefouert, an notamment hunn ech dat och mam Här Helminger weidergefouert, dass mer geschwat hunn iwwer méiglech Siten op der Stad Lëtzebuerg, well als Sportsminister war ech der Meenung, datt dat an d'Stad Lëtzebuerg gehéiert. Relativ schnell, hat ech gesot, hu mer d'Areler Strooss sigelooss. De Kierchbierg koum och eng Kéier op, vu dass mer déi Diskussioun zu deem Zäitpunkt och iwwer Luxexpo gefouert hunn. Mä, mir hunn de Kierchbierg och schnell fale gelooss. Ech hat d'Gespréicher souguer mam Stater Geschäftsverband, dee seng Ideeën ausgedréckt huet, an ech hunn ëmmer gesot: Majo, et ass evident, wann Dir de Buergermeeschter souwäit kritt, dass hie mer en Terrain zur Verfügung stellt, da kënne mer och doriwwer schwätzen, iwwert d'Complémentaritéit. Wann ech awer zu Ëlwen de Stadion muss bauen, sot ech, dann ass et awer wahrscheinlech esou, dass ech mam Stater Geschäftsverband net als alleréischt schwätzen, fir ze kucken, wat fir eng Geschäfter dann do dra kommen.

An den Här Lahrhofen koum och mat engem Projet, an zwar bei Roodt/Syr. Komescherweis gëtt vun deem ni geschwat. Mä, dat ass deen eenzegen, wou eng Kéier wierklech e Projet dohinner geluecht ginn ass, quitte dass e ganz sommaire war, mä et ass deen eenzegen, dee mat Fotoen a mat Pläng beluecht war zu deem Zäitpunkt. Roodt/Syr, wann een dohinner fiert, op der rietser Säit. Mir sinn awer och do relativ schnell zur Konklusioun komm, dass dat e ganz schlechte Site wier. Och landesplaneresch war en net akzeptabel. A mir koumen zur Konklusioun, well ech deem Här Lahrhofen gesot hunn: Lauschter, ech sinn elo an der Situatioun, du muss mat engem Terrain kommen. Ech weess net, dee Projet ass gutt, mä mir brauchen een Terrain. En huet awer kee fonnt. Do hu mer mat de Beamten och gekuckt, wéi mer dann elo solle virgoen. Do si mer deen ëmgedréintene Wee gefuer. Do hu mer gesot, et wier vläicht besser, mir géife kucke, wou ass et iwwerhaapt méiglech, esou eppes ze maachen. An da siche mer eis e Promoteur, fir et drop ze maachen. Dat war also ongefëier sou am Laf vum Joer 2008.

An da soen ech Iech, wat déi Kritäre sinn, déi ech du gesot hunn, no deene misst gekuckt ginn. D'Prioritéit: D'Stad Lëtzebuerg. Zweet Prioritéit: Do wou d'Majoritéit vun de Leit wunnt. Als Beispill wier net Réiden usus, an et wier net gutt, fir dann eng ganz Pilgerfahrt op esou een Terrain ze maachen. Ech hu gesot, e misst an der Stad, oder wann en dann net an der Stad ass, misst e südlech vun der Stad sinn, do wou déi meeschte Leit och wunnen. Ubannung un d'Autobunn, Ubannung un d'Eisebunn, Unicitéit vum Terrain. Dat heescht, dass en entweder der Gemeng gehéiert, dem Stat, oder dann e puer Propriétairen. Well mir wousste jo, fir esou ee Projet kann een net expropriéieren. Et geet jo duer, dass een net matmécht, da kann een näischt méi maachen. Dofir hunn ech gesot, da muss et esou sinn, dass et engem gehéiert oder dann zumindest, dass et kloer ass, dass d'Leit matmaachen. An dat kann een net bei 20 Stéck. Dat hu mer festgestallt. D'Méiglechkeet fir Commercen drun ze maachen, war eng Virbedingung. Well soss geet et jo net mat engem Privatpromoteur. Et muss een dat akzeptéieren. An dann d'Nuisancë bei der Bevëlkerung mussen esou sinn, dass net d'Zirkulatioun duerch d'Agglomeratioun geet, an datt de Stadion net direkt matten an enger Agglomératioun ass. Et ginn där. Mä, hautdësdaags gi se meeschtendeels ausserhalb gebaut.

Déi Kritäre ware vun 2008 u bewosst, déi hunn ech haart dobausse gesot. Et huet och kee Mënsch sech doriwwer opgereegt. A mir hunn do Konsultatioune mat den eenzelne Ministère gefouert, a mir hunn der Landesplanung gesot - dem zoustännege Minister deemools, dem Här Halsdorf senger Administratioun - si soll eis soen, wou mir iwwerhaapt sou eng Méiglechkeet hätten. An den Ënnerscheed, Här Meisch, zu deem wat Dir gesot hutt, wat

Service de Police Judiciaire
000240

vläicht richteg ass, wat den Här Spautz ubelaangt - oder war et den Här Gira -, ass, dass mir jo haut véier Projete vu Plans sectoriels hunn.

Deen éischten ass iwwer Logement, deen zweeten ass iwwer Transport, deen drëtten ass iwwer Zones d'activités an dee véierten ass iwwer schützenswäert Zonen. Déi sinn nach net applicabel als Règlement grand-ducal, well mer op dat Gesetz waarden - dat wësst Der, dat hunn ech zéngmol, zwanzegmol scho gesot -, wou dra steet, dass mer keng Spekulatioun kréien. Wa mer elo op eemol d'Plans sectoriels opleeën, da kënnt jo direkt d'Spekulatioun, da sinn déi Terrainen direkt méi wäert.
Dofir ass dee Passus agebaut, datt déi Terrainen net méi kënne wäert sinn, wéi dat wat se waren zu deem Zäitpunkt wéi e Plang öffentlech ginn ass. E läit an der Chamber, elo viru kuerzem ass den Avis vum Conseil d'Etat komm, nodeems mer en 2007 deponéiert haten. Mir hunn also dorop gewaart.

Mä, déi Plans sectoriels bestinn a mir sinn an der Regierung eis eens gewiescht, mir maachen och näischt wat deene Plans sectoriels elo net entsprécht. Dat heescht, och wa se net d'application sinn, kucke mer duerno. Dofir ass och duerno gekuckt ginn an et koumen eng Rei Iddien eraus. Ech soen Iech mol einfach déi Siten, déi ech gekuckt hunn. Ech hunn eenzelner virdru genannt. Fir dass Der einfach wësst wat mer gesicht hunn. Do wäert Iech dat eent oder anert wonneren. Mir haten ugefaange mam aktuelle Stadion, d'Kockelscheier hat ech gesot, zu Dummeldéng den Areal vun der fréierer Arbed, zu Mäerel bei dem alen Terrain oder souguer bei deem aktuellen Terrain war gekuckt ginn an en ass ze kleng, um Kierchbierg hat ech gesot, um Airport hate mer probéiert, ob do keen Terrain wär, zu Holleresch, an der Porte de Hollerich wollte mer et maachen.

A just fir Iech ze weisen, dass et deemools eng oppen Diskussioun war, wat mer géife maachen. Op der Porte de Hollerich huet et mir virgeschwieft, d'Luxexpo ze maachen. An anstatt do e Centre de conférences ze maachen, dee mer och um Kierchbierg hunn, hunn ech geduecht, mir maachen de Stadion dowidder. Do kann een dann d'Parkingen anescht rationaliséieren, d'Aktivitéite kann een anescht maachen, dat kann een zesumme gesinn. Ech hunn och mam Här Helminger doriwwer geschwat. Hien huet och ee beoptragt, ze kucken, fir Terrainen ze kréien. An en huet mer ee Moment gesot: Mäi léiwe Jong, dat do gëtt eng laang Saach. A mir kréien am Moment déi Terrainen net sou, wéi mer eis dat virstellen. An doropshin hunn ech d'Porte de Hollerich fale gelooss, mä do war d'Iddi, fir dat zesummen ze maache mat der Luxexpo.

Mäi Favorit, kann ech Iech soen, dat ass de Midfield. Dat seet elo vläicht deene meeschte Leit net vill. Dat ass den Areal vum Centre douanier, a wou haut och déi Autoen ofgestallt ginn. Dat sinn ongefëier 7 Hektar. Si entspriechen absolut deene meeschte Kritären, Eisebunnubannung an esou weider. Dat war mäi Favorit, an do muss ech Iech och soen, dass ech dunn drop verzicht hunn, well do ass jo déi Stroosseféierung, déi der kennt, déi relativ komplizéiert ass, déi muss total geännert ginn. Elo wann de Ban de Gasperich développéiert gëtt muss dat total geännert ginn. An och dat huet mir villzevill laang gedauert op deem Areal. Mä, dat war u sech deen, dee mir am beschten gefall huet. An e wier an der Stad Lëtzebuerg gewiescht, e wier op der Limit zwëschen der Stad Lëtzebuerg an Hesper gewiescht.

Véier Gemengen hu sech gemellt gehat. Dat war Betebuerg, dat ass net a Fro komm, well mer keen Terrain fonnt hunn. Monnerech läit e bëssen op der Hand, well déi jo den aktuelle Centre de Football hunn. Do ass awer d'Verkéierssituatioun net akzeptabel. Déifferdeng ware

Service de Police Judiciaire
000241

mer kucken. Dee war ze kleng, deen Areal hannen. Dat weess de Buergermeeschter och. Leideleng krute mer proposéiert. Do hunn ech gesot: Wou ass dann d'Ubannung un d'Eisebunn? Du sot deen : Jo, déi kënnt jo iergendwann. Ech sot : Jo, mä dat geet net duer, wann ech dat do muss verteidegen, da muss déi Ubannung do sinn. An du sot ech: Weis mer Deng Propriétéitsverhältnisser! Déi ware sou morcelléiert, dass ee mat Sécherheet dat net hätt kënne maachen. An dann hu mir nach e puer Site gekuckt. Ech hunn dee genannt vu Richtung Roodt/Syr, Nidderaanwen, déi zwou Zonen. De Buergermeeschter wénkt och mam Kapp, well e weess et wahrscheinlech. Haebicht, hu mer gesot, do hu mer nach en Areal.

Une Voix.- Geet et dann?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Majo, e Futtballsterrain ass jo vläicht do gewollt. D'Lentille Terre Rouge zu Esch, just fir Iech d'Panoplie vu Saachen ze weisen, déi mer alleguerte gekuckt, alleguerte studéiert hunn, iwwert déi eraus also, déi vun der Landesplanung gesot ginn. An ech muss Iech soen, dat lescht, wat mer gekuckt hunn, war Leideleng an Hamm. An de staadter Buergermeeschter weess dat ganz genau, well do gëtt et en Terrain, deen an der Flugschneis läit. Ee Moment hu mer gesot: Ma dat wär jo vläicht d'Méiglechkeet, well do kanns de näischt anescht maache wéi esou eppes wéi dat do. Mir sinn awer och allen zwee zu der Konklusioun komm, dass et vläicht ze no bei den Haiser war, datt et direkt un den Haiser houng. Mä stroosseméisseg, verkéiersméisseg hätt een do nach kënnen eppes maachen. Mir sinn allen zwee zu der Léisung komm: Dat geet schwéier. An hie war och deemools d'accord fir ze soen: Bon, mir hunn ebe keen Terrain, an ech kann der et net verdäiwelen - weess de, kanns de dech nach erënneren, dass de gesot hues -, da sinn ech mat d'accord, dass de entzwousch anescht och sichs. An d'Madame Brasseur, zoustännege Schäffen, huet xmol an Zeitungen - ech hunn déi och hei -, gesot: Et kënnt guer net a Fro, dass de Stadion an d'Stad Lëtzebuerg kënnt. Dat ass alles liicht nozevollzéien. Mir sinn och guer net béis doriwwer, ech mengen, weder den Här Helminger nach ech. Mir hu laang gesicht.

Ech hunn d'Siten opgezielt. Mir hu wierklech probéiert, mä mir hunn näischt Richteges fonnt. An dunn hu mer gekuckt, vu landesplanerescher Siicht - ech soen dat nach eng Kéier -, opgrond vun deene Virgaben, déi mer eis ginn haten, an zwar war dat „grand ensemble paysager". En dierft net dogéint verstoussen. En dierf net géint de Biodiversitéitsplang verstoussen. En dierf net verstousse géint d'Zone interurbaine zwëschen dem Zentrum, also der Stad Lëtzebuerg quasi, an dem Süden. En dierf net verstoussen géint oder e muss e Bestanddeel si vum „Espace d'action paysage urbain". Dat war dat, wat mer gesicht hunn. An déi Pläng ginn et. Déi hunn ech gewisen op der Pressekonferenz. An dat entsprécht deem absolut.

Wa mir eis also eens sinn, dass mer amgaange sinn, Zones protégées a Plans sectoriels ze definéieren, da kann et jo net sinn, dass aner Leit kommen a soen: Ah neen, och wann déi elo net dra sinn, da si se also laut dem Plan sectoriel net ze protegéieren, - elo hätte mer awer gären, dass déi protegéiert ginn. A wat richteg war vläicht 1990, wou et keng Ebauche vu Plans sectoriels mol zumindest ginn ass, ass haut awer net méi richteg, wann ee weess, dass déi do fäerdeg um Dësch leien a just drop waarden, applizéiert ze ginn. Mir hunn eis also un déi do Kritäre gehalen, an do koum dann no Ofschätzung vun all deene Siten, déi ech elo genannt hunn, koum Léiweng eraus.

Do hu mer d'Propriétéitsverhältnisser zu Léiweng gekuckt, déi ech net kannt hunn. Ech sinn net aus där Géigend. Ech hunn iwwregens a kengem vun deene Siten

Service de Police Judiciaire
000242

d'Proprietéitsverhältnisser kannt. Mä, mir si all Kéiers kucke gaangen: Wéi sinn d'Proprietéitsverhältnisser, dat heescht, wéi morcelléiert ass et? An do huet een op eemol gesinn, dass et nëmmen e klenge Krees vu Leit wier, an do hu mer gesot, deen, deen elo dee meeschten Terraine huet, a wou och den zentralen Deel vun den Terrainen ass, deen hunn ech ugeruff an ech hu gesot: Léiweng ass erausgesicht gi vun der Regierung fir dee Stadion ze kréie mat Geschäfter. Ass et méiglech vun Iech déi Terrainen ze kréien, Här Becca? Mir géife gären dorop dee Projet maachen. Du sot hien : Neen. Wann Der esou eppes maacht, da maachen ech et gär selwer op deenen Terrainen. Sou ass de Werdegang gewiescht. Hien huet du gesot : Jo, mä da maachen ech e gär selwer.

Jo! Lauschter, hätt ech eng aner Méiglechkeet gehat? Hätt Dir mer eng Méiglechkeet ginn, Här Bettel?

M. Xavier Bettel *(DP).*- De Midfield wär net schlecht gewiescht.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Also! De Midfield, hunn ech gesot, huet de Problem, dass e jo elomol nach net entaméiert ass.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- U weem hänkt et dann?

Une Voix.- Léiweng och net.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Jo, et ass jo elo egal u wiem et hänkt, Madame Polfer. Ech weess net, mir si bis elo roueg bliwwen. Da mengen ech, solle mer och esou weiderfueren.

Op alle Fall si mir weidergefuer, trotz där Fro vu Léiweng, wou ech gesot hunn: Majo da maacht mer mol e Projet, wat Dir da géift dohinner maachen. Du si mer weidergefuer mat anere Promoteuren. Awer mir koumen zu kenger besserer Léisung. Do ass och scho vum sportlechen a geschäftlechen Deel selbstverständlech geschwat ginn. Ech hunn Ufank 2009 e Gespréich mam Buergermeeschter och gemaach, deen a priori sech net dogéint ausgeschwat huet, deen de Projet net am Detail kannt huet. E sot: Bon, ech kéint awer mat esou enger Saach liewen, dat interesséiert mech. A mir hunn en dunn de 26. Februar 2009 an enger Pressekonferenz virgeschloen.

Et kann een net ofstreiden, dass Léiweng direkt un enger Autobunn läit, dass Léiweng do läit, wou déi meeschte Leit wunnen, nämlech zwëschen dem Zentrum an dem Süden, dass Léiweng d'Méiglechkeet huet, fir Commercen ze kréien, dass do e Passage journalier ass - dee jo wichteg ass fir Geschäfter, déi Leit wëllen unzéien -, vun 110.000 Leit. Dass do en Terrain ass, dee grouss genuch ass fir Geschäfter matzemaachen, dass d'Infrastruktur sech esou kann agencéieren, dass de Rugby, dat war dat eenzegt, wat mer mam Futtballsstadion mat era wollten huelen. Dat weess de fréiere President vum Rugby - oder ass et haut nach -, dee weess dat, dass mer de Rugby wollte mat eran huelen. An dass déi spezial Nuisancen, déi un esou engem Stadion hänken, net zevill op d'Bevëlkerung géifen iwwergoen. Dat huet deem alles entsprach, plus deem wat ech Iech virdru gesot hunn.

Ech hu keng Kenntnis gehat vun engem Avis vun iergendenger Commission d'aménagement. Souwisou, de Wirtschaftsminister gëtt dat net gewuer. A souwäit ech haut de Moien, ... ech hunn en ..., ech weess elo haut nach net, wat et ass. An de Minister, deen zoustänneg ass, kann dorop äntwerten. Wou soll ech wëssen, dass et en Avis gëtt, deen net emol officialiséiert

Service de Police Judiciaire
000243

ginn ass? Also zu deem Zäitpunkt hat ech keen. Dann huet een d'Fro gestallt, wéisou den Intérêt national? Eh bien, an de Plans sectoriels iwwert d'Zones d'activités ass ee Passus dran. Do geet rieds iwwer Commerce de détail d'importance nationale. An dat hu mer als Outletzenter. Mir hu jo definéiert: Et gëtt nëmmen een Outletzenter zu Lëtzebuerg. Mir wëllen awer esou een.

Vu dass mer jo wëllen hei zu Lëtzebuerg e Centre d'attraction fir Commercë ginn an dofir gëtt et de Commerce de détail d'importance nationale et à caractère unique. Esou steet en am Projet de règlement grand-ducal, deen, wéi gesot, fäerdeg ass fir ze kommen. Do kënnt Der dann och préiwe wann en um Dësch läit, datt dat esou ass. Mir hunn eis deementspriechend och beholl. Esou datt mer, mengen ech, hei probéiert hunn e Projet op d'Been ze setzen deen ongefëier zwësche 25 an 30 Milliounen - ouni Terrain - Valeur huet. De ganze Projet rechnen ech bei 200 Milliounen.

Als Wirtschaftsminister, muss ech Iech soen, hunn ech domat jo och kee Problem. Eng Création d'emploi vun ongefëier 1200 Leit, en Investissement - zu deem Zäitpunkt wou ech Iech och ka soen och haut nach - stinn d'Leit net Schlaang fir ze investéieren hei zu Lëtzebuerg. Et ass ganz einfach, si brauchen nëmmen d'Prozeduren ze kucken, wéi laang et dauert, an de Ban de Gasperich ass nëmmen ee Punkt. Also soen ech, wa Leit nach wëllen zu Lëtzebuerg investéieren, dann ass e Wirtschaftsminister och gäre bereet deene Leit och wiederzehëllefen an ze kucken, ob dat méiglech ass.

Ech ginn Iech just ee Beispill. Zwee vun deene Geschäfter, grousser, ongefëier fir 16.000 m^2, zwee vun deene Geschäfter hutt der säit zwee Deeg erëmfonnt am Projet Ikea, ronderëm. Zwee Geschäfter, déi hei heihinner sollte kommen, wou ech weess, dass se fest Zousoe gemaach hunn, fir op Léiweng ze kommen - ech kéint Iech d'Nimm souguer nennen, dovun ass ee Lëtzebuerger an een Auslänneschen. E ganz groussen Auslänneschen, deen och keng Konkurrenz ass zu Saachen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn. Deen een am Jardinage an deen aner am Sportsberäich. An déi sinn elo décidéiert, bei deen niewent den Ikea ze goen op déi belsch Säit. Also mir kënnen och esou weiderfueren.

Ech hu gemengt, als Sportsminister, dass wann een esou ee Centre ka kréien, wéi deen, deen do um Projet ass, a wou Der de Masterplang jo kennt, well en ass jo duerno ausgeschafft ginn, dass een als Sportsminister kënnt domat d'accord sinn.

Nach ee Wuert zu enger Fro, déi gestallt ginn ass, ob dat dann des öfteren esou geet, dass een eppes ofmécht mat enger Entreprise, mat engem Promoteur, dass een eppes ofmécht an dat net publik mécht? Hutt Dir schonn héieren, dass ech Pressekonferenze maachen iwwer MOUen, iwwer „Memorandum Of Understanding", déi ech mat Entreprise maachen, wann dee seet - dat kann ee sinn, dee vu bausse kënnt, et kann awer och ee sinn, deen hei ass - : Ech wëll ausbauen. Da schwätze mer: Wat wëlls de? Oder e wëll op eng aner Plaz. Ech hunn elo een, do soll elo den Tram duerch säi Site fueren. Do ass et evident, hie seet zu mir, so, mä kënne mir dann net entzwousch anescht goen? An da fänken ech u mat deem ze verhandelen, an da schreiwen ech MOUen oder ech schreiwen ëm e Bréif, oder engem Auslänner schreiwen ech e Bréif, an da soen ech: D'Regierung wier frou, wann Dir géift do investéieren. Hei hu mer en Emplacement fir Iech, an d'gesetzlech Bedingungen fir eng Hëllef ze kréie sinn déi do an déi do. Dat maachen ech courant. Iwwregens gëschter war nach esou ee Communiqué an der Press - dat ass mer haut de Moien eréischt opgefall -, wou steet, dass d'Regierung "accompagnera activement" dat do.

Service de Police Judiciaire

000244

An ëmmer ass et kloer, an dofir steet dat jo och an deem Bréif - mä dovu schwätzen anerer -, ëmmer ass et kloer, dass wa mir soen, d'Regierung ënnerstëtzt dee Projet do, dass dann all Prozedure mussen agehale ginn. An dat wäert Der jo gesinn, dass dat de Fall ass. Dofir, et ass verréckt fir ze soen, hei wollte mir Prozeduren net anhalen. Et ass evident, an ech hu gesot: Travaux futurs, wat ass do ze maachen? „Préparer dossiers techniques complets de l'ensemble du projet à soumettre aux autorisations d'usage". Also méi kann een awer net soen zu där doter Saach. Dofir, dat ass elo de Werdegang, wéi deemools de Sportsministère, deen ech niewent dem Wirtschaftsministère hat, wéi ech zu där Konklusioun komm si mat Léiweng. An ech mengen, an der Zwëschenzäit ass awer Wickreng dobäi komm. An dozou seet dann den zoustännege Minister eppes.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Sou, ech géif da mengen, de Minister fir Aménagement du territoire, den Innenminister, kritt d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass ee muss den Historique vu Wickreng kennen, fir besser ze verstoen, wéi dee Bréif entstanen ass, firwat en entstanen ass. Fir och de Wäert vläicht dovun ze verstoen an ze gesinn, dass dee Bréif manifestement eng Emanatioun ass vu Wickreng oder vun deem, wat sech zu Wickreng gemaach huet. Dofir wollt ech Iech en Historique maachen, chronologesch, vun deem, vun där Démarche, déi mer do haten. Da versteet een nämlech och vill besser d'Démarche vun der Regierung an déi néideg Transparenz kritt een och.

An den Dossier Wickreng, deen huet schonn eng laang Nues. En ass den 13. November 1993 lass gaangen. Do ass nämlech am Kader vun der Revisioun vum PAG vun der Gemeng Reckeng een Deel vun deenen Terrainen op deem Site - an zwar 75 Meter déi eng Säit, a 75 Meter déi aner Säit vun der Nationale 13 -, als e Gewerbegebitt fir artisanal a kommerziell Zwecker oder Aktivitéiten ëmklasséiert ginn. An d'Approbatioun vum Minister ass komm den 13.11.1993, eng Zäit also, wou d'Landesplanung nach an de Kannerschong stoung. Eng éischt Extensioun vun der Zone Gewerbegebitt gouf den 18.10.1999, respektiv de 4. Februar 2000 vum Ëmweltminister, respektiv Innenminister approuvéiert.

Et ass nach eng zweet Extensioun gemaach ginn op deem Site vum Innenminister a vum Ëmweltminister. Dat war den 11., 12. Dezember 2001, respektiv den 29. Januar 2002. Dunn, am Joer 2007, de 27. Juli, huet de Mëttelstandsminister de Conseil informéiert, datt hien eng Demande d'autorisation vun der Wickreng Shoppingzenter S.A. virleien hätt an zwar iwwert e Centre commercial vun 31.000 m2, an zwar zu Wickreng. An hie sot, hie wéilt därselwechter eng Suite favorable ginn. Ech hunn deemools gesot, datt dëse Projet net en ligne wär mat de Prinzipie vum IVL. An et waren och Diskussiounen am Conseil, ob de Projet net sollt op enger aner Plaz am Land realiséiert ginn.

Den 23. August, also e Mount méi spéit, 2007 huet dunn de Mëttelstandsminister de Centre commercial mat 22.971 m^2 zu Wickreng autoriséiert. Nes zwee Méint méi spéit, den 18. Oktober 2007, ware länger Diskussiounen iwwer Wickreng an dem Regierungsrot, wou d'Landesplanungsaspekter méi detailléiert ënnert d'Lupp geholl goufen. Iwwerleeungen, déi ech, och dann nomëttes an enger Pressekonferenz, déi ech deemools als Landesplanungsminister ginn hunn, nach eng Kéier exposéiert hunn. Deemools gouf och festgestallt, an dat ass och wichteg ze wëssen, datt e formellen Avis vun der Commission d'aménagement ugefrot war, an deen och deemools der Gemeng zougestallt gouf, an datt deeselwechten Avis vum 13. Juni 2007 negativ war. Och do sinn Argumenter vun

Service de Police Judiciaire
000245

Aménagement du territoire, Mobilitéit an och, dass de Site virgesi wär fir artisanal Aktivitéiten an net de Commerce, opgeworf ginn. De 26. Mee 2008 huet eben dunn op Basis vun där Décisioun vun 1993 fir eben do e Gewerbegebitt ze maachen, de Buergermeeschter vun der Gemeng Reckeng, den Här Sinnen, eng Autorisatioun ginn un d'Société Wickrange Shoppingzenter S.A. Dat ass e Fakt.

De 4. Juni hunn ech dunn den Distriktskommissär instruéiert, en Dossier mat de Pläng opzestellen, fir kënnen déi Décisioun iwwert d'Baugenehmegung am Detail ze kucken. An den 12. Juni hunn ech dem Buergermeeschter e Bréif geschriwwen, wou ech him matgedeelt hunn, seng Baugenehmegung wier illegal. Den 10. Juli 2008 huet de Buergermeeschter zréckgeschriwwen an all Accusatiounen zréckgewisen, an esou d'Bautegenehmegung net zréckgeholl. An de 24. Juli 2008 hunn ech eng Affekotenetude domat beoptragt, fir e Recours en annulation auszeschaffen. Den 8. August 2008 hunn ech e Recours en annulation virum Tribunal administratif eragereecht, well ech och als Landesplanungs- an Innenminister festgestallt hunn, datt dëse spezifesche Projet nieft Landesplanungsreserven och iwwert d'Preskriptioune vum PAG vun der Gemeng erausgeet, also dëse PAG net respektéiert. De 4. September 2008 gouf alt nes eng Kéier am Regierungsrot iwwer Wickreng geschwat.

An de 17. Dezember, datselwecht Joer, ass d'Uerteel vum Tribunal administratif komm. Dat huet festgehalen, dass de Recours irrecevabel wär, well mir hätte keen Intérêt, well den Antragsteller jo en hierarchesche Pouvoir hätt, respektiv eng spezifesch Tutelle. Dat ass jo esou, den Innenminister an d'Gemengen, an déi géifen him erlaben, dee litigiéisen Akt ze annuléieren. Dat wär dann den Artikel 103 vum Gemengegesetz, dee gëtt effektiv eenzeg dem Grand-Duc d'Recht, kollektiv an individuell Akte vun de Gemengenautoritéiten ze annuléieren, wann dës Akten entweder konträr zum Gesetz oder zum Intérêt général sinn. Den 19. Dezember 2008 hunn ech fir d'éischt dem Conseil matgedeelt, ech wéilt keen Appel maache géint d'Décisioun vum Tribunal administratif.

Mä, d'Regierung sollt sech Gedanke maachen, ob d'Bautegenehmegung sollt iwwert den Artikel 103 vum Gemengegesetz annuléiert ginn. An der Diskussioun huet sech d'Meenung erausgeschielt, et sollt ee virsiichteg sinn, wat den Asaz vum Artikel 103 betrëfft. De Conseil huet mech du beoptragt d'Démarche "Artikel 103" am Détail ze analyséieren. De 6. Februar 2009, also 6 Woche méi spéit, hunn ech mech am Conseil de Gouvernement dofir ausgeschwat, op den Artikel 103 vum Gemengegesetz zréck ze gräifen.

De 6. Februar 2009, also 6 Woche méi spéit, hunn ech mech am Conseil de Gouvernement dofir ausgeschwat, op den Artikel 103 vum Gemengegesetz zréckzegräifen.

Dësen Artikel, dee seet: "Le Grand-Duc peut annuler les actes collectifs et individuels des autorités communales qui sont contraires à la loi ou à l'intérêt général." Sou hätt ech dann d'Baugenemegung vum Buergermeeschter vu Wickreng Shopping Center S.A. annuléiere kënnen, well mer hu festgestallt, et waren zevill Niveauen do, d'Héicht vun de Gebaier war net an der Rei, de Recul war net respektéiert, an och de CMU, de Coefficient maximal d'utilisation - dat ass wéivill däerf een do bauen -, do ware mer der Meenung, dass deen och net an der Rei wär. Et goufen allerdéngs Zweifel iwwert déi exakt Tragweit vum Artikel 103, an doduerch natierlech och iwwert den Ausgang vun enger dorop baséiernder Prozedur, well mer kee Précédent an dësem Beräich haten, well deen Artikel 103 war nach ni benotzt ginn, fir esou eppes ze maachen. Dementspriechend bestong also de Risiko, datt wann dës Démarche duerch en Urteel invalidéiert géing, datt mir kéinten op dommages et intérêts vun de Promoteure verklot ginn.

Service de Police Judiciaire
000246

Du gouf no enger anerer Léisung gesicht. Et ass dunn décidéiert ginn, datt ier mer eng eventuell Prozedur op Basis vum Artikel 103 géife lancéieren, fir d'éischt géif mat de Promoteure geschwat ginn, fir hinnen d'Vuë vun der Regierung ze exposéieren. Wat ech normal fannen! Den 13. Februar 2009 huet de Wirtschafts- a Sportsminister der Regierung matgedeelt, datt hie Gespréicher mat de Promoteuren hat, dass dës e Préjugé favorabel hätten fir eng Alternative, an datt een neie Konzept dem Mëttelstandsministère géif virgestallt ginn. Hei war also ganz kloer Transparenz.

Den 20. Februar 2009 huet nees eng Kéier de Wirtschafts- a Sportsminister e Rapport gemaach iwwer d'Negociatioune betreffend eng Alternativléisung am Dossier Wickreng. Den 20. Februar, deeselwechten Dag, huet eise Premier, eise Statsminister, a senger Pressekonferenz gesot, dass den Emplacement Wickreng net IVL-konform wier, eist Land weider kommerziell Strukture vun dësem Typ bräicht, mir géifen also eng Léisung siche, fir Wickreng mat Léiweng ze verknäppen. De Wirtschaftsminister hätt tugendhaft Gespréicher geféiert, an e géing dovunner ausgoen, datt an e puer Wochen eng Léisung kéint fonnt ginn - kloer gesot, wat mer gemaach hunn.

De 26. Februar 2009 huet de Sportsminister, wéi en iwwer deen neie Football-Stadion zu Léiweng geschwat huet, nach eng Kéier de Wonsch ausgedréckt, oder de Wonsch vun der Regierung rappeléiert, datt de Projet Wickreng op d'mannst deelweis misst an de Projet Léiweng afléissen. An den 22. Mai 2009 hunn ech de Conseil informéiert, datt en Accord, eng Gesamtléisung fonnt gi wier, sou datt dee geplangte Projet Wickreng géif fale gelooss ginn, an datt e Gesamt-Projet zu Léiweng géif entstoen.

Schliisslech, de 27. Mai 2009, ass d'Bautegenehmegung vum Buergermeeschter vu Reckeng de plein droit periméiert, well d'Aarbechten um Site net signifikativ ugefaang haten. Also Dir gesitt, déi ganz Démarche. Et ass kloer, jiddereen ass hei am Bild gewiescht, an hei ass näischt hanner dem Réck oder iergendwéi an engem däischteren Eck geschitt.

Dofir ass, wann hei Problemer opgeworf ginn, wéi zum Beispill, et wier een aneren Avis do, elo net méi iwwer Wickreng, mä iwwer Léiweng, vun 2008, an dee wier negativ - dat ass wat den Här Meisch gesot huet -, da muss ech zum Här Meisch soen, dass effektiv en Avis do ass vun 2008 iwwer d'Gemeng Réiser, an zwar iwwer dee ganze PAG vun der Gemeng Réiser, a wou dann e Kommentar ass iwwer deen Areal, wou eng Zone d'activités geplangt war, wéi se dee Moment geplangt war. Dat heescht, net dee Projet, deen eng national Importance huet, deen elo um Dësch läit. Dat heescht also, dass deen Avis...

(Interruption)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- dat heescht also, dass deen Avis vun der Kommissioun sécherlech deemools, wéi och déi Kéiere virdrun, wou probéiert ginn ass, dee Site ze reklasséieren, ëmmer ofgewise ginn ass, well gesot ginn ass, dass et ganz vill Plazen am Land gëtt, wou ee kann Zones d'activités économiques maachen. Dee Stadion awer hei, oder déi Infrastrukturen, déi mer hei plangen, als national Infrastrukturen - ech mengen, de Jeannot Krecké huet dat am Detail gesot -, fir dee gëtt et keng honnert Plazen, wou een esou een Areal fënnt, wou een all déi Conditions cadre kritt, déi ee brauch, fir dass esou ee Projet ka realiséiert ginn, an och dee néidege Success kritt.

Service de Police Judiciaire
000247

Doriwwer eraus ass vum Camille Gira invoquéiert ginn, dass Héichwaasser op deem Site wier, an en huet eis och eng Kaart gewise vum Kadaster. Do kann ech him soen, dass déi Problematik vum Waasser, dass do eng ganz kloer Linn ass, wat dee Site ugeet, an iwwerhaapt wat d'Politik hei am Land ugeet. Hei am Land si bis 2008, wou dat neit Gemengegesetz komm ass, d'Héichwaasser-Zonen respektiv d'Iwwerschwemmungs-Zonen zu Lëtzebuerg geregelt ginn, entweder iwwer d'PAGe vun deene concernéierte Gemengen, oder awer iwwer Règlements grand-ducaux'en, déi ganz oft an der Urgence geholl goufen an de Joeren 1999- 2000. An déi, déi doduerch dann natierlech, well d'Urgence invoquéiert ginn ass, heiansdo verworf gi si vum Statsrot, si wiere net rechtméisseg. Réiser huet weder an senge PAG Dispositiounen iwwer deen Areal, nach huet et esou e Règlement grand-ducal geholl, dat ass also Vergaangenheet. De Présent ass deen, de Présent ass deen.....

(Interruption)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- ....de Présent ass deen..... Ech loossen d'Leit normalerweis ausschwätzen, ier ech engem dra schwätzen. Also....

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Kënne mer wann Iech gelift, kënne mer dem Minister nolauschteren? Ech mengen, jiddereen huet...bis elo, si si jo nach net fäerdeg! Si sinn nach net fäerdeg.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Mir sinn elo an enger Phase intermédiaire, dat heescht, wou déi al Dispositiounen nach deelweis spillen, an déi nei Dispositioune vum Gesetz vun 2008 iwwer d'Artikelen 38 an 39 eis erlaben, sougenannte Cartes zones d'inondation, oder zones inondables, a Cartes des risques d'inondation opzestellen. Déi Kaarte sinn opgestallt ginn, déi waren an der Prozedur bis den Abrëll dëst Joer, 2011, an d'Leit konnten och dorop Remarquë maachen, respektiv Kommentaren, déi Kaart kommentéieren.

Wéi sinn déi Kaarten opgestallt? Et ass wichteg, dat ze wëssen.

Déi Kaarten also, déi Cartes zones d'inondations oder Cartes des risques d'inondations, si just gemaach ginn op déi 15 Haaptwaasserleef vum Land, Uelzecht, Our, Atert an esou weider; an d'Bibbeschbaach, déi hei betraff ass, ass net consideréiert ginn, wéi all déi kleng Baachen net, well se net vill Volume hunn, an dofir fënnt een och net à titre général Dispositioune, wat deen Areal hei betrëfft, wat eng limitéiert Utilisatioun vun deem Terrain géif viraus setzen op Basis vu Waasser-Argumenter. Dat heescht, à titre général, gëtt et keng Dispositiounen ebe fir deen Areal hei. An iwwerhaapt, déi grouss Opreegung, déi et gëtt am Beräich vun Iwwerschwemmungen ass dorop zréckzeféieren, dass mat där aler Legislatioun, déi mer haten, et net méiglech war, an Zonen, déi inondabel waren, ze bauen.

Mat deem neie Gesetz, Artikelen 38 an 39 vum Waasser-Gesetz vun 2008 ass et méiglech, ënner verschiddene Conditiounen op Arealer ze bauen, déi och iwwerschwemmt ginn, no engem Schema vun enger honnertjähreger Iwwerschwemmung. Mir hunn 300-400 Observatioune kritt, nodréiglech, well d'Leit opgereegt sinn, well se op esou Kaarten drop sinn. Dat ass net dramatesch, et ass gutt, dass d'Leit dat wëssen, an dat soll dann och an déi Kaarten agedroe ginn, an dofir wäert et och nach bis 2012 daueren, bis déi Reglementer geholl wäerte ginn, also a Kraaft trieden betreffend d'Iwwerschwemmungen an deenen Zonen, déi ebe bei Flëss iwwerschwemmt ginn.

Service de Police Judiciaire
000248

Dofir gëtt et, wat deen hei Site ugeet, well keng General-Dispositiounen do sinn, awer Rechtssécherheet, well da ginn am Fong geholl d'Iwwerschwemmungsgebitter en fonction vun deem Iwwerschwemmungspotential, wat se hunn, analyséiert. Dat nennen ech also eng Approche, déi net generell ass, mä particulière. An dat ass méiglech, haut mat deem neie Gesetz ze bauen, wann ee Kompensatioune mécht. Dat heescht, an deem hei Gebitt hu mer manifestement ....- et heescht jo "Im Weiher"-, déi fällt net ënner d'Dispositions générales, mä si fällt ënner déi Dispositions particulières, well mer hunn Iwwerschwemmungen, well d'Iwwerflächen-Waasser gëtt zeréckgehalen, notamment duerch baulech Moossnamen; duerch d'Autobunn kann et net esou offléissen.

An et ass kee Problem, wann de Projet do gemaach gëtt, op deem Areal, da brauch een natierlech, fir dat ze maachen, eng Waasser-Autorisatioun, an déi Waasser-Autorisatioun, déi gëtt ausgestallt, an déi setzt da viraus, dass een Dispositiounen hëlt, wat d'Rétentioun ugeet, e Rétentiouns-Becken, oder e Weiher, dass een d'Gestioun vum Iwwerflächen-Waasser muss domat regelen. An dat ass an deem heite Fall méiglech, mir sinn nach net do, mä dat ass méiglech. Wann ech de Masterplang kucken, deen nëmme schematesch ass, do sinn éischt Elementer, fir déi Kompensatiounen ze maachen drop, éischtens ass e Weiher drop, wou kann, am Fong geholl, d'Waasser opgefaange ginn, an zweetens ass eng Renaturéierung vun der Bibbeschbaach virgesinn, sou dass ee souguer ka soen, wann ech dat mam Brëll kucke vum Waasser-Minister, géif d'Situatioun op där Plaz mat deem Projet besser ginn, wat d'Waasser ugeet, wéi virdrun.

Et ass nun emol esou, an dofir mengen ech, muss ee verstoen, dass, wa virdrun Argumenter an de Raum gesat gi sinn, dass een net kéint do bauen, well Waasser do war, dass déi no dem Gesetz vun 2008 net méi relativéiert musse ginn, well et méiglech ass, ënner verschiddene Konditiounen duerch Kompensatioune baulech eppes ze maachen. Dat war virdrun net méiglech, dat ass elo méiglech. Et ass en neie Moment, dat muss ee wëssen, an dofir ass dat ganz kloer, dass, wat deen Aspekt ugeet, dass do sécherlech e Kader ass, deen enk ass, mä et ass eppes méiglech. Voilà, dat waren déi Aspekter, déi ech wollt uschwätzen, an déi mech eppes uginn.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Merci dem Minister. Dann de Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Här President, léif Kolleegen, fir an deem historesche Récit do virun ze fueren, deen d'Préhistoire vun deem Bréif ass, deen ech als Statsminister ënnerschriwwen hunn, mä wou ech keen zoustännege Minister an deem ganze Rayon do sinn, an deen hei hannerfrot gëtt, wëll ech, wat meng Persoun ubelaangt, soen, dass ech déi éischte Kéier mat där Problematik Wickreng konfrontéiert gi sinn, wéi den deemolege Mëttelstandsminister eng Autorisation de commerce ausgestallt huet fir dee Projet, an dee Minister, de Fernand Boden, hat och keen anere Choix, well en huet sech exakt missten un d'Critèrë vun der Loi d'Etablissement vun 1998 halen. Hätt en déi Autorisatioun refuséiert, hätte mer direkt eng Geriichtsprozedur kritt, déi mer net hätte kënnen am Interêt vum Stat positiv ofschléissen.

Ech hunn dunn, an der zweeter Halschent 2008 an deene verschiddene Regierungsréit, wou iwwert d'Problematik Wickreng geschwat ginn ass, nogelauschtert an hunn zur Kenntnis geholl, dass den Innenminister an deemolege Landesplanungsminister an elo nach just Innenminister Jean-Marie Halsdorf gesot huet, e wier aus landesplaneresche Grënn op kee Fall d'accord mat der Implantatioun vun deem Projet zu Wickreng, well dat géif géint déi diesbezüglech Regelunge verstoussen, an e wier d'ailleurs och der Meenung, dass déi

Service de Police Judiciaire
000249

Baugenehmegung, déi vum Buergermeeschter ausgestallt gi wier, net en Conformitéit wier mat de geltenden, och kommunalen Texter, an dofir huet d'Regierung decidéiert, d'Verwaltungsgeriicht ze saiséieren, an ech hu mer am Dezember beriichte gelooss, dass mer dee Prozess verluer hätten, well de Verwaltungsriichter fonnt huet, d'Regierung hätt keen Interessi fir ze agéieren. Ech kritiséieren d'Geriichtsdecisiounen ni, mä ech fannen dat och scho bemierkenswert, dass d'Regierung gesot kritt, si hätt keen Interessi fir ze agéieren, wann se fënnt et géif sech net u Regele gehal ginn. Mä, ech loossen dat emol als eng Observatioun um Rand vum Wee stoen.

Dunn ass den Inneminister mat der Propositioun komm - dat huet en elo grad duergestallt -, den Artikel 103 vum Gemengegesetz ze aktionnéieren, deen der Regierung et erlaabt - et ass jo nach ni gemaach ginn -, e Kommunalakt ze annuléieren, wann dee Kommunalakt géint d'Gesetz oder géint den Interêt général géif verstoussen. An et ware Kolleegen an der Regierung der Meenung, et géif jo géint den Interêt général verstoussen, wann d'Prinzipie vun der Landesplanung net géifen observéiert ginn. Mir hunn eng juristesch Etude gefrot - wa meng Erënnerung richteg ass -, vum Här Guy Schleder aus dem Justiz-Ministère, deen d'Fro sollt analyséieren, ob dann de Verstouss duerch eng Gemeng géint eng Kommunal-Veruerdnung oder Kommunal-Decisioun virläit, ob dat och kéint gewäert ginn als ee Verstouss géint d'Gesetz a géint den Interêt général, an dat huet eis juristesch dunn extrem komplizéiert geschéngt, fir et dorop ukommen ze loossen, wann esou eng Prozedur, déi nach ni, zënter dass d'Gemenge-Gesetz besteet, applizéiert ginn ass, ze tentéieren, well et jo ganz kloer war, dass mer dann ee Recours vun deem Promoteur vun deem Projet zu Wickreng géife kréien. An do war de Risiko grouss, dass mer do och géifen ofgewise ginn, an de Risiko war och grouss, dass mer do mat bestëmmte Fuerderungen da vun dem Promoteur kéinte konfrontéiert ginn.

Nu kënnt et an der Regierung dacks vir - dat wëssen och déi Kolleegen a Frënn, déi schon dra waren, heibannen, an nach dra sinn -, déi wësse ganz gutt, dass d'Ministeren net ëmmer enger Meenung sinn. An dat huet guer näischt mat hirer respektiver Partei-Zougehéiregkeet ze dinn, well, wann ee Minister ass, da vergësst een - et soll ee jiddefalls vergiessen -, a wat fir enger Partei dass een ass. Mä dat ass mer, vun un dass ech an der Regierung sinn - an dat gëtt elo d'nächst Joer 30 Joer, ech däerf dat net ze haart soen -, an alle Regierungen opgefall, dass Ëmweltminister, Transportminister, Mëttelstandsminister, Bauteminister, Wirtschaftsminister, ganz dacks net enger Meenung waren. A wat se méi an enger Partei waren, wat se méi ënnerschiddlecher Meenung waren. Wat ech och normal fannen, well e Minister ass Minister a sengem Ressort an huet dat ze maachen, wat senges Amtes ass.

Ech hunn dat observéiert a mech dunn drun erënnert, dass et och an den Attributioune vum Statsminister steet - doriwwer gëtt et jo och doktrinär Bäiträg, déi ech an hirer Konsequenz net ëmmer deelen -, dass de Statsminister zoustänneg ass fir d'Koordinéierung vun der Regierungsaarbecht an „pour la bonne marche de l'administration". Lo gëtt de Statsminister meeschtens net gewuer, wann d'"bonne marche de l'administration" net garantéiert ass. Dat liest e meeschtens, wann et ze spéit ass, an der Zeitung. Mä, wann een awer selwer dobäi ass a gesäit, dass d'Leit sech do net richteg eens ginn, da muss en handelen.

Entretemps sinn ech ugeschriwwe ginn, mat Datum vum 4. Februar 2009, vun der Entreprise Rollinger zesumme mat ING Real Estate, déi mer erklärt hunn, si hätten dee Projet Wickreng Shopping-Center, mengen ech, gemeinsam geplangt a si géifen en och gär gemeinsam duerchféieren, a mir hätte jo elo dee Prozess do verluer virum Verwaltungsgeriicht, a si géifen elo gäre bei mech kommen, fir mer aus hirer Siicht emol hir Interesselag duerzestellen. An

Service de Police Judiciaire
000250

doriwwer hunn ech de 6. Februar 2009 de Conseil de Gouvernement informéiert a gefrot: „Mengt Dir, et wier gutt, wann ech dee Promoteur géif gesinn?"- well mir hu jo hei e Konflikt tëschent enger Entreprise, déi eng kommerziell Aktivitéit wëllt developpéieren, déi eis och aliicht, mä net op där Plaz, wou se geplangt ass aliicht, an dem Stat -, „soll ech déi Leit empfänken?" An do hunn ech mer selwer proposéiert, ech géif dat maachen.

Den 20. Februar 2009, - den Här Halsdorf huet dat duergestallt -, hunn ech op enger Pressekonferenz - ech hunn déi Zäit nach méi regelméisseger gemaach wéi elo -, gesot, d'Regierung wier der Meenung, dee Projet zu Wickreng, dee wier net konform mat landesplanereschen Iwwerleeungen a wier net IVL-konform, mä de Projet en tant que tel géif awer Sënn fir eist Land maachen, an dofir géife mer probéieren, am Gespréich mam Promoteur dee Projet ze delokaliséieren a mir géifen och driwwer schwätzen, ob een net kéint, well zu Léiweng jo och Planungen amgaang wieren, dee Projet dohinner delokaliséieren, andem een e géif doranner integréieren. Mir ass gesot ginn, dat wier landesplaneresch absolut net esou eng gravéierend Fro wéi d'Lokaliséierung zu Wickreng. Doriwwer hu mer e Gespréich an dat muss ee jo am Verfolge vu weidere Prozeduren gesinn.

Ech hunn dann den 30. Mäerz 2009 zesumme mat de Ministere Krecké an Halsdorf - och well mer dee Problem Wickreng wollte léisen, wou de Stat sech a Konflikt fonnt huet mat enger ekonomesch wichteger Aktivitéit, wou mer eis net eens waren iwwer d'Lokaliséierung vun där selwechter; den Här Gira huet déi Attitude och indiquéiert ze verstoen, well hien och géint de Projet zu Wickreng gewiecht wier, wat also weist, dass doriwwer eng Diskussioun war, ob een dat kéint zu Wickreng maachen -, do hunn ech de Promoteur empfaang. Iwwerall do, wou steet, déi dräi Ministeren an ech - an ech sinn elo selwer vum Här Gibéryen d'éinescht gefrot ginn -, hätte mat de Promoteuren geschwat, stëmmt net!

Den Här Rollinger huet bei mir eng Entrevue gefrot iwwer Wickreng. Ech hunn den 30. Mäerz 2009 a mengem Büro den Här Rollinger empfaangen a mat him doriwwer geschwat. Do war keen Här Becca dobäi. Am Géigesaz zu villen aneren, wéi et schéngt, wosst ech och net deemools, dass et den Här Becca géif ginn. Ech hat en och nach ni gesinn. Ech hunn den Här Becca eréischt kennegeléiert am Zesummenhang mat senge Velos-Aktivitéiten an am Zesummenhang mat kengen aneren Aktivitéiten, wiesentlech méi spéit a laang nodeem déi Bréiwer, ëm déi et hei, dee Bréif, ëm deen et hei geet, geschriwwe gi war.

An ech hunn dem Här Rollinger d'Positioun vun der Regierung explizéiert. Mir wiere net géint säi Projet, mir wiere géint säi Projet op där Plaz, an ech géif him ze iwwerleeë ginn, ob et dann net gutt wier, wann e géif eng aner Plaz sichen, an ob et net méiglech wier, dat dann am Zesummenhang mat deene Projeten, déi zu Léiweng geplangt wieren, an déi ech am Detail och net kannt hunn, fir dann dat dohinner ze leeën. An do huet den Här Rollinger gesot: „Anstatt elo mat der Regierung hei Prozesser ze féieren, ech sinn dann d'accord, mech emol kundeg ze maachen a Gespréicher, ob dat geet, mä Dir musst mer awer verspriechen, wann dat net geet zu Léiweng, falls ech do géif eens gi mat dem Här Becca, dass d'Regierung mer dann hëlleft, een aneren Emplacement ze siche fir mäi Betrib, well ech ka jo net fir d'éischt vun der Regierung blockéiert ginn aus landesplaneresche Grënn, a wann ech dann deeselwechte Projet - oder anescht -, op enger anerer Plaz maachen, nach eng Kéier blockéiert ginn, wéinst der landesplanerescher Aktivitéit. Ech hunn awer hei wirtschaftlech Interesse fir mech a fir meng Leit, dofir hätt ech gären, dass d'Regierung mer géif hëllefen, eng aner Plaz ze sichen". Do hunn ech gesot: „Dat kann d'Regierung Iech och verspriechen. Mir hëllefen Iech, falls dat alles näischt gëtt, een aneren Emplacement ze sichen".

Service de Police Judiciaire

000251

Doraus kann den Här Rollinger, niewebäi bemierkt, keng finanziell Fuerderung géint de Stat ofleeden, wa Léiweng net géif autoriséiert ginn - an et ass jo ëmmer nach méiglech, dass Léiweng net autoriséiert gëtt -, mä e ka keng finanziell Fuerderung aus deem Engagement, dass d'Regierung him hëlleft, een aneren Terrain ze sichen, an net him en aneren Terrain ze ginn, doraus kann den Här Rollinger, esou wéi ech d'Rechtslag gesinn, och keng finanziell Fuerderung stellen. Jiddefalls liesen ech deen Engagement vun der Regierung, him een aneren Terrain ze sichen fir de Fall, wou alles näischt géif ginn, liesen ech net als ee méigleche finanziellen Engagement.

Do hu mer ee Bréif geschriwwen, wou mer dat schreiwen, wat Der kennt. Wickreng gëtt näischt, an dofir probéiert dat zu Léiweng ze maachen, a mir accompagnéieren, wéi mer dat mat ville Promoteuren an Investisseure maachen, dee Projet positiv. Schreiwen, dass een ee Projet accompagnéiert, schreiwen, dass een ee Projet appuyéiert - wat eng Traditioun ass an der lëtzebuergescher Standuertpolitik, wann ee mat engem Investisseur schwätzt, dass een deem seet, ech sinn drunn interesséiert, dass De dat méchst -, dat ass, ech bieden Iech dat wierklech ganz eescht ze huelen, kee Préaccord, an och net den Hiweis drop, dass, egal wat geschitt, well d'Regierung ee Projet accompagnéiert an appuyéiert, d'Regierung dee Projet an allen Hypothesen, an allen Instanze géif autoriséieren. Ech mengen, dat kann een net esou liesen, sou ass et jiddefalls deem Auteur vum Bréif, deen hei schwätzt, net gemengt, well dat wier jo ee kloeren Sech-Ewechsetzen iwwert alles, wat et vu Reglementer a vu Gesetzer gëtt.

Gelift?

M. Claude Meisch *(DP).*- Dann hu mer awer Interpretatiounsdivergenzen....

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Jo, Dir kënnt Iech mat esou Saache beschäftegen, déi Der aus aneren Dossieren zitt. Ech loosse mer hei vu kengem meng "bonne foi" ofstreiden, dass ech net versprach hu mat menger Ënnerschrëft, dass egal wat geschitt, dee Projet Léiweng gemaach gëtt. Mir ass et an engem Gespréich mam Här Rollinger drëm gaangen, de Problem vun der Firma Rollinger zu Wickreng ze léisen.

Dir frot mech, firwat ass dat e konfidentielle Bréif? Et ass usus dass, wann d'Regierung e "Memorandum of Understanding", oder ähnlech Dokumenter mécht, deen net zur Publikatioun geduecht ass. An dësem Fall war eppes anescht. An ech muss Iech elo eppes soen, wat ech Iech iwwerhaapt net dierft soen, well ech fannen, dass ech do wäit ginn, ech gi jo och wäit gedriwwen hei. Also loosst mech dreiwen.

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Jo, jo, mä d'Chamber an eng öffentlech Debatt, an esou enger si mer, wann och an där extraer Form, ass eppes anescht. Den Här Rollinger, deen huet sech an deem Moment, wou e bei mir war, den 30. Mäerz 2009, nach an enger kontraktueller Relatioun mat ING Real Estate befonnt, op Grond vun enger Option d'achat iwwer Terrainen, déi ënnerschriwwe gi war. An et war de Wonsch vun der Entreprise Rollinger, dass déi Matière awer muss confidentiel behandelt ginn, well ansonste se sech nawell liicht kënnt Fuerderunge vun ING Real Estate ausgesat gesinn, wann een, deen an enger kontraktueller Relatioun mat där hollännescher Bank war, géif parallel dozou probéieren, dee Projet, deen en eigentlech mat där ING Real Estate wollt maachen, op enger anerer Plaz mat engem anere géif probéieren ze maachen. An dofir huet den Här Rollinger mech gefrot „Kënnt Der dann net, ech hätt gär, dass dat confidentiel bleift." An ech hunn dat

Service de Police Judiciaire

000252

verstan, well do ass et ëm d'wirtschaftlech Interesse vun engem Betrib gaangen. An ech schreiwen an de Bréif, dat wier confidentiel.

Sou, dee Bréif, deen huet haut iwwerhaapt keng Ursaach méi, confidentiel ze sinn, mä deen hat Ursaach confidentiel ze sinn, also ënnert de Parteien ze bleiwen, sou laang wéi eng Entreprise mat enger anerer an Désengagements-Verhandlunge waren, déi Entreprise konnt dach net an der Zeitung liesen, dass do een Accord fonnt gi wier tëscht der Entreprise Rollinger an der Entreprise Becca, oder wéi ëmmer déi och heescht, well dat hätt évidemment Fuerderungen zur Folleg gehat. Dat huet mer ageliicht, wéi den Här Rollinger mer dat gesot huet. Ech hat awer keng aacht Stonnen Zäit, fir doriwwer nozedenken, verstidd Der? Ob ech soll schreiwe loossen, dat wier confidentiel oder net. Mä well deen Interêt économique vun där Entreprise mer ageliicht huet, hunn ech fonnt, bon dat musse mer confidentiel behandelen bis Äer Verhandlunge mat ING Real Estate eriwwer sinn. Dofir ass dee Bréif, huet en deen Ajout kritt, dass e confidentiel wier. An d'Regierung wollt souwisou déi sinn, déi iwwert dee ganzen Dossier do géif kommunikéieren, an net iergendwelch Promoteuren an anerer, déi Sträit mateneen hätten, oder mateneen eens gi wieren.

Ech maachen och drop opmierksam - dat interesséiert net onbedéngt jiddereen -, dass ech e feinen Ënnerscheed maachen, wann ech Bréiwer schreiwen, zwëschen normale Bréiwer, confidentielle Bréiwer a Secrets-Bréiwer. Dir schwätzt hei dauernd vun engem Geheimbréif! Da géif do stoen: „Cette lettre est secrète." Well där schreiwen ech öfters, a méi wéi eemol d'Woch. Am Zesummenhang mat Froen, déi d'Statssécherheet an ähnlech gelagert Froe betreffen. Do kréien ech Bréiwer déi „très secret" sinn, oder „secret" sinn, do kréien ech Bréiwer déi „Secret d'Etat" sinn, an ech schreiwe Bréiwer, déi „Secret d'Etat" sinn, an déi „très secret" sinn, an déi „secret" sinn, an ech gesinn net, dass ech dat kéint anescht maachen. Et ass een Ënnerscheed tëscht engem „secret", also engem geheime Bréif, an engem „confidentielle" Bréif, deen natierlech aus der Siicht vun haut u Kloerheet gewonnen hätt, wann ech dra schreiwe gelooss hätt: Dat zielt awer nëmmen esou laang, wéi Äer Verhandlunge mat der ING Real Estate lafen. Ech wollt Iech dat just soen, dass d'Geschicht hannert der Geschicht eng ass, déi een ëmmer och muss mat betruechten.

De 15. Mee 2009 kréien ech dann dee Bréif vun den Häre Becca a Rollinger, wou déi mer matdeelen, si zwee hätten een Accord ënnert sech fonnt, fir zu Léiweng ee Projet ze realiséieren. Mä dat wier awer eréischt - wéi soll ech dat soen -, als bor Mënz ze huelen, wann déi Verhandlungen, déi den Här Rollinger mat der Real Estate, mat der ING Real Estate amgaang wär ze féieren, wann déi ofgeschloss wieren. An den Här Rollinger géif drun erënneren, dass, wann dat alles näischt géif ginn, d'Regierung jo gesot hätt, si géif sech engagéieren, fir him ze hëllefen, een aneren Terrain ze fannen, fir da säin ursprüngleche Projet, wann deen dann net zu Léiweng kéint gemaach ginn, iergendanzwousch anescht ze maachen.

Den 20. Mee 2009 kréien ech erëm ee Bréif vun deenen zwee Hären, vun deenen ech den Här Rollinger eemol gesinn hat a bis dohinner den Här Becca ni méi, wou se mer matdeelen, si hätten dann elo deen Accord kënne finaliséieren, well et och elo zu engem definitiven an irrévocabelen Accord tëschent dem Här Rollinger an der ING Real Estate komm wier. An da schreiwe se derbäi, an dat ass mer wichteg, well ech jo soen, dass zu kengem Moment, wou ech Gespréicher mam Här Rollinger gefouert hunn, konnt d'Gefill opkommen - a mam Här Becca hunn ech keng gefouert -, et wier ee Préaccord vun der Regierung géint alles, wat u Gesetzer an u Reglementer geet, ausgesprach ginn, schreiwen se derbäi: „Les soussignés espèrent qu'après avoir mis en oeuvre tous ces efforts", dat heescht déi Arrangementer mat

Service de Police Judiciaire
000253

ING Real Estate, an esou virun, an esou fort, „les soussignés espèrent que le projet de Livange pourrait être mis en chantier dans un délai raisonnable, compte tenu des procédures légales à observer". Dat heescht, am Verständnis vun de Promoteuren ass et esou, dass d'Regierung net gesot huet : Egal wat geschitt, Dir kritt Äre Projet autoriséiert. Et ass ganz kloer am Verständnis vun deenen zwee Promoteuren, a jiddferfalls och an deem vum Här Rollinger gewiescht, dass sech un all einschlägeg gesetzlech an aner Prozeduren ze halen ass.

Nodeem den 20. Mee déi zwee Promoteure matgedeelt hunn, lo wier alles méi kloer tëscht hinnen an och mat deem Geschäftspartner vum Här Rollinger vu virdrun, hunn ech d'Regierung den 22. Mee doriwwer informéiert, dass een Accord fonnt gi wier. Dat ass dat, wat ech mat däer Affär ze dinn hunn.

An ech soen nach eng Kéier, ech fannen et séier normal, dass d'Regierung hei muss Stellung bezéien a sech veräntwerten. An ech kann och net op all déi 45 Froen, wann ech richteg gesinn hunn, äntwerten, déi den Här Meisch gemaach huet. Do falen der vill, déi wäit vu menge Kompetenzen ewech sinn. Selbstverständlech all Froen, déi mer hei a mëndlecher Sitzung net beäntwerten, gi schréftlech vun der Regierung beäntwert, woubäi ech net weess - do muss ee mam Finanzminister schwätzen -, d'Regularie si mer och net ganz kloer, ob mir all Froe kënne beäntwerten, déi d'Kreditgebare vun engem Betrib an d'Kreditgeschäft vun enger Bank betréfft. Inwiefern datt dat zoulässeg ass, weess ech net, mä da musse mer eis doriwwer ënnerhalen. Jidferfalls wëllt d'Regierung op all Froen, déi se kann, beäntwerten, eng Äntwert ginn.

Ech wollt ofschléissend just soen, Här President, an dat ass mer wichteg: Bei allem Verständnis dofir, dass een déi Froen hei stellt an dass en och déi Froe muss beäntwerten - dat hunn ech, wat mech ubelaangt, probéiert ganz sober ze maachen -, hunn ech net gär wann - ech accuséieren och eigentlech keen heibannen dat ze maachen -, hunn ech net gär, wann d'Gefill opkomme gelooss gëtt, hei géif jidderee mat jidderengem ënnert enger Decke stiechen. Verstitt Der, vu mir kënnt Der villes behaapten, a mat mir kënnt Der Iech politesch auserneesetze bis zum Geht-nicht-mehr, mä dat loossen ech mer net gefalen. Falls dat also engem seng Absiicht wär, fir ze soen, de Juncker an de Becca, oder soss nach een, déi stiechen ënnert enger Decken, dat géif ech nu wierklech fir d'éischt, dass ech Politik maachen - an ech maache se scho laang -, als eng richteg säfteg perséinlech Beleidegung huelen. Ech si ganz wäit vun all deene Milieuen ewech, a jiddereen heibannen, dee mech kennt, dee weess dat. A meng Aquaintancë mat deene Milieue si ganz, ganz minimal. Neen, ech, den Här ..., Pardon, Här Bausch, den Här Gibéryen, ech verstinn dat bal, dee freet, an och den Här Meisch an enger anerer Form, ob dann do materiell Avantagen un dësen oder un dee gaange wären, oder un ee vun deenen dräi Ministeren. Ech wëll soen, ech verstinn, dass een esou Froe stellt. Ech wëll just soen, ech hu mat esou Saachen näischt ze dinn. Guer, glat näischt. Näischt!

M. Claude Meisch *(DP).*- Et bleiwen nach anerer.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Sou, merci. Wann ech gelift merci. Deen, ech mengen...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Ech wonnere mech, dass ech muss öffentlech erklären, dass ech net bestiechlech sinn!

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Voilà. De Claude Wiseler, mengen ech, sollt nach intervenéieren iwwert déi Froen, déi mat deem Projet ze dinn hunn.

Service de Police Judiciaire
000254

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, Här President, villmools merci. Ech wëll just e puer Erläuterungen nach zousätzlech ginn, well och prezis Froen doriwwer gestallt ginn iwwert Aménagement du territoires-Froen an d'Froe vum Site selwer.

Ech wëll fir d'éischt nach eng Kéier soen, datt et och hei de Rôle vum Aménagement du territoire ass, der Regierung an de Regierungsmemberen zur Verfügung ze stoen, wa se dann Implantatioune vun Infrastrukturen - wéi hei e Futtballsstadion - wëlle maachen, a fir och am Kader vun dem Aménagement du territoire eng Rei Propositiounen an Analysen ze maachen, fir dat Sënnvollst erauszefannen. Dat ass och an dësem Domaine geschitt gewiescht. An dat, an déi ass gemaach ginn no deene Kritären, déi klassescherweis nom Aménagement du territoire geholl ginn.

Wann Der kuckt, wéi hei d'Analys vun den Terraine gemaach gëtt - vun deene potentiellen Terrainen, déi méiglech wären, no wat fir enge Kritären -, dann ass gekuckt gi fir d'éischt no der Superficie. Normal Fro. Duerno och eng Fro, déi an dësem Fall wichteg wär, no der Disponibilitéit. Sinn déi Terrainen disponibel an enger kuerzer Zäit vu Joeren? Duerno ass gekuckt ginn no dem noutwendege Reklassement. Wat ass ze maachen? Ass et méiglech, ass et net méiglech? Schlussendlech ass no der Valeur de coût vun den Terraine gekuckt ginn. Et ass och en Element Zentralitéit gekuckt ginn. Leien déi Terrainen op enger Plaz, wou et sënnvoll ass, datt esou eppes ka gebaut ginn? Et ass selbstverständlech nom Stroossenaccès gekuckt ginn. Et ass no dem Transport en commun an der Desserte vun den Transports en commun gekuckt ginn. Et ass no der Kompatibilitéit vun deene Projeten zu den Avant-projete vu sämtleche Plans sectoriellen am Detail gekuckt ginn. Et ass de Potentiel commercial gekuckt ginn a schlussendlech nach eng Rei aner Kritäre bei eenzelnen Terrainen, wéi zum Beispill, ob se polluéiert wären oder net polluéiert wären, well dat awer eng wichteg Donnée wär, déi eis an dësem Kontext noutwendeg war.

Dat ass d'Roll vum Aménagement du territoire gewiescht. Do ass eng Grille opgestallt ginn. Do si vun deenen zwielef Terrainen, déi analyséiert gi sinn, vun deene Beamten an Experten, déi zoustänneg waren, zum Sportsminister senger Zäit, an huet gesot, datt der zwee proposéiert ginn. Dat ass dee vu Léiweng als éischt Propositioun, dee vun Hamm als zweet Propositioun. An dee vun Hamm als zweet Propositioun ass net zréckgehale ginn, haaptsächlech well e sech relativ no bei de Wunnenge befënnt an eis dee Moment och eng ganz Rei Schwieregkeeten - notamment och Accèsschwieregkeeten, déi eng oder déi aner -, gestallt hätt. Dat war an där Phase d'analyse, déi den Aménagement du territoire gemaach huet. Elo kann een, wann een d'Analys kuckt - an déi Grille ass jo momentan och publik -, mat deenen eenzelnen Evaluatioune vu jidfer Terrain, ob jidfer Kritär; wann Der se net hutt, kritt Der se nach ganz gär ausgedeelt. Elo kann ee soen, ech deelen dat net, oder ech deelen dat, oder ech maachen en anert Jugement doriwwer. Nach ass et, datt hei de Ministère déi Zäit - haut den Departement - gekuckt huet, fir ze probéieren, dem Sportsminister eng ganz objektiv Analys an de Grapp ze ginn, déi propper wär an no där och kënnt jugéiert ginn.

Duerno ass d'Evolutioun vum Projet selbstverständlech weidergaangen. An et ass och ni gesot ginn - de Statsminister huet et elo preziséiert -, datt d'Prozeduren ausser Kraaft gesat wären. Au contraire, et ass ëmmer an iwwerall gesot ginn, datt déi Prozeduren, déi bei all Projet vun där doter Envergure, oder méi klenger, noutgedrongenerweis musse gemaach ginn, datt déi och haut hei selbstverständlech noutwendeg wären. Et sinn dat déi klassesch PAG-Ännerungen, déi jo och amgaange si gemaach ze ginn. Hu mer an der Zeitung gelies, mat enger Rei Problemer. Et ass dat d'Ëmweltautorisatioun. Et ass dat d'Autorisatioun vun der

Service de Police Judiciaire
000255

Gestion de l'Eau. Et ass dat d'Autorisation de commerce vun de Classes moyennes. Et ass duerno e Kommodo- Inkommodo, d'Baugenehmegungen - all dat si klassesch Saachen, déi musse gemaach ginn, déi och kloer waren, datt se hu misse gemaach ginn. Dëst hunn ech par ailleurs zweemol a Sëtzungen, notamment hei an der Plénière, de 16. Mäerz 2010, an an de Kommissiounssëtzungen en long et en large den 19. Mee 2010, erklärt.

Duerno ass och eng Fro gestallt ginn. Ass dann déi ganz Plaz, esou wéi se elo hei ass, konform zu deene verschiddene Plans sectoriels? Ech hunn Iech nach eng Kéier déi Kaarten ausdeele gelooss, déi zwar d'Chamberskommissioun an enger anerer Form schonn eng Kéier krut, notamment 2010, wou mer se gemeinsam explizéiert hunn an enger Chamberskommissioun. Ech wëll se awer nach eng Kéier kuerz, awer wierklech a geraffter Form, duerchgoen.

Wann Der déi éischt zwou, huele mer déi zweet Kaart, kuckt, da gesitt Der am Fong, wou d'Implantatioun vun deem Léiwenger Terrain ass. Zwëschen, op där enger Säit, der N31, enger Nationalstrooss, op där anerer Säit, der A3, déi meeschtbefueren Autobunn hei aus dem Land, an op där anerer Säit d'Betebuerger Streck, déi meeschtbefueren Zuchstreck aus dem Lëtzebuerger Land. An uewen d'Aire de Berchem, eng Bensinsstatioun mat op där lénkser Säit nach en Hotelskomplex an op der rietser Säit nach eng Zone d'activités. Et ass do, wou den Terrain sech befënnt, wou elo haut soll eppes gemaach ginn. Ech wollt déi Descriptioun eng Kéier maachen.

Plus kënnt dann nach dobäi, datt mer de toute façon och nach hei den Echangeur just niewendrun hunn, wat och wichteg ass, fir direkt vun der Autobunn erofzekommen, an direkt op esou ee Site ze fueren, ouni duerch eng Lokalitéit eranzefueren. Datt deen Echangeur souwisou sollt frësch gebaut ginn, datt mer souwisou zumindestens bis d'Aire de Berchem an déi Meteren nach weider och bis zu deem Echangeur e Projet op der Lee stoen hunn, fir den 2x3 Ausbau vun der Autobunn do ze bauen. An dann och nach, datt eng zousätzlech zweet Zuchstreck geplangt war op der lénker Säit dovun, fir déi mer virun engem oder zwee Méint an der Regierung den Tracé festgesat hunn, an déi och nach sollt kommen, an d'Accessibilitéit vun de Bussen och ouni Problem hei ka stattfannen. Dat alles huet den Aménagement du territoire probéiert kloer opzezeechnen.

Well dat d'Fro war: Ass dat sënnvoll oder ass et net sënnvoll? Déi Froe probéiert mat deem noutwendege Kaartematerial an Analysen ze beäntweren.

Da war déi aner Fro: Ass et konform zu de Plans sectoriels? Éischte Plan sectoriel: Dee vun de Paysagen. Wann Der kuckt, wéi deen ausgesäit - an dat ass deen -, dat Bild duerno wat ech Iech ausgedeelt hunn, wou läit dee Site hei dran? Mä e läit am Fong an deem, wat mer en „Espace d'action paysagère urbain" nennen. Do kënnt am Text d'Wuert "urbain" dra vir. Wann ee kuckt, wat dann elo an dem Avant-projet vum Plan sectoriel dofir virgesinn ass, da gesäit een, datt do u sech keng Preskriptioun, an dat heescht, keng verbindlech Virschrëft op deem Terrain läit. Par contre eng Rei Recommandatiounen. Wat soen déi Recommandatiounen? Haaptsächlech fir deen hei Typ vun Implantatioun soe se, datt ee ganz gutt muss drop oppassen, wéi d'Integratioun an d'Landschaftsbild soll geschéien. Also eng ganz kloer architektonesch Fro, déi sech stellt: Ob deen, deen hei wëllt eppes maachen, deen hei wëllt eppes bauen, datt dat soll uerdentlech an de ganzen Territoire, op déi Plaz sech upassen, erapassen, an datt do eng besonnech Suergfalt muss dofir geholl ginn.

Service de Police Judiciaire

000256

Haut ass zwar e grousse Masterplang do, mä awer sécherlech selbstverständlech kee Plang, deen eis definitiv Detailer gëtt, sou datt een nach net ka jugéieren, ob dat da realiséiert gëtt, oder net. Et mierkt een, datt eng Rei Efforte gemaach ginn, mä dat muss natierlech dono d'Autorisatioune vun der Gemeng jugéieren, ob et elo konform ass oder net zu däer Recommandatioun, wat nach keng Virschrëft ass.

Déi zweet Saach – dat ass dee Slide duerno -, dat ass d'Konformitéit zu engem Biodiversitéitsplang. Wann een do kuckt, wou déi Fläch hei läit, da gesäit een, datt se a sech net direkt am Schutzdénge vu Biodiversitéit läit, mä et gesäit ee just, datt uewendriwwer e Biotop läit, deen zwar net um Terrain selwer, dee soll bebaut ginn, hei läit, mä just uewendriwwer.

Selbstverständlech, wann do e Biotop läit, da muss deen an der Impaktstudie am Detail analyséiert ginn. Dat ass eng Obligatioun. Dolaanscht kënnt een net.

Op der rietser Säit vum Terrain hu mer dann esou e Biodiversitéitsgebitt. Mä d'Trennung gëtt gemaach vun deem, wou hei soll gebaut ginn, éischtens duerch eng Zuchlinn, an zweetens duerch eng Zone d'activités, déi zwëschen dem Biodiversitéitsgebitt ass an der Bauzone hei selwer. An op der lénker Säit hutt Der och esou ee Gebitt. Mä do hu mer och eng Trennung duerch d'Autobunn an duerch nach zousätzlech eng gebauten oder ze bauender neier Zuchstreck, déi wäert dohinner kommen. Just fir Iech d'Beschreiwung do ze maachen.

Deen nächste Slide, gesitt Der, déi Cartographie, iwwert dat wat ee "Landschaften als Naturerbe" zielt. Et ass a sech genau déiselwecht Descriptioun. Mir hunn op der rietser Säit esou ee Zonage. Mä déiselwecht Elementer trennen deen Terrain, deen hei gebaut soll gi, vun deem Zonage.

Wa mer weiderfueren, déi nächst Kaart, an ech ginn elo wierklech schnell doduerch, dat ass déi vun de Coupures vertes. Do gesitt Der och, déi Coupures vertes sinn hei mat de grénge Strécher uginn. Déi trennen deen een Dénge vun deem aneren. Gesitt Der, datt mer och hei net direkt concernéiert sinn, wéi hei déi méi prezis Kaarten, wéi se an dem ufänkleche Landschaftsplang dra stinn, weisen. Dofir hunn ech déi och nach eng Kéier krut vun de Servicer.

Déi zweet Saach, dat ass déi vun de Zones d'activités économiques. Do brauch ech net laang drop anzegoen, well den Här Krecké schonn erklärt huet, datt et am Punkt 6.19 esou wär, datt kéinte fir d'Konstruktiounen, respektiv Surfaces commerciales d'importance nationale et de caractère unique, eng Rei Ausnahme gemaach ginn, Ausnahmen éischtens vun der Ubannung un den öffentleche Réseau vum Transport. Déi brauche mer hei guer net. Well eng besser Ubannung, wéi deen hei Site, fënnt ee kaum.

Dat Zweet, par contre, dat ass, datt ee kann eng Derogatioun vun der Zentralitéit maachen. An dat ass effektiv, wann een och eisen Tableau kuckt, wann ech sou däerf soen, de Schwaachpunkt vun deem hei Projet. En ass net zentral an urbanistesche Gebidder geleeën. An dat kënnt och ganz kloer an där Analys vun de Schwächten a vun de Stäerkte vun deene Punkten eraus. Ech wëll dat och net verstoppen. An et ass d'ailleurs kloer an allen Texter dran. An et ass och ëmmer kloer do drop opmierksam gemaach ginn.

Just, datt een awer muss och kucken, wann een esou eppes wéi en Outlet wëllt maachen, wéi déi op anere Plaze gebaut ginn, wéi gesot hei kann een bei esou Saachen eng Ausnahm

Service de Police Judiciaire
000257

maachen, mä ganz oft well den Outletzenter awer e ganz aneren Achandalagerayon huet, wéi aner Type commercialen, soll en, a läit e ganz oft och am Ausland op guttbefuerenen Autobunnen. Et brauch ee just un Zweibrücken ze denken, u Messancy, un Talange an ähnlech Saachen, wou ähnlech Implantatiounen dofir virgesi sinn.

Ech ginn Iech déi Beschreiwung an d'Iwwerleeungen, déi sengerzäit vum Aménagement du territoire gemaach gi sinn. Ech brauch Iech net d'Konformitéit vun dem Plan sectoriel de transport ze beschreiwen, well mer dat scho gesot hunn, wat alles vu Stroosseninfrastrukturen duerch de Plan sectoriel an där doter Géigend automatesch virgesinn ass vu Stroossen a vun Zuchinfrastrukturen. Esou, datt ech ka soen - a vum Plan sectoriel logement, mengen ech, brauche mer net ze schwätzen, well hei schwätze mer jo net iwwert deen Type vun Infrastrukturen. Dat zu där Problematik.

Dann ass nach eng ganz prezis Fro gestallt ginn. Dat ass ëm déi Infrastrukturen, déi, wann esou eppes da géif kommen, de Stat sech engagéiert ze maachen, respektiv déi musse gemaach ginn, fir datt déi Struktur kann do fonctionnéieren. Do ass et och ganz kloer - an ech hunn deen Detail och scho viru ronn engem Joer an allen Detailer an der Kommissioun gesot. Also och do ass kee Geheimnis draus gemaach ginn. Et ass esou, datt den Echangeur vu Livange muss frësch gemaach ginn. E muss méi performant gestallt ginn an e muss deenen neie Gegebenheete gerecht ginn.

Elo muss een awer zwou Saachen dozou soen. Déi éischt Saach, dat ass, datt souwisou geplangt war, e frësch ze maachen, en neien Echangeur do ze maachen. Éischt Remark. Zweet Remark: Wat awer och ganz kloer ass, wann esou en Zenter wéi deen do géing dohinner kommen, da muss een en anescht frësch maachen. Da gëtt en och méi deier. Well e méi performant muss sinn, a well en och eng ganz Rei aner Embranchements muss hunn, fir dat korrekt ze desservéieren. Dat geet net anescht. Wann - dann, da muss en och anescht gemaach ginn. Da kascht en och méi deier. Da kascht en 32 Milliounen Euro. Mä wat grad sou kloer ass, wann dat da soll gemaach ginn - a wann ee kuckt wat fir eng Embranchementer dann op e Centre commercial oder e Stadion a wat och nach ëmmer féieren, déi just dozou déngen -, dann ass et ganz kloer, datt déi och proportionnell vun deem Promoteur musse bezuelt ginn. Dat hunn ech och ëmmer an därselwechter Form kloer an däitlech gesot.

Fir Iech e Beispill ze soen: Wa mer e Rondpoint hunn, wou véier Stroosse sinn, an et ass eng vun deene Stroossen, déi an esou ee Centre commercial géif eraféieren, da misste 25% dovunner bezuelt ginn. Wann et der zwou sinn, déi eraféieren, dann ass et 50%, déi musse bezuelt ginn. Dat si genau déiselwecht Proportioune wéi an aneren ähnleche Projeten an der Stat, anzwousch anescht, haut scho gemaach gi sinn, well et logesch ass a well et normal ass, datt se gemaach ginn.

Et muss natierlech och eng ganz Rei Protektiounen, Protections acoustiques, gemaach ginn, Elargissementer gemaach gi fir Schallschutz ze organiséieren. Déi kaschten och eng, zwou Milliounen Euro.

Et mussen och Aarbechten un der Bréck vu Léiweng gemaach gi fir 7 Milliounen Euro. Ass och gesot ginn.

A schlussendlech, wann ee wëllt eng Zuchstatioun, Quaien dohinner maachen, wat logesch a sënnvoll ass, an haaptsächlech dann, wa mer déi aner Betebuerger Streck gebaut hunn, well da kann een déi al Streck fir de Lokalverkéier benotzen. Wann een also esou e Centre

Service de Police Judiciaire
000258

dohinner setzt, da schéngt et mer och logesch - ëmmer de Wann, dann - , da schéngt et mer och logesch, datt mer sou Quaien dohinner maachen. Déi kaschten zwësche 15 an 20 Milliounen Euro. Wierklech grob Aschätzung, well d'Planifikatioune si selbstverständlech nach net dozou gemaach.

An ech wëll als lescht Remark hannendru soen: Déi hei Investissementer, oder en Deel dovun, wéineg manner oder e wéineg méi, vläicht anescht, egal wou esou eppes entsteet, egal wou mer e Stadion bauen oder en Outlet eng Kéier hinner kënnt, musse gemaach ginn. Well mir hunn elo néierens, oder net, datt ech mer et ka momentan erënneren, iergend en Terrain, deen direkt ugebonnen ass a wou vun der Kommunikatioun, vum Transport, wou alles direkt klappt. Souwisou mussen Infrastrukture bei deem Typ do vun Infrastrukture gemaach ginn, egal wou mer e setzen.

Dat wär et fir mech.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Merci den Häre Ministere fir déi Explikatiounen. Ech hunn e puer Wuertmeldunge vun de Membere vun der Kommissioun. Fir d'éischt huet sech gemellt de Camille Gira.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Jo, ech muss scho soen, ech versti jo, dass d'Regierungsvertrieder net op all Fro ...

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Entschëllegt, Camille

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ah, Pardon.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Ah, Dir wollt och nach intervenéiere fir nach eppes ze soen? Jo, kuerz vläicht.

Une Voix.- Jo, kee Problem.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- .. hie muss.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*: Jo, dat éischt wat ech wollt soen dat ass, datt mer jo hei an enger Prozedur dra sinn. Dat ass mengen ech dat beschte Beispill, datt keng Prozedure solle courcircuitéiert ginn oder wéi och ëmmer. Mir si ganz am Ufank vun enger Prozedur, enger Modification ponctuelle vum PAG. An et ass dann och esou, dass den Departement Environnement vum MDDI nach net mam Projet befaasst ass. Weder wat den Naturschutz, d'Naturschutzgenehmegung ubelaangt, nach wat de Kommodo ubelaangt, well mer nach ganz fréi sinn. Dir wësst dat, aus der Press huet een dat jo héieren, datt ee Vote provisoire gemaach ginn ass. Duerno muss d'Publikatioun gemaach ginn. Ech denken, datt ...

M. Eugène Berger, *DP.*- Kann eis den Innenminister vläicht drop äntweren, ob dann déi Gemengerotssëtzung iwwerhaapt net muss annuléiert ginn.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Dat ass gutt, tëschent Parenthèsen, voilà. Mä ech wollt just soen, dat ass d'Suite vun den

Service de Police Judiciaire
000259

Evenementer vun enger normaler Prozedur. D'Publikatioun ass nach net gemaach. Duerno ginn och dann d'Dossieren, d'Etudes d'impact ginn da mat an d'Enquête publique.

Wat ech wollt soen, dat ass, datt mer offiziell net befaasst sinn, datt mer awer informell selbstverständlech gefrot ginn - wéi dat bei allen Dossieren ass, besonnesch bei gréissere Projeten ass -, datt mer sollicitéiert ginn, fir ze froen, wéi eng Informatioune gi gebraucht, wéi eng Donnéeë gi gebraucht? An dat ass ganz kloer.

Mir hunn eis elo viru Kuerzem déi Etude d'impact gefrot, déi datéiert vum September 2011, fir eng Kéier séier driwwer ze kucken. Mir sinn amgaang dat kritesch ze kucken, wat de Bureau d'études efor-ersa, fir en net ze nennen, do och als Konklusiounen ausgedäitscht huet. An et muss een och wëssen - dat wëssen awer och d'Spezialisten aus de Gemengen -, dass déi Elementer, déi elo an deene Konklusioune stinn, net mussen definitiv sinn, well jo theoretesch d'Méiglechkeet nach besteet, wat den Zoning ubelaangt, datt och kënnen Ännerunge kommen um Niveau vun dem Vote définitif, wann et dann esou wäit kënnt.

Da wollt ech soen, mir sinn amgaang, wéi gesot, eis dat unzekucken an déi Konklusiounen, iwwert déi ech elo nach net ganz vill ka soen - et ass awer evident, datt eng Partie, also en Impakt op d'Landschaft ass, dat schéngt mer evident ze sinn - mir sinn amgaang ze kucke wéi vill, wat dat bedeit.

Engersäits vis-à-vis vun der Zone communautaire an och anerersäits vis-à-vis vun deene vun de geschützteneen Aarten. A wat een elo schon, mengen ech, mat Sécherheet ka soen, datt, wann et dann esouwäit kënnt, datt de Projet viru geet, wann et esou wäit kënnt, datt eng Autorisatioun géif kommen, dat misst kompenséiert ginn. Da vläicht nach ganz zum Schluss, wat jo dann och nach feelt, wa bis den Naturschutz geklärt wier, datt um Niveau vun de Kommodosetude, vun der Kommodosautorisatioun, muss gekuckt ginn a Puncto Liicht, well dee Stadion géif jo da beliicht ginn zimlech staark, wat de Stëbs, wat de Kaméidi an esou weider ubelaangt. Och do, souwäit si mer natierlech net.

Vläicht nach en allerleschte Saz zu dem Impakt op d'Landschaft. Virun allem muss een an dräi Beräicher kucken. Dat eent ass d'Baach, d'Bibbeschbaach, dat ass awer scho gesot ginn, datt do misst eng Renaturéierung kommen. Dat weess een elo schonn. An da sinn nach zwee Beräicher. Dat eent sinn d'Flantermais, dat anert sinn allerdings keng europawäit geschützten Aarten no den Annexë vun där entspriechender Habitat-Direktiv. An nieft de Flantermais nach verschidde Vullenaarten, ënner anerem de Schwaarzmilan, wou muss gekuckt ginn, datt de Site opgewäert misst ginn, wann et dann esou wäit kënnt, datt eng Genehmegung kënnt.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Merci.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Neen, wann ech, nach just ee Saz. Op där enger Säit hu mer en europäescht Vulleschutzgebitt, mir hunn d'Reserve naturelle Réiserbann an op där anerer Säit hu mer de Betebuerger Bësch. Wann eppes do passéiert, muss ee selbstverständlech fäerdegbréngen, datt Verbindungen entsti wann een no deenen Aarte kuckt, an duerno muss ee kucken.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Merci. An dann nach de Sportsminister Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Bon, ech géif kuerz op de sportleche Volet agoe, wou ech zréckkommen op déi Réunioun, déi mer den 19. Mee 2010 an

Service de Police Judiciaire
000260

der Kommissioun haten, wou eigentlech eng ganz Rei vu Froen, déi hei gestallt ginn, scho beäntwert goufen. A wou ech awer eppes feststellen - och erëm de Mëtteg vun zwou Fraktioune kloer ausgedréckt, vun der drëtter, mengen ech, ugedeit -, datt keen den nationale Foussballstadion a Fro stellt. Dat ass eppes, wat de Sportsminister zur Kenntnis hëlt.

Et ass awer virun allem dat, wat dem Sportsminister ëmmer erëm dobausse gesot gëtt, bei alle Vertrieder vun der FLF, bei alle Foussballsfrënn, awer och bei de Vertrieder vun der UEFA, datt mer dringend en neie Foussballsstadion brauche, well en net méi de Sécherheetsnormen, awer och net méi dem Konfort entsprécht, wat an deenen eenzelne Länner de Fall ass. Dofir musse mer kucken - an de Sportsminister mécht nach eng Kéier een Appel -, datt mer sou schnell wéi méiglech en nationale Fussballsstadion kréien.

Wat d'Ausgesi vun esou engem Fussballsstadion ubelaangt, wësst Der, datt hautdësdaags keng Fussballsstadione méi „normal" gebaut ginn, just mat engem Terrain, just mat Luten, just mat Zuschauer, reng wou ee spillt. Mä hautdësdaags gëtt de Foussball ëmmer méi zu engem Event a gëtt och zu engem Familljenerreegnis. An och hautdësdaags ass et esou, datt wa mer och hei am Land mëttelgrouss Stadionen opriichten, dat och mat considéréiert gëtt, an zurecht mat considéréiert gëtt, wa mer op aner Plaze sou Stadione bauen. Dofir mengen ech, kann een net nëmme vun engem renge Foussballstadion schwätzen, mä et muss ee vun enger Eventarena schwätzen, wa mer wëllen de Foussball och an engem nationale Stadion attraktiv maachen hei am Lëtzebuerger Land.

Ech muss dann och soen, datt bei der Erstellung - Här Berger, ech hunn Iech och ausschwätze gelooss -, datt bei der Erstellung vun dësem schematesche Masterplang selbstverständlech sou wéi bei allen Infrastrukturen hei am Land, déi mer a Partnerschaft maache mat Gemengen, mat Syndikater vu Gemengen, eis Beamten aus dem Sportsministère mat hirer fachlecher Kompetenz selbstverständlech deenen, déi sou Stadionen opriichten a plangen, zur Verfügung stinn an och zur Verfügung stoungen. Ech mengen och, dat sief op dëser Plaz gesot.

An esou ass meng Hoffnung déi, datt mer no där Réunioun vum 19. Mee, wou eng ganz Rei vun Äntwerte koumen, déi hei eigentlech erëm widderholl ginn - an enger anerer Form, mengen ech -, och de Mëtteg eng ganz Rei vun Äntwerte komm sinn. An ech huele virun allem zur Kenntnis, datt hei eng Unanimitéit ass, datt mer en nationale Stadion brauchen. Ech hoffe just, datt mer och eng Kéier ee bauen, an datt, wa mer en op enger neier Plaz oder op dëser Plaz wëllen opriichten, net iergendwéi Contrainten ëmmer erëm an d'Woschuel gehäit ginn. Merci.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Merci. Voilà. Da kritt dann elo den éischten, dee sech ageschriwwen huet d'Wuert, de Camille Gira.

M. Camille *Gira (déi gréng).*- Jo, ech wollt fir d'éischt soen, dass ech verstinn, dass mer net op all déi Hällewull Froe ganz prezis Äntwerte kréien. Ech muss awer soen, dass ech als Vertrieder vun där grénger Fraktioun relativ onzefridde sinn, well ganz Voletën net behandelt gi sinn, an awer och well mer op eng Rei Froen, wou misst kënnen eng Äntwert do sinn, keng Äntwert kritt hunn. Mir kréie jo nach vläicht Geleeënheet. Ech wollt just déi eng oder aner Constatatioun maachen.

Et schéngt eis esou ze sinn: Wa mir da landesplaneresch virginn a wëllen national Infrastrukture maachen, dann ass - well dat gesäit ee jo och aus deem Tableau eraus, de Wirtschaftsminister huet dat hei preziséiert -, dann ass den Haaptkritär: Wou huet e

Service de Police Judiciaire
000261

Promoteur vill Terraine beieneen? Dat, muss ech soen, dat mécht eis Angscht als Gréng. Well domat si mer op deem Punkt, wou net méi e Landesplanungsminister, net méi eng Regierung décidéiert, wéi, wou, wat hei an deem Land geschitt, mä déi Leit, déi ganz vill Geld hunn oder ës mol haten a mat der Zäit iwwer Land esou vill wéi méiglech Hektare vun de Bauere konnten ofkafen. Dont acte.

Dann hunn ech déi eng oder aner prezis Fro, well déi elo opgeworf ginn ass: Wäerd den Innenminister, oder ass en net schonn amgaang, hätt en net scho missen déi ganz Prozedur zu Réiser annuléieren? Ech hunn déi Pièce gesinn, wou eng Schäffin aus deem Schäfferot eng Pièce ënnerschriwwen huet, déi zu der Partie intégrante vun der Prozedur gehéiert, obwuel jo anscheinend hire Mann an deem Areal Terrainen huet. Also schéngt net wouer ze sinn, wat den Här Krecké och wëllt gleewe maachen, dass just den Här Becca do Terrainen huet. Et schénge jo dann nach eng ganz Rei aner Leit do Terrainen leien ze hunn. Gëtt déi Prozedur annuléiert an ass et net eng duebel Ursaach fir d'Prozedur ze annuléieren?

Hätt d'SUP (Strategische Umweltprüfung), vun där de Minister Schank elo geschwat huet, net och scho misse Partie intégrante vum Vote am Gemengerot sinn? Da ginn ech emol dovunner aus, dass mer kënne mengen, dass den Innenminister dat do annuléiert. Da wollt ech soen, dass et eis als Gréng net nëmmen ëm dee Bréif elo geet. Elo kann een doriwwer diskutéieren, wéi eng Chamber wëllt eng Regierung kontrolléieren, wann Ofkommes mat Promoteure geheim sinn, dat ass elo eng aner Diskussioun.

Mä, eis geet et ëm de Fong vun der Saach. Mir zweifelen als alleréischt dat Konzept un, ze mengen, wat zu Köln an der Lanxess Arena eventuell fonctionnéiert, kéinte mer muer zu Lëtzebuerg maachen. Komm, mir bleiwen awer och ganz e bësse bescheiden. Ech hat gelies, dass beim leschte Match vun der Futtballnationalequipe, an e Match wou se Chancen haten ze wannen, 2.000 Leit waren. A wéivill géint Albanien ....?

Une voix.- Firwat dann?

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Neen, jo net nëmme wéinst engem Stadion. Ech mengen net ...

(Discussions)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech mengen net, dass ee «copy/paste» ka maache vu Köln, wou mer duebel souvill Leit hu wéi a ganz Lëtzebuerg, dass een dat kann iwwerdroen. Dat ass déi éischt Geschicht. Sou dass mir weider der Meenung sinn, de Stat soll kucken, iergendwou en Terrain vun zwee, dräi Hektar ze fannen, do e Futtballstadion selwer drop ze bauen op seng eege Käschten, an ze kucken, dass do d'Nationaléquipe an aner Leit kënnen uerdentlech Fussball spillen. Dat zu deem Volet.

Da fannen ech et awer e komeschen Deal, deen mat de Promoteure gemaach ginn ass. Wa meng Informatiounen elo richteg sinn, sollten zu Wickreng, mengen ech, 23.000 m^2 Surface commerciale gebaut ginn. Wann meng Informatioune weider richteg sinn, gi jo elo awer och no deem Deal hei, 15.000 m^2 Surface commerciale gebaut, a mir kréien op där anerer Säit 37.000 m^2 plus nach 40.000 m^2 fir Outletten. Dat heescht, op där enger Säit waren 23.000 m^2, op där anerer Säit kommen der elo 80.000. Do muss ech Iech ganz éierlech soen, do hätt ech als Promoteur och jo gesot, ob de Bréif elo geheim gewiescht wier oder net. Dat fannen ech awer e relativ interessanten Deal, muss ech soen, deen do gemaach ginn ass. An da kommen ech awer zréck op déi Jurisprudenzen, déi et gëtt aus den 90er Joeren.

Service de Police Judiciaire
000262

Nach eng Kéier mengen ech, dass um Terrain, wat dee Site ubelaangt, näischt geännert huet. Do sinn nach ëmmer déiselwecht Planzen, et sinn och nach ëmmer déiselwecht Vullen- an Insektenaarten do, an ech mengen, den Här Bodry huet sech beruff net op d'Naturschutzgesetz vu Lëtzebuerg, mä deemools, fir de Refus ze maachen, 1991, op déi europäesch Vulleschutzdirektiv 409/79, déi gëtt et haut nach. An d'Annexe 1, op déi e sech berifft, vun deenen Zorte vun Déiere gëtt et och nach. A menges Wëssens huet do näischt Wesentleches geännert.

An ech krut keng Äntwert op meng Fro, wéi dann d'Regierung d'Situatioun aschätzt, wann dat do viru Geriicht geet - an do sidd Der jo sécher, datt dat do viru Geriicht geet -, wéi grouss datt do d'Chancë stinn, datt Der net ähnlech verléiert wéi zu Wickreng, well einfach déi Argumenter déi an de 90er Jore geholl gi sinn fir eng Extensioun vun där Zone ze maachen, datt déi nach ëmmer richteg sinn. Elo sinn ech awer net ganz zefridden op déi Äntwerte mat dem Avis vun der Commission d'aménagement. Wann een deen aktuellen Avis awer am Détail liest, da spiert een, datt déi Leit ferme hu misse réngen, fir dat ze schreiwen, wat se geschriwwen hunn a vläicht léiwer gesot hätten, dee Projet wär wierklech net landesplaneresche Kritäre gerecht.

Ass et richteg, datt et eng éischt Versioun ginn ass a stëmmt et, datt do Drock ausgeübt ginn ass, datt deen Avis elo esou ausgesäit wéi en ausgesäit?

An dee leschte Punkt deen eis virun allem och an där ganzer Saach stéiert, a wou een net ka soen: Sou, elo schafe mir hei 1.200 Aarbechtsplazen. Mi si fest iwwerzegt, datt den Ordre de grandeur - an et muss ee sech jo ëmmer erëm virun Aaen halen, datt déi gesamt Fläch Belle Etoile a Concorde beieneen ass, et ass jo net, wéi wa mer hei e mëttlere Supermarché géifen opriichten, oder just en Outletzenter -, dass deen eng gewalteg negativ Repercussioun souguer bis op d'Geschäftsleit vun der Stad Lëtzebuerg huet.

A wann der wëllt wësse, wat geschitt, wann ee mengt, et kéint een de Botter an d'Geld vum Botter hunn, da gitt an eng Stad, déi ech relativ gutt kennen - dat ass Arel -, déi haten eigentlech e wonnerbare Geschäftszentrum an der Mëtt. Déi hu gemengt, si misste baussen hin ähnlech Infrastrukturen hisetze wéi dat hei. Gitt dat haut kucken, déi Stad ass amgaangen auszestierwen, an eis grouss Angscht ass, dass dat och an der Stad geschitt. Oder, dass dat zu Esch geschitt. A wann ee weess, dass d'Geschäftsleit um Belval haut scho Krämpes hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, da menge mir, dass dat hei souguer negativ Konsequenzen huet.

An ech soll Iech am Numm och hei vum Fränz Bausch - mä ech mengen, dat ass eng Etude, déi d'Stad Lëtzebuerg gemaach huet -, eng Etude och iwwerreechen, déi onofhängeg vu Léiweng ganz kloer seet wéi eng Gefor fir de Bannenhandel entsteet. An dat ass vläicht bei där ganzer Geschicht, nieft deene landesplanereschen an naturschützereschen Iwwerleeungen, eis grouss Angscht als Gréng: Dass mer genau de Géigendeel maache vun deem, wat mer ëmmer priedegen: Wunnen, Schaffen an Akafe beienee bréngen, nämlech e rise Konsumtempel op d'gréng Wiss setzen an domat all eis Stied, wou och d'Gemenge ganz vill Geld investéiert hunn fir déi liewenswäert ze maachen, futti maachen!

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Merci. Ech géif elo just een Abléck soen, dass ech nach fënnef Wuertmeldungen hunn, an dass mer vläicht déi verschidde Froe solle beienee beäntweren. Mä, elo huet de Camille Gira fënnef Froe gestallt. Ech hoffe jo, dass d'Ministere

Service de Police Judiciaire
000263

sech se opgeschriwwen hunn, dass mer prezis dorobber kënnen äntweren. Mä de Statsminister huet natierlech d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Ech sinn e bëssen enk an der Zäit. Mä ech bleiwe soulaang, wéi et geet. Ech sinn heihinner komm, fir Rechenschaft ofzeleeën a Froen ze beäntweren, déi dee Bréif betreffen. Dir stellt Iech jo net eeschthaft vir, dass déi aner Froen, déi mech och interesséieren, mat där Minutie a mat deem Soin vu mir am Sekundentakt behandelt ginn, dass ech déi Froen, déi och de Camille Gira gestallt huet, alleguer hätt kënne beäntweren. D'Kolleege kënnen dat maachen.

Ech wëll dofir just soen, dass ech déi Expressioun "Geheimofkommes" tëschent der Regierung an de Promoteuren net nach eng Kéier onkommentéiert hei stoe loossen. Et ass kee Geheimofkommes mat de Promoteuren. Et huet ee Gespréich stattfonnt a Presenz vum Statsminister mat engem Promoteur, fir de Problem zu Wickreng ze klären. Ech hu keng Gespréicher mam Här Becca, ergo och net mat Promoteuren am Pluriel kënne féieren. Ech hu just ee konfidentielle Bréif geschriwwen. An ech hunn Iech déi wirtschaftlech Grënn duergeluecht, firwat dass ech d'accord war, deem Bréif de Charakter vun der Konfidentialitéit ze ginn.

Ech hätt gären, dass dat, wat een als Erklärung gëtt, och sproochlech bei der Formuléierung vun där nächster Fro gebührend gewürdegt gëtt.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Voilà. Ech géif soen, huele mer vläicht nach een oder zwee Intervenanten, an da komme mer dorobber.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Mä ech hätt awer nach eng Rei Froen, Här President. Ganz konkret un den Innenminister, oder ...

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Jo, ech ...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ... d'Prozedur.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Bon, also dann.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Comemrce extérieur.*- Här President, ech kann eenzel Saachen direkt beäntwere, wann Dir wëllt. Also, ech fannen et eng Frechheet, fir ze soen, dass hei lauter Terrainen ausgesicht gi wieren, wou Leit am Fong geholl Spekulatioune wëlle maachen. Ech hunn dräi Saache gesot, an do hunn ech Zeien dofir. Ech hu gesot, ech hätt gär e Gemengenterrain, oder e muss dem Stat gehéieren, oder Privatleit. Dann, wann et Privatleit sinn - an ech gi jo net dovunner aus, dass all déi Siten, déi ech elo genannt hunn, wou Privatleit do sinn, dass dat Spekulante sinn -, dann deet et mer leed, sou kann een dat net gesinn.

Ech hunn Terraine gefrot vun der Stad Lëtzebuerg, déi hir gehéieren. Oder vun enger anerer Gemeng. Terraine vum Stat. Ech hunn den Här Reuter an den Här Gillen- deen een zoustänneg fir de Fonds de Kirchberg, deen aneren zoustänneg iwwerhaapt fir d'Besëtzverhältnisser vum Stat - gefrot: Wou hu mir Terrainen an deene Beräicher, wou d'Landesplanung mir dat gemaach huet. Dat eenzegt, wat ech mat Sécherheet weess - ech

Service de Police Judiciaire
000264

weess bei Haebicht net méi, wéi d'Verhältnisser sinn -, mä de Midfield gehéiert eis. Et ass dat eenzegt, wou ech weess. An déi aner net.

Dat zweet ass, et ass net richteg ze soen, déi 15.000 m^2 , déi een elo zu Wickreng kënne stutzeg maachen, déi wieren dem Här Rollinger zouzeschreiwen. Deen huet der 8.000 zougeschriwwe krut. An dat anert si bestehend Geschäfter, déi do sinn, wou scho bestehend Autorisatioune waren, déi am PAG scho waren, an déi scho souwisou hätte kënnen ausgebaut ginn. Majo, dat ass Asport, dat ass Steinhäuser, an esou weider. Mä, dat huet scho virdru bestanen, déi Autorisatioune hu scho virdru bestanen, déi sinn am PAG schonn dra gewiescht. Déi hätten dat och kënnen direkt maachen. Déi sinn hei mat opgezielt, mä dat sinn net dem Här Rollinger seng.

Dat lescht, déi Flächen, iwwer déi dann elo geschwat gëtt - haalt dach elo mol op vu 40.000, et ass ni rieds gaange vu 40.000 m^2 Outlet. Dat ass falsch. 25.000, 25.000 m^2 Factory Outlet. Ech soen et nach eng Kéier: Magasins de sports, ongeféier 8- 9.000 m^2, Jardinerie 7.000, Meubles, Art de la table, Dekoratioun, där hu mer der jo och keng honnert hei am Land, do waren 11.000 virgesi fir déi zwee zesummen. De Supermarché 3.700. An da war, dat wat vu Wickreng eriwwerkënnt, wou 11.000 ee Moment gesot gi war, vu dass dat d'Halschecht vun 22.000 ass. Mir hu gesot :dir behaalt der 8.000 op där enger Säit, mir huelen der 11.000 eriwwer. Dat sinn déi richteg Zuelen. An ech soen Iech, haalt endlech op ze soen, dat wieren der 40.000. Well dobäi kommen da Fitness, Restauranten an esou weider. Et ass jo evident, dass dat muss dobäikommen. Wann Dir dat elo esou dobäi rechent, jo dann, souguer Säll, déi déi kommerziell genotzt gi, wéi Squashsäll, wéi dat, wat de Statsminister ëmmer sou gär huet, Beachvolleyball oder Futtball am Sall, dat gëtt herno kommerziell ausgenotzt. Et ass awer keng Konkurrenz fir iergendeen. Dat kann een da soen, an déi Meter carré mussen da mat bäigerechent ginn. Mä dat ass d'Realitéit.

E leschte Punkt: Och vu Säite vu Léiweng sinn Etudë gemaach ginn, Études de marché. Ech weess net firwat, dass déi net publik gemaach ginn. Déi gi publik gemaach an deem Moment, huelen ech un, wou den Dossier déposéiert gëtt - well et ass keen Dossier déposéiert -, mä ech hunn awer scho Kenntnis krut, do wäert Der och nach staunen. Well do ass déi staatlech Etude näischt méi wäert duerno.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dir kennt awer d'Resultater scho vun enger Etude, déi nach net publizéiert ass?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Comemrce extérieur.*- Jo, ech kenne vill Saachen, déi nach net publizéiert sinn, Här Gira, soss sinn ech net an der Regierung. Ech kann awer zu all Dag um sechs Auer oder, vu dass ech ganz spéit heem ginn - et misst um 10 Auer sinn -, eng Pressekonferenz maachen, an erklären, wat ech dee ganzen Dag gemaach hunn.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Sou, elo ...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Ech géif gären iwwer Är Persoun dem Här Gira nach eng Kéier soen, dass an deem Bréif, als deem säi Co-signataire ech hei optrieden, net iwwer Metercarréeë fir dësen oder fir dee geschwat gëtt. Dat ass eng Fro, déi mech näischt ugaangen ass an deem Zesummenhang hei. An dofir sinn och keng Flächenelementer dran. Zum Beachball wëll ech just soen, dass ech de Beachball net aus deem Grond gär hu wéi déi, déi komplizenhaft sech hei en Aen zougedréckt hunn, mä den

Service de Police Judiciaire
000265

Här Krecké seet, ech hätt dee Projet sou gär, well ech géint dee Projet war, deen hien awer an der Regierung géint mäin ausdréckleche Wëllen duerchgesat huet, sou wéi dat mer ëmmer méi dacks geet.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Den Här Halsdorf wollt zu enger Fro vum Här Gira Stellung huelen.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Jo, ech wollt zur Fro kommen, déi opgeworf ginn ass iwwert d'Approbation oder iwwert de Vote provisoire. Dir kënnt sécher sinn, Här Gira, ech huelen do meng Responsabilitéit, wat dësweideren oppe beweist, dass och, wann et esou ee Bréif gëtt, dass mir all eis Responsabilitéit huelen. An dofir hunn ech eppes gemaach, wat u sech net d'Regel ass. Well d'Regel bei eis wëll - dat si jo Prozedure -, dass den Innenminister d'Tutelle oder de Contrôle légal mécht beim Vote définitif. Beim Vote ass dat d'Regel. Beim Vote provisoire ass awer elo hei – dat hunn ech iwwer d'Press matkritt an och soss -, dass do Problemer wären. Dofir hunn ech de Justizkommissär domat beoptraagt, e soll op d'Plaz goen, e soll all déi Dokumenter, dee ganzen Dossier ficelléiere mat allen Elementer, d'Kadasterpläng, d'Hypothekenamt uschreiwen an esou weider, dass ee kann en connaissance de cause eng Décisioun huelen. A wann ech eng Décisioun huelen -, Dir hutt nämlech gefrot, firwat huet den Innenminister elo net annuléiert? - den Innenminister wäerd och net annuléieren, et ass de Grand-Duc deen annuléiert. Fir de Rescht d'Regierung an de Grand-Duc ...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Merci, Här Innenminister, dat ass nei fir eis.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Elo kënnt den Här André Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Merci Här President. Meng Bedenken, muss ech éierlech soen, iwwert d'Relatiounen tëschent dem Stat a senge Vertrieder op där enger Säit an dem Privatsecteur op där Säit sinn net zerstreet. An ech wëll dem Här Juncker vläicht dat hei soen: Et ass eng Saach, enger Persoun ze ënnerstellen, si géif mat iergendengem ënnert enger Decke stiechen, respektiv si hätt materiell Intérêten. Dat ass eng Saach.

Eng aner Saach ass, sech Froen ze stellen oder sech Suergen ze maachen iwwer Intransparenz, Onkloerheet vun de Verbindungen tëschent de Vertrieder vum Stat, an där Funktioun wou se sinn, op där enger Säit, a Vertrieder vu privaten Intérêten op där anerer Säit.

Mir kruten, an doduerch sinn och meng Bedenken net zerstreet, mir krute keng Äntwert op d'Fro, - ech stellen déi mol einfach sou nach eng Kéier an de Raum -, vun der Implikatioun vun der Spuerkeess. Do stelle sech Froen, och net fir mech persounebezunn, sondern funktiounsméisseg bezunn: Wéi eng Roll huet d'Spuerkeess do gespillt? Wann dat, wat Der am nächste Forum kënnt noliesen, wann dat nëmmen zum Deel stëmmt, dann ass dat eng hefteg Accusatioun par rapport zu der Spuerkeess, par rapport zu der Regierung.

Et muss ee sech jo d'Fro stellen - ech weess net, ob Dir mer se kënnt beäntweren: Firwat keeft den Här Becca massiv Agrarland op? Dee wollt jo net e rise Baurebetrib do opmaachen, je suppose! Ech huelen un, dass deen iergendwelch aner Vuen hat. Wou kommen déi Vuen hier? A wéi sinn dann do d'Implikatioune mat deem wat dann duerno geschitt. Ech sinn net mat dem Postulat d'accord, de Stadion misst verbonne gi mat engem Konsumtempel oder ëmgedréint, et misst een e Konsumtempel fir d'éischt opriichten, an da kréich een nach

Service de Police Judiciaire
000266

doniewent e klenge Stadion, well et kéint een dee bal sou interpretéieren. Ech sinn net domadder averstanen. An ech froe mech och, wéi esou eng Konzeptioun mat eise Prinzipie vun der nohalteger Entwécklung iwwerhaapt vereinbar ass, iwwerall riseg Surfaces commerciales opzebauen, a gläichzäiteg gi mer dann de Leit priedegen, si sollen e bësse méi mässeg konsuméieren, an esou weider an esou fort, well dat net vereinbar wär mat der nohalteger Entwécklung, mam Klimaschutz, an esou weider an esou fort. Dofir deelen ech dat Postulat also net. An ech hannerfroen, ob dat Postulat net beaflosst ass, grad vu Partikularinteressen.

An dofir stellen ech mer eben déi Fro, oder maache mer déi Suergen, wéiwäit dass an deene Relatiounen do wierklech den allgemengen Intérêt dominéiert, a wéiwäit dass do eenzel partikular Interesse ganz kloer en Afloss och op d'Entscheedungen hunn.

Zum Bréif, also net nach eng Kéier déi ganz Geschicht vun der Konfidentialitéit, mä d'Fro vun de Prozeduren. Eppes ass mer opgefall am Bréif, a mir schéngt dat awer net onwichteg ze sinn. Bei deem reduzéierte Projet Wickreng steet am Bréif eng Reserve. Nämlech, do misst awer geuecht ginn op d'Contrainte d'aménagement durable du site. Dat steet am Abschnitt zu Wickreng. Am Abschnitt zu Léiweng steet keng Reserve, guer keng. Obwuel dee vill méi grouss dimensionéiert ass, stellt ee sech jo d'Fro, do hätt jo opmannst misste stoen: „Sous réserve de, sous réserve de la compatibilité" an esou weider a „sous réserve du respect des procédures".

An do kënnt jo den Androck entstoen - ech soen net, ech géif mengen, dee géif stëmmen -, do kënnt jo awer den Androck entstoen, wann de Bréif esou formuléiert ass, et kéimen zwar herno Prozedure, wéi den Här Wiseler gesot huet. Natierlech gleewen ech Iech, Dir haalt d'Prozeduren an. Et kënnt awer esou den Androck entstoen, mir ginn eng Zouso, an opgrond vun där Zouso si mir herno bal genéidegt, och en Afloss op d'Prozedure respektiv op d'Resultat vun de Prozeduren ze hunn. An dat ass bedenklech. Bedenklech, an dofir mengen ech, dass een an esou engem Fall sech vill méi kloer muss ausdrécken, dass eng Regierung e Projet ënnerstëtzt - ech mengen dogéint huet heibannen iwwerhaapt keen eppes -, mä dass awer d'Regierung keng Zouso mécht, ouni drop hinzeweisen, dass déi Zouso nëmme gëllt "sous réserve de", an dann d'Prozeduren am Parlament, an esou weider an esou fort.

Dem Camille Gira seng Fro - do sinn ech gespaant, wéi d'Äntwert herno ausgesäit -, wat déi Décisiounen ubetrëfft aus den 90er Joren, wou jo dann dräimol eigentlech gesot ginn ass: Dee Site ass net kompatibel. Elo wär en dann op eemol kompatibel mat de landesplaneresche Prinzipien. Ech liesen deen Avis vun der Commission d'aménagement d'selwecht wéi den Här Gira. Ech liesen deen esou: Eigentlech hätte mer wëllen nee soen, mä vu dass mer dat net sou richteg kënnen, maache mer elo e puer Konditiounen, setze mer awer d'Konditiounen, fir dass dat net allzevill schlëmm gëtt. Sou liesen ech deen Avis vun der Commission d'aménagement.

An ech waarden och op d'Äntwert op d'Fro, wéi deen éischten Avis dann do war, an opgrond vu wéi enger Interventioun, oder aus wéi enge Grënn, dass deen da geännert ginn ass. An deem sinn eng Rei vu Saachen, déi mat der Landesplanung ze dinn hunn, schonn opgeworf ginn. Wëll ech also net nach eng Kéier widderhuelen. Mä, och an där Commission d'aménagement, an deem Avis vun der Commission d'aménagement steet awer fir mech eppes ganz Wichteges, wat net direkt eppes oder indirekt nëmme mat Naturschutzfroen ze dinn huet, sondern mat der Entwécklungsplanung iwwerhaapt vum Lëtzebuerger Urbanismus.

Service de Police Judiciaire
000267

An do steet dann nach eng Kéier dra, wat zënter Jorzéngten ëmmer erëm an der Landesplanung gesot gëtt: Mir musse virun allem d'Zentren, déi elo bestinn virun allem entwéckelen, an net nei Zentren op der grénger Wiss entwéckelen. Ëmmer erëm ass dat gesot ginn, an dat seet och, wéi gesot, hei d'Commission d'aménagement an deem Avis, an dat schéngt hei dann awer keng Roll méi ze spillen.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Merci dozou.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Jo, just awer eng Remark zum Schluss. Et kann awer och net sinn, an dat huet mech awer e bëssen entsat, et kann awer net sinn, mir schwätze mam Här Becca, mir soen zum Här Becca : Mir géifen Iech Terrainen ofkafen, fir e Stadion drop ze bauen. An da seet den Här Becca : Neen. An da soe mir : Ok, da baue mir de Stadion nëmmen ënnert deene Bedingungen, déi s Du gären häss. An dat kann net sinn!

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Sou.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Här President, ech fannen déi Fro berechtegt, ech fannen all Fro berechtegt, déi den Här Hoffmann gestallt huet, mä ech fannen déi Fro berechtegt, fir ze soen, firwat ass an där Partie Wickreng /Rollinger een aneren Text am Bréif ze fanne wéi an där Partie Léiweng/Becca? D'Explikatioun dofir ass, dass mer jo mam Här Rollinger am Konflikt waren, iwwer d'Aart a Weis wéi e säin Zenter zu Wickreng wollt bauen an de Landesplanungsminister der Meenung war, dass dat mat där Etendue a mat där Configuratioun, déi geplangt war, net géif goen. Dofir soe mer zum Här Rollinger - mat deem hunn ech jo geschwat, dofir ass deen och besser bedéngt ginn hei, a méi detailléiert bedéngt ginn am Bréif, wéi mat deem, wou ech net geschwat hunn -, dass awer selbstverständlech déi Zouso, dass en zu Wickreng selwer eppes ka maachen, natierlech muss en all deene Rappelen, déi do gemaach ginn, Rechnung droen, well mer jo an enger aktiver Ausenanersetzung mat him iwwer grad déi dote Froe waren, aktiv Ausenanersetzung, déi jo zu deene Konflikter, déi mer mat ëm haten an déi mer probéiert hunn ze léisen, gefouert hunn. Dass dat mam Här Becca net rappeléiert ginn ass, ass eng Evidenz. An ënnerstellt net, dass deen, deen dee Bréif geschriwwen huet, mengt, den Här Rollinger, dee misst sech un d'Prozeduren halen, an den Här Becca net. Sou wäit kënne mer eis jo wahrscheinlech hei net erofloossen, ansonsten et bedauerlech wier.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, falls nach keen et gemaach huet, dass mer nom Regierungsrot vum 8. Juli 2011 nach eng Kéier rappeléiert hunn, dass all legal a reglementaresch Dispositiounen zu Wickreng an zu Léiweng mussen agehale ginn. Et kann iwwerhaapt keng Onkloerheet driwwer bestoen, dass et evident ass, dass d'Regierung drop drängt. Si huet jo iwwerhaapt keen anere Choix, vu dass hei all Gesetzer an all Reglementer scrupuleusement agehale ginn. Dir kënnt net der Regierung ënnerstellen, si hätt hei deene Promoteuren oder engem vun deenen zwee Promoteure d'Versprieche gemaach, dass egal wat géif geschéien, kéint dee Stadion an dee Centre commercial, a wéi ëmmer dat och heescht, gebaut ginn. Dat ass net de Fall. An ech akzeptéieren och net, wann ënnert dëser oder där Form ëmmer erëm suggéréiert gëtt, d'Regierung hätt sech d'Hänn gebonnen a misst egal wat geschitt „jo" soen zu deem, wat do geplangt wär. Dat ass net de Fall. An een „neen" vun der Regierung oder vun aneren Instanzen entrainéiert kengerlee Fuerderunge finanzieller Natur un d'Regierungsadress oder un d'Landesadress.

Déi éischt Fro vum Här Hoffmann, d'Relatiounen tëschent héije Beamten a Privatwirtschaft (privaten Intérêten) ass eng Fro, déi ech ganz eescht huelen; fir dat ganz kloer ze soen. Et ass

Service de Police Judiciaire
000268

awer net ze verhënneren, datt wann ee plangt, wann ee projetéiert, datt ee muss Leit vun der öffentlecher Hand a Leit vun der privater Hand zesummebréngen. Dat weess jiddfereen, och deen um Gemengeplang, dat war mä Fall nach ni, dee mat däeraartege Projeten ze dinn huet. Datt ee gutt oppasse muss ass fir mech ganz evident.

Ech hu mech schonn eng Kéier mat deem Thema beschäftegt, onofhängeg vun deem wat an dësem Zesummenhang gesot gëtt, wéi een e Code de déontologie kéint formuléieren. Déi Virlagen, déi ech mer do ugekuckt hunn, déi sinn net ganz zielführend, muss ech soen. Mä, ech si gäre bereet, mat wiem och ëmmer a rouegem Gespréich déi Froen ze klären. Et ass keng Fro, déi mech géif aktuell ëmdreiwen. Et ass awer eng Fro, déi mech am héchste Mooss interesséiert.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Merci. Elo kënnt den Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Bon, effektiv kann ech och dat soen, wat de Camille Gira scho gesot huet, datt mer eng ganz Rei Froe gestallt hunn - 47, 48 Stéck -, datt mer ganz wéineg Äntwerte kruten. Awer elo opgrond vun deenen Erklärungen, déi mer virdrun hei haten, si mer nach e puer nei Froen agefall, respektiv hunn déi mech provozéiert.

Eng Fro, déi mech interesséiert, dat ass déi mat de Plan-sectorielen. Do si jo Avant-projeten. Als Deputéierten hunn ech déi eng oder aner Kéier gefrot, ob mer dann och d'Kaarte kéinte kréie vun deene Plan-sectorielen. Da gëtt mer ëmmer geäntwert: „Neen, déi si confidentiel, fir datt net d'Spekulatioun ufänkt."

Dat heescht, déi Kaarte si gezeechent. Meng Fro: Wat fir eng Regierungsmembere kennen déi Kaarten? Wat fir eng héijer Beamten zum Beispill kenne jo awer déi Kaarten, déi scho gezeechent sinn? Zum Beispill héijer Beamten, wéi den Här Diederich aus dem Innenministère.

A kéint een och vläicht dervunner ausgoen, datt dann, wann et dann déi Kaarte ginn - et si verschidde Leit, déi déi Kaarte kennen, déi anerer net solle kennen -, a Geheimaccorden och iwwer esou Kaarten mat Promoteuren awer schonn diskutéiert géif ginn. Oder fir et méi kuerz ze maachen: Ginn et awer dann och iwwert dee Wee Promoteuren, verschidde Promoteure wéinstens, déi déi Kaarte kennen?

Zweet Fro, dat ass déi Geschicht, wou vun der Ceinture verte interurbaine Rieds geet 2004 - ech war nach selwer do an deenen Aarbechte mat beschäftegt. Et ass am IVL deemools, deen also déi grouss Landesplanung hei soll zu Lëtzebuerg guidéieren, festgehale ginn, datt d'Réiser Gemeng, respektiv déi Arealer, eng Ceinture verte interurbaine solle bleiwen. Dat heescht, datt do keng gréisser Infrastrukture méi solle kommen. D'Grondiddi war déi, datt net vun der Capitale, vun der Stad Lëtzebuerg bis an de Süde géif alles lues a lues urbaniséiert ginn, mä datt do eng gréng Pufferzon soll bleiwen.

2008 war jo en Avis vun der Commission d'Aménagement, dee gesot huet, bei méi engem klenge Projet, deen also schonn um Dësch louch an den 90er Joren, dat géif net goen. En huet sech wahrscheinlech och op den IVL référéiert. Komescherweis 2009, oder virdrun, huet den Innenminister gesot, bei engem klenge Projet géif et net goen, mä bei engem grousse Projet, do géif et awer goen. Ass do en neien Avis gemaach ginn? Sinn nei Etudë gemaach ginn, fir datt et op eemol dann awer kéint goen, a firwat dann och eigentlech déi Grondiddi aus dem IVL vun 2004 sech net méi erëmfënnt. An elo si Kaarte gemoolt ginn: Espaces d'action

Service de Police Judiciaire
000269

paysages urbains, wou dann op eemol déi Terrainen, déi 2004 nach als Pufferzone agezeechent waren, op eemol aneschters agezeechent wären. Opgrond vu wat fir engem Cas?

Eng aner Fro, déi ech och gestallt hunn, dat ass: Virdrun huet de Wirtschaftsminister vu potenziellen 1.200 Aarbechtsplaze geschwat. Ech hat eng Kéier an enger Kommissiounssitzung d'Mëttelstandsministesch, d'Madame Hetto, gefrot, weivill Aarbeschtsplazen dann do kéinte kréiert ginn. Si huet du gesot, et wieren nach keng Etüde gemaach, si kéint net op déi Fro äntwerten. Si wéisst guer net, wéivill Aarbechtsplaze do kéinte kréiert ginn.

Ass mëttlerweil do eng Etude gemaach ginn? Respektiv kéint ech och d'Fro stellen: Wéivill Aarbechtsplaze ginn op anere Siten dann hei zu Lëtzeberug doduerch verluer?

Déi grondleeënd Fro ass jo och hei, déi ee sech stellt: Ëm wat geet et hei? Geet et hei ëm e Stadion? Mir kruten zwar virdrun en long et en large erkläert, datt dat eigentlech à l'origine war, fir do eng Recherche ze maachen, mä et geet jo awer elo am Endeffekt ganz wéingeg nach Rieds, wéi herno awer d'Démarchë waren, déi sech jo em de Stadion gedréint hunn.

Virdrun huet den Nohaltegkeetsminister geschwat, datt se bei hire Recherchen - an ech hu mer et hei notéiert - Outlet-compatibel gesicht hunn. Si hunn also net Stadion-compatibel, mä Outlet-compatibel gesicht. Si hu gekuckt, wou Autobunne sinn, wou Sortien, an esou weider, sinn.

Ass iergendeng Kéier an iergendengem Moment och gekuckt ginn, wat fir en Impakt dat op d'Bevölkerung zum Beispill kann hunn, wou och Leit wunnen, wéi zum Beispill zu Léiweng, zu Bierchem, zu Béiweng? Ass dat an iergendenger Etude och considéréiert ginn? Oder si just d'Autobunnen an d'Autobunnssortië considéréiert ginn?

Virdrun hunn ech elo grad héieren, datt de Sportsminister gesot huet, do kéint ee sech och aner, wann dann also niewent deem risegen Outlet och nach e klenge Stadion géif gebaut ginn... Ech mengen, dee gëtt net gebaut; dat soen ech Iech haut schonn. Wa mir do an d'Responsabilitéit kommen, da kënnt do ni eppes dohinner. Mä wann et géing dohinner kommen, Dir kënnt jo dreemen, wat fir eng Eventer sinn dann do geplangt? Soll do all Owes e Concert stattfannen oder soss iergendeppes? Dat heescht, datt et all Owes do Aktivitéite gëtt.

Eng lescht Fro, dat ass déi, vläicht un den delegéierten Nohaltegkeetsminister, well hien do vläicht méi dran ass, mat de SUPen. Et ass awer och am Kontext mat där Geschicht vun der Annuléierung vun der Gemengerotssitzung vum 21. September zu Réiser. Op där enger Säit hu mer deen Aspekt dovunner, datt eng Schäffin schonn un der Prozedur mat ofgestëmmt huet, wou se net hätt dierfen. Mä et ass jo eng SUP, déi virläit. An där SUP steet awer, datt nach weider Ëmweltberichter misste gemaach ginn.

Ass also d'SUP schonn definitiv gewiescht, respektiv ware se all publizéiert? Well am Gesetz vun 2008 steet awer, datt se missten dem Public zougänglech gemaach ginn. Dat war hei net de Fall, souwäit ech informéiert sinn. Dat heescht, eleng schonn opgrond vun där Dispositioun vun 2008 wier also och déi Gemengerotssitzung net valabel.

Service de Police Judiciaire
000270

Et ginn och mëttlerweil scho Jurisprudenzen. En Uerteel vum 30. Juni 2011 dëst Joer seet nämlech ganz kloer, datt alles da misst publik gemaach gi sinn. Dat war net de Fall. Also de facto misst och schonn déi Gemengerotssitzung dann aus där Ursaach annuléiert ginn.

Dat sinn elo nëmmen e puer Froen, déi mer hei an der Diskussioun weider agefall sinn. De Claude Meisch wäert herno och nach eng Kéier d'Wuert huelen. Hie wäert dann och nach déi eng oder aner zousätzlech Remarquen derzou maachen.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Wëllt dozou...? Jo. D'Regierung.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Här President, ech muss leider wierklech goen. Ech entschëllege mer och dofir, mä dat hei war jo net virgesinn. Et huet awer zurecht stattfonnt.

Alleguer déi Froen, déi d'Spuerkeess betreffen, déi kann ech net hei beäntwerten, éischtens, well ech d'Äntwert net weess, zweetens, well ech gemengt hat ze verstoen, de Finanzminister géif an eng Kommissioun kommen - ech weess net wat fir eng -, fir doriwwer ze schwätzen, oder d'Commission de l'Exécution budgétaire. Ech weess et net. Jiddwerfalls ass dat mam Finanzminister ze schwätzen. Deen ass zoustänneg fir d'Spuerkeess. An en ass net hei. Et sinn déi Froen, déi ech gemengt hunn als déi mussen ze bezeechnen, déi ech net kann direkt beäntwerten.

Ech wollt just froen, ob et am Zesummenhang mat deem Bréif, dee jo Anlass ginn huet zu dëser Aussprooch, nach Froen u mech gëtt, vun deene gemengt gëtt, se wieren net adequat oder net komplett beäntwert ginn. Déi géif ech nach gären da beäntwerten.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Voilà. Den Här Meisch, deen hat sech opschreiwe gelooss. Da géif ech deem d'Wuert nach dozou ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech stellen direkt déi Fro. Ech wollt duerno awer nach e puer allgemeng Remarquen...

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Jo, jo, sécher.

M. Claude Meisch *(DP).*- ...maachen zur Debatt an zu deene Froen, déi nach opstinn.

Fir mech ass nach ëmmer net kloer - wann Dir gesot hutt, mir hu keen Engagement, datt mer en Terrain ginn, also gratis zur Verfügung stellen; mir hunn en Engagement, datt am Fall, wou Léiweng näischt gëtt, mer dem Promoteur Rollinger en Terrain hëllefe sichen -, firwat de Promoteur Rollinger bereet war, op awer esou vill dausend Quadratmeter Fläch op sengem séchere Projet zu Wickreng ze verzichten, fir op eppes aneschters ze goen, wat awer nach ganz onsécher ass, a wou eng ganz Rei vun Hürden ze huele sinn.

Et ass virdru gesot ginn, et wieren 11.000 m^2, sollt de Promoteur Rollinger an deem Projet Léiweng partizipéieren. Fir en Terrain ze fannen, deen 11.000 m^2 Geschäftsfläch herno soll realiséieren, déi kaschte jo och eppes. An ech ka mer net virstellen, datt de Promoteur Rollinger bereet ass, deen aus der eegener Täsch dann ze bezuelen. Firwat war hie bereet, op säi grousse Projet vun 22.000 m^2 zu Wickreng ze verzichten, fir op eppes Onsécheres sech anzeloossen?

Service de Police Judiciaire
000271

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Ech hunn, wéi gesot, nëmme mat dem Här Rollinger geschwat an net mät deem änere Promoteur, deen hei involvéiert ass. Dir sot, dee Projet zu Wickreng, dee wier sécher gewiescht. Ech hunn Iech drop opmierksam gemaach, dass mer ee ganz eeschte Rechts- a Sachsträit mat dem Promoteur zu Wickreng haten, an dass mer deen och ausgefochten hätten, wat dat verlängert hätt. Dat war net sécher, mä et war awer och net sécher, dass d'Regierung sech géif duerchsetze mat hirem Refus fir dee Projet definitiv ze autoriséieren. Duerfir mengen ech, dass den Här Rollinger décemment konnt dovunner ausgoen, dass dee Projet net sécher wier.

Wat fir Arrangementer d'Promoteuren dann ënnertenee fonnt hunn, wou deen een deem aneren huet misse schmackhaft maachen a Verhandlungen, wéisou et gutt wier, wann déi zwee Projeten zesumme gemaach ginn, entzitt sech menger Kenntnis, well ech hunn, wéi gesot, u kenge Gespréicher mat deenen zwee Promoteuren deelgeholl.

Mä Dir sot zu Recht, dass de Projet Léiweng en onséchere wier. Dat ass wichteg, dass Der dat och esou gesitt, well aus där Beschreiwung geet jo kloer an däitlech ervir, dass kee kann dovunner ausgoen, dass, egal wat geschitt, d'Regierung géif deem Projet d'Zoustëmmung ginn, ansonsten een en net als onsécher kënnt beschreiwen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hu jo awer och nach Geriichter hei am Land.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Gelift?

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hunn och nach Geriichter am Land.

Une voix.- An an Europa!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Ma, ech sinn och ganz frou, dass mer Geriichter hunn. Et wier schlëmm, jee nodeem wien an der Regierung wier, dass d'Regierung eleng eppes ze soen hätt. An esou wéi ech alleguerten déi kennen, déi bis elo an der Regierung waren, inklusiv mech selwer, sinn ech och frou, dass et Geriichter gëtt.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Sou, elo huet... Ass dat?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.*- Ech ginn dem Claude Meisch recht, dass hien zu Recht de Projet zu Léiweng als een onséchere beschreift, well d'Regierung huet net versprach, dass deen anyway, wéi mer op Lëtzebuergesch soen, géif autoriséiert ginn.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Den Eugène Berger hat och nach déi eng oder aner Fro gestallt. Ass vläicht ee vun deenen anere Ministeren, deen dozou eppes wëllt soen? Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech géif gäre just awer äntwerten op déi Fro vun de Coupures vertes a vun deem, wat een u sech nennt déi Zone verte interurbaine. Ech wëll kloer soen, wann een déi Kaarte kuckt - ech hu se ausgedeelt - dann ass hei d'Lokalisatioun kloer. Et ass jorelaang dru geschafft ginn, fir ze kucken, wéi dat méi prezis kënnt gemaach ginn, wéi et am Joer 2000 am Ufank war. Do hunn Experten, Beamten déi Kaarten hei rausginn, an ech wëll just soen, déi Insinuatiounen, fir

Service de Police Judiciaire
000272

dann ze soen, do si Beamten, déi dat eent kannt hunn an da wësse mer jo net wat domadder geschitt ass, ech kann dat awer och net esou stoe loossen.

Ech wëll just eppes soen: Wien huet déi Kaarte kannt? Mä selbstverständlech déi Leit, déi dru geschafft hunn. Nécessairement hu se se misse kennen. Ob dat am Ministère vum... am fréieren Ëmweltministère, fréieren Innenministère mat dem Aménagement du territoire, fréiere Sportsministère, neen, Sport net, fréiere Wirtschaftsministère wéinst den Zone war, respektiv de fréieren Travaux-publics-Ministère an den Transportministère wéinst allen Transportsaachen. Un deene véier Plans sectoriels hunn déi Beamten dru geschafft, jorelaang dru geschafft, an all déi Kaarten, dat Material, dat ass esou laang an der Diskussioun schonns gewiescht, éier mer iwwerhaapt op déi Projeten hei komm sinn.

An dat, wat elo gemaach ginn ass, dat ass - nodeems datt déi Kaarten hei do louchen - fir ze kucken, dee Projet, passt deen dann dran oder passt en net dran? Esou datt ech all déi Mëschungen, déi elo esou am Sous-entendu sinn, awer net wëll stoe loossen, a soe kloer - d'Zäithierarchie weist eis et schonns -, datt esou eng Vermëschung net méiglech ass!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Ech wëll eppes bäifügen. Ech ka just soen, d'Ministere waren och au courant, mä mëttlerweil sinn eng Rei Leit scheinbar och au courant, dat mierken ech u Bréiwer, déi ech kréien, ganz erstaunlech, wou Organisatiounen Detailer wëssen, wat mech wonnert. A souguer där Associatiounen, déi, menger Meenung no, keen Intérêt hunn, dass ee Saachen der Spekulatioun elo präisgëtt, déi däerfte keen Intérêt dorunner hunn! Souguer déi hunn et, dat mierken ech u Bréiwer, déi ech...

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- De Romain Schneider...

(Interruption)

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Wann ech gelift, een nom aneren. De Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Här President, ech wollt just kuerz op déi Remarque vun den Events agoen. Ech mengen, wann een den Débat a meng Äntwert verfollegt huet, do hunn ech probéiert d'Relatioun ze maachen tëschent Sport, Foussball an Event an hunn eigentlech gesot, datt een hautdësdags - den Här Berger kënnt jo aus dem Sportsmilieu - weess, datt haut d'Ausriichtung vu Sportsmanifestatiounen, internationale Compétitiounen respektiv Finalë méi ass wéi nëmmen eng Finale respektiv e Match.

An duerfir soen ech, datt, wéi geplangt, déi 25 Matcher fir mech en Event sinn, e Sportevent, a wou een da selbstverständlech ka kucken an Zukunft, esou wéi dat am Indoor an der Coque zum Beispill war, wou mer och hautdësdags... e Beispill: Gymmotion, wat mat Sport ze dinn huet, eventuell ee sech kann iwwerleeën, datt ee mat dem Outdoor och esou eppes organiséiert, wat indirekt och mat dem Sport ze dinn huet, awer och als Event ze bezeechnen ass.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- An elo ass et un der Madame Polfer. Pardon, de Minister Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech wollt nach op déi Remarque, déi den Eugène Berger gemaach huet betreffend d'Avise vun der Commission

Service de Police Judiciaire
000273

d'Aménagement, him soen, hie weess jo, wéi dat fonctionnéiert, do kommen d'Avisen eran, an dann ass d'Presidentschaft, elo am neie System fir de SUP. Bei deem heite Projet, wann e soll weidergoen, wäert et esou sinn, dass dee Projet erakënnt, dann ass e President do, e Vizepresident an da Leit. Déi Vizepresidenten, dat ass ëmmer ee vum Aménagement du territoire, dat heescht, alles wat do décidéiert gëtt an deenen Avisen, do gëtt sech orientéiert un deem, wat an der Landesplanung geschitt. Do gëtt gekuckt, wéi sinn d'Plans sectoriels; déi wësse wéi déi Plans sectoriels alleguerten ausgesinn.

Kloer ass et, dass, wéi de PAG 2008 vun der Gemeng Réiser gemaach ginn ass, do war ganz kloer deen Zoning hei als eng Zone d'activités économique agedroen, an du ass gekuckt ginn, landesplaneresch, ass dat keng Zone d'activités économique am Sënn vum Plan sectoriel? Och wann et nach net rechtskräfteg ass, ginn d'Décisiounen awer esou orientéiert, esou dass et da kloer war, dass do muss en negativen Avis kommen. An hei gëtt gekuckt mat deemselwechte Brëll, mat dem landesplaneresche Brëll, an da gëtt festgehal, dass dat heiten een nationalen Zentrum ass, och wa verschiddener dat a Fro stellen.

De Camille Gira huet d'Fro opgeworf, wéi een dohinner kënnt. Mä wann dat eben esou ass, da gëtt den Avis ganz anescht ausgeriicht, wéi wann dat net de Fall ass. Domadder wëll ech him soen, duerfir ass ze erklären, dass Avisen, déi fréier iwwer en Areal gemaach gi sinn, vläicht negativ sinn, an haut, déi haut gemaach gi sinn, dann ebe positiv oder manner negativ sinn. Dat ass wéi een et kuckt. Dat ass fir mech d'Erklärung.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- De Minister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Ech wëllt kuerz eng Äntwert op déi Fro vum Eugène Berger ginn. Mäi Kenntnisstand ass deen - den Innenminister misst mech dann elo korrigéieren -, datt d'SUP muss virleie beim Vote provisoire an och muss an der Délibératioun vum Gemengerot figuréieren.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Am Kader vum neie Gesetz an net vum ale Gesetz. An dat heiten ass...

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Jo, jo, selbstverständlech.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Sou, an elo kënnt d'Madame Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, ech wollt nach eng Kéier op de Choix vum Site zréckkommen. Den Här Minister Krecké huet eis am Ufank gesot, déi verschidden oder eng Rei Siten opgezielt, déi gekuckt gi wieren an déi aus deenen engen oder deenen aneren Ursaachen net gaang sinn. Hien ass du bei engem ganz schnell driwwergaangen, de Midfield, an hien huet do am Fong een Argument gesot, firwat datt deen net gutt wier, well do hätt missen d'Croix de Gasperich, déi Stroossen, déi Zoufahrtsstroossen nei gemaach ginn. Dat war awer och dat Eenzegt, woubäi ech dorop dat nämlecht kann äntwerte wéi den Här Wiseler virdru gesot huet, fir zu Léiweng, déi Zoufahrte misste souwisou nei gemaach ginn, an zu Gasperech musse se och souwisou nei gemaach ginn am Kader vun deem ganze Réaménagement.

Deen Terrain vum Midfield, deen hat jo awer soss wierklech all, net nëmmen all d'Avantagen, mä der nach méi! Well et war deen eenzegen Terrain, deen an der Hand vum

Service de Police Judiciaire
000274

Stat ass. An, Här Minister, Dir hutt et jo elo virdru selwer nach eng Kéier ënnerstrach, dat war also deen eenzegen Terrain, wou wierklech direkt hätt kënnen eppes gemaach ginn, vläicht net an där Envergure, déi elo zu Léiweng geplangt ass, dat ass wouer. An dat ass fir mech nach en anert Argument - an et ass elo vu verschiddene Riedner schonns opgeworf ginn - déi Envergure, déi déi Event-Arena dann do soll hunn, mat all deene Geschäftsméiglechkeeten. Dat ass jo enorm!

Ech ginn Iech nëmmen eng Ziffer - den Här Krecké huet, an et geet net op e puer Meter carré un, mä alles dat, wat Dir opgezielt hutt, do kënnt een awer op 70.000 m^2 - et sinn der vläicht 68.000 oder vläicht 72.000 - mä 70.000 m^2. Wësst Dir, wat dat ass als Surface vun der Geschäftswelt hei zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg? Dat ass d'ganz Uewerstad an d'ganz Gare zesummen!

Dat ass nëmmen, fir sech d'Envergure vun deem, wat do geplangt ass, fir datt ee sech dat ka virstellen. Also ech deelen déi Bedenken, déi hei gemaach gi sinn, well et ka jo awer net sinn, datt aus deem éischte Besoin, wat e Sportsstadion ass, datt mer doraus dann och nach en anere Besoin maachen, dee wierklech géint alles dat geet, wat mer bis elo gesot hunn, wat wichteg wier, fir d'Stied ze stäerken, fir de Commerce an de Stied ze stäerken. Also heimadder sinn d'Risikoen awer wierklech ganz grouss!

Awer meng éischt Fro ass: Firwat ass de Midfield, deen an dem Stat senger Hand ass, wou hätt kënne ganz schnell eppes gemaach ginn, firwat ass deen esou schnell ausgeschalt ginn?

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Als Äntwert op déi dote Fro wëll ech der Madame Polfer soen, datt mer - si weess dat och als Schäffe vun der Stad Lëtzebuerg -, datt mer wierklech um Ban de Gasperich momentan jo amgaang sinn, eng ganz Rei Pläng probéieren an d'Realitéit ëmzesetzen, emol fir d'Éischt mat der Entwécklung vum Ban de Gasperich op där enger Säit, a mat der Konstruktioun vun engem Arrêt Gare Houwald op där anerer Säit. An dann ass considéréiert ginn, datt mer dat sollen...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Raison de plus...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, neen. Jo, raison de plus, fir et an der Reihenfolleg ze maachen, wéi Urbanismus soll gemaach ginn. Et ass fir d'Éischt décidéiert ginn, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, datt mer elo emol d'Entwécklungsgebitt - wat an der Chamber hei gestëmmt ginn ass - vum Ban de Gasperich selwer maachen. Dat, wësse mer awer alleguerten, wäert eng ganz Rei Joren elo emol wechhuelen.

A mir hunn elo viru kuerzem, viru sechs Méint, engem Joer emol ugefaangen, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, zesumme mat de Promoteuren, déi do Terrainen hunn, ze kucken, wat ass da sënnvoll op deem ganzen Midfield - méiglechst zesummen och mat der Gemeng Hesper, déi ech net wëll vergiessen - wat kënne mer elo logesch do maachen an a wat fir engem Zäithorizont kënnen déi Ëmgestaltungen, déi um Midfield just passéieren, gemaach ginn?

Service de Police Judiciaire
000275

Dat ass awer wierklech e mëttelfristegen Zäithorizont. Dat ass näischt, wat elo d'nächst Joer kann ufänken. An dat muss een och, wann een d'Entwécklung vun deem ganzen Zentrum do wëllt esou gestalten, datt et logesch an organisatoresch ass, muss een och schéi propper déi Zäitfolleg anhalen, esou datt mer sécherlech elo emol fir d'Éischt wäerte probéieren, déi Stroossen ze bauen, wat Raiffeisen a Gasperech ass, an dann déi nächst Etapp, de Midfield ugoen, déi elo an der Planifikatioun nach laang net fäerdeg ass. An Dir hutt gesinn, wéi wäit de Ban de Gasperich...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Entschëllegt, Här Minister. Dat do war net d'Fro. Well, wéi den Här Krecké et richteg gesot huet, mir gi jo op 2007 zréck, wou d'Diskussiounen ugefaange gi sinn, fir ze kucken no engem gëeegneten Terrain.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Déi do ass Mëtt 2008 komm, déi Évaluatioun.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dann och nach Mëtt 2008.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir hunn haut nach ëmmer net mam Fonds de Gasperich eng éischt Etapp ugefaang.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mä Dir hutt déi éischt Etapp zu Léiweng doutsécher nach net ugefaang, he? Den Här Statsminister...

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Et gëtt awer nach...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Also, wéi den Här Statsminister elo geschwat huet, wäert déi éischt Etapp net méi laang daueren.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Madame Polfer, et gëtt nach en anere Grond. Wann Der mech vläicht ausschwätze loosst, da soen ech Iech: Et gëtt nach en anere Grond.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ma da sot deen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Et sinn nëmme siwen Hektar méiglech, wann ee gesäit, dass een net muer de Centre douanier kann einfach verschwannen doen. Et sinn nëmme siwen Hektar méiglech. Dat ass ze kleng, fir domat... Dat ass ze kleng, fir just... Wann een... Ech sinn dovun ausgaang, dass ech net vun der Regierung gréng Luucht kréien, fir e Stadion eleng ze bauen. Ech muss also e Stadion baue mat eppes... Jo! Dat ass meng Viraussetzung gewiescht: E Stadion, dee mat eppes ronderëm, ob et eng Luxexpo ass, oder Geschäfter sinn.

Ech hunn Iech gesot: Do kann ee mat d'accord sinn...

(Interruption)

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Hei, wann ech gelift.

Service de Police Judiciaire
000276

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- ...oder net. Mä et war kloer gesot: Et gëtt kee Stadion eleng gebaut. Also muss ech kucken, dass ech d'Fläch hunn.

An d'Madame Polfer weess nämlech ganz genau, wéi deen Terrain ausgesäit. Dee geet esou aus, dass een hanne souguer mindestens zwee, dräi Hektar verléiert, well et lénks a riets dann ugrenzt un déi bestehend Propriétéiten, an dass een do guer näischt ka maachen. Dat ass de Problem! Fir de Stadion eleng hätt een e kënnen huelen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ah voilà. Elo hu mer et verstanen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Mä duerfir ass en à écarter, well ech hu keng Autorisatioun, dee Stadion eleng ze bauen. Dat war eng kloer Viraussetzung.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- D'accord.

M. Claude Meisch *(DP).*- Da schwätzt dat nach eng Kéier an der Regierung.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mir halen also fest: Fir de Stadion eleng wier et gutt duergaang.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Dat ass net d'Fro gewiescht!

M. Claude Meisch *(DP).*- War et net Är Fro, oder war et déi falsch Fro?

Une voix.- Fir Iech ass et eng wichteg Ausso.

M. Claude Meisch *(DP).*- Da war et déi falsch Fro.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Wann ech gelift!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Also, Här President, ech wëll just... Also, ech maache jo net gären dat do, Madame Polfer, mä d'Madame Brasseur, déi méi no um Geschäft war déi Zäit wéi Dir, déi war nämlech an deene Réuniounen alt emol derbäi als Sportsschäffen,...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- ...huet gesot ganz kloer hei - onmëssverständlech Aussage -: „Die Stadt Luxemburg will nicht Bauherr sein..."

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Jo.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Jo lauschtert emol!

(Interruption)

Da lauschtert emol no!

Service de Police Judiciaire
060277

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Hei!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- „... da solch ein Stadion keinen lokalen Nutzen hat."

(Interruption)

An da seet se: „Präsentiert aber jemand dem Schöffenrat ein fertiges Projekt, wird dann eine Baugenehmigung erteilt, wenn ein Promotor kommt? Ja.". Also huet si och nëmmen dru geduecht, de Stadion ze akzeptéiere mat engem Promoteur. Dee Promoteur, well dee kënnt jo net, fir d'Duschen ze bauen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mä et ass jo en nationale Stadion.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Wëllt Der dat kucken? Madame Polfer, wëllt Der deen Artikel kucken?

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här Krecké, wann ech gelift.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Déi zoustänneg Sportsschäffin vun der Stad Lëtzebuerg.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ma dat ass alles richteg.

M. Paul Helminger *(DP).*- Här Krecké, Dir hutt ni probéiert, fir um Midfield vum Stat aus e Stadion ze bauen. Sou! Dat ass ganz kloer.

Une voix.- Aha.

Une autre voix.- Punkt.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Voilà! Ech hunn elo nach weider Wuertmeldungen hei. De Claude Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Bon, ech si wéi vill aner Kolleegen net ganz zefridden. Ech hat 45 Froe gestallt. Anerer haten der nach derbäigehaangen. Mir hunn op eng Rei vu Froe geäntwert kritt. Ech hunn oft d'Impressioun gehat, et ass probéiert ginn, laanscht eenzel Froen ze kommen.

Ech ginn awer dervunner aus, an de Premierminister huet dat jo gesot, mir hunn d'nächst Woch eng Debatt hei doriwwer. Do sollen d'Konklusioune gezu ginn, den nächsten Donneschdeg, datt sämtlech Froen, déi haut hei gestallt goufen, ob schréftlech oder mëndlech, datt déi bis dohinner beäntwert ginn, soss gesinn ech mech als Deputéierten hei net...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- ...à même, fir eng Konklusioun zu dëser Debatt an zu dësem Sujet hei kënnen ze huelen.

Service de Police Judiciaire
060278

An et muss ee sech dann d'Fro stellen: Wann d'Regierung net äntwert - ech verstinn, datt se haut net alleguerten, all Ministeren à même waren, direkt dorobber spontan ze äntwerten, an eng Rei vu Recherchen a Consultatiounen noutwendeg sinn -, wann dat bis den nächsten Donneschden awer net de Fall war, da muss ech schlechte Wëllen ënnerstellen. Da muss d'Chamber sech och froen, ob se sech net aner Moyene gëtt, fir dann déi Äntwerten do erbäizekréien.

Dann hunn ech generell nach eng Kéier d'Impressioun oder d'Konfusioun hei festgestallt, datt e klenge Projet zu Wickreng an den Ae vun der Regierung absolut contraire ass zu de Kritäre vun der Landesplanung, an e grousse Megaprojet zu Léiweng, deen ass absolut konform an den Ae vun der Regierung zu de Kritäre vun der Landesplanung.

Dat verstinn ech net! Ech kenne Léiweng, ech kenne Wickreng, a béides stellt fir mech déiselwecht Viraussetzungen. Entweder ass dat eent konform, dann ass och dat anert konform. A wann dat eent net konform ass, dann ass och dat anert net konform. Dat ass an dëser Debatt awer hei och nach eng Kéier ganz, ganz kloer ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Da wëll ech mech... Et ass schued, datt de Premierminister elo fort ass, mä ech verstinn, datt en nach aner Obligatiounen hat. Ech wëll soen, datt ech mech net schummen, datt ech déi Fro gestallt hunn no de perséinlechen Avantagë materieller an immaterieller Natur, well et eng Fro ass, déi dobausse gestallt gëtt, déi jiddwereen am Land sech stellt, wann een e bëssen d'Oueren opgespaant huet, wann een e bëssen d'Zeitung gelies a wann een e bësse Radio gelauschtert huet, dann ass dat eng evident Fro.

An ech verstinn dem Premierminister seng Reaktioun dorobber, well ech hätt mer bei him net kënnen erwaarden, datt et eng aner gewiescht wier, oder datt eng aner Äntwert komm wär. Ech stellen dës Fro awer nach eng Kéier un déi aner concernéiert Ministeren heibannen.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Wëllt dozou ee vun de Ministere Stellung huelen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Also wann, da kritt Der eng Äntwert, esou wéi de Premier dat gesot huet, well esou wéi de Premier empfanne mir dat als rise Frechheet, wat Dir Iech do am Fong geholl frot.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat dote fannen ech eng Frechheet, well Dir hei net à même sidd, eng Äntwert ze ginn! Dat fannen ech eng Frechheet! Dat hale mer awer hei fest, Här Krecké! Dat hale mer awer hei fest! Da gitt...

(Interruptions)

Une voix.- Jo oder neen, Här Krecké?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Dir kritt gesot...

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo oder neen? Da sot et hei!

Service de Police Judiciaire
060279

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Also, wann ech gelift!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Ech kann a mengem Numm just soen, wat ech wëll. An ech kann Iech soen: Ech hunn domadder näischt ze dinn! Mä ech soen Iech just eent: Dir kritt fir se alleguerten, dat huet de Premier Iech versprach.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Elo huet den Här Gibéryen d'Wuert.

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP).*- Den Här Premier, deen huet kloer geschwat.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Den Här Gibéryen huet d'Wuert, Här Berger.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech hu kee Problem mat deene Saachen. Ech hunn näischt do ze soen. Mä d'Aart a Weis, wéi mir hei matenee fueren, dat fannen ech net korrekt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President,...

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...fir d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hunn dem Här Halsdorf eng Fro gestallt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt weider keng Froen...

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech sinn ni... Ech kann dem Här Meisch dat soen, wat dobausse gezielt gëtt: Ech hu keng Auer krit vum Här Becca an ech sinn och net mat him am Fliger geflunn. Voilà.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Also, den Här Gibéryen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Bei mir ass et d'selwecht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt just hei...

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dann ass dat jo kloer.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess net, wéi Dir Iech virstellt, dass an enger Kommissioun geschafft gëtt. An enger Kommissioun stellt een eng Fro oder hëlt eng Positioun, an dann äntwert en aneren dorobber! Voilà! Esou ass et! An da lauschtert een, wat deen anere seet, an da schwätzt erëm deen aneren! Mä net duercherneen! Mir sinn hei net am Café du Commerce. Den Här Gibéryen huet d'Wuert!

Service de Police Judiciaire
060280

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wéilt just soen, och wat déi eenzel Froen elo ubelaangt. Ech mengen, déi eng si schréftlech, déi aner si mëndlech ugeschwat ginn. Ech mengen, et wier ganz normal, datt d'Regierung eis géing op all déi Froen eng schréftlech Äntwert ginn. Da wier och alles kloer, an da kéint jiddwereen och den Detail kontrolléieren, wat beäntwert wier oder net.

Ech wollt just eng Remarque maachen zum Bréif. Den Här Statsminister huet de Mëtten hei deklaréiert, datt dee Caractère hautement confidentiel, dee wier an de Bréif ageschriwwe ginn opgrond vum Wonsch vun de Promoteuren, well déi net gär hätten, datt dat soll public gemaach ginn, ier si mat hire Negociatioune fäerdeg sinn. Ech wëll just soen, datt et am Bréif awer ëmgedréit steet. Dat ass jo ee Bréif, dee geet un d'Promoteuren, an do schreift d'Regierung deene Leit «Cet accord revêt un caractère hautement confidentiel et les destinataires de la présente ne sont nullement autorisés à en communiquer le contenu à des parties tierces quelles qu'elles soient. En outre, seul le Gouvernement est autorisé à communiquer sur le contenu du présent accord.»

Et ass also net, datt hei d'Promoteuren der Regierung eppes virgeschriwwen hunn, mä d'Regierung huet de Promoteure virgeschriwwen, datt si net däerfte kommunikéieren.

Op där anerer Säit, en zweete Punkt, ech mengem den Här Meisch huet deen och elo nach eng Kéier ugeschnidden. Ech hat de Mëtteg dat och ugeschnidden hei, ob et Politiker ginn, déi mat engem gewësse Promoteur kéinten Avantagë gehat hunn. Ech mengen den Här Statsminister huet eis als Statsminister eng kloer Äntwert ginn. Hien hätt näischt domat ze dinn, an domat huelen ech elo mol zu dësem Zäitpunkt zur Kenntnis, datt et an der Regierung eng Persoun gëtt, an dat ass de Statsminister, deen näischt mat engem Promoteur ze dinn huet. An ech ginn dovun aus, datt dann all déi aner Memberen aus dëser an der virëschter Regierung, datt déi och eng deementspriechend Deklaratioun maachen, wéi de Statsminister se gemaach huet.

Dem Här Sportsminister géif ech soen, hien hat virdru gesot, hie wär frou festzestellen, datt all Partei heibanne fir e Fussballstadion wär. Dat stëmmt! Et muss een awer wëssen, datt mir fir de Bau vun engem Fussballstadion sinn, dee vum Stat gebaut gëtt. Et misst een dat awer dobäi soen, datt een net herno dobaussen denkt, all Partei wär fir ee Bau vun engem Fussballstadion vun engem Promoteur.

Ech an och déi aner Kolleege si fir de Bau vun engem Fussballstadion, deen an öffentlecher Hand gemaach gëtt. Den Här Wirtschaftsminister huet eis virdru gesot, hien hätt vun der Regierung keng Autorisatioun fir e Fussballstadion aleng ze bauen, huet awer e Site genannt wou e Fussballstadion kéint aleng gebaut ginn.

(Interruption)

Also ech... mir, an ech gesinn och déi aner Kolleegen, si fir de Bau vun engem Foussballstadion, deen an öffentlecher Hand gemaach gëtt.

Den Här Wirtschaftsminister huet eis gesot, hien hätt vun der Regierung keng Autorisatioun fir e Foussballstadion eleng ze bauen, huet awer e Site genannt, wou e Foussballstadion eleng kënnt gebaut ginn. Ech géif proposéieren - mir hunn d'nächst Woch eng öffentlech

Service de Police Judiciaire

000281

Chambersitzung - wann hie jo keng Autorisatioun oder keng Opfuerderung vun der Regierung kritt huet, kéint d'Chamber vläicht d'nächst Woch eng Motioun stëmmen, wou d'Chamber da géif dem Minister den Optrag ginn, fir de Bau vun engem eenzelne Foussballstadion selwer ze iwwerhuelen. Dann huele mir dat no, wat d'Regierung him net gëtt.

Une voix.- Net selwer.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Net selwer, mä de Stat géif dann e Stadion bauen. Ech géif mengen, dat wier och, wann et dem Här Sportsminister wierklech eescht gemengt ass, fir e Foussballstadion ze bauen, wier dat och déi cleverst Léisung.

Well, esou wéi mir eis kennen, a vu datt d'Regierung jo gesot huet, dat heite confidentielt Schreiwes, dat wier keng Autorisatioun an do géifen all déi aner Prozeduren duerchlafen, a wa mer wëssen, wéi dat dann elo wäert hei zu Lëtzebuerg virulafen... a spéitstens d'nächst Woch wäert d'Gemeng Réiser - egal wat fir eng Majoritéit se kritt -, keng Majoritéit méi hunn, déi fir de Bau vun dësem Stadion ass. Well déi Majoritéit, déi elo do ass, wäert no dem nächste Sonndeg keng absolut Majoritéit méi hunn! Dann ass also eng vun deene Parteien, déi dergéint sinn, op d'mannst eng an enger Koalitioun derbäi, an da gëtt dee Bau näischt méi. Ech ka mer jo net virstellen, datt eng vun deene Parteie bannent aacht Deeg géif ëmfalen! Also, sou datt vun do aus un ee weess, datt dee Bau näischt méi däerft ginn.

Souguer och eng CSV am Réiserbann, muss ee wëssen, ass géint de Bau vun deem Foussballterrain, deen do ass. Gelungenerweis hunn d'CSV an d'LSAP an den Nopeschgemenge Beetebuerg a Réiser, pardon, Beetebuerg an Diddeleng, sech nach net dozou geäussert. Dat just niewebäi.

Duerfir géif ech mengen, wann ee weess, wéi dat heite leeft, an et ass ee wierklech fir de Bau vun engem Foussballterrain, hätt ech mer erwaart, datt d'Regierung hei gesot hätt: Dat ass e Wuert, e Bréif, mä dat ass keen Engagement a guer keng Autorisatioun. Komm, mer verzichte léiwer direkt drop a mer maachen eppes, wat mer kënnen an engem vernünftegen Zäitraum realiséieren. Dat wier, mir géifen dann eben als Stat higoen an e Foussballstadion bauen. Dann hätte mer de Mëtteg eppes geleescht, amplaz datt mer elo hei iwwer Méint a Joren iwwer eppes streiden, wou ech - wann ech géif eng Conclusioun vun deem soen, wat de Mëtteg d'Regierungsvertrieder hei gesot hunn -, haut schonns bal sécher sinn, datt dee Projet do ni däerft a wäert gebaut ginn!

Dann nach just eng Ofschlossfro: Ass och vun der Regierung evaluéiert ginn - doduerch, datt deen Terrain, wat elo eng Kouwiss ass, datt mer déi elo esou reclasséieren, datt ee kann eben do Dausende vu Meter carré Commerce a wat net nach alles drop bauen -, wat dat fir eng Plus-value fir ee Promoteur duerstellt, déi Décisioun, déi d'Regierung opgrond vun hirem confidentielle Schreiwes esou wierklech massiv wëllt ënnerstëtzen?

M. Ben Fayot *(LSAP), président*.- Merci. Wëllt dozou ee vun der Regierung Stellung huelen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur*.- Ech mengen, et sinn haaptsächlech Remarquen. Et war am Fong geholl, ech hunn net gemierkt, datt do nach Froe wieren. Ech mengen, wat den Här Meisch gefrot huet, do ass gesot ginn, dat kritt e beäntwert. De Statsminister huet zu mir gesot - hie war amgaang hei auszefëllen: Jo, neen - hie seet, mir

Service de Police Judiciaire
000282

kucken dat doten no, a mir maachen dat och. Mä ech hunn hei elo keng gréisser Froe festgestallt.

Ech muss just soen, ech bedauere just eppes a mengem Liewen: Firwat datt ech 2007 net an d'Chamber komm sinn a gefrot hunn, fir de Stadion ze bauen. Dann hätte mer en haut! Mä dorunner hunn ech net gegleeft deemools. Ech mengen, deemools wier et och net hei esou duerchgaang. Mä d'Stëmmung ass ëmgeschloen, dat mierken ech.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Här President, dat ass déi Feststellung, déi ech och maachen. Ech fannen och, datt et op eemol relativ einfach ass, esou e Projet dann op eemol vun der Chamber gestëmmt ze kréien, wann et sech nëmmen ëm e Foussballstadion handelt. Mä ech huelen dat awer ganz gären op, Här Gibéryen, wéi Dir gesot hutt, datt d'Chamber derhannert stéing, wann een nëmmen e Foussballstadion gestëmmt kritt, an och do eng Genehmegung géif kréien.

Ech wollt nach zu där leschter Fro soen, datt ech awer ganz...

(Interruption)

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Elo huet den Här Schneider d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Här Bettel, wann ech gelift. Ech wollt Iech awer nach just soen, datt ech zu där leschter Fro geäntwert hunn och mat engem ganz kloren Neen, an datt ech och keng Auere kritt hunn an och keng Fligerreese vun iergendengem gesponsert krut. Also meng Äntwert steet och net méi aus.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Elo kritt nach den Här Hoffmann d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Dir hutt meng och kritt.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat gëllt och fir den Här Schank a fir mech. Ech wëll dann och, wann Dir mer schonn esou déi Froestellung maacht, fir d'Saach nach eng Kéier kloer an däitlech hei ze soen... Ech fannen et awer net an der Rei, datt een esou muss matenee schwätzen!

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Dat ass zimlech douteux.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Also, Dir hutt vun eis kloer Äntwerte kritt, obscho mer fannen, dass déi Fro do iwwerflësseg wier an ënner Kolleegen, dat do, fannen ech, net an der Rei ass.

(Interruptions)

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Den André Hoffmann huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.*- Ech hoffen, datt jiddweree vun Iech datselwecht ka soen. Ech hoffen, datt jiddweree vun Iech sech kann an de Spigel kucken an datselwecht soe kann. Ech hoffe fir Iech...

Service de Police Judiciaire
000283

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Ech bieden Iech elo, Kolleege Ministeren, Kolleegen Deputéierten, déi Ënnerstellungen op der Säit ze loossen. Ech fannen dat onwürdeg enges Parlaments an enger Diskussioun, enger sachlecher Diskussioun, wéi se hei stattfonnt huet! Wann ech gelift, loosse mer op dem Teppech bleiwe vun der Kollegialitéit. Jiddweree ka seng kritesch Haltung hunn, mä ech mengen, loosse mer Ënnerstellunge perséinlecher Natur hei op der Säit!

Elo huet den Här Hoffmann d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, ech wëll dozou herno nach eppes soen.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Jo, herno. Elo huet den Här Hoffmann d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, et ass gutt. Neen, et ass gutt, et ass laang genuch.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Den Här Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, ech wëll hei preziséieren, ech hu keng Ënnerstellung hei gemaach! Ech hu just déi Froen opgeworf a widderholl, déi ech all Dag dobausse gestallt kréien, an ech mengen, déi jiddweree sech och heibannen eigentlech gestallt huet. Ech hu kengem dat doten ënnerstallt an ech si frou, datt hei all Kéier kloer an däitlech Neen geäntwert ginn ass, an ech hoffen effektiv, datt dat fir jiddwereen eigentlech gëlt, deen och hei soss ronderëm den Dësch sëtzt, egal op wat fir enger Säit!

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Elo kritt dann den André Hoffmann d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Neen, ech verzichten, hunn ech jo gesot.

M. Ben Fayot *(LSAP), président.*- Gutt. Ass soss keng Wuertmeldung? Da soen ech Iech alleguerte merci, och de Ministeren, dass se esou zahlreich hei waren a fir all déi Informatiounen, déi mer kritt hunn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

Luxembourg, le 12 octobre 2011

La Secrétaire,
Christiane Huberty

Le Président de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports,
Ben Fayot

La Secrétaire,
Rachel Moris

Le Président de la Commission du Développement durable,
Fernand Boden

Service de Police Judiciaire
000284

La Secrétaire,
Marianne Weycker

Le Président de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police,
Ali Kaes

Annexe 1

Service de Police Judiciaire
000285

DEMOKRATESCH PARTEI

Fragenkatalog der Demokratischen Partei

Zu den Affairen Wickrange und Liwingen

Zu dem Transfer der Gewerbsflächen von Wickrange nach Liwingen

Frage 1: Welche legalen Mittel standen der Regierung noch zur Verfügung um das Shopping Center Wickrange zu verhindern, nachdem das Verwaltungsgericht die Baugenehmigung des Projektes bestätigt und das Ministerium für Landesplanung kein Einspruch gegen diese Entscheidung eingelegt hatte ?

Frage 2: Das Projekt „Wickrange" war zum Zeitpunkt der geheimen Vereinbarung zwischen der Regierung und den Bauherren bereits in einem fortgeschrittenen Stadium und hätte im November 2010 seine Türen öffnen sollen. Hätten beide Projekte in Wickrange und Liwingen gleichzeitig realisiert werden können? Oder hätte eine Umsetzung des ursprünglichen Projektes in Wickrange, das Ende des „Stadion-Mall" Projektes in Liwingen bedeutet?

Frage 3: Warum hat der Bauherr des „Shopping-Center Wickrange" Abstand von seinem ursprünglichen Projekt genommen, das er sicher hätte bauen können, und sich auf unsichere Kompensationen in Liwingen eingelassen?

Frage 4: Mit welchen Argumenten hat die Regierung auf den Bauherr des „Shopping Centers" eingewirkt? Hat die Regierung Druck auf den Bauherrn ausgeübt?

Frage 5: Wenn es sich bei dem Transfer von Gewerbeflächen von Wickrange nach Liwingen um eine rein kommerzielle Transaktion handelt. Warum hat die Regierung dann intervenieren müssen?

Frage 6: Welche Rolle hat die Regierung bei den Verhandlungen mit den beiden Bauherren gespielt ?

Zum geheimen Brief

Frage 7: Handelt es sich beim geheimen Brief zwischen der Regierung und den beiden Bauherren der Projekte „Shopping Center" und „Stadion-Mall" um die nötige Garantie, welche der Bauherr des „Shopping Center" einforderte, damit er im Gegenzug sein bereits genehmigtes Projekt in Wickrange nicht verwirklicht ?

Frage 8: Hat die Regierung sich mit der schriftlichen Vereinbarung zu Entschädigungen für finanzielle Ausfälle auf Seiten der Bauherren des „Shopping Center" verpflichtet, für den Fall, dass sich das Projekt in Liwingen verzögert?

Frage 9: Für den Fall, dass das „Stadion-Mall" Projekt in Liwingen nicht realisiert wird, hat die Regierung sich verpflichtet, als Kompensation einen neuen Standort für eine bedeutende Verkaufsfläche zu suchen.

Service de Police Judiciaire
000286

- Auf welcher gesetzlichen Grundlage ist die Regierung dieses Engagement eingegangen?

- Zieht die Regierung in Erwägung dem Bauherren des „Shopping Center" eigene Grundstücke zur Verfügung zu stellen? Wenn ja, welche Grundstücke stehen zur Verfügung?

- Welchen Gegenwert stellen die Verkaufsflächen dar? Mit welchen finanziellen Entschädigungen muss der Staat rechnen, wenn sich keine geeigneten Flächen finden lassen?

Frage 10: Im genannten Brief verpflichtet die Regierung sich dazu, das „Stadion-Mall" Projekt in Liwingen „entschlossen zu unterstützen" und das Projekt „aktiv zu begleiten". Unter welchen Bedingungen sieht die Regierung dieses Engagement als erfüllt an?

Frage 11: Bedeutet das schriftliche Engagement der Regierung, dass auch zukünftige Regierungen und Schöffenräte in den Gemeinden durch dieses Engagement gebunden sind, und sich millionenschweren Schadensersatzklagen aussetzen, wenn sie das Projekt „Stade-Mall" Liwingen nicht realisieren sollten?

Frage 12: Ist die Allgemeinheit und damit der Steuerzahler durch das Engagement der Regierung somit dazu verurteilt, das Projekt „Stadion-Mall" entweder zu genehmigen oder Kompensationen an den Bauherrn des „Shopping Center" zu bezahlen?

Frage 13: Laut Aussagen des Wirtschaftsministers handele es sich bei dem geheimen Brief um eine „gängige Praxis". In welchen Fällen ist die Regierung ähnliche Engagements eingegangen?

Frage 14: Für den Fall dass es sich hierbei um ein einmaliges Vorgehen der vergangenen Regierungen handelt, warum ist man dieses Engagement im Fall Wickrange / Liwingen eingegangen?

Frage 15: Welche Minister waren, außer den Unterzeichnern des Briefes, an den Verhandlungen mit den beiden Bauherren beteiligt?

Frage 16: Hatte die gesamte Regierung Kenntnis von dem geheimen Brief und den Verpflichtungen, welche die Regierung darin eingegangen ist?

Frage 17: War die geheime Vereinbarung sowie die darin enthaltenen Verpflichtungen Gegenstand eines Regierungsrates?

Frage 18: Waren die Verantwortlichen der Gemeinde Roeser über das geheime Dokument und dessen Inhalt informiert? Wohlwissend, dass die Gemeinde ihre Zustimmung zu dem Projekt geben muss ?

Frage 19: Gibt es weitere Schriftstücke mit den beiden Bauherren, die im Zusammenhang stehen mit dem Transfer der Gewerbeflächen von Wickrange nach Liwingen ?

Frage 20: Ist die Regierung bereit dem Parlament alle Schriftstücke diesbezüglich zukommen zu lassen?

Service de Police Judiciaire
060287

Frage 21: Waren andere Projekte, kommerzieller und nicht-kommerzieller Natur, Gegenstand der Gespräche zwischen der Regierung und den Bauherren ? Wenn ja, welche ?

Zur Prozedur

Frage 22: Wurden nach Einschätzung der Regierung alle legalen Aspekte der Prozedur im Fall des „Stadion-Mall" Projektes in Liwingen eingehalten?

Frage 23: Handelt es sich bei dem Projekt überhaupt um ein PPP-Projekt (Private Public Partnership), wie sie an mehreren Stellen im Land bereits umgesetzt wurden?

Frage 24: Warum wurden dann keine öffentlichen Ausschreibungen gemacht?

Frage 25: Braucht die Regierung sich in diesem Fall nicht an das „Marché Publique" Gesetz zu halten? Wenn ja, warum?

Frage 26: Warum hat die Regierung sich nicht selber daran gesetzt, ein geeignetes Grundstück für den Bau eines Fußballstadions zu erwerben, um anschließend in voller Transparenz eine PPP-Prozedur anlaufen zu lassen?

Frage 27: Sind die Investitionskosten des Staates im Fall einer Realisierung des Stadion-Mall Projektes bereits detailliert chiffriert worden? Wenn ja, in welcher Höhe sind diese Kosten?

Frage 28: Sind diese Investitionskosten wirklich niedriger als die eines eigenen Stadions?

Frage 29: Hat die Regierung Kenntnis des ersten Gutachtens der „Commission de l'Aménagement" ? Wenn ja, warum wurde dieses vernichtende Gutachten ignoriert?

Frage 30: Wie kann es sein, dass ein zweites Gutachten der gleichen „Commission de l'Aménagement" wenig später, wesentlich weniger kritisch ausfällt?

Frage 31: Handelt es sich hierbei um eine Form der „aktiven Begleitung" wie sie im geheimen Brief mit den beiden Bauherren vereinbart wurde?

Zu den Verbindungen zwischen der BCEE und dem Bauherrn des Shopping-Mall Projektes in Liwingen.

Frage 32: Stimmen die Presseinformationen, dass die staatliche Sparkasse dem besagten Bauherrn hohe Kredite gewährt hat ?

Frage 33: Auf welches Jahr gehen diese Kredite zurück?

Frage 34: Wurden die gesetzlich vorgesehenen Risikobewertungen des Kunden im Vorfeld dieser Kreditvergaben vorgenommen?

Service de Police Judiciaire
000288

Frage 35: Hat der Kunde im Vorfeld konsolidierte Konten vorgelegt, welche solch eine Risikoabschätzung erst ermöglichten?

Frage 36: Hat die CSSF (Bankenaufsicht) der staatlichen Sparkasse eine „single exposure" Warnung zukommen lassen, wie dies in den Medien berichtet wird?

Frage 37: Was bedeutet dies konkret?

Frage 38: Ist die Realisierung des Stadion-Mall Projektes in Liwingen dadurch von großem Interesse für die staatliche Sparkasse?

Frage 39: Hätte ein Stopp des Stadion-Mall Projektes Auswirkungen auf die Zahlungsfähigkeit des Kunden?

Frage 40: Welche Auswirkungen hätte eine Zahlungsunfähigkeit des Kunden auf die staatliche Sparkasse?

Frage 41: Der Generaldirektor der Sparkasse ist gleichzeitig Präsident des Aufsichtsrates einer Gesellschaft, die große Teile der Aktivitäten des Bauherren des „Stadion-Mall" Projektes verwaltet. Laut einer Antwort des Finanzministers auf eine parlamentarische Anfrage des DP-Abgeordneten Eugène Berger, sitzt er im Verwaltungsrat in seiner Qualität als Generaldirektor der Sparkasse, um besser über die Ausgaben des eigenen Kunden informiert zu sein.

- Vertritt der Generaldirektor im Verwaltungsrat demnach ausschließlich die Interessen der Sparkasse?
- Sieht die Regierung in beiden Funktionen kein Interessenskonflikt?
- Wie hat der Generaldirektor der Sparkasse sich dementsprechend bei Entscheidungen über Kreditvergaben an den Kunden verhalten?
- Besteht aus Sicht der Sparkasse eine besondere Dringlichkeit, über ein Mitglied im Aufsichtsrat, die Aktivitäten und Ausgaben dieser Gesellschaft zu überwachen?

Frage 42: Ist die Regierung darüber informiert, dass der Generaldirektor in einem privaten Rahmen Immobiliengeschäfte mit dem besagten Kunden der Sparkasse getätigt haben?

Frage 43: Seit wann ist die Regierung über diese Sachlage informiert? Wie bewertet die Regierung diese Sachlage ?

Service de Police Judiciaire
000289

Materielle und immaterielle Vorteile

Frage 44: Aus den Medien geht hervor, dass der ehemalige Umweltminister zurzeit in einem Haus wohnt, das einer Gesellschaft des Bauherren des „Stadion-Mall" Projektes gehört. Gleichzeitig mehren sich die Gerüchte darüber, dass weitere Beteiligte an den Projekten in Liwingen und Wickrange, ob hohe Beamte oder Regierungsmitglieder, von materiellen oder immateriellen Vorteilen profitiert haben. Hat die Regierung Kenntnis von diesen Gerüchten?

Frage 45: Können die hier anwesenden Minister bezeugen, dass weder Sie noch ihnen unterstellte hohe Beamte von materiellen oder immateriellen Vorteilen im Zusammenhang mit den Projekten in Liwingen und Wickringen profitiert haben.

Claude MEISCH
DP-Parteipräsident

Fernand ETGEN
DP-Generalsekretär

Xavier BETTEL
DP-Fraktionspräsident

PROJET D'ENSEMBLE

Stade National de Football à Livange

Luxembourg, le 5 octobre 2011

Annexe 2

Service de Police Judiciaire
000290 -

Positionnement du projet

Luxembourg

Leudelange

Hesperange

A3

ligne ferroviaire

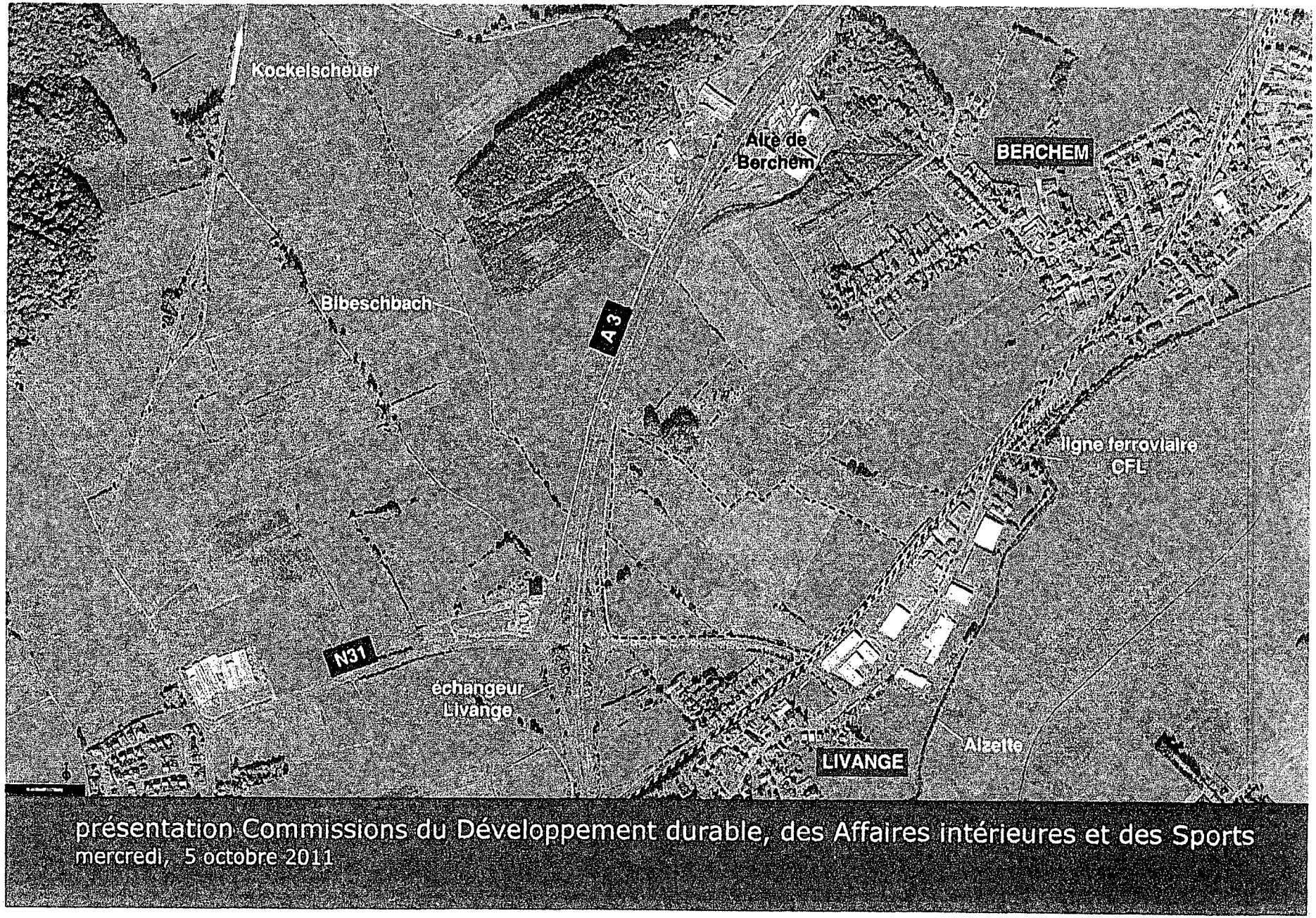
Roeser

N31

Bettembourg

présentation Commissions du Développement durable, des Affaires intérieures et des Sports
mercredi, 5 octobre 2011

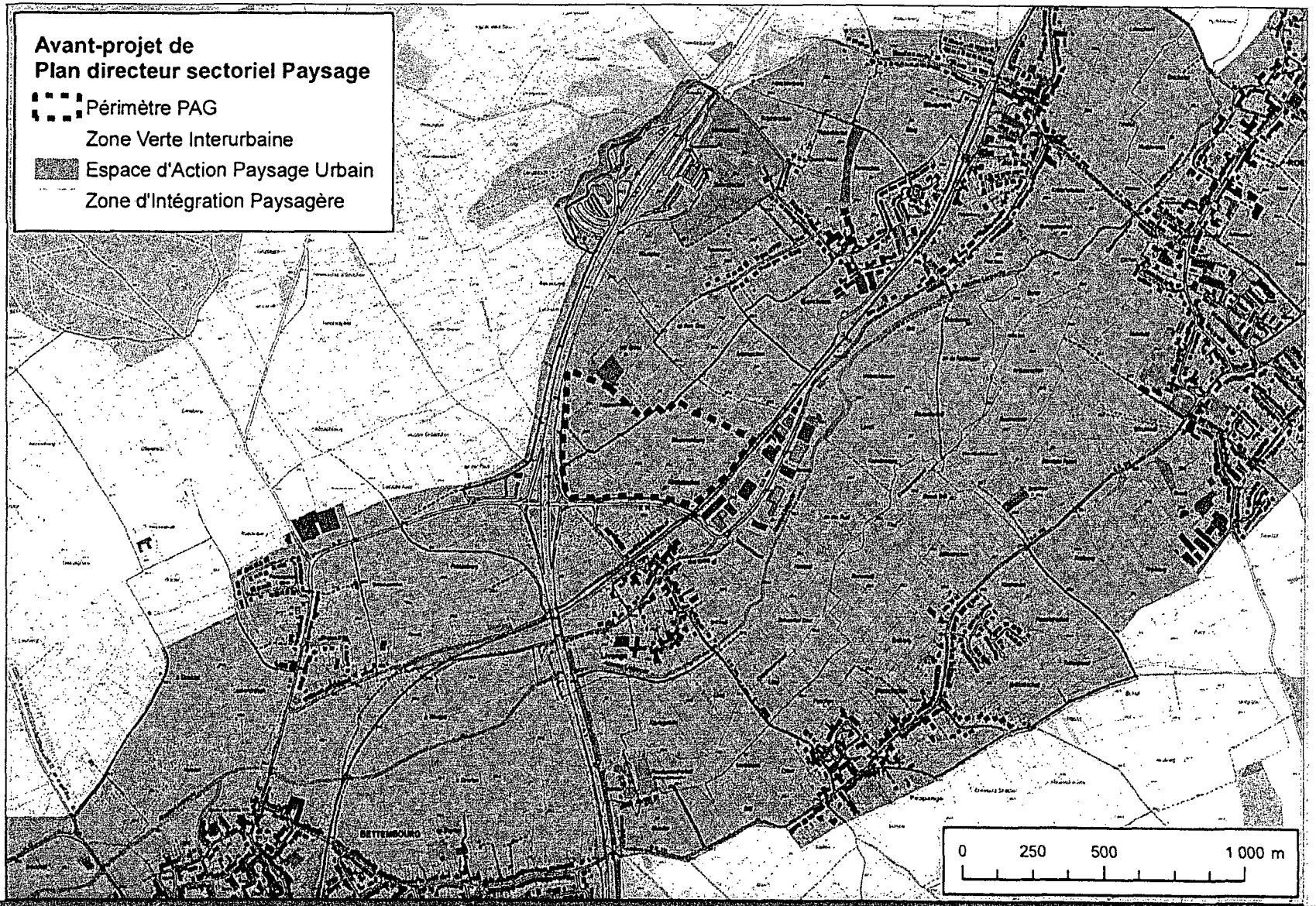
Service de Police Judiciaire
- 162091 -



présentation Commissions du Développement durable, des Affaires intérieures et des Sports
mercredi, 5 octobre 2011

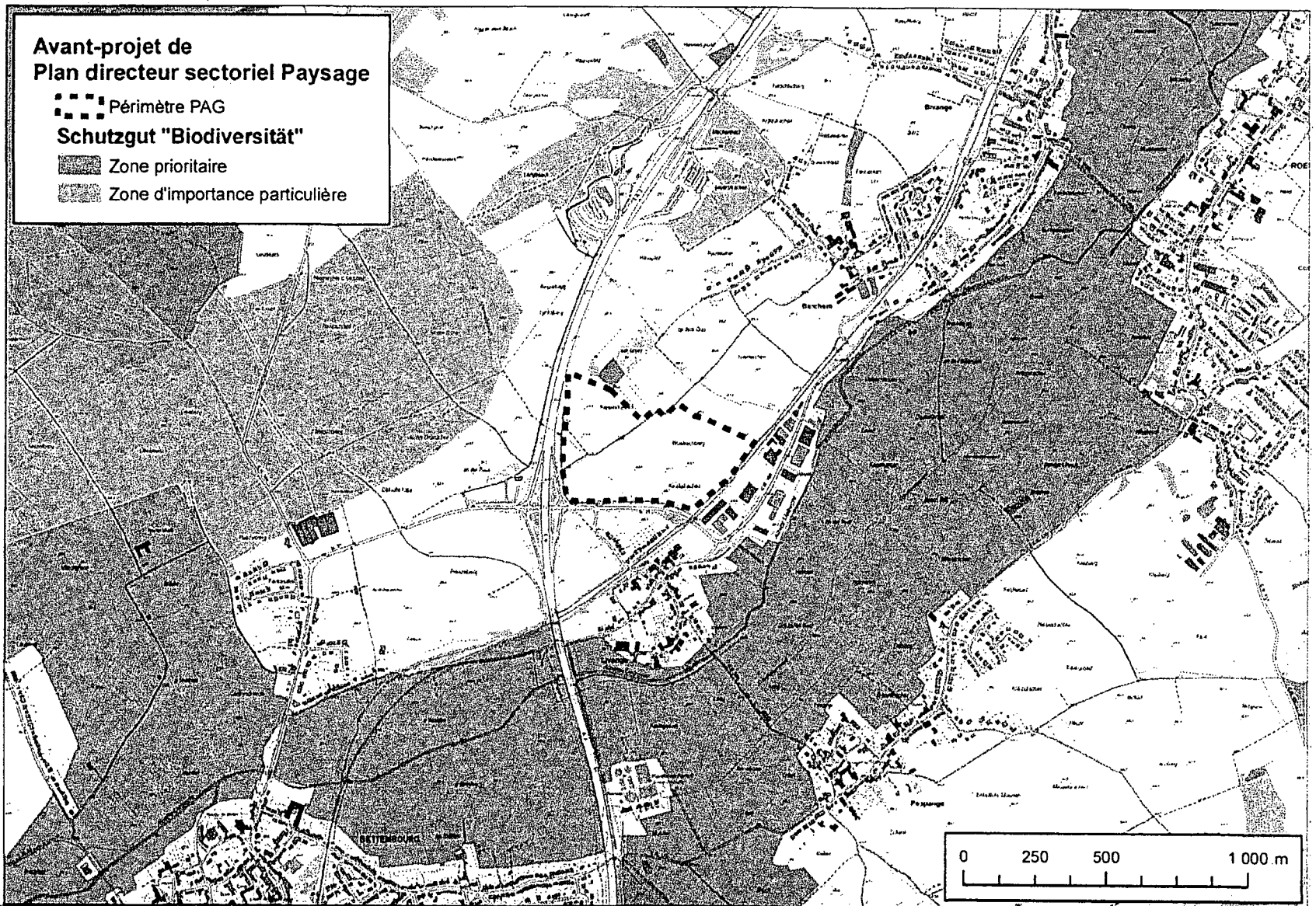
Service de Police Judiciaire
- 000292 -

Avant-projet de plan directeur sectoriel Paysage



Service de Police Judiciaire
000293 -

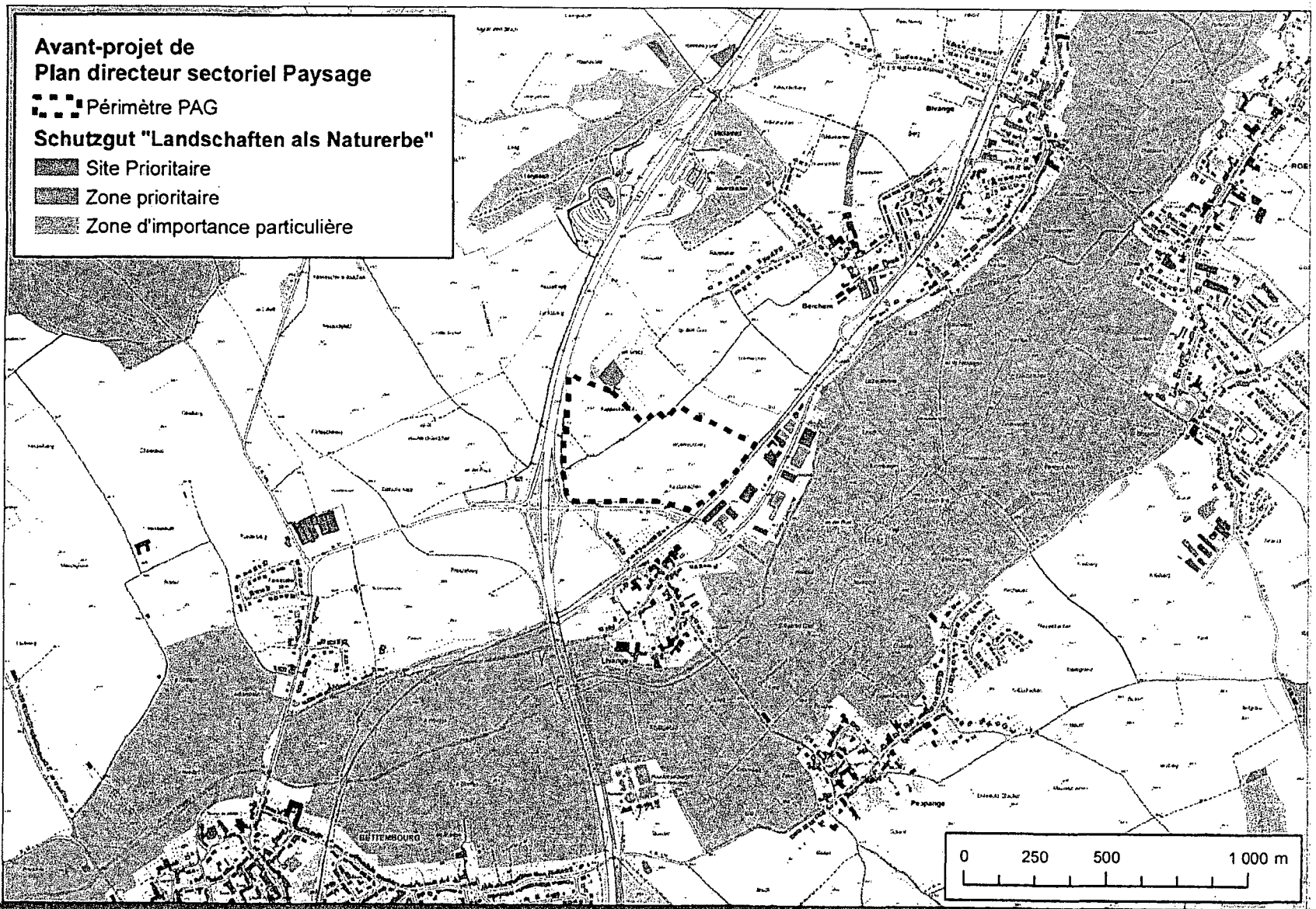
Avant-projet de plan directeur sectoriel Paysage – Schutzgut "Biodiversität"



Service de Police Judiciaire
00294 -

présentation Commissions du Développement durable, des Affaires intérieures et des Sports
mercredi, 5 octobre 2011

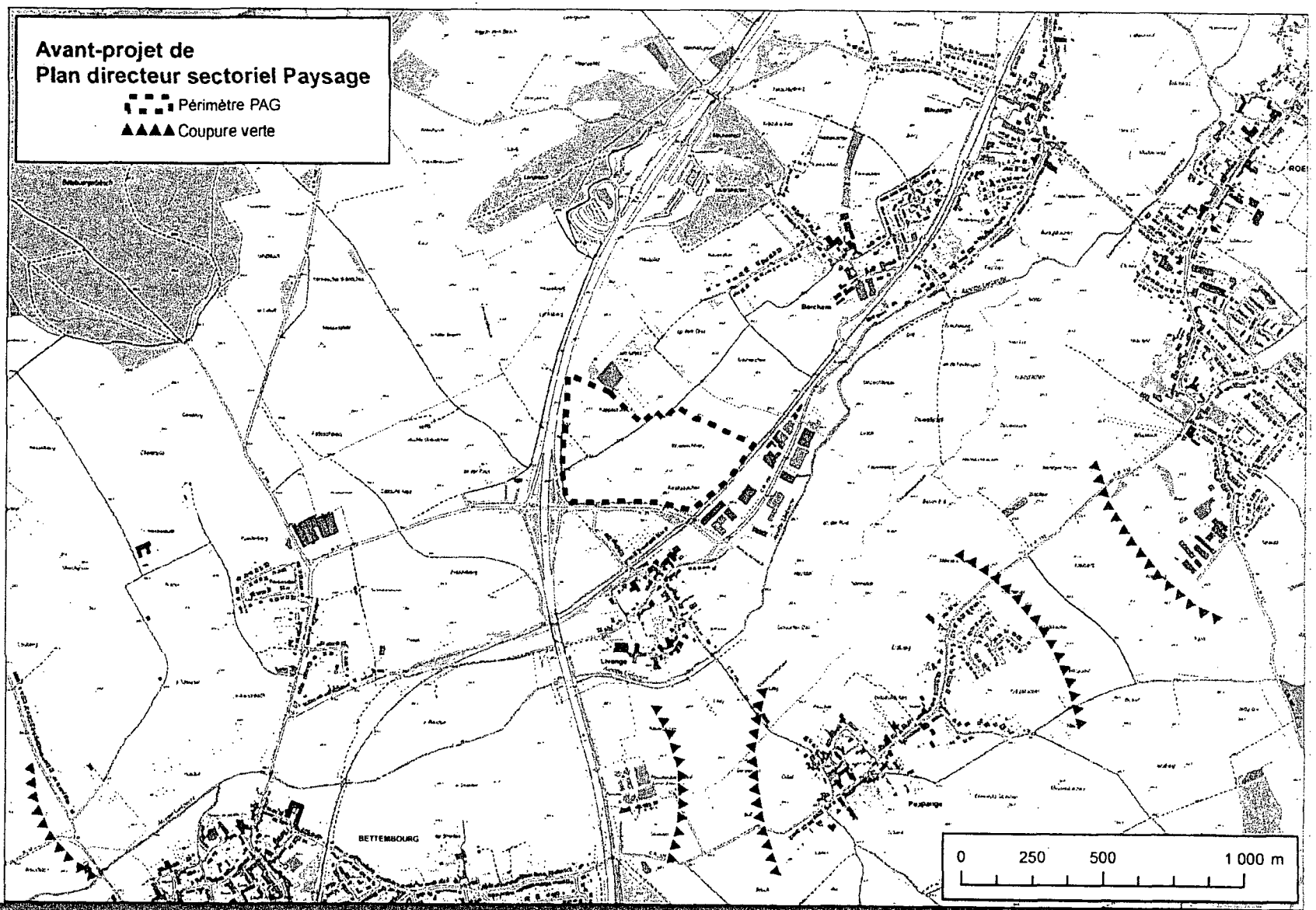
Avant-projet de plan directeur sectoriel Paysage – "Landschaften als Naturerbe"



présentation Commissions du Développement durable, des Affaires intérieures et des Sports
mercredi, 5 octobre 2011

Service de Police Judiciaire
000295

Avant-projet de plan directeur sectoriel Paysage – Coupure Verte



Service de Police Judiciaire
0002961

Daniel HANSEN

From: Jeannot Krecke <jeannot@krecke.lu>
To: "daniel.hansen@police.etat.lu" <daniel.hansen@police.etat.lu>
Date: 25/06/2012 12:59
Attachments: Note GVT 16-1-2009.PDF

Comme promis 2e jet.

Salutations distinguées

Service de Police Judiciaire
000297

Jeannot Krecké
Former Minister of the Economy

92, bd. de la Petrusse
L - 2320 Luxembourg
Mobile: +352 621 202 702
Fax: +352 49 58 03
Email: jeannot@krecke.lu

Service de Police Judiciaire

000298

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 16 janvier 2009

SECRETARIAT GENERAL
du
CONSEIL de GOUVERNEMENT
Entrée le 16 JAN. 2009

Monsieur Jean-Claude Juncker
Premier Ministre,
Ministre d'Etat
L-2910 Luxembourg

Objet: Implantation d'un centre commercial à Wickrange

Monsieur le Premier Ministre,

Je me réfère à la séance du Conseil de Gouvernement du 19 décembre 2008 au cours de laquelle nous avons discuté la décision du Tribunal administratif qui a déclaré irrecevable le recours en annulation introduit contre l'autorisation de construire du bourgmestre de la commune de Reckange-sur-Mess au sujet de l'implantation d'un centre commercial à Wickrange.

Au cours de cette même séance, j'ai été chargé d'examiner tous les éléments du dossier afin de permettre au Conseil de Gouvernement de prendre une décision sur la marche à suivre.

En annexe, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, en 44 exemplaires, une note de synthèse qui traite les éléments juridiques du dossier, en donne une appréciation générale, qui situe le sujet par rapport à d'autres projets tout en tirant une conclusion et soulignant les questions à trancher par le Conseil.

Je vous saurais gré de bien vouloir mettre cette note à l'ordre du jour du prochain Conseil de Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Jean-Marie Halsdorf
Ministre de l'Intérieur et
de l'Aménagement du Territoire

Bureaux: 1, Rue du Plébiscite
Adresse postale: L-2341 Luxembourg

Tél.: 478-6913
Fax: 40 89 70
e-mail: gilbert.schmitz@mat.etat.lu

Service de Police Judiciaire

000299

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Intérieur
et de l'Aménagement du Territoire

Direction de l'aménagement du territoire

Luxembourg, le 16 janvier 2009

Objet: Note au Gouvernement en Conseil concernant le projet « Wickrange Shopping Center » prévu à Wickrange, commune de Reckange-sur-Mess, en ce qui concerne ses implications en matière d'aménagement du territoire

Constat juridique préalable

En l'état actuel des dispositions légales en matière d'aménagement du territoire et d'aménagement communal, les moyens juridiques dont disposent les instances gouvernementales pour éviter la réalisation du projet sous rubrique sont limités. Néanmoins, une possibilité semble se présenter au vu du jugement en date du 17 décembre 2008 du Tribunal administratif concernant le « recours de l'Etat contre la décision du bourgmestre de Reckange-sur-Mess en matière d'urbanisme ».

Cette possibilité est celle d'invoquer finalement et à travers une prise de position adéquate du Conseil de Gouvernement l'article 103 alinéa 1er de la loi communale stipulant que « *le Grand-Duc peut annuler les actes collectifs et individuels des autorités communales qui sont contraires à la loi ou à l'intérêt général* » pour ensuite demander au Gand-Duc d'annuler l'autorisation de construire accordée par le bourgmestre.

Cette annulation devrait donc s'appuyer sur le constat que soit l'autorisation de construire est contraire à la loi, soit qu'elle est contraire à l'intérêt général.

Le premier cas de figure pose problème. En effet, du moment qu'on se place dans le contexte légal de la loi modifiée de 2004 sur l'aménagement communal et le développement urbain, le projet modifié « Wickrange Shopping Center » est très vraisemblablement partiellement contraire aux dispositions réglementaires en vigueur, définies par le PAG et le règlement des bâtisses communaux. Partant, l'autorisation de construire délivrée par le bourgmestre est pour le moins attaquable. Se pose toutefois la question s'il faut faire appel au pouvoir suprême du Chef de l'Etat dans un dossier qui finalement n'empiète que légèrement la loi[1] et en tout cas certainement moins qu'un certain nombre d'autres autorisations de construire accordées dans le passé par différents bourgmestres à travers le pays. En effet, il existe un risque bien réel que si cette démarche était mise en œuvre, un nombre important de demandes en annulation serait adressé au Gouvernement et le Ministre de l'Intérieur n'aurait guère d'autre choix que de systématiquement saisir le Conseil à chaque fois qu'une autorisation de construire accordée par un bourgmestre lui paraîtrait

[1] Il faut, en effet, rappeler que les terrains sur lesquels le projet en question est prévu sont des terrains classés à des fins d'activités économiques et qu'il est bien permis d'y implanter des activités commerciales. Au sens de la loi modifiée du 19 juillet 2004 sur l'aménagement communal et le développement urbain, le projet ne pose donc pas problème de par sa nature même, mais il s'agit d'un problème à la fois d'ordre procédural (fonds partiellement grevés par un PAP existant ou non) et de dimensionnement urbanistique.

1, rue du Plébiscite
L-2341 Luxembourg
Tél.: (352) 478-6917 ou (352) 478-6914
Fax: (352) 40 89 70 ou (352) 40 66 95
e-mail: @mat.etat.lu
http://www.mat.public.lu

Service de Police Judiciaire

000300

enfreindre les dispositions légales et règlementaires. Il va sans dire qu'il en découlerait une situation pour le moins problématique.

Par contre, le deuxième cas de figure, concernant l'intérêt général, est plus substantiel du moment que l'on considère prioritairement cet intérêt général dans le contexte de l'aménagement du territoire. En effet, dans cette optique ce sont la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire (plus particulièrement les articles 1 (2) et 4 (2) ainsi que le Programme directeur d'aménagement du territoire de 2003 (notamment les objectifs politiques 1.II.3, 1.III, 1.V, 1.VI ainsi que 2.I.1 de la partie B concernant la mise en œuvre du programme directeur) qui forment le cadre d'appréciation de l'intérêt général et qui guident l'action gouvernementale en la matière pour un projet d'une envergure telle que celui sous rubrique qui dépasse largement le contexte local et communal et ainsi, par voie de conséquence logique, également celui de l'intérêt général dans sa dimension purement communale.

Appréciation

En effet, dans l'optique de l'aménagement du territoire, le projet est inacceptable pour de nombreuses raisons dont plusieurs sont particulièrement importantes, sinon criantes :

- Un projet d'une telle envergure régionale, voire nationale (23.000 m² de surface nette de vente pour près de 39.000 m² de surfaces locatives brutes, sur un terrain de près de 5. ha), qui équivaut pratiquement au « parachutage dans des champs » d'un potentiel commercial nettement supérieur à celui d'un CDA d'ordre régional bien doté, ne peut être implanté en dehors des pôles de développement majeurs tels que définis par le Programme Directeur et précisés par l'IVL (voir carte annexée). Or ce projet est situé en dehors du pôle de développement Sud, mais à l'intérieur de la zone verte interurbaine visant à séparer l'Agglolux (agglomération de la Ville de Luxembourg) de la « Südstad ».

- De par son implantation à côté de l'A4, mais en dehors de la zone urbaine actuelle, il contribue à un développement axial de l'urbanisation qui est contraire au concept de la déconcentration concentrée retenu par le programme directeur et qui est à la base du modèle spatial du futur développement territorial intégré défini par l'IVL pour le Luxembourg.

- Une telle implantation, à côté d'une autoroute, en marge d'une structure densément urbanisée et sans souci d'intégration urbaine contribuera à augmenter la part modale des déplacements en voiture privée alors que le programme directeur et l'IVL préconisent, jusqu'en 2020, un dédoublement (de 12,5 à 25 %) de la part modale des transports en commun. Ainsi 2000 emplacements de stationnement sont prévus ! En outre, les flux induits se feront non seulement au détriment de la fluidité du trafic sur une A4 déjà largement saturée et pour laquelle les simulations prospectives prévoient d'ci quelques années une quasi paralysie aux heures de pointe, mais également au détriment de la qualité de vie dans les villages de la ceinture verte avoisinante pour lesquels l'aménagement du territoire prône cependant un développement qualitatif et non quantitatif à l'avenir.

- Partant, le projet en question, d'initiative entièrement privée, ne pourrait se réaliser que si l'accès à l'autoroute était adapté aux flux de transport supplémentaires, nécessitant ainsi des travaux importants et coûteux aux frais du contribuable. En outre, il faudrait, afin de lier tant soit peu correctement le site escompté aux transports en commun, aménager à proximité un arrêt de train sur la future ligne de chemin de fer Luxembourg-Esch, alors que cet arrêt, qui serait également aux frais du contribuable, n'est pas prévu pour deux raisons : diminution maximale de la distance-temps entre Esch et Luxembourg par une réduction des arrêts au strict

Service de Police Judiciaire

000301

nécessaire et protection de la zone verte interurbaine des inévitables effets d'urbanisation induits par tout arrêt de train en son sein.

- La croissance de centres commerciaux en périphérie des agglomérations, que nous observons actuellement, a lieu à un moment crucial en matière d'urbanisme commercial qui requiert une attitude prudente. En effet, nos rares centres-villes présentent, depuis quelques années déjà, des symptômes de déclin de leur substance commerciale : fermeture, notamment, de magasins ne pouvant pas concurrencer avec les parkings et les routes mises à disposition gratuitement « dans les champs ». Ceci vaut particulièrement pour le centre-ville d'Esch-sur-Alzette qui ne se situe qu'à quelques kilomètres de Wickrange. Or, on ne peut décemment prétendre que ce ne sont là que les reflets de la loi du marché, puisque les nuisances créées par les centres commerciaux sont et seront bel et bien payées par la collectivité entraînant ainsi une situation de concurrence partiellement déloyale.

- En outre, même le projet gouvernemental phare de Beval serait mis à mal, en dépit de son attrait propre, en raison de la proximité du site de Wickrange, alors que ce type de projet pourrait y être réalisé d'une manière nettement plus intégrée.

- La délimitation du PAP du projet ne contient pas la partie Nord avec les accès pour le parking. Cela signifie que le projet ne pourra se réaliser que si le Ministre de l'Environnement donne son accord pour réaliser des routes d'accès au projet, routes qui passeraient alors impérativement par la zone verte. Une autre possibilité pour les porteurs du projet serait de demander une extension supplémentaire du périmètre. La Commission d'aménagement aviserait cependant dans ce cas certainement défavorablement cette demande parce que la commune, laquelle serait chargée de la faire, agirait exclusivement dans l'intérêt particulier. Dans le cas, néanmoins, d'une décision favorable par le Ministre de l'Intérieur, les communes luxembourgeoises se verraient confrontées à une vague de demandes de reclassement dans le seul intérêt particulier, créant ainsi une situation intenable !

- Enfin, en cas de réalisation du projet, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le Ministre de l'Environnement ainsi que le Gouvernement en général auront des difficultés à suivre une politique visant à réduire le taux de CO^2 dans l'atmosphère. L'argument des incidences climatiques pour tout projet urbanistique ne pourra plus être cité. Or, le Luxembourg, ayant signé le protocole Kyoto, se voit obligé de réduire ses émissions en CO^2. Ce n'est pas en donnant feu vert à des réalisations sur des sites non appropriés et pour lesquels il existe des alternatives tangibles et valables que le Gouvernement atteindra ce but. Alors que les promoteurs du projet préconisent le concept « Akafen ouni Caddy mä mat der Akafstuut », il serait d'autant plus nécessaire d'intégrer les structures commerciales projetées en milieu intra-urbain avec un accès de grande qualité aux transports en commun, comme cela pourrait être le cas à Belval ou encore dans le secteur de la gare centrale de Luxembourg.

Recadrage du projet par rapport à d'autres projets / équipements commerciaux actuellement en discussion

Deux importants projets sont actuellement en discussion, respectivement à l'étude. Si ces projets sont partiellement comparables de par leur envergure, voire même leur nature commerciale au projet de Wickrange, il n'en est toutefois rien en ce qui concerne leur niveau de rareté ou leur caractère unique. En effet, alors que le projet de Wickrange constitue un équipement non unique et non exceptionnel à l'échelle nationale et qui pourrait également être implanté ailleurs, notamment en site plus central et intégré, les deux autres constituent des équipements uniques, voire exceptionnels et d'importance nationale très difficiles à intégrer dans des situations plus centrales.

Service de Police Judiciaire

000302

Stade national de football

Il s'agit ici d'un équipement national unique souhaité par le Gouvernement à condition de trouver un financement privé. Dès lors, trois conditions de site sont nécessairement requises pour assurer la viabilité financière d'une telle entreprise :

- le prix du terrain qui doit être faible, puisqu'il devra être cédé gratuitement ou presque aux promoteurs du projet pour que ceux-ci puissent être à même de financer l'infrastructure ;
- l'accessibilité qui devra être très bonne par autoroute et par train, afin de supporter les flux massifs aux heures d'affluence et permettre de drainer facilement les spectateurs et clients depuis l'ensemble du pays, voire des régions frontalières ;
- la taille du terrain qui devra se situer entre 10 et 15 ha du fait qu'il faudra non seulement y implanter le stade de foot, mais également les surfaces de vente commerciales et les parkings.

Il va sans dire que des sites de ce type sont très rares de nos jours. C'est dans cette optique que le site, qui a le plus de chances d'être retenu, constitue un site remplissant, avec quelques aménagements somme toute de faible envergure, les trois conditions précitées.

Outlet Center

D'après les responsables du Département des Classes moyennes, un « Outlet Center » viable doit avoir une taille et offre suffisantes pour rayonner à l'échelle de la Grande Région. Partant, le petit Luxembourg ne pourra héberger qu'un seul complexe commercial de ce type. Il s'ensuit qu'il s'agit, là encore, d'un équipement unique en son genre au pays et d'envergure supranationale qui requiert des conditions exceptionnelles pour sa viabilité financière :

- l'accessibilité qui devra être très bonne par autoroute, afin de drainer facilement les clients depuis l'ensemble de la Grande Région ;
- le prix du terrain qui doit être faible, pour que les promoteurs du projet puissent être à même de financer l'infrastructure ;
- le site devra être à l'écart des centres urbains existants pour ne pas y créer frontalement une concurrence déloyale, sans pour autant perturber la centralité du système des lieux centraux du programme directeur d'aménagement du territoire ; tel serait notamment le cas s'il s'agissait d'un site en bordure d'un village périurbain.

Ce type de site est indiscutablement très difficile à trouver dans un petit pays et il est un fait que les règles, qui seraient normalement à appliquer pour l'implantation d'une grande surface commerciale en vertu du futur plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques », ne sont guère valables pour cet équipement unique à l'échelle du Luxembourg.

Conclusion

Si le projet de Wickrange, certes attrayant pour le client et qui fait sans doute partie de nos jours des formes modernes du développement urbain, devait voir le jour, il faudrait absolument l'intégrer dans un plan d'urbanisation général et trouver un site approprié pour ce faire à l'image du projet Auchan dans le Ban de Gasperich. Or, la détermination d'un tel site devra se faire en adéquation avec le futur plan sectoriel des zones d'activités économiques dont l'avant-projet sera présenté dans un futur proche. En effet, ce plan abordera résolument la problématique territoriale des grandes surfaces commerciales et permettra de disposer à l'avenir de critères spatiaux cohérents à base légale qui font actuellement largement défaut vis-à-vis de demandes d'implantation. Il s'agira en tout cas de rechercher systématiquement à localiser les nouvelles grandes implantations commerciales d'envergure régionale au cœur des agglomérations, afin d'assurer la vitalité des espaces publics, de favoriser les rencontres, tout en promouvant un transport public performant à la hauteur des enjeux climatiques et de la qualité de vie.

Service de Police Judiciaire

000303

Si jamais le projet était accepté sur le site escompté par ses promoteurs, le pays devrait en assumer les conséquences : les centres-villes avoisinants accélèreraient leur déclin et se videraient de leurs points d'attrait commerciaux, le projet phare de Belval serait mis à mal et l'aménagement intégré du territoire poursuivi par le Gouvernement serait sérieusement malmené et perdrait beaucoup de sa crédibilité en termes de développement durable qui constitue pourtant son principal pilier.

Questions à trancher par le Gouvernement

1. Est-ce que le Gouvernement se place prioritairement dans l'optique de l'aménagement du territoire pour l'appréciation de l'intérêt général ou est-ce qu'une autre optique telle que, notamment, en ces temps de crise, une optique économique et sociale prime ?

2. Si c'est l'optique aménagement du territoire qui prime, est-ce que le Gouvernement partage l'appréciation développée dans la note et est prêt à demander au Grand-Duc d'annuler l'autorisation de construire accordée par le bourgmestre ?

3. Si tel est bien le cas, est-ce que le Gouvernement serait prêt à entamer, avec la pression et les moyens nécessaires, des négociations avec les initiateurs du projet pour envisager sa réalisation sur un site alternatif tel que prioritairement le « Square Mile » à Belval, ou secondairement le terrain Paul Wurth à Luxembourg-Gare ?

ANNEXE 10

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

[ ]

Annexe 10 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 26 juin 2012 à 09.30 heures

AUDITION

PLASMAN Luc,
Administrateur délégué, né le 15 octobre 1953 à Enghien/B,
demeurant à B-1547 Bievene, 20, rue Puydt

Entendu, le témoin déclare en langue française ce qui suit:

« Vous m'informez que le Procureur d'Etat près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg vous a chargés d'une enquête préliminaire relative à la soi-disant affaire « WICKRANGE-LIVANGE ».

Lors d'une conférence de presse le 7 juin 2012, les députés François BAUSCH et Claude MEISCH ont fait état de faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore corruption dont M. Guy ROLLINGER aurait été la victime.

Question : Depuis quand et dans quel contexte êtes-vous concerné par le projet WICKRANGE SHOPPING CENTER?
Réponse : J'étais administrateur délégué de la société ING REAL ESTATE DEVELOPPMENT HOLDING BELGIUM S.A., ayant eu son siège à B-1000 Bruxelles, 46, Avenue des Arts. L'entité juridique de cette société existe toujours mais elle a cessé ses activités depuis le 31 décembre 2010 et le personnel a été transféré à la société Comm. VA Wereldhave Belgium SCA.

Le 7 juin 2006, ING REAL ESTATE a signé la convention d'option d'achat portant sur 50% des actions de « Wickrange Shopping Center ». On avait le 'know-how' en matière de développement de centres commerciaux. On travaillait sur le concept et l'architecture du terrain. Le Groupe Guy Rollinger était propriétaire du terrain à Wickrange.

Question : A combien de réunions avec des membres du gouvernement luxembourgeois avez-vous assisté à ce sujet ? Quelle était la teneur ?
Réponse : Pour autant que je me rappelle, j'ai assisté à un total de quatre réunions, dont deux avec le Ministre des Classes Moyennes BODEN au début du projet.
Il y avait une réunion avec M. WISELER, Ministre en charge des Travaux Publics à l'époque.
La dernière réunion était avec M. KRECKÉ, Ministre de l'Économie à l'époque.
Je ne suis plus en mesure de me rappeler les dates exactes de ces réunions.
Je pense que M. ROLLINGER et WEYRICH ont assisté à la réunion auprès du Ministre WISELER.
En ce qui concerne la réunion avec le Ministre KRECKÉ, je suis sûr que M. ROLLINGER y a participé, par contre je ne me souviens plus si M. WEYRICH a également participé.
La teneur des réunions était toujours en relation avec notre projet. Chez M. BODEN cela concernait le concept du centre commercial, chez M. WISELER, l'acquisition d'une bande de terrain appartenant à l'État, nécessaire pour créer les voiries d'accès sur le terrain.

La réunion chez M. KRECKÉ a eu lieu vers la fin du projet. C'est lors de cette réunion que M. KRECKÉ nous a fait part de la décision du Gouvernement, à savoir que le Gouvernement était opposé au projet « Wickrange Shopping Center », et favorable à la réalisation du projet « Livange ». Je ne suis pas certain si M. KRECKÉ nous a fait une proposition de s'associer au projet « Livange » à ce moment-là.

Toutes les réunions se sont déroulées dans un cadre normal et très professionnel. Aucune menace n'a été exprimée à notre encontre.

Par contre, il y avait quand même une certaine pression pour nous du fait que l'État ne voulait procéder à l'échange du terrain que sous condition qu'on renonce à notre projet. La lettre du 2 avril 2009 du Gouvernement fait état de cette position.

En plus, on aurait encore eu besoin d'autorisations de commodo-incommodo qui ne nous auraient éventuellement pas été délivrées si on n'avait pas renoncé à la réalisation du projet « Wickrange ».

La position du Gouvernement nous a été développée par le Ministre KRECKÉ avec détermination mais dans un cadre légal.

Question : Est-ce que Messieurs ROLLINGER et/ou WEYRICH vous ont raconté qu'ils ont été menacés ou que de la pression aurait été exercée à leur encontre par des membres du gouvernement et plus précisément les Ministres KRECKÉ et HALSDORF afin de renoncer au projet Wickrange?
Réponse : Ils m'ont raconté à un certain moment qu'ils ont été menacés d'être sabotés dans leurs activités professionnelles au Luxembourg. Je ne saurais pas vous dire quelles personnes auraient exprimé ces menaces à leur encontre.

Question : Suivant nos informations, les propos des Sieurs ROLLINGER et WEYRICH se résument à trois points :
- ils risqueraient de ne plus avoir des marchés publics ;
- ils risqueraient que leurs lignes de crédits auprès des établissements bancaires seraient mis en question ;
- ils risqueraient que les autorisations dont ils ne disposaient pas encore ne soient pas délivrées.

Réponse : Ce sont effectivement les déclarations que les Sieurs ROLLINGER et WEYRICH ont fait à mon encontre. Je ne sais pas qui les a menacés de telle sorte, si c'est bien M. KRECKÉ, un autre membre du gouvernement ou encore des fonctionnaires d'État.

Question : Quand et pourquoi la société ING REAL ESTATE s'est retirée du projet WICKRANGE SHOPPING CENTER ?
Réponse : A ce sujet, je renvoie à la convention portant sur la résiliation amiable de la convention d'option d'achat sur action et cession de créance, datant du 19 mai 2009. Je vous remets une copie de cette convention.

Le point C. (page 2) fait état de diverses pressions et choix politiques qui étaient imprévisibles tant lors de la conclusion de la convention que dans le cadre de l'exécution du projet Wickrange. Je réfère à ce sujet aux déclarations ci-dessus en relation avec l'échange du terrain à Wickrange ou encore les autorisations de commodo-incommodo dont on avait encore besoin.

Question : Avec qui encore avez-vous eu des réunions en relation avec le transfert ou l'intégration du projet WICKRANGE dans le projet LIVANGE ?
Réponse : A ce sujet j'ai eu deux réunions avec la société PROMOBE de M. BECCA pour voir si une collaboration dans ce projet serait réalisable. M. BECCA voulait limiter notre participation à 11.000m^2. Vu que cette proposition nous paraissait peu intéressante, on a finalement renoncé à une collaboration au projet « Livange ».

Fin de l'audition : 10.45 heures

L. A. S.

- PLASMAN Luc -	- WEIS Marc - *commissaire en chef*	- HANSEN Daniel - *commissaire en chef*

Service de Police Judiciaire
000484

POLICE JUDICIAIRE
Annexe no. I à
l'audition de M. Luc PLASMAN

CONVENTION
PORTANT RESILIATION AMIABLE DE LA CONVENTION D'OPTION D'ACHAT SUR ACTIONS
ET
CESSION DE CREANCE

Entre :

1. la société anonyme de droit belge **ING REDH Belgium**, dont le siège social est situé à B-1000 BRUXELLES, avenue des Arts 46, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro 0468159018, ici représentée par Monsieur Luc Plasman, administrateur délégué et Monsieur Frank Adriaensen, directeur,

*ci-après dénommée « **ING REDH**», d'une part,*

Et :

1. la société anonyme de droit luxembourgeois **D.01 PAC HOLDING**, dont le siège social est situé à L-3980 WICKRANGE, 4-6, rue des Trois Cantons, inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro 44671, ici représentée par Messieurs Alain Weyrich et Guy Rollinger, en leur qualité d'administrateurs,et

2. la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois **I.02 IMMOGLOBAL**, dont le siège social est situé à L-3980 WICKRANGE, 4-6, rue des Trois Cantons,inscrite au registre de commerce de Luxembourg, sous le numéro 42933, ici représentée par Messieurs Alain Weyrich et Guy Rollinger, en leur qualité de gérants,

*ci-après dénommées ensemble « **PAC et I.02** », et*

3. la société anonyme de droit luxembourgeois **WICKRANGE SHOPPING CENTER**, dont le siège social est situé à L-3980 WICKRANGE, 4-6, rue des Trois Cantons, inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B46272 , ici représentée par Messieurs Alain Weyrich et Guy Rollinger en leur qualité d'administrateurs,

*ci-après dénommée « **WICKRANGE SHOPPING CENTER** »,*

ci-après dénommées conjointement les « **Partenaires** »,

Service de Police Judiciaire
000485

Et :

1. Monsieur **Guy ROLLINGER**, né le 10 juillet 1956, domicilié à Reckange-Mess, mais élisant domicile pour ses besoins professionnels à L-3980 WICKRANGE, 4-6, rue des Trois Cantons, agissant en nom personnel,

*ci-après dénommé « **Guy Rollinger** », et*

2. la société anonyme de droit luxembourgeois **L.01 LAURUS**, dont le siège social est situé à L-3980 WICKRANGE, 4-6, rue des Trois Cantons, inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B92159, ici représentée par Messieurs Alain Weyrich et Guy Rollinger, en leur qualité d'administrateurs,

*ci-après dénommée « **LAURUS** »,*

L'ensemble des parties citées ci-dessus étant conjointement dénommées les « **Parties** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

A. Les Partenaires ont signé le 7 juin 2006 une convention d'option d'achat portant sur 50% des actions de « WICKRANGE SHOPPING CENTER » ; cette convention a été amendée le 22 novembre 2007 (ci-après la « **Convention** »).

B. Aux termes de la « Convention », « les Parties » ont développé ensemble un projet de construction d'un centre commercial sur un terrain situé à Wickrange et appartenant à « WICKRANGE SHOPPING CENTER » (ci-après le « **Projet Wickrange** »). « WICKRANGE SHOPPING CENTER » a conclu pour ce faire divers contrats dont notamment les contrats d'architectes et d'ingénieurs ainsi que les contrats d'agent pour la commercialisation des surfaces commerciales.

C. Bien que le « Projet Wickrange » soit actuellement très avancé et que de nombreux frais ont déjà été avancés en exécution de la Convention, les Parties ont toutefois rencontré une opposition du gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg qui souhaite favoriser le développement d'un autre projet immobilier important (i.e. un stade de football, un « outlet mall » et des commerces) sur le site de Livange (commune de ROESER) (ci-après le « **Projet Immobilier de Livange** »). Ces diverses pressions et choix politiques étaient imprévisibles tant lors de la conclusion de la Convention que dans le cadre de l'exécution du Projet Wickrange.

Service de Police Judiciaire
000486

LES PARTIES ONT DONC CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Résiliation de la Convention:

Etant en présence d'un cas de force majeure, les Partenaires conviennent de procéder de commun accord à la résiliation de la « Convention », ainsi que de l'ensemble des conventions et engagements pris en exécution de celle-ci (notamment la convention de développement et la convention d'actionnaires annexées à la « Convention »).

Cette résiliation intervient avec effet immédiat, selon les conditions et modalités prévues dans la présente convention, aucune indemnité d'aucune sorte n'étant due de part et d'autre de ce chef.

«ING REDH » cède en outre avec effet immédiat également toutes les créances qu'elle pourrait avoir à l'égard de **« WICKRANGE SHOPPING CENTER »**, pour les sommes avancées en exécution de la « Convention », à **« Guy Rollinger »** conformément à ce qui est dit ci-après à l'article 2.

Sans préjudice de ses droits résultant du présent accord, «ING REDH » déclare dès lors expressément par la présente qu'à compter de ce jour elle n'a plus aucune revendication d'aucune sorte à l'égard de « WICKRANGE SHOPPING CENTER », que ce soit en relation avec l'exécution ou la résiliation de la « Convention », l'abandon du « Projet Wickrange » ou même la création du projet immobilier de Livange, à l'exception de la facture n° 200900000047 émise le 14/04/2009 par « ING REDH » à l'ordre de « Wickrange Shopping Center » pour un montant de 805'000,00 € TVA comprise, dont le paiement interviendra dans les 60 jours de la signature de la présente convention.

A défaut de paiement dans ce délai, le montant de 805'000,00 € TVA comprise sera productif, à dater de son exigibilité, automatiquement, de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'un intérêt de retard au taux d'intérêt légal en vigueur jusqu'à son complet paiement.

A compter de ce jour et sans préjudice de ce qui est stipulé ci-après, chacun des Partenaires recouvre par conséquent sa pleine liberté. En particulier, **« PAC et I.02 »** sont libres, à compter de ce jour, de pouvoir gérer comme elles l'entendent **« WICKRANGE SHOPPING CENTER »**, ce qu'accepte expressément **« ING REDH »**.

Pour autant que de besoin, il est encore précisé qu'à compter de ce jour **« WICKRANGE SHOPPING CENTER »** prend seule en charge tous les « Frais du Projet », telle que cette notion est définie dans la Convention, qu'ils aient été facturés et/ou engagés, **« ING REDH »** étant pleinement libérée, à partir de ce jour, de toute obligation prévue par la Convention, notamment de contribuer à l'avancement des « Frais du Projet ».

Service de Police Judiciaire
000487

Article 2 : Cession de créance

Par la présente convention, « **ING REDH** » cède à « **Guy ROLLINGER** », qui accepte, l'intégralité de la créance qu'elle détient à ce jour sur « **WICKRANGE SHOPPING CENTER** », telle qu'elle est définie ci-dessous (ci-après la « **Cession** »).

Le montant de cette créance correspond à 50% des « Frais du Projet » et qui ont été avancés par « **ING REDH** » en exécution de la Convention jusqu'au jour de la signature de la présente convention.

Le prix de la Cession (ci-après le « **Prix de la Cession** ») est fixé alternativement comme suit :

- Si le Plan d'Aménagement Particulier (ou tout permis ou autorisation d'effet équivalent en cas de changement de dénomination) permettant la réalisation du « Projet Immobilier de Livange », est définitivement obtenu c'est-à-dire approuvé par le Ministre compétent endéans les 36 mois qui suivent la signature de la présente convention (ci-après « Approbation du PAP »), le « Prix de la Cession » s'élèvera à 2.695.000 € EUR (deux millions six cent nonante cinq mille euros).

- Si à l'échéance des 36 mois « l'approbation du PAP » n'est pas encore obtenue mais clairement susceptible de l'être dans un délai raisonnable, « **ING REDH** » et « **Guy Rolliger** » s'engagent à négocier de bonne foi, d'une prolongation du délai endéans lequel « l'approbation du PAP » devra être obtenue, étant toutefois entendu que cette prolongation ne pourra pas excéder 12 mois.

- A défaut « d'Approbation du PAP » endéans les 36 mois qui suivent la signature de la présente convention, le cas échéant prolongé comme prévu au point précédent, « le Prix de la Cession » s'élèvera à 1 EUR (un euro).

« **Guy Rollinger** » informera régulièrement « **ING REDH** », dans un esprit de bonne foi, de l'évolution du dossier visant à l'obtention du PAP et communiquera à « **ING REDH** », dans un délai ne dépassant pas un mois, la date « d'obtention » ou de « non-obtention du PAP ».

Le paiement du « Prix de la Cession » interviendra dans un délai de 120 jours ouvrables à compter de la date « d'Approbation du PAP » ou de « non-approbation du PAP ».

Le paiement du « Prix de la Cession » s'effectuera sur le compte n° IBAN BE66 3101 4665 0043 ;BIC code BBRUBEBB ouvert au nom de «**ING REDH** » ou sur tout autre compte indiqué par cette dernière.

Sans préjudice des autres droits et actions de « **ING REDH** », toute somme due par « **Guy Rollinger** » en vertu de la présente convention est productive, à dater de son exigibilité, automatiquement, de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'un intérêt de retard au taux d'intérêt légal en vigueur jusqu'à leur complet paiement.

« **PAC et I.02** » ainsi que « **LAURUS** » déclarent irrévocablement se porter cautions solidaires et indivisibles de « **Guy Rollinger** » pour le paiement, tant en principal qu'en intérêts et frais accessoires, de toutes sommes dues par « **Guy Rollinger** » à « **ING REDH** » en vertu de la présente convention. En conséquence, à défaut de paiement par « **Guy Rollinger** » des sommes devenues exigibles, chacune des cautions s'engage à acquitter les sommes dues à la première réquisition par lettre recommandée de « **ING REDH** ».

Service de Police Judiciaire
000488

Chacune des cautions renonce au bénéfice de division et de discussion. Les obligations des cautions seront indivisibles entre ayants droit: « **ING REDH** » pourra poursuivre pour le tout chacun des ayants droit de chacune des cautions.

Pour autant que de besoin, il est précisé que « **WICKRANGE SHOPPING CENTER** » ne se portent pas caution des engagements de « **Guy ROLLINGER** » pris en vertu de la présente convention.

Article 3. Renonciations

Moyennant exécution de la présente convention, chacun des Partenaires déclare être rempli de tous ses droits et renonce à toute réclamation ou demande découlant de la Convention ou de ses suites.

Sans préjudice de ses droits résultant du présent accord «**ING REDH** » déclare expressément qu'à compter de ce jour, elle n'a plus aucune revendication d'aucune sorte à faire valoir à l'égard de « **PAC et I.02** » et/ou de « **Guy Rollinger** » et/ou à l'égard tous tiers quels qu'ils soient en relation avec l'exécution ou la résiliation de « la Convention » l'abandon du « Projet Wickrange » ou la création du « Projet immobilier de Livange ».

Pour autant que de besoin, à titre superfétatoire et sans préjudice de ce que est stipulé à l'article 2 ci-avant, «**ING REDH** » déclare expressément renoncer à toute créance qu'elle détient ou pourrait encore détenir à l'égard de « **WICKRANGE SHOPPING CENTER** », **sauf pour la facture n° 200900000047 émise le 14/04/2009 par « ING REDH » comme précisé à l'article 1, al. 4, ci-dessus.**

Article 4: Généralités

La nullité éventuelle de l'une quelconque des clauses de la présente convention ne pourra entraîner la nullité de l'ensemble de celles-ci. Dans cette hypothèse, les Parties s'engagent à substituer à la (aux) clause(s) frappées de nullité une ou plusieurs autres clauses produisant les mêmes effets juridiques et économiques.

Le présent contrat est régi par le droit luxembourgeois et tout litige portant sur la formation, la conclusion, l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux de la ville de Luxembourg.

*****

Signé à Luxembourg le 19 mai 2009, en 6 exemplaires originaux dont un original est remis à chaque Partie.

Pour ING REDH Belgium S.A.

Nom : Luc Plasman
Qualité : Administrateur-délégué
Date : 19/5/2009

Nom : Frank Adriaensen
Qualité : Directeur
Date : 19/5/2009

Service de Police Judiciaire

000489

Pour D.01 PAC HOLDING S.A.

Alain Weyrich*
Qualité : Administrateur
Date : 19.05.2009

Guy Rollinger*
Qualité : Administrateur
Date : 19.05.2009

Pour I.02 IMMOGLOBAL S.A.R.L.

Alain Weyrich*
Qualité : Administrateur
Date : 19.05.2009

Guy Rollinger*
Qualité : Administrateur
Date : 19.05.2009

Pour WICKRANGE SHOPPING CENTER S.A.

Alain Weyrich
Qualité : Administrateur
Date : 19.05.2009

Guy Rollinger
Qualité : Administrateur
Date : 19.05.2009

Monsieur Guy ROLLINGER

Date: 19.05.2009

Pour L.01 LAURUS S.A.

Alain Weyrich*
Qualité : Administrateur
Date : Date : 19.05.2009

Guy Rollinger*
Qualité : Administrateur

« bon pour caution solidaire et indivisible des obligations de M. Guy Rollinger en vertu de la présente convention »

* *Mention manuscrite à ajouter : « bon pour caution solidaire et indivisible des obligations de M. Guy Rollinger en vertu de la présente convention ».*

« Bon pour caution solidaire et indivisible des obligations de M. Guy Rollinger en vertu de la présente convention »

ANNEXE 11

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

[ ]

Annexe 11 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 26 juin 2012 à 14.05 heures

seconde **A U D I T I O N**

ROLLINGER Guy,
Administrateur de sociétés,
né le 10 juillet 1956 à Luxembourg,
demeurant à L-4980 Reckange-sur-Mess, 201, route des Trois Cantons

Entendu, il déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit: **- en présence de Me GRASSO Rosario -**

Comme suite aux auditions réalisées jusqu'à présent, on doit procéder à une nouvelle audition de vous afin de clarifier certains éléments.

Question : Est-ce que vous maintenez vos déclarations du 13 juin 2012 quant aux menaces/pressions exercées par M. KRECKÉ à votre encontre et à l'encontre de M. WEYRICH ?
Réponse : Je maintiens mes déclarations du 13 juin 2012 que j'ai faites chez vous et que j'ai pu relire aujourd'hui. Elles reflètent exactement la situation de l'affaire telle qu'elle s'est présentée et le comportement de M. KRECKÉ envers M. WEYRICH et moi-même.

Question : Bien que les faits remontent à début 2009, vous ne vous êtes manifesté en public qu'à partir du mois de mai 2012 avec votre communiqué de presse qui renseigne sur l'introduction d'une action en justice de votre Groupe à l'égard de M. BECCA. Pourquoi n'avez-vous pas réagi à l'époque ?
Réponse : Je dois préciser qu'on n'est jamais intervenu en public jusqu'audit communiqué de presse. On n'a jamais parlé en public de faits d'extorsion/chantage commis à notre encontre.

L'affaire n'a pas été lancée à notre initiative. Je renvoie à ce sujet
- au débat mené à la Chambre des Députés en date du 5 octobre 2011 au sujet de la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange ;
- à l'article paru dans l'hebdomadaire « Lëtzebuerger Land » ;
- la diffusion de l'enregistrement audio ; et
- à la conférence de presse des Sieurs BAUSCH et MEISCH.

Le fait qu'on n'est pas intervenu à l'époque, s'explique qu'à ce moment on espérait toujours trouver une solution, et que finalement en avril/mai 2009 on a pu trouver un accord avec le Gouvernement et M. BECCA.
A l'époque, j'ai déjà consulté Me François COLLOT, associé de Me Rosario GRASSO, afin de me conseiller sur les démarches à entreprendre. On avait décidé de ne pas engager une procédure judiciaire à ce moment-là.

Question : Le 10 mai 2012, vous avez publié un communiqué de presse dans lequel vous annoncez une action en justice à l'encontre de M. Flavio BECCA pour le non-respect de ses engagements envers votre Groupe. Était-ce une réaction de votre part suite à la déclaration du 8 mai 2012 du Premier Ministre sur l'État de la Nation ?
Réponse : Non, tel n'est pas le cas. Déjà depuis des mois, j'avais prévu de lancer une assignation contre M. BECCA. Je regrette ne pas l'avoir fait auparavant. Cette initiative était indépendante de la réalisation de Livange ou non et avait trait aux conventions signées avec M. Flavio BECCA et ses sociétés et ses engagements qu'il n'avait pas respectés envers moi et mes sociétés.

Question : Dans ce même communiqué, vous prétendez que juste avant les élections législatives de 2009, votre Groupe fut fortement invité à renoncer à la réalisation du projet « Wickrange » au profit du projet « Livange ». Or, un accord entre le Gouvernement, M. BECCA et vous a été élaboré le 2 avril 2009 (pièces **171-173**). Dans vos courriers communs du 15 et 20 mai 2009 (pièces **178-179** et **180-181**), donc juste avant les élections, vous et M. BECCA confirmez avoir trouvé un accord pour le projet « Livange ».

Dans leur courrier du 22 mai 2009 (pièces **182-183**), le Premier Ministre JUNCKER et les Ministres KRECKÉ et HALSDORF expriment leur contentement par rapport à l'accord trouvé.

Aucune des pièces citées ci-dessus, ne reflète des incohérences entre les parties concernées. Qu'en dites-vous ?
Réponse : A partir du 30 mars 2009, date de la réunion au Ministère, il était évident que le projet « Wickrange » n'était plus réalisable. Les réunions qui suivaient se tenaient avec M. BECCA afin d'établir les conventions pour la réalisation du projet « Léiweng ». M. DIEDERICH a partiellement accompagné ces réunions comme intermédiaire.

Le volet des pressions/menaces se situait dans les réunions qui ont précédé celle du 30 mars 2009. Il s'agit des réunions avec M. KRECKÉ. Je cite à ce sujet les réunions des 6 et 12 mars dans le bureau de M. KRECKÉ au Ministère de l'Économie.

Question : Dans votre projet de courrier du 3 juin 2009 (pièces **185-186**) vous faites état de votre soulagement que vous ressentez compte tenu du déroulement des derniers événements en précisant que le dossier « Wickrange Shopping Center » a pu être clôturé avec toute la discrétion qui s'impose dans une telle affaire et sans causer de tort préjudiciable au Gouvernement. Dans la même lettre vous réitérez votre soutien pour les élections à venir. Ce courrier ne renseigne pas non plus sur des incohérences éventuelles entre vous et des membres du Gouvernement. Qu'en est-il ?
Réponse : Le contenu de cette lettre a été rédigé par moi-même et sur mon initiative. On était sur la voie de réaliser le projet « Léiweng ».

Moyennant cette lettre j'ai voulu rappeler les aspects suivants :
- exprimer notre soulagement d'avoir trouvé un accord après tant de mois ;
- l'abandon du projet « Wickreng I » était un sacrifice moral et financier, tout en considérant qu'il s'agissait d'un projet innovateur et qui nous tenait à cœur ;
- on était prêt à partir de zéro avec le soutien du Gouvernement pour développer le projet « Wickreng II » ;
- demander un rendez-vous auprès du Ministre de l'Intérieur pour déterminer ensemble les prochaines étapes de nos différents projets immobiliers

Remarque : Je vous remets un dossier DIN A4 bleu, 4cm, intitulé Projet Rollinger, Dossier pour l'État, qui contient des pièces relatives aux 8 projets en question. Dans ce contexte, je vous ai montré le « **Masterplan** Stade National de Football à Livange Luxemburg Juli 2010 » qui montre bien le professionnalisme de M. Flavio BECCA. Il nous a d'ailleurs montré avant et après la signature de nos conventions plusieurs projets de telle envergure comme par exemple à Huncherange, le terrain de golf à Preisch et le ban de Gasperich, ce qui nous a convaincu que le Groupe BECCA peut nous apporter une plus-value. Nous n'avions jamais réalisé ou projeté de telles promotions immobilières, mis à part du projet Shopping Center Wickrange qu'on a projeté avec ING REAL ESTATE. Avant, nos expériences dans les projets immobiliers se limitaient à la construction de petites résidences.

Au moment de la rédaction de cette lettre, les conventions avec M. BECCA étaient déjà signées et la position du Gouvernement était claire. Je réfère à la lettre des ministres JUNCKER, KRECKÉ et HALSDORF du 22 mai 2009.

Je n'ai pas de souvenir si la lettre a effectivement été envoyée ou non. De toute façon le brouillon « 2ème draft » a été envoyé par courriel du 3 juin 2009 à M. DIEDERICH Romain avec copie à Monsieur Flavio BECCA.

Question : Est-ce que vous êtes en mesure de citer les noms de personnes qui ont été témoin des menaces/pressions formulées par M. KRECKÉ à votre encontre ou à l'encontre de M. WEYRICH ?
Réponse : Je ne peux que citer M. WEYRICH lui-même. A mon avis M. BECCA n'a pas assisté aux réunions du 6 et 12 mars 2009.

Question : Est-ce que vous disposez de quelconques pièces susceptibles d'étayer vos accusations à l'encontre de M. KRECKÉ ?
Réponse : Non. Par contre, je sais que M. WEYRICH fait toujours des notices lors de réunions.

Question : On vous montre la copie d'un courriel entre vous et le Ministre KRECKÉ datant du 8 février 2010 (pièce **212**). Dans ce courrier vous demandez l'appui du Ministre KRECKÉ et vous le remerciez pour sa collaboration.
Dans un courrier du 4 janvier 2012 (pièce **213**) au Ministre KRECKÉ vous faites mention d'une agréable entrevue que vous auriez eue avec lui et le Premier Ministre.
La teneur de ces courriers ne reflète à aucun passage les problèmes que vous auriez eus avec M. KRECKÉ.
Qu'en est-il ?
Réponse : Je maintiens à ce sujet mes déclarations que j'ai faites ci-dessus comme quoi les projets « Wickreng II » et « Léiweng » étaient toujours en voie de réalisation à ces époques-là. Par contre, « Wickreng I » est mort.
Concernant l'agréable entrevue avec le Ministre KRECKÉ et le Premier Ministre je dois souligner que cette entrevue se déroulait en de bons termes, j'ai bien pu m'expliquer et on m'a confirmé que les engagements du Gouvernements seraient respectés. Le Premier Ministre JUNCKER a même confirmé à trois reprises que les engagements du Gouvernement par rapport au dossier « Wickrange » seront respectés.

Au sujet des accords avec M. Flavio BECCA et le Gouvernement, je tiens cependant à préciser et afin d'éviter tout malentendu, que l'autorisation grande-surface est toujours en possession de la société WICKRANGE MESSDALL. Tel qu'il résulte des conventions signées avec M. BECCA le 19 mai 2009, cette autorisation devait être mise à sa disposition lors de sa demande officielle au Ministère des Classes Moyennes pour obtenir une telle autorisation. Plus particulièrement, il a été convenu que je devais renoncer partiellement à mon autorisation grande-surface de 22.971m^2, je devais en effet garder une partie de ces m^2 et en renonçant officiellement auprès du Ministère des Classes Moyennes au reste de la surface, ce Ministère aurait alors pu émettre une nouvelle autorisation grande-surface à M. Flavio BECCA.

Question : Au sujet des affirmations/déclarations publiques qui ont été faites dans le cadre de la présente affaire, avez-vous remis ou transmis de quelconques pièces ou documents à autrui (à l'exception de votre avocat) ?
Réponse : Comme je l'avais déjà signalé la dernière fois, je n'ai jamais remis ou transmis des lettres, des mails ou des enregistrements à autrui. Dans certains de mes mails, M. Flavio BECCA ou les Ministres KRECKÉ et HALSDORF ou encore M. DIEDERICH ont été mis en copie. Il s'agissait des personnes concernées.

Question : Vous me montrez un document intitulé « La Version Rollinger » (pièce **112-113**). Qui a rédigé le contenu de ce document ?
Réponse : Il s'agit d'un contenu qui reflète mes réflexions au sujet de l'affaire à 100%. J'ai dicté ce contenu dans sa totalité à ma secrétaire Véronique THOMA il y a au maximum quatre semaines d'ici. Ces réflexions étaient destinées pour une conférence de presse éventuelle à donner par le Groupe Guy Rollinger. J'ai voulu rassembler mes idées concernant l'affaire dans un ordre chronologique, suite aux diverses déclarations de la part des Sieurs BAUSCH et MEISCH et éventuellement suite à la réaction de M. KRECKÉ sur RTL.

Par contre, la mise en page de ce document n'est pas compatible avec celle de ma secrétaire. Je suppose avoir donné le document que ma secrétaire a rédigé au journaliste Nico GRAF lors de sa visite aux alentours des conférences de presse des Sieurs MEISCH et BAUSCH les 22 mai et 7 juin 2009.

Je vous transmettrai une copie de l'original du document avec date de sa création demain matin.

Je constate que dans ce document je me réfère uniquement à des faits objectifs concernant l'évolution du projet Wickrange jusqu'à sa mort avec à l'appui les chiffres qui ont été investis par le Groupe Rollinger, les bénéfices que le projet Shoping Center Wickrange aurait certainement pu engendrer (1.500 emplois, 45.000.000 € de TVA, 140.000.000 € de travaux pour les artisans, etc.).
A aucun moment je ne fais allusion, ni directement, ni indirectement aux réunions avec M. KRECKÉ en date du 6 et 12 mars 2012 et aux propos qu'il a tenus à mon encontre à ce moment-là. Les propos de M. KRECKÉ n'étaient pas destinés au public.

Par contre, le document repris à titre de pièce n° **110** est à mon avis un montage « copier/coller » d'un courriel qui a été envoyé par ma secrétaire Stéphanie en date du 22 novembre 2010 à M. Romain DIEDERICH que vous m'avez montré comme pièce n° **190**. Ce courriel a également été adressé à M. Flavio BECCA. Je constate et tiens à souligner que les passages en gras dans mon courriel ne se retrouvent pas tel quel dans la pièce n° **110**. Pour cette raison j'estime qu'il s'agit d'un « copier-coller » altéré sur lequel on a aussi supprimé certaines données (l'émetteur, la date d'envoi, le destinataire et le destinataire en copie, de même que l'objet). J'estime également que de cette manière le document que vous me montrez comme pièce n° **110** a été manipulé et utilisé par d'autres personnes à des fins auxquelles mes propos n'étaient pas destinés.

Finalement je tiens à préciser que je n'ai jamais remis des copies de mails, courriers et/ou enregistrements qui concernent le dossier « Livange-Wickrange » à des personnes non concernées.

Je suis bien évidemment intéressé à apprendre les noms des personnes qui ont divulgué des courriers et mails internes de mon groupe ou encore l'enregistrement audio de ma communication téléphonique à autrui. C'est la raison pourquoi j'ai déposé plainte avec constitution de partie civile au cabinet d'instruction.

Je vous remets encore une chronologie des rendez-vous avec Monsieur le Ministre KRECKÉ qui a été élaborée sur base de mon agenda après ma première audition du 13 juin 2012. En outre, je vous remets un ordre du jour que j'ai préparé ce matin. Il reprend à mon avis les points essentiels de l'affaire.

Je vous remets également un dossier DIN A4 orange, 4cm, intitulé Dossier Wickrange 2, contenant des pièces qui sont susceptibles être utiles à l'affaire.

Fin de l'audition : 18.20 heures

L. A. S.

- ROLLINGER Guy -

- WEIS Marc -
commissaire en chef

- HANSEN Daniel -
commissaire en chef

Service de Police Judiciaire
000304

Chronologie
des rendez-vous avec Monsieur le Ministre Krecké

13/02/2009	07.45 heures	Hôtel Royal en présence du Ministre Krecké et de Monsieur Flavio Becca
23/02/2009		Lettre au Ministre Mars Di Bartolomeé
27/02/2009	15.45 heures	Hôtel Royal en présence de Monsieur Flavio Becca et le Ministre Krecké
03/03/2009	13.00 heures	Réunion avec le Ministre Krecké et Monsieur Plasman d'ING Real Estate
06/03/2009	07.00 heures	Réunion avec le Ministre Krecké et Alain Weyrich
12/03/2009	15.30 heures	Réunion avec le Ministre Krecké
26/03/2009		Restaurant Um Plateau en présence du Ministre Krecké, Flavio Becca, Serge Loudvig, Karine Rich
27/03/2009		Plusieurs entretiens téléphoniques entre Monsieur Romain Diederich et Guy Rollinger. Guy Rollinger précisant que nous allions **commencer le terrassement** le lundi. Dernier appel à 16.00 heures où Monsieur Diederich invite Guy Rollinger et Alain Weyrich à un entretien le 30 mars 2009 avec Monsieur le Premier Ministre Juncker, Messieurs Halsdorf, Krecké
30/03/2009	09.00 heures	Réunion avec Messieurs les Ministres Juncker, Halsdorf

Service de Police Judiciaire

000305

Ordre du jour réunion police judiciaire du 26 juin 2012

Par la présente, je voulais vous informer que nous avons beaucoup de problèmes avec des clients pensant que nous allons tomber en faillite dans le cas où nous devrions rembourser les 16 millions d'euros.

En outre, des clients pour la rente viagère craignent que leur rente ne soit plus payée.

Notre image de marque a énormément souffert, et ce si nous nous imaginons que le shopping center aurait dû ouvrir il y a presque deux ans.

I. **Questions essentielles** :

A. Vu que nous avions toutes les autorisations et que nous avions passé commande à la société Entrapaulus pour lancer les terrassements, quelle était la raison pour laquelle nous aurions dû renoncer au Shopping Center ?

B. Qui avait un intérêt à ce que nous renoncions à notre projet ?

II. **Ministère de l'Environnement** :

Il serait intéressant de demander à plusieurs fonctionnaires..... où Flavio Becca et son Groupe ont reçu au cours des dix dernières années :

A. des terrains qui étaient mis au périmètre (PAG)
B. des autorisations de PAP
C. des autorisations d'établissement
D. des autorisations commodo-incommodo

On m'a informé que ses délais pour obtenir un terrain au périmètre étaient exceptionnellement raccourcis en comparaison de ceux d'autres promoteurs, investisseurs, etc et que Monsieur Lucien Lux s'occupait personnellement de ses dossiers.

Je peux citer un exemple que Flavio Becca m'a raconté personnellement en présence d'Alain Weyrich : il a réussi à obtenir un terrain, qui était situé dans une zone verte et en zone humide, dans le PAG de bâtir et ceci dans un délai de 6 mois.
Chaque personne normale, promoteur ou investisseur a toujours besoin d'au moins 6 ans.

III. Ministère de l'Intérieur

Il serait également intéressant de demander à plusieurs fonctionnaires .....comment Flavio Becca où son Groupe a obtenu des autorisations au cours des dix dernières années, et si le procédé s'est toujours déroulé normalement.

En outre, ces fonctionnaires pourraient s'exprimer sur les raisons pour lesquelles le Ministre Halsdorf a toujours été contre nos projets comme Heffingen et qu'il a limité très séveremment le projet à Wickrange à 49.900 m2.

Si on considère que le Ministre Halsdorf nous a toujours donné des centaines de promesses, ainsi qu'à la commune de Reckange, avant les élections.

IV. BCEE

Je souhaiterais encore préciser un fait : en date du 7 juillet 2009 un entretien musclé entre Flavio Becca et moi-même au cours duquel j'ai crié exceptionnellement avec Flavio Becca afin que mon argent, un montant de 2,1 millions d'euros de mon compte crédit (accordé à 16 millions d'euros), soit libéré.

Flavio Becca m'a toujours confirmé, devant Alain Weyrich, qu'il a une relation très amicale avec Monsieur Jean-Claude Finck de la BCEE et qu'il n'y aurait pas de problème en ce qui concerne le crédit de 16 millions d'euros.

Lors de ce même entretien, Flavio Becca m'a demandé de me calmer « Beroueg dech Guy, ech ruffen dech direkt zeréck ». Ensuite nous avons coupé cet entretien.

Plusieurs minutes après cet entretien, Flavio Becca m'a rappelé et il m'a dit que le montant d'environ 2,1 millions d'euros va sortir de suite.
Il faut bien préciser que c'est mon compte crédit de 16 millions d'euros qui était débité sur ordre de Flavio Becca. Ce que moi, je n'étais pas parvenu à faire.

Au même moment (où j'avais Flavio Becca au téléphone), Monsieur René Heisten a téléphoné et Sonja Weyrich a pris cette communication. Monsieur René Heisten a demandé à me parler. Madame Weyrich a dit que j'étais au téléphone et que je ne pouvais pas le prendre de suite.

Ainsi, Monsieur René Heisten a confirmé à Madame Weyrich que le montant sortira le jour-même.

Par conséquent le montant (1.125.000 € + 1.000.000 €) en total de 2.125.000 € a été libéré le jour même avec date valeur du 6 juillet 2009 (voir extrait en annexe, point 10 du classeur).

Monsieur Romain Diederich m'a toujours confirmé que je devrais attendre quelques mois et que lorsque tout serait apaisé mon taux d'intérêt pourrait être réduit à un taux sérieux et identique aux autres banques et aux trois crédits que j'ai auprès de la BCEE (voir annexe point 7).
En outre, il m'a confirmé que le nantissement de 1,6 millions d'euros allait également être libéré.

Je confirme que Monsieur Diederich m'a promis que les Ministres Halsdorf et Krecké interviendraient pour que le problème avec la BCEE trouve une bonne fin et il m'a renseigné qu'ils ont pris plusieurs fois contact avec la BCEE.

V. Autorisations Wickrange

Je veux confirmer par la présente que nous avions les autorisations et le droit de terrasser et de construire.
En effet, nous avons obtenu toutes les autorisations pour démarrer et bien que Monsieur le Ministre, Lucien Lux n'ait pas signé le commodo incommodo (qui était accepté par son Ministère), il nous était possible de faire tout le terrassement et la construction.

Même maintenant, certaines personnes (Messieurs Krecké et Halsdorf) confirment à la radio et TV RTL la pression qui a été exercée, en 2008 et 2009, contre notre Groupe en disant que nous n'avions pas toutes les autorisations comme par exemple l'accès parce qu'il y aurait des terrains qui ne nous appartiennent pas.
Ceci n'est pas vrai vu que le terrain nous appartenait par un bail emphytéotique (classeur 1 point 2), pour une durée de 30 ans.
La législation nous autorisait aussi de construire des rues et des bâtiments sur ce terrain naturellement sous réserve d'avoir les autorisations.
Ce bail était donné pour exploiter un commerce de ferblanterie et couverture. Il y avait des personnes qui nous menaçaient d'annuler le bail emphytéotique en vue de cette condition qui ne serait plus donnée.

Nos architectes ont dû redessiner tous les plans d'accès (voir classeur 2 point 16)

VI. Rendez-vous Helminger

En ce qui concerne le rendez-vous avec l'ancien bourgmestre, Monsieur Paul Helminger, vous pouvez constater sur les listes téléphoniques en annexe (classeur 2 points 17 et 18) que c'est le secrétariat qui a demandé un rendez-vous et nous n'étions pas au courant de ce qu'il s'agissait.

VII. Flavio BECCA

Je voulais vous informer avant de lancer l'assignation contre Flavio Becca d'un point suivant lequel lui et son groupe aurait dû nous aider pour valoriser 8 projets d'immeubles (voir classeur bleu) appartenant à notre Groupe, par la signature d'un contrat cadre de consultance FEES.
Tous les détails sont expliqués clairement dans l'assignation.

Lors des négociations avec Flavio Becca, principalement en présence de Monsieur Romain Diederich, nommé comme interlocuteur par Monsieur le Premier Ministre, Juncker, Flavio Becca nous a prouvé pièce à l'appui son « know-how » dans la valorisation. Il nous a démontré le nombre de résidences qu'il a déjà construites, les sites qu'il a développés (comme par exemples le projet Huncherange et le Golf Preisch et beaucoup d'autres projets) et ceci toujours professionnellement par des livres collés comme par exemple le Masterplan de Livange. Vu que nous, qui venons du monde artisanal, avons seulement construit quelques petites résidences et jamais développé un site à partir de zéro, nous étions persuadés que Flavio Becca avec son équipe (architectes, ingénieurs, etc) pouvaient nous aider. Nous avions donné pleine confiance à Flavio Becca et à ses capacités au regard de son expérience.
Il nous a raconté plein d'histoires comme par exemple : il connaît très bien Messieurs Gérard et Vianney Mulliez de Auchan. Il a acheté la société Kurt, il est en train d'acheter ou a déjà acheté la société Losch, ainsi que les immeubles de Munhowen. Il est en train de développer le grand projet à Gasperich avec PWC et Auchan.

VIII. Plans sectoriels

Il serait intéressant d'interroger les personnes suivantes :

- Ministre Halsdorf
- L'ancien Ministre Krecké
- Monsieur Romain Diederich
- Monsieur Stéphane Deby, employé auprès de Promobe (Flavio Becca)

- Monsieur Daniel Gillard, employé auprès de Promobe (Flavio Becca)

S'ils ont vu ces plans, s'ils ont entendu si Flavio Becca est en possession de ces plans, s'ils ont connaissance si quelqu'un a reçu ces plans sectoriels.

Peut-être faudrait-il demander aux agents de police qui ont fait la perquisition dans les bureaux et la maison privée de Flavio Becca, s'ils n'ont pas pris connaissance de plans sectoriels ?

IX. Serge Loudvig

Comme Serge Loudvig est dans chaque réunion privée ou professionnelle avec les Ministres lors des visites à Munich pour le football ou les événements de formule 1, il a connaissance de beaucoup de détails.

X. Divers

- Dépôt le 27 juin 2012 de l'assignation contre Flavio Becca (copie vous sera remis après enregistrement)
- Comme nous avons déposé plainte contre X avec constitution de partie civile, je suis persuadé que nous allons trouver que c'est Flavio Becca qui a continué tous les documents (lettres et mails, etc)
- Samnaun
- Nous étions invités pour la Formule 1 par ING Real Estate le 6 et le 7 septembre 2008 et nous avons vu Flavio Becca avec le Ministre Halsdorf dans les loges de Renault

Daniel HANSEN - rdv 26 juin 2012

Service de Police Judiciaire
000310

From: 371111 <371111@rollinger.lu>
To: "daniel.hansen@police.etat.lu" <daniel.hansen@police.etat.lu>, "marc.wei...
Date: 26/06/2012 19:26
Subject: rdv 26 juin 2012
Attachments: informations RTL.pdf

Monsieur Weis, Monsieur Hansen,

Comme convenu lors de notre entretien de ce jour, le 26 juin 2012, je vous prie de trouver ci-joint le document "informations RTL" qui était prévu plus pour moi comme aide-mémoire et en aucun cas destiné à être remis à quelqu'un d'autre.

Demain matin, je poserai la question à Monsieur Alain Weyrich pour savoir si j'ai effectivement donné ce document, à à Nico Graf, en présence de Madame Joelle Hengen de RTL. Dans l'affirmative, j'avais ,tout de même, expliqué le contenu de ce document à Monsieur Graf.

Je confirme également que je ne l'ai pas donné à personne d'autre.

Pour finir, je vous communiquerai la date exacte de mon rendez-vous avec Nico Graf ainsi que la date où ce document a été rédigé.

Sincères salutations.

Guy ROLLINGER

81, rue de Luxembourg - L-4391 Pontpierre
Tél: (+352) 37 11 11 - Fax: (+352) 37 94 54
www.rollinger.lu - 371111@rollinger.lu

Think about the environment before printing this mail

CONFIDENTIEL

Service de Police Judiciaire

000311

Information RTL

Préambule :

Il est déplorable de voir comment le projet Wickrange s'est déroulé.

Il s'agissait d'un projet unique dans la Grande Région.
80 % de la surface louable était signée par une LOI.
Le financement était assuré.
Toutes les autorisations sauf celle du terrassement c'est-à-dire celle délivrée par le Ministre de l'Environnement (*mais comme nous avions la possibilité de terrasser jusqu'à 10 mètres en dessous du niveau de la rue, nous pouvions réaliser le terrassement et la construction dans la totalité).*
Les machines pour le terrassement étaient déjà sur chantier.

Il est incompréhensible qu'à quelques kilomètres de Leudelange, 1 kilomètre de la zone d'activité à Foetz, sur une route nationale et à côté d'une autoroute, entre deux villes (Esch-sur-Alzette et Luxembourg), on fait comme si notre ancien projet n'était pas compatible avec « IVL » qui aujourd'hui n'a même pas de valeur légale.

Projet Shopping Center à Wickrange :

- l'ouverture était prévue pour septembre 2010.
- La réalisation du projet aurait créer 1.500 emplois
- La TVA que l'Etat aurait pu percevoir était d'environ 45 millions d'euros par an
- Impôts pour l'Etat
- Impôts pour la commune
- Travaux pour les artisans (nous aurions donné 140.000.000 € de travaux sur le marché et ceci en période de crise)

Flavio Becca :

Nous sommes surpris que Monsieur Becca nous taquine toujours pour que nous allions contre le Gouvernement. En outre, ce n'est pas éthique de divulguer en permanence des lettres concernant uniquement les protagonistes pour ainsi faire son possible, par tous les moyens, pour donner encore une chance à Livange.

CONFIDENTIEL

Service de Police Judiciaire

000312

Flavio Becca a déjà décidé en 2007 de faire tout son possible pour que Wickrange ne se réalise pas et ce afin de favoriser Gasperich et Livange.

En ce qui concerne les flux financiers :

1. Le crédit était de 16 millions d'euros mais uniquement 14,4 millions d'euros libérés jusqu'à fin 2011
2. La BCEE nous a accordé un montant de crédit uniquement sur 45% de la valeur réelle du terrain qui se situait à ce moment à 36 millions d'euros.
   Pour votre gouverne, nous avons reçu l'accord de la Banque Internationale pour un crédit supérieur à 16 millions d'euros et pour le même terrain.
3. Le taux de la BCEE était de 3,2 % alors que le taux pratiqué par nos autres banques était entre 1,7 % et 2,1 % (ce qui peut être prouvé par des extraits bancaires).
4. Il ne faut pas oublier que ce crédit de 14,4 millions doit être remboursé, c'est un prêt bancaire.
5. Quand nous avons entendu parler de la perquisition chez Flavio Becca, nous étions déjà persuadés que le projet Livange ne se réaliserait plus. Pour cela, les 21,5 millions d'euros que nous aurions dû recevoir de Flavio Becca, lors de l'obtention du PAP à Livange, était déjà pour nous cause perdue.

Victime (le jouet) :

Nous sommes la partie lésée.

Notre Groupe a perdu beaucoup d'argent.

Nous nous investissons depuis 22 ans dans ce terrain à Wickrange.
Les investissements réalisés uniquement pour le projet Shopping Center à Wickrange se situaient au 31 décembre 2010 à 10.037.121 € hors achat du terrain
Le projet Wickrange nous a créée des problèmes de liquidités et ce depuis des années. Pour cette raison, nous avons dû brader deux projets :

- Schuttrange : nous avons vendu ce projet pour 23.000 € l'are. Or, dans un délai maximum de 12 mois, toutes les autorisations pouvaient être obtenues et le prix de l'are passait à 45.000 € voire 65.000 € si la route était finalement réalisée.
- 50 % des actions de Wickrange inférieur au prix du marché.

CONFIDENTIEL

Service de Police Judiciaire

000313

Il ne faut pas oublier que nous avons déménagé il y a 4 ans de notre hall à Wickrange étant donné que nous devions y construire le Shopping Center. Ceci a constitué pour nous une énorme perte puisque depuis 4 ans nous payons un loyer dans un autre immeuble et le hall à Wickrange est vide.

.....

La situation, comme elle se présente aujourd'hui, n'est pas favorable pour le pays et il y a d'autres problèmes que la politique doit résoudre avec les parties de l'opposition.

Notre Groupe était toujours correct et transparent avec tout le monde même si nous ne pouvons pas discuter de tout en public. Nous attendons le rendez-vous avec Monsieur le Premier Ministre, et voir comment le Gouvernement peut respecter ses engagements envers nous.

Service de Police Judiciaire
000314

Daniel HANSEN - en complément de notre mail d'hier

From: 371111 <371111@rollinger.lu>
To: "daniel.hansen@police.etat.lu" <daniel.hansen@police.etat.lu>, "marc.wei...
Date: 27/06/2012 11:14
Subject: en complément de notre mail d'hier

Monsieur Hansen, Monsieur Weis,

En complément de notre précédent mail, nous nous permettons les précisions suivantes:

- nous confirmons votre entrevue avec Monsieur Alain Weyrich, le vendredi 29 juin 2012 à 09.00 heures dans vos bureaux
- Le rendez-vous avec RTL a eu lieu le vendredi 25 mai 2012 à 15.00 heures.
- Depuis cette date, nous n'avons plus apporté des modifications au document "information RTL".
- Ce document a été remis, en fin d'entretien, à Monsieur Nico Graf (à lui directement. Madame Joelle Hengen était présente mais cette pièce ne lui a pas été donnée) alors que nous avions déjà expliqué en détail tous les points qui s'y trouvaient. En outre, nous confirmons que nous n'avons jamais remis ce document à une autre personne.

En restant à votre entière disposition pour toute question, sincères salutations

Guy ROLLINGER

81, rue de Luxembourg - L-4391 Pontpierre
Tél: (+352) 37 11 11 - Fax: (+352) 37 94 54
www.rollinger.lu - 371111@rollinger.lu

Think about the environment before printing this mail

<!--[if !vml]--><!--[endif]-->

ANNEXE 12

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

[ ]

Annexe 12 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 27 juin 2012 à 09.00 heures

AUDITION

Judith MEYERS,
attachée de gouvernement premier en rang, née le 13.06.1979 à Luxembourg,
demeurant à L-5405 Bech-Kleinmacher, 24, route du Vin

Entendu, le témoin déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit:

« Vous m'informez que le Procureur d'Etat près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg vous a chargés d'une enquête préliminaire relative à la soi-disant affaire « WICKRANGE-LIVANGE ».

Lors d'une conférence de presse le 7 juin 2012, les députés François BAUSCH et Claude MEISCH ont fait état de faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore corruption dont M. Guy ROLLINGER aurait été la victime.

Question : M. KRECKÉ a déclaré que vous l'aviez assisté lors d'une réunion avec M. ROLLINGER. Est-ce que vous vous rappelez cette réunion ? Quand a-t-elle eu lieu ? Quel était le motif de votre présence ? Quelle était la teneur ?

Réponse : Je me rappelle cette réunion qui a eu lieu aux alentours des élections communales en octobre 2011. Je pense que c'était après les débats en octobre 2011 dans la chambre des députés. Suite à ces débats le Ministre KRECKÉ ne voulait plus s'entretenir seul avec un promoteur. Comme M. THEVES Tom, qui en principe aurait dû participer à la réunion n'était pas disponible, M. KRECKÉ m'avait demandé de l'assister.

Je tiens à préciser que je n'avais aucune connaissance spécifique du dossier.

Monsieur ROLLINGER, était accompagné par un autre homme, dont j'ignore le nom.

Suite à la polémique autour du projet LIVANGE, dans la chambre des députés ainsi que dans la commune de ROESER, M. ROLLINGER craignait que le projet ne soit pas réalisé. Comme il n'avait pas reçu de feedback à ce sujet par le gouvernement et comme il n'arrivait pas à joindre les Ministres JUNCKER et HALSDORF il avait demandé un rendez-vous chez M. KRECKÉ.

Le but principal de cette entrevue était que M. ROLLINGER exigeait un rendez-vous auprès du Premier Ministre et il voulait que M. KRECKÉ l'arrange.

L'atmosphère de la réunion était formelle, en bonne et due forme et sans incident quelconque. J'avais l'impression que M. ROLLINGER était content d'avoir trouvé quelqu'un qui l'a écouté.

Fin de l'audition : 09.30 heures

L. A. S.

- MEYERS Judith -

- WEIS Marc -
commissaire en chef

- HANSEN Daniel -
commissaire en chef

ANNEXE 13

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

[ ]

Annexe 13 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 29 juin 2012 à 09.15 heures

deuxième **A U D I T I O N**

WEYRICH Alain,
Administrateur de sociétés,
né le 4 janvier 1966 à Luxembourg,
demeurant à L-2152 Luxembourg, 46, rue Antoine-François Van der Meulen

Entendu, il déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit: **- en présence de Me GRASSO Rosario -**

Suite aux auditions réalisées jusqu'à présent et en vue de clarifier certains éléments vous êtes entendu une nouvelle fois.

Question : Est-ce que vous maintenez vos déclarations du 14 juin 2012 quant aux menaces/pressions exercées par M. KRECKÉ à votre encontre et à l'encontre de M. ROLLINGER ?
Réponse : J'ai pu relire mes déclarations du 14 juin 2012 et je les maintiens. Elles reflètent exactement la situation de l'affaire telle qu'elle s'est présentée et le comportement de M. KRECKÉ envers M. ROLLINGER et moi-même.

Question : Bien que les faits remontent à début 2009, le Groupe Guy Rollinger s'est manifesté en public qu'à partir du mois de mai 2012 avec un communiqué de presse qui renseigne sur l'introduction d'une action en justice à l'égard de M. BECCA. Pourquoi n'avez-vous pas réagi à l'époque ?
Réponse : Nous avions finalement accepté le résultat des différentes réunions avec des membres du Gouvernement même si nous n'étions pas satisfaits avec le déroulement de l'affaire.
Comme des aides nous ont été promises par le Gouvernement pour la réalisation d'un nouveau projet à Wickrange (Wickrange II) nous avions décidé à l'époque de ne pas engager une procédure.
En effet nous ne voulions pas attaquer l'Etat pour nous défendre. On craignait qu'une telle initiative de notre part entraine d'autres inconvénients et que le Groupe Guy Rollinger soit perdant sur toute la ligne : on craignait pour notre avenir personnel et la survie du groupe. Comme des solutions alternatives avaient été proposées et qui se sont concrétisées fin mai 2009, je pense aux conventions signées avec M. Flavio BECCA et les engagements promis par le gouvernement nous avions espoir de pouvoir nous en sortir ainsi.

Question : Le 10 mai 2012, le Groupe Guy Rollinger a publié un communiqué de presse dans lequel il annonce une action en justice à l'encontre de M. Flavio BECCA pour le non-respect de ses engagements envers votre Groupe. Était-ce une réaction suite à la déclaration du 8 mai 2012 du Premier Ministre sur l'État de la Nation ?
Réponse : Non, en aucun cas. On regrettait même de ne pas avoir réagi plus tôt. Pendant des mois M. ROLLINGER avait envoyé des mails à différents membres du gouvernement ainsi qu'à M. Romain DIEDERICH. Comme ces mails sont restés sans résultat, c.à.d. on ne voyait pas avancer les procédures nous avons décidé d'aller au public.
Je vous ferai parvenir quelques exemples de cette correspondance.

Question : Est-ce que vous êtes en mesure de citer les noms de personnes qui ont été témoin des menaces/pressions formulées par M. KRECKÉ à votre encontre ou à l'encontre de M. ROLLINGER ?
Réponse : Non, c'était dans la réunion du 6 mars 2009 quand M. KRECKÉ avait formulé les menaces/pressions et par lui M. ROLLINGER et moi étions les seuls participants.

Question : Est-ce que vous disposez de quelconques pièces ou notes susceptibles d'étayer vos accusations à l'encontre de M. KRECKÉ ?
Réponse : Non, même si j'ai l'habitude de faire des notices pendant des réunions, je n'en avais pas fait pour la réunion du 6 mars 2009.

Question : Au sujet des affirmations/déclarations publiques qui ont été faites dans le cadre de la présente affaire, avez-vous remis ou transmis quelconques pièces ou documents à autrui (à l'exception votre avocat) ?

Réponse : Personnellement je n'ai pas remis des documents à des tiers. Je peux confirmer que M. ROLLINGER avait remis le document intitulé « Information RTL » au journaliste M. Nico GRAF.
Dans ce contexte je tiens à préciser que l'entretien avec M. GRAF a eu lieu le 25 mai 2012, à la demande de M. GRAF. On avait accepté de s'entretenir avec M. GRAF sous condition que l'entretien ne soit pas enregistré (sans micro et sans caméra). M. GRAF était accompagné par sa collègue Joëlle HENGEN, qui est venue conformément à ma demande, alors que je la connaissais.
Je tiens également à préciser que nous étions déjà auparavant en contact avec les journalistes Joëlle HENGEN et Guy WEBER qui suivaient l'évolution du projet Wickrange Shopping Center.
A la fin ce cet entretien M. ROLLINGER avait remis le document en question aux journalistes, même si je lui avais conseillé de ne pas le faire (Remarque : document no. 311-313).

Question : Est-ce que vous et/ou M. ROLLINGER avez rencontré le Premier Ministre JUNCKER peu avant les débats à la Chambre des Députés le 13 juin 2012?
Réponse : Oui, je peux confirmer que M. ROLLINGER a eu une entrevue avec le Premier Ministre M. JUNCKER le 5 ou 6 juin 2012. C'était à la demande de M. ROLLINGER que cette entrevue a eu lieu et M. ROLLINGER y était seul.
M. ROLLINGER m'a raconté qu'il a rencontré et informé M. JUNCKER sur le déroulement et la teneur des entrevues avec M. KRECKÉ et surtout concernant les propos de M. KRECKÉ lors de la réunion du 6 mars 2009. En outre ils ont parlé de l'intervention de Flavio BECCA auprès du Directeur Général de la BCEE, M. Jean-Claude FINCK afin que la somme de 2 millions soit débloquée sur notre compte prêt. Je peux confirmer que suite à l'intervention de M. BECCA l'argent a été débloqué après quelques minutes.
Ces deux millions faisaient partie du prêt de 16 millions que nous étions obligés de faire afin de régler plusieurs factures ou paiements (prêt ING banque, ING REAL ESTATE, fournisseurs, architectes, bureaux d'études etc) suite à l'abandon du projet Wickrange Shopping Centrer (Wickreng I).
Sur la pièce no. 352, que vous me présentez, l'utilisation de la somme de 2.125.000.- € est mentionnée comme suit : mis à libre disposition du groupe Rollinger, après apurement du bilan WSC.
Cette somme devait être remise au groupe immédiatement. Malgré cette mention la BCEE avait bloqué cette somme. Ce n'était qu'après l'intervention de M. BECCA auprès de M. FINCK qu'elle a été libérée. Cette intervention de M. BECCA s'explique alors que M. ROLLINGER s'était énergiquement plaint auprès de lui. Toutes nos interventions à ce sujet auprès de nos interlocuteurs, M. René HEISTEN et Guy KOSTER étaient restées sans résultat.

Fin de l'audition : 11.00 heures

L. A. S.

- WEYRICH Alain -

- HANSEN Daniel -
commissaire en chef

ANNEXE 14

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

[ ]

Annexe 14 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 2 juillet 2012 à 15.00 heures

3ième AUDITION

ROLLINGER Guy,
Administrateur de sociétés,
né le 10 juillet 1956 à Luxembourg,
demeurant à L-4980 Reckange-sur-Mess, 201, route des Trois Cantons

Entendu, il déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit: ***- en présence de Me GRASSO Rosario -***

Suite aux auditions réalisées jusqu'à présent et en vue de clarifier certains éléments vous êtes entendus une nouvelle fois.

Question : Peu avant les débats à la Chambre des Députés le 13 juin 2012 vous avez eu une entrevue avec le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER. Quand cette réunion a eu lieu ? Est-ce que les circonstances au sujet des menaces/pressions exerçaient par M. KRECKE ont été évoquées ?
Réponse : Cette entrevue avec le Premier Ministre a eu lieu le mardi, 5 juin 2012 à 15.00 heures au Ministère d'État. J'étais seul avec M. JUNCKER. Cette entrevue a eu lieu à ma demande et suite aux divers bruits qui couraient en relation avec l'affaire, notamment les déclarations de M. KRECKÉ qui m'avait qualifié de menteur dans les médias.

J'ai aussi voulu me renseigner auprès du Premier Ministre de la position du Gouvernement, le cas où le projet LIVANGE ne devrait pas se réaliser. Comme vous le savez le Gouvernement s'était engagé dans ce cas précis à nous aider activement chercher et trouver un terrain pour la réalisation d'un projet de même envergure et de même potentiel économique que celui de WICKRANGE 1.

Quant aux menaces et pressions qui ont été exprimées par M. KRECKÉ à mon encontre et à l'encontre de mon associé M. WEYRICH :

Je vous certifie que j'ai informé M. JUNCKER sur le déroulement et la teneur des entrevues avec M. KRECKÉ et notamment celles du 6 et 12 mars 2009.

J'ai expliqué à M. JUNCKER qu'on avait de sérieux problèmes avec notre projet WICKRANGE et qu'on y avait déjà investi une somme considérable. Je lui ai aussi expliqué qu'on avait été exposés à des pressions et menaces de la part de M. KRECKÉ. Dans ce contexte j'ai utilisé à peu près les mêmes paroles qui font partie intégrante de ma première audition auprès de votre service. Je tiens à les répéter de la même façon :

- ... *dir wësst, mir können iech d'Genèk briechen ...*
- ... *dir wësst, dir braucht d'Banken nach ...*
- ... *dir wësst, dass eise Premier och dem Premier an Holland uruffe kann wann d'ING net alenke wöll ...*
- ... *dir hut jo och Handwiërksleit, dir wësst, dass der Arbecht fir dës braucht ...*

L'entrevue avec M. JUNCKER a duré environ une heure. Le Premier Ministre a fait quelques notices durant notre entretien. Il me semble que M. JUNCKER était intéressé à savoir ce qu'il pourrait répliquer aux députés BAUSCH et MEISCH lors du débat du 13 juin dans la Chambre des Députés. Il me posait ainsi quelques-unes des questions précises posées par ces mêmes députés pour que je prenne position et pour qu'il ait ainsi mes explications à ce sujet.

J'avais l'impression que M. JUNCKER prenait mes déclarations au sérieux. A quelques reprises il a réagi en secouant la tête sans pour autant donner de commentaire quelconque. Lors de son intervention à la Chambre des Députés le 13 juin, M. JUNCKER confirmait avoir rencontré M. KRECKÉ et M. HALSDORF de suite après notre rencontre afin de les confronter avec mes reproches. C'est une des raisons qui me laissent croire que M. JUNCKER prenait mes propos au sérieux.

Je veux encore ajouter que l'enregistrement audio a été diffusé environ une semaine après l'entrevue du 5 juin avec M. JUNCKER.

J'ai encore informé le Premier Ministre qu'on disposait de toutes les autorisations afin de faire les travaux de terrassement et de construction.

Je lui disais en plus que les Ministres KRECKÉ et HALSDORF n'avaient pas tenu leurs engagements envers notre groupe.

Je lui ai précisé qu'on n'a jamais transféré des courriels et lettres aux médias.

A la demande de mes partenaires KUHN et GIORGETTI et beaucoup d'autres promoteurs, je lui faisais également part du fait que les procédures d'obtention de PAP et PAG durent en moyenne entre six et sept ans et en contrepartie le Groupe de Flavio BECCA les a parfois déjà obtenues endéans six mois et une année tel que M. BECCA me l'a personnellement confirmé en présence de M. Alain WEYRICH.

Je lui ai expliqué qu'on avait des problèmes de liquidités dus à la non-réalisation de notre projet WICKRANGE et qu'on a dû céder à un prix inférieur au prix réel du marché un grand projet immobilier à Schuttrange et 50% des actions de la société WICKRANGE SHOPPING CENTER.

Je lui ai également fait la remarque afin qu'il se pose la question quelles personnes disposeraient des plans sectoriels et de quelle façon ces personnes ou autres personnes sauraient profiter de tels plans ou en tirer des avantages. Je tiens à préciser que chaque promoteur ou investisseur peut en tirer un énorme profit uniquement en regardant ses plans qui indiquent clairement l'augmentation du PAG dans les prochaines années. Il est prévu d'ajouter environ 550 hectares au PAG dans les prochaines années. Ces données sont secrètes. Savoir quels terrains sont susceptibles de devenir constructibles et faire partie du PAG permet en effet aux promoteurs et/ou investisseurs d'acquérir ces terrains à moindre prix à un moment où ils ne font pas encore partie du PAG.

Lors de mon entretien avec le Premier Ministre, je lui ai également fait part des problèmes rencontrés avec la BCEE.

J'ai clairement expliqué à M. JUNCKER que M. KRECKÉ ne m'avait pas menacé avec une arme et que je n'avais pas eu peur pour ma vie mais pour mon existence.

Fin de l'audition : 16.35 heures

L. A. S.

- ROLLINGER Guy -

- WEIS Marc -
commissaire en chef

- HANSEN Daniel -
commissaire en chef

ANNEXE 15

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

[ ]

Annexe 15 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 3 juillet 2012 à 08.35 heures

AUDITION

HALSDORF Jean-Marie,

Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, né le 01.02.1957 à Luxembourg,
demeurant à L-4887 Lamadelaine, 91, rue du Titelberg

Entendu, M. HALSDORF déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit:

« Vous m'informez que le Procureur d'État près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg vous a chargés d'une enquête préliminaire relative à la soi-disant affaire « Wickreng-Léiweng ».

Lors d'une conférence de presse le 7 juin 2012, les députés François BAUSCH et Claude MEISCH ont fait état de faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore corruption dont M. Guy ROLLINGER aurait été la victime.

Je suis disposé à répondre à vos questions.

Question : Suivant nos informations vous auriez assisté à quelques réunions au Ministère de l'Economie ainsi qu'au Ministère d'Etat en relation avec l'abandon du projet Wickrange et la réalisation du projet Livange. Est-ce que vous vous souvenez de ces réunions ?
Réponse : Il est exact que j'ai assisté à diverses réunions dans le cadre des projets Wickrange-Livange. Ces entrevues ont eu lieu en 2009, 2010 et 2011.
Je me souviens des réunions qui ont eu lieu en février et mars 2009 au Ministère de l'Économie respectivement Ministère d'État.
Je tiens à préciser que j'ai joué un rôle secondaire lors de ces entrevues. M. KRECKÉ gérait ces réunions. Suite à la réunion du 30 mars 2009 au Ministère d'État, mon ancien collaborateur, M. DIEDERICH Romain, responsable de l'Aménagement du Territoire auprès du Ministère de l'Intérieur a été chargé d'occuper la fonction d'intermédiaire dans la réalisation du projet LIVANGE.

Question : Qui était présent lors de ces entrevues et quelle était la teneur des discussions ?
Réponse : Si mes souvenirs sont bons, les Sieurs JUNCKER, KRECKÉ, DIEDERICH et ROLLINGER ont assisté à ces réunions. Je ne me rappelle plus si M. WEYRICH, associé de M. ROLLINGER, a assisté à ces réunions. Le but de ces entrevues était de mettre en voie la réalisation du projet LIVANGE.

Question : Est-ce que vous étiez témoin de quelconques menaces ou pressions formulées par le Ministre KRECKÉ à l'égard des Messieurs Guy ROLLINGER et/ou Alain WEYRICH ?
Réponse : Non, je vous assure que je n'ai jamais été témoin de menaces ou pressions formulées par M. KRECKÉ.

A ce sujet, je vous garantis que toutes les réunions/entrevues auxquelles j'ai assisté se sont déroulées en bonne et due forme.

Question : Selon les dires des Sieurs ROLLINGER et WEYRICH, M. KRECKÉ se serait exprimé de la façon suivante à leur égard :
- ... *dir wësst, mir können iech d'Genèk briechen ...*
- ... *dir wësst, dir braucht d'Banken nach ...*
- ... *dir wësst, dass eise Premier och dem Premier an Holland uruffe kann wann d'ING net alenke wöll ...*
- ... *dir hut jo och Handwiërksleit, dir wësst, dass der Arbecht fir dës braucht ...*

Est-ce que vous aviez entendu de tels propos de la part du Ministre KRECKÉ ?
Réponse : Non, jamais.

Question : Est-ce que vous avez connaissance d'actes de pression, faits de menaces, extorsion ou encore chantage de la part d'autres membres du Gouvernement luxembourgeois ou hauts fonctionnaires à l'encontre des Messieurs ROLLINGER et/ou WEYRICH ?
Réponse : Non, je n'ai aucune connaissance dans ce sens.

Je vous remets encore quelques documents qui sont susceptibles être utiles dans la présente affaire.
Il s'agit des documents repris ci-dessous :
- une lettre du Groupe Guy Rollinger datée au 1er juillet 2010 ;
- cinq extraits de mon calendrier de 2010 (4) et 2011 (1) reprenant mes rendez-vous avec M. ROLLINGER ;
- un historique Livang-Wickrange, établi par M. DIEDERICH Romain pour M. WISELER, Ministre du Développement Durable et des Infrastructures.

Fin de l'audition : 09.55 heures

L. A. S.

- HALSDORF Jean-Marie -	- WEIS Marc -	- HANSEN Daniel -
Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région	*commissaire en chef*	*commissaire en chef*

Service de Police Judiciaire

000472

GROUPE GUY ROLLINGER

MADE IN LUXEMBOURG

CLÉS-MAINS
TOITURES
RÉNOVATIONS
CARRELAGES
PEINTURES & DÉCORS
CONSTRUCTIONS
MENUISERIES
TOITURES VERTES
FAÇADES
IMMOBILIÈRES
ISOLATIONS
MATÉRIAUX
ÉCHAFAUDAGES
CHAPES ET REVÊTEMENTS
S.O.S. TECHNIQUE
FERRONNERIES
LOCATIONS
ÖKO-HAUS

S.O.S. TECHNIQUE GSM 691 37 11 11

... à votre service

Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la Grande Région et de la Défense
Monsieur Jean-Marie HALSDORF
L-2914 LUXEMBOURG

Wickrange, le 1er juillet 2010

Monsieur le Ministre,

En mains votre courrier du 21 avril 2010 dans le dossier Heffingen (lieu-dit « Op Prakert » références du dossier 15359/80C).
Un tel courrier nous révolte.

Un an après l'accord entre le Gouvernement et notre groupe, nous devons admettre que les promesses formulées par le Gouvernement à maintes reprises c'est-à-dire représenté par Monsieur le Premier Ministre, le Ministre Jeannot Krecké et vous-même n'ont toujours pas eu **de résultat concret**.

Ainsi, alors qu'une année entière s'est écoulée, nous devons constater que :

- Les liquidités promises n'ont pas été libérées par la BCEE.
- Le taux d'intérêt dans le cadre du prêt accordé par la BCEE n'est toujours pas un taux normal.
- Les deux échanges de terrains (Foetz, Wickrange) n'ont toujours pas été réalisés.
- Pour Wickrange, le Gouvernement avait promis d'autoriser plus de m2 que ceux que nous avions droit dans le PAG actuel. Aujourd'hui, il est possible de construire 58.000 m2. **Il y a deux mois, vous avez décidé de réduire** (alors qu'une augmentation était prévue) les m2 de 58.000 m2 à 49.800 m2.

H.02 HEFFINGEN
S.A. IBLC: LU 19603961 TVA: 2002 2232 127 Capital de 50'000,00 € R.C.S:B 90206

4-6 rue des Trois Cantons L-3980 Wickrange **(352) 37 11 11**
euro-artisan@rollinger.lu http://www.rollinger.lu fax : (352) 37 94 54

Service de Police Judiciaire

000473

GROUPE GUY ROLLINGER

MADE IN LUXEMBOURG

- CLÉS-MAINS
- TOITURES
- RÉNOVATIONS
- CARRELAGES
- PEINTURES & DÉCORS
- CONSTRUCTIONS
- MENUISERIES
- TOITURES VERTES
- FAÇADES
- IMMOBILIÈRES
- ISOLATIONS
- MATÉRIAUX
- ÉCHAFAUDAGES
- CHAPES ET REVÊTEMENTS
- S.O.S. TECHNIQUE
- FERRONNERIES
- LOCATIONS
- ÖKO-HAUS

S.O.S. TECHNIQUE GSM 691 37 11 11

... à votre service

Vous n'êtes pas sans savoir que nous avons investi dans le projet Wickrange Shopping Center, plus de 8 millions d'euros sans oublier les intérêts qui courent (120.000 € supplémentaires tous les trois mois).

En outre, il ne faut pas oublier que nous avions signé pour le projet Wickrange Shopping Center, des contrats de baux avec des futurs locataires pour un loyer mensuel de 1.550.000 €. Avec le projet actuel, notre loyer ne dépassera jamais les 900.000 €. Vous pouvez constater que nous avons beaucoup perdu au regard et ce en tenant aussi compte du temps qui s'est écoulé.

- A ce jour, nous n'avons pas encore obtenu de proposition de locomotive comme promis par Monsieur le Ministre Jeannot Krecké.

- Aucun de nos autres projets n'a eu à ce jour de résultat.

Face à l'ensemble de ces constats, notre opinion, est qu'il est primordial que nous recevions dans les prochaines semaines l'accord pour Wickrange et que vous nous souteniez, comme promis, dans les autres projets.

En ce qui concerne le **projet Heffingen**, rien ne s'oppose à sa réalisation :

- Il dispose du soutien de l'Administration Communale de Heffingen qui par deux fois (lors de l'approbation provisoire du PAP et lors de l'approbation définitive du PAP) a exprimé clairement qu'elle souhaitait à 100 % voir ce projet porteur pour la commune de Heffingen, se réaliser.
  Or, vous avez toujours affirmé défendre l'autonomie des communes et ne pas vouloir vous ingérer dans leurs dossiers et leurs décisions. Pourtant dans cette affaire, c'est tout l'opposé qui se produit.
- L'un des plus grands bureaux d'ingénieur agrée nous a confirmé qu'il s'agissait d'un projet magnifique pour lequel il serait prêt à signer de suite.
- Me Krieger nous a donné son avis à savoir qu'il était inutile de demander un PAP

H.02 HEFFINGEN
S.A. IBLC: LU 19603961 TVA: 2002 2232 127 Capital de 50'000,00 € R.C.S:B 90206

4-6 rue des Trois Cantons L-3980 Wickrange (352) 37 11 11
euro-artisan@rollinger.lu http://www.rollinger.lu fax : (352) 37 94 54

Service de Police Judiciaire

000474

GROUPE GUY ROLLINGER

MADE IN LUXEMBOURG

CLÉS-MAINS
TOITURES
RÉNOVATIONS
CARRELAGES
PEINTURES & DÉCORS
CONSTRUCTIONS
MENUISERIES
TOITURES VERTES
FAÇADES
IMMOBILIÈRES
ISOLATIONS
MATÉRIAUX
ÉCHAFAUDAGES
CHAPES ET REVÊTEMENTS
S.O.S. TECHNIQUE
FERRONNERIES
LOCATIONS
ÖKO-HAUS

S.O.S. TECHNIQUE GSM 691 37 11 11

... à votre service

Ce projet fait l'unanimité, il ne dépend que de votre signature. Pourtant alors que pouviez tout à fait opter pour ce projet, vous avez refusé d'approuver la délibération du 12 janvier 2010.

Nous espérons que vous comprendrez les raisons de notre emportement.

La situation est devenue inextricable et comme vous avez promis d'intervenir (« ech sinn en éierlechen Mann an ech halen mäin Verspriechen »), **nous comptons réellement sur votre collaboration et sur votre intervention pour l'ensemble de nos projets**.

Au regard de toutes les questions encore ouvertes, il sera fort intéressant de se rencontrer et ce encore dans le courant du mois de juillet.

Dans l'attente de pouvoir compter sur un soutien actif de votre part, comme promis, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Guy ROLLINGER

H.02 HEFFINGEN
S.A. IBLC: LU 19603961 TVA: 2002 2232 127 Capital de 50'000,00 € R.C.S:B 90206

4-6 rue des Trois Cantons L-3980 Wickrange **(352) 37 11 11**
euro-artisan@rollinger.lu http://www.rollinger.lu fax : (352) 37 94 54

11 février 2010

jeudi

Service de Police Judiciaire
000475

février 2010

l	m	m	j	v	s	d
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28

mars 2010

l	m	m	j	v	s	d
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

à excuser: Le Luxembourg dans la Grande Région: un potentiel de croissance économique durable - Chambre de Commerce / invit

À voir: Athenée de Luxembourg- Kolléisch in Concert 2010 - salle des fêtes - ok invit (et 10 et 11 février)

Annulée : nouvelle propositions de date: réunion les Conseils Echevinaux de Grosbous et Mertzig- fusion éventuelle - demande M. Simon non - 3 mars 2010: Niersverband Austauschtreffen mit Herrn Koenigs - demande de PS 07.12

ok M. Serge Sandt assistera: Chambre - Commission Affaires Intérieures - projet 6018 - changement de limites entre les communes de B

07 00

08 00

Luc concertation

Réunion au M. Finances avec les membres de la CSV - message JMH 29.01 (CG)

09 00

10 00

11 00

12 00

13 00

14 00

Police - Mme Colas - interview policiers - demande du 09.02/ ok confirmé AC

15 00

15:10-15:40 À bloquer: Rendez-vous M. Welfring - demande Florence 11.02

16 00

réunion "Rollinger" - email M. Sandt 01.02 (ok petite salle de réunion 4e étage réservée) /ok email Serge

17 00

Police -réunion MI-Police avec M.Transports au M. Intérieur - grande salle de réunion 4e étage (ok réservée Joel) email JMH 03.02

18 00

19:00 - 20:30 Police - Syndicat Police (SNPGL) "soirée amicale" au réfectoire de l'Ecole de Police au Verlorenkost, 7, rue Emile Mayrisch - lettre invit du 15.01 et Tel. Mme Colas 19.01/ok confirmé par Mme Colas email 19.01 (acte de présence/JMH à contact

26 mars 2010

vendredi

Service de Police Judiciaire

000476

mars 2010

l	m	m	j	v	s	d
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

avril 2010

l	m	m	j	v	s	d
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

ok excusé par Tel le 25.03: Sapeurs-Pompiers volontaires de la Ville d'Esch - assemblée générale au centre d'intervention et de secours

Ok excusé par Tel. le 25.03: Ecole Fieldgen: invitation au Centre Culturel "A Rousen" soirée portugaise avec association folclorique portu

07 00

08 00

09 00

10 00 réunion avec M. Rollinger et M. Romain Diederich - demande Mme Biewer Tel. 86917 / 23.03/ ok confirmé à RD 25.03 (ok petite salle réservée)

11 00 Police- réunion préparatoire conférence de presse - Mme Colas 17.03 (arrangé avec M. le Ministre)/ ok email Mme Colas 17.03/ ok email horaire changé 25.03

12 00

13 00

14 00

M. Défense - Assermentation de Mme Pico qui entrera en service à l'Etat Major le 1.4.10, ok confirmé à et par m.steinmetz 26848210

15 00 Réunion simplification administrative - Ministre Wiseler au M. Trav. Publics - ok JMH 26.03

16 00 police - Assermentation de brigadiers de la police à Hespérange Centre civic/demande de mme colas/ok svt.m.le ministre - EMAIL 11.01/ ok confirmé M. Riva 09.02

17 00

18 00

24 août 2010

mardi

Service de Police Judiciaire

000477

août 2010

l	m	m	j	v	s	d
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

septembre 2010

l	m	m	j	v	s	d
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

07 00

08 00

09 00 Reunion Hetto Schank au M. des Classes Moyennes /confirmée par Mme Glodt 84706 le 23.08

10 00

svt.ordre de m.le ministre: entrevue M.Johanns, bourgmestre de Bous tél: 23669276 ou 621 37 47 58/ok confirmé à et par m.johann

11 00 11:15-11:45 Réunion avec M. Guy Rollinger Tel. 371111 - email SeS du 03.08 (+Arno) / ok message mailbox 06.08 et email 10.08 (ok petite salle de réunion réservée)/ok confirmé par Rollinger le 11.08

12 00

13 00

14 00

15 00

16 00

17 00

18 00

9 novembre 2010

mardi

Service de Police Judiciaire

000478

novembre 2010

l	m	m	j	v	s	d
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30					

décembre 2010

l	m	m	j	v	s	d
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

Jai brux

Nouvelle date à fixer 9.11/Entrevue avec M. René Hutmacher GSM 621-182 655/ 8.11/ ok confirmé par Tel le 8.11

ok excusé par Mme Colas 8.11 / Letzebuerger Begréissung zu Tréier - Seminaire Jugendelinquenz zu Tréier - (info Mme Colas)

plus de programme M. Int.- info Pascal 22.10 - Conseil JAI sous Présidence belge à BRUXELLES/ ok email M. Schumacher 16.03/ok ema

07 00

08 00

09 00

10 00 Rendez-vous M. Arno Van Rijswijck

Réunion CSV - Fraktioun - ok invit

11 00

12 00

APSEL invitation cours de recyclage à l'Ecole Nationale de la Protection civile à L-9684 Schimpach / ok confirmé par Tel. le 8.11

13 00

14 00

15 00 15:20-16:20 M. Défense - rendez-vous M. Welfring et Mme Ensch - ok confirmé le 9.11

16 00

réunion avec M. le Ministre Krecké et M. Rollinger au M. Economie - 12e étage - demande de Mme Lammar Tel. 84106 / Tel. 3.11 / ok JMH 3.11 et confirmé par Tel à Mme Lammar 3.11

17 00

18 00

29 novembre 2011

mardi

Police Judiciaire
000479

novembre 2011

l	m	m	j	v	s	d
		1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30				

décembre 2011

l	m	m	j	v	s	d
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

ok excusé par Tel. 28.11: Ambassade du Japon - réception à l'occasion de l'anniversaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon - 88, rte d'A
pas de participation email M. Faber 17.10: Conference de presse SIGI - LuxTrust - lieu: Ministère de l'Economie salle ???...../ email de M

07 00

08 00

09 00 Entrevue avec Mme Colas et Monsieur Patrick Engelberg svt info de mme colas du 24.11.11

10 00 À bloquer: CSV Fraktioun

à voir: Conference de presse SIGI - LuxTrust - lieu: Ministère de l'Economie salle ???...../ email de M. Hilbert SIGI Tel. 350099/ 06.10 reste à confirmer (et date du 17.11)

À bloquer: CSV Fraktioun - ok sans déjeuner /28.11

11 00

12 00

13 00

14 00

Chambre des Députés - email 07.07

15 00

16 00 Police - assermentation de Mme Anne GROSSMANN de l'Inspection Générale de la Police - demande Mme Colas 10.11/ 28.11

17 00 Entrevue M. Guy Rollinger-Wickrange (JMH, Claude Schuman, JPF) svt.info JPF du 25.11.11 (ok salle 2 réservée Daniel)ok confirmé à et par m.rollinger le 25.11.11 tél:37 11 11

18 00

Historique Livange – Wickrange

Service de Police Judiciaire
000480

Remarque préliminaire

Il importe de savoir que jusque fin janvier – début février 2009, trois processus, respectivement projets étaient séparément en cours, qui ensuite ont été regroupés dans ce qui fut alors appelé le projet d'ensemble de Livange.

Ces processus, respectivement projets étaient :

- Le projet initial « Wickrange Shopping Center »
- Le projet d'un stade national de football avec surfaces commerciales « normales »
- Le projet d'un grand outlet mall de rayonnement international

Le projet initial « Wickrange Shopping Center »

A la mi-2007 le projet initial de Wickrange a été rendu public et en août 2007 le Ministre des Classes moyennes autorise la création d'un centre commercial de près de 23.000 m2 de surfaces de vente nettes.

Après diverses tentatives infructueuses de la part du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire pour stopper ce projet non conforme aux objectifs de l'aménagement du territoire, le ministre remet le projet en question à l'ordre du jour du CG du 30 janvier ainsi que du 6 février 2009, moyennant une note datée au 16 janvier 2009.

Le projet d'un stade national de football avec surfaces commerciales « normales »

(voir page 12 et suivantes intervention de Jeannot Krecke dans le PV de la réunion du 5 octobre 2011 des 3 commissions parlementaires sur la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et Livange)

En 2007, respectivement dans la première moitié de 2008, le Ministre des Sports commence une discussion sur un nouveau stade national de football. Or, ce stade devait s'inspirer des modèles étrangers associant le développement de surfaces commerciales ou de bureaux à la construction d'un stade de football, à réaliser en tout ou partie par un promoteur privé.

Dans le projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif l'on trouve à la page 7 un chapitre intitulé « un nouveau stade national de football ». Il en ressort que l'idée de réaliser un stade avec surfaces commerciales en tout ou partie par un promoteur privé a bel et bien trouvé l'aval du Gouvernement puisque chaque projet de loi doit préalablement être adopté par le Gouvernement en Conseil.

Service de Police Judiciaire

000481

A la mi-2008, le Ministre des Sports a associé l'aménagement du territoire à la prospection de sites potentiels. Une douzaine de sites ont été analysés, mais pour des raisons diverses pratiquement aucun des sites prospectés n'a su remplir la totalité des critères retenus.

Parmi les sites prospectés se trouvait également dès 2008 le site de Livange, qui était le seul à remplir pratiquement tous les critères, hormis celui de la centralité urbaine et c'est d'ailleurs pour cette raison que l'aménagement du territoire a, à l'époque, émis des réserves dans l'optique d'y implanter des surfaces commerciales « normales » de grande envergure, à l'image de ce qui était prévu pour Wickrange.

Le projet d'un grand outlet mall de rayonnement international

Dès 2007, sinon déjà avant (à vérifier par les Classes moyennes), il y avait des démarches, notamment de la part de promoteurs allemands, pour implanter un grand outlet mall de rayonnement international (entre 20.000 et 40.000 m2 de surfaces de vente nette) au Luxembourg. Dans un premier temps, les réflexions auxquelles l'aménagement du territoire était partiellement associé, ont prioritairement porté sur l'axe autoroutier vers Trèves.

L'aménagement du territoire avait à l'époque soutenu que si une localisation d'un tel équipement commercial d'envergure au moins nationale et de ce fait unique faisait bel et bien du sens près d'une autoroute pour des questions de captage de la clientèle dans le flux, notamment de transit et frontalier, il n'en demeurait pas moins que l'autoroute la plus appropriée serait celle en direction de la France puisque celle-ci était de loin le premier axe de transit et frontalier du pays.

Regroupement des différents projets en un projet d'ensemble à Livange

C'est sur base de la note du Ministre de l'Aménagement du territoire, datée au 16 janvier 2009, remettant en question le projet initial « Wickrange Shopping Center » et qui fut à l'ordre du jour du CG du 30 janvier 2009 ainsi que du 6 février 2009 que le CG a revu sa position initiale en faveur de Wickrange Shopping Center pour privilégier la réalisation d'un projet d'ensemble à Livange (voir copie de la note et extraits des PV du CG).

En conséquence, les Ministres Halsdorf et Krecké ont été mandatés pour entamer des discussions avec les promoteurs respectifs afin de voir si ceux-ci pouvaient trouver un accord entre eux et avec le Gouvernement en vue de la réalisatioin un tel projet.

Il importe de remarquer que l'évaluation des 12 sites prospectés a été revue en fonction de ce nouveau projet d'ensemble et qu'en raison de l'ampleur et de la nature du projet, qui devait désormais comprendre un très grand outlet mall, le site de Livange s'est clairement dégagé comme le site le mieux adapté compte tenu des critères retenus. De plus, il était désormais compatible avec les dispositions réglementaires de l'avant-projet de plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques ».

Service de Police Judiciaire
000432

Discussions et échange de lettres Gouvernement - promoteurs

Ces discussions ont commencé après le CG du 6 février 2009 et ont été menées par les deux ministres en charge. M. Diederich y a été sporadiquement associé à partir de la mi-février 2009. A partir du 12 mars 2009, suite à une réunion avec les deux promoteurs et les deux ministres, il a été désigné personne de contact au quotidien pour les deux promoteurs afin de tenir les ministres au courant des démarches des deux promoteurs pour pouvoir trouver un accord entre eux et, en ce qui concerne Monsieur Rollinger, pour pouvoir trouver un accord avec ING Real Estate.

Fin mars 2009, Monsieur Rollinger a sollicité une entrevue avec le Premier Ministre pour « définitivement clarifier les choses », avant de pouvoir se lancer dans l'abandon de son projet initial.

A la fin de cette entrevue tout à fait cordiale en date du 30 mars 2009, Monsieur Diederich fut chargé de la rédaction de la lettre initiale, dans le plein respect des conclusions de la réunion en question, des trois ministres au nom du Gouvernement aux promoteurs ainsi que du suivi de l'échange de lettres, de même, qu'en cas d'accord, de la coordination des processus d'élaboration des masterplans pour le projet d'ensemble à Livange et d'un nouveau projet mixte et adapté au site à Wickrange.

L'accord fut scellé conclu le 22 mai 2009.

Coordination de l'élaboration des deux masterplans

Suite à l'accord, l'aménagement du territoire a entamé les démarches nécessaires au lancement des deux processus d'élaboration intégrative des deux masterplans en question. C'est en ce sens que des lettres, respectivement invitations furent envoyées aux instances concernées.

Il importe de noter que des pourparlers ont eu lieu avec les collèges échevinaux des deux communes concernées et que ceux-ci ont signalé leur accord pour pouvoir entamer les processus de planification en question, soulignant toutefois que cela ne valait pas accord pour la suite des opérations.

Les deux processus de planification se sont déroulés de manière parallèle et analogue. Les travaux de planifications proprement dits ont été effectués par des bureaux d'étude spécialisés dont les maîtres d'ouvrage étaient les promoteurs respectifs. Ces travaux ont été coordonnés à travers des réunions réunissant autour d'une table les acteurs étatiques et communaux concernés aves les bureaux d'étude et les promoteurs, respectivement leurs représentants, dans un souci d'avancer efficacement tout en prenant dès le départ en considération toutes les contraintes connues des sites en question.

Il y eut ainsi, à partir de fin août 2009, 11 grandes réunions pour Wickrange et 6 pour Livange permettant de finaliser les deux masterplans au printemps 2010.

Service de Police Judiciaire
000483

Présentation des Masterplans au CG

Suite aux inévitables peaufinages et à une présentation des planifications de Livange aux commissions parlementaires concernées jointes (19 mai 2010), de même qu'à la commission d'aménagement (29 janvier et 16 avril 2010) ainsi qu'aux conseils communaux respectifs, les masterplans figuraient à l'ordre du jour du CG du 23 juillet 2010. (voir note et PV afférents du CG).

Présentation publique des deux Masterplans

Après que les masterplans aient reçu l'aval du CG, les travaux furent entamés pour enclencher dans leur plein respect, les planifications subséquentes à base légale et réglementaire. Ainsi fallait-il, dans un premier temps, mener les travaux portant sur les modifications nécessaires des PAG respectifs, voire préparer les premiers PAP afférents.

Lors de ces travaux subséquents, le rôle du représentant de l'aménagement du territoire a progressivement diminué alors que ceux de l'Intérieur et de l'Environnement ont gagné en importance, ce qui est tout à fait dans l'ordre normal des choses (voire Midfield, Ban de Gasperich, Mersch, Wiltz, Belval ...).

La dernière mission de Monsieur Diederich concernait les présentations publiques des deux Masterplans en question (12 juillet 2010 Wickrange et 18 juillet 2011 Livange) pour lesquelles il était spécialement mandaté par le CG.

ANNEXE 16

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

[ ]

Annexe 16 au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM

Luxembourg, le 4 juillet 2012 à 15.00 heures

AUDITION

JUNCKER Jean-Claude,

Premier Ministre, né le 09.12.1954 à Rédange-sur-Attert,
demeurant à L-8310 Capellen, 37, route d'Arlon

Entendu, M. JUNCKER déclare en langue luxembourgeoise ce qui suit:

« Vous m'informez que le Procureur d'État près du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg vous a chargés d'une enquête préliminaire relative à la soi-disant affaire « Wickreng-Léiweng ».

Lors d'une conférence de presse le 7 juin 2012, les députés François BAUSCH et Claude MEISCH ont fait état de faits d'extorsion, tentative d'extorsion, chantage, tentative de chantage ou encore corruption dont M. Guy ROLLINGER aurait été la victime.

Je suis disposé à répondre à vos questions.

Question : Le 30 mars 2009 une réunion a eu lieu au Ministère d'Etat en relation avec l'abandon du projet Wickrange et la réalisation du projet Livange. Qui était présent lors de cette réunion? Quelle était la teneur des discussions ?

Réponse : Je me souviens de cette réunion et de sa teneur. Y assistaient à part les Sieurs ROLLINGER et son associé M. WEYRICH, encore les Ministres KRECKÉ et HALSDORF.

Lors de cette entrevue, j'ai expliqué à M. ROLLINGER et M. WEYRICH la position du Gouvernement qui pour des raisons d'Aménagement du Territoire était opposé à la réalisation du projet WICKRANGE. D'autre part le Gouvernement était favorable à la réalisation du projet LIVANGE avec le nouveau stade de football.

Question : Est-ce que vous étiez témoin de quelconques menaces ou pressions formulées par le Ministre KRECKÉ à l'égard de Messieurs Guy ROLLINGER et/ou Alain WEYRICH ?

Réponse : Non, à l'occasion des réunions ou entrevues auxquelles j'ai assisté, ce n'était jamais le cas.

Question : M. KRECKÉ nous a fait part que vous auriez rencontré M. ROLLINGER quelques jours avant les débats du 13 juin 2012 à la Chambre des Députés. M. KRECKÉ vous avait demandé si M. ROLLINGER vous aurait informé qu'il aurait été extorqué par lui. Vous lui auriez répondu que tel n'aurait pas été le cas.
Or, M. ROLLINGER nous a certifié qu'il vous aurait informé sur le déroulement et la teneur des entrevues avec M. KRECKÉ et notamment celles des 6 et 12 mars 2009. Selon les dires de M. ROLLINGER, il vous aurait expliqué qu'il était exposé aux pressions et menaces suivantes de la part de M. KRECKÉ :

- *... dir wësst, mir können iech d'Genèk briechen ...*
- *... dir wësst, dir braucht d'Banken nach ...*
- *... dir wësst, dass eise Premier och dem Premier an Holland uruffe kann wann d'ING net alenke wöll ...*
- *... dir hut jo och Handwiërksleit, dir wësst, dass der Arbecht fir dës braucht ...*

Est-ce que M. ROLLINGER vous a fait part de ces propos de M. KRECKÉ ?

Réponse : J'ai effectivement rencontré M. ROLLINGER le 5 juin 2012 vers 16.00 heures. Cette entrevue a eu lieu à la demande de M. ROLLINGER.

Lors de cet entretien je lui ai demandé si M. KRECKÉ ou M. HALSDORF l'auraient menacé ou extorqué. M. ROLLINGER ne m'a pas fait part de menaces que M. KRECKÉ aurait formulées à son encontre.

Selon ses dires, ses entretiens avec M. KRECKÉ auraient été comme des entretiens normaux entre commerçants. Je lui ai répliqué que M. KRECKÉ ne serait quand même pas un commerçant.

Je vous assure que M. ROLLINGER ne m'a jamais fait part des propos repris ci-dessus en langue luxembourgeoise que M. KRECKÉ aurait exprimée à son encontre.

Fin de l'audition : 15.55 heures

L. A. S.

- JUNCKER Jean-Claude -
Premier Ministre

- WEIS Marc -
commissaire en chef

- HANSEN Daniel -
commissaire en chef

ANNEXE 17

au rapport no. SPJ/RGB/2012/22519-2/HADA-WEIM
du 9 juillet 2012

[ ]

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Service information et presse

D'Affär Wickreng-Léiweng
Pressekonferenz vum DP-President Claude Meisch
an dem Fraktiounspresident vun Déi Gréng François Bausch

Date : 07.06.2012 **Heure : 11h00** **Durée : 60 min**

François Bausch: Ech si frou lech begréissen ze kënnen am Numm vun där Grénger Fraktioun an der DP-Fraktioun, well mir déi Pressekonferenz hei gemeinsam gemaach hunn.

Et gëtt e puer Grënn firwat mir se gemeinsam maachen. Een ass sécherlech deen och, d'Aart a Weis wéi de Premierminister d'lescht Woch no engem Briefing op déi ganz Affär reagéiert huet.

Ech wëll hei däitlech maachen, datt net de Premierminister ze décidéieren huet wat de Rôle vum Parlament ass, mä de Rôle vum Parlament, a virun allem vun der Oppositioun eigentlech an eiser Verfassung festgeschriwwen ass, nämlech fir d'Regierung ze kontrolléieren. An datt dat eigentlech an enger parlamentarescher Demokratie dat Normaalst vun der Welt ass, datt eng parlamentaresch Oppositioun an engem Fall wéi deen heiten déi Froen opwäerft, déi hei opzewäerfe sinn, a versicht e Maximum ze maachen, fir datt mir Transparenz an deen Dossier hei drakréien, fir datt déi genee Wouerecht op den Dësch kënnt.

Et gëtt awer och nach en zweete Grond, an dee geet ervir, wäert Dir gesinn, aus den Ausféierungen déi mir wäerte maachen, dat ass d'Envergure vun der Affär.

Mir fannen et bedauerlech, datt de Premierminister jeeweils versicht huet verschidde Saachen erofzespillen déi elo schonn am Raum sinn, déi och vun der Regierung zougi gi sinn. A wa mir elo fäerdeg si mat eisem Historique, a mat deenen eenzelne widderspréchleche Aussoen, déi gemaach gi sinn, wäert Dir feststellen, datt dat och dofir der Wäert ass, datt hei d'Oppositioun relativ, géing ech emol soen, geballt zesumme versicht deen Dossier hei op den Dësch ze bréngen, a Kloerheet ze kréien.

Et ass iwweregens och net déi éischte Kéier, datt mir gemeinsam eng Pressekonferenz maachen. Ech wëll drun erënneren, datt d'DP an déi Gréng scho virun 9 Méint eng gemeinsam Pressekonferenz gemaach haten. Dat war wéi deen éischten, deen esou genannten héichconfidentiellen Accord tëscht der Regierung an de Promoteure vun de Projete Léiweng a Wickreng op den Dësch komm ass.

Dorops hi sinn eng ganz Rei Saache geschitt. Entretemps huet och d'Demokratesch Partei deen Accord nach eng Kéier anescht liese gelooss, oder geliest.

Iwweregens, wann ee kuckt wéi d'Promoteuren e selwer interpretéieren, da stellt ee fest, datt déi och eng wiesentlech aner Meenung hunn wéi dat wat vu Regierungssäit de Moment dran interpretéiert gëtt.

Mä virun allem huet d'Demokratesch Partei en Avis juridique opstelle gelooss vun enger *onofhängeger Juristin, deen ass virun e puer Woche virgestallt ginn. An dësen* Avis schwätzt ganz kloer vun engem Accord, deen d'Regierung laanscht all Prozeduren, an iwwer all Acteuren ewech mat de Promoteure gemaach huet, fir hinnen hir ferm Ënnerstëtzung zouzegestoen.

En Accord wou dës Juristin der Meenung ass, datt d'Regierung ganz kloer hir Kompetenzen iwwerschratt hätt, datt déi legal Prozeduren net agehale gi sinn, an datt d'Interesse vun de Promoteure virun d'Interesse vun de Bierger an dësem Land gestallt gi sinn.

No deem héichconfidentielle Bréif am September dat lescht Joer, wéi deen un d'Ëffentlechkeet gelaangt ass, dunn huet d'DP an déi Gréng d'Regierung opgefuerdert no där Pressekonferenz, datt voll Transparenz misst gespillt ginn, an datt déi ganz Wouerecht iwwer d'Hannergrënn vun deenen Ofmaachungen, datt déi missten op d'Tapéit kommen.

Mir hunn eng ëffentlech Sëtzung vun der concernéierter Chamberkommissioun aberuff, a mir hunn och insistéiert, datt déi ëffentlech Sëtzung soll esouguer iwwer Chamber TV iwwerdroe ginn, well dat eng Méiglechkeet och kéint ginn, en Présence vun der Press a vu Chamber TV, fir datt d'Regierung do kéint präzis op e Froekatalog vun ëmmerhi 45 konkrete Froen, déi ausgeschafft gi waren, hätte kënnen Äntwerte ginn.

Deelweis sinn Äntwerte gi ginn, deelweis si guer keng gi ginn, an deelweis sinn der och nach schréftlech gi ginn. An iwwer deelweis Aussoen, virun allem déi déi Zäit gemaach gi si par rapport zu deem wat elo gesot gëtt, déi extrem widderspréchlech sinn, fir net ze soen, wou och d'Onwouerecht gesot ginn ass ganz kloer virun 9 Méint, wëlle mir haut natierlech drop agoen.

En éischte Punkt, deen eis natierlech préoccupéiert, dat ass deen, ob der Regierung an hirem héichoffiziellen, confidentiellen Accord mat de Promoteure Becca a Rollinger, d'Regierung sech zu iergendeppes wierklech engagéiert huet.

En anere Punkt ass natierlech, ob d'Méiglechkeet besteet, datt de Grupp Rollinger kéint Schuedenersazfuerderungen erhiewen, wéinst deenen Engagementer déi eventuell do waren, wann zum Beispill de Projet Léiweng aus iergendwellechen Ursaachen net géif realiséiert ginn.

De Premier huet eis an der Debatt de 5. Oktober an der Chamber gesot, datt d'Regierung sech an deem Accord just dozou engagéiert hätt, en aneren Emplacement ze sichen, wa Léiweng ieren näischt géif ginn. Si hätt sech engagéiert, an ech zitéieren, datt d'Regierung him hëlleft, also dem Här Rollinger, en aneren Terrain ze sichen, an net him en aneren Terrain ze ginn. Zitat, wéi gesot, Jean-Claude Juncker an der Chamberssëtzung.

Wann een awer de Schréftverkéier liest, deen d'Regierung mat den zwee Promoteuren hat, nodeems dës den Accord vun der Regierung proposéiert kritt hu par Courrier vum 2. Abrëll 2009, da stellt ee fest, datt déi zwee Promoteuren itérativement schreiwen, an ech zitéieren:

> "*Si tel ne devait pas être le cas, la partie Rollinger interprête l'engagement du gouvernement à rechercher activement un nouveau site dans le cas prémentionné comme l'engagement de rechercher et trouver un site ayant l'envergure, l'attrait et le potentiel économique de celui du projet Wickrange "shopping-center", de manière à préserver l'intérêt économique de la partie Rollinger. Dans cet ordre d'idées les soussignés,* also d'Promoteuren, *se réservent la possibilité de*

s'associer en vue de la réalisation d'un éventuel nouveau projet dans le cas où, pour des raisons actuellement non prévisibles, Livange ne se concrétiserait pas."

Dat schreiwe se de 15. Mee an engem Bréif un d'Regierung, an déi nämmlecht zwee Promoteure schreiwen nach en zweete Bréif den 20. Mee un d'Regierung, wou se nach eng Kéier dorop insistéieren.

An d'Regierung déi hëllt an hirem Courrier da vum 22. Mee Bezuch op d'Propositioune vum Accord vum 2. Abrëll, wéi och op dës Bréiwer vun de Promoteuren, fir ze soen, dann hätte se jo elo en Accord tëscht der Regierung an de Promoteuren.

Dat heescht am Kloertext, kee Wuert steet an deem Bréif, datt d'Regierung dës Interpretatioun vun de Promoteure géif verwäerfen. Kee Wuert. Mir ginn also dovun aus, datt déi Interpretatioun, déi d'Promoteuren an hire Bréiwer, an deenen zwee Bréiwer gemaach hunn, déi eigentlech awer vill méi wäit ginn, datt d'Regierung donc déi akzeptéiert huet.

An domat huet d'Regierung sech natierlech, eiser Meenung no, och obligéiert, net just wéi den Här Juncker eis de 5. Oktober sot een Terrain ze sichen, mä och en Terrain ze fannen. An dat ass nämlech précisément eng ganz wichteg Nuance an där Diskussioun.

Dës Siichtweis ass net nëmmen d'Siichtweis vun der DP a vun deene Gréngen, mä och d'Sichtweis vun enger onofhängeger Juristin, an och vun de Promoteuren.

Dat geet am beschten ervir aus där Replique vum Här Becca, op Basis vum Communiqué deen den Här Rollinger gemaach huet, wou ganz kloer den Här Becca seet, den Här Rollinger soll sech mat sengen Usprëch géint d'Regierung riichten, an net un hien, well et wier ganz kloer – do spillt en natierlech ganz kloer un déi Bréiwer, déi jo virdru geschriwwe gi sinn, an deen Accord deen huet misse stattfannen un – datt an deem Fall, wou Léiweng näischt géing ginn, d'Regierung responsabel ass fir den Här Rollinger an iergendenger Form ze dédommagéiere fir dee Schued, deen hien eventuell doduerch hätt.

Dann zu eisem zweete Punkt. Haut, no nëmmen 9 Méint wësse mir, datt d'Regierung bei deene wichtegste Froen entweder nëmmen d'hallef Wouerecht gesot huet, oder esouguer carrément gelunn huet.

Haut wësse mir, datt d'Chamber belu ginn ass, an datt d'Leit dobausse belu gi sinn. Si si belu gi wat de Rôle virun allem vun der Spuerkeess an dësem Dossier ubelaangt, deen d'Spuerkeess och do soll gespillt hunn.

A fir eis war dat och an der Debatt 2011 natierlech an der Chamber dee wichtegste Punkt, well do hannendrun, an ech kommen herno a menge Conclusiounen drop zréck, jee nodeem wat do gemaach ginn ass, verstoppt sech jo natierlech, oder kënnt dann op d'Dagesuerdnung e ganz, ganz grave politesche Fait, deen och ganz kloer déi nämmlecht grave Konsequenzen, politescher, verlaangt.

Fir eis ass et nach ëmmer net kloer wat dann de wierkleche Rôle vun der Spuerkeess war. Et ass, ech erënneren nach eng Kéier dorunner, deemools a Medieberichter geschriwwe ginn, datt d'Spuerkeess eng gréisser Expositioun hätt par rapport zu eenzelne Promoteuren, respektiv esouguer ass et gesot ginn an engem Rapport par rapport zum Immobiliësecteur insgesamt.

Ech wëll dat just nach eng Kéier rappeléieren, well dat och ni ganz entkräft konnt ginn.

Mä virun allem si mir awer haut schockéiert iwwer ee Saz, deen den Här Finck an den Här Rosseljong an der Chamber – déi ware jo an der Chamberskommissioun invitéiert fir doriwwer ze schwätzen – gesót hunn, par rapport zu deem wat mir awer élo entretemps wëssen. An ech zitéieren hei aus dem Procès verbal vun der Réunioun vun der Finanzkommissioun, zesumme mat der Commission du contrôle de l'exécution budgétaire vum 10.10.2011, wou den Här Finck wuertwiertlech gesot huet: "*à aucun moment, une demande de prêt destiné à financer le projet Liwange n'a été soumise à la BCEE.*"

Elo kann een natierlech doriwwer laang diskutéieren a spekuléieren. Et kann ee soen, effektiv, et gëtt keen direkte Prêt vläicht, wann hien dat esou gemengt huet, par rapport zu Léiweng, ass ugefrot ginn.

Mä herno an eise Conclusioune gëtt awer fir eis kloer, datt de Projet zu Wickreng e Konkurrenzprojet war zum Projet vu Léiweng, an datt d'Regierung sech mat grousser Wahrscheinlechkeet net nëmmen engagéiert huet am Projet Wickreng aus landesplaneresche Grënn, well dee Projet souwisou landesplaneresch net immens adäquat war, mä well en effektiv vill ze vill no beim Projet Léiweng war, a well en eventuell an der Envergure wou e geplangt war de Projet Léiweng a Fro gestallt hätt. An donc natierlech alles gemaach ginn ass, fir datt Wickreng och dowéinst sollt entweder net gebaut ginn, oder staark reduzéiert ginn.

An deem entspriechend e Konkurrent aus dem Wee geholl ginn ass, deen natierlech dann a Léiweng mat agebonne ginn ass.

An dofir soll keen eis herno kommen a soen, dat wat d'Spuerkeess dann eventuell u Prêt sollt oder wollt accordéieren, oder net accordéieren un den Här Rollinger, an deem do Zesummenhang, datt dat näischt mat Léiweng ze dinn huet. Well dat huet ganz kloer mat Léiweng ze dinn.

An deem entspriechend ass déi Ausso, déi do gemaach ginn ass, ech widderhuelen nach eng Kéier, "*à aucun moment une demande de prêt destiné à financer le projet Livange n'a été soumise à la BCEE*", dat ass ganz kloer mindestens nëmmen eng Hallefwouerecht, fir net ze soen, datt ganz kloer verschidde Saachen do ënnerschloe gi sinn an där Finanzkommissioun, och vum Här Finck.

Den Här Frieden sot an deem Kontext, ech zitéieren: "*De Finanzminister, dee geet sech net a lafend Geschäfter vun der Spuerkeess amëschen.*" Dat stëmmt fir den Här Frieden ganz sécher. An den Här Frieden huet och ganz Recht fir esou eppes ze soen, datt et engem Regierungsmember, net nëmmen engem Finanzminister, mä engem Regierungsmember ganz sécher net kann zoustoe fir sech a Finanzgeschäfter vun der Spuerkeess anzemëschen.

Mä leider betrëfft et awer anscheinend jo nëmmen den Här Frieden, well mindestens wësse mir haut, datt en Telefonsgespréich gelaf ass tëscht dem Här Halsdorf an der Spuerkeess, ech kommen och nach do drop zréck.

De Jean-Claude Juncker seet an der Chamber, datt d'Regierung sech an de Volet ING net agemëscht hätt, mä alleng Saach vum Promoteur war.

D'Chamber soll bei der Spuerkeess intervenéiert hunn, an net fir de Projet Léiweng an engem Sënn, mä fir de Wee fräizemaachen ebe fir de Projet Léiweng, dat heescht, fir d'ING mam Projet Wickreng auszebezuelen op där enger Säit. An anerersäits, wéi ech och scho virdru beschriwwen hunn, well de Projet Wickreng a Konkurrenz zum Projet Léiweng stoung, datt dat sech an engems gutt arrangéiert huet fir do d'Konkurrenz deem entspriechend do ewech ze kréien, an a Léiweng mat anzebauen.

Den Här Halsdorf sot dann an der Froestonn vum 8. Mee – dat ass nach net laang hier, dat ass iwwer e Mount hier – Folgendes. En äss gefrot ginn, deemools, vun engem Vertrieder vun der Demokratescher Partei, ob hie Kenntnis dovun hätt, datt d'Regierung fir ee vun de Promoteure bei enger Bank en faveur, oder en défaveur, intervenéiert hätt? An d'Äntwert vum Här Halsdorf an der Chamber déi war, datt hie sech fir d'éischt emol hanner dem Här Juncker verstoppt huet, fir duerno awer alles ofzestreide wat do gefrot ginn ass, a kloer ze soen dat wier net de Fall.

An eng Woch drop, nëmmen eng Woch drop kënnt en Artikel am *Lëtzebuerger Land*, wou den Här Halsdorf ganz kloer Lige gestrooft gëtt, wou och ganz kloer drasteet, d'Regierung huet sech dofir agesat, datt de Promoteur Rollinger bei der Spuerkeess e Prêt iwwer 16 Milliioune kritt huet, mat deem hie sech aus sengem Engagement par rapport zum initiale Projet Wickreng konnt erauskafen.

Dat heescht ganz kloer, dat wat den Här Halsdorf nach eng Woch virdru gefrot ginn ass, oder e puer Deeg virdru gefrot ginn ass, ass Freides an der Press, op Basis natierlech vun Informatiounen déi déi betreffend Journalistin sécherlech huet, ass dat ganz kloer widderluecht ginn, oder Lige gestrooft ginn.

An an der Äntwert natierlech dunn och op d'Question parlementaire vum Claude Meisch, do äntwert d'Regierung dann och nach eng Woch méi spéit, da seet se, et hätt kee Minister zwar intervenéiert, mä si seet, den Inneminister hätt sech just informéiert iwwer d'Konditiounen déi de Promoteur Rollinger kritt hätt.

An dat muss ee sech emol virstellen.

Dat heescht, den Inneminister rifft u bei d'Spuerkeess an informéiert sech bei enger Bank, d'Spuerkeess, iwwer d'Konditioune déi e private Promoteur kritt huet bei engem Prêt.

Dat ass fir mech e Phänomen, datt esou eppes méiglech ass, datt dat iwwerhaapt ka stattfannen.

An de Premierminister behaapt virun der Press, hien hätt ni Kenntnis gehat iwwerhaapt vun dësem Prêt.

Den Här Halsdorf huet sech also just informéiert bei der Spuerkeess iwwer de Prêt vum Här Rollinger. Mir froen eis, firwat adresséiert den Här Rollinger sech dann un ee Regierungsmember fir bei engem Kredit gehollef ze kréien, wann d'Regierung soi-disant näischt mat deem Kredit ze dinn huet, oder emol näischt, wéi den Här Juncker gesot huet, dovu gewosst huet.

Wann dat esou wier, dann hätt den Här Rollinger sech jo missten direkt u seng Bank wennen. Dann hätt hie jo net misse bei de Minister uruffen, fir datt dee sech iwwer säi Kredit informéiert.

Mir froen eis och, wéi ass et méiglech, datt ee Regierungsmember iwwerhaapt Informatioune ka kréien iwwer d'Konditioune vun engem Kredit vun engem Bankclient, datt hien déi einfach esou kann erauskréien? Do stellt sech natierlech och eng ganz, ganz kloer handfest Fro, wat bei der Spuerkeess lass ass a wéi do fonctionnéiert gëtt, datt esou eppes iwwerhaapt méiglech ass, datt hien iwwerhaapt konnt Informatioune kréien? Do muss et also, eiser Meenung no, eng gewësse Complicitéit ginn hunn.

Et kann ee sech ganz villes dorënner virstellen, mä ech muss awer soen, et ass jo net generell esou, datt d'Regierung sech informéiert iwwer all aner Leit an Entreprise, wat hir Problemer ubelaangt mat Kreditter bei der Spuerkeess.

An ech froe mech, wat den normale Bierger sech heibäi denkt. Gëtt dann an Zukunft eng Hotline ageriicht beim Här Halsdorf, datt all normale Bierger dee bei der Spuerkeess e Kredit zum Beispill freet fir säin Haus kënnen ze bauen, datt dee kann emol dohinner uruffen, a froe firwat datt säi Kredit nach net an der Rei ass, respektiv firwat datt d'Konditiounen esou oder esou sinn?

A wat fir engem Staat liewe mir iwwerhaapt nach, wann esou eppes méiglech ass wéi dat do? Et ass ganz kloer eng Fro wou mir gären Äntwerten drop hätten.

An de Fait, datt de Premierminister selwer seet, datt den Här Halsdorf den Telefon geholl huet, an dohinner ugeruff huet, dat léisst eiser Meenung no ganz déif blécken. Et ka keen eis hei wëllen zielen, oder wäismaachen, den Här Halsdorf hätt just, well en näischt Besseres grad ze dinn hat deen Dag, einfach emol den Telefon geholl fir dohinner unzeruffen an do sech ze informéieren, iwwer wat och ëmmer.

Et ass einfach net akzeptabel, datt an engem privaten Interessekonflikt tëscht engem private Promoteur an der Spuerkeess, an enger Bank, wéi gesot, datt hei e Minister sech amësche geet, a sech do an iergend enger Form iwwerhaapt iwwer dee Kredit do informéiere geet. A mir wéissten awer gären hei wierklech bis an de leschten Detail, wat da wierklech do op deem Telefonsgespréich do diskutéiert ginn ass.

Mä et ass eigentlech nach vill schlëmmer, well mir hunn haut Kenntnis vu konkreten Informatiounen, datt aus engem Schrëftverkéier tëscht der Regierung an de Promoteuren ervirgeet, datt den Inneminister net alleng vun dëser Saach betraff ass. An datt hie sech och net nëmmen informéiert huet, neen, den Inneminister Halsdorf, dat geet aus deem Schrëftverkéier ervir, den Inneminister Halsdorf an de Wirtschaftsminister Krecké hunn dem Promoteur Rollinger zougesot, datt si sech drëm géinge këmmeren, datt d'Sue bei der Spuerkeess, datt déi géingen deblockéiert ginn, datt de Problem sollt entäist ginn. Dat ass geschitt.

An aus deem selwechten Dokument geet och ervir, datt de Prêt vun der Spuerkeess Géigestand vun enger Réunioun war, an där de Premierminister Jean-Claude Juncker präsent war, an hien hätt dem Promoteur säi Wuert ginn, datt e seng 100%eg Ënnerstëtzung an dëser Saach zougesot hätt.

Et ass fir eis donc kloer, mir sinn der Meenung, den Här Juncker an den Här Halsdorf déi hunn an der Ëffentlechkeet net d'Wouerecht gesot, si hunn och an der Chamber net d'Wouerecht gesot.

De Spuerkeess-Prêt war eiser Meenung no integrale Bestanddeel vun deem Ofkommes mat de Promoteuren. Kee Wuert doriwwer am Bréif, wéi gesot, a kee Wuert doriwwer vun der Regierung virdrun, kee Wuert vun de Responsabele vun der Spuerkeess doriwwer.

Hei ass eiser Meenung no, fir emol en däitschen Terme ze gebrauchen, "gewulfft" ginn op de Säite vun der BCEE: kee Prêt am direkte Kontext Léiweng, mä e Prêt ganz kloer am Kontext Wickreng fir de Wee fräizemaachen, fir datt Léiweng ka gebaut ginn, fir, wéi gesot, de Konkurrenzprojet Wickreng, fir deen ewechzekréien.

A fir eis ass et och kloer, datt de Prêt vun der Spuerkeess Partie intégrante vum Deal tëscht der Regierung an dem Här Rollinger war. Dat erkläert dann och wuel, firwat den Här Rollinger a sengem Bréif vum 10. Abrëll un d'Regierung dem Premier gesot huet,

engersäits huet hien him Merci gesot fir de confidentielle Bréif, an anerersäits huet hien him Merci gesot fir, ech zitéieren nach eng Kéier, fir d'"*propos que vous, ainsi que,*" da gëtt nach e Regierungsbeamten zitéiert, "*avez déjà énoncé, en étant persuadé que les dossiers abordés se concrétisent dans l'avenir.*"

Mir froen eis, wann een deen do Bréif och liest, ob net nach aner Saachen am Spill waren, respektiv mir wéisste gär, wat waren d'Garantien déi do gi gi sinn, par rapport zum Här Rollinger?

Voilà, ech géing dann dem Claude Meisch d'Wuert ginn, fir datt hien de Rescht vum Déroulement mat de Verhandlungen, an och d'Conclusioune ka soen.

Claude Meisch : Merci Fränz Bausch. Schéine gudde Moien och vu menger Säit aus.

Ech wëll fir d'alleréischt nach eng Kéier ënnersträichen, datt alles dat wat de Fränz Bausch hei gesot huet grad esou gutt hätt kënne vu mir gesot ginn. An dat wat ech elo hei wäert soen grad esou gutt vum Fränz Bausch kéint gesot ginn.

An et ass jo schonn en aussergewéinlechen Virgang, datt dann elo fir déi zweete kéier an dëser Affär déi zwou gréissten Oppositiounsparteie mussen zesummen en Effort maache fir deen Teppech opzehiewen, ënner dee probéiert d'Regierung dësen Skandal verschwannen ze dinn.

A mir hoffen, datt d'Regierung sech endlech elo eppes Bessere besënnt fir ze kucken hei ze hëllefen Transparenz ze kréien, amplaz ze kucken alles nëmmen zesummen kënnen zouzedecken.

Well mat all deem wat d'Regierung jo bis ewell gesot huet – an ech well lech elo eng Rei vu Beispiller ginn – sinn d'Widderspréch, och innerhalb vun der Regierung, innerhalb vun den eenzelnen Acteuren déi op Regierungssäit hei aktiv waren, eigentlech ëmmer nëmme méi grouss ginn.

Kommt, mir huelen emol deen Déroulement vun deenen Verhandlungen, déi do gefouert gi sinn, och a Präsenz vum Staatsminister Jean-Claude Juncker. Mat all Kéier eigentlech wou d'Regierung hei Stellung geholl huet, do si wierklech d'Widderspréch méi grouss ginn, an ech wëll lech emol nach eng Kéier rappeléieren, wat de Staatsminister de 5. Oktober 2011 virun der Chamber, awer och virun der Ëffentlechkeet hei am Land dozou gesot huet.

Ech zitéieren:

> "*Ech*" – also de Jean-Claude Juncker – "*hunn den 30. Mäerz zesummen mat de Ministere Krecké an Halsdorf* [...] *do hunn ech de Promoteur emfaangen*" – also DEN Promoteur emfaangen – ee Promoteur also emfaangen. "*Iwwerall do wou steet, déi 3 Ministeren an ech hätte mat de Promoteuren*" – also méi – "*geschwat, dat stëmmt net. Den Här Rollinger huet bei mir eng Entrevue gefrot iwwer Wickreng. Ech hunn den 30. Mäerz 2009 a mengem Bureau den Här Rollinger emfaangen a mat him doriwwer geschwat. Do war keen Här Becca dobäi. Am Géigesaz zu villen aneren, wéi et schéngt, wosst ech och deemools net, datt et den Här Becca géif ginn. Ech hat en och nach ni gesinn, ech hunn den Har Becca eréischt kenne geléiert am Zesummenhang mat senge Vëlosaktivitéiten, an net am Zesummenhang mat aneren Aktivitéiten.*"

De 25. Mee vun dësem Joer allerdéngs seet de selwechte Jean-Claude Juncker virun der Press, a Bezuch op déi Verhandlungen am Dossier Léiweng a Wickreng, ech zitéieren nees:

> "*Ech hat ee Gespréich mat deenen 2 Ministeren an deenen 2 Promoteuren.*"

An dat ka kee Verspriecher gewiescht sinn, well e puer Minutte méi spéit seet en an deem selwechten Interview:

> "*Ech hunn 2 Promoteuren emfaangen, déi wollten zu Léiweng eppes maachen, an dat huet mir dach normal geschéngt, datt deene Betriber sollt gehollef gi fir beieneen ze kommen.*"

Op eemol, op esou eng, eigentlech, einfach an elementar Fro also zwou ënnerschiddlech a widderspréchlech Äntwerten.

Eng Kéier huet en den Här Becca nach ni gesinn, en huet en emol net kannt, e wosst eigentlech emol guer net – wéi e gesot huet – datt et deen Här Becca do géif ginn. Eng total iwwerzunnen Ausso an eisen Aen. Dann awer op eemol huet en e gesinn an en huet mat genau deem Här Becca, deen en anscheinend jo e puer Méint virdrun nach net kannt huet, iwwer Léiweng an iwwer Wickreng verhandelt.

Den Här Juncker seet also hei op 2 Platzen entweder op där enger oder op där anerer net d'Wouerecht.

A firwat eigentlech? Firwat verstréckt den Här Juncker, firwat verstréckt de Jean-Claude Juncker sech, wann et ëm d'Fro geet wéini hien den Här Becca kenne geléiert huet, a wéini e mat him zesumme souz an esou gravéierend Widderspréch? Déi Fro, mengen ech, muss de Jean-Claude Juncker beäntweren.

Dann huet d'Regierung eis jo och gleewe gedoen, datt si tëscht deenen zwee Investisseuren hätt wëlle vermëttelen. Mee de Grupp Rollinger op där anerer Säit, dee schreift jo awer ganz kloer a sengem Communiqué den 10. Mee, datt deen eenzege Grond, firwat datt hie sech op deen doten Deal agelooss hätt gewiescht wier, fir de Schued a Grenze kënnen ze halen. An ech zitéieren do nach eng kéier aus dem Communiqué vum Grupp Rollinger:

> "*L'abandon du projet Wickrange nous a causé une perte et un manque à gagner très important, et uniquement pour tenter de récupérer une partie de cette perte nous avons accepté de signer des conventions avec monsieur Becca.*"

Dëst gëtt bestätegt duerch eng sëlleche Wull vu Medieninformatiounen, deenen no de Grupp Rollinger sech ni um Projet Léiweng wollt wierklech bedeelegen, mee e wollt eigentlech do just ausbezuelt ginn.

Ech erënneren – an dat baséiert jo op Informatiounen déi zanter Méint an de Medien och bekannt sinn – datt et hei esou war, datt de Promoteur Rollinger op 22.000 Quadratmeter Verkafsfläch an sengem eegene Projet zu Wickreng sollt verzichten, an als Géigenzuch huet en dann eng Participatioun an der Gesellschaft *Livange Development* kritt vun ronn 8% bis 9%. Allerdéngs wollt en net an där Participatioun do dobäi bleiwen. Mee spéitstens dann, wann den PAP dann approuvéiert wär, hätt en déi Participatioun erëm gär ofgestouss, an hätt déi gär monnayéiert gehat mat enger Zomm vun 21,5 Milliounen.

D'Regierung schwätzt iwwer déi do Transaktioun eigentlech e bësschen ëmständlech iwwer en Transfert vun Surfacen vu Wickreng op Léiweng. Eigentlech war et awer näischt

anescht wéi datt 21 Milliounen hu missen op den Dësch geluecht ginn, fir datt de Projet Wickreng sollt ënnergoen, datt dee sollt verhënnert ginn, a fir datt de Projet Léiweng hätt solle kënne realiséiert ginn.

Well d'Projete Léiweng a Wickreng waren vun Ufank u Konkurrenzprojeten. An eigentlech huet d'Regierung dat do och bestätegt, an den Äntwerten op eng vun deene villen Froen, déi mir am Oktober gestallt hunn.

Ech zitéieren hei nach eng kéier aus de schréftlechen Äntwerten.

> "*Il est cependant évident que le projet de Livange, tel qu'il a été, tel qu'il est planifié à l'heure actuelle n'aurait pas pu être réalisé ensemble avec le projet initial de Wickrange, compte tenu des dispositions de la loi modifiée du 28 décembre 1988, concernant le droit d'établissement en vigueur à l'époque.*"

Also, d'Gesetz vun deemools gesäit also ganz kloer vir, datt een nëmmen eng gewëssen Unzuel vun Surfaces commerciales kann autoriséieren. Den Här Rollinger, zu deem Zäitpunkt, hat seng Autorisatioun. Den Här Becca, zu deem Zäitpunkt, hat seng Autorisatioun net.

Dat heescht am Kloertext, datt wann den Här Rollinger säi Projet zu Wickreng realiséiert hätt, datt da keng Autorisation de grande surface méi hätt kënnen ausgestallt gi fir dem Här Becca säi Projet zu Léiweng.

Et war also hei net d'Landesplanung, wéi esou oft gesot ginn ass, vun der Regierung, déi dozou gefouert huet, datt hei soll intervenéiert ginn. Neen. Et ware Privatinteressen, et ware kommerziell Intressen, an et ware vläicht zum Deel dann nach, wat de Futtballstadion ubelaangt, politesch Interessen déi dozou gefouert hunn, datt d'Regierung nun alles dru gesat huet fir de Projet Wickreng kapott ze maachen, an alles dru gesat huet fir de Projet Léiweng kennen héich liewen ze loossen.

Spéitstens Enn 2008 huet d'Regierung dann eigentlech och hier Positioun bezunn zum Projet Léiweng an huet gesot, datt se dee well ënnerstëtzen. Zäitgläich allerdéngs, de 17. Dezember 2008, kënnt en Uerteel vum Tribunal administratif wou de Recours vun der Regierung géint d'Baugenehmegung zu Wickreng ofgeleent ginn ass. D'Regierung hat also zu deem do Zäitpunkt keng administrativ a keng juristesch Moyene méi fir de Projet Wickreng, esou wéi e geplangt war, kënnen ze stoppen.

An d'Diskussiounen innerhalb vun der Regierung iwwer deen Artikel 103 vum Gemengegesetz, déi hunn dat jo eigentlech och gewisen, datt d'Regierung gesot huet, eis juristesch Moyenen, déi sinn erschöpft. Wickreng ass mat juristesche Mëttelen net méi ze stoppen.

Dofir ass déi Ausso vum 25. Mee 2012 vum Jean-Claude Juncker allerdéngs total onverständlech an ouni Fundament, wou hien gesot huet, an ech zitéieren hien nach eng kéier hei:

> "*Ech hu gesot, do gëtt de Projet net gebaut well d'Regierung, déi ass dogéint. Dat ass jo awer nach d'Recht vun der Regierung.*"

Ech froen mech, wat fir e Recht hëllt de Jean-Claude Juncker sech eraus fir dat do ze behaapten?

E Projet deen autoriséiert ass, dee konform ass zu de Gesetzer an de Reglementer, wou d'Geriicht esouguer gesot huet, jo deen Projet deen däerf do gebaut ginn, mat wat fir

engem Recht seet eng Regierung, neen, wa mir net wëllen, wann dee Projet eis net gefält, da gëtt en hei net gemaach. An dat gëtt och nach Joeren duerno vum Premier esou verdeedegt.

De Premierminister Jean-Claude Juncker muss hei vergiess hunn, datt mir an engem Rechtsstaat liewen. De Premierminister Jean-Claude Juncker muss hei vergiess hunn, datt och eng Regierung sech un déi Regele vun deem Rechtsstaat muss halen. Datt och eng Regierung sech muss drun halen, datt wann e Gericht geschwat huet, datt dat ze akzeptéieren ass, ob dat engem politesch gefält oder net politesch gefält.

Et sinn der vill am Land ginn – a mir hunn dozou gehéiert – déi gesot hunn, dee Projet Wickreng do, dat ass net dat wat mir eis virstellen, well e landesplaneresch net an eist Konzept passt. Mee dat heescht awer net, datt ee bereet soll si fir sämtlech juristesch Iwwerleeungen a sämtlech Gesetzer a sämtlech rechtsstaatlech Grondsätz, virun allem, kënne mat Féiss ze trëppelen.

Dat ass dann och, mengen ech, wierklech keng Fro vun engem perséinleche Goût. E bëssen esou wéi de Premierminister dat do ausgedréckt huet. Mee et war dann einfach eng Fro vun Gesetzer a vu Prozeduren. An op där Basis konnt d'Regierung net einfach soen, datt deen dote Projet, datt deen net gebaut gëtt. Juristesch war de Projet Wickreng ganz kloer duerch an domat war – well et huet e strammen Zesummenhang tëscht deenen 2 Projete ginn, well d'Surfacë mateneen liéiert waren – war de Projet Léiweng juristesch *de facto* dout.

Trotzdem gëtt de Promoteur Rollinger säi sécheren, säi quasi autoriséierte Projet zu Wickreng op, an en akzeptéiert jo eng ganz Rei vun finanzielle Perten, wéi e jo och viru Kuerzem nach eng Kéier geschriwwen huet, fir sech op déi Aventure zu Léiweng anzeloossen.

Firwat eigentlech?

D'Regierung schreift, et hätt een dem Promoteur Rollinger eng attraktiv Offer gemaacht. Mir wëssen haut, datt dat do ganz ganz wäit vun der Wouerecht ewech ass. Mir wëssen haut, datt ouni Drock auszeüben de Promoteur Rollinger op säi sécher autoriséierte Projet zu Wickreng net verzicht gehat hätt. Mir wëssen haut, datt ouni datt d'Regierung zu eben net-rechtsstaatlechen Mëttelen hei gegraff hätt, datt deen Transfert vun Surfacë vu Wickreng op Léiweng net méiglech gewiescht wär.

D'Regierung behaapt awer, datt zu kengem Zäitpunkt Drock op den Här Rollinger ausgeübt gi wär. De Staatsminister behaapt dat. Den Inneminister behaapt dat. Mir wëssen awer, datt dat, esou wéi et do vun der Regierung gesot gëtt, net stëmmt.

An ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren, datt déi ganz Regierung dat do gesot huet. Well et souze vill Ministeren, souzen op der Regierungsbänk de 5. Oktober d'lescht Joer an där Commission jointe. An déi Questions parlementaires si jo am Numm vun der ganzer Regierung och beäntwert ginn.

Vläicht huet net de Staatsminister selwer deen Drock do ausgeübt, ma awer aner concernéiert Regierungsmemberen hunn dat ganz sécher a ganz massiv gemaach fir dem Här Rollinger säin initiale Projet auszerieden.

Laut eisen Informatiounen hu se ganz kloer domat gedréit, datt Autorisations ministérielles kéinten an Zukunft fir deen dote Promoteur méi laang op sech waarde loossen.

Laut eisen Informatiounen ass ganz kloer och gesot ginn, datt Kreditlinne jo kéinte kippen, well de Staat hätt jo Afloss iwwer déi Participatioune bei enger Rei vu lëtzebuerger Banken.

An et ass eisen Informatiounen no och ganz kloer, datt de Grupp Rollinger gedréit kritt hat, keng éffentlech Opträg méi ze kréien. Jo, datt esouguer gesot gi wier, a gedréit ginn ass, datt d'Entrepris Rollinger soll wirtschaftlech a finanziell d'Genéck gebrach kréien, wa se dann net fräiwëlleg verzichte géing op de Projet Wickreng 1.

Déi Concernéiert hunn dëst enger ganzer Rei vu Leit jo mëttlerweil am Land erzielt. An och sinn do Leit dobäi aus de Reie vun der Demokratescher Partei, mat deene mir geschwat hunn, déi gesot hunn – an déi dat och bereet sinn ze soen, bei engem spéideren Zäitpunkt eng Kéier selwer – datt d'Gebridder Rollinger a perséinleche Gespréicher, awer och virun Zeien hinne gesot hunn, datt se vun de Ministeren Halsdorf a Krecké, virun Zeie wéi gesot, erpresst goufen, mat deene Mëttelen déi ech hei grad beschriwwen hunn.

An ech wëll hei vun der Geleeënheet profitéieren, eng Kéier ganz kloer ze soen, datt déi Leit do, déi eis dat gesot hunn, déi do dobäi sinn, déi Zeie vun där Erpressung do sinn, bereet sinn auszesoen. An et soll keen un deenen hirer Volontéit zweiwelen.

Allerdéngs an enger geuerdneter Prozedur, allerdéngs net iergendwou an iergend enger Chamberssitzung, net an iergend enger Pressekonferenz, net iergendwou wou een emol eng Kéier de Mikro virun d'Nues gehale kritt, ma an enger geuerdneter Prozedur.

Sief et an enger juristescher Prozedur, déi mir als Demokratesch Partei jo scho gefuerdert hunn, sief et awer och an enger Commission d'enquêtes vum Parlament, do wäerten déi Leit do – an et gëtt der vill am Land déi dat do kënne bezeien – wäerten déi gehéiert ginn, an da wäerten déi ënner Eed dat doten och kënne konfirméieren.

Mir wëssen doriwwer eraus och, datt de Staatsminister net méi spéit wéi d'lescht Woch iwwer dës Virwërf informéiert ginn ass, datt nämlech den Här Halsdorf an den Här Krecké op déi doten Aart a Weis probéiert hunn, de Promoteur Rollinger vu sengem Projet Wickreng 1 ewechzekréien.

Dofir versti mir eigentlech déi Aussoe vum Premierminister vun der leschter Woch absolut net méi; datt do Presseschelt gemaach ginn ass, datt do Leit Ligener genannt gi sinn, déi dat dote behaapt hunn – an ech huelen elo emol un, datt mir zwee an eis Fraktiounen och domat gemengt waren. Datt do d'Chamber virgefouert ginn ass, ugezweiwelt ginn ass datt et eigentlech der Chamber hir legitim Aufgab ass, hei Kloerheet an déi Affär do kënnen ze bréngen, an datt en eigentlech nëmmen u senger Versioun festgehalen huet, an all aner Faiten awer mordicus ofgestridden huet. An datt en all déi Virwërf do awer op eng ganz liicht Schëller geholl huet, a probéiert huet vun deenen eigentleche Problemer, vun deenen eigentleche Geschehnisser dach massiv ofzelenken.

De Verdacht vum Chantage, respektiv der Tentative de chantage, an der Korruptioun, respektiv der Tentative de corruption, déi stinn awer nun emol weiderhin am Raum.

Et sinn eemoleg Virwërf un d'Adress vun enger lëtzebuerger Regierung. Et sinn inakzeptabel Zoustänn vu Vermëschung tëscht Politik, der Spuerkeess a private Promoteuren. An de Schued deen domat ugeriicht ginn ass, an de Schued deen domat fir d'Reputatioun vu Lëtzebuerg dobaussen ugeriicht ass, bei de Wiertschaftsacteuren hei am Land an och ausserhalb vun dësem Land, Dir Dammen an Dir Hären, deen ass enorm.

Et geet hei net ëm Kavaléiersdelikter. Et geet hei ëm déi schwéierst Dysfonctionnementer déi mir zanter laangem haten an dësem Staat, an et geet och ëm penal Faiten. Well

Tentative de corruption, Corruption, Tentative de chantage a Chantage, dat si penal Faiten an déi gehéieren nun eben emol poursuivéiert.

Fir dëst opzeklären, mengen ech, muss d'Chamber definitiv de Courage hu fir hirer Verantwortung gerecht ze ginn.

A mir als Demokratesch Partei, mir fannen eis do mat der Propositioun déi Déi Gréng scho virun enger Rei vu Woche gemaach hunn, fir eng Commission d'enquêtes ze froen, absolut op enger Linn erëm.

An ech mengen, wann CSV an LSAP hei net weiderhi wëlle probéieren, alles ënner de berühmtenen Teppech ze kieren, an hei mengt, datt jo alles richteg gewiescht wier, da kënne se jo och nëmmen domat d'accord sinn, datt esou eng Enquêtëkommissioun fir Kloerheet wäert suergen.

Well déi Enquêtëkommissioun, déi wäert aner Pouvoiren hu wéi mir bis ewell als Deputéiert haten. Déi wäert kënnen Zeie ruffen, déi wäert kënnen déi Zeien ënner Eed aussoe loossen, an da wäerte mir ganz schnell gesinn hei am Land, wien d'Wouerecht gesot huet a wien d'Wouerecht net gesot huet. Mir wäerte ganz schnell gesinn hei am Land, op wat fir eng Aart a Weis datt d'Regierungsmemberen hei mat privaten Investisseuren ëmgaange sinn, an datt dat wäit vun deem ewech ass, wat se selwer haut behaapten.

Et ass hei der Regierung wierklech net dorëms gaangen, datt Investissementer zu Lëtzebuerg sollten erméiglecht ginn, wéi den Här Premierminister dat doten esou schéi wollt mat engem Schlenker an oflenkend dann op eemol eng aner Diskussioun wollt ufänken. Et ass hei net dorëms gaangen, ënner wat fir enger Form datt e Politiker, e Minister, en Deputéierten dann nach kéint mat private Promoteuren diskutéieren. Well Tatsaach ass jo awer hei, datt fir d'alleréischt emol d'Regierung d'Initiativ geholl huet, fir ee Promoteur vu sengem Projet ofzebréngen.

De Premierminister seet: "Majo, mir hunn dach nëmmen deene Leit do gehollef." Neen, de Premierminister, an och seng Ministeren, hunn alles dru gesat, fir datt de Projet Wickreng 1, deen autoriséiert war, dee quasi finanzéiert war, fir deen onméiglech ze maachen an deen ze stoppen.

Ech mengen, wa mir gär e Land hätten, wou Investisseure Vertraue kënnen hunn, datt et rechtsstaatlech zougeet, datt fir jiddweree Chancëgläichheet do ass, dann ass dat sécherlech déi falschste Manéier fir mat Investisseuren, fir mat Promoteuren eens ze ginn.

An de Schued ass fir Lëtzebuerg grouss. De Schued ass heiheem grouss, de Schued ass am Ausland grouss. A mir mussen deem Spuk do endlech en Enn setzen. Mir dierfen hei net weider einfach nokucken. Et geet eben och ëm d'Interesse vum Wirtschaftsstanduert an deem Skandal Léiweng-Wickreng.

An ech mengen awer och nach, datt et eis dorëms geet, datt mir déi Saach do schnell opklären. Datt mir dat Duercherneen, déi Froen déi am Raum stinn, déi Behaaptungen, déi Onsécherheet, datt mir déi op en Enn bréngen. Datt Kloerheet ass, an datt mir da kënne weider schaffen, nämlech un deene wierkleche Problemer vun eisem Land. Well eist Land huet och nach aner Problemer, an huet eis voll Opmierksamkeet och nach op anere Problemer verdéngt. Sief et d'ëffentlech Finanzen, sief et de Chômage, sief et de Standuert Lëtzebuerg, dee muss nei opgestallt ginn.

Mir géingen eis ganz gär domat beschäftegen, ma dofir musse mir an den nächste Woche Kloerheet an dëser Affär kréien.

Ech soen lech Merci!

François Bausch: Ech wollt nach just profitéiere fir – ech mengen, bei de Conclusioune sinn ech 100%eg mam Claude Meisch d'accord – fir dee leschte Punkt nach eng Kéier awer och an engem anere Kontext an 2 Sätz erauszesträichen.

Et geet dorëms: dierf eng Regierung, oder soll eng Regierung mat Promoteure sech gesinn, versichen ze vermëttelen, an esou weider?

Ech mengen, mir allen zwee an eis zwou Parteien hunn natierlech iwwerhaapt kee Problem domat, datt eng Regierung am Kader vun enger wirtschaftlecher Prospektioun och Promoteure gesäit a sech unhéiert wat déi ze soen hunn. Dat ass net de Punkt, ëm deen et hei geet.

Hei geet et ëm Interessekonflikter an Interessevermëschungen, an ëm eng Aart a Weis net-transparent virzegoen, an ëm en Agéieren – virun allem am Kontext vun dem Prêt vun der Spuerkeess – dee fir eis net akzeptabel ass.

An ech muss och soen, dat heite beleet fir eis alle béid och ganz kloer, wéi wichteg datt et ass, datt mir zu Lëtzebuerg endlech och fir d'Regierungsmemberen e Code de déontologie kréien, wou ganz genee festgeluecht gëtt, wat ass en Interessekonflikt, wat kann ee sinn, vun engem Regierungsmember, a wéi huet e Regierungsmember sech an der Praxis ze verhalen?

An ech muss soen, wann ech liese wat de fréiere Wirtschaftsminister Jeannot Krecké zum Beschte ginn huet an der Zäitschrëft *Forum*, elo déi rezent Nummer, an deem Zesummenhang – dat huet mech immens erféiert an erschreckt, a bestätegt eigentlech. Net nëmmen d'Mentalitéit vun där Persoun, dat loossen ech an där hirer Responsabilitéit, ma et bestätegt mir eigentlech, wéi schnell datt dat muss kommen.

Well hie seet do op d'Fro hin, déi e gestallt kritt vun Interessekonflikter déi hien eventuell kéint hunn, am Zesummenhang dann elo mat sengem Sursaut deen e mécht vum Regierungsstull an d'Conseils d'administration vu verschiddenen, net klengen, ma risegrousse private Gesellschaften am Ausland, ob en dann do keen Interessekonflikt géing gesinn, esou kuerzfristeg direkt no senger Demissioun als Minister.

Da seet en do als Äntwert: "*Dazu gibt es keine gesetzlichen Bestimmungen. In Abwesenheit eines bindenden juristischen Rahmens definiere ich selbst, was ich tun kann und was nicht.*"

An ech muss lech soen, mech huet dee Saz wierklech schockéiert fir esou eppes ze soen. Soit datt et juristesch stëmmt, ma op eng Fro déi en do gestallt krut esou eng Äntwert ze ginn, dat léisst menger Meenung no déif blécken a beweist, wéi séier datt mir dee Code de déontologie musse kréien.

Voilà, wann elo Froen do sinn?

Journalist: Ech mengen, Dir hutt déi aner Fraktiounschefen de Moie kuerz gesinn. Hutt Dir deene gesot, datt Dir zesumme fir déi Enquêtëkommissioun plädéiert? A wat waren d'Reaktiounen?

Claude Meisch: Mir hunn doriwwer net geschwat de Moien. Mir hunn dat hei elo nach eng Kéier ganz kloer déclaréiert. Mir wäerten dann de nächste Mëttwoch an der Chamber jo

d'Geleeënheet hunn dat nach eng Kéier ze argumentéieren, an do wäert eng Motioun op den Dësch kommen. An ech géing nach eng Kéier wierklech CSV an LSAP bieden, wa si der Meenung sinn, hei wär näischt ze verstoppen, da kënne si där Enquêtëkommissioun do nëmmen zoustëmmen. Gëtt et nach eng aner Fro?

Journalist: Wat misst dann déi Conclusioun, also d'Konsequenz vun där ganzer Saach sinn? Ass eng Demissioun vun der Regierung noutwenneg?

François Bausch: Also ech mengen, wa mir eng Enquêtëkommissioun gären hätten, mir maachen dat hei jo *[gëtt ënnerbrach]*

Journalist: *[ondäitlech]*

François Bausch: Jo mä, ech mengen, mir wëlle jo net der Enquêtëkommissioun virgräifen, de Conclusioune vun där virgräifen. Mir wëllen emol fir d'éischt Faiten all op dem Dësch hunn.

Et kann ee sécherlech driwwer diskutéieren, mindestens bei engem Minister, dee jo den Telefon geholl huet, ob dat iwwerhaapt nach tragbar ass. Ech mengen, wann dat am Ausland wär, wär dat scho laang gelaf, dat wär net méi tragbar. Dat ass meng ganz perséinlech Meenung. Alleng de Fait, datt versicht ginn ass esou eng Aktioun ze starten, ass fir mech esou e grave Fait, datt dat net méi tragbar ass.

Mä mir wëllen awer net der Commission d'enquêtes virgräifen. Mir hätte gär, datt an aller Transparenz alles op den Dësch kënnt, an da gekuckt gëtt wou d'Responsabilitéiten an deem eenzelnen Dossier waren, an dann zéie mir eréischt déi politesch Konsequenzen. Ech mengen, dofir wëlle mir gär d'Commission d'enquêtes hunn, an dofir wëlle mir wierklech och hoffen, datt se zustane kënnt an dann duerno eis Conclusiounen zéien.

Claude Meisch: Ech hunn deem näischt bäizefügen. Jo?

Journalist: Et gëtt en Dokument, an dat mengen ech deckt sech mat den Informatiounen déi Dir genannt hutt, datt de Minister Halsdorf net nëmme sech renseignéiert hätt bei der Spuerkeess fir no de Modalitéiten ze froen, mä datt e méi spéit, Enn 2010, dem Här Guy Rollinger verséchert hätt, zesumme mam Minister Jeannot Krecké, ze kucken, datt et géif klappen. An do geet et ëm en Taux réduit, och bei der Spuerkeess. Dat ass also méi wéi einfach nëmmen e Renseignement huelen an nofroen. Sinn dat déi Informatiounen déi Dir och hutt, déi ech aus deem Dokument hunn? A wat haalt Dir dovunner?

Claude Meisch: Dat entsprécht jo deenen Informatiounen. Ech mengen, de Fränz Bausch huet dat hei virdrun développéiert, wat och plus ou moins eisem Kenntnisstand entsprécht.

Mä jiddwereen huet en Dokument enzwousch. Jiddwereen huet eppes héieren. Jiddwereen huet mat engem geschwat. Komescherweis muss ech soen, deckt dat sech jo bal alles wat Leit engem bereet sinn uechter d'Land esou ze zielen. Dofir musse mir dat elo an eng geuerdnet Prozedur kréien.

A wann et Dokumenter gëtt, wann et Pièce gëtt déi jo iergendwou dann och existéieren; wa Leit sech un eppes kënne *rappeléiere* wat deen ee gesot huet a wat deen anere gesot huet, u grave Virwërf déi jo do gemaach gi sinn, ech mengen da muss een déi Leit eng Kéier ruffen an da muss ee se aussoe loossen, virun där Plaz wou dat dann ass.

Wann d'Justiz dat net mécht, mengen ech muss d'Parlament dat maachen, am Kontext vun enger Enquêtëkommissioun. An da wäerte mir vollsten Transparenz och doriwwer kréien.

Mir hu Kenntnis vun deem Dokument wat Dir uschwätzt, wat ganz kloer beweist – an de Fränz Bausch huet et virdrun hei ganz kloer Punkt fir Punkt virgeluecht – datt déi Versioun déi d'Regierung dann elo op eemol erëm zouginn huet, nodeems si jo am Ufank d'lescht Joer gesot huet, Neen, mat der Spuerkeess ass guer net doriwwer geschwat ginn, mir hu bei kenger Bank intervenéiert – dat war jo komplett wéi wann esou eppes guer net géing a Fro kommen. Dunn op eemol kënnt een Element dorëmmer op, an d'Regierung sprëngt dann direkt drop a seet, jo do war e bëssen eppes, mä mir hunn awer net richteg intervenéiert, mir hunn och net gekuckt, datt et do speziell Konditioune sollte ginn, mir haten dat och net versprach. Et war just de Minister Halsdorf, deen hat eng Kéier op Nofro hi vum Promoteur hat deen dann eng Kéier den Telefon geholl a bei der Spuerkeess nogefrot.

D'Regierung gëtt hei ëmmer nëmmen dat zou wat si souwisou muss zouginn, wou si net méi dolaanscht kënnt. An dofir brauche mir déi Commission d'enquêtes, dofir brauch d'Parlament an dësem spezielle Fall, an dësem grave Fall, an dësem exzeptionelle Fall brauch si aner Pouvoiren déi d'Commission d'enquêtes dem Parlament gëtt, fir datt mir Kloerheet doranner bréngen, datt mir déi Dokumenter op den Dësch kréien, an datt mir déi Aussoen och ënner Eed kënne virleeën.

Da kënne mir, mengen ech, ganz kloer soen, wat ass geschitt? An da muss dat awer eng Kéier der Effentlechkeet virgedroe ginn, datt jiddweree sech seng Meenung dozou ka maachen. An da muss d'Parlament schlussendlech och déi politesch Conclusiounen dorauser zéien.

Journalist: Wat wär de Plang wann d'Regierungsparteie sech géifen an der Chamber géint d'Créatioun vun enger Enquêtëkommissioun wieren? Braucht Dir d'Majoritéitsparteien?

Fränz Bausch: Mir brauchen d'Majoritéitsparteien, mä ech ka mir dat net virstellen. Ech ka mir net virstellen, datt Leit déi esou drängen op d'Wouerecht, datt si eis dat géinge verweigeren.

Journalist: Just eng Verständnisfro: Dir hutt déi Dokumenter do ugeschwat. Dat Dokument wou Dir gesot hutt, Här Bausch, d'Regierung, d'Ministeren Halsdorf a Krecké géife sech engagéiere fir Problemer bei der Spuerkeess ze entäisen, an dat Dokument wat elo ugesprach gouf, mat deene spezielle Konditiounen, ass dat eent an dat selwecht Dokument?

Claude Meisch: Dat ass laut mengem Kenntnisstand eent an dat selwecht Dokument. Et geet do ëm *[gëtt ënnerbrach]*

Journalist: Dir sot, no mengem Kenntnisstand, dat heescht, Dir hutt keng Copie vun deem Dokument?

Claude Meisch: Mir kënnen Iech haut keng Copie hei virleeën. Mir wëssen awer, datt déi existéiert.

Journalist: Dir hutt selwer och keng?

Claude Meisch: Neen, an ech mengen och, mir hunn zu dësem Zäitpunkt net déi Kompetenze fir a Schrëftverkéier do wullen ze goen an dat eropzebréngen. Mir hunn net déi Kompetenze fir Leit ënner Eed kënnen aussoen ze loossen. An ech mengen, dofir brauche mir déi Kompetenzen, ech soen et nach eng Kéier, fir Transparenz kënnen ze bréngen.

Fränz Bausch: Mir wëssen awer aus sécherer Quell, datt, wann d'Commission d'enquêtes kënnt, datt déi Persoun déi et huet bereet ass dat Dokument erauszeréckelen.

Claude Meisch: A mir schénge jo net déi eenzeg hei am Sall ze sinn, déi Kenntnis dovunner hunn.

Journalist: Här Meisch, firwat *[ondäitlech]* drop gedrängt eng juristesch Prozedur *[ondäitlech]*. Haut schéngt dat jo net méi eng Prioritéit ze sinn. Firwat net?

Claude Meisch: Éischtens ass et esou, datt wann eng juristesch Prozedur a Gang kënnt, da muss d'Aarbecht vun der Chamber rouen. Dofir si mir eigentlech och virun 2 Wochen higaangen an hu gesot, d'Justiz muss sech haut emol froen, de Parquet muss sech haut froen, ass dat doten net een Dossier fir eis?

Ech huelen un, datt déi Fro sech gestallt ginn ass, mä mir hunn net festgestallt, datt d'Justiz aktiv ginn ass. Wann d'Justiz net aktiv gëtt an och, no deene Faiten, déi mir awer haut nach eng Kéier ganz kloer an an aller Kloerheet hei dokumentéiert hunn an eigentlech och de Wee geluecht hunn, bei wien ee misst goe fir da méi gewuer ze ginn, d'Justiz net wëll enquêtéieren, dann ass et fir eis ganz kloer, datt d'Parlament muss hir Responsabilitéit iwwerhuelen. An dat fuerdere mir dann den nächste Mëttwoch och mat där Motioun fir déi Commission d'enquête.

Fränz Bausch: Et kënnt jo och dobäi, et gëtt juristesch, also penal Voleten ze klären, mä et gëtt och politesch Voleten hei ze klären.

A mir maachen hei zu Lëtzebuerg mat deene Commissions d'enquêtes wéi wann dat esou eppes ganz Komplizéiertes wär, an datt do déi Interferenzen direkt ze vill grouss wieren tëscht Politik an der Justiz. Ech wëll lech just soen, kuckt lech emol am Ausland an de Parlamenter un, kuckt am Bundestag, kuckt an der Belsch, wéi oft datt do Commissions d'enquêtes sinn.

An de Moment ass eng Commission d'enquêtes an der Belsch amgaang zum Beispill iwwer de Fall Dexia, iwwer d'Implicatioun vun der Politik am Fall Dexia fir d'Belsch. Mä do gëtt net laang gezéckt. Do gëtt eng Commission d'enquêtes ageruff, an déi huet natierlech aner Pouvoiren, aner Moyene fir kënne do virzegoen.

Am Bundestag, där Bundestags-Enquêtëkommisisounen hutt Dir der masseg gehat an deene leschten 10-15 Joer. Zemools wann net ëm politesch Responsabilitéite geet.

An et geet hei och ëm politesch Responsabilitéiten, an aus deem Gronn menge mir, datt déi 2 Saache sech jo och guer net *a priori* ausschléissen. Natierlech muss een ëmmer kucken, datt d'Parlament net op de Volet geet deen d'Justiz soll maachen. Do si mir eis eens. Mä et gëtt awer och dee politesche Volet ze klären. An do gëtt d'Enquêtëkommissioun eis méi Méiglechkeete wéi am Moment einfach eng parlamentaresch Kommissioun.

Journalist: Ech hunn nach eng Fro zum politesche Volet. Wann der et esou doutéis fannt wat de Jean-Marie Halsdorf gemaach huet bei der Spuerkeess nozefroen, wat hënnert lech dann elo dorun, also onofhängeg vun der Enquêtëkommissioun, fir eng Demissioun ze froen?

Fränz Bausch: Kuckt emol, mir si jo net elo hei well mir mat enger, wéi soll ech soen, gewëssener Schadenfreed, iergendee Minister dozou bréngen, datt deen demissionéiert. Dat ass jo net den Objet.

Mir hätte gär hei Kloerheet an de ganzen Dossier. Mir wëllen net e Bauernopfer hei kréien einfach, fir et emol ganz däitlech ze soen. Mir hätte gär, datt den Dossier ganz kloer an aller Transparenz op den Dësch kënnt, datt de Bierger dobausse kann novollzéie vun A bis Z, wat ass hei gelaf.

Wann ech dat Beispill nëmmen eraushuelen, wat elo virdrun ugeschwat ginn ass, net nëmmen datt ech uruffe fir ze froe wéi d'Konditioune beim Prêt sinn, mä datt ech och nach à la limite intervenéiert hunn, fir datt d'Konditioune fir dee Promoteur sech solle verbessere bei der Spuerkeess – dat musst Dir lech emol am Kapp virstellen! Wat ass dat fir e Bild an der Ëffentlechkeet bei de Bierger dobaussen, wann eng Regierung sech fir een asetzt, net nëmme fir nozefroe wou ass de Kredit drun, kann en deblockéiert ginn, mä och nach datt d'Konditioune besser ginn?

Wann dat Beispill stëmmt, ech weess dat net. Mir wëssen à ce stade just, datt intervenéiert ginn ass. Mä mir wéisste gär wat do am Detail alles gesot ginn ass, a bis wéi wäit datt dat gaangen ass.

Dann huet dat eng ganz aner politesch Envergure nach, wéi wann ech just elo soen – effektiv de Fait fir mech ass kloer, a fir de Claude Meisch och, datt de Fait alleng, datt ee Minister iwwerhaapt bei enger Bank esou intervenéiert, dat ass méi wéi diskutabel a misst eigentlech, oder géing och mat Sécherheet am Ausland dozou féieren, datt dee misst goen.

Mä dat ass awer net de sprangende Punkt bei der Affär. De sprangende Punkt sinn all déi aner Detailer déi mir gär wéissten a gär opgekläert hätten, a mir fannen och, datt d'Ëffentlechkeet hei an deem Land e Recht huet déi ze wëssen.

Claude Meisch: An och eng Demissioun vun engem Minister entbënnt eis jo net dovunner fir déi Saach do opzeklären. Och wann de Jean-Marie Halsdorf haut de Mëtteg nach géing demissionéieren, da stinn déi Froen nach ëmmer am Raum.

An dofir hätte mir gär fir d'éischt Opklärung iwwer dat ganzt Virgehe vun der Regierung, an do war net de Jean-Marie Halsdorf alleng, do ass et en deemolege Wirtschaftsminister ginn, de Jeannot Krecké, iwwer deen eigentlech, mat all deene Leit wou ee schwätzt, déi selwecht Reprochë quasi gemaach ginn.

Et muss ee sech awer och froen, firwat de Premierminister selwer esoulaang d'Decken doriwwer gehalen huet, sech esou wäit doranner engagéiert huet, déi Versiounen do vu senge Ministere kënne ze verdeedegen, datt e sech awer massiv a Widdersprëch do verwéckelt huet. Also, och ee Minister deen hei zrécktrëtt, dee mécht dësen Dossier hei net zou.

Dat wëlle mir net. Mir wëllen net, datt hei déi falsch Conclusioune gezu ginn. Mir mussen déi richteg Conclusiounen zéien a se zum richtegen Zäitpunkt zéien, nämlech da wa komplett Transparenz ass. An nach eng Kéier, Transparenz kréie mir nëmme wa mir méi Moyene kréien iwwer eng Enquêtëkommissioun.

Journalist: Kënnt Dir lech virstellen, datt de Jeannot Krecké deemools demissionéiert huet, en Vue vun deem wat haut zum Beispill hei *[ondäitlech]*?

Claude Meisch: Ech ka mir villes vistellen, ma do si mir awer elo am Beräich vun de Spekulatiounen.

Journalist: Déi zwou Perquisitioune beim Här Becca, ass do iergendwéi Kenntnisser, datt déi an deen hei Komplex eraginn? Well vun deem héiert ee jo guer näischt méi *[ondäitlech]*?

Claude Meisch: Do ass, mengen ech, d'Justiz déi hir Aarbecht mécht.

Esouwäit ech weess, ass déi Enquête net ofgeschloss, et muss ee kucken, ob dat eng Kéier viru Geriicht kënnt, oder net viru Geriicht kënnt.

An dat ass eigentlech een Argument fir d'Enquêtëkommissioun. Well et gesäit een, datt, wann d'Justiz enquêtéiere geet, da riskéiert et ganz roueg ze ginn. An hei sinn awer Elementer dran, politesch Elementer dran, déi extrem wichteg sinn, datt eng Chamber Kenntnis dovunner huet, datt eng Ëffentlechkeet Kenntnis dovunner huet, datt mir komplett Transparenz an Opklärung kréien. An dat wier sécherlech méi schwiereg während där Zäit wou d'Justiz géing enquêtéieren. Dat wier méi einfach, wa mir eng Enquêtëkommissioun géingen den nächste Mëttwoch asetzen.

Journalist: Mussen d'Politiker, an ech zielen lech awer och dozou, net oppassen, datt se zu engem Acteur ginn an engem Konkurrenzkampf tëscht verschiddene Promoteuren? Well esou *[ondäitlech]*

François Bausch: Op déi do Fro äntweren ech awer elo wierklech mat Freed.

Well ech mengen, wann Dir kuckt wat mir zesumme vun Ufank un an deem Dossier hei als Haaptreproche un d'Regierung gemaach hunn, politesche Reproche, dat ass, datt d'Regierung sech insgesamt net fir den Intérêt public géing asetzen, ma fir den Intérêt privé, dat heescht de kommerziellen Intérêt vun 2 private Promoteuren.

Mir hu gesot, dee Stadion an alles dat wat diskutéiert gëtt, dat ass alles nëmme Virwand fir hei privat, kommerziell Interessen. An an deem Sënn, mengen ech, sti mir bestëmmt *über jeden Verdacht erhaben*, datt mir eis hei géingen zum Spillball wëlle maachen.

Fir eis ass et wichteg, datt hei – soit datt een elo besonnesch vun deenen 2 mam Säbel rasselt, well deen natierlech de Verléierer ass bei der Geschicht, ma dat ass net eise Problem, mir hu jo näischt domat ze dinn. Eis geet et hei ëm Transparenz, ëm d'politesch Wouerecht, ëm déi juristesch Wouerecht, datt déi soll erauskommen, wat hei wierklech gelaf ass. Ech wëll net soen, datt et eis egal ass, ma et ass net eise Souci, ob mir zum Spillball vun iergendengem ginn.

Mir handelen hei en Fonctioun vun deem wat mir zesummen analyséiert hunn, op Basis vun engem politesche Virgoen. A wou mir och mengen, datt et absolut wichteg ass, aus deene Grënn, och vun de Conclusioune wou de Claude virdru gesot huet, wat dat jo eng Image de marque gëtt vum Land, wat do ofgelaf ass – et ass dat wat eis Suerge mécht, a soss näischt.

Claude Meisch: Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, datt esouwuel Déi Gréng wéi och d'DP géint de Projet Wickreng dès le départ waren, a géint de Projet Léiweng dès le départ waren.

Dir gesitt eis net hei, well mir vläicht net Recht kritt hunn, a well mir vläicht deen ee Projet léiwer gehat hätt wéi deen aneren, oder deen ee Promoteur vläicht léiwer gehat hätte wéi deen aneren, neen. Ech mengen, et kann net esou sinn, datt d'Gesiicht vum Promoteur herno Ausschlag gëtt, ob e Projet realiséiert gëtt, oder net realiséiert gëtt. D'Politik muss décidéieren, wou wat geet.

Do hu mir an där Debatt déi mir haten de 5. Oktober, an och herno déi Conclusiounen, déi éischt Conclusiounen déi gezu gi sinn, jo festgestallt, datt mir eng Landesplanung hunn déi net fonctionnéiert. Soss wär dat do jo net méiglech.

Mir konnt nach ëmmer keen erklären, firwat, aus der Siicht vun der Regierung, de Projet Wickreng no landesplaneresche Critèrë schlecht ass, an de Projet Léiweng no landesplaneresche Critèren, wat déi selwecht jo awer misste sinn, op eemol soll gutt sinn. Dat konnt kee Mënsch mir erklären.

Also hu mir eng Landesplanung, déi do net richteg gräift.

Déi Instrumenter déi mir do bräichten, déi sinn no wéi vir nach net en Place, an dat ass sécherlech och e gravë Reproche, dee mir un dës Regierung maachen. Mir maachen en net nëmmen an dësem Kontext, dat soe mir scho ganz laang.

An ech mengen, esouwuel de Fränz Bausch, a senger kommunalpolitescher Fonctioun, wéi och de Claude Meisch, a senger kommunalpolitescher Fonctioun, mir schaffe mat ville Promoteuren zesummen, well eng Gemeng kann net alles maachen, a kann et net ouni d'privat Initiativ maachen. An och mat deene sécherlech zum Deel, an ech weess et fir mäi Fall mat engem ganz präzis, och hu mir kommunalpolitesch Projete wou mir virugedriwwen hunn.

Ma awer och eng aner Aart a Weis. Op eng aner Aart a Weis. Net mat der Briechstaang. Net, datt ee sech géint d'Reglementer, géint d'Gesetzer hei probéiert duerchzesetzen, datt ee muss zu esou Chantage-Methode gräife wéi dat hei gemaach ginn ass, ma andeems och eng Gemeng ganz kloer seet, dat doten dat hätte mir gär, dat géisse mir a Goss an eis Reglementer, an da kann all Promoteur kucken, datt e bei eis ka Geld investéieren, fir un der Entwécklung vun där Gemeng, a wann ech um Landesniveau huelen, un der Entwécklung vum Land kënnen ze partizipéieren.

D'Politik muss priméieren, an näischt aneschters.

Journalist: *[ondäitlech]* qui n'a pas été abordée, c'est finalement, ce stade, est-ce qu'il faut le faire?

François Bausch: Je crois que la question du stade, dans ce dossier c'est vraiment plus que subsidiaire.

Nous, on était de tout façon dès le début d'avis que le stade était vraiment un véhicle, disons, pour pousser en direction de ce projet de Livange. Mais bon, pour nous deux, la question est très vite répondue.

Si vous nous posez la question, est-ce qu'on a besoin d'un stade de cette envergure, on dit non. Surtout pas en temps de finances publiques serrées, etcetera. Il y a d'autres moyens pour arriver, disons, à un stade convenable pour le football qui est joué au Luxembourg. Il y a d'autres possibilités. On a déjà proposé au moins une demi-douzaine de possibilités. Mais bon, le projet de Livange, non.

Claude Meisch: Je vous invite à l'inauguration du nouveau stade de Differdange le 5 août de cette année.

On était en discussions avec le gouvernement dans le temps pour fusionner nos efforts, pour créer de nouvelles infrastructures sportives, pour créer à Differdange le nouveau stade national. Et on a proposé que la Ville de Differdange y mettait des moyens, et l'État y

mettrait des moyens pour créer une structure qui correspond aux besoins au niveau national.

Malheureusement dans le temps, le ministre Jeannot Krecké n'a pas suivi nos recommandations, sinon on pourrait ouvrir le stade national le 5 août de cette année-ci.

François Bausch: Et je peux dire la même chose pour la Ville de Luxembourg. Vous savez que le terrain sur lequel se trouve le Stade Josy Barthel actuellement, le terrain appartient à la commune. La Ville de Luxembourg n'a jamais dit, qu'elle ne voudrait récupérer maintenant ce terrain. Si l'État décide aujourd'hui de reconstruire, ou de moderniser complètement le Stade Josy Barthel, aucun problème. La Ville de Luxembourg soutient cette approche.

Journalist: Fir op d'Korruptioun nach eng Kéier zréckzekommen. *[ondäitlech]* reell Suen?

Claude Meisch: Ech mengen, ech hat jo eng Rei vu Froe gestallt; de 5. Oktober an der Chamber. Ech hunn Äntwerten dorop kritt, op eng e bësse gelungen Aart a Weis, muss ech soen. Ech hat deemools ganz präzis déi concernéiert Ministere gefrot, ob se Avantagen, materieller an immaterieller Natur, entgéint geholl hunn. Si hunn alleguer, deen ee méi schnell, anerer eréischt op Nohaken hi gesot, dat wier net de Fall gewiescht. Ech hoffen, datt dat dote stëmmt.

Allerdéngs, wann ee mat deem engen oder anere schwätzt, dann héiert een och do aner Versiounen. An et kéint jo och sinn, datt déi Enquête déi scho leeft, datt déi sech mat deem dote Volet kéint beschäftegen.

Journalist: Dir hutt gesot, Dir hätt Informatiounen *[ondäitlech]*. Hutt Dir dann och Informatiounen, datt Beamte vläicht iwwer hir Kompetenzen eraus gaange sinn, an deem ganzen Dossier, wat jo e Volet ass deen Dir elo net ugeschwat hutt?

Claude Meisch: Mir wëllen lech elo wierklech hei net sämtlech Informatiounen déi een doruechter héiert – mir sinn net de Porte-parole vun all deenen, déi momentan sech net wëlle virun d'Press stellen.

Mir hunn dat kondenséiert, wou mir soen, op Grond vun deem wat mir héieren hunn an op Grond vun deem wat mir erlieft hunn, an op Grond vun deem wat mir nieftenee leeën, ass dat dote fir eis eigentlech kloer. Ma fir dee ganzen Tableau ze zeechne brauche mir aner Moyenen.

Ech rappeléieren nach eng Kéier, eng Enquêtëkommissioun gëtt eis déi Moyenen, a wann et da Verdachtsmomenter gëtt, datt hei net nëmme Politiker falsch agéiert hunn, ma och héich Beamte falsch agéiert hunn, da mengen ech, da muss dat an de Perimeter vum Champ d'action vun där Kommissioun mat erakommen.

Gutt, ech mengen, domat hätte mir den Tour gemaach esouwäit.

Mir wäerten eis spéitstens dann e Mëttwoch an deem Dossier hei erëmgesinn.